Eugène KERBAUL

1 270 MILITANTS DU FINISTÈRE

(1918-1945)

Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère
élargi à des combattants
de mouvements populaires de Résistance.

Du même auteur :

CHRONIQUE D'UNE SECTION COMMUNISTE DE PROVINCE
1935-1943

Ouvrage à paraître

Dépôt légal : 1er trimestre 1985

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays.

A Yves Autret
Cet ouvrage qui n'est pas un livre d'histoire comme les autres
Et en remerciement pour l'aide qu'il m'a donnée
E. Kerbaul

Eugène KERBAUL

1270 MILITANTS DU FINISTÈRE (1918-1945)

Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère élargi à des combattants de mouvements populaires de Résistance.

Ouvrage parrainé par l'Institut de Recherches Marxistes de Bretagne « Marcel-Cachin »

et réalisé avec l'aide de plusieurs dizaines de militants.

Chez l'auteur
93, rue Pierre-Curie - 93170 Bagnolet
C.C.P. : Eugène Kerbaul 6 653 82 X PARIS

REMERCIEMENTS

Si près de cent vétérans du mouvement ouvrier ne m'avaient pas aidé dans la tâche ardue qu'était la réalisation de ce dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère, il n'aurait pu voir le jour. De ce fait, on peut dire de cet ouvrage qu'il est une œuvre collective, qui a exigé quinze années d'efforts.

Hélas, plus de la moitié des camarades et amis que j'avais contactés sont décédés entre temps. S'il fallait refaire cet ouvrage cela serait impossible, du moins dans le même esprit. Mon souvenir va à ces amis et camarades disparus. Que les survivants trouvent ici mes remerciements fraternels et reconnaissants. Aucune documentation d'archives n'eut pu me fournir ce qu'ils m'ont donné...

Et ils ont fait encore mieux ! Comme l'ouvrage n'avait que peu de chances de sortir compte tenu de l'état de l'édition en France, ils décidèrent de subventionner cette publication en ouvrant une souscription. Elle recueillit une somme inespérée au départ, qui a rendu possible rapidement la sortie de cet ouvrage. Ils donnèrent selon leurs moyens, collectèrent autour d'eux, et en moins d'un an les fonds nécessaires étaient réunis. Encore un grand merci pour avoir fait cela qui est des plus rares.

Je voudrais dire ma reconnaissance à ceux qui m'ont aidé surtout dans mes débuts qui furent, oh combien, difficiles : à mes amis de l'Institut Maurice-Thorez, devenu depuis Institut de Recherches Marxistes et qui a donné naissance à un Institut de Recherches Marxistes « Marcel-Cachin » de Bretagne, à mes amis responsables d'organisations populaires, associations, syndicats, etc., qui facilitèrent ma tâche. Merci aussi aux personnels des Archives départementales et de la Ville de Brest auprès de qui j'ai toujours trouvé un accueil aimable et compétent.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Maitron, le maître-d'œuvre du Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Français, qui m'a fourni des renseignements sur plusieurs militants, de même le professeur Jacques Girault qui, à l'aube de mes recherches, m'a encouragé et fourni nombre de renseignements intéressants, et Germaine Willard, historienne, à qui je suis redevable de tant de précieux conseils.

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

Avant d'expliquer la genèse de cet ouvrage, de dire mes intentions et ce qu'il m'a coûté de patience, je voudrais solliciter l'indulgence des lecteurs car je me rend bien compte de ce qu'il peut comporter d'imperfections et, en dépit des multiples précautions prises, d'erreurs tapies ici et là. C'est qu'un tel ouvrage dépend trop de la fiabilité des sources consultées, alors que mêmes les plus sérieuses d'entre elles ne sauraient être déclarées au-dessus de tout soupçon.

C'est alors que j'écrivais **« Chronique d'une section communiste de province, Brest, 1935-1943 »** que je fus frappé par le nombre de militants qui apparaissaient dans la masse des documents et témoignages réunis. Ils ressurgissaient du passé ces hommes et ces femmes que j'avais connus pour la plupart et dont j'avais souvent oublié le nom. Qui étaient-ils ? Qu'avaient-ils accompli ? Quel avait été leur parcours dans le mouvement ouvrier et dans la vie ?

J'établis alors un fichier des adhérents de la section communiste brestoise avec l'ambition de réunir le plus grand nombre de fiches individuelles. Elles me permirent une première étude présentée comme contribution au colloque des historiens organisé par l'Institut Maurice-Thorez en 1972 : **« Evolution des effectifs et des structures d'une section communiste de province : Brest de 1935 à 1943.** Et déjà, je comprenais mieux les motivations de mes camarades et les événements dont nous avions été les témoins et les acteurs.

Peu après, il me fut demandé d'établir une liste des membres du P.C.F. militant dans le Finistère, ou en étant originaires, fusillés, morts en déportation, etc., au cours de la seconde guerre mondiale. En quelques mois, je réunis les noms de plus de 240 camarades pour ce seul département. Dès lors, j'étais lancé et mes recherches sur les militants s'étendirent à tout le Finistère.

Des interrogations se présentèrent à mon esprit : Qui devrai-je rechercher ? Et militants de quelle période ?

Le mouvement ouvrier, considéré d'une façon très large, peut aller des anarchistes aux mutualistes en passant par les communistes, les socialistes, les syndicalistes, les coopérateurs, etc. Un terrain bien trop vaste pour mes moyens, je devais limiter mes ambitions. Je résolu de consacrer mes recherches aux militants qui – au moins à un moment de leur vie, même s'il fut court – combattirent selon

des principes de lutte de classes. Cela faisait beaucoup de monde déjà car il n'y en avait pas eu que chez les communistes. Et ce monde-là était d'autant plus intéressant à découvrir qu'il s'agissait de gens qui avaient été particulièrement actifs.

Quant aux autres, dont la vie politique et syndicale fut marquée par un constant réformisme, ils devraient faire l'objet d'une autre recherche, complémentaire certes, mais pour laquelle je ne me sens guère de dispositions. »

Comme période, je choisis 1918-1945. Des grands débats qui passionnèrent le mouvement ouvrier à la fin de la première guerre mondiale et qui amenèrent à la création du Parti Communiste, jusqu'à la Libération, incluant l'occupation allemande, la Résistance et des événements extrêmement révélateurs des comportements individuels et collectifs.

Et que dire des militants ? Une règle : sincérité et honnêteté. Et puis fuir tout ce qui pourrait s'apparenter à une hagiographie de complaisance, ces militants n'étaient pas des saints, rien de dithyrambique non plus, cet ouvrage n'est pas un recueil de citations à l'ordre du mouvement ouvrier. Si possible retracer leur itinéraire militant, l'éclairer au besoin par le rappel d'événements auxquels ils furent mêlés.

Je me suis efforcé de taire les sentiments personnels que ceux que j'avais connus peuvent encore m'inspirer : affection, sympathie ou l'inverse, rancœur, désillusion, sentiments qui comptent, certes, dans mes souvenirs personnels mais dont j'ai voulu qu'ils influent le moins possible mes notices biographiques, fut-ce inconsciemment. Tant sont encore forts ces sentiments, plus de quarante ans après, que je ne suis pas sûr d'y être vraiment parvenu. Qu'on veuille bien me pardonner ces faiblesses.

Cet ouvrage n'a pas la prétention de concurrencer ce monument qu'est le Dictionnaire biographique de Maitron, consacré à l'ensemble du mouvement ouvrier et pour toute la France alors que celui-ci se limite aux militants révolutionnaires de notre département. De plus, nos sources sont en partie différentes. Le professeur Maitron a bénéficié de facilités exceptionnelles pour consulter des archives de police qui me seraient inaccessibles. J'ai eu, en revanche, plus de moyens et de complicités auprès des militants. Cette différence essentielle des sources amène des regards différents sur les militants. On en jugera à la comparaison des biographies.

Ainsi un même sujet historique étudié par des chercheurs différents aboutit à un pluralisme de compréhensions et d'interprétations qui ne peut qu'enrichir la recherche historique.

Eugène KERBAUL.

APPEL AUX LECTEURS

En dépit de tous nos efforts pour vérifier nos informations, des erreurs peuvent s'être glissées dans cet ouvrage. AIDEZ-NOUS A LES CORRIGER, si vous vous en apercevez d'une, n'hésitez pas à nous la signaler ! De même, il manque sûrement dans ce livre des militants qui auraient mérité d'y figurer, aidez-nous à réparer ces omissions involontaires.

Par ailleurs, il est envisagé de faire paraître dans quelque temps une petite brochure qui contiendra les rectifications ou ajouts que vous nous aurez soumis. Cette brochure sera envoyée contre la somme de 10 ou 15 francs. Si vous désirez être prévenu de sa parution, écrivez à l'auteur (93, rue P.-Curie, 93170 Bagnolet) en indiquant votre nom et votre adresse et en soulignant que vous désirez la recevoir.

LES SOURCES DE DOCUMENTATION

En tout premier lieu, l'apport irremplaçable de près de cent vétérans du mouvement ouvrier qui ont prêté leur concours à la réalisation de cet ouvrage. Ils m'ont apporté un nombre – inespéré vraiment – de témoignages écrits et oraux, certains enregistrés et mis à ma disposition des documents précieusement conservés, parfois non sans danger. Quelques uns ont écrit des relations d'épisodes marquants des luttes sociales et politiques dans notre département dont on doit regretter qu'elles risquent de rester inédites. Enfin, plusieurs ont effectué des recherches spécialement pour cet ouvrage ou m'ont aidé à vérifier et à confronter des renseignements venus de sources diverses, ce qui ne fut pas toujours aussi facile qu'on pourrait le penser.

Les archives, officielles ou non, furent fertiles : Archives départementales, et Archives municipales de Brest nous ont apporté beaucoup, de même celles de l'Association pour un Musée National de la Résistance (Ivry), particulièrement riches et que je connais bien, et pour cause ; les Archives de l'Institut Maurice-Thorez (aujourd'hui Institut de Recherches Marxistes de Paris) qui contiennent une masse impressionnante de documents et qui m'ont été ouvertes d'autant plus facilement que je collabore à cet Institut. J'ai trouvé auprès de mes amis à « l'Humanité » les mêmes facilités personnelles pour des recherches dans les archives de ce quotidien. Des responsables de diverses organisations et syndicats m'ont donné des preuves de confiance reposant souvent sur une longue amitié en me permettant de consulter exceptionnellement les archives dont ils sont les gardiens et mainteneurs.

La consultation de nombreuses publications intéressant le mouvement ouvrier dans notre département était nécessaire, nous les avons trouvées, entre autres lieux, à la Bibliothèque Nationale à Paris ou à son annexe de Versailles : **Le Cri du Peuple** (P.S., 1918-1935) ; **Germinal** (P.C., 1921-1922) ; **La Bretagne Communiste** (P.C., 1923-1926) ; **Le Prolétaire de l'Ouest** (P.C. et C.G.T.U., 1926-1927) ; **La République Ouvrière et Paysanne** (P.C., 1927-1930) ; **La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime** (P.C., 1935-1939, puis clandestine en 1941) ; **Le Breton Socialiste** (P.S., 1929-1940) ; **Le Finistère Syndicaliste** (C.G.T.U.-C.G.T., 1921-1939) ; **Le Syndicaliste du Finistère** (C.G.T.U., 1922-1923) ; **Le Travailleur Brestois** (Bourse du Travail, 1937-1938).

War Sao (Bretons Émancipés) ; **La Vie Ouvrière**, hebdomadaire national C.G.T.U. puis C.G.T. ; les quotidiens **L'Humanité, La Dépêche de Brest.**

Nous avons consulté avec profit des journaux de l'après-Libération qui ont publié des articles consacrés au mouvement ouvrier et à la Résistance : **Ouest-Matin, Le Pays-Breton** (Union des Sociétés Bretonnes d'Ile-de-France), **Bretagne Nouvelle** (P.C.), ainsi que des publications locales : **Le Travailleur Bigouden, L'Unité** de Concarneau, **L'Unité** de Brest, **Le Douarneniste, Le Travailleur Quimpérois, Le Viaduc** de Morlaix, etc. On m'excusera de ne pouvoir les citer toutes.

OUVRAGES CONSULTES : Brest la Rouge, de G.-M. Thomas ; **Les Luttes sociales et politiques à Douarnenez,** de Lucas ; **Drouillas, dit Laporte,** de J. et R. Drouillas ; **Le Finistère dans la Guerre,** de G.-M. Thomas et A. Le Grand ; **La classe ouvrière dans la Résistance,** d'André Tollet ; **Le Congrès de Tours,** aux Editions Sociales ; **Le Dictionnaire biographique** du professeur Maitron (tomes 16 à 22, de A à Clem) qui m'a fourni entre autres des renseignements d'état-civil que je n'avais pu obtenir par ailleurs.

J'avais d'abord pensé mettre à la fin de chaque biographie l'indication des sources. Mais cela aurait augmenté le coût de fabrication de l'ouvrage et avec l'avis favorable de mes amis ces sources diverses ont été ainsi regroupées en tête du livre.

PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS

A.R.A.C. :
Association Républicaine d'Anciens Combattants, créée au lendemain de la guerre de 14-18 avec la participation des communistes.

A.V.E.R. :
Association des Anciens Volontaires en Espagne Républicaine (anciens des Brigades Internationales).

A.N.A.C.R. :
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

Bat. :
Bataillon (de F.T.P.).

Cadre :
Le « Cadre » est un militant du P.C.F. chargé du contrôle et de la promotion de ses cadres.

C.C.N. :
Centre Confédéral National.

C.C. :
Comité Central du P.C.F.

C.D.H. :
« Comité de Défense de « l'Humanité », regroupe les diffuseurs de « l'Humanité » et de « l'Humanité-Dimanche ».

C.G.T. :
Confédération Générale du Travail.

C.G.T. « confédérée » :
Centrale syndicale réformiste issue de la scission syndicale de 1921.

C.G.T. « unitaire » :
ou C.G.T.U., centrale syndicale de lutte de classe issue de la scission de 1921.

Cie. :
Compagnie (de F.T.P.).

Com. :
Communiste.

F.N.. :
Front National, organisation de Résistance très large, créée à l'initiative des communistes en mai 1941.

F.T.P.F. :
Franc-tireurs et Partisans Français, organisation de combat de la Résistance créée par le P.C.F. en 1942 à partir de son « Organisation Spéciale » (O.S.).

F.U.J.P. :
Forces Unies de la Jeunesse Patriotique : organisation créée à l'initiative de la J.C., qui va l'animer, et dont le but est de coordonner l'activité des organisations de jeunes résistants qui y adhèrent.

F.S.G.T. :
Fédération sportive, proche du mouvement ouvrier.

I.C.. :
Internationale communiste, ou III[e] Internationale, ou Komintern.

J.C. :
Jeunesse Communiste.

J.O.C. :
Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

J.S. :
Jeunesse Socialiste.

M.O.I. :
Main-d'œuvre Ouvrière Immigrée, créée par le P.C.F. pour l'action parmi les travailleurs immigrés en France.

O.S. :
« Organisation Spéciale », organisation de combat contre l'occupant créée par le P.C.F. en octobre 1940, sera transformée en F.T.P.F. en 1942.

P.C.F. :
Parti Communiste Français. Suivi de S.F.I.C. de 1921 à 1943, date de la dissolution de l'Internationale Communiste.

P.S. :
Parti Socialiste. Suivi de S.F.I.O. jusqu'à 1972.

P.P.F. :
Parti Populaire Français, parti fasciste créé par le renégat Doriot.

P.S.U. :
Parti Socialiste Unitaire (ne pas confondre avec le P.S.U. qui sera créé plus tard).

S.F.I.C. :
Section Française de l'Internationale Communiste.

S.F.I.O. :
Section Française de l'Internationale Ouvrière (ou Internationale Socialiste ou II[e] Internationale).

Soc. :
Socialiste.

S.T.O. :
Service du Travail Obligatoire, instauré par Pétain pour fournir les usines de guerre allemandes en main-d'œuvre française à bon marché.

U.D. :
Union Départementale des syndicats.

U.F.F. :
Union des Femmes Françaises, organisation démocratique de femmes.

U.F.P. :
Union des Femmes Patriotes, créée à l'initiative des communistes pour la Résistance. Après la guerre devient U.F.F.

U.J.F.F. :
Union des Jeunes Filles de France, adhérente à la Fédération des Jeunesses Communistes.

U.J.F.P. :
Union des Jeunes Filles Patriotes, créée à partir de l'U.J.F.F. dans la Résistance.

U.L. :
Union Locale des syndicats.

U.S.T.M. :
Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie.

ABALAIN Albert
Né le 13-1-1915 à Quimerc'h.

Fusillé le 17-9-1943 au Mont Valérien près de Paris, en compagnie de 18 autres communistes brestois. Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il avait été réformé de l'armée, adhéra au P.C.F. en 1936 et en devient un actif militant. Aussi militant syndicaliste C.G.T. A l'automne 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste résistant communiste : rédaction et diffusion de tracts, de journaux du P.C.F. clandestin. Il effectue des transports de matériel de propagande, d'armes et d'explosifs. Il participe à l'organisation de sabotages anti-allemands à l'arsenal de Brest, livré aux occupants par Pétain — notamment en mars 1942 à celui de plusieurs sous-stations électriques de l'arsenal, à ceux du 14 juillet 1942, également décidés par l'organisation clandestine du P.C.F. dans cet établissement et destinés à célébrer la Fête Nationale interdite par l'occupant avec l'accord du gouvernement de Vichy. C'est à cette époque qu'il passe aux F.T.P.F. et prend part dans leurs rangs à des missions de sabotages, des attaques à mains armées, etc., à Brest et dans la région, au Pont-de-Buis. C'est lui qui pour échapper à un barrage de police abandonna en gare de Brest, le 28 avril 1942, une valise bourrée d'explosifs et dont la police chercha en vain le propriétaire. Il devint le responsable du P.C.F. clandestin à Brest, après l'arrestation du « triangle » de direction locale le 28-4-1942. Albert Abalain fut arrêté par les policiers français X... et X... le 1[er] octobre 1942. Livré aux Allemands après un interrogatoire féroce. Condamné à mort par eux le 28-8-1943. « La Bretagne Ouvrière Paysanne et Maritime » a publié sa lettre d'adieu. Frère de Georges, de Joséphine, Nicolas.

ABALAIN Georges
Né vers 1913 à Quimerc'h.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 37, alors qu'il était déjà un syndicaliste C.G.T. Il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. au cours de l'automne 1939, après son interdiction par le gouvernement Daladier. Dans la Résistance, avec le P.C.F. clandestin, dès 1940. Propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il participe au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal de Brest en mars 1942, aux sabotages commémoratifs de la Fête Nationale — interdite par les Allemands avec l'accord de Vichy — du 14 juillet 1942. En 1942, il devient le responsable « cadre » du P.C.F. dans le Finistère. Arrêté le 3-10-1942, chez Jean Guyomarc'h par des policiers français.

ABALAIN Joséphine
Epouse Le Page : sœur des précédents.

En 1941, elle entre dans la Résistance : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de l'U.F.P., etc. Elle effectue des liaisons entre les groupes F.T.P.

ABALAIN Nicolas
Né à Quimerc'h.

Même activité résistante et communiste que ses frères et sa sœur sous l'occupation allemande dans le P.C.F. clandestin, le F.N. et les F.T.P. Arrêté par des policiers français puis détenu dans un camp de concentration en zone sud. Délivré par une action de la Résistance locale, il reprend la lutte patriotique et populaire.

ABALAIN père
Le père des militants et résistants précédents.

Ouvrier à la Poudrerie du Pont-de-Buis. Militant communiste et syndicaliste C.G.T. Prend part à la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin et des F.T.P. avec ses enfants.

ABAUTRET Jean-Marie
Né le 5 mai (ou le 15 mars) 1915 à Brest.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. auxquels il adhère dans la région parisienne. S'engage dans les Brigades Internationales qui combattent au côté des Républicains espagnols le putsch de Franco. Rapatrié dans la Région Parisienne, y reprend ses activités militantes (résistant F.T.P. ?).

ALBA Robert
Ingénieur T.P.E. à la Subdivision de l'Equipement à Châteaulin.

Sous l'occupation allemande, responsable local au F.N. en fin 1943. Il le restera jusqu'à son arrestation par des policiers français en début de 1944. Mort en déportation en Allemagne. Sympathisant P.C.F.

ALLANIC Joseph
Menuisier.

Ce Finistérien adhère au P.C.F. dans la région parisienne. Syndicaliste très actif, il fut un des principaux artisans de la réunification syndicale dans le bâtiment en 1935. Au cours des grèves de 1936, il joue un rôle important en tant que membre du Conseil syndical des terrassiers C.G.T. de la région parisienne. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la C.G.T. clandestine, etc. Muté en Bretagne après avoir été combattant des F.T.P., il y assume une importante responsabilité. Arrêté par les Allemands qui fusilleront leur prisonnier en 1944.

ANDRE Corentin Marie
Né le 21-3-1919 à Plomodiern dans une famille de fermiers.

A quinze ans, la mort de son père, grand mutilé de 14-18, lui fait reprendre le travail de la ferme. En 1936, il entre à l'école des mousses à bord de l' « Armorique » puis à l'Ecole des Fusillers-Marins à Lorient. Second-maître, admis à l'Ecole Nationale d'Education Physique. En juillet 1940, il tente de gagner la France Libre mais il est découvert à bord d'un cargo anglais à Casablanca. Lors du sabordage de la Flotte à Toulon, il tente avec un groupe de Résistance qu'il a créé en juin 1942, d'enlever un chalutier, mais ils sont pris. Radié des cadres de la Marine, il fait une tentative par l'Espagne. Il échoue et vient alors en Bretagne et obtient un poste de maître d'éducation physique au collège de Lannion. Au bout de deux ou trois mois, il a le contact avec le Front National et forme un groupe de FUJP parmi les élèves des classes terminales. Début 1944, passe aux FTP et il commande la Cie FTP « Roger-Barbé ». Il finit la guerre comme commandant le 16e bat. FTP des Côtes-du-Nord, qui est resté autonome avec ses cadres jusqu'au 8 mai 1945.

La sanction de 1942 étant annulée, il est réintégré dans l'armée. Nommé lieutenant d'active, capitaine en 1954. Il évite l'Indochine et la « sale guerre » et débarque en Algérie le 11 novembre 1955. Il se retrouvera en France le 20 décembre de la même année (40 jours plus tard) s'étant opposé physiquement à la torture. Mis à la retraite en août 1959.

A son retour d'Algérie il adhère au P.C.F. dont il était un sympathisant depuis la Résistance. Il occupe aussi de nombreuses et importantes fonctions dans le milieu des anciens combattants des Côtes-du-Nord.

ANDRE Pierre
Né le 27-10-1913 à Priziac (56).

Second-maître réformé, passe à la marine marchande. Il adhère au P.C.F. en 1936. En avril 1938 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent le putsch de Franco. Tué sur le front de l'Ebre au cours d'une patrouille en septembre 1938, son corps ne fut jamais retrouvé. Il était le fils né d'un premier mariage d'une militante connue, Mme Cadiou (v. ce nom). Son père avait été tué au front en 1917. Sa mère se remaria quelques années plus tard avec un militaire de carrière, Cadiou, qui éleva Pierre comme son fils en même temps que ses deux filles Suzanne et Yvonne, nées de cette nouvelle union et comme leurs père et mère et leur demi-frère, des militantes du P.C.F.

ANSQUER
Ouvrier tailleur de la Marine.

D'abord favorable aux thèses des comités syndicalistes révolutionnaires qui au lendemain de la première guerre mondiale préconisent le retour à la lutte de classe, abandonnée durant le conflit par les dirigeants de la C.G.T. sombrés dans l' « Union Sacrée », il les abandonne pour rejoindre les réformistes de la C.G.T. « confédérée » et s'accole aux Le Bris, Gourmelon, Guéna. Il les aidera dans leur entreprise de division syndicale après le congrès départemental du Finistère où la majorité s'était prononcée pourtant pour une ligne de lutte de classe. En 1921 il était secrétaire du syndicat des ouvriers-tailleurs de la Marine. Mais on n'entend bientôt plus parler de lui. Membre du P.S..

ANSQUER Jean
Né le 4-7-1921 à Brest.

Métallo ajusteur. Entre après la guerre à l'arsenal. Il avait adhéré à la J.C. et à la C.G.T. à Brest en 1937 et peu après au P.C.F. Trésorier actif du cercle J.C. « Henri-Barbusse » de Brest. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. En fin 1941 il gagne la vie clandestine pour échapper à la police. Il participe dès lors aux activités de l'O.S. du P.C.F., à Brest. Au printemps 1942, à leur création, il passe aux F.T.P. A cette époque il est chargé par Simone Bastien, responsable départementale des J.C., de reconstituer cette organisation clandestine à Brest avec Jean Kerautret. Il est « donné » à la police par la femme M... « collaboratrice horizontale » (elle avait déjà « donné », peu auparavant, son mari, communiste clandestin, aux Allemands). Arrêté par des policiers français, le 16-10-1942. Détenu à Pontaniou à Brest, trois mois de « cachot », camps de concentration de Compiègne, Orianenburg, Sachsenhausen où il sera membre de l'organisation clandestine des détenus. Après la guerre, trésorier de cellule jusqu'en 1978. Délégué syndical de 1950 à 1957. Secrétaire de Comité d'entreprise.

ANTOIS Paul
Ouvrier.

Sympathisant du P.C.F., il combat pour la Libération de Douarnenez en août 1944 et en fin 44 à Lesven, en Beuzec-Conq, dans la Cie F.T.P. « Kléber-Liberté.

APPÉRÉ Irénée

Militant syndicaliste et communiste dans la région parisienne, il s'engage dans les Brigades Internationales qui aux côtés des Républicains espagnols combattent la subversion franquiste. Disparaît au cours d'un combat dans le secteur de Caspé, en mars 1938.

APPÉRÉ René
Ouvrier du bâtiment originaire du Finistère émigré dans la région parisienne au début des années 20.

Il devient bientôt un responsable syndicaliste C.G.T.U. et actif militant du P.C.F. On trouve un René Appéré dans les Brigades Internationales en Espagne, il est probable qu'il s'agisse du même militant. Dès 1940 : propagandiste résistant communiste, diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la Vie Ouvrière (organe des syndicalistes résistants), du F.N., etc., après avoir en 1939 prit part à la reconstitution dans l'illégalité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Il est arrêté par des policiers français, condamné par des juges de Pétain et guillotiné.

ARGOUARCH Lucien Etienne
Né le 2-10-1921 au Relecq-Kerhuon.

Fusillé au Mont-Valérien, près de Paris le 17-9-1943, en compagnie de 18 autres communistes brestois. Ouvrier à l'arsenal, il adhère au P.C.F. en 1939. Il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste dès 1940. Il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il prend part au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal de Brest le 27 mars 1942, aux sabotages, toujours à l'arsenal, en juillet 1942, destinés à marquer la Fête Nationale dont la célébration avait été interdite par les Allemands avec l'accord de Pétain. Au printemps 1942 — à leur création — il passe aux F.T.P. Il s'y signalera par un courage exceptionnel, prenant part à de nombreuses actions armées contre l'occupant, à des attentats comme celui contre le « Gasthaus » de la rue Jean-Jaurès à Brest (en compagnie de Paul Monot), notamment. Il sera arrêté par des policiers français, condamné par des juges de Pétain puis livré par eux aux Allemands qui le rejugent sur la base des rapports des policiers français et des conclusions des juges de Pétain, ce qui entraînera sa condamnation à mort.

AUBAN Edouard
Né en 1892 (ou 93) à Concarneau.

Peintre du bâtiment. Il fut un temps trésorier du syndicat CGTU du bâtiment de Concarneau autour de 1927. Il avait été gazé à la guerre de 14-18. Membre du P.C.F. depuis le début des années 20. Conseiller municipal (com.) de Concarneau, élu en 1929 et 1933.

AUBE Francis
Greffier au Tribunal de Châteaulin.

Il se sert de sa fonction pour fournir en faux papiers de nombreux résistants, notamment ceux du P.C.F., du F.N. Il adhérera au F.N. en fin 1942, ou début 1943 et devient l'adjoint de Alba, responsable de cette organisation de Résistance dans le secteur de Châteaulin. Mort après la guerre.

AUBERT Victor
dit « Le Père Aubert ». Né le 19-12-1847 à Saint-Renan, mort à Brest le 24-10-1922.

Ouvrier horloger, un des premiers militants du socialisme à Brest. D'une grande modestie et probité. Il avait été le maire socialiste de Brest en 1904 et avait cédé la place en 1908 pour retourner alors à son petit atelier. Sa mort passa presqu'inaperçue et il eut peu de monde à ses obsèques : la guerre était passée et il était déjà méconnu du plus grand nombre. Il ne voulut jamais rien demander à ses « amis » restés en (bonnes) places à la mairie bien qu'il fut dans une situation matérielle difficile. Il refusa tous les secours qui lui furent offerts par certains (socialistes) et préféra vivre misérablement que de devoir quelque chose « à ces gens-là ». Il méprisait Goude. Sur la fin de sa vie, il ne touchait pour vivre que la très maigre rétribution de secrétaire de la section des Prud'hommes, son seul moyen d'existence. Sa femme devait mourir peu après, dans la même misère, dans la même dignité.

AUBERTIN
Ouvrier de la Compagnie Parisienne des Eaux en retraite, il vint à Lesconil et y devient secrétaire de cellule.

Il venait des milieux anarchistes et avait rejoint le P.C.F. peu après la Première Guerre Mondiale — où il avait été blessé. A Lesconil il s'occupe avec Alain Le Lay d'un journal mural manuscrit « Le Marin Bolchévique », (1,50 m x 1 ou 2 m) collé sur un mur du port. En 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction. Etroitement surveillé par la police, il est en début 1940 placé en « résidence surveillée » à Arzano.

AUGES Mathias
Né le 19-9-1894 à Poullaouen.

Emigre vers le Maine-et-Loire et devient ardoisier à Trélazé. Il y adhère au P.C.F. et à la C.G.T.U. En 1932, il est secrétaire de la cellule communiste de Trélazé qui compte 70 membres. Aussi secrétaire du syndicat C.G.T.U. des ardoisiers.

AUMEL Fernand
F.T.P. combattant dans le maquis de Spézet. Il est membre du P.C.F. clandestin ou sympathisant. Il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Tombé aux mains de l'ennemi à l'issue de l'une d'elles. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier au Poulguen, en Penmarc'h et là l'y fusillent (avril 1944). Son corps serait un de ceux qui ne purent être identifiés dans le charnier découvert à la Libération.

AUNIS Georges
Instituteur. Né à Nantes le 13-9-1912.

Directeur d'école à Scrignac. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937. Sous l'occupation allemande, il est dès 1940 un propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il passe aux F.T.P. en 1942 et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué au combat selon un document, « blessé mortellement » selon un autre, il serait décédé à l'hôpital de Carhaix en y arrivant le 27-7-1944. Son nom a été donné à un bataillon F.T.P. qui lors des combats de la Libération aura son PC à Pleyber-Christ (commandant Kerdoncuff). Epoux de Germaine Aunis.

AUNIS Germaine
Epouse du précédent. Institutrice à Scrignac. Née (à Scrignac ?) vers 1910.

Militante très active du P.C.F. à Scrignac dès 1936 ou 1937. A la fin de 1939, elle prend part à la restructuration dans le canton du Parti que vient d'interdire le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante communiste dès 1940 : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. Animatrice du P.C.F. clandestin dans le secteur de Carhaix. A la Libération, secrétaire de section du P.C.F. redevenu légal. Elle vint ensuite vivre à Brest.

AUTRET Aristide
Né le 27-12-1912 à Penmarc'h.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. dans la région parisienne où il avait émigré à la recherche de travail. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui, en Espagne, combattent aux côtés des Républicains. Tué dans le secteur de Valence en mars ou avril 1938.

AUTRET Jean
Né le 5-2-1891 au Relecq-Kerhuon, il y meurt en 1974.

Ouvrier de la Poudrerie du Moulin-Blanc, près de Brest. D'abord socialiste avant la guerre de 14-18, milita pour le retrait du P.S. de la IIe Internationale (socialiste et réformiste) et pour son rattachement à la IIIe Internationale (communiste) que Lénine fonda en 1919. Il sera l'un des tout premiers responsables dans la région du jeune P.C.F. né au Congrès de Tours en fin 1920. En 1921, il se prononce pour un syndicalisme de lutte de classe. Mais la majorité des ouvriers de la Poudrerie ne le comprend pas et de plus, impressionnés par la répression, ils optent à une forte majorité pour le maintien de leur syndicat à la C.G.T. « confédérée » (réformiste) — en dépit de ses arguments — lors de la scission syndicale de 1922. Jean Autret qui est un de leurs responsables élus et qui a leur confiance, décide de rester parmi eux avec l'accord du P.C.F. Dès lors au sein du syndicat CGT-Confédéré, sa position ne sera pas facile, mais décisive en bien des occasions et son influence incontestée. Il y mène ouvertement la lutte pour la réunification syndicale sur des bases de luttes de classes. Batailles sévères notamment dans les congrès départementaux des syndicats réformistes et au sein du bureau de l'U.D. confédérée dont il est membre depuis 1921 et en dépit de ses positions favorables à la C.G.T.U. et le restera jusqu'en 1938. La réunification syndicale dans le département lui doit beaucoup. Au congrès de réunification syndicale, à Morlaix le 7 décembre 1935, il défendra le droit à la liberté de pensée, ce qui impliquait la possibilité de cumuler des fonctions syndicales et politiques. Jean Autret était secrétaire du syndicat de la Poudrerie du Moulin Blanc depuis 1924, il y remplaça Bourgot. Mais contrairement à ce qu'affirme le dictionnaire biographique de Maitron, ce changement de responsable n'entraîna nullement le passage du syndicat à la C.G.T.U. afin d'éviter une scission syndicale, alors que « confédéré » ou pas, ce syndicat dirigé par J. Autret ne pouvait qu'avoir une bonne pratique syndicaliste de classe. L'Union Régionale C.G.T.U. donna son accord à cette tactique, fait assez rare.

Il donnera sa démission de secrétaire syndical en 1938, sous le prétexte d'une cabale menée contre lui. En fait, il se réservait pour les futures élections municipales où il devait être tête de liste du P.C. et sa fonction syndicale l'aurait peut-être gêné, du moins le pensait-il. Néanmoins pour mesurer sa popularité il fit acte de candidature aux élections professionnelles, qui suivirent la même année, à la Commission nationale pour l'Amnistie et il obtint 529 voix sur 544 ! Ses fonctions syndicales ne l'empêchèrent jamais cependant d'avoir sur le plan local au Relecq-Kerhuon une grande activité, il avait été élu conseiller municipal (com.) en 1924, la même année il est candidat aux législatives sur la liste du Bloc Ouvrier et Paysan (com.). Devenu secrétaire du syndicat, au P.C. son activité reste grande. Membre du bureau de la région bretonne (Finistère, Morbihan) jusqu'en fin 1939. Alors, le P.C.F. étant jeté dans la clandestinité par l'interdiction prononcée par le gouvernement Daladier, il participe à

sa restructuration illégale dès octobre 1939.

En 1929 il ne lui manqua que trois voix pour être élu conseiller municipal au Relecq-Kerhuon. En 1931, le 1er octobre, il défend énergiquement le maire communiste de Douarnenez attaqué injustement par J.-L. Rolland, le futur député et G. Leyer. Cette affaire est débattue au congrès de l'U.D. confédérée où Jean Autret souligne le caractère de manœuvre politicienne d'une proposition de Charles Berthelot visant le maire de Douarnenez, un communiste, sous le couvert d'un apolitisme de façade. J. Autret rappela alors que quand il fut frappé et agressé lors d'une réunion politique au Relecq-Kerhuon, personne chez les « confédéré » n'avait protesté... Il est vrai que l'agresseur n'était autre que Jean-Louis Rolland lui-même. Par la suite J. Autret, comme tout le Parti, condamnera Le Flanchec, le maire de Douarnenez, quand il y eut des raisons de le faire.

Jean Autret sera un résistant communiste très actif dès 1940 : diffusion de tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il apportera une aide considérable aux F.T.P. Sa conduite lui vaudra d'être le vice-président de la délégation spéciale qui administra la commune du Relecq-Kerhuon du 22-10-1944 au 29-4-1945. Il est ensuite maire jusqu'en 1947. Jean Autret avait participé à de nombreux congrès départementaux du P.C.F. et de la C.G.T « confédérée » (au 21e en 1931, au 22e en 1933, au 23e en 1935).

AUTRET Pierre
Né le 31-1-1909 à Audierne.

Ouvrier du bois. Secrétaire du syndicat du bâtiment C.G.T. à Brest de 1936 à 1939. Il avait donné son adhésion au syndicat confédéré peu avant la réunification syndicale de fin 1935. Avec d'autres militants (Alain Le Moal père, Floch, etc.), il mène les grèves de 1936, très dures dans cette corporation. Il est élu au comité départemental de l'U.D. du Finistère (C.G.T.) en 1937. Mobilisé en 1939, dès sa mobilisation en 1940, il reprend contact avec des syndicalistes, A. Le Moal, F. Prigent (voir ces noms) entre autres. En 1941, avec François Prigent et Charles Berthelot il s'oppose aux pressions des « syndicalistes » de Vichy venus à Brest pour la « Charte du Travail » de Pétain. En 1942, inquiété, il quitte Brest et se réfugie dans sa famille à Spézet. En 1947, alors qu'il a repris ses responsabilités syndicales depuis la Libération, il refusera de se prêter aux entreprises de division syndicale, qui grâce aux dollars américains, aboutiront à la création de F.O. Cette attitude témoignait d'une honnêteté unanimement reconnue. En 1974, il est directeur technique de la Caisse Chirurgicale Mutualiste où il remplace un autre militant décédé, Edern.

AUTRET Roger
Né le 21-8-1924 à Paris.

Arrêté à 17 ans à St-Malo, après une bagarre contre des soldats allemands. Libéré après intervention de la Croix Rouge en raison de son âge, il vient alors à Saint-Goazec. Contacté par le lieutenant F.T.P. Yann Guivarc'h (qui sera tué le 8-4-44), il participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

AUTRET Yves
Né le 2-10-1923 au Pont-de-Buis.

Ouvrier du bâtiment. Il adhère au P.C.F. en 1938 au Pont-de-Buis, cellule rattachée à la section de Quimper. Sous l'occupation allemande, il est en 1940 (ou 41) contacté par Fanch Merrien, pour le P.C.F. clandestin. Dès lors, il participe à des actions de propagande, diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc., et à des actions « directes » contre l'occupant, notamment avec Albert Abalain. Passé aux F.T.P. en 1942, il en devient bientôt le « recruteur » départemental. A la disparition de Moreau, il passe au « triangle » départemental des F.T.P. comme responsable aux effectifs (1943) et reste jusqu'à la Libération au commandement départemental des F.T.P., sous le pseudonyme de « capitaine Pierre ». Après la guerre, continue son activité militante au P.C.F. et dans le syndicat où il exerce diverses responsabilités tant dans la métallurgie que dans le bâtiment. Il sera en outre, secrétaire adjoint du comité d'entreprise de Saint-Rapt et Brice, grosse entreprise de travaux publics.

AUVINET Alex
Né le 21-9-1921 à Montaigne (Ven.).

Fusillé par les Allemands le 1-6-1943, au Mans. Ouvrier fraiseur venu à Brest de Rézé (L.-A.) en 1942. Il est déjà un militant communiste. Responsable local brestois des F.T.P., il exécute de nombreux sabotages et attentats à l'explosif, attaques à main armée, etc., contre l'occupant allemand, notamment contre un groupe de militaires allemands à St-Pierre-Quilbignon... Arrêté à Nantes par des policiers français, il parvient à s'échapper. Repris un peu plus tard, il subira d'épouvantables tortures supportées avec un grand courage avant que d'être livré aux Allemands qui le fusilleront.

AZOU Jean-Marie
De Kroas-Hir en Plouescat.

Résistant de la Cie F.T.P. de Morlaix. Participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant communiste, il diffusait la propagande résistante du P.C.F., du F.N., etc. Tombé dans les mains de soldats allemands qui l'emmènent à St-Mars-de-la-Lande, près de Nantes et l'y fusillent.

BACONNET Charles
Militant communiste, résistant. Décédé à Brest en mars 1984 à l'âge de 66 ans.

BALANEC
Né le 2-9-1913 à Draveil (Ess.).

Il adhère au F.N. et au P.C.F. en 1942 (à Quimper ?). En liaison avec H. Bernard. Il fabrique de faux papiers pour les résistants et diffuse la propagande communiste : tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Du 1er août 1944 au 15 octobre 1944, il combat dans les rangs du bataillon F.T.P. « La Tour d'Auvergne ». Secrétaire départemental du F.N. dans la même période.

BALAY Joseph
Marin-pêcheur.

Candidat du P.C.F. aux municipales à Brest en 1925.

BALLANGER Robert
Né le 2-11-1912 à Nantes. Mort à Aulnay-sous-Bois en janvier 1981.

En juin 1980, quelques mois plus tôt il avait présidé à Brest une réunion des anciens résistants du P.C.F. Employé. Il adhéra à la C.G.T.U. en 1928 ou 1929 et au P.C.F. en 1932. Il reste deux années employé au Ministère des Colonies à Nantes. Délégué au 5e Congrès national de la C.G.T.U. en 1929 et au 6e en 1931. Il sera révoqué pour son activité syndicale et politique. Repris puis révoqué une deuxième fois et définitivement.

En décembre 1940, il est désigné comme responsable interrégional du P.C.F. clandestin en Bretagne. Il aura alors pour adjoint sur le Finistère Venise Gosnat. Ballanger se rend dans ce département pour la première fois en fin 1940. Il s'installe dans un appartement très modeste – qu'un ouvrier de l'arsenal, Théo Drogou, lui a trouvé route de Bohars – avec sa femme Ménie. Celle-ci, responsable du P.C.F. clandestin en Loire-Inférieure, ne viendra que rarement à Brest. Deux préoccupations dominent chez Ballanger à cette époque, *a*) créer l'Organisation spéciale de combat que le Parti a décidé d'implanter en zone occupée (l'O.S.) dont les groupes devront être à la disposition de la direction interrégionale du P.C.F. pour des missions de protection de militants engagés dans des opérations dangereuses, et comme commandos de sabotages et attentats ; *b*) mettre sur pied à Brest un « appareil technique » d'impression clandestine de journaux et de tracts. Il sera donc l'initiateur des deux premiers groupes O.S. du département, celui dit de « Kerguillo », avec Eugène Kerbaul, A. Le Moal père et J.-P. Le Rest et celui des cheminots communistes avec Teuroc, Ténénan Monot, etc. Ces deux groupes brestois entreront en action dès la mi-janvier 1941 : sabotages de matériels et de travaux sur le chantier de Kerguillo, en Bohars, où s'installe l'état-major de la Luftwaffe pour le nord de la Bretagne et, à la S.N.C.F., le sabotage du trafic ferroviaire. Ballanger veillera personnellement à l'installation de l'imprimerie clandestine dans une maisonnette de Kerichen à Brest et dont le typographe était Eugène Kerbaul, par ailleurs membre du « triangle » de direction du P.C.F., secteur de Brest. Une partie du matériel d'impression est fabriqué « en per-

ruque » à l'arsenal de Brest par J. Lesven, P. Corre, etc. Mais tout est stoppé par l'arrestation du typographe le 5 juillet 1941.

Ballanger a de grandes qualités d'organisateur clandestin et la qualité de l'organisation du P.C.F. illégal lui doit beaucoup. C'est à Rennes, où il a plusieurs planques dont une chez un pasteur protestant, et quelques « boîtes à lettres » dont l'une chez le cheminot Geffroy, 59, rue de Vern, est connue de Kerbaul – qu'il dirige l'interrégion de Bretagne jusqu'en mai 1942. Il est alors nommé interrégional du Centre (Loiret, Loir-et-Cher, Nièvre, etc.) à la ligne de démarquation entre la zone non encore occupée et celle qui l'était depuis 1940. Il restera à ce poste jusqu'en octobre 1942 quand il est nommé interrégional de la région parisienne. Il y retrouve V. Gosnat qui l'avait remplacé en Bretagne et qui avait du quitter brusquement cette province pour des raisons de sécurité. Ballanger lui confie la trésorerie interrégionale Le Breton Ballanger a beaucoup de Bretons autour de lui : Lucien Keroüanton, à qui il confiera de délicates et importantes responsabilités ; Eugène Kerbaul, évadé d'un camp de concentration entre temps et qu'il fera interrégional de la jeunesse communiste ; Marie-Louise Kergourlay, responsable des « Jeunes Filles Patriotes » ; Jean Guyomarc'h, Jean Marc, Pierre Corre, etc. En fin 1943, Ballanger est nommé à l'état-major national des F.T.P. Ballanger prendra une part importante à l'organisation de l'Insurrection nationale d'août 1944 à Paris.

Après la guerre, il sera membre du Comité central du P.C.F. Maire d'Aulnay-sous-Bois jusqu'en mai 1978. Député de cette circonscription, il était président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale quand il mourut brusquement.

BALP Jean
Né le 26-3-1908 à Kergloff.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui, aux côtés des Républicains espagnols, combattent. Parti de Pantin, il y sera rapatrié à la dissolution des Brigades.

BARBEDOR Constant
Né en 1920.

Originaire de la région rennaise ? Venu sous l'occupation allemande à Brest. Membre du P.C.F. clandestin. Il entre au maquis de Coat-Meal. Cheminot. Après la guerre serait retourné à Rennes.

BAREL Marcel

Jeune communiste quimpérois de 17 ans quand il est arrêté le 16 juillet 1942 par des policiers français qui découvrent des tracts du P.C.F. et de la J.C. chez lui.

BARGAIN André
Né en 1925 à Plobannalec.

Il adhère à la J.C. en 1939. Il entre aux F.T.P. en 1943 à 18 ans et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il diffuse la propagande résistante communiste : journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc.

BARGAIN Annick
V. COIC Annick.

BASTIEN Simone
« Monique ». Epouse Le Crux après la guerre. Née le 8-2-1921 à Reims.

Elle adhère aux J.C. en 1936 à Reims, à 15 ans et au P.C.F. en 1938. C.D.H. depuis 1938. Elle participe au passage à la clandestinité du P.C.F. en fin 1939 après son interdiction. Arrêtée et emprisonnée à Reims en janvier 1941 pour reconstitution de la Jeunesse Communiste interdite, condamnée à huit mois de prison ferme. Libérée à l'expiration de sa peine elle est dirigée par le P.C.F. sur Rennes puis en octobre 1941 sur Brest. Elle devient responsable des J.C. qu'elle réorganise dans la clandestinité sur le plan départemental. D'abord hébergée chez les Goasguen, à Kerigonan, en Brest, et après leur arrestation en mars 1942, chez Marie Salou. Elle prend part à l'organisation et au déroulement de manifestations illégales, notamment le 14-7-1942, à des sabotages, etc. Arrêtée en fin 1942 à Brest par des policiers français, les magistrats français la livrent ensuite à la police allemande et elle est déportée à Ravensbruck d'où elle reviendra en 1945.

BAUDRY Jean
Né en 1901 à Léchiagat.

Fusillé le 5-4-1944 au Mont-Valérien près de Paris. Il avait adhéré au P.C.F. en 1930. Elu conseiller municipal communiste en 1935 à Treffiagat. Suspendu de cette fonction en fin 1939, puis « déchu », à la suite de l'interdiction du Parti Communiste : il avait refusé de renier son Parti et de condamner l'U.R.S.S. Il participe alors à la restructuration du P.C. dans la clandestinité. Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste résistant communiste : diffusion de la presse et des tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il passe aux F.T.P. en 1942, il en deviendra un officier. En août 1942, il assure avec ses camarades le transfert et la « planque » pour les F.T.P. d'armes venues par mer, en sous-marin. Il sera dénoncé à la police par une militante trotzkiste, Mme... Arrêté, torturé par des policiers de Quimper commandés par le commissaire S..., puis livré aux Allemands qui fusillent leur prisonnier.

BAUGUION Jean
Né le 2-8-1898 à Châteaulin.

Elu en 1939 conseiller municipal de Châteaulin. Révoqué par le gouvernement de Vichy. Il entre dans la Résistance le 5-12-1943 avec son neveu, dans le F.N. Réélu conseiller municipal en 1974, il est alors le doyen du conseil municipal de cette ville.

BAUGUION Louis
Neveu du précédent.

Il fut en décembre 1943 un des créateurs sous l'égide du F.N. d'un comité de paysans résistants avec le concours de Peron et de Cren, dans la région de Châteaulin.

BAZIN Ambroise
Né à Douarnenez, de parents douarnenistes, il y décède en 1975, octogénaire.

Un des plus anciens communistes du Finistère, c'est surtout un militant syndicaliste. Il succéda à Tillon, comme secrétaire de l'U.L. C.G.T.U. de Douarnenez en 1929, il est déjà connu dans ce port pour ses activités politiques et syndicales. En 1935, à la réunification des deux centrales C.G.T.-U. et C.G.T. confédérée, il reste le secrétaire de l'U.L. C.G.T. réunifiée de Douarnenez et restera à ce poste jusqu'en 1939 quand il est déclaré « déchu » de sa fonction par les réformistes de la C.G.T., majoritaires, et ceci sans consultation des syndiqués de base. A. Bazin s'était opposé avec courage et lucidité, aidé de Jos Pencallet, à D. Le Flanchec, le maire de Douarnenez qui avait trahi la confiance du P.C.F. Le Flanchec pensera même se débarrasser de Bazin en le faisant « exclure » par un groupe de ses amis constitué en « cellule » du P.C. Naturellement, cette « exclusion » ne sera jamais ratifiée par la « Région Bretonne » du P.C. ni par le Comité central. Bazin a affirmé devant témoins avoir vu une lettre de Le Flanchec parvenue à un officier français le dénonçant aux autorités de Vichy en 1940 et que l'officier, outré par le procédé, lui montra.

En fin 1935, Bazin avait été un temps administrateur du journal « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », organe hebdomadaire régional du P.C.F. avant que de laisser cette fonction à Jean Le Coz, en début 1936. A Bazin eut une grande autorité à Douanenez tout au long des années 20 et 30. Il fut aussi, un temps, secrétaire de la section locale du P.C.F. Il prit une part active à la Résistance et fut un propagandiste résistant communiste efficace et courageux.

BECHENNEC Corentin
Né en 1920 à Lesconil.

Marin-Pêcheur. Il adhère à la J.C. vers 1938. Propagandiste résistant communiste sous l'occupation allemande, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Tombé aux mains de soldats allemands qui amènent leur prisonnier à La Torche, près de Penmarc'h et là le fusillent le 15-6-1944.

BECHENNEC Jean-Louis
Originaire du Guilvinec.

Instituteur. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. dès les années 20. Participe activement à la Résistance dans le Pays bigouden, milite après guerre en Pays bigouden.

BECHENNEC Jean-Marie

Adhère à la J.C. en 1936. Trésorier du cercle J.C. de Lesconil quand il adhère au P.C.F. en 1938. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. Meurt en 1976 à Lesconil.

BELBEOC'H Joseph
Né à Douarnenez le 15-1-1895.

Fils de pêcheur scolarisé seulement entre les campagnes de pêche. Il fait la guerre de 14-18 dans la Marine. C'est durant cette guerre que sa mère veuve dont les deux fils sont mobilisés vint s'installer à Joinville avec ses trois filles. Elle rejoignait toute une colonie bretonne originaire de Douarnenez, Audierne, Pont-L'Abbé venue travailler à l'usine des Tréfileries et Laminoirs du Havre qui s'y trouvait. La guerre terminée, Joseph rejoint lui aussi Joinville, adhère à la C.G.T.U. du Bois en 1923, déjà membre du P.C.F. depuis sa création en 1921. En 1939, il est mobilisé puis renvoyé dans ses foyers en raison de son âge. En juin 1940, il part vers la Loire où l'on parlait d'établir un front. Dès son retour, il entre dans les premiers groupes de Résistance en été 1940, avec son fils Roger. Plus tard, il passe aux F.T.P. Tué au combat au pont de Joinville le 25-8-1944.

BELER Henri
Né à Morlaix le 13-11-1908.

Ouvrier à l'arsenal de Toulon et à celui de Brest. Militant de la C.G.T., il est sanctionné à la suite de la grève du 30 novembre 1938. Par la suite réintégré. Prisonnier de guerre, il est libéré en 1943 et reprend sa place à l'arsenal de Brest. Il finira chef d'équipe. S'il n'avait plus depuis longtemps de ferveur syndicaliste il avait conservé une certaine virulence anticommuniste. Resta tranquille sous l'occupation. Socialiste. Meurt à Brest en 1972.

BELLEC Edmond
Né le 17-7-1923 à Le Palais (Morbihan).

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. Il fera partie d'un groupe O.S. du P.C. et participera à des actions contre l'occupant. Versé dans les F.T.P. à leur création. Il prendra part aux combats dans la région de Saint-Goazec en 1944. Le 12 mars 1944, il est arrêté comme suspect par les Allemands, puis libéré le jour même, sur le témoignage du secrétaire de mairie. Versé le 20-7-1944 au bataillon F.T.P. « Stalingrad », puis au corps-franc de la Cie « Cartouche » du bataillon F.T.P. « Normandie ».

BELLEC Joseph
(dit aussi Le Bellec). Né à Pont-Labbé en 1903.

Militant très actif du P.C.F. à Pont-Labbé où il adhère au début des années 30. Il s'opposera souvent et parfois violemment à la municipalité socialiste (Bastard, Coïc et Cie) de cette petite ville. Il sera l'organisateur de la marche des chômeurs du Pays bigouden, à Pont-Labbé le 7-4-1935, en tant que président de leur comité. Peu après, à la recherche de travail, il va à Brest et réussit à se faire embaucher à l'arsenal en 1936, en qualité d'ajusteur. Militant très actif du syndicat C.G.T. et de la section communiste brestoise, il est membre de son comité de section en 1936 et 1937. Il est suspendu du P.C.F. en 1938 pour activité désagrégatrice du Parti et réadmis après la guerre. Bellec avait été candidat communiste aux élections cantonales d'octobre 1937 à Brest. Il appartenait à la commission administrative du syndicat des Travailleurs réunis de l'arsenal de Brest C.G.T. en 1937, 1938 et 1939. Bien après la guerre, il retournera à Pont-Labbé où il militera dans une cellule locale du P.C.F.

BÉNARD
Commerçant.

Candidat au Conseil d'arrondissement à Poudalmézeau pour le P.C.F. en 1937.

BÉNARD Charles
Né le 8-10-1918 à Brest

Adhère au P.C.F. en 1936 à Brest alors qu'il est métallo aux Chantiers Dubigeon.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste dès 1940 : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il fait partie du groupe de militants qui protège la manifestation des femmes à Brest le 28 avril 1942, quartier Saint-Martin. Il participe aux collectages de solidarité pour le Secours Populaire clandestin. Il est arrêté le 1-10-1942 à Brest. Torturé par des policiers français, libéré à l'expiration de sa peine, il reprend aussitôt son activité résistante dans les rangs du P.C.F. Continue son activité militante communiste et syndicaliste après la Libération. Frère d'Henri.

BÉNARD Henri
Né en 1910 à Brest.

Chaudronnier à l'arsenal. Il adhère au P.C.F. en 1936 (ou 37) alors qu'il est déjà militant syndicaliste C.G.T. En fin de 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit. Sous l'occupation allemande, il est dès 1940 un propagandiste résistant communiste. Lors de l'arrivée des troupes allemandes dans la région brestoise, en juin 1940, il avait pris part avec les groupes clandestins du P.C.F. à l'arsenal à des sabotages de matériels et d'installations de l'arsenal pour qu'ils ne tombent pas intacts aux mains de l'ennemi. Pétain devait mettre bientôt l'arsenal à la disposition des Allemands. Arrêté en juillet 1941, détenu comme suspect aux camps de concentration de Châteaubriant et de Voves. Libéré à l'automne 1943, il retourne aussitôt à la Résistance dans les rangs du P.C.F. N'étant plus en sécurité à Brest, il est muté à Paris où il est versé aux F.T.P. Il participe aux combats de la libération de la capitale dans les rangs des Milices populaires, créées par le P.C.F. et qu'il a contribué à mettre sur pied dans son secteur. Après la guerre, retourne à Brest et reprend ses activités militantes à l'arsenal de Brest.

BÉNARD Virginie, née OGOR
Epouse de Charles Bénard. Née le 21-10-1921 à Plouguerneau.

Elle entre dans la Résistance en octobre 1942 quand son mari fut arrêté. Elle assure alors des liaisons entre le P.C.F. et les F.T.P. sur le plan départemental, avec Germaine Lelièvre.

BÉORS Louis
(BUors dans certains documents).
Né vers 1900 à Pont-Labbé.

Il est appelé à remplacer Quéméré au secrétariat départemental du P.C.F. du Finistère en août 1925. A la fin de cette année-là, il est poursuivi par la justice à la suite de son action contre la guerre coloniale faite au Maroc. Marié à Maria Huiban, il habite alors à Pont-Labbé qu'il quitte secrètement afin d'échapper à ces poursuites judiciaires et pour continuer à diriger le P.C.F. sous un faux nom de Brest où il a une « planque ». Mais il est reconnu par un membre du groupe libertaire brestois qui le dénonce aussitôt à la police ! Béors est contraint à un surcroît de précautions car il connaît la réputation d'indicateur de police du libertaire qu'il a rencontré. Par la suite, Béors est élu (1926) au Comité central du P.C.F. et c'est alors qu'il se lie au groupe « Suzanne Girault-Treint » qui pratique à la tête du Parti une politique tantôt réformiste, tantôt sectaire. Aux critiques que lui adressent les camarades, Béors répond en dénigrant les militants du P.C.F. et de la C.G.T.U. Cela finira par lasser les camarades qui l'excluent en 1928, deux ans après son accession au C.C. Dans l'énoncé de son exclusion, on lit que Béors « a désorganisé la Région Bretonne du P.C. et réduit ses effectifs à néant » (exposé du 8e rayon qui précise par ailleurs que Béors était « l'objet de la méfiance presqu'unanime dans le département »). Son appartement de Brest est alors détruit par un incendie inexpliqué et Béors quitte précipitamment la ville. On apprendra plus tard qu'il était retourné à Saint-Ouen – dans la banlieue parisienne – où il avait déjà séjourné croyait-on savoir. En tous cas, il devait y mourir après la guerre. En 1931, il aurait été candidat (com.) aux cantonales à Pont-Labbé.

BERGEON

Militant déjà âgé, très actif dans la région mancelle, il va participer à la mise en place et au fonctionnement des filières de liaisons clandestines du P.C.F. entre Paris et la Bretagne, spécialement avec Brest et Quimper avec des collègues cheminots dès la fin de 1939. Le P.C.F. avait été interdit par le

gouvernement Daladier et cette liaison secrète et sûre est indispensable au P.C.F. clandestin. L'occupation allemande va amplifier son rôle, Le Mans devenant une plaque tournante pour la redistribution du matériel, de propagande ou autre, de consignes, etc. C'est chez les Bergeon au Mans, que dans l'été 1941, Chaigneau se planque quand il réussit à s'échapper des gendarmes qui le convoient. Il reste caché chez les Bergeon jusqu'en novembre 1941. Il est alors muté par le P.C.F. à Paris. Mme Bergeon à cette époque aida courageusement son mari. Jusqu'à la fin de sa vie, le vieux Bergeon fut un militant fidèle à son Parti.

BERGER André Pierre
Né le 30-12-1922 à La Rochelle.

Fusillé au Mont-Valérien, près de Paris le 17-9-1943 en même temps que dix-huit autres communistes brestois. Il avait adhéré à la J.C. clandestine à Brest en août 1941. En fin 1941 et au début 1942, il assura les liaisons départementales de cette organisation. Il entre au P.C.F. clandestin et au F.T.P. en mai 1942. Il effectue de nombreux sabotages et participe à plusieurs attentats contre l'armée allemande. Il prit part à la protection de Raymonde Vadaine et Marie Salou quand elles saccagèrent la vitrine de la L.V.F. rue de Siam en août 1942, à deux pas de la Préfecture Maritime occupée par la Kriegsmarine. Entre autres actions patriotiques à son actif, citons l'attentat contre un immeuble occupé par des officiers allemands près du « Petit-Paris », en Saint-Marc, près de Brest. Accompagné de J.-L. Primas, il fait sauter la voie ferrée Brest-Paris, au Rody ; avec Teuroc et Monot, il fait sauter le tableau de commande électrique du trafic ferroviaire en gare de Brest. Il participera ainsi à de nombreuses opérations dont de très importantes. Il est aussi un diffuseur de la propagande résistante communiste. Arrêté à Nantes, alors qu'il effectuait une mission, le 7 janvier 1943, par des policiers français. Torturé affreusement, il est livré ensuite aux Allemands qui le fusillent. Fils de Joseph, frère de Marguerite.

BERGER Joseph
Né le 19-8-1897 à Fontenay Rohan-Rohan (D.S.).

Père d'André et de Marguerite. Cheminot. Cet ancien combattant de 14-18 adhère au P.C.F. à Brest en 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il était déjà dans l'action clandestine depuis la fin de 1939 quand il avait participé à la restructuration du P.C.F. interdit. En janvier 1942, il est arrêté, sans preuve, par des policiers du S.P.A.C. (police anticommuniste), puis relaché faute d' « aveux ». Il passe bientôt aux F.T.P. et participe à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. A nouveau arrêté, sur simple présomption, le 30-9-1943, peu après l'exécution de son fils... mais les Allemands qui l'ont arrêté le relâchent — toujours faute de preuve et d'aveux – après soixante-quatre jours de vaines enquêtes et d'interrogatoires « poussés ». Il sera dès lors un clandestin. Il accomplit de nombreuses missions de sabotages, notamment aux chemins de fer et des attentats à main armée. Il devient capitaine de F.T.P. Il accompagnait Melou quand il exécuta l'inspecteur Blaise — le dénonciateur de son fils –. Joseph Berger eut aussi des activités de solidarité au sein du Secours Populaire clandestin. Membre d'un tribunal d'épuration à Brest à la Libération. Mort à Brest en 1975.

BERGER Marguerite
Fille de Joseph. Née le 8-10-1924 à l'Ile de Groix (Morbihan).

Employée S.N.C.F. En 1941, elle n'a que 17 ans, elle diffuse la propagande résistante communiste : journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Plus tard, elle placardera des affichettes contre le S.T.O. et le travail volontaire en Allemagne. Elle seconde déjà efficacement son père et son frère dans leurs activités résistantes. En janvier 1943, elle entre au groupe F.T.P. « Marcel-Boucher ». Elle appartint plus tard au groupe F.T.P. « Lesven » jusqu'à la Libération le 20-9-1944. Elle était passée au maquis depuis le 14-8-1944. Elle a entre autre assuré des liaisons et des reconnaissances en vue d'attentats et de sabotages importants qui purent être ainsi exécutés.

BERLIN Jean

Militant syndicaliste C.G.T.U. des ouvriers coiffeurs de la région brestoise. Militant du P.C.F., candidat aux municipales de 1925 à Brest.

BERNARD Alain
Mécanicien en automobile. Né à Pont-Labbé le 18-8-1895.

Moniteur de société sportive. Il participe aux réunions publiques du P.C.F. à Pont-Labbé comme membre du bureau.

BERNARD Alain
Né le 24-6-1924 à Quéménéven.

Sous l'occupation allemande, il adhère au F.N. clandestin. Il diffuse la propagande résistante du F.N. et aussi celle du P.C.F. (novembre 1943). En mars 1944, il est versé aux F.T.P. : sabotages de voies ferrées. Avec le bataillon « Stalingrad », il participe aux combats notamment à Lennon, Dineault, Telgruc, Crozon, etc., et prend part à la réception de parachutages d'armes pour les F.T.P. Après la guerre, émigre dans la région parisienne à Aulnay-sous-Bois.

BERNARD Guy

Adhère au Parti Communiste clandestin sous l'occupation allemande à Brest. Activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

BERNARD Jacques
Né à Paris en 1918.

Chaudronnier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Passé aux F.T.P. au printemps 1942. Arrêté au cours de l'automne 1942 après avoir exécuté des sabotages. Jugé à Rennes par le Tribunal spécial le 12-12-1942.

BERNARD Jean
Né à Pont-Labbé en 1923. Décédé à Quimper en juillet 1979.

Il adhère à la J.C. en 1938 à Pont-Labbé. Sous l'occupation allemande, d'abord responsable du secteur de Pont-Labbé de la Jeunesse Communiste plongée dans la clandestinité en 1939 quand elle avait été interdite en même temps que le Parti par le gouvernement Daladier. J. Bernard mettra à profit pour la Résistance son emploi : il est employé au bureau de ravitaillement de Quimper. Il entre à l'O.S. du P.C.F. en 1941 et commence une activité de sabotages d'installations allemandes tout en diffusant les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. à leur création, il dirige alors de nombreux sabotages et attentats. Capitaine F.T.P. Arrêté par des policiers français, condamné par la Section spéciale (Tribunal de Vichy), livré aux Allemands qui le déportèrent à Buchenwald. Libéré le 1-5-1945. Après la guerre, employé à l'E.D.F., président départemental de la F.N.D.I.R.P. du Finistère jusqu'à sa mort en 1979.

BERNARD Laurent
voir **LAURENT Bernard.**

BERNARD Yves
Né à Pont-Labbé en 1924.

Frère de Jean. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande en 1941, à Pont-Labbé. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part avec son frère Jean à de nombreuses actions contre l'occupant, notamment au sabotage d'un pont provisoire à Pont-Labbé, le 1er mai 1942. Il aura de nombreuses missions à son actif, sabotages, attentats, etc. Arrêté par des policiers français, condamnés par des juges de Pétain, puis livré aux Allemands qui le déportèrent à Buchenwald. Après la guerre, continue ses activités militantes en Pays bigouden.

BERTHELOT Anne-Marie
Née Fiche. Epouse de Louis Berthelot, mère de Pierre.

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Versée aux F.T.P., elle aide son mari et son fils, très efficacement dans leur activité résistante. Décédée au Pont-de-Buis en 1978.

BERTHELOT Charles
Né le 29-1-1892 à Lorient. Décédé au camp de Schildau le 17-4-1945.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Dès la scission de 1923, il suit la voie réformiste, ne la quitte que par moment sous la pression des événements. En 1923, alors que les adhérents du syndicat de l'arsenal ont, dans leur grande majorité, opté pour la voie d'un syndicalisme de lutte de classe et l'affiliation à la C.G.T.U., Charles Berthelot entreprend de créer à côté, un syndicat adhérant à la C.G.T.-« confédérée » (réformiste), réalisant ainsi la division organique du syndicalisme à l'arsenal de Brest, Charles Berthelot mettra sur pied son syndicat « confédéré » à l'arsenal sous l'œil bienveillant de la direction dans la mesure où il s'oppose avec vigueur au syndicat « unitaire ». L'opération va bientôt coïncider avec une répression accrue contre les militants de la C.G.T.U., les « rouges »... et une vague de pressions de toutes sortes va déferler sur tous les syndiqués à cette centrale pour les contraindre à l'abandonner. Elle y réussira en partie. Cette période est marquée notamment par l'arrestation de Théo Kerdraon, secrétaire du syndicat C.G.T.U. de l'arsenal. Le prétexte : son action contre la guerre coloniale faite au Maroc. Cette arrestation est aussi une manœuvre d'intimidation à l'encontre du personnel de l'arsenal. Jusqu'en 1935, Charles Berthelot (aucune parenté avec les autres Berthelot de ce Dictionnaire) maintiendra sa ligne réformiste anti-unitaire et s'opposera à l'entente entre syndicats « confédérés » et « unitaires » qui est réclamée jusque dans les congrès départementaux « confédérés » et même au sein de son bureau départemental par d'autres militants, Jean Autret, François Prigent, Damoy.

En juillet 1935, il est pris à partie, au cours d'une manifestation contre les décrets-loi Laval par des ouvriers de l'arsenal qui lui reprochent son attitude scissionniste pas si lointaine. Le P.C.F. et la C.G.T.U. vont condamner cette action, œuvre de provocateurs. Elle ne pouvait en effet que fournir des prétextes aux dirigeants réformistes pour freiner la marche vers la réunification syndicale. Au cours des tragiques journées d'août 1935, Ch. Berthelot – dépassé par les événements – ne joue en dépit de son poste de secrétaire général du syndicat de l'arsenal C.G.T.-confédéré et de secrétaire de l'U.D. confédérée qu'un rôle secondaire : la direction effective du mouvement passe dans les mains des syndicalistes responsables de la C.G.T.U., dont le secrétaire régional Auguste Havez, venu sur place, et que secondent efficacement Ernest Miry, secrétaire du syndicat unitaire de l'arsenal et André Le Roy, secrétaire de l'U.L.-C.G.T.U. de Brest. Tout au long de ces journées tumultueuses, au sein de leur « cartel des services publics », les « confédérés », Ch. Berthelot, Drapier et quelques autres passent leur temps en parlotes intérieures, tandis que les « unitaires », eux, sont sur le terrain...

La réunification syndicale sera imposée aux dirigeants réformistes sur des bases de lutte de classes, entre la C.G.T.-confédérée (réformiste) et la C.G.T.-Unitaire (révolutionnaire), d'abord à l'arsenal, puis en décembre 1935 lors du congrès départemental de réunification tenu à Morlaix. Le bureau de l'U.D. de la C.G.T. réunifiée aura pour secrétaire Ch. Berthelot avec comme adjoints A. Havez, l'ex-secrétaire de l'U.R.-C.G.T.U., et François Prigent. Mais Havez qui n'avait pas l'intention « de n'être que l'adjoint d'un Berthelot » se fera rappeler à Paris par le C.C. (dont il est membre) du P.C.F. Ernest Miry prendra alors sa place au secrétariat – adjoint de l'U.D., tout en restant secrétaire du syndicat réunifié de l'arsenal dont Ch. Berthelot conserve le titre de secrétaire général. Miry devient du coup le véritable dirigeant de ce syndicat, Berthelot faisant d'autant moins le poids à côté de lui à l'arsenal que ses tâches à l'U.D. l'accaparent de plus en plus.

Ch. Berthelot ne jouera pas un rôle important – sur le terrain – au cours des grèves de 1936. Il est accaparé par ses tâches administratives départementales et il est plus homme des entrevues, des commissions, paritaires ou non, qu'homme de terrain. Il sera donc, en dépit de ses qualités de négociateur et de son titre de secrétaire général de l'U.D., moins en vue dans les luttes ouvrières du Front Populaire que bien d'autres dirigeants syndicaux d'un bout à l'autre du département. Il n'aura, de fait, aucune autorité d'ensemble sur ces mouvements revendicatifs qui débutent dans le Finistère en fin de mai et déferle bientôt sur le département pendant plusieurs semaines. Des militants se révèlent partout au cours de ces grèves de 1936 et nombre d'entre eux iront, avant peu renforcer les rangs du P.C.F. Car le Parti socialiste, soucieux avant tout de ne pas mettre des bâtons dans les roues d'un char de l'Etat dirigé par Léon Blum – qui s'est proclamé « gérant loyal du capitalisme » ! – est en dehors de ces luttes sociales. Son absence d'organisation dans les entreprises ne le prédispose pas à jouer un rôle autre qu'électoral. Les militants qui naissent de l'action se dirigent donc vers ceux qui n'hésitent pas à se proclamer révolutionnaires et sont avec eux dans les ateliers, à la base, alors que ceux « qui font confiance aux dirigeants », Blum et autres, vont au P.S. Le P.S. aurait doublé ses adhérents en 1936, mais le P.C.F. est passé de quatorze adhérents et une cellule en janvier 1936 à 190 adhérents et quatorze cellules en décembre de la même année ! Cela pour l'agglomération brestoise. En 1937, le P.C.F. augmente légèrement ses effectifs avec le même nombre de cellules, tandis que cette année-là les effectifs du P.S. retombent de 400 à 200 environ, c'est-à-dire aux chiffres de fin 1935 pour l'ensemble des sections brestoises. Ainsi apparaît une nouvelle génération de militants qui modifie le rapport des forces dans le mouvement ouvrier brestois au sein duquel les communistes et les sympathisants finiront par obtenir l'influence dominante, le courant réformiste reculant au long des années du Front Populaire.

En 1936, Ch. Berthelot approuvera la politique de « Non-Intervention » en Espagne qui livre ce pays au coup de force de Franco soutenu par l'intervention ouverte des Etats fascistes. Sincère, Berthelot voit clair assez vite et ne tarde pas à rejoindre les communistes dans une condamnation lucide et vigoureuse de cette prétendue « non-intervention ». Cela lui vaut quelques accrochages avec certains militants socialistes locaux et départementaux. Déjà, les cortèges populaires avaient dénoncé au long des rues brestoises l'étranglement hypocrite de l'Espagne républicaine.

Plus tard, Ch. Berthelot approuvera les « accords de Munich », soumission des démocraties occidentales devant les Etats allemand et italien. Dans le vif débat qui oppose alors les syndicalistes communistes, Miry, Le Mignon, J. Autret, J. Masson, Rabardel, etc. aux Drapier, Auguste Le Lann et consorts, munichois convaincus et qui s'en vantent, notamment dans les colonnes d'un journal syndicaliste local, Berthelot prend le parti de ces derniers pour un temps. Il aura une part active à la préparation et au déroulement de la grève générale du 30 novembre 1938 et il sera sanctionné pour sa courageuse attitude.

En 1939, aussitôt après l'interdiction du P.C.F. et la dissolution de 216 organisations syndicales par le gouvernement Daladier, la majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T. ordonne que soient déchus de toutes fonctions syndicales les militants syndicalistes qui refuseraient d'approuver l'interdiction du P.C.F. et de condamner l'U.R.S.S. Ch. Berthelot est bien embêté... mais il choisit d'obéir à ces consignes « d'en haut » et, aidé par Drapier, il convoque alors des responsables syndicaux que la mobilisation n'a pas touchés, et qu'ils connaissent comme communistes pour en obtenir la condamnation de leur Parti et de sa politique. Or, tous refusent de céder, à l'étonnement perplexe de leurs inquisiteurs. Ainsi, les Le Mignon, Rabardel, etc. seront déclarés « déchus » de leurs mandats syndicaux départementaux sans aucune consultation de la base qui les avait élus. Des communiqués sont envoyés à la presse donnant la nouvelle composition des directions syndicales recomposées sans communistes ni consultation de la base. Les militants communistes font alors observer que la police n'a qu'à consulter ces listes pour connaître les noms de ceux qui avaient été « déchus », soit par les réformistes de l'U.D. présents, soit par les directions fédérales nationales (cas par exemple de J.-L. Le Berre à Quimperr) et qui, donc, avaient refusé de renier leur Parti. « Vous économisez des enquêtes à la police », disent-ils

en substance « et vous violez les statuts syndicaux, et ce couverts par les autorités, vous savez bien qu'aucun tribunal n'acceptera de plaintes à ce sujet venant de militants que la bourgeoisie a mis hors la loi. » Du coup, leur zèle anticommuniste est singulièrement refroidi par l'attitude énergique et de plus inattendue de **tous** les militants communistes convoqués, et ils ne tardent pas à renoncer.

Les communistes devenus militants clandestins sont décidés à ne plus lui faire de cadeau, et dans le bouche à oreille de travailleur à travailleur, Ch. Berthelot finit par perdre du prestige auprès des ouvriers. Des ouvriers qui font vite le parallèle entre la répression anticommuniste et la vague de régression sociale, car c'est la grande revanche des patrons. Cette attitude des dirigeants réformistes est d'autant plus condamnée par un nombre croissant de travailleurs qu'ils ne font rien contre la remise en cause de tous les acquis sociaux des luttes du Front Populaire. Il s'en suit une désaffection générale des syndicats.

En début de 1940, Jules Lesven, Mathurin Le Gof, Pierre Corre, etc. mettent Ch. Berthelot en minorité lors d'une réunion des délégués du personnel de l'arsenal – ces délégués syndicaux ne pouvaient être « déchus » de leur mandat par les directions réformistes de la C.G.T. car ils le tenaient d'une élection professionnelle et non d'un vote intérieur au syndicat. En effet, ces délégués vont voter (à la demande des leurs qui sont communistes et qu'ils connaissent comme tels) à la majorité simple, au terme d'une discussion qui durera deux jours, la décision de verser la totalité des fonds dont dispose le syndicat à la solidarité, aussi bien en faveur des ouvriers de l'arsenal mobilisés que pour ceux d'entre eux qui sont victimes de l'arbitraire politique et policier des Daladier, Reynaud, Blum, etc. Ch. Berthelot sortira accablé de cette réunion (v. à Rabardel).

Sous l'occupation allemande, il n'a plus aucune activité. Isolé, amer, il ne croit pas à la possibilité d'une action quelconque. Mais il a le courage de refuser le « syndicalisme » des Belin et Dumoulin qui sont passés de la C.G.T. à Pétain. En fin de 1941, il est convoqué ainsi que François Prigent par un délégué de la « Charte du Travail » vichyste que le pouvoir pétainiste met en place. Ch. Berthelot refusera avec courage et dignité de s'engager dans ce système corporatiste adoptant la même attitude que F. Prigent qui lui est un résistant. Avec habileté, les deux hommes font traîner les choses, opposant une passivité dilatoire aux pressions de l'envoyé pétainiste.

En 1942, Paul Valière qu'il considère comme un provocateur et que d'ailleurs le P.C.F. a exclu comme tel en 1935, l'apostropha dans la rue de Siam et lui demanda avec insistance de prendre la responsabilité d'un organisme de Vichy (le Secours National ?). Valière a pris peur devant la multiplication des attentats et veut fuir Brest... mais il n'est autorisé à le faire que s'il fournit un remplaçant pour la tâche qu'il abandonne ! Fermement, Ch. Berthelot dit non. Mais il comprend qu'à son tour il lui faut aussi s'éloigner de Brest par crainte des représailles que ce refus va lui amener. Il obtient de faux papiers, des subsides et une planque d'un mouvement de Résistance, le M.L.N. Cela n'évitera pas à Berthelot l'arrestation et d'être remis aux Allemands qui le déporteront dans un camp de concentration.

Ch. Berthelot décède quelques jours après la libération du camp. (Voir aussi Jh. Lescop, H. Cadec et Damoy.)

BERTHELOT Jean
Né en 1908 à Scaër.

Ouvrier agricole, puis papetier. Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. en 1936. Sous l'occupation allemande propagandiste, résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses missions de sabotages et attentats contre l'occupant. Il avait participé aux combats de l'armée française en 1940. Prisonnier de guerre évadé.

BERTHELOT Louis
Né en 1895 au Pont-de-Buis où il décède en 1974.

Ouvrier à la Poudrerie, il milite activement à la cellule locale du P.C.F. et au syndicat C.G.T. dans les années 30. Cet ancien combattant de 14-18, amputé d'une jambe, organise avec Horn la première manifestation (du moins à notre connaissance) sous l'occupation allemande dans le Finistère. Devant la grille d'entrée de la Poudrerie pour en réclamer la réouverture — mais avec des fabrications de paix. Nous sommes en juillet 1940 et fabrications de paix signifie : rien qui puisse servir l'armée allemande. Louis Berthelot sera arrêté comme « meneur », ainsi que Horn, puis ils seront relâchés, Berthelot comme grand mutilé de guerre (à cette époque encore les Allemands veulent se fabriquer une réputation d'occupants « corrects »). Le tract qui appelait à cette manifestation décidée et organisée par la cellule clandestine du P.C.F. avait été tiré à Brest par l'organisation communiste de cette ville, probablement au domicile des frères Gosselin où se trouvait « planquée » sa « ronéo » (machine à imprimer de bureau). Plus tard, L. Berthelot entrera aux F.T.P., en dépit de sa jambe de bois et participera à leurs activités, tout en continuant la diffusion de la propagande clandestine résistante du P.C.F., du F.N., etc. Il est arrêté par la police française en octobre 1942, condamné par des juges français, puis livré aux Allemands qui le déportent à Buchenwald. Son activité politique et syndicale avait marqué les luttes sociales et politiques des ouvriers de la poudrerie, avec son ami Masson, secrétaire du syndicat, tous deux renvoyés par sanction de la poudrerie à la suite de la grève générale du 30 novembre 1938.

Louis Berthelot avait contacté dès les premières semaines de l'occupation allemande, M. Morel, le directeur de la Poudrerie qui avait agi en 1939 pour que L. Berthelot et Horn soient réintégrés de plein droit dans l'établissement contre l'avis gouvernemental. Il n'avait pu l'obtenir pour Masson. En agissant ainsi M. Morel avait fait preuve de beaucoup de courage et d'un esprit progressiste, aussi les communistes locaux avaient-ils décidé de le contacter pour la Résistance, ce que L. Berthelot fit en toute confiance. M. Morel aida de suite, et beaucoup, les résistants. Après la guerre, L. Berthelot sera un temps conseiller municipal (com.) du Pont-de-Buis et jusqu'à sa mort président des Anciens Combattants de la localité.

BERTHELOT Pierre
Né le 16-1-1920 au Pont-de-Buis. Fils de Louis.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère à la cellule du P.C.F. au Pont-de-Buis en 1938. Mobilisé en 1939, démobilisé en mars 1941, il refusera de reprendre son poste à l'arsenal, livré par Pétain aux Allemands. Avant la guerre, Pierre Berthelot militait dans cet établissement aux « Bâtiments en fer » avec, notamment, Mathurin Le Gôf. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste dès sa démobilisation : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il appartient à un groupe de l'O.S. du P.C.F. (qui précéda les F.T.P.). En juin 1942, il est versé aux F.T.P. et il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. En 1943, sa famille « planque » un autre résistant très connu, Jean Marc, évadé, et l'aidera dans son activité combattante. Arrêté par des policiers français, condamné par des juges français qui le livrent aux Allemands, déporté en Allemagne au camp d'Orianenburg. Libéré en 1945, il revient au pays et y reprend sa vie militante.

BERTHO Daniel
Né le 17-5-1913 à Elven.

Militant syndicaliste (et du P.C.F. ?). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui en Espagne combattent aux côtés des Républicains espagnols. Grièvement blessé au combat.

BERTHOLOM Corentin
Né à Quimper.

Il émigre dans la région parisienne à la recherche de travail. Militant syndicaliste C.G.T.U. et C.G.T. (membre du P.C.F. probablement). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Parti de Paris, rapatrié à Issy-les-Moulineaux.

BERTHOU Joseph

Actif militant syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T. réunifiée à Concarneau ainsi que du P.C.F. Il assumera des responsabilités au sein du syndicat et du P.C.F. Grutier. En fin 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit

par le gouvernement Daladier. Dès juin 1940, à l'arrivée des troupes allemandes à Concarneau, activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F. et du F.N. plus tard. Il diffusera notamment au mois d'août 1940 l'appel à la Résistance lancée en juillet par le P.C.F. En 1942, il est versé dans les F.T.P. dont il devient un officier de valeur qui participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, abominablement torturé par eux, il est condamné par des juges français avant que d'être livré aux Allemands qui fusillent leur prisonnier — ou l'abattent — en Vendée selon un document ou à Thouars (D.S.), plus vraisemblablement.

BERTHOU
Travailleur communal à Brest.

D'abord militant syndicaliste et socialiste, il se prononce dès 1919 pour la rupture du P.S. avec l'Internationale Socialiste (réformiste) et son rattachement à la IIIe Internationale (com.) et milite activement en ce sens. Dans son syndicat, il préconise le retour à la lutte de classe abandonnée par les « chefs » réformistes de la C.G.T. durant la guerre de 14-18 quand ils sombrèrent dans l' « Union Sacrée ». Berthou s'élève contre les compromissions de la plupart des élus locaux et départementaux du P.S. Au congrès de Tours, il est un des signataires de la motion Cachin (déc. 1920). Le congrès se prononce pour la IIIe Internationale. Berthou est alors trésorier de la section de Brest, toujours dite « socialiste » dans les premiers mois qui suivirent le congrès, le terme « communiste » n'étant adopté que plus tard. Berthou est élu trésorier fédéral du Finistère du P.C.F. en décembre 1921. En avril 1923, c'est lui qui prononce l'éloge funèbre d'un autre militant révolutionnaire, le syndicaliste et communiste Emile Le Cam qui fut aussi son ami. C'est avec Le Cam (ou Cam) que Berthou représentait les travailleurs communaux au congrès départemental des syndicats en 1918, et tous deux y avaient défendu les thèses révolutionnaires. Lors de la scission syndicale de 1922 l'un et l'autre firent basculer l'écrasante majorité du personnel communal vers la C.G.T.U. malgré et peut être aussi à cause des menaces et des pressions de la municipalité socialiste qui ne voulait tolérer qu'un syndicat à sa dévotion. La municipalité socialiste parviendra à briser le syndicat révolutionnaire à coups de répression quelques années plus tard. Alors Berthou organise des meetings de protestation contre cette répression frappant les militants les plus visés par la municipalité aidée dans cette tâche par la section socialiste reconstituée en 1923.

BEVIN Yves
Né en 1921 à Peumeurit.

Cet ancien quartier maître opticien commandait en octobre 1943 le groupe F.T.P. de St-Goazec-Spézet, soit alors huit combattants. Au village de « Fell » en Spézet, il tombe, ainsi que M. Cam, entre les mains des soldats allemands, au nombre de 21, eux. Ces soldats emmènent leurs prisonniers au Poulguen, en Penmarc'h et là les fusillent le 24-2-1944. Bevin avait sur lui une fausse carte d'identité au nom de Warton. Sympathisant du P.C.F. Bevin en diffusait la propagande résistante ainsi que celle du F.N., des J.C., des F.T.P.

BEUZIN François
Cheminot.

Militant du P.C.F. qui le présente comme candidat aux élections municipales de 1925 à Brest où il obtient 313 voix. Militant de la C.G.T.U. au dépôt de chemin de fer de Brest.

BIDEAU Emile
Ebéniste. Né le 8-10-1898 à Plourin-lès-Morlaix, décédé en juin 1981 à Lanmeur.

Il adhère au P.C.F. en 1924 alors qu'il est déjà un militant actif de la C.G.T.U. Il travaille à Morlaix jusqu'en 1926. Il s'en va alors à Paris, trouve du travail dans le XIe arrondissement et y continue ses activités militantes. Il retourne à Morlaix pendant la deuxième guerre mondiale. Pendant son séjour à Paris, il avait contracté un mariage « blanc » avec une militante russe pour qu'elle obtienne la nationalité française. Cela se faisait alors. Il avait fait la guerre de 14-18.

BIDON Jean
Cheminot.

Militant actif du P.C.F. à Quimper dans les années 30. Militant syndicaliste. A la retraite se retire à Alençon.

BIGER Yves
Né en 1927 à Lesconil, père marin-pêcheur.

Elève d'E.P.S. Il entre dans la Résistance aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions. Sympathisant du P.C.F., il diffuse sa propagande, journaux, tracts, etc., et celle du F.N. Tombé aux mains des soldats allemands qui fusilleront leur prisonnier à La Torche le 15-6-1944.

BIGOT Marcelle
Résistance d'Audierne.

Après la guerre dans les années 1970, vice-présidente de l'A.N.A.C.R. du Finistère.

BLOC'H
(Parfois orthographié incorrectement BLOCH, par confusion avec le patronyme juif. En breton BLOC'H signifie ROCHER).

Militant du P.C.F. dans les années 20 à Brest. Secrétaire de la Bourse du Travail C.G.T.U. de Brest en 1923, secrétaire du syndicat des coiffeurs brestois. Décédé. Beau-frère de J. Berlin.

BODAN

Militant cheminot morlaisien de la C.G.T.U. et du P.C.F. Au bureau de la section C.G.T.U. des cheminots de Morlaix, réélu en 1930. Militait depuis le début des années 20. S'est de nombreuses fois opposé, au côté de Nédellec, aux manœuvres des « confédérés » contre la section C.G.T.U.

BODÉNAN Corentin
Manœuvre du bâtiment à Pont-l'Abbé où il naquit en 1900.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. puis de la C.G.T. réunifiée. Décédé en 1938 des suites mortelles d'un accident du travail.

BODÉNAN Paul
Manœuvre.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. Candidat du P.C.F. aux municipales à Brest en 1925.

BODÉNAN Pierre
Militant du P.C.F. au Pont-de-Buis.

Résistant dans les rangs du P.C.F. clandestin : diffusion des journaux et tracts communistes, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses missions contre l'occupant allemand. Tué au combat — ou fusillé après avoir été fait prisonnier par des soldats allemands au cours d'un accrochage.

BODENNEC Corentin

Ce résistant était membre (ou sympathisant) du P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Il en diffusait la propagande résistante, journaux, tracts, etc., et celle du F.N. Combattant F.T.P., il tombe aux mains de l'ennemi lors d'un accrochage. Emmené par les soldats allemands qui le fusillent peu après. Il avait alors 24 ans.

BODÉRÉ Guillaume
Né le 3-5-1906 à St-Jean-Trolimon d'un père cantonnier. Marin.

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande en avril 1941. Activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F. puis du F.N., etc. Il prendra la suite de J.-D. Larnicol après son arrestation à la tête de l'organisation communiste clandestine de Léchiagat-Treffiagat. Mais le 30 septembre 1942 il doit fuir après avoir participé à la récupération des armes débarquées aux Glénan (où il avait vécu longtemps avec sa femme et sa fille). Les armes venues en sous-marin avaient été ensuite acheminées vers Léchiagat où il était responsable du P.C.F. clandestin. Il s'en va alors à Saint-Evarzec, puis chez Riou, au « Mogueriou », des résistants patriotes. Arrêté sous un nom emprunté à un mort. Il réussit à s'échapper du centre de rassemblement de Quimper, quatre ou cinq jours après avoir été interpellé et pris pour un réfractaire au S.T.O. Il s'en va à Pleuven, forme un groupe de F.T.P. à la tête duquel il combat

dans de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. A la Libération il revient à Lesconil et y reconstitue le syndicat des marins-pêcheurs. Il est appelé par la suite à la direction de la Fédération Marine C.G.T. dont il devient le secrétaire national pour les marins-pêcheurs, il le restera neuf années. Ne s'entendant plus avec le secrétaire général de la Fédération, Gruenais, il démissionne et redevient marin-pêcheur à Lesconil où continue son activité militante.

BODÉRÉ Marie-Jeanne
Née Autret, à Pont-l'Abbé le 12-4-1913. Brodeuse.

Elle participe aux activités résistantes de son mari, Guillaume, au P.C.F. clandestin. Elle aura la charge d'un dépôt d'armes constitué chez eux (armes mouillées aux Glénan et ramenées par son mari. Arrêtée le 30-9-1942, elle restera détenue 18 mois à la prison de Mesgloaguen à Quimper avant que d'être transférée dans un hôpital.

BOËDEC Louis
Né le 29-7-1916 ou 1896 à Bannalec.

Probablement un militant du P.C.F. S'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains, en novembre 1936. Rapatrié en novembre 1938.

BOËNNEC Pierre
Marin-pêcheur.

Sous l'occupation allemande diffuse la propagande résistante du P.C.F. et celle du F.N. Il combat dans les F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans le pays bigouden. Capitaine F.T.P.

BOHU Charles
Cheminot.

Militant communiste et syndicaliste à Morlaix. Membre du bureau de la section C.G.T.U. des cheminots morlaisiens dans les années 20 et 30 (réélu en 1930). Il est de ceux qui aidèrent Nédellec à contre attaquer les syndicats réformistes (confédérés) qui voulaient « engloutir » les sections C.G.T.U. des cheminots à Morlaix et dans le reste du département.

BOLLORÉ Joseph
Militant communiste né en 1905, mort au front en 1940. Cultivateur.

Elu conseiller d'arrondissement de Concarneau en 1937. Conseiller général. Il est membre du Comité de la Région Bretonne (Finistère-Morbihan) du P.C.F. et il en est un spécialiste écouté des questions paysannes. Apparenté aux Boutet de Scaër. Dans ses fonctions d'élu il se heurtera maintes fois à Pierre Guéguin dont il désapprouvera l'attitude en fin 1939. Lui-même est à l'armée, sergent. Il sera tué au front et ses obsèques donneront lieu à Concarneau à un incident significatif en début de 1940 : Guéguin, le maire de Concarneau, un des rares membres du P.C.F. dans le Finistère à avoir perdu pied en septembre 1939 sous le poids de l'hystérie anti-communiste, vint aux obsèques de Bolloré. C'était en pleine « drôle de guerre ». Aucun des communistes présents ne serra la main que Guéguin leur tendit. Guéguin par la suite devait se reprendre et mourir en communiste.

BOLLORÉ Michel
Né en 1902 à Léchiagat. Marin-pêcheur.

Il adhère au P.C.F. au début des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. à leur création en 42. Il profite de son « aussweiss de 15 jours » que les Allemands lui ont délivré pour pêcher la langouste pour effectuer le passage d'armes par voie maritime. Le 30-9-1942, il rejoint l'Angleterre pour échapper à une vague d'arrestations. Décédé vers 1970. Cousin de J.-D. Larnicol.

BONIZEC Alain
Né le 7-1-1900 à Pouldreuzic.

Il adhère au P.C.F. au début des années 30, syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T. réunifiée. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Grièvement blessé en 1938, sur le front de l'Ebre.

BONIZEC François
Né le 6-2-1898 à Pouldreuzic. Mort à Drancy en 1973.

Faute de travail il s'exile dans la région parisienne où il exercera le métier de couvreur. Militant de la C.G.T.U. il adhère bientôt au P.C.F. en fin des années 20, à Drancy où il crée en 1934 le premier C.D.H. Elu conseiller municipal (com.) en 1935, l'ancienne municipalité socialiste l'avait fait condamner pour... escroquerie au chômage. C'était un des animateurs du Comité des chômeurs de Drancy. Il occupe diverses fonctions au conseil municipal, mais peu de temps car il est volontaire dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols et part le 3 août 1936. Il sera commandant d'un bataillon de la 14e Brigade. Blessé grièvement à la poitrine il est rapatrié à Drancy en fin 1937.

En septembre 1939, il est arrêté après l'interdiction du Parti communiste par le gouvernement Daladier et détenu au fort de Baillet (Oise). Il s'évade et retourne à Drancy où il participe à la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin. Arrêté, il est envoyé au camp de concentration de Châteaubriant où il participe aux cours de préparation militaire donnés secrètement à des détenus du camp. Déporté au camp de Mathausen d'où il revient en 1945 très malade.

BONIZEC Hervé
Militant communiste et syndicaliste à Douarnenez.

Un des dirigeants du syndicat des marins-pêcheurs, il prend une part notable dans la grève des ouvrières des sardineries douarnenistes en fin 1924, en organisant la solidarité des marins, notamment. Elu conseiller municipal communiste de Douarnenez.

BONNEFOY Joseph
Né le 2-12-1912 à La Palud, près de Landerneau.

Cultivateur, il adhère au P.C.F. en même temps que Joseph Luslac, en octobre 1935. Tous deux sont dès lors très actifs dans le milieu rural de la ceinture brestoise à la fin des années 30. Il tenait une petite ferme à Milizac. En fin 1937, il abandonne l'agriculture et émigre à Paris où il milite activement.

BOQUET Daniel

Pensionné à 100 %, ce militant communiste est candidat du P.C.F. au conseil d'arrondissement, en 1937, à St-Thégonnec : il ne risquait pas de perdre son emploi ! Il était originaire de la région parisienne et était venu se soigner à Roscoff.

BORDENNEC Michel

Militant du P.C.F. à Douarnenez où il va jouer un rôle important lors des grèves des ouvrières sardinières. Il sera d'ailleurs membre du comité de grève. Conseiller municipal dans la municipalité Le Flanchec. Il cessera de suivre celui-ci à partir de 1930 et jugera durement son attitude. Militant de la C.G.T.U.

BOTHOREL François
Du bourg de Botmeur.

Combattant de la Cie de Morlaix du Bât. F.T.P. « Yves-Giloux ». Participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il diffuse sa propagande résistance : journaux et tracts clandestins du P.C.F. et aussi du F.N., etc. Tué au combat le 16-8-1944, à Irvillac.

BOTHUON Alfred

Militant communiste et syndicaliste C.G.T.U. très actif dans la région de Quimper au cours des années 20.

BOTHUON Hervé
Né le 30-10-189? à Moëlan-sur-Mer.

Secrétaire de la section communiste du Guilvinec à sa création en mars 1921.

BOUCHER Marcel
Né le 3-11-1920 à Lesneven. Tué le 4-2-1944.

Mécanicien. Il habitait à Recouvrance quand il fut tué. Il avait adhéré à la J.C. et au P.C.F. en mai 1941 à Brest et participé dès lors à la propagande résistante des communistes. Il passe aux F.T.P. à leur création dans la région au printemps 1942. Il en est alors un des plus jeunes combattants brestois. Nombreuses actions contre l'occupant allemand. Quand son chef, Yves

Giloux, est arrêté, il prend sa suite et réorganise le groupement un moment disloqué par la répression et reprend la lutte. En fin 1943, ou début 1944, son groupement F.T.P. étant dans une situation difficile à Brest, il en décide le repli vers une zone plus sûre, le maquis de Scrignac. De là ces combattants participeront à de nombreuses actions. Bientôt Boucher et ses hommes pensent qu'ils peuvent retourner dans l'agglomération brestoise pour y porter la lutte à un niveau encore plus haut dans cette forteresse de l'ennemi. Le plan de route prévoit de contourner au Nord Landerneau, de descendre sur Guipavas et de là exécuter une première opération sur la Pyrotechnie de St-Nicolas.

Après avoir contourné Landerneau, Boucher scinde son groupement en deux. Lui-même conduira le premier groupe qui comprend, en plus de Boucher, Guy Raoul et André Garrec. Mission : se diriger vers Guipavas par la voie la plus directe. Mais ce premier groupe a à peine dépassé Landerneau qu'il tombe sur une patrouille de la Feldgendarmerie qui veut fouiller les valises dont sont porteurs les F.T.P. Or, elles contiennent des armes. Les F.T.P. n'ont pas d'hésitation, et bénéficiant de l'effet de surprise, abattent deux Allemands. Mais l'un des Français est blessé — on ne saura jamais lequel. Tous trois parviennent à se replier vers un endroit isolé, une carrière, à La Palud, selon certains témoignages. Cependant une femme a entendu les coups de feu, Mme X..., collaboratrice « horizontale », qui alerte la Feldgendarmerie. Celle-ci envoie les 30 élèves de l'école de Feldgendarmerie de Landerneau dans la direction qui lui est précisée par la femme, et ils ne tardent pas à localiser les résistants en train de soigner leur blessé, qu'ils n'ont pas voulu abandonner. Le combat s'engage, inégal. Ecrasé sous le nombre, les trois F.T.P. — le blessé a fait le coup de feu comme ses camarades, succombent. Boucher, Garrec et Raoul ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi avant l'épuisement de leurs cartouches. Ils seront massacrés sur place. Le nom de Marcel Boucher a été donné à une compagnie du Bât. F.T.P. « Yves-Giloux » et une rue à Brest. L'indicatrice ne fut jamais inquiétée.

BOUDIGOU Yves
Né en 1924 à Douarnenez.

Il adhère très jeune à la J.C. à l'Ecole Pratique Supérieure de Quimperlé. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération il reste dans l'armée.

BOUGUION Jean-Marie
Né le 5-4-1923 à Plomodiern.

Entre dans la Résistance le 5 février 1943, au groupe F.T.P. de Scrignac. Il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand à Scrignac, Bolazec, Berrien, Poullaouen, dans le Finistère et dans les Côtes-du-Nord, à Plouézoc'h. Membre du P.C.F. clandestin, il diffuse sa propagande résistante, et celle du F.N. Il effectue des missions de liaisons. Il prend part aux combats pour la libération de Brest et de Lorient dans le Bât. « Yves-Giloux », Cie « Le Fur ».

BOUGUION (ou BOUGUEON) Pierre
Né le 18-1-1889 à Pouldreuzic.

Marin-pêcheur. Communiste et syndicaliste. C'est lui qui représenta les marins-pêcheurs de St-Guénolé-Penmarc'h à la conférence sur la pêche maritime tenue par la C.G.T.U. à Douarnenez en mars 1930.

BOULANT Gabriel
Garçon de chai.

Militant du P.C.F. dans les années 30 à Brest. Candidat aux élections cantonales à Landivisiau en 1937. Il est vendeur de l'Huma à la criée le dimanche (C.D.H.) de 1936 à 1939. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste, il diffuse journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc.

BOULIC Jeanne
« Jeannette ». Née à Scaër en 1919.

Elle adhère à l'U.J.F.F. en 1938 à Scaër. Papetière chez Bolloré. Elle entre au P.C. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistante communiste, elle diffuse la presse clandestine et les tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Elle effectue des liaisons P.C.F.-F.T.P. avant que d'être versée aux F.T.P. Elle participe alors directement à des actions contre l'occupant. Après la Libération, membre du comité national de la Fédération C.G.T. du papier-carton. Mariée à Scaër en 1943.

BOULIC Marianne
Sœur de la précédente. Née à Scaër vers 1916.

Elle adhère à l'U.J.F.F. en 1938 à Scaër. Papetière chez Bolloré. Entre au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistante communiste, elle diffuse journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Elle effectue des liaisons entre le P.C.F. et les F.T.P. Versée aux F.T.P. elle prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Décédée en 1972.

BOURBAO Jean René
Né le 1-1-1904 à Locronan.

Il émigre dans la région parisienne à la recherche de travail et adhère à la C.G.T.U. En 1929 il est élu à la commission exécutive du syndicat des employés de restaurants, cafés, hôtels.

BOURBAS Louis
Né à Quimper le 2-2-1894.

Menuisier. Secrétaire du syndicat des menuisiers de Quimper. En 1918, membre du bureau de l'U.L. C.G.T. de Quimper.

BOURDON Jacques
Né le 14-5-1914.

Adhère à la C.G.T.-« confédérée » en 1930. Sous l'occupation allemande il rejoint la C.G.T. clandestine — reconstituée grâce aux militants syndicalistes communistes — à l'arsenal de Brest en 1943. Activité de propagandiste résistant proche du P.C.F. auquel il donne son adhésion à la Libération.

BOURDOULÈS
Né à Plonévez-Porzay.

Il émigre dans la région parisienne à la recherche de travail. Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. à Asnière. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains. Rapatrié à Asnières.

BOURGEON Louis
Né à St-Evarzec en 1895.

Cheminot. Il avait adhéré au P.C.F. en 1920 à Issy-les-Moulineaux où il avait émigré. Syndicaliste C.G.T.U. dès les années 20. Il occupera diverses responsabilités, tant au P.C.F. qu'au syndicat, sur le plan local et celui de l'entreprise. Candidat à Paris du P.C.F. Révoqué par la S.N.C.F., pour son activité militante, en 1939. Il n'y sera réadmis qu'à la Libération en 1945. En 1939 il avait participé à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, résistant il diffuse la propagande du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Maire-adjoint (com.) de Fouesnant à la Libération.

BOURGOT

Secrétaire du syndicat des ouvriers de la Poudrerie du Moulin-Blanc en 1921. Il sera remplacé par son ami Jean Autret. Il avait représenté son syndicat au congrès départemental de la C.G.T. où il se plaça dans la tendance révolutionnaire.

BOURHIS Guillaume
Né en 1910, il décède à Rosporden en 1978.

Militant communiste et syndicaliste très connu dans cette ville. Il a été longtemps le dirigeant syndical et le délégué très écouté des ouvriers et du personnel de la conserverie Prévert à Rosporden.

BOURHIS Jean

Militant communiste et syndicaliste de Douarnenez à la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Conseiller municipal de Douarnenez à la Libération et adjoint au maire.

BOURHIS Marc
Né à Lézardrieux (C.-d.-N.) le 16-2-1907. Fusillé à Châteaubriant le 22-10-1941.

Instituteur. Il sera un temps assez court membre du P.C.F. — quatre mois, paraît-il — qu'il quittera vers 1934, n'approuvant

pas sa politique de large union. Il se rapprochera alors un temps très court encore, des trotskistes, qu'il quittera quelques mois plus tard. Dans les années 30, il occupe des fonctions dans le mouvement syndical des instituteurs, tendance « Ecole Emancipée ». Son départ du P.C. se marquera par quelques heurts avec des militants communistes de l'enseignement, qui n'empêchaient pas une sympathie réciproque, d'autant que Marc Bourhis s'était vite écarté des trotskistes. Il se rapproche du P.C. quand celui-ci est mis hors la loi par le gouvernement Daladier. Il a alors des contacts avec les militants clandestins du P.C.F. Il refusera cependant d'adhérer au P.C.F. clandestin sans cacher cependant ses sympathies pour son combat. Rien d'étonnant donc qu'il soit surveillé par la police de Vichy, puis arrêté comme communiste à Trégunc où il est instituteur, le 2 juillet 1941, en même temps que son ami P. Guéguin avec qui, et grâce à qui surtout, il retournait peu à peu vers le P.C.F. Il entendait « aider » seulement le parti et dans certaines occasions ; il avait définitivement et vigoureusement renié le trotskisme, dont il avait condamné le verbiage révolutionnaire, l'agitation inefficace, son effritement en multiples chapelles et son incapacité à s'ancrer dans la classe ouvrière, selon les raisons qu'il donna à l'auteur détenu dans le même camp de concentration de Châteaubriant.

BOURLAOUEN François
Né à l'Ile-Tudy le 10-2-1896.

Emigre dans le Sud-Ouest et adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. dont il est le candidat au Bouscat en 1935. Arrêté et détenu au camp de concentration de Mérignac (Gironde) à la suite de l'exécution d'un officier allemand, Reimers, à Bordeaux par l'O.S. du P.C.F.

BOURLÈS Jean
Né en 1920 (à Pleyber-Christ ?).

Sous l'occupation allemande, sympathisant du P.C.F. clandestin dont il diffuse la propagande résistante et celle du F.N. Entré dans les F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'ennemi. Tombé entre ses mains à l'issue d'un accrochage, il est emmené au Poulguen, en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusilleront leur prisonnier en avril ou mai 1944, sous les yeux de femmes françaises « collaboratrices horizontales » que leurs amants de la Werhmarcht avaient amenées au « spectacle » ! L'identité de certaines de ces femmes a été connue par la suite.

BOURLÈS Joseph
Né le 24-4-1913 à Plouyé.

Habite Huelgoat. Entre dans la Résistance en octobre 1943. Il avait récupéré 15 fusils et des milliers de cartouches, une centaine de grenades pendant la débâcle de juin 1940 et avait entreposé le tout au théâtre municipal de Brest ! Dans les F.T.P. il participe à des actions de sabotages. Dénoncé il doit quitter Brest. Il sera affecté le 30-4-1944 au Bat. « Le Roy-Sker » (?) compagnie « Barbusse ». Il combat dans la presqu'île de Crozon. Après la guerre il entre au service de déminage et de débombage, comme démineur-chef. Il est trois fois blessé en exerçant cette fonction.

BOURLIGUEUX
Du Guilvinec (?).

Instituteur à Penmarc'h, il fait de nombreuses réunions pour le P.C.F. dans le pays bigouden au cours des années 30. Plus tard, il rejoindra les trotskistes avec quelques autres instituteurs finistériens auprès de qui ce mouvement aura un temps un peu d'influence, pour les quitter bientôt.

BOUTET Alain
Né à (Scaër ?) vers 1880.

Fils d'un conserveur de petits pois très connu. Cousin de Louis. Authentique érudit, possesseur d'une importante bibliothèque comprenant un grand nombre d'ouvrages politiques, marxistes, notamment. Au P.C.F. depuis 1935, il avait hébergé, auparavant, lors de périodes difficiles, dans sa maison, route de Melgven, des membres du Comité central du P.C.F. recherchés par la police. En 1936, il participe à la création de la cellule de Scaër du P.C.F. Il mourut vers 1953-55, laissa en leg à la commune de Rosporden sa maison et sa terre pour en faire une maison de retraite. Sous l'occupation allemande, il avait été un valeureux résistant : diffusion journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Il hébergea aussi des résistants en mission et planqua du « matériel » pour le P.C.F. et les F.T.P.

BOUTET Louis
Né à Scaër en 1905.

Cultivateur. Membre du P.C.F. à la création de la cellule de Scaër en 1936. Cousin d'Alain. Candidat (com.) aux élections cantonales d'octobre 1937. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en fin 1942 ou au début de 1943, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Après la guerre continue une vie militante active. Conseiller municipal de 1945 à 1947. Décédé à Scaër en octobre 1980.

BOUTET
Fils de Louis.

Adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F. et du F.N. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Fait prisonnier par des soldats allemands qui allaient le fusiller, il saute en marche de l'autocar réquisitionné qui l'emmène et réussit à passer au travers du tir déclanché par les soldats, et reprend le combat.

BOZEC Alexis

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. Candidat aux élections municipales à Brest en 1925.

BRANELLEC Jean

Syndicaliste cheminot à Morlaix dans les années 20. Il opte pour un syndicalisme de classe et la C.G.T.U. lors de la scission syndicale de 1923. Elu juge aux Prud'hommes à Morlaix en 1923. Un de ceux avec qui Nédellec contra les manœuvres des réformistes de la C.G.T.-confédérée contre la section C.G.T.U. des cheminots morlaisiens. Probablement membre du P.C.F. dès sa création.

BRELIVET Pierre

Combattant F.T.P. de la Résistance. Fut l'adjoint de « Ernaud » (« Fernand » ?) chef de bataillon F.F.I.

BRIEC Yves
Né à Plovan le 18-9-1897.

Tailleur d'habits. Militant et propagandiste du socialisme en pays bigouden. Il se prononce dès 1919 pour le retrait du P.S. de la IIe Internationale (réf.) et son rattachement à la IIIe Internationale (com.) que vient de créer Lénine. Très actif, il occupera des responsabilités, tant dans le P.S. avant la scission, que dans le P.C.F. au cours des années 20, à Pont-l'Abbé.

BRIZEC Louis
Né le 2-10-1879, à Morlaix, y décède en 1952.

Ouvrier de la Manufacture des Tabacs de Morlaix. Il est, au début du siècle, un actif syndicaliste et adhère jeune au P.S. En 1906, il porte la contradiction à Marc Sangnier, lors d'une réunion politique à Morlaix. En 1920, il milite en faveur du retrait du P.S. de la IIe Internationale (réf. et soc.) et de son adhésion à l'Internationale Communiste que vient de créer Lénine. Il est délégué de Morlaix au congrès fédéral finistérien du P.S. en 1920 et il est des 2/3 des délégués qui s'y prononcent en faveur de la IIIe Internationale. Cette idée de l'adhésion du P.S. à l'Internationale Communiste avait obtenu la majorité des voix dans toutes les 21 sections du P.S. du département au cours des assemblées générales qui avaient précédé ce congrès départemental. Brizec participe ensuite — toujours comme délégué de Morlaix — au congrès départemental qui se tint aussitôt après le congrès de Tours du P.S., en février 1921 (v. à Jean Le Tréis). Sur le plan local Brizec se heurte au maire socialiste Chatel qui anime la fraction réformiste de la section morlaisienne et qui refuse de se plier aux décisions du congrès national de Tours. Sur le plan syndical, toujours animé de la même foi révolutionnaire, il participe au congrès de l'Union départementale des syndicats C.G.T. du Finistère, en 1921 et il est de ceux qui feront basculer la majorité

des délégués vers un syndicalisme de lutte de classe. La scission sera bientôt consommée dans les syndicats du fait des dirigeants réformistes de la C.G.T., comme Léon Jouhaux, et dans le Finistère Le Bris et consorts. Brizec devint alors un des plus en vue des syndicalistes finistériens de la nouvelle C.G.T., la Confédération Générale du Travail Unitaire (C.G.T.U.) qui s'était formée à partir des milliers de militants **exclus** de la C.G.T. par les réformistes majoritaires dans leurs directions confédérale ou fédérales de branches d'industries. Brizec était secrétaire de l'Union locale C.G.T. en 1920 et 1921, avant la scission et c'était à ce titre qu'il avait accueilli et salué le congrès départemental de 1921 que nous avons évoqué plus haut, dans cette ville de Morlaix les 27 et 28 mars. En 1924, Brizec est élu secrétaire national de la Fédération nationale des tabacs et allumettes C.G.T.U. En février 1925, il est élu secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U. du Finistère qui le désigne comme un des délégués départementaux au 3e Congrès national qui suit peu après, à Paris, au mois d'août. Il participe à la réunification des deux C.G.T. sur le plan départemental (il n'est pas resté longtemps secrétaire national). Cela se fera à Morlaix, le 7 décembre 1935. Dans le P.C.F. il se heurta parfois à l'incompréhension de certains dirigeants départementaux. Il continuera à militer jusqu'à la fin de sa vie sur les plans syndicaliste et communiste. En 1947, il est une dernière fois candidat du P.C.F. à une élection municipale et candidat de la Résistance. Il avait été en effet sous l'occupation allemande un propagandiste résistant du P.C.F. dont il diffusait les journaux et tracts clandestins ainsi que ceux du F.N., des F.T.P., etc. Il devint secrétaire de l'Amicale des Vieux Travailleurs pour lesquels il se dévouera sans compter. Il décède quelques années plus tard très regretté, en 1952.

BROCHET Guy
Né le 8-6-1902 à Brest.

Militant communiste dans la région parisienne, il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient en Espagne aux côtés des Républicains. Après la guerre, milite à Paris dans le 20e arrondissement.

BRUERA Paul

Militant communiste et syndicaliste à Brest à la fin des années 30. (Volontaire dans les Brigades Internationales ?) Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux clandestins du P.C.F. et aussi ceux du F.N. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est tué (au combat ?) le 10-8-1944. Il laissait trois enfants en bas âge. Sa veuve résidait à Brest.

BRUSQ Emmanuel
Né à (Audierne ?) en 1923 ou 24.

Sympathisant du P.C.F. sous l'occupation allemande, il diffuse la propagande résistante communiste, celle de la J.C., du F.N. et des F.T.P., etc. Aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et c'est au cours de l'une d'elles qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Il est emmené au Poulguen, en Penmarc'h, où les soldats allemands fusillent leurs prisonniers. Mais alors qu'il est conduit vers les poteaux d'exécution, il se retourne brusquement, arrache son poignard à un officier, le frappa le tuant d'un seul coup. Il fut abattu sur le champ par les soldats allemands. Cité dans « l'Humanité » clandestine, n° 310, du 15-7-1944.

BUANNEC Arthur
Né en 1919.

De Morlaix. Menuisier. Il adhère à la J.C.F. en 1936. Mobilisé en 1939. Prisonnier de guerre, il s'évade le 1er avril 1942 et rejoint Morlaix. Il est aussitôt contacté par Pierre Tanguy, responsable local du secteur pour le P.C.F. et le F.N. Il devient alors propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il est nommé sous-chef du groupe F.T.P. « Henri-Vuillemin ». Il est pris par l'ennemi lors de l'attaque d'un convoi allemand à Pleyber-Christ, le 27-9-1943. Les Allemands avaient été informés de l'embuscade par une Mme..., collaboratrice horizontale très connue. Les Allemands s'éloigneront avec leur prisonnier puis l'abattent.

BUANNIC Antoine
Né en 1925 à Lesconil.

Marin-pêcheur, fils de marin-pêcheur. Il adhère à la J.C. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., et ceux du F.N. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté en juin 1944 sur la cale de Lesconil par des policiers français. Livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne. Il sera assassiné par les soldats allemands qui le gardaient au camp d'Elrich, le 15-12-1944.

BUANNIC Pierre
De Lesconil.

Il adhère à la J.C. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., de la J.C. et du F.N. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Caporal-chef d'un groupe de F.T.P. Il meurt encore jeune en 1945.

BUARD

Militant syndicaliste C.G.T.U. de Morlaix. Il eut un rôle important dans les luttes sociales de cette région au cours des années 20. Il était trésorier de la Maison du Peuple. Il avait aussi une activité politique et était probablement membre du P.C.F.

BUREL Alain

Adhère au P.C.F. et à la C.G.T. en 1936 ou 37. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Après la guerre, il gagne la région parisienne et milite à Argenteuil où il travaille à l'hôpital.

BUREL Pierre
Né le 5-4-1902 à Nizon.

Va travailler à Nantes. Milite au syndicat et probablement au P.C.F. Il s'engage dans les Brigades Internationales pour combattre aux côtés des Républicains espagnols le coup d'Etat de Franco. Rapatrié à Nantes.

BUREL Yves-Marie
Né le 2-1-1922 à Brest, où il demeure à Recouvrance.

Ajusteur-mécanicien. Il adhère au P.C.F. en 1942, sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, de la J.C., du F.N., etc. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté en décembre 1943 par des policiers français dans la même affaire que Le Reste. Il appartenait au groupe « Yves-Giloux ».

BUZARE
Né à Landerneau vers 1910.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il est à l'origine de la re-création de la cellule communiste de Landerneau en 1934. Il n'y avait plus d'organisation communiste landernéenne à cette époque. Il demanda à Alain Signor de venir parler à quelques ouvriers sympathisants qu'il réunirait dans ce but. Y vinrent Lucien Kerouanton, Pierre Corcuff, tous deux ouvriers à l'arsenal de Brest comme Buzaré. Tous trois adhéreront au P.C.F. et militeront à la fois à l'arsenal et dans la nouvelle cellule locale. Buzaré restera peu de temps au P.C.F.

CABIOCH Jean-Marie
Né vers 1910.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. dès les années 30. Décédé à Morlaix en 1977. Il aurait été un résistant membre du P.C.F. clandestin.

CABIOCH Joseph
Du Pouldu, en Santec.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant du P.C.F., il en diffusait la propagande résistante, tracts, journaux et celle du F.N. Participa à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Tué au combat lors d'un accrochage avec une unité allemande le 23-9-1944, à Santec.

CABITEN Jean-Léon
Né le 4-11-1919 à Plabennec.

Cantinier à Brest. F.T.P. du groupe « Yves-Giloux ». Prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant alle-

mand. Propagandiste résistant communiste, il en diffuse les journaux et tracts clandestins ainsi que ceux du F.N., etc. Probablement membre du P.C.F. clandestin. Arrêté en décembre 1943.

CADEC Henri
Né (à Brest ?) vers 1890.

Un des plus notables syndicalistes brestois de l'arsenal des années 20 et 30. Avant la guerre de 1914-1918, il était déjà un syndicaliste connu. Il adhérera alors au P.S. Un rapport de police de 1920 le qualifie faussement « d'anarchiste violent ». Il n'avait jamais appartenu à quelque groupe anarchiste que ce soit et il a maintes fois dénoncé leur pénétration par la police. A l'armée, il était inscrit au « Carnet B ». Elu secrétaire général du syndicat C.G.T. de l'arsenal en août 1918 en remplacement de Léon Capitaine. Réélu en 1922 en remplacement de Théo Kerdraon. Il restera à ce poste jusqu'en 1934.

Dès 1919, il milita pour les thèses révolutionnaires et admira la Révolution russe, dont il est un des premiers à Brest à avoir compris le caractère prolétarien. Il est élu en 1918 délégué à l'arsenal sur cette position politique publiquement affirmée. Il s'oppose alors à la fois aux thèses des réformistes et à celles des anarcho-syndicalistes. Après de vifs affrontements de ces trois tendances au sein du mouvement ouvrier brestois, il sera élu secrétaire de la Bourse du Travail de Brest le 25-6-1921. Il sera aussi réélu secrétaire du syndicat de l'arsenal C.G.T. (après la scission, C.G.T.U.), de 1921 à 1934, année où il sera remplacé par un plus jeune, Ernest Miry, qui a sa confiance et prend le relais. Il avait longtemps partagé cette responsabilité avec Théo Kerdraon. En 1923 avec Théo Kerdraon, il avait rédigé une affichette pour dénoncer les agissements diviseurs de Ch. Berthelot, réformiste qui, en constituant un syndicat C.G.T.- « confédéré » à l'arsenal, y organisait la division syndicale.

Afin de gommer la division ainsi introduite, Henri Cadec écrit à Ch. Berthelot pour lui demander une réunion commune des bureaux des deux syndicats qui se concurrencent désormais à l'arsenal, en vue d'une unité d'action revendicative. Ch. Berthelot refuse. Et tandis que le syndicat « confédéré » peut se développer sans entrave, la répression s'abat sur les membres du syndicat C.G.T.U., peu à peu contraint à une quasi-clandestinité. Aux pressions des chefs sur les individus s'ajoutent celles de diverses autorités sur les membres de leur famille, dans la Marine notamment, ou ayant des enfants susceptibles de postuler un emploi à l'arsenal. Les militants de la C.G.T.U. sont contraints à prendre des mesures de sécurité, et Ch. Berthelot qualifie ces précautions de « lâcheté » en 1930 ! Cela devait lui être encore reprochés en 1935... et 1939.

Malgré l'opposition de Berthelot, Cadec prendra la parole aux manifestations des ouvriers de l'arsenal contre les décrets-lois de Doumergue et de Laval, en février, mai et juillet 1935.
Devant les travailleurs de l'arsenal rassemblés, les dirigeants réformistes du syndicat « confédéré » ne purent refuser que Cadec prenne la parole au nom de la C.G.T.U. Sa participation active et lucide et aussi responsable aux journées tumultueuses d'août 1935 des travailleurs de l'arsenal révoltés par les décrets-lois et le déploiement des forces répressives à l'arsenal, lui vaut d'être renvoyé de l'arsenal. Il y sera réintégré sous le Front Populaire et y retrouvera ses activités syndicales et politiques.

Il avait toujours eu des activités politiques communistes bien qu'il se consacra surtout aux tâches syndicales. En 1923, il avait participé comme représentant de la Bourse du Travail « Unitaire » à une réunion pour un comité antifasciste où étaient également représentés l'U.D.-C.G.T.U., avec René Martin, l'U.D.-confédérée, réformiste, le Comité de défense sociale, la section communiste brestoise par L. Marchand. Henri Cadec fut un militant passionné et son action compta beaucoup à l'arsenal durant une vingtaine d'années. Son rôle au P.S. en faveur de l'adhésion à l'Internationale Communiste, avant le Congrès de Tours en 1919 et 1920 et après la scission son activité pour la création d'un Parti communiste furent importants. En 1936, il est délégué au 24e Congrès de la C.G.T. (réunifiée en 1935) tenu à Toulouse. Mais cette longue vie militante l'avait prématurément vieilli et usé. Il meurt en 1941. (Selon un témoignage, il se serait suicidé à l'arsenal alors qu'il se savait sur le point d'être arrêté par la police française au service des Allemands.) Frère de Sébastien Cadec.

CADEC Sébastien
Frère de Henri. Né à Brest le 21-8-1904, y décède le 21-2-1976.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Militant syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T. après la réunification de 1935. Membre du P.C.F. à Brest dès les années 30. Sous l'occupation allemande, activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne. Libéré en 1945, il revient à Brest et y reprend la vie militante.

CADIC Eugène
Né en 1920 (ou 21) à (Bannalec ?).

Adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. A l'issue d'un engagement particulièrement meurtrier, il tombe entre les mains de l'ennemi. Il est emmené au Poulguen, en Penmarc'h, par les soldats allemands qui y fusillent leur prisonnier en mars 1944.

CADIOU Albert
Né le 9-5-1908 à Brest.

Typographe. Il adhère au P.C.F. à Brest en 1936. En fin 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Il est alors ouvrier à l'Imprimerie Coopérative, rue Kléber à Brest. En septembre 1939, avec ses autres camarades de travail – à l'appel de Eugène Kerbaul, un autre typo, membre du comité de rédaction de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » – ils décident de terminer le tirage de cet hebdomadaire communiste que vient d'interdire le ministre de l'Intérieur. Le dernier numéro de cette publication avant son édition clandestine quelque temps plus tard, sortira en petits paquets de l'Imprimerie Coopérative et sera diffusé sur la voie publique à Brest, et à la criée ! par des militants du P.C. qui n'ignoraient pas que braver ainsi une telle interdiction pouvait leur coûter cher. **Tous** les exemplaires furent vendus et les incidents redoutés de la part d'exités par l'hystérie anticommuniste ambiante n'eurent pas lieu. En 1941-1942, toujours à l'Imprimerie Coopérative, avec le directeur François Prigent, il participe à l'impression de journaux, tracts, papillons, affichettes clandestins et autres matériels de propagande résistante qu'il a composé typographiquement dans l'appartement d'un boucher du quartier de l'Harteloire qui, réfugié ailleurs, ignore complètement l'usage fait de son appartement brestois. Il s'agissait-là de journaux et tracts, etc. du P.C.F., du F.N., de la J.C., de l'Union des Femmes Patriotes (com.), etc. Albert Cadiou, de plus, prend part à des actions des F.T.P. contre l'occupant allemand. Il est arrêté le 3 octobre 1942 par des policiers français, torturé, puis remis à la SIPO (Gestapo) à son siège brestois de « Bonne Nouvelle » à Kerinou. Il y est encore torturé. Détenu ensuite au Château de Brest, du 5-10-1942 au 21-1-1943 par des policiers de Pétain, dont G... et B... Il à nouveau remis aux Allemands qui le déportent à Orianenburg où il meurt le 12-7-1944.

CADIOU Amélie
Née Guillou, le 5-5-1893 à Quimper.

Elle adhère au P.C.F. en 1936 en même temps que son mari, Georges, marin, militaire de carrière. Elle se consacrera au travail parmi les femmes et à la solidarité aux combattants républicains espagnols, aux réfugiés d'Espagne. Son fils Pierre André – né d'un premier mariage – sera tué en combattant dans les rangs des Brigades Internationales. Sa fille Suzanne est une des créatrices du cercle U.J.F.F. de Brest en 1937. Mme Cadiou, comme on l'appelle familièrement, se dévoue aussi pour les communistes allemands réfugiés à Brest en 1936 et qui, à la fin de cette année-là,

s'engagèrent tous dans les Brigades Internationales. Membre du comité de section de Brest du P.C.F. de 1936 à 1939. Son mari étant muté au Maroc en début de 1940, elle le suit. Elle décède chez sa fille Suzanne à Gennevilliers en fin des années 1970. (Voir Cadiou Georges.).

CADIOU Charles
Né le 5-6-1908 à Brest, y décède en octobre 1981.

Militant actif du syndicat de l'arsenal dès 1936. Il est alors déjà très proche des communistes. En 1939, quand le P.C.F. est interdit par le gouvernement Daladier avec le soutien d'une coalition de fait allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste, Charles Cadiou participe à ses premières réunions illégales, à ses premières activités de propagande clandestine, notamment à l'arsenal. Il continue dès juin 1940, sous l'occupation allemande. Il adhère officiellement au P.C.F. en avril 1941. Il est un des organisateurs des grèves à l'arsenal de Brest du 25 octobre 1941 et de décembre de la même année, faites à l'initiative du P.C.F. clandestin en protestation contre les exécutions de résistants otages de Châteaubriant et ceux du groupe Elie. Charles Cadiou a participé à de nombreux sabotages à l'arsenal de Brest. Citons, entre autres, à la base des sous-marins allemands à l'automne 1941, à ceux de sous-stations électriques de l'arsenal le 27-3-1942, etc. En janvier 1942, il est nommé avec Mathurin Le Gof et Yves Prigent au « triangle » de direction de section clandestine du P.C.F. à Brest. Il est désigné comme responsable de ce « triangle » qui remplace celui dirigé par Jeanne Goasguen-Cariou appelée à d'autres fonctions. Charles Cadiou est arrêté, ainsi que les autres membres du « triangle » le 28-4-1942 par les policiers G... et B... Condamné par les juges de Pétain, il est après détention dans plusieurs prisons françaises dont celles du Château, à Brest, livré aux Allemands qui le déportent en Allemagne.

Il en reviendra et reprendra son activité militante très importante. Il sera entre autres, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'arsenal. Révoqué pour son action militante, il devient secrétaire de l'Union locale C.G.T..

CADIOU Georges
Epoux d'Amélie. Né à Paris le 30-12-1898. Décédé à Gennevilliers chez sa fille Suzanne en novembre 1977.

Marin militaire, « vétéran » à l'arsenal. Il adhère au P.C.F. en 1936 en même temps que son épouse. En dépit de sa condition de militaire de carrière, il diffuse tous les dimanches « l'Humanité » dans les rues de la ville à la criée. Par prudence, cependant, la section craint les provocations policières, sa carte du P.C.F. ne lui est pas remise, pas plus qu'à Morcau : le trésorier de section les gardant par mesure de sécurité pour eux et le Parti. En 1940, il est affecté au Maroc et il rejoint son nouveau poste en début d'année, accompagné de sa femme et de ses deux filles, Suzanne et Yvonne, elles aussi jeunes militantes. Auparavant, son domicile de Traon-Quizac, en Lambézellec, avait été perquisitionné peu après l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier. Les policiers n'avaient rien trouvé alors que les époux Cadiou étaient déjà bien engagés en cette fin de 1939 dans le combat clandestin du P.C.F. commençant son activité illégale. En 1936, les époux Cadiou avaient hébergé cinq communistes allemands venus en France se réfugier après le référendum de fin 1935 par lequel les Sarrois, à 95 %, se donnaient à l'Allemagne d'Hitler. Venant de la Ruhr, ces hommes s'étaient d'abord installés en Sarre. A Brest, ces Allemands auxquels se joignit un de leur camarade logé ailleurs (soit six en tout recueillis à Brest) formèrent une cellule du P.C. allemand. En fin de 1936, tous s'engagèrent dans les Brigades Internationales qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco. Après la Libération, les époux Cadiou revinrent à Brest. Plus tard, Georges et sa femme, très âgés, vinrent habiter chez leur fille Suzanne, à Gennevilliers près de Paris, où ils finirent leur vie.

CADIOU Georges
Né le 8-8-1913 à Brest. Fusillé au camp de concentration d'Orianenburg à la suite d'une tentative d'évasion le 13-2-1945.

Tapissier. Adhéra au P.C.F. en 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est arrêté (en avril ?) 1942 par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent en Allemagne.

CADIOU Jean-Marie

Militant de la cellule de Lesconil du P.C.F. dans les années 20 et 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Passé aux F.T.P., il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. Pris par l'ennemi au cours de l'une d'elles, il est emmené à La Torche, près de Penmarc'h, par les soldats allemands qui y fusillent leur prisonnier (1944).

CADIOU Pierre
Né le 22 mai 1901 à Pleyben.

Ouvrier de l'Etat dont la carrière se passe à Cherbourg. C'est là qu'il adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. Responsable des J.C. puis en 1928 au bureau du « rayon » communiste de Cherbourg. Il sera élu archiviste du syndicat C.G.T.U. de l'arsenal de Cherbourg en 1933.

CADIOU Martial
Né vers 1907.

Militant syndicaliste C.G.T.U. à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas, au Relecq-Kerhuon où il travaille. Il militait aussi à Landerneau où il habitait. Un de ceux qui formèrent la cellule du P.C.F. à Landerneau en 1934.

CADIOU Suzanne
Née à Lambézellec en 1922. Fille de Georges et Amélie, demi-sœur d'André Pierre.

Elle adhère à la J.C. en 1937 et s'occupe de former un cercle de l'U.J.F.F. à Brest. Elle diffuse la presse communiste pour la jeunesse. Sans travail, elle doit quitter Brest peu après pour Paris. Elle revient à Brest en mars 1939 et passe un examen pour entrer à l'arsenal, le réussit, mais sa candidature est refusée après enquête policière en « raison » de ses opinions politiques. Son père marin militaire est alors muté au Maroc, en début de 1940, elle l'y suit. Elle s'engagera dans l'armée française qui s'y forme après l'élimination du pouvoir vichyste dans ce protectorat, pour continuer la lutte pour libérer la France.

Elle appartint à l'Etat-major de Juin et elle sera des premiers militaires français débarqués à Saint-Tropez. Dans la Première Armée, elle sera secrétaire à l'Etat-major de De Lattre de Tassigny, futur maréchal. Elle sera grièvement blessée, en mission sur le front, en Allemagne en 1945. Démobilisée, elle reprend ses activités militantes au P.C.F. dans la région marseillaise. Par la suite, elle vient dans la région parisienne et y devient la secrétaire de Waldeck Lhuillier, député-maire de Gennevilliers.

CAILLOSSE

Membre du Comité régional de la Région Bretonne (Finistère-Morbihan) du P.C.F. dans la fin des années 30. Surtout actif dans le Morbihan, son département. Bien connu des militants du Finistère avec qui il a de nombreux contacts de 1936 à 1939, du fait de ses responsabilités régionales.

CALLEC
De Saint-Marc, non encore rattaché à Brest.

Membre du bureau de la cellule de Saint-Marc du P.C.F. Il en est un des membres les plus actifs dans les années 20. Un des responsables à la propagande du département. Il organise des piques-niques où se retrouvaient les militants et leur famille. Membre du Comité départemental du P.C.F., il est élu trésorier adjoint de la Fédération du Finistère au congrès départemental du P.C.F. de janvier 1923.

CALONNEC Robert
De Scrignac. Né à Versailles le 13-7-1927.

Sous l'occupation allemande, il adhère au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant et ses complices. Il disparaît au cours de l'une d'elles en septembre 1944. On suppose

qu'après avoir été fait prisonnier par les soldats allemands, ceux-ci l'ont abattu, puis dénudé pour le jeter ensuite dans un charnier et que son cadavre serait parmi les nombreux corps exhumés qui n'ont pu être identifiés.

CALVARIN François
Né le 9-5-1869 à Lambézellec, où il décède le 15-3-1960.

Agent technique à l'arsenal de Brest. Bien que chef de travaux, il est un ardent syndicaliste ce qui nuit à son avancement d'autant plus qu'il figure au « Carnet B » de l'armée. Il se bat avec vigueur pour la laïcité lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Fondateur, avec quelques autres camarades, de l'Université Populaire de Brest, où il donne des conférences. Il est plutôt de tendance libertaire (ou anarchiste), à Brest l'un ou l'autre nom était donné, mais il refusera d'entrer dans quelque groupe ou parti que ce soit. Il supportait mal que les libertaires brestois appartiennent à la fois au groupe anarchiste et à la Loge maçonnique « Les Amis de Sully » et qu'ils y soient très copains avec les politiciens socialistes qu'ils dénoncent ailleurs. Sous l'occupation allemande, il sera arrêté et incarcéré près de deux mois à Pontaniou (prison allemande de Brest). Relaché faute de preuves et d'aveux – et en raison de son grand âge : il était le doyen des résistants emprisonnés à Brest. Il ne votera qu'une fois dans sa vie et ce fut pour dire « non » au référendum de De Gaulle, en 1958, qui ramena le général au pouvoir. Il était le père de Marie, l'épouse d'Ernest Miry, le secrétaire du syndicat de l'arsenal. Veuf de Marie Guéguen, qui tout au long de sa vie l'avait soutenu dans ses luttes. Il meurt en 1960 chez sa fille Marie. Depuis 1933, il s'occupait du syndicat des retraités de l'arsenal où il succéda à Vibert. Il fut membre du bureau du syndicat local des locataires de 1933 à 1939.

CALVEZ Michel
(Voir LE CALVEZ Michel.)

CALVEZ Jules
Parfois orthographié LE Calvez. Né à Pont-Labbé vers 1920.

Tailleur pour hommes. Il adhère à la J.C. en 1936. Sans travail, il s'engage dans la Marine en 1938 et participe aux combats de Norvège et de Dunkerque. Démobilisé en 1942, il rejoint aussitôt les organisations communistes clandestines dans la Résistance, P.C.F. et J.C. à Pont-Labbé. Il entre peu après aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Arrêté par des policiers français, condamné par des juges pétainistes qui le livrent aux Allemands lesquels le déportent au camp de concentration de Buchenwald. Il en revient par miracle en 1945, mais très malade. Meurt en 1965.

CALVEZ Yves

Militant communiste et syndicaliste de la R.P. où il travaillait dans les hôpitaux. Originaire de Brest où il décède en 1983. Résistant membre du P.C.F. clandestin, il est arrêté et déporté au camp de concentration de Kobierzyn.

CAM Emile
(Voir LE CAM Emile.)

CAM Guy
Né en 1923 (comme Maurice Cam dont il est parent) au Pont-de-Buis.

Il avait quitté la région pour Paris à la recherche de travail, mais au début de la guerre il revint à Quimerc'h, et sous l'occupation allemande entre aux F.T.P. dans le groupe Maurice Cam, ainsi qu'au P.C.F. clandestin dont il diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Il participe aux mêmes actions contre l'occupant que Maurice Cam. Il tombe lui aussi entre les mains des soldats allemands à l'issue du même combat et, comme lui, amené à Mousterlin où les soldats allemands fusilleront leurs prisonniers (1944).

CAM Maurice
Né au Pont-de-Buis en 1923.

Il entre au P.C.F. clandestin en fin 1940, sous l'occupation allemande avec Fanch Merrien. Propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc.

Il est co-auteur d'un attentat exécuté en 1941 en gare de Châteaulin où les communistes font flamber un stock de paille destiné aux Allemands. L'explosif incendiaire lui avait été fourni par M. Morel, le directeur de la Poudrerie de Pont-de-Buis. Il participera à de nombreuses autres actions de l'O.S. notamment à l'arsenal de Brest où il travaille.

Versé aux F.T.P. au printemps 1942 à leur création dans le Finistère. Cam et son groupe incendie Radio-Quimerc'h en construction. Ensuite, il passe au maquis F.T.P. de Spézet-Saint-Goazec, un des premiers créés dans le département. En mission, il blesse grièvement un policier français collaborateur des Allemands, le commissaire Marchand, de Quimper. Cam sera fait prisonnier à l'issue d'un combat sanglant. Les soldats allemands emmèneront leur prisonnier à Mousterlin, près de Fouesnant, et l'y fusilleront en 1944.

CAMBLAN Pierre
Né le 20-4-1895 à Lambézellec.

Tourneur à l'arsenal de Brest. Membre du P.S. à la fin de la guerre de 14-18, il milite dès 1919 pour le retrait de ce parti de la IIe Internationale (réf.) et son rattachement à la IIIe Internationale (com.) que vient de fonder Lénine. En 1921, il est élu secrétaire de la section communiste de Lambézellec. En 1921 et 1922, il est aussi secrétaire de la 9e Entente des J.C. (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Morbihan et Finistère). En 1922, il est, de plus, élu secrétaire des Jeunesses Syndicalistes Unitaires par le congrès de l'Union départementale C.G.T.U. Cette décision vise à contrer les efforts faits par les réformistes au sein du mouvement syndical pour influencer la jeunesse ouvrière. Bientôt, il cumulera ces fonctions avec celle de trésorier de l'U.D.-C.G.T.U. et devient un des dirigeants du syndicat C.G.T.U. de l'arsenal de Brest. En août 1922, à un meeting de travailleurs de l'arsenal, il parlera en tant que représentant de la « Fédération Nationale de la Marine (Etat) » de la C.G.T.U.

En octobre 1922, il est poursuivi en même temps que Gouzien, R. Martin, L. Marchand pour « apologie de meurtre » : ils avaient réclamé, dans un meeting, l'amnistie pour les condamnés politiques... Cela lui vaudra d'être arrêté au cours d'une réunion publique à Brest en décembre 1922 et emprisonné au Bouguen... et par voie de conséquence d'être licencié de l'arsenal. En 1923, il prend la parole dans une réunion publique antifasciste où au bureau il représente le P.C.F. (L. Nardon le P.S. et R. Martin, les libertaires). Cette « compromission » socialiste-communiste fit bouillir le député socialiste Goude. Camblan boycotté par le patronat brestois n'arrive pas à trouver du travail, et s'expatrie à Paris. Il y continuera sa vie militante dans le XVe arrondissement.

CAMPIGLIA François
Né le 10-7-1892 à Arzew (Algérie), décédé à Grenoble en 1972.

Métallurgiste. Il adhère au P.S. en 1919 et y milite pour le rattachement de ce parti à la IIIe Internationale (com.) que Lénine a fondé en mars de cette année-là. De 1921 à 1924, il est secrétaire de la XIIIe section de Paris du P.C.F. Membre du comité régional du P.C.F. pour la Région Parisienne. En 1928, le P.C.F. en fait son candidat à Brest pour la 1re circonscription aux élections législatives. Lors de cette campagne électorale il apprend que la proposition de Front Unique faite aux socialistes par le Comité départemental du P.C.F. n'a pas été portée à la connaissance des sections socialistes locales par les dirigeants socialistes du Finistère. Les sections socialistes vont quand même connaître ces propositions unitaires des communistes. Dans son « Cri du Peuple » le député Goude écrit que les « bolchévisants » (!) du P.S. (il vise entre autres Messager et Goasdoué que le procédé avait indigné) en avaient averti les communistes. Lesquels firent état de ces faits aux tribunes publiques en questionnant : « Qui sont les sectaires ? ».

Aux élections municipales de Brest le 15-5-1929, Campiglia obtiendra 856 voix quand Goude en rassemble 3 801. La liste socialiste sera battue au 2e tour à Brest et à St-Marc par suite du refus de l'unité d'action sur consigne express des dirigeants départementaux socialistes finistériens appuyant Goude à fond dans son refus de toute « compromission socialo-

communiste ». Campiglia est surtout connu comme dirigeant communiste dans la région de l'Isère. Résistant, il sera secrétaire régional pour le Vaucluse du Front National.

CAMPION GABY

Militant communiste à Quimper.

CAN Maurice

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F. clandestin, des F.T.P., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à des actions contre l'occupant. Chef de groupe F.T.P.

CANEVET Yves
Né à Quimper en 1894. Mort à Brest en septembre 1967.

Milita aux Jeunesses Syndicalistes avant la guerre de 14-18 à Pont-l'Abbé. Dans les années 20 il contribuera à créer le P.C.F. à Alençon (Orne). Ayant été renvoyé de son emploi en raison de ses activités communistes et syndicalistes, il vient alors à Rennes en 1921 et prend part aux luttes du P.C.F. local. Résistant sous l'occupation. Après la deuxième guerre mondiale s'occupe de l'A.R.A.C. en Ille-et-Vilaine puis à Brest où il s'installe en 1959.

CANTON Xavier
Né à Brest le 15-7-1876. Mort à Toulon en mars 1968.

Militant syndicaliste à l'arsenal, membre de la Commission administrative du syndicat de l'arsenal de Toulon. Licencié en 1920. Communiste dès cette époque. Résistant, il fut arrêté en mai 1942.

CAOUÉRON Pierre

Militant communiste de Loc-Maria-Berrien. Dans la clandestinité sous l'occupation allemande, propagandiste résistant diffuse les tracts et les journaux du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. C'est à l'issue de l'une d'elles qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à Rennes pour le fusiller, le 8 juin 1944.

CAOUISSIN Guillaume
Du bourg de Plonéour-Ménez.

Marié, sept enfants. Ce F.T.P. participa à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante : journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Au cours d'un engagement, il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à Lambézellec et l'y fusillent.

CAP Maurice

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreux combats contre l'occupant.

CAPITAINE Pierre
Né à Scaër vers 1920.

Sous l'occupation allemande, sympathisant du P.C.F. en diffusait la propagande résistante : journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Il entre aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Il tombe entre les mains de l'ennemi à l'issue du combat de Kernabat, en 1944. Les soldats allemands pour se venger des pertes qu'ils ont subies vont torturer, puis exécuter leur prisonnier. Quand après la guerre on déterra le cadavre de Capitaine on s'aperçut que les soldats allemands AVANT de le tuer lui avaient arraché les yeux et avaient enfoncé dans les orbites vides des pommes de terre... Capitaine appartenait à la Cie F.T.P. de Scaër.

CARDINIER Louis
Né en 1910.

Ce militant communiste de Concarneau fut très actif dans les années 30. Sous l'occupation allemande c'est un propagandiste résistant communiste qui diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Versé aux F.T.P. participe dès lors à de nombreuses missions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, il est livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne où il décède.

CARER François
(cousin de Jean). Né en 1906.

Instituteur au Trévoux où il naquit. Adhère au P.C.F. (en 1936 ?). Sous l'occupation allemande il diffuse la propagande résistante communiste. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Lieutenant F.T.P., il combat dans la poche de Lorient jusqu'à la Libération de la ville.

CARER Jean
(Parfois orthographié CARRER ou CARRÈRE.) Né le 2-12-1901 à Bannalec.

A 18 ans il faisait du battage en Beauce, levé à 4 heures du matin pendant quatre mois. C'est alors qu'il trouve un exemplaire de l' « Humanité » pour la première fois. Puis il travaille dans les régions du Nord de la France, dévastées par la guerre de 14-18 et l'invasion allemande. En 1923, il vient à Paris, dès lors un lecteur assidu de l' « Humanité ». Plongeur dans un restaurant du bd St-Michel à Paris et garçon de comptoir en 1924 et 1925. En 1926, son père meurt laissant sa veuve avec six enfants et Jean Carer revient au pays. Il travaille chez un marchand de bois, dans une usine de conserves, aux Ponts et Chaussées, enfin à la Coopérative agricole de Landerneau, dépôt de Bannalec. Il avait adhéré à la C.G.T. en 1925, et au P.C.F. en 1929. Secrétaire de cellule et membre du bureau de la section de Bannalec sous le Front Populaire. Candidat au conseil d'arrondissement de Bannalec en 1937 — à une époque où on trouvait difficilement des volontaires pour cette « tâche ». Son dernier métier : cantonnier, puis agent technique communal, lui valut beaucoup de contact avec la population, contacts qu'il sut mettre à profit pour le Parti.

En 1936, il vint à Scaër avec Lijour pour y former une cellule du P.C. avec les sympathisants qu'il avait rencontrés dans ses activités professionnelles sur les routes du canton. Réformé de l'armée, il peut participer en 1939 à la réorganisation du P.C.F. dans la clandestinité. Sous l'occupation, dès 1940, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Entre aux F.T.P. peu après leur création en 1942. Il prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Suspect, il est une fois amené à la Kommandantur à propos d'une coupure d'une ligne téléphonique. Il restera 15 jours détenu à la prison de Bel-Air à Quimperlé, avant que d'être relâché faute de preuves et d'aveux. Il rejoint alors le maquis F.T.P. de St-Jacques et participe à ses actions, notamment à l'incendie de deux wagons de paille en 1944. Au maquis il prépare l'insurrection populaire dans le canton. Après la guerre, il continue de longues années sa vie militante jusqu'à ce que la maladie l'en empêche.

CARIO Henri
De Carhaix. Fusillé le 22 avril 1942 à Châteaubriant.

Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. dans les années 35-36 et milite activement. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui, en Espagne, combattent le coup de force de Franco, aux côtés des Républicains. Blessé au combat en 1938, il revient en France. Sous l'occupation allemande il est un propagandiste résistant communiste diffusant les journaux et tracts clandestins, du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Arrêté par des policiers français, il est détenu au camp de concentration de Châteaubriant.

CARIOU Alain
Né en 1915 à Plogonnec.

Son père, terrassier à Paris économisera sou par sou pour acheter une petite ferme et faire de son fils un instituteur. Alain Cariou adhérera au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il en deviendra un officier à qui sera confié la responsabilité du secteur du Cap-Sizun, où il combattra jusqu'à la Libération. Après la guerre, secrétaire à la propagande de la Fédération communiste du Finistère. Candidat communiste à de nombreuses élections.

CARIOU Antoine
Né à Douarnenez le 29-8-1906. Mort en déportation en Allemagne.

Artisan peintre. Il adhère au P.C.F. dans les années 30 à Douarnenez. Sous l'occupa-

tion allemande propagandiste résistant communiste. Il participe à des réunions clandestines dans le café de Mme Tallec, au « Stancou », puis dans une cabane appartenant à son beau-frère, rue du Pont. Arrêté une première fois en octobre 1941 par la gendarmerie française. Dirigé sur Quimper puis vers le camp de concentration de Voves. Relâché, il reprend son activité résistante. Il est arrêté une deuxième fois le 12-12-1942 par la police allemande. Déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il meurt. Une rue de Douarnenez porte son nom.

CARIOU Corentin
Né à Loctudy le 12-12-1898.

Il a un frère noyé dans un naufrage dans le port de Nantes. Lui-même prendra la mer à l'âge de 12 ans et demi. A la recherche de travail, il s'en va à Paris, en 1923. Il entre à la Cie du Gaz la même année et adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. Il partagera ses activités militantes entre le Parti et le syndicat. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. du Gaz de la région parisienne de 1930 à 1933. Membre du Bureau régional de « Paris-Ville » du P.C.F., conseiller municipal (com.) de Paris. Il est avec Marcel Cachin et Corentin Celton, un des fondateurs des « Bretons Emancipés », car il est resté très profondément attaché à la Bretagne, à sa langue maternelle. En fin 1939, il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier a interdit. Lors de la débâcle de juin 1940, il regagne Pont-l'Abbé. Là il prend part à une nouvelle réorganisation du P.C.F. dans les conditions nouvelles de clandestinité rendue plus difficile par l'occupation allemande. Une réunion à laquelle il participait groupait également Vincent Larnicol, Pierre Le Lay, Louis Guénneau et Alain Le Lay chez qui elle se tenait d'ailleurs. En fin 1940, il est de retour à Paris où le P.C. l'a rappelé pour lui confier d'importantes responsabilités. Il a alors une importante activité dans la propagande résistante, rédigeant des journaux clandestins, des tracts dont il organise la diffusion sur une grande échelle dans la région parisienne. Il est arrêté à Paris par des policiers français. Détenu au camp de concentration de Châteaubriant (L.-A.), puis transféré au camp de Compiègne comme otage, il y est fusillé par les Allemands le 7-2-1942. Il avait été délégué au 6e Congrès de la C.G.T.U. en 1931 et à celui de 1933. Membre du Comité central élu au 7e Congrès du P.C.F. en mars 1932 à Paris.

CARIOU Etienne
Né vers 1902 à Lesconil.

Marin-pêcheur. Militant du P.C.F. dans les années 20 et 30 en pays bigouden. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il tombe entre ses mains à l'issue d'un engagement. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à La Torche, en Penmarc'h, et là l'y fusillent le 23 juin 1944.

CARIOU Eugène
Né en janvier 1895 au Guilvinec.

Marin-pêcheur. Il adhère au P.C.F. dans le courant des années 20 au Guilvinec. Délégué au congrès départemental de mars 1930 qui se tint à Douarnenez.

CARIOU François
Né le 7-1-1886 à Plonéour-Lanvern, décédé à Pont-l'Abbé en décembre 1973.

Cultivateur. Il fait la guerre de 14-18 et à son retour s'intéresse à la politique. Il adhère au P.C.F. en 1921, il a abandonné l'agriculture pour devenir marchand ambulant. Elu conseiller municipal (com.) de Pont-l'Abbé dans le groupe minoritaire du P.C. face à une majorité socialiste dirigée par Bastard et Cie. Au sein du conseil municipal, F. Cariou se montre très efficace. C'est à lui que l'on doit la construction d'un patronage laïque et d'une Ecole Pratique Supérieure (E.P.S.) pour l'apprentissage de divers métiers. Ces réalisations furent imposées à la majorité socialiste du conseil municipal par des campagnes de pressions. En 1939-40, F. Cariou participe à la réorganisation dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Père de Marcel Cariou, fusillé.

CARIOU Guillaume
Né à Pont-l'Abbé le 4-9-1893.

Journalier. Un des fondateurs du P.C.F. en pays bigouden. Actif surtout à Pont-l'Abbé. Il porte la contradiction, au nom du P.C.F. au cours des réunions publiques de Bastard, le maire socialiste. En janvier 1935, il est élu secrétaire du comité local des chômeurs de Pont-l'Abbé. Il sera plus tard « employé aux Aciéries Le Moigne », élu délégué du personnel. Il avait joué un rôle actif dans la réunification syndicale C.G.T.-conf.-C.G.T.U. en 1935. Militant de la cellule de Pont-l'Abbé (35 adhérents en 1922). Serait mort avant la guerre.

CARIOU Jean-Marie
Né en 1908 à Lesconil.

Militant du P.C.F. en pays bigouden au cours des années 30. Sous l'occupation allemande, diffuse la propagande résistante du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Au cours d'une embuscade, il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené par les soldats allemands qui fusilleront leur prisonnier peu après à La Torche, en Penmarc'h, le 15 juin 1944.

CARIOU Jeanne
Ex-épouse Goasguen, dite « Tante Jeanne ». Née à Brest le 18-6-1901. Décédée à Brest le 7-8-1973.

Elle avait adhéré au Parti en 1925, dans le XVe ou le XIVe arrondissement, en même temps que son mari, Jean Goasguen. Des maternités successives — elle aura six enfants — l'empêcheront de militer à sa convenance, mais elle seconde efficacement son mari dans ses tâches politiques et syndicales. De retour à Brest, ils rejoignent la cellule locale du P.C.F., unique à Brest en ce temps-là. En 1936, à la création de la section brestoise, ils seront tous les deux élus au Comité de section. Elle animera l'action — tout au long du Front Populaire — des autres femmes communistes et sympathisantes de la localité dans un comité de femmes pour l'Aide à l'Enfance, pour la solidarité à l'Espagne républicaine (collecte de médicaments, de lait concentré, de conserves, de vêtements...), et aux réfugiés civils espagnols qui, fuyant l'avance franquiste, affluent en France, et notamment à Brest, dans un dénuement total. En juillet 1939, alors que le P.C.F. s'inquiète de la possibilité de sa mise hors la loi, elle est secrètement désignée par Auguste Havez et Alain Signor pour former avec Eugène Kerbaul et Roger Chaigneau un « triangle » (direction clandestine composée de trois militants) chargé de procéder à la réorganisation du P.C.F. dans la clandestinité en région brestoise. Tous les trois n'apprendront leur désignation à ce poste que lorsque l'interdiction de leur parti aura été décrétée par le gouvernement Daladier.

Cette restructuration clandestine du P.C.F. sera rendue difficile du fait du grand nombre de militants mobilisés ou en instance de l'être, mais par ailleurs facilitée par la fermeté politique des militants. En dépit du pilonnage intensif de la propagande anticommuniste et antisoviétique, il n'y aura aucun reniement parmi les membres de la section communiste brestoise. Ceux déjà sous les drapeaux font savoir qu'ils sont solidaires des positions du Parti et de son action. Ils estiment que cette politique est la plus conforme aux intérêts de la France et de sa classe ouvrière, qu'ils n'ont pas de leçons de patriotisme à recevoir de ceux qui organisèrent la « non-intervention » qui permit l'accession au pouvoir de Franco, qui furent « munichois » peu après et qui quelquefois le restent encore. A peine une dizaine — sur 200 adhérents — renâcleront devant les dangers d'une activité clandestine exercée, de plus, à contre-courant d'une opinion largement abusée par la propagande... et dans un pays en guerre, où l'anticommunisme, attisé par toutes les forces politiques, dirigeants du P.S. et dirigeants réformistes de la C.G.T., compris, s'abaissa à l'ignominie. L'énergie, l'intelligence que va déployer Jeanne Goasguen-Cariou, à la tête de ce « triangle » va faire de l'organisation communiste brestoise une « base » très solide, très active, qui en cinq années de luttes clandes-

tines, ne va connaître aucune coupure dans son action alors qu'il fallut sans cesse y réorganiser le Parti, pour tenir compte des « allées et venues » imposées aux militants par les contraintes de la clandestinité, le hasard des mobilisations, les interdictions de séjour, les arrestations... En octobre 1939, « Tante Jeanne » fait tirer et distribuer par la section communiste brestoise un tract que rédigea Kerbaul. Elle assure la répartition dans les groupes clandestins du P.C.F. des « Humanité » clandestines qui n'arrivent pas cependant en nombre suffisant à Brest, tout au moins dans les premiers temps. Elle aide Marcel Paul qui a des tâches militantes à l'arsenal et est très surveillé.

A l'approche des armées allemandes en fin mai 1940, Jeanne Goasguen-Cariou fera prendre aux militants brestois la décision de rester sur place, de ne pas s'enfuir dans l'exil, pour assurer au sein de la population locale en pays occupé, la propagande du Parti « afin de redonner confiance et courage aux esprits déboussolés par l'approche ressentie de la défaite ». Car la défaite est déjà pressentie, en effet, devant le constat d'incurie et de trahison régnant au plus haut niveau de la hiérarchie politique bourgeoise dirigeant la France. Auguste Havez écrira de Jeanne Goasguen-Cariou à cette époque : « Le 19 juin 1940, par mon ordre elle resta à Brest pour organiser le travail contre les Allemands. J'atteste en particulier que Mme Goasguen prit une grande activité à l'approche des Allemands en juin 1940, dans l'organisation qui devait amener le sabotage de l'outillage et de machines à l'arsenal et que son influence fut grande sur les femmes, qui sans crainte de la répression allemande, déchiraient des affiches annonçant la désignation d'un gouverneur pour la Bretagne, tendant à favoriser le mouvement de trahison des chefs autonomistes bretons ».

De fait les Allemands eurent la mauvaise surprise de trouver à l'arsenal un matériel souvent saboté, des stocks en partie détruits... ou disparus, des réserves de carburants incendiées, afin, bien sûr, que cela ne puisse leur servir. En septembre 1940, le « triangle » de la section brestoise du P.C.F. se réorganise : Kerbaul qui avait été appelé à l'armée en fin novembre 1939, est de retour le 1er septembre et prend contact le même jour avec « Tante Jeanne », Jules Lesven l'avait remplacé durant son absence, affecté spécial à l'arsenal, il n'avait pas été mobilisé. R. Chaigneau réapparaît un peu plus tard, en fin 40, il était lui aussi à l'armée, et reprend sa place au « triangle ». Jeanne Goasguen-Cariou assure la liaison avec A. Havez, qui est à la tête de l'interrégion de Bretagne du P.C.F. et le restera jusqu'à son départ en fin 1940, et ensuite avec son remplaçant Robert Ballanger. Ballanger a comme adjoint Venise Gosnat ; le « Vieux Georges », Jeanne Goasguen-Cariou dirigera ce « triangle » de Brest jusqu'en fin de 1941, aidée seulement alors de Jules Lesven, Chaigneau ayant été arrêté en mai et Kerbaul en juillet 1941. Jeanne Goasguen-Cariou est désignée en décembre 1941 comme interrégionale-« femmes » de Bretagne (responsable pour le travail chez les femmes). Un nouveau « triangle » dirigera dès lors l'organisation communiste brestoise clandestine (Charles Cadiou, Mathurin Le Gôf et Yves Prigent. En février 1942, « Tante Jeanne » dirige l'action des femmes communistes qui organisent des évasions de républicains espagnols du Fort de Monbarrey, près Brest, dont plusieurs membres du comité central du P.C. espagnol. Tante Jeanne attend pour prendre en mains l'interrégion-Femmes des cinq départements bretons qu'elle soit plus avancée en structuration. Elle dirigera aussi la préparation et le déroulement de la manifestation locale de ménagères qui groupe 400 personnes environ (selon un rapport de police), face à la mairie annexe de la rue Danton, pour réclamer un meilleur ravitaillement et protester contre le pillage allemand toléré par le gouvernement de Pétain et couvert par les autonomistes. Cette manifestation dont la préparation et le déroulement peuvent être suivis par les mises en garde des autorités allemandes et vichystes, par les tracts, par les rapports de police eut lieu le 28 avril 1942. Arrêtée sur le lieu de la manifestation, son domicile perquisitionné, elle sera condamnée le 21 mai 1942 à deux années de prison et son mari Jean Goasguen à trois années de la même peine. En 1943, elle

refusera la libération anticipée que lui offre Pétain à l'occasion de la Fête des Mères comme à d'autres résistantes mères de familles nombreuses. Infâmie d'ailleurs car celles, rares, qui crurent pouvoir accepter furent « filées » par la police et pour la plupart arrêtées de nouveau peu après.

Jeanne Goasguen-Cariou fera donc sa peine intégralement et ne sera relâchée — mais sans condition — qu'en mai 1944. Déjouant la surveillance policière qui l'attendait à sa sortie de prison, comme à son domicile, elle joint aussitôt le maquis F.T.P. de Brélès (Fin.) sous les ordres du commandant Foucher. Conseillère municipale de Brest (membre de la délégation spéciale), où elle représente le Parti, à la Libération elle sera présentée alors qu'elle faisait partie d'une délégation officielle brestoise, à la reine d'Angleterre, épreuve qu'elle supporta avec beaucoup d'humour.

CARIOU Laurent
Né à Pont-l'Abbé vers 1922-23.

Il adhère à la J.C. en 1938 et au P.C.F. sous l'occupation allemande en 1941. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il est versé dans les F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant, en devient officier. Après la guerre il émigre dans la région parisienne et travaille à la R.A.T.P. où il milite au sein du P.C.F., de la C.G.T.

CARIOU Léon
Né à Pont-l'Abbé vers 1920. Neveu de Corentin Cariou, fils de François et frère de Marcel.

Il adhère à la J.C. en 1936. En fin 1939, il participe avec Guenneau à la réorganisation du P.C.F. et de la J.C. dans la clandestinité après leur interdiction par le gouvernement Daladier. Il adhère au P.C.F. clandestin en 1941. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Passé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand et devient officier.

CARIOU Marcel
Né à Pont-l'Abbé vers 1919.

Boulanger. Adhère à la J.C. en 1936, puis au P.C.F. Lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, à l'automne 1939, il participe à sa restructuration clandestine. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., en 1942, il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant : sabotages, attaques, etc. Il devient commandant F.T.P. Il est arrêté à Rennes par des policiers français, torturé. Les juges français le livrent aux Allemands qui le déportent au camp de Neuengamme où il sera exécuté après seize mois de détention. Il avait subi avec un très grand courage les supplices qui lui avaient été infligés par ses tortionnaires français et allemands. Il était le fils de François, le frère de Léon, et le neveu de Corentin Cariou.

CARIOU Pierre

Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande (à Brest ?). Il habitait, 13, rue Coat-ar-Guéven. C'est chez lui que devait se réunir un groupe de F.T.P. quand une souricière fut postée par les policiers français appuyés de soldats allemands. Furent pris : Marcel Gourlaouen, Alfred Jamault, Marcel Cosquer qui seront exécutés sur place sur les soldats. Cariou qui connaissait beaucoup mieux son quartier parvint à s'échapper, alors que ses camarades tombaient sous les balles, le 18 août 1944.

Pierre Cariou exécuta par la suite de nombreuses missions de sabotages et des attentats dans Brest, forteresse allemande encerclée par les alliés et la Résistance. Certains de ses exploits sont remarquables, il voulait venger ses camarades... Au cours d'une de ces actions il est tué par un éclat d'obus américain, place Keruscun.

CARIOU Raymond
Né le 13-6-1914 à Plabennec.

Inspecteur des P.T.T. Il adhère au P.C.F. à Lesconil, en 1937, mais il était déjà en contact avec la J.C. depuis 1932. Secrétaire des J.C. de Lesconil de 1937 à 1939, il part alors à l'armée. Prisonnier de guerre, il rentre en 1945, après l'écrasement de l'Allemagne. Après la guerre, secrétaire de la section P.C.F. de Pontcharteau en

Loire-Atlantique. Muté par les P.T.T. à Paris en 1947 et 48, puis dans le Morbihan où il devient secrétaire du syndicat C.G.T. des P.T.T. de ce département, membre de l'U.D. C.G.T. à partir de 1948. Il est plusieurs fois candidat du P.C.F. à diverses élections. A la retraite retourne à Lesconil, y milite activement. Il a écrit des articles très intéressants sur le mouvement ouvrier en pays bigouden.

CARIOU René
Né le 8-3-1907 à Plogastel-St-Germain.

En 1936, il adhère au syndicat des céramistes de Quimper. Il en devint trésorier après en avoir été secrétaire. En 1937, il adhère au P.C.F. à Quimper.

CARIOU Yves

Emigré dans la région parisienne, serait originaire du pays bigouden. Il était avant la guerre responsable syndical à Blanc-Mesnil, dans la banlieue Est de Paris. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant : diffusion de tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Arrêté par des policiers français, torturé par eux, il est livré ensuite aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il meurt.

CARIS Jean
Facteur des P.T.T. à Brest. Né vers 1918.

Il adhère à la C.G.T.U. en 1935 à Brest et au P.C.F. en 1936. Candidat (com.) à l'élection cantonale de 1937 dans le canton de Lesneven. Parent des Libouban et de Marcel Hamon. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc.

CARN Albert
Né le 15-10-1907 à Douarnenez.

Fils d'un ouvrier soudeur dans l'industrie de la conserve. Quitte l'école vers 12 ans pour le travail. Son père est à la guerre. Au retour de celui-ci, il entre à 13 ans en apprentissage de serrurier. Il sera témoin de la dure grève des sardinières de Douarnenez en 1924.

Il quitte Douarnenez en 1925 mais revient bientôt au pays en raison des difficultés rencontrées dans la région parisienne. Malade, il est dirigé vers un sanatorium. Il retournera à Paris en 1927. Travaille d'abord dans le XVe et le XIVe arrondissement, puis se fixe à Boulogne-Billancourt. Il travaille chez Renault, au Matériel Téléphonique, puis chez J.-J. Carnaud. Il adhère à la C.G.T.U. en 1930, accède rapidement aux responsabilités et devient secrétaire de la section locale des Métaux de Boulogne-Billandourt en 1934 et permanent en 1936. Durant cette période, il impulse de nombreuses grèves. Il assume d'importantes responsabilités lors des grèves de 1936 dans sa localité. Il est membre de la commission exécutive de l'U.S.T.M. de la Seine et prend part aux travaux de la Commission exécutive de la Fédération des travailleurs de la Métallurgie C.G.T.U. Il participera aux discussions pour la réunification syndicale qui sera réalisée au congrès de Toulouse (1936).

A. Carn a adhéré au P.C.F. en janvier 1934. Membre du bureau de rayon (section) de Boulogne-Billancourt. Il participe à la vie de la « Région Ouest » de Paris du Parti. En septembre 1939, il est en traitement dans les Alpes-Maritimes et prend part cependant au travail de maintien du P.C. malgré les conditions de la clandestinité dans laquelle il est plongé par l'interdiction prononcée contre lui par le gouvernement Daladier.

Il rejoint le centre de Vouzeron, dans le Cher, œuvre sociale de la Fédération des Métallos C.G.T. — qui vient d'être transformé en centre d'hébergement — et il reçoit mandat de la direction clandestine de l'U.S.T.M. d'en assumer la responsabilité. Dans un premier temps il fera évacuer les réfugiées espagnoles. Les autorités réquisitionnent le centre, il émet une protestation au nom de l'U.S.T.M., mais doit quitter les lieux. Il procédera à des contacts avec des camarades pour reconstituer le P.C.F. dans la clandestinité dans la région. Dès le début de l'occupation allemande le Parti lui demande de s'occuper de faire passer à des militants en mission, la ligne de démarcation (qui sépare la France en une zone occupée et une zone dite « libre ») proche de son domicile. Une petite ronéo (machine à imprimer de bureau) est installée à son domicile et des tracts sont tirés. Il héberge à plusieurs reprises Pierre Rebière, membre du C.C., chargé de la région — qui sera fusillé plus tard alors qu'il est devenu commandant F.T.P. En sa compagnie, il avait effectué des tournées dans la région. Rebière et lui seront les auteurs d'un tract — un des premiers tracts résistants de la région — invitant les Français à refuser les offres d'embauche des Allemands pour leur camp d'aviation d'Avors. Au retour d'une mission, Carn est arrêté le 12 novembre 1940 par des gendarmes qui avaient cerné son domicile.

Emprisonné à Bourges après une condamnation à quatre mois de prison à l'issue desquels il est transféré à l'Hôtel-Dieu de Bourges, en raison d'une brusque aggravation de son état de santé. Transféré au camp de concentration de Rouillé, dans la Vienne, y devient un des responsables politiques clandestins des détenus. Deux tentatives infructueuses d'évasion. En novembre 1942, transféré au camp de Voves (EetL). Il y assumera des responsabilités politiques clandestines, il contribuera à la réussite de plusieurs évasions. Il s'évade en compagnie de 41 autres détenus en mai 1944, pour regagner le combat et rejoint St-Denis. Sous le pseudonyme de « Marchand », assure des responsabilités au Front National et participe à l'insurrection de Paris en août 1944.

A la Libération, après une brève période à la direction du Front National de la R.P., il reprend ses activités à la direction de l'Union Syndicale de la Métallurgie. Il en devient le secrétaire général en 1946. Participe à la direction de la Fédération de la Métallurgie C.G.T. et à l'Union départementale des syndicats. Conseiller municipal de Boulogne-Billancourt à la Libération. Membre du bureau de la Fédération de Paris du P.C.F.

Elu au C.C. du P.C.F. au congrès de Strasbourg, y restera jusqu'en 1950. De 1949 à 1953, assume la tâche difficile de responsable du travail syndical chez Citroën en tant que secrétaire de l'U.S.T.M. Il tombe alors malade et doit faire un nouveau séjour en sanatorium. En 1954, il reprend ses tâches à l'U.S.T.M. jusqu'en 1956. Mais sa santé restant précaire, il lui est confié une responsabilité moins astreignante et il devient directeur de l'importante Policlinique des Bleuets œuvres sociales des syndicats de la métallurgie de la Seine, il le restera huit ans.

En 1965 il quitte la région parisienne et se fixe en Dordogne dont le climat lui est plus favorable. Il est élu conseiller municipal de son village St-Léon-sur-l'Isle et premier adjoint au maire. De 1965 à 1975, membre du comité fédéral de Dordogne du P.C.F. et responsable des écoles fédérales. Ensuite membre du comité de section de Coulommiers-Charniers, son nouveau domicile pendant trois années. Ensuite, à 75 ans, secrétaire de cellule (1983).

CARN Joseph
Né le 14-10-1898 à Douarnenez.

Douanier. Militant communiste. Secrétaire adjoint de son syndicat en 1928 au Havre.

CARNOT Jean

Cheminot. Militant actif du P.C.F. et de la C.G.T. au cours des années 30 dans la région de Rosporden où son activité militante se continue après la retraite.

CARNOT Louis
Né à Bannalec vers 1910.

Adhère à la C.G.T. et au P.C.F. en 1936, alors qu'il travaille à la conserverie Chacun, où il fait se syndiquer tout le personnel en 1936. Prisonnier de guerre, à son retour à la maison Chacun ne voulut pas le reprendre. Le personnel fit grève et imposa son réembauchage. A la retraite, toujours à Bannalec, continue de militer.

CARO René

Combattant F.T.P. Sympathisant du P.C.F. il en diffusait la propagande résistante : journaux et tracts. Tué au combat probablement et dans des circonstances mal élucidées. Son nom a été donné alors à un bataillon F.T.P. du Finistère. Il était de Braspart.

CARON William
Né le 18-2-1919 à Sorel-Moussel (E.-et-L.) de « père inconnu ».

Résistant de Morlaix où il avait été dirigé par le P.C.F. et les F.T.P. Sous l'occupation allemande, activités de propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., dans les rangs du bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Devient le chef du groupe « Justice ». Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand, sabotages, attentats, etc. Il avait organisé une tentative d'évasion de Maurice Le Luc, un combattant de son groupe, tombé entre les mains des occupants. Cette tentative échouera. Dénoncé par une collaboratrice, Mme X..., il tombera à son tour aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmèneront leur prisonnier au Poulguen, en Penmarc'h et là l'y fusillent en avril ou mai 1944. Son corps devait être retrouvé dans un charnier.

CARRÉ François
Né en 1896.

Facteur des P.T.T. Militant du P.C.F. Candidat (com.) aux élections cantonales à Quimperlé en 1937. Militant syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T.

CASTEL René
dit « Gégène ». Né le 26 juillet 1912 à Brest, décédé à Quimper le 11-3-1956.

Second maître en 1939, il abandonne la marine en 1940 « commandée par des vendus », il rejoint la Résistance et effectue ses premiers sabotages en fin 1940. Arrêté, détenu à Pontaniou, transféré au camp de Compiègne d'où il s'évade en compagnie de l'abbé Combes. Arrêté de nouveau en Ille-et-Vilaine, il s'échappe du convoi de prisonniers emmenés à la gare pour la déportation. Il revient alors dans le Finistère et combat au sein des F.T.P. jusqu'à la Libération.

Brest libérée, il rejoint la marine à Berre, mais la quitte définitivement en 1947.

CASTEL Yves
Né le 3-10-1926 à Plonévez-du-Faou.

Entre à 17 ans aux F.T.P. en 1943. Il combat à Plonévez-du-Faou et à La Feuillée dans la Cie « Corse ». Affecté ensuite à la Cie « Bretagne » du bat. « René-Caro ». Arrêté à la suite d'une opération, il est détenu à Brest jusqu'au 18-10-1944.

CASTEL Yvette
Ex-épouse RICHARD, remariée L'Hériénat. Née (à Brest ?) en 1914.

Épouse de Yves Richard avant la guerre. De 1936 à 1939, elle aida souvent son mari très actif. En fin 1939, elle entre au P.C.F. clandestin qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Le rôle d'Yvette Castel est la réception des colis de matériels de propagande, tracts, « Humanité » clandestine, etc., venant par le train et qu'avec Jeanne Goasguen-Cariou, elle répartit entre les sections clandestines du P.C.F. dans le département. Des cheminots, Harré, Chaigneau, Pinçon, etc., prenant le relais, feront parvenir les paquets préparés par ces résistantes.

Elle participe en fabriquant des tracts et des papillons, en entraînant des ménagères à la manifestation des femmes du 28 avril 1942, organisée par les femmes communistes qui signent leurs tracts et appels « Union des Femmes Patriotes » (v. Cariou Jeanne). Arrêtée alors, elle est libérée quatre jours plus tard, les policiers n'ayant pu retenir de preuves formelles contre elle personnellement. Des documents avaient cependant été découverts à son domicile au cours d'une perquisition policière. Mais comme son mari, prudent, avait pu prendre le large, c'est lui qui du coup attira l'attention des policiers, lesquels le connaissaient depuis longtemps comme étant un militant actif. Il va donc attirer tous les soupçons. En 1943, Yvette Richard-Castel prendra la parole dans une manifestation organisée par le P.C.F. à la sortie du personnel de l'arsenal invitant les ouvriers à refuser leur transfert en Allemagne. En 1941, elle avait aidé son mari à « planquer » l'imprimerie locale du P.C.F. en cours d'installation dans une petite maison de bois à Kerichen (en Brest aujourd'hui) dont ils avaient la garde et que Kerbaul, typographe et membre du « triangle » de la section clandestine du P.C., montait avec du matériel typographique, dont les caractères venaient du Mans et la machine de l'arsenal où elle avait été fabriquée « en perruque » par Lesven, P. Corre, etc. Les époux Richard devaient divorcer après la guerre et dès lors militèrent séparément.

CATAFORT A.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. Il est un temps trésorier du syndicat C.G.T.U. de l'arsenal en 1922, 1923, 1924 au moins. En 1923-24, il est de plus gérant de « La Bretagne Communiste », l'hebdomadaire régional du Parti qui, en 1923, a remplacé « Germinal » et d'autres publications départementales de Bretagne.

CAUGANT Jacques
(CAUGAN sur certains documents). Né le 30-5-1889 à Rumengol. Décédé à Brest-St-Marc en juillet 1975.

Ouvrier électricien, habitait à St-Marc. Peut-être membre de la section socialiste de St-Marc (aujourd'hui dans Brest) avant la guerre 14-18. A partir de 1919, il milite pour le rattachement du P.S. à la IIIe Internationale que vient de créer Lénine. Dans les années 20, il est un des militants communistes les plus connus de l'agglomération brestoise. Il s'occupe de tâches de propagande et ne dédaigne pas de s'occuper personnellement de l'organisation d'un pique-nique pour les adhérents et leurs familles et les sympathisants de la section communiste brestoise avec Callec, de St-Marc, lui aussi. Caugant est candidat du P.C.F. aux élections municipales et est élu (1922). Candidat aux législatives de 1924 pour le « Bloc Ouvrier et Paysan » présenté par le P.C.F. Elu membre du Comité fédéral du Finistère au congrès du Finistère du P.C.F. en janvier 1924.

CAUSEUR Emile
Militant communiste. Né à Brest (?). Pendant la guerre d'Espagne, il est second capitaine à bord d'un bâtiment de la Cie de Navigation maritime fondée par le P.C.F. pour le ravitaillement en armes de l'Espagne républicaine. Capitaine de la marine marchande. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

CELTON Corentin
Né le 18-7-1901 à Ploaré dans une famille de pêcheurs.

Marin-pêcheur lui-même dès l'âge de 12 ans, il le restera jusqu'à son départ pour le service militaire. A son retour, il décide d'aller tenter sa chance à Paris. Ses compatriotes lui trouvent un très modeste emploi dans un établissement hospitalier. Là il rejoint le mouvement syndical, à la C.G.T.U. Peu après, il adhère au P.C.F., mais il restera surtout un militant syndicaliste. Ce Breton bretonnant reste très attaché à son pays natal : il se souvient que c'est à la solidarité de ses compatriotes qu'il dut de trouver du travail et un toit à son arrivée dans la capitale. Il connaît bien la détresse de ses compatriotes émigrés quand le chômage les frappe et il frappe souvent en ces années de crise... Corentin Celton se dévoue pour eux au sein de l'association des « Bretons Emancipés de la Région Parisienne ». Il y défend aussi la culture bretonne et la langue maternelle à laquelle il sera toujours très attaché. Tout en travaillant avec un dévouement reconnu au service des malades, il a préparé son diplôme d'infirmier. Il n'en n'abandonne pas pour autant la défense des droits du personnel hospitalier et à la réunification syndicale de 1935, il devient secrétaire général du syndicat des Services Publics et de Santé de la région parisienne. En 1936, il est élu secrétaire de la Fédération nationale des Services Publics et de la Santé. Il en devient le « permanent national ». Délégué du 24e Congrès de la C.G.T. réunifiée en 1936. En 1939, l'arbitraire de la majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T. le prive de toutes ses responsabilités élues dans le mouvement syndical, sans que les adhérents soient consultés, ni les instances statutaires du syndicat ! Il reprend alors sa place à « l'Hôpital des Petits Ménages », ainsi appelé parce qu'il recueille de vieux couples qui vivent dans leur propre chambre, ce qui est alors un progrès considérable par rapport à ce que l'on connaissait ailleurs encore. Cet établissement porte aujourd'hui le nom de

« Corentin-Celton ». Mobilisé en 1939, C. Celton part au front. Après la débâcle de 1940, il retourne à l'hôpital des « Petits Ménages » où son humanité est particulièrement appréciée des vieilles personnes. En fin 1940, le directeur de l'établissement – qui a choisi la collaboration avec l'occupant allemand – s'aperçoit que Celton ajoute à ses activités professionnelles des activités clandestines... et il le dénonce. Mais Celton a pu être prévenu à temps par un membre du personnel proche de la direction et il s'enfuit. Il mène dès lors l'existence illégale des résistants hors la loi et qui restent lutter en France. Le P.C.F. – clandestin depuis 1939 – lui confie alors la propagande résistante en milieu hospitalier. Il fait éditer des publications clandestines, des tracts qui sont largements diffusés en ce milieu. Il participe à la création de comités du Front National, créé à l'initiative du P.C.F., en mai 1941, et qui va regrouper des Français de toutes origines sociales, de tous horizons politiques, sauf les fascistes et autres « collaborateurs ». Corentin Celton est arrêté le 26-3-1942 par des policiers français qui « l'interrogent » avec sauvagerie. Ils ont trouvé sur lui la fausse carte d'identité qu'il devait remettre à un autre résistant breton, Roland Le Moullac. Un tribunal français de Pétain le condamne à quatre ans de prison et il quitte la prison de la Santé pour celle de Fresnes. Il y crée une organisation clandestine de Résistance parmi les détenus résistants. Découvert, il est envoyé au cachot pour quatre vingt dix jours, au pain et à l'eau avec seulement une soupe tous les quatre jours. Les Allemands le réclament pour en faire un otage. Ils fusillent Corentin Celton le 29-12-1943. Avant que d'aller au poteau d'exécution, Celton écrivit une lettre, la dernière qu'il termina par ces mots : « ...il me coûte peu de mourir puisque j'ai la certitude que la France vivra ». En 1947, il est fait Chevalier de la Légion d'Honneur.

CESSOU Jean-Baptiste
(Voir **SISSOU Jean-Baptiste.**).

CÉVAËR Marcel

Sous l'occupation allemande, il entre aux F.T.P. et combat au maquis de Spézet, notamment. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Fait prisonnier par des soldats allemands à l'issue d'un combat difficile le 10-5-1944, il sera déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il mourra.

CHABAS Marcel
Né le 30-1-1890 à Brest.

Militant communiste, il s'engage en octobre 1936 dans les Brigades Internationales qui combattent au côté des Républicains espagnols le putsch de Franco. Il devient commissaire de batterie.

CHAIGNEAU Roger
Né le 2-7-1913 à Matha (Charentes-Maritimes) d'un père cultivateur et d'une mère sage-femme, par la suite petits commerçants.

Il adhère à la C.G.T.U. et à la J.C. en 1932. Démobilisé en mai 1935, il entre à l'arsenal de Brest, réadhère à la C.G.T.U. puis au P.C.F. en septembre 1935. Il quitte l'arsenal en décembre 1936 pour entrer à la S.N.C.F. à Rennes. Membre du bureau de la section brestoise du P.C. de mai 1936 à décembre de la même année. Mais il revient à Brest en début de 1937, reprend sa place au bureau de section, et y restera jusqu'à l'interdiction du P.C.F. en septembre 1939.

Chaigneau avait été secrètement désigné par A. Havez et A. Signor, en juillet 1939 pour former avec Jeanne Goasguen-Cariou et Eugène Kerbaul un « triangle » de direction chargé de réorganiser le Parti dans la région brestoise en une organisation clandestine au cas où il serait mis hors la loi. Chaigneau – l'interdiction venue – participera aux premiers jours de la restructuration clandestine. Il quitte Brest, mobilisé, la S.N.C.F. n'ayant pas voulu de ce militant « dangereux » comme affecté spécial. Mais il revient peu après à Brest... rappelé à l'arsenal qui l'a réclamé comme « ouvrier militaire » : son activité politique ne figurait pas dans son dossier à l'arsenal puisque postérieure, de peu il est vrai, à son départ pour un autre emploi.

Il reprend alors sa place au « triangle », où il avait été remplacé par Lesven, le « triangle » est par ailleurs amputé par le départ pour l'armée, en fin novembre, d'Eugène Kerbaul. Mais au bout de quelques semaines, Chaigneau est renvoyé à l'armée. Il ne revient à Brest qu'en fin octobre 1940 et reprendra aussitôt sa place au « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine brestoise avec Jeanne Goasguen-Cariou et Eugène Kerbaul qui lui est de retour depuis le 1er septembre 1940 et qui comme lui a repris aussitôt le contact. L'activité du « triangle » est alors marquée par la refonte complète de l'organisation clandestine réalisée sans que cela nuise à la propagande résistante des communistes locaux qui commence. C'est que beaucoup de militants démobilisés, officiellement ou pas, évadés, reviennent et chaque semaine en amène de nouveaux. Cependant, il en restera une soixantaine qui resteront prisonnier de guerre en Allemagne. Dès lors, Chaigneau au « triangle » s'occupera particulièrement de l'organisation clandestine des cheminots brestois, laquelle comprend plusieurs groupes très actifs. En liaison avec les cheminots communistes de Morlaix et de Quimper (Harre, Pinçon, etc.), il veille sur la bonne marche de la filière « chemin de fer », lien sûr et efficace avec l'interrégion du P.C.F. et pour le convoyage du matériel de propagande communiste résistante. A cette époque, l'activité des cheminots communistes brestois est marquée, entre autres, par le sabotage de la locomotive qui devait tracter un convoi de pommes de terre vers l'Allemagne (novembre 1940). Ce légume commençait à manquer à Brest et pour cause ! En janvier 1941, à la création de l' « Organisation Spéciale » du P.C.F., pour le sabotage et la protection des militants (l' « O.S. »), il est des cheminots qui dirigent, avec F. Tournevache, le sabotage du trafic ferroviaire au dépôt S.N.C.F. de Brest. Sabotage qui aboutira à l'immobilisation de dizaines de wagons et de locomotives et provoquera des perturbations importantes de la circulation des trains et le ralentissement du trafic entre Brest et Paris. Une équipe de la police spéciale viendra de Rennes à la rescousse de celle de Brest dont le commissariat de la gare n'a pu mettre la main sur les coupables. Ce qui n'empêche pas les cheminots communistes de continuer leurs activités résistantes. C'est au cours d'une de ces actions contre l'occupant (le détournement vers Bordeaux d'un train de matériel militaire allemand) que l'activité suspecte de Chaigneau est remarquée par un chef de service, M. X..., qui s'apercevant du sabotage prévient aussitôt la Felgendarmerie qui procède à l'arrestation de Chaigneau (mai 41). Il est d'abord détenu à la prison « allemande » de Pontaniou. On le transfère vers une autre prison et Chaigneau réussit à s'évader en cours de route, en gare du Mans, lors de l'arrêt du train, en profitant de sa bonne connaissance – professionnelle – des lieux. Il est d'abord « planqué » par un cheminot manceau, le père Bergeon, puis le P.C.F. le mute à Paris. Il est arrêté à nouveau le 31-12-1941, en flagrant délit : une valise à la main, bourrée de tracts anti-allemands. Condamné puis déporté en Allemagne, il s'évade du train en perçant une ouverture dans la paroi du wagon et en sautant des tampons du train en marche sur la voie. Il reprend sa place dans la Résistance. Après la guerre, il milite dans la région parisienne, à Paris, où il professe dans l'enseignement technique. En retraite à l'Ile d'Oléron. Chaigneau avait eu un demi-frère tué à la guerre de 14-18.

CHALMET Théodore
Né le 3-8-1895 à Brest.

Militant du P.C.F. dans le 18e arrondissement de Paris. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols.

CHAPALAIN Louis
Né le 20-11-1923 à Quéménéven.

Il entre dans la Résistance le 20-10-1943 avec Louis Le Floc'h et son comité paysan anti-allemand du F.N. Après l'arrestation des frères Le Floc'h, il passe sous les ordres de Marcel Rolland jusqu'au 1-2-1944. Ce propagandiste du F.N. est alors versé aux F.T.P. et il participe à de nombreuses actions contre l'occupant.

CHARLES Jean
Né à Châteaulin vers 1920.

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Nommé lieutenant, il commande la 3e Cie « De Gaulle » du Bat. F.T.P. « Stalingrad ». A combattu notamment au maquis de Saint-Goazec-Spézet.

CHARLES Célestine

Résistante, membre du F.N.

CLAIREAUX René
Né le 4-5-1920 à Saint-Pierre-Quilbignon. Décédé à Brest en août 1983.

Il entre aux F.T.P. en avril 1942. Arrêté en fin de 1942 avec M. G. Léveillé, des « Chaussures Raoul », autre résistant brestois qui hébergeait chez lui des patriotes. Détenu par la suite à la prison de Rennes avec d'autres camarades, dont Jean Le Nédellec.

CLAIRON Bertrand
De Scaër.

Il adhère à la J.C. à Scaër en 1937. Cultivateur. Entre au P.C.F. quand celui-ci est jeté dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il est versé aux F.T.P. en 1942 et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Suspecté, il est arrêté sans preuve puis détenu à la prison de Rennes pour être ensuite relâché. Il reprend alors ses activités résistantes. Frère de Maurice. Après la guerre, travaille et milite dans la région parisienne.

CLAIRON Maurice
De Scaër.

Jeune agriculteur, il adhère à la J.C. en 1937 avec son frère Bertrand. Il rejoint le P.C.F. au début de sa clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, activités de propagandiste résistant, diffusion de journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé en 1942 aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Après la guerre, continue son activité militante à Scaër. Elu conseiller municipal sur la liste communiste de Pierre Salaün. Beau-fils de Louis Boutet.

CLEAC'H Pierre-Jean
Né en 1909 et mort à Saint-Guénolé-Penmarc'h en 1975.

Marin-pêcheur. Il adhère au P.C.F. en 1935 ou 36. Le Parti le fait entrer à la Cie « France-Navigation » qu'il a créée pour le ravitaillement de la République espagnole en lutte contre le coup de force de Franco. En 1939, alors que son navire se trouve dans un port des Etat-Unis, survient la chute de la République espagnole. Comme les autres membres de l'équipage, il est incarcéré dans une prison américaine. Libéré, il retourne en France et rejoint le P.C.F. devenu entre temps clandestin. Activité de propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté en 1942, détenu au camp de concentration de Voves (E.-et-L.), puis transféré à celui de Pithiviers. Libéré en 1944, revient à Penmarc'h où il reprend sa vie militante.

CLECH
Du Faou.

Sous l'occupation allemande, combattant des F.T.P. Il a participé à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

CLECH Jean.

Syndicaliste morlaisien. Sympathisant de la gauche du P.S., en fait très proche des communistes. Il milita activement à la C.G.T. confédérée pour une réunification syndicale sur une base de luttes de classe. Cette réunification eut lieu sur le plan départemental le 7-12-1935 à Morlaix, et il y participa. Trésorier de la Maison du Peuple de Morlaix, membre du bureau syndical C.G.T. des travailleurs des Tabacs. Il était chef d'atelier à la Manufacture. Meurt en 1938.

CLECH Jean-Marie

Sous l'occupation allemande, il entre dans la Résistance aux F.T.P. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant et tombe aux mains de l'ennemi à l'issue de l'une d'elles. Les soldats allemands fusillent presqu'aussitôt leur prisonnier le 3-8-1944. Il était de Kerrion (ou Kervion), en Plougonven.

CLOAREC Ernest
Né le 2-10-1906 (ou 1910) à Landivisiau.

Militant du P.C.F. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Incorporé le 26-2-1937. Le journal « Le Soldat de la République », organe des Volontaires des B.I. (n° du 7-6-1937) publie sa photo.

CLOAREC Louis

Ce militant ouvrier, communiste et syndicaliste C.G.T.U. fonde en 1922 à Paris, « Le Foyer Breton » à partir de l'ancienne « Fraternelle Paris-Finistère ». Le siège en est fixé en juillet 1922 au 4 *bis* de la rue Ed.-Jacques, dans le 14e arrondissement. Plus tard, cette organisation donnera naissance aux « Bretons Emancipés de la Région Parisienne », présidés par Marcel Cachin, puis après la deuxième guerre mondiale à « l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Ile-de-France ».

CLOAREC Pierre

Marin de commerce, présenté par le P.C.F. aux élections municipales à Brest en 1925.

CLOAREC René

Militant communiste et de la C.G.T.U. à l'arsenal. Présenté par le P.C.F. aux élections municipales à Brest en 1925.

CLOAREC Yves-Marie
De Plougonvelin.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Au cours d'une action, le 3 août 1944 à Plougonvelin, il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands fusillent leur prisonnier peu après.

CLODIC Odette
Epouse Grandi. Née le 6-6-1925 à Paris (8e), de parents originaires de La Feuillée.

En octobre 1942, elle rejoint La Feuillée et entre dans un groupe F.T.P. local aux activités duquel elle participe. Plus tard, en octobre 1943, elle quitte La Feuillée pour une nouvelle fonction : assurer des liaisons pour l'Etat-major des F.T.P., avec le colonel Ouzoulias. Arrêtée en janvier 1944 à Angoulême alors qu'elle se trouvait avec son chef direct « Serge », par des policiers de la brigade spéciale d'Angers. Plus tard, passée à la « section allemande » puis déportée aux camps de concentration de Ravensbruck et de Zwodau. Libérée en 1945. Entre à l'E.D.F.-G.D.F. et y milite.

COADIC

Membre du P.S. en 1918-1920. Délégué au Congrès de Tours du P.S. (1920). Il est un des 294 signataires du « Comité pour l'Internationale Communiste » qui exigeait une adhésion sans réserve à l'Internationale Communiste, à sa théorie révolutionnaire, à sa pratique, ce que le Congrès décidera.

COANT Armel-Marie
(Louis ?). De Scrignac où il est né le 29-10-1920.

Communiste. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prendra part à un grand nombre d'opérations contre l'occupant. Comme son cousin germain Francis. Dénoncé par le traître Corre. Coant Armel sera fusillé à Rennes avec vingt huit camarades, le 8 juin 1944. Une plaque a été inaugurée à Scrignac avec son nom et ceux de cinq autres patriotes de la localité.

COANT Francis
Né le 15-8-1916 à Scrignac.

Communiste. Sous l'occupation, activité de propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. En 1942, il est versé aux F.T.P., en même temps que son cousin Armel et il participe à de très nombreuses actions contre l'occupant. Il est dénoncé par le traître

Corre d'Hanvec. Francis sera fusillé par les Allemands à Rennes, en même temps que vingt huit autres camarades le 8-6-1944.

COANT François-Marie
(Quelques fois appelé Jean). Né à Scrignac le 28-7-1920.

Il adhère à la J.C. à la fin des années 30, et au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé en 1942 aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Il tombe aux mains des soldats allemands à l'issue d'un engagement. Condamné, déporté dans un camp de concentration à Natzwiller (Bas-Rhin) où il meurt.

COANT Jean
Né le 18-2-1920 à Scrignac. Décédé à Gennevilliers en juillet 1983.

Parents cultivateurs pauvres. Il sera successivement terrassier, vacher, garçon de café, livreur, tourneur sur métaux. Il adhère au syndicat de l'agriculture C.G.T. lors de la « louée » de Chartres en 1936. Son premier mouvement revendicatif, il le fait à cette occasion. Il adhère aux J.C. en 1936 dans le 11e arrondissement de Paris. En 1938, il est au cercle J.C. de l'Ile Saint-Denis, dans la région parisienne et y reste jusqu'en fin 1939. Il est alors trésorier du bureau régional des J.C. depuis le printemps 1939. Il avait adhéré au P.C.F. en 1936 en même temps qu'aux J.C. En 1937-1938, il est au comité d'arrondissement du P.C.F. du 11e arrondissement – son lieu de travail –. Au début de 1939, il est membre du bureau de section de Saint-Denis.

Quand vint l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, presque tous les camarades sont déjà mobilisés. Il devient alors membre du « triangle » de direction des J.C. de « Paris-Nord » et responsable des J.C. clandestines du secteur « Seine » : Saint-Ouen, Saint-Denis, Epinay, La Courneuve, Stains avec André Morice et Charpentier, de Goussainville. Au bout de deux mois, une vingtaine de J.C. ont été réorganisés dans la J.C. clandestine. Plusieurs cercles de J.C. illégales vont être créés par J. Coant dans son secteur. Jean Coant est arrêté le 26-12-1939, condamné le 1er mai 1940 par le Tribunal militaire de Paris à deux années de prison. Il passe par les prisons de la Santé, Fresnes, Poissy, etc. et, à la débâcle de juin 1940, à la centrale de Fontevrault. Il est libéré après dix-huit mois de détention le 6 mai 1941.

Il part en Bretagne. Embauché sur un chantier à La Feuillée, où était sa famille. En fait, sa libération anticipée, comme celles d'autres camarades, cachait un piège policier : les « flics » espéraient en effet que le libéré, pressé de reprendre le « contact » avec le P.C.F. clandestin et pris en filature, leur fournirait à son insu une « filière » à exploiter par leurs enquêteurs. Mais allant en Bretagne sans mettre les pieds à Saint-Denis où le guettaient les policiers, Jean Coant déjoua leurs manœuvres. Les policiers ne le retrouveront donc que quelques mois plus tard... en Bretagne. Ils l'y arrêtent le 3 août 1941, pour l'expédier comme otage au camp de concentration de Châteaubriant.

Cependant, durant son séjour à La Feuillée, Jean Coant avait pu prendre des contacts avec l'organisation clandestine du P.C.F. et notamment avec Guillaume Lozac'h et le docteur Jacq. Lors de son arrestation, deux ouvriers, Créoff et Grall qui en étaient les témoins donnent aussitôt leur adhésion au P.C.F. clandestin qu'ils connaissaient déjà par la propagande de Jean Coant. Ils deviendront plus tard des officiers F.T.P. Au camp de Châteaubriant, J. Coant retrouve beaucoup de militants parisiens et bretons. Il participe à la chorale du camp, aux cours de langue bretonne qui y sont donnés (c'est déjà un bon bretonnant). Il fera partie avec deux autres Finistériens, Albert Jaouen et Eugène Kerbaul, du groupe d'évadeurs, chargés de préparer les évasions de camarades. Mais les tentatives d'évasion où Jean Coant était partie prenante ne réussirent, elles, jamais ! Et Jean Coant ne sera libre qu'à la Libération.

Il militera par la suite surtout sur le plan syndical. Entre autres fonctions, secrétaire de l'Union locale C.G.T. de Gennevilliers, puis à partir de 1974 de celle de Levallois-Perret durant de nombreuses années. Ce sont là deux importantes Unions locales

syndicales de la banlieue parisienne industrialisée. Signalons que dans son dernier lieu de détention, au fort de l'Ile de Ré, il était responsable politique clandestin des détenus et qu'il y avait organisé des groupes de combat. Il avait de plus la liaison avec d'autres résistants de l'île de Ré par des membres du personnel hospitalier.

COAT Alain
Né vers 1860 (à Brest ?).

Ouvrier coiffeur. Il commence à militer dans le mouvement ouvrier brestois vers 1885. Il adhéra par la suite au P.S. de l'époque, bien avant 1914. Très anticlérical, il se situe, de plus, tout à fait à gauche dans le P.S. brestois, avec Jean Le Treïs. A la fin de la guerre de 14-18 cependant, il ne le suivra pas dans la voie révolutionnaire que symbolise l'adhésion du P.S. à l'Internationale Communiste votée au Congrès de Tours. Devenu patron-coiffeur, ses convictions ont pâli ! Il rejoint le réformisme, mais ne se livrera à aucune attaque contre ses anciens amis qui, eux, ont fondé le P.C.F. dans la localité. Il avait été élu en 1919 conseiller municipal socialiste à Brest et sera réélu en 1925. Il décède peu après en 1926. Alain Coat avait été aussi juge des Prud'hommes.

COAT François
Né à Plougasnou vers 1890.

Il est un des militaires marins français qui, envoyés à bord de navire de guerre en Mer Noire, se mutinent pour ne pas intervenir contre la Révolution russe. Démobilisé, il rejoint les rangs du P.C.F. à Morlaix. En 1939, il participe à la réorganisation dans la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier vient d'interdire. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T., etc. Meurt peu après la Libération.

COAT Paul
Né en 1923 (à Brest ?)

Résistant F.T.P. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande ainsi que celle du F.N., de la J.C., etc. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. C'est au cours de l'une d'elles qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmenèrent leur prisonnier au Poulguen, en Penmarc'h, et là le fusillèrent ainsi que d'autres F.T.P. en avril ou mai 1944 (probablement le 21-4-1944).

COATELAN Charles
Né le 10-2-1920 à Brest.

Ajusteur à l'arsenal de Brest. Sous l'occupation allemande, il entre au Front National et aux F.T.P. Il rejoindra le P.C.F. plus tard. Il combat dans les rangs du bat. « Yves-Giloux », des F.T.P. A son actif de nombreuses actions dont le sabotage d'un tour important de l'arsenal. Chef de groupe F.T.P. le 1er janvier 1943. Il avait échappé de peu à l'arrestation dans la même affaire que Giloux. Après la guerre entre à la S.N.C.F.

COATMEUR

Maçon. Syndicaliste C.G.T.U. du Bâtiment, à Quimper dans les années 20.

COCHENNEC François
Né le 21-3-1903 à Plonévez-du-Faou.

Quitte la Bretagne à 17 ans pour le Havre où il reste un an, entre dans la marine. Démobilisé, vient à Paris et entre aux bus parisiens, dépôt de Didot où il adhère à la C.G.T.U. en 1924, élu délégué en 1925. Puis au dépôt « Flandres », délégué syndical C.G.T.U. en 1927. Artisan de la réunification des deux C.G.T. en 1935, reste délégué jusqu'en septembre 1939 à l'interdiction du P.C.F. Il avait adhéré au P.C.F. en 1927 à Pantin. Secrétaire de la cellule du dépôt « Flandres » et membre du comité de section de 1927 à 1939. Mobilisé dans la marine, il retrouve Marcel Paul à Brest et participe avec lui au travail clandestin du Parti qui s'y est reconstitué aussitôt après son interdiction. Fait prisonnier de guerre le 18 juin 1940 à Saint-Nazaire, il s'évade d'un train qui l'emmenait en Allemagne et reprend le contact avec le P.C.F. clandestin à Paris le 19 février 1941. Il devient responsable du centre de tirage de tracts clandestins des Services Publics. Arrêté le 26 mars 1942 à Paris. Condamné

par le tribunal spécial à cinq ans de prison, déporté en Allemagne. S'évade du camp de concentration de Flossenburg le 19 avril 1945. Avant la guerre il avait milité au Mouvement pour la Paix « Amsterdam-Pleyel » et à l'Amicale de Marins et Anciens marins qui s'occupait de la défense des révoltés de la Mer Noire depuis 1922. Après la Libération reprend son travail et ces activités politiques et syndicales au dépôt « Flandres » de la R.A.T.P.

COCHERY Pierre
De Morlaix. Né en 1922.

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il tombe aux mains de l'ennemi lors de l'attaque d'un convoi allemand à Pleyber-Christ le 9 avril 1944. Les Allemands avaient été prévenus par une collaboratrice, Mme X... (qui vit toujours dans la localité), et qui avaient des amants allemands. Les soldats emmènent leurs prisonniers au Poulguen, en Penmarc'h et là les fusillent, ils étaient 22 ! dont Cochery. C'était le 21 avril 1944.

COGUIEC Jean
Né à Brest le 7 juillet 1922.

Dessinateur à l'arsenal. Il entre dans la Résistance en février 1943, dans « Défense de la France ». Coupé de son mouvement, il rejoint les F.T.P. dans un groupe de Plonévez-du-Faou que commande Barthélémé. Il regagne ensuite Brest où il combat avec le groupe F.T.P. « Giloux » et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. En janvier 1944, il gagne le maquis de Trédudon-les-Moines, le groupe « Giloux » étant en position intenable à Brest et ayant besoin de ce repli sur la base de Trédudon. Coguiec devait retourner à Brest pour participer aux combats pour la Libération de la ville, notamment à « Pont-Triffin ». Il adhère alors au P.C.F.

COÏC Annick
Née Bargain le 13-5-1928 à Plobannalec.

Entrée très jeune dans la Résistance aux F.T.P. — elle était la sœur d'un résistant très actif dans la région bigoudène. En raison de son très jeune âge, son activité est d'abord limitée aux liaisons entre les différents échelons des F.T.P. Mais elle fait très vite ses preuves et on lui confie bientôt le transport d'armes légères. En 1944, elle assure la répartition des tickets d'alimentation « récupérés » dans les mairies, entre les groupes F.T.P. de la région de Pont-l'Abbé. Elle transportera également des tracts et des journaux clandestins vers les groupes du P.C.F., ceux des F.T.P., des J.C., du F.N., etc., qui en assurent la diffusion.

COÏC Arsène
Né le 15-4-1922 à Treffiagat-Léchiagat. Décédé au Croisic en 1977.

D'abord cordonnier, il sera après la guerre fonctionnaire communal. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande en février 1941 et il est peu après versé dans un groupe de l' « O.S. » du P.C.F. Il y en avait cinq de constitués alors, ou en formation dans le pays bigouden. Le premier à Pont-l'Abbé, le 2e à Lesconil, le 3e à Léchiagat, le 4e au Guilvinec, le 5e, avec Lautrédou, à Plonéour-Lanvern. Ils avaient une double activité : propagande et sabotages. Parmi ces sabotages notons à l'actif du groupe n° 3 — le groupe de Coïc — la destruction à l'explosif de la bétonneuse de l'Organisation Todt (allemande) qui fournissait le béton nécessaire à la construction de la base sous-marine allemande de Lorient, et installée sur la commune de Pont-l'Abbé, en 1942. Ou encore, à Pont-l'Abbé toujours, l'attaque d'un camion militaire et aussi le sabotage d'un pont provisoire le 1er mai 1942.

Coïc fit partie de l'équipe qui déménagea la ronéo (machine à imprimer de bureau) servant à l'impression de la réédition finistérienne de « La Bretagne Ouvrière Paysanne et Maritime », série clandestine de l'hebdomadaire régional du Parti, de Lehan à Riec-sur-Belon, en fin 1941. Coïc sera arrêté le 16 octobre 1942 par des policiers français, conduit à la prison de Mesgloaguen à Quimper. Condamné par le Tribunal spécial le 23 janvier 1943 à trois ans

de prison. Les juges le livrent aux Allemands qui le déportent à Buchenwald. Libéré le 11 mai 1945. Après la guerre, Coïc vint dans la région parisienne, épouse Annick Bargain et milite au sein du P.C.F. et de la C.G.T. Il sera un temps responsable de l'Amicale bretonne de Montreuil.

COÏC
Instituteur à Goulien.

Milite d'abord au P.S. en pays bigouden, en 1913. Il est partisan en 1920 du départ du P.S. de la IIe Internationale (soc.) et son rattachement à l'Internationale Communiste. Sur cette position, il est élu délégué du pays bigouden au congrès départemental du P.S. en 1921, qui entérinera les décisions du congrès de Tours. Des raisons professionnelles l'amènent à quitter le pays bigouden. Il y reviendra plus tard et fondera une équipe de football, et militera au P.C.F.

COÏC Corentin
Né à Pont-l'Abbé (1920 ?).

Plâtrier. Il entre au P.C.F. sitôt la débâcle de l'armée française en juin 1940 et que commence l'occupation allemande. En fin 1940, il est chargé du transport du matériel de propagande résistante communiste entre Quimper et Pont-l'Abbé. Il diffuse aussi lui-même cette propagande résistante. Il échappe de peu à l'arrestation en octobre 1942, lors de la grande vague de répression.

COICADAN Henri
Né le 23-6-1915 à Brest. Décédé à Brest.

Cheminot. Il aurait été un temps, en 1936, membre du P.S. à Brest. Fait prisonnier de guerre en 1940, il est mis en congé de captivité peu après... pour reprendre son service à la S.N.C.F., en septembre 1940, ou octobre. Il prend alors contact avec Chaigneau (du « triangle » du P.C.F. à Brest) et qui est cheminot comme lui. En novembre 1940, il sabote un train de marchandises pillées par les Allemands, en gare de Brest. En juin 1941, Coicadan est trésorier du Secours Populaire clandestin à Brest. A ce titre, il fait parvenir des secours aux camarades emprisonnés en camp de concentration, par ex. 752 F à Tournevache, au camp de Châteaubriant, pour lui et les Finistériens qui s'y trouvent détenus. En mai-juin 1942, il remplace Jean Le Nédellec au secrétariat départemental du Secours Populaire clandestin, charge qu'il partage avec Marie Miry. Coicadan participera à de nombreuses actions contre l'occupant. Citons, entre autres, en novembre 1941, avec l'aide d'un ou deux camarades, sous un bombardement aérien, il abat sur la jetée de l'Est du port de commerce à Brest, le capitaine Engel, qui aurait été le commandant de l'artillerie du croiseur « Prinz-Eugen », à sec dans la cale de radoub. Ils lui prennent ses papiers, ses vêtements et jettent le corps dénudé à l'eau. Coicadan participera à de nombreuses opérations contre le trafic ferroviaire, dont 23 déraillements organisés par les cheminots F.T.P. Il est arrêté le 24 janvier 1943 sur simple présemption, il résiste à la torture et nie tout : il sera libéré faute de preuves et d'aveux, le 24 août 1943. Il reforme aussitôt le syndicat clandestin des cheminots tombé à la suite d'arrestations. Coicadan doit bientôt prendre le large après un sabotage de la voie ferrée à Dirinon. Condamné par contumace par un tribunal militaire allemand, le 23 mars 1944, sur la base des rapports établis par les policiers français. Réfugié en Loire-Atlantique, il y crée un groupe de F.T.P. qui sera plus tard sous les ordres du commandant « Joseph ». A la Libération, il est désigné comme adjoint à Ernest Miry, interrégional de Bretagne de la C.G.T. Désigné également à la Délégation Spéciale — sorte de conseil municipal provisoire — de Brest.

COINTREL

Militant C.G.T.U. à l'arsenal de Brest, dans les années 20 et 30. En mars 1930, alors que la C.G.T.U. prépare un congrès des jeunes travailleurs, à Brest, son placard, dans les vestiaires à l'arsenal est perquisitionné et on y trouve des tracts que lui-même n'y avait jamais mis !

COLAS Jean
De Quimperlé.

Il sera un certain temps au P.S. qu'il quittera pour rejoindre les rangs du P.C.F., région de Quimperlé.

COMBOT Georges
Né le 23-4-1923 à St-Pol-de-Léon.

Ouvrier électricien. Demeurait, 17, rue Diderot à Brest lorsqu'il entra dans la Résistance, au bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant du P.C.F., il en diffusait la propagande résistante : journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il est arrêté dans la même affaire que Le Rest J.-P. (v. ce nom) (le 26 décembre 1943 ?) à Brest.

COQUET Mme

Ouvrière sardinière, militante C.G.T.U., membre du Comité de grève lors de la grande grève des ouvrières sardinières de Douarnenez en 1924.

CORCUFF Pierre
Né le 20-2-1909 à Landerneau.

Fraiseur sur métaux à l'arsenal de Brest. Il adhère en 1934, à Landerneau, à la reconstitution de la cellule du P.C.F. dans cette ville. Il est candidat du P.C.F. aux élections cantonales de 1937. C.D.H. très actif. Il cumule son militantisme politique et syndical à l'arsenal et ses activités communistes à Landerneau. En fin 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier et cela tant à l'arsenal qu'à Landerneau. Mobilisé, dès sa démobilisation, en décembre 1940, il reprend aussitôt sa place dans le P.C.F. clandestin. Progagandiste résistant communiste, il diffuse les publications clandestines et les tracts du P.C.F., du F.N. Il fait des inscriptions murales. Collectages de solidarité. Il est perquisitionné trois fois entre janvier et mai 1941. Arrêté, il nie tout et faute de preuves et d'aveux on ne peut l'inculper. Il est alors envoyé au camp de concentration de Châteaubriant, transféré ensuite à celui de Voves, puis à celui de Pithiviers, enfin à l'île de Ré d'où il est libéré le 5 décembre 1944. Il reprend ses activités militantes à l'arsenal et à Landerneau.

CORCUFF Yvonne
Née PARC, le 21-3-1913 à Landerneau.

Epouse de Pierre qui est arrêté en avril 1941. Au cours de l'été 1941, Yvonne Corcuff est contactée par Simone Bastien pour les J.C. clandestines. A cette époque, elle recevait l'Humanité clandestine par le canal de Simone Floch, une jeune landernéenne fiancée à un J.C. parisien. Dès la mi-1942, elle est mise en contact avec Daniel Trellu, futur chef départemental des F.T.P. qu'elle présentera à Henri Lambert. Elle est aussi mise en contact avec Germaine Lelièvre, responsable interrégionale « Femmes » qui lui confie la tâche de trouver des planques, de distribuer des secours aux victimes de la répression et, plus tard, de fournir de l'argent, des vivres et des médicaments aux maquis F.T.P.

C'est au cours de 1942 qu'Yvonne Corcuff adhère dans les Côtes-du-Nord au P.C.F. dont elle est sympathisante depuis 1935. Elle reçoit Albert Jaouen en début de 1943, après son évasion du camp de Voves, elle le met en relation avec un pompier de la Pyrotechnie de St-Nicolas, Joseph Labat, qui lui passera des explosifs, des grenades, lui-même vient avec son fils rejoindre le groupe Lambert-Trellu des F.T.P. Yvonne Corcuff s'occupe aussi de la souscription pour les F.T.P. En 1943, elle devient une des adjointes de Germaine Lelièvre. Le dimanche qui précéda la Toussaint 1943, elle prend la parole à Baud (M.) à la sortie de la messe et le soir même dans un bal clandestin. En 1944, elle devient agente de liaison entre l'interrégion Ouest et Paris et rencontrera alors R. Ballanger, de l'état-major national des F.T.P. En début 1944, planquera Ernest Miry après son évasion et lui donnera la liaison avec l'organisation clandestine du Parti. Après la Libération, milite à Landerneau.

CORMAULT Claudette Jeanne
Née LE CARS à Brest le 8-3-1910.

Entre dans la Résistance au Front National et aux F.T.P. Elle combat dans les rangs du bat. « Yves-Giloux » du 1-7-1943 au 14-8-1944. Activité d'hébergement dans son hôtel « L'Aigle d'Or », 57, rue Jean-Jaurès à Brest, où elle « planque » de nombreux résistants dont J. Nicolas, E. Le Borgne, J.-P. Le Rest, Y. Gourmelon, etc. Elle procure de faux papiers et des tickets d'alimentation aux résistants. Elle cache aussi des armes. En fin 1943, lors de la comparution devant le conseil de guerre allemand de Brest du résistant communiste Hénaff, elle réussit à prendre de ses mains les plans de la prison allemande de Pontaniou, établis pour la préparation d'une évasion qui réussira le 25 octobre 1943, libérant, outre Hénaff, six autres résistants dont Jean Nicolas qui fut tué plus tard au combat. Elle avait lors des préparatifs de cette évasion, aidée de son frère Philippe Le Cars et de sa belle-sœur Denise, fabriqué une valise truquée pour faire parvenir à Jean Nicolas, détenu, le matériel nécessaire à cette évasion collective.

CORNIC Jérôme

Militant communiste et syndicaliste d'Ergué-Armel. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F. Arrêté, il est envoyé en détention au camp de Châteaubriant puis transféré à celui de Voves.

CORNIC Louis
Né à Ergué-Armel le 22-12-1911.

Militant communiste quimpérois. Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. sous le Front Populaire. Il travaillait à l'E.D.F. et il était membre du conseil syndical quimpérois (C.G.T.) des gaziers et électriciens en même temps que secrétaire de sa cellule d'entreprise. Mobilisé en 1939, il restera prisonnier de guerre en Allemagne jusqu'à la défaite allemande. Après la guerre, il reprend ses activités militantes. A la retraite, il devient un militant des retraités des Services Publics.

COROLLER Jean
Né en 1886 (à Rosporden ?).

Un des premiers ouvriers de la fabrique de grillage installée à Rosporden au début de ce siècle et qui fut la première vraie industrie de la ville. Il fait la guerre de 14-18. Il adhère au P.C.F. à 38 ans, en 1924, quand Jean Goarant fonde la première cellule communiste de cette ville, en dépit de grandes difficultés. Il participe dès lors aux luttes politiques et sociales tant dans les rangs du Parti que dans ceux de la C.G.T.U. notamment lors des grèves de 1936. Militant du Parti communiste clandestin après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., il prend part aux combats qui libéreront Rosporden. Elu conseiller municipal sur une liste de la Résistance. En 1946, il est secrétaire de l'Union Locale C.G.T., membre d'une commission départementale de l'U.D.-C.G.T. du Finistère. Il meurt en fin 1946.

COROLLER Jean
Né en 1910 à Rosporden.

Galochier. Militant du P.C.F. à Rosporden. Peut-être le fils du précédent. A noter qu'un Coroller Jean aurait été tué dans la Résistance.

CORRE Frédéric

Militant du P.C.F. à Brest. « Frédé » adhéra au P.C.F. au cours des années 20. Candidat communiste aux élections municipales à Brest en 1925. Militant de la C.G.T.U. puis de la C.G.T. réunifiée (à l'arsenal en octobre 1935). Actif propagandiste. Membre des C.D.H. brestois. Lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, il fut un des militants brestois qui sous la conduite de Henri Ménès diffusèrent dans les rues de Brest et au Marché Saint-Louis, l'hebdomadaire régional du Parti « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » qui venait d'être interdite et que les ouvriers de l'Imprimerie Coopérative de la rue Kléber avaient quand même tirée en dépit des risques. En fin 1939, il participera à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste. Meurt peu après la Libération.

CORRE Jean

Militant communiste à Scaër dès la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse

les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il est fait prisonnier au cours de l'une d'elles par des soldats allemands. Fusillé au Mont-Valérien, près de Paris (en 1942 ?).

CORRE Joseph

Ouvrier à l'arsenal de Brest (?). Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté, il est détenu dans un camp de concentration en France (Voves ?). Décédé en décembre 1980.

CORRE Pierre
Né le 25-10-1915 à St-Pierre-Quilbignon.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Militant syndicaliste C.G.T.U., connu dès le début des années 30, puis, après la réunification, à la C.G.T. Un de ceux qui rejoignirent le P.C.F. au début d'octobre 1939, dans la clandestinité où venait de le plonger le gouvernement Daladier. L'organisation communiste clandestine était-elle à peine mise en place que Pierre Corre qui connaissait les militants communistes demanda à y entrer. Dès lors, il participe à la propagande clandestine du P.C.F. durant la « drôle de guerre », contre ceux qui conduisent la France au désastre de mai-juin 1940.

Dès 1940, il est dans la résistance avec le P.C.F. D'abord pour empêcher que des matériels intacts tombent aux mains des Allemands en juin 1940, quand ils entrent à l'arsenal. Au début de 1941, il participe à l'action du groupe « O.S. » du P.C.F. des cheminots communistes brestois, avec Ténénan Monot, Yves Teuroc. En mars 1941, à la suite d'une attaque à main armée exécutée au port de commerce — rue Amiral-Troude, semble-t-il — il participe à l'immersion des corps de cinq Allemands tués par surprise (trois selon une autre source). Il aurait participé au coup de main, lui aussi... Les corps furent déshabillés, mis dans des sacs et emmenés en rade sur le bateau de Louis Morvan, le « P'tit-Louis ». Etaient dans le coup également pour cette immersion, Jules Lesven, et probablement Charles de Bortoli (v. ces noms), lequel aurait conduit la camionnette qui servit au transport des corps, de leur cachette provisoire où ils avaient été cousus dans de la toile à sac et lestés de chaînes, provenant de camions anglais sabotés à l'arrivée des Allemands. Selon un témoignage, Pierre Corre habitait face à la gendarmerie française de Kerinou et sa femme l'aidait à transporter des tracts du P.C.F. dans une voiture d'enfants et, plus tard, dans le même landau, des armes. Désigné au « triangle » militaire du P.C.F. pour le secteur de Brest, en janvier 1942, avec Jules Lesven et Lucien Kerouanton, ce dernier étant responsable. Peu après, Pierre Corre est nommé « responsable militaire » pour les actions de l'O.S. du P.C.F. dans le Finistère. Il garde cette responsabilité lors de la création — à partir de l'O.S. — des F.T.P. en mai 1942. En septembre 1942, il quitte son emploi et son domicile et devient un « illégal ». C'est alors qu'il passe la trésorerie du Secours Populaire clandestin à Brest à Henri Coicadan. Son premier sabotage important en tant que membre du « triangle » militaire brestois du P.C.F., fut celui de sous-stations électriques à l'arsenal. Trois au moins sautèrent sur les neuf où il avait été possible de tenter quelque chose (v. L. Kerouanton). Dès janvier 1942, il part avec Kerlirzin dans les Monts-d'Arrée (Berrien, Scrignac) pour y créer une base d'appui pour l'action des groupes O.S., avec l'aide des frères Guyomarc'h, à Trédudon-les-Moines, base qui deviendra celle des F.T.P. quelques mois plus tard et jouera un rôle important dans leur développement à leurs débuts tout particulièrement. Recherché par la police, Pierre Corre dut être muté à Paris par le Parti. Il y retrouve L. Kerouanton et Jean Marc. Ensemble ils effectueront de nombreuses opérations dans la région parisienne. Pierre Corre avait 42 attentats et sabotages importants, attaques à main armée, etc. (chacun de ces chefs d'accusation relevant de la peine de mort), lors de sa comparution devant un tribunal militaire allemand. Condamné à mort. Il avait été arrêté le 1er mars 1943 sur le quai de la gare de Connéré (Sarthe) par des policiers français menés par les

inspecteurs X... et X... du Mans. Torturé affreusement par eux, Pierre Corre résiste admirablement à d'abominables souffrances avant que d'être livré aux Allemands. Fusillé le 1er juin 1943 par les Allemands au camp d'Auvours, près du Mans. (Selon une autre source, c'est en gare du Mans qu'il aurait été arrêté par des inspecteurs de la brigade d'Angers, le 7 mars 1943).

CORRE René

Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

CORRÉE
Né vers 1920 à Scaër.

Sympathisant du P.C.F. clandestin il entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. A la fin de la guerre, son unité fut envoyée combatre dans la « poche de Lorient » où se trouvait une des dernières résistances de l'ennemi, puissamment retranché. Corrée y fut tué au cours d'un combat qui opposa sa patrouille de F.T.P. à une patrouille allemande.

COSQUER

Employé des P.T.T. et militant syndicaliste C.G.T.U. Elu membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper en août 1927. Il remplissait déjà auparavant ces fonctions, et les continua sans doute encore un certain temps.

COSQUER J.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Responsable départemental du F.N. dans le Finistère du 1er août 1944 au 15 octobre 1944.

COSQUER Michel
Né vers 1910 dans le pays bigouden.

Ce marin-pêcheur de Lesconil entre dans la Résistance, aux F.T.P. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Propagandiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc.

COSQUÉRIC Naud
Né le 13-2-1898 à Ploneis.

Ouvrier du bâtiment, il adhère à la C.G.T. sur un chantier à Lorient en 1912. Après la guerre de 14-18, il s'intéresse de plus en plus à la politique et part pour la reconstruction dans les régions dévastées par la guerre et l'occupation allemande, il travaille à St-Quentin, puis à Bapaume et il reste là jusqu'en 1926. Il avait adhéré au P.C.F. en 1920 ou 21, à St-Quentin et dès lors y milita activement ainsi qu'à la C.G.T.U. De retour à Quimper en 1926, il continue son activité militante et syndicaliste. Il fait équipe pour les tâches syndicales avec D'Hervé qui est secrétaire de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper alors que Cosquéric est le trésorier du syndicat du bâtiment jusqu'en 1930. Il est secrétaire de la cellule communiste du bâtiment de Quimper jusqu'en 1939.

En septembre 1939, en effet, ou octobre, alors que le gouvernement Daladier interdit le P.C.F., Cosquéric apprend que la police le recherche. Il quitte Quimper et se rend à Brest où des camarades lui trouvent du travail. Sous l'occupation allemande il est un propagandiste résistant diffusant la presse clandestine et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il retourne à Quimper en 1959 et toujours militant, y meurt à la fin des années 70.

COSSEC Corentin

Militant de la cellule de Lesconil du P.C.F. dans les années 20. Marin-pêcheur.

COSSEC

Militant communiste de Douarnenez. Résistant.

COSSEC Guillaume
(parfois orthographié LE COSSEC)
Marin-pêcheur. Né le 14-10-1883 à Douarnenez.

Avant la guerre de 14-18, il est déjà un

militant connu du P.S. et de la C.G.T. à Douarnenez. En 1919, il milite pour le retrait du P.S. de la IIe Internationale (soc.) et son rattachement à la IIIe Internationale (com.) que vient de fonder Lénine. Il se heurte alors, et violemment, au secrétaire de la section socialiste, Fernand Le Goïc, un partisan déterminé du réformisme et de la collaboration de classe. G. Cossec est élu conseiller municipal une première fois en 1919, à Douarnenez, sur la base de ses convictions révolutionnaires très affichées. Il restera conseiller municipal jusqu'en 1925. Il est alors un grand ami de Velly, le maire communiste.

Mais à la mort de Velly, en 1925, Cossec ne tarde pas à s'opposer à son successeur Le Flanchec, comme d'ailleurs beaucoup de communistes douarnenistes. Le Flanchec veut le faire exclure pour s'en débarrasser. En vain : Cossec avait pris une part active à la grande grève des ouvrières sardinières et était populaire. Cossec a été candidat du « Bloc Ouvrier Paysan » présenté par le P.C.F. en 1924. Il faut dire que lors de la grève de 1925, Cossec avait assumé les fonctions de maire de Douarnenez, Le Flanchec ayant été suspendu et cela avait singulièrement aggravé ses rapports avec le méfiant Le Flanchec. Celui-ci ira jusqu'à lui reprocher des « relations douteuses ». D'après le « Breton Socialiste », Cossec, outré, aurait alors quitté le P.C. pour le P.S. ... Mais c'est plus que probablement un faux du journal. En fait Cossec ne milite plus, dès lors, nulle part. La tuberculose qu'il avait contractée au front en 1914-18, s'était aggravée. Il meurt en 1933.

COSSEC Jean-Louis
Né le 2-10-1897 à Plobannalec.

Militant de la cellule communiste de Lesconil dans les années 20. Faute de travail, il émigre dans la région parisienne où des camarades lui procurent un emploi à la Compagnie du Gaz à Saint-Denis. Il habite La Courneuve et il a, à la fois, une activité surtout syndicale à Saint-Denis et politique à La Courneuve. Au cours d'une élection partielle, il est élu conseiller municipal, en 1937. Il est le seul conseiller communiste. J.-L. Cossec joue un rôle important dans la réunification syndicale des ouvriers gaziers et électriciens en 1935-1936, puis dans les grandes luttes populaires de 1936.

En fin 1939, après l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, J.-L. Cossec participe à la réorganisation dans la clandestinité du P.C.F. Il est « déchu » de son mandat de conseiller municipal par le conseil de préfecture le 14-2-1940. Propagandiste résistant communiste sous l'occupation allemande, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Après la guerre, reprend le militantisme légal. A la retraite se retire à Menton où il décède en mars 1977.

COTTON Jean-Marie
Né le 27-4-1919 à Kergloff.

Sous l'occupation allemande, il entre aux F.T.P., en 1944. Participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la guerre, adhère au P.C.F. Il rejoint la région parisienne et milite très activement à Stains où il demeure. Candidat du Parti aux élections municipales à Stains en 1947.

COTTON Jean
De Berrien.

Entre dans la Résistance au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la guerre, émigre dans la région parisienne à la recherche de travail et s'établit à Romainville.

COTTON Raymond
Né en mai 1924 à Carhaix.

Garde-pêche fédéral. Il entre dans la Résistance aux F.T.P. Prend part à des actions contre l'occupant allemand. Il adhère au P.C.F. à la Libération.

COTTON Yves
Né le 28-4-1920 à Carhaix.

Il adhère aux J.C. en 1936 et au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre

l'occupant. En 1944, il échappe de peu à l'arrestation. Après la guerre, secrétaire de mairie à Scrignac où il continue ses activités militantes.

COTTY Yves
Né en 1919 (à Carhaix ?).

Directeur de C.E.G. à la fin de sa vie à Moëlan-sur-Mer. Il avait fait ses études à l'Ecole Normale de Quimper. Nommé en 1940 au Pont-de-Buis et en 1941, il y prend contact avec le P.C.F. clandestin (groupe A. Abalain). En fin 1942, il doit quitter le Pont-de-Buis pour échapper à une vague d'arrestations. Il contribue alors à organiser le F.N. sur le plan départemental. Arrêté en 1943 et déporté au camp de concentration d'Auschwitz, puis transféré à Buchenwald. Revenu en 1945, il reprend ses activités militantes au P.C.F. Il milite aussi à l'Union Bretonne des Combattants, section de Moëlan. Il est trésorier de l'Amicale Laïque de Brigneau. Membre du Comité National de la F.N.D.I.R.P. ; il devient son secrétaire général pour le Finistère, à la mort de Jean Bernard.

COUSQUER Marcel
Né en 1908 (à Brest ?).

Fusillé le 18-8-1944 rue Coat-ar-Gueven à Brest, en compagnie de Jamault et de J. Gourlaouen, contre un mur de la COOP, après être tombé dans une embuscade tendue par des policiers français pour les soldats allemands qui attendaient cachés et qui exécutèrent peu après les résistants qu'ils avaient fait prisonniers. Tous les trois avaient de nombreuses opérations contre l'occupant à leur actif. Une plaque a été apposée le 16-7-1948, qui perpétue leur souvenir.

CRAVEC Jean-Louis
Né le 22-7-1918 à Plouyé.

Il adhère au P.C.F. vers 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc., dès 1940. Arrêté comme suspect, il est détenu aux camps de concentration de Châteaubriant puis à celui de Voves (E.-et-L.).

CRÉAC'H Albert
Né en 1921 à Pleybert-Christ.

Sympathisant du P.C.F. sous l'occupation allemande, il en diffuse la propagande résistante : journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. A l'issue de l'une d'elles, il est fait prisonnier, à Pleyber-Christ leur groupe étant tombé dans un traquenard tendu par les Allemands, prévenus par une collaboratrice « horizontale », Mme X..., de l'attaque projetée par la Résistance de l'un de leurs convois. Les soldats emmenèrent leurs prisonniers au Poulguen, en Penmarc'h — dont Créac'h — et les fusillèrent (avril ou mai 1944).

CRÉACH Michel
De Carantec.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du bat. « Yves-Giloux ». Il participa à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., en diffuse la propagande résistante : journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. A l'issue d'une opération, il tombe aux mains des soldats allemands qui l'emmènent à Cholet et l'y fusillent.

CREFF Jacques
De Santec.

F.T.P. Cie de Morlaix du bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il trouve la mort au cours d'un combat contre une unité allemande le 23 septembre 1944, à Santec.

CREN Jean-Marie
Né en 1911 (à Carhaix ?) mort à Carhaix en septembre 1983.

Militant syndicaliste C.G.T. dans cette région. Son fils André sera membre du bureau de l'U.L.-C.G.T. de Carhaix dans les années 80. Probablement membre du P.C.F., cellule de Carhaix.

CREN
Agriculteur.

Résistant de la région de Châteaulin. Il y crée un comité du F.N. parmi les paysans de la région.

CRÉOFF (Jean ?)
De Berrien (Scrignac).

Cultivateur jusqu'à la fin de la guerre, après s'en va travailler à l'Assistance Publique à Paris. Témoin de l'arrestation de Jean Coant en 1941, à La Feuillée. Il remet alors son adhésion au P.C.F. clandestin entre les mains d'un vieux militant communiste, Jacob (ou Jacop), de Brennilis. Il participe à la propagande résistante : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté, il est déporté dans un camp de concentration en Allemagne.

CRÉOFF Joseph

Il adhère au P.C.F. en 1936 (à Scrignac ?). Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il passe aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des Allemands, sur la dénonciation d'une Française, maîtresse de l'un d'eux, qui les avait avertis d'un parachutage d'armes. Les Allemands organisèrent une raffle et arrêtèrent Créoff. Il est torturé, puis déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il meurt. Sa délatrice connue comme responsable de la mort de plusieurs résistants ne sera pas « inquiétée » par la Justice !

DAERON Corentin
Né vers 1905 à Scaër.

Cultivateur. Ancien membre du P.S. sous le Front Populaire. Il entre dans la Résistance en 1942 sur les instances de Jean Guyomarc'h et D. Trellu. Il adhérera par la suite au P.C.F. En 1943, il sort un tract à l'instigation de François Kersulec et de P. Queinnec — qui en rédigea le texte — pour inciter les agriculteurs à ne pas livrer leurs chevaux aux réquisitions allemandes. Le conseil fut suivi par la plupart des agriculteurs, à la grande colère des occupants. En 1945, il est élu conseiller municipal (com.) de Scaër.

DAMOY Jacques

Métallurgiste à l'arsenal de Brest. Militant de la C.G.T. confédérée, il jouait dans les années 30 un grand rôle dans le mouvement syndical brestois et son influence s'étendait à tout le département. A partir de 1933, il se montre de plus en plus partisan de la réunification des deux centrales syndicales nées de la scission de 1921 et sur une base de lutte de classe. Il s'inquiète des oppositions qu'elle rencontre chez les dirigeants nationaux de la C.G.T. « confédérée », tous réformistes et à l'U.D. du Finistère. En 1934, après les tentatives de coup d'Etat fasciste à Paris, il insiste encore plus à ce sujet. Il est alors secrétaire de l'U.D. C.G.T.-confédérée et il n'hésite pas à rencontrer le communiste Havez, le secrétaire de l'Union régionale C.G.T.U., avec lequel il s'entretient de la lutte revendicative et de manifestations antifascistes communes des syndicats affiliés aux deux centrales. Son attitude préoccupe les dirigeants réformistes finistériens de la C.G.T.-confédérée et ils décident de le remplacer à la tête de leur Union départementale par un réformiste notoire. Ce qui sera fait au congrès départemental des syndicats confédérés du Finistère, tout au début de 1935, non sans que des débats animés entre autres par Jean Autret aient montré une forte poussée unitaire de la base syndicale à laquelle le réformiste Ch. Berthelot — qui remplacera Damoy à la tête de l'U.D. C.G.T. « confédérée » — va opposer les consignes anti-unitaires « venues d'en haut », du C.C.N. de la C.G.T. « confédérée ». La réunification syndicale — dont le processus s'est accéléré tant le courant à la base est devenu fort — se fera en fin 1935.

Damoy prendra une part active aux grandes luttes de 1936, mais se refuse à tout engagement politique personnel. En fait, il nourrit à l'égard de tous les partis politiques une profonde méfiance qu'ont renforcé les trahisons du P.S., les ambitions personnelles de ses politiciens (Goude et Cie), le reniement de leurs engagements électoraux, mais aussi le comportement sectaire de certains communistes locaux, notamment de V..., dont il pressent qu'il peut être un provocateur policier... et le dit. Mobilisé en 1939, J. Damoy apprendra avec une colère qu'il ne cherche pas à cacher que l'interdiction du P.C.F. et de sa presse n'a soulevé aucune réprobation des socialistes ni des dirigeants syndicalistes réformistes, pas plus dans le département qu'ailleurs. Quand il apprendra que Berthelot et Drapier font comparaître devant eux des militants syndicalistes, membres du P.C.F., ou réputés tels, et qu'ils les déchoient de leurs responsabilités syndicales au mépris des statuts de la C.G.T. sans aucune consultation de la base des syndiqués, il écrit une lettre qui est lue avec intérêt à Brest — où elle circule dans les milieux intéressés. Dans cette lettre, il souligne son total désaccord avec l'attitude de Ch. Berthelot et de Drapier, etc. Des militants communistes la lisent ou en entendent parler et en sont reconnaissants à Damoy. En écrivant cette lettre, reçue par Ernest Miry et détruite pour des raisons de sécurité par son destinataire, Damoy prenait de grands risques personnels dans le climat de répression du mouvement ouvrier. Prisonnier de guerre quelques mois plus tard, Damoy rentre de captivité en fin 1941 « en congé de prisonnier de guerre ». Les Allemands ayant besoin de main-d'œuvre qualifiée à l'arsenal, dont le site, les installations, les machines, les stocks... et le personnel civil et militaire français leur ont été octroyés par le maréchal Pétain. En 1943, Damoy participera à la reconstitution de la C.G.T. dans la clandestinité, une reconstitution dont les communistes avaient pris l'initiative. Une C.G.T. épurée de ses « mauvais anges » de fin 1939. Il en deviendra un des meilleurs artisans. A la Libération, il donne son adhésion au P.C.F. mais il consacre son activité essentiellement au syndicat « militant syndical avant tout ». Il meurt quelques années après la guerre, à Recouvrance.

Damoy avait été délégué au 19e Congrès de la C.G.T. confédérée en 1927 et à son 22e Congrès en 1933, à Paris.

DANIEL

Secrétaire du syndicat C.G.T.U. de l'enseignement dans le Finistère. **Peut-être le même que le suivant.**

DANIEL

Militant du P.C.F. à Trégunc. En mai 1931, il porte la contradiction lors d'une réunion socialiste à Trégunc où parlaient Le Meur, de Brest et Marzin, de Morlaix. **Peut-être le même que le précédent.**

DANIEL Marcel
Né en 1916. Meurt en 1978 à Quimperlé.

Ouvrier papetier. Militant communiste (depuis 1936 ?). Il se consacre surtout aux tâches syndicales. Il fut longtemps secrétaire du syndicat C.G.T. des Papeteries Mauduit, puis secrétaire de la section des retraités des papeteries de la région. Il fut de nombreuses années secrétaire de l'Union locale C.G.T. de Quimperlé après la guerre.

DANIEL Pierre
De Lesconil.

D'abord marin militaire, il est renvoyé de la Marine nationale en raison de son opposition à la guerre coloniale faite au Maroc. Il revient au Pays bigouden et y cherche vainement du travail. Il émigre alors vers la région parisienne où il adhère au P.C.F. et à la C.G.T.U. A Paris, il s'adressait en breton à ses compatriotes lors des réunions syndicales ou politiques. Il revenait tous les ans à Lesconil pour y reprendre contact avec les organisations locales du P.C.F. et de la C.G.T.U. **Peut-être le même que le suivant.**

DANIEL Pierre

Militant communiste. Engagé dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco.

DANIELOU
De Montrouge.

Cheminot mécanicien, d'origine bretonne, il est sympathisant du P.C.F. avant la guerre de 1939. Militant syndicaliste.

Muté en octobre 1940 à Brest par la S.N.C.F., il donne son adhésion au P.C.F. clandestin. Dès lors, il participe au transport à bord de sa locomotive du matériel de propagande résistante du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc., entre Quimper et Brest, en relations avec les cheminots quimpérois Harré et Pinçon.

DAOUDAL Yves
De Melgven où il naquit en 1890.

Agriculteur. Militant du P.C.F. dans les années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Passé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Dans sa ferme, il « planque » dans les tas de foin, ou ailleurs, des armes parachutées en containers et cela en liaison avec les F.T.P. du Pays bigouden qui en avaient reçues, eux, par un sous-marin anglais. Arrêté, il sera fusillé en même temps que son camarade et ami Jean Baudry, au Mont Valérien, près de Paris, le 5-4-1944. Il avait été « donné » aux policiers par Mme X..., militante trotzkiste.

DARCILLON François
Né le 24-1-1903 à Quéménéven.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. dès les années 30. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains le putsch de Franco, et part en juillet 1937. Il est tué sur le front d'Albacète le 13-3-1938. (Voir Louboutin.).

DAVID Auguste
Né à Callac (22) en 1920.

Coiffeur. Il adhère au P.C.F. en 1940. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il est vite repéré et par prudence s'en va dans le Finistère où il sera bientôt affecté aux F.T.P. En 1943, il fait partie du groupe F.T.P. hébergé par Mme Cormault dans son hôtel de « L'Aigle d'Or », rue J.-Jaurès à Brest. Ce groupe appartient un peu plus tard au Bat. « Yves-Giloux » qui vient d'être créé. A. David a pris part à un nombre considérable d'actions contre l'occupant. Il est arrêté en août 1943 par des gendarmes français, puis livré aux Allemands qui le condamnent à mort. Fusillé le 6-7-1944 à Rennes, en compagnie de vingt-sept autres F.T.P., tous, ou presque, membres du Parti communiste clandestin, dont son vieux copain Ernest Le Borgne.

DAVID Yves
« Francis ». Né le 1er-4-1912 au Huelgoat de parents sabotiers.

Ancien quartier-maître de la Marine, réformé pour tuberculose, il est envoyé au centre de Ribécourt, à Noyon, pour la rééducation. Il se trouve en contact avec des communistes et adhère au P.C.F. au début de 1939. En fin 1939, il fait une rechute grave de sa maladie qui le condamne à cesser toute activité. En 1940, sa santé s'améliorant, il peut reprendre la lutte politique au P.C.F. clandestin. Il participe à la création des premiers groupes F.T.P. alors exclusivement composés de communistes, dans le secteur de Huelgoat, au printemps 1942, et à leur formation militaire. Il participe avec eux à de nombreuses opérations contre l'occupant. En octobre 1943, il est condamné par la « cour martiale française » (section spéciale) de Rennes, mais par contumace... En novembre 1943, il est responsable interrégional « cadres » du P.C., c'est-à-dire du contrôle des militants, de leur répartition, de leur promotion, etc. Arrêté par des policiers français le 21 novembre 1943 et livré par eux le jour même aux Allemands qui le torturent affreusement. Il en succombera à la clinique Sainte-Anne, de Rennes, où il avait été transporté dans un état effrayant. Aucun supplice n'avait pu lui arracher le moindre mot, il n'y eut en effet aucune arrestation consécutive à la sienne. Les Allemands n'avaient donc pu mettre la main sur aucun de ses papiers. Enterré au cimetière de Rennes. Mari de Louise Kérévér « Suzanne », gendre de François Kérévér.

DAVID Suzanne
(Voir **KÉRÉVÉR Louise** « Suzanne ».

DE BORTOLI Charles
(Carlo Antonio). Né le 30-4-1909 à San-Quirino (Italie).

Ouvrier du bâtiment, puis petit artisan individuel dans les Côtes-du-Nord où il épouse Aline Morin, de Bréhard, dont il aura trois enfants. Venu à Brest en 1935, il adhère au P.C.F. en 1936 et en devient un militant très actif. Il milite aussi beaucoup à l'Union Populaire Italienne qui regroupe en Bretagne nombre d'émigrés antifascistes italiens et pour laquelle il organise de nombreuses réunions dans le Finistère et les Côtes-du-Nord. Il participe très étroitement à la solidarité à l'Espagne Républicaine.

En 1939, il fait voter par les Italiens antifascistes de la région brestoise une motion où ils s'engagent à défendre la France contre toute attaque fasciste, y compris de l'Italie mussolinienne. Quelques mois plus tard, fidèle à son attitude, il veut s'engager dans l'armée française... mais il est refusé : c'est un individu suspect aux yeux des autorités françaises de la « drôle de guerre ». En fin de 1939, il participe à la reconstruction dans la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier vient d'interdire avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Au début de 1941, il se voit confier par le « triangle » de direction du Parti à Brest la responsabilité de l'organisation communiste dans le secteur « bâtiment ». Ce secteur est en pleine expansion du fait de l'ampleur des travaux ordonnés par la Werhmacht, la Kiegsmarine et la Luftwaffe. Une main-d'œuvre à la recherche de travail afflue vers ces chantiers même si ce n'est pas de gaîté de cœur : il n'y a pas d'autres emplois dans la région brestoise. Ch. De Bortoli organise plusieurs groupes du Parti parmi les gars du bâtiment. Puis crée un groupe O.S. du Parti qui effectue des sabotages sur les chantiers avec l'appui des autres communistes, notamment au chantier de l'Ecole Navale, dès février 1941. En mars 1941, De Bortoli aurait participé à l'immersion en rade de Brest de trois (ou cinq) Allemands descendus par un groupe O.S. du P.C. (voir Louis Morvan). Il mène en même temps une grande activité de propagandiste résistant communiste en diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc.

Ch. De Bortoli sera arrêté le 28-4-1942, alors qu'en compagnie de Yves Prigent, Charles Cadiou et Mathurin Le Gof (« triangle » de direction du Parti à Brest depuis le début de l'année) il se rendait à une réunion chez Henri Moreau, rue André-Portail. Tous les quatre sont arrêtés. Par la suite, De Bortoli sera torturé, mais les bourreaux ne pourront rien lui arracher. Les policiers armés qui arrêtèrent De Bortoli et ses camarades sont G... et Blaise, ce dernier sera exécuté par la Résistance (voir Mellou). De Bortoli est livré aux Allemands sur la base des rapports de ces policiers. Devant le tribunal allemand, le policier G... va mentir pour accabler De Bortoli en prétendant que la valise qu'il portait au moment de son arrestation contenait des tracts terroristes – alors qu'il n'y avait que du papier blanc à l'intérieur !

Condamné à mort et sans illusion sur son sort, De Bortoli va prendre à « son compte » diverses actions de Résistance sur lesquelles les policiers français enquêtaient. Pensant alors avoir découvert le coupable, ils arrêtent le plus souvent l'enquête sur ces affaires, ce qui sauvera sans doute des camarades. Pendant sa détention, sa femme va essayer de le faire évader et manquera de peu d'y réussir. Un Tribunal de la Résistance, présidé par J.-L. Primas, condamne à mort l'inspecteur qui avait refusé de rétracter ses fausses accusations devant le tribunal allemand. G... fut immédiatement informé de la sentence qui – lui fut-il précisé – serait applicable en cas d'exécution de De Bortoli. De Bortoli fut fusillé le 28-8-1942 au fort d'Issy, près de Paris. L'attentat contre le policier eut lieu mais il fut seulement blessé au foie et s'en tira. La lettre d'adieu de Ch. De Bortoli à sa femme écrite juste avant son exécution a été publiée par « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » du 17-5-1947.

DE BORTOLI Aline
Née Morin, le 15-7-1908 à Bréhard (22), épouse de Ch. De Bortoli.

Elle commença par l'aider dans la solidarité à l'Espagne Républicaine. Elle entre au P.C.F. en octobre 1939... alors qu'il vient juste d'être interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, elle

commença sa propagande par une distribution de tracts résistants du P.C.F.. en juillet 1940, tract dénonçant la trahison du gouvernement Pétain à Vichy et la collusion du vieux maréchal avec l'occupant allemand et ses chefs nazis. Avec son mari, elle s'occupera de l'hébergement de militants, dont Robert Ballanger, l'interrégional du P.C.F. pour la Bretagne ou encore Alain Le Lay, « régional » pendant quelques mois pour le Finistère.

Son mari arrêté le 28-4-1942, Aline De Bortoli doit chercher du travail et en trouve... à l'arsenal, près de la prison « allemande » de Pontaniou où est détenu son mari ! Elle effectue là des sabotages de camions allemands par coupures de pneus notamment. Elle tente de faire évader son époux et elle manquera de peu d'y réussir. Charles restera emprisonné à Pontaniou du 15 mai au 1er juillet 1942...

Après l'exécution de son mari le 28-8-1942, Aline prend la responsabilité du « Comité des Femmes Patriotes » de Brest, organisation clandestine alors composée exclusivement de femmes communistes qui en avaient pris l'initiative. Elle assure aussi dans cette période d'importantes liaisons P.C.F.-F.T.P. Elle continuera ses activités résistantes à Brest jusqu'au 9-2-1943, quand elle devra se réfugier, afin de fuir l'arrestation, dans son village d'origine. Là aussi en contact avec les F.T.P. elle effectue des liaisons entre les maquis F.T.P. de Bréhal et de Moncontour, et sera chargée de leur ravitaillement. Ceci tout en assumant ses tâches de propagandiste résistantes, diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Adjudant F.T.P. Retirée après la guerre à Lesconil.

DEMEZET Yves
Né à Scaër (ou Guiscriff) vers 1920.

Couvreur. Militant communiste et syndicaliste à Scaër. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses missions contre l'occupant. Après la guerre, va travailler dans le Morbihan. Décédé à Hennebont.

DEPARTOUT Louis Théophile
Né le 2-5-1916 à Brest. Fusillé au Mont-Valérien près de Paris le 17-9-1943.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il participe avec les communistes qui en ont pris l'initiative aux grèves patriotiques des ouvriers de l'arsenal le 25 octobre 1941, contre le massacre des otages de Châteaubriant (22-10-1941) et en décembre de la même année, contre l'exécution d'autres résistants. Il adhérera au P.C.F. clandestin le 26 mars 1942 après avoir participé aux côtés des communistes à leur sabotage de plusieurs sous-stations électriques de l'arsenal (voir L. Kerouanton). Il est un des premiers F.T.P. de la région brestoise, chef de groupe dès mai 1942. Il exécutera de nombreux sabotages et attentats. « Brûlé » à Brest, il ira dans la région de Morlaix, ensuite à Lorient. Arrêté par des policiers français, torturé, livré aux Allemands qui le torturent eux aussi et sans plus de résultat. Condamné à mort, il sera fusillé en compagnie de dix-huit autres communistes brestois.

DÉRÉDEC Yves
Né en 1914 à (Quimperlé ?).

Employé de l'Enregistrement, il adhère au P.C.F. en 1936 à Quimper. Militant communiste et syndicaliste. Participe à la Résistance dans les rangs du P.C.F. Propagandiste résistant, il diffusait les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il exécute de nombreuses missions contre l'occupant allemand. Il est arrêté en même temps que André Quiniou, son responsable F.T.P. Torturé, il résiste et est transféré à Rennes où il passe devant la « Section spéciale » – tribunal du gouvernement de Vichy – qui le condamne à sept années de prison. Livré aux Allemands qui le déportent en Allemagne. A son retour, reprend ses activités militantes. Décédé (à Quimper ?) en 1976.

DEROUT René

Cantonnier intercommunal. Il adhère au P.C.F. à Scaër en 1936 et il est un des fondateurs de la cellule qui y est créée cette année-là. Syndicaliste.

DERRIEN François
Né en 1898 à Concarneau où il décédera en 1971.

Maçon. Adhère au P.C.F. en 1921. Militant actif de la C.G.T.U., il participe à la grande grève du bâtiment de Concarneau en 1929, avec Joseph Le Coz et Dubessy, qu'il aide dans la conduite du mouvement. Par la suite, boycotté par les patrons, il s'établit artisan-maçon. Lors de l'interdiction du P.C.F. en septembre 1939 par le gouvernement Daladier, il prend part à la réorganisation du Parti dans la clandestinité à Concarneau et dans la région. Sous l'occupation allemande, il est un propagandiste résistant dès 1940, diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Il effectue les liaisons F.T.P.-P.C.F., héberge des camarades en mission, etc. Il avait été élu conseiller municipal de Concarneau en 1935.

DERRIEN Jean-Louis
De Plounéour-Ménez.

Il entre dans la Résistance aux F.T.P., maquis de Spézet. Arrêté avec d'autres camarades au restaurant Perrot, à Gourin. Emprisonné à Saint-Charles à Quimper, il réussira à s'évader et à reprendre la lutte résistante.

DERRIEN Joseph

Militant du P.C.F. dans la région de Rosporden-Quimperlé au cours des années 30. Il était déjà âgé. Syndicaliste très actif de la C.G.T.U. puis après la réunification de 1935, de la C.G.T. Probablement militant depuis le début des années 20.

DERRIEN Louis Eugène
Né à Brest le 14-2-1885, il y décède en 1932.

D'abord garçon-limonadier, devient cafetier rue Louis-Pasteur à Brest. Il commença par militer dans les syndicats puis adhéra à Brest au P.S., bien avant la guerre de 14-18. En 1920, il se prononce, avec la grande majorité des socialistes brestois et finistériens pour une ligne révolutionnaire au P.S. dont il demande le retrait de la 2e Internationale (soc. et réformiste) et son rattachement à la 3e Internationale (com.) que Lénine avait fondé en 1919.

Il participe comme délégué du Finistère au Congrès de Tours en 1920 et il en est même assesseur à la séance du 28 décembre. Membre du bureau de la section brestoise du P.S.-S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste) en 1921. Elu au Congrès départemental de 1921 trésorier-adjoint de la Fédération finistérienne. Peu après, le P.S.-S.F.I.C. prendra le nom de P.C.-(S.F.I.C.) qui lui restera jusqu'à la dissolution de l'Internationale Communiste en 1943. Il est délégué au Congrès national de Marseille du P.C. en 1921. En 1922, candidat du P.C.F. au conseil d'arrondissement. Réélu trésorier fédéral du P.C. en 1922. Il quitte le P.C. en 1923... car il entend rester franc-maçon. Il ne tarde pas à retourner dans le giron du P.S. qui s'est reconstitué au lendemain du congrès de Tours, autour des politiciens réformistes Goude, Hervagault et quelques autres à Brest. Ils récompenseront Derrien en le faisant élire conseiller municipal : ils appartenaient à la même loge maçonnique ! Derrien sera délégué à un autre Congrès de Tours du P.S., le 28e, en 1931. Il meurt l'année suivante en 1932.

DERRIEN Louis-Marie
(ou René-Louis ?). Né à La Feuillée le 3-3-1889. Décédé à Dreux (E.-et-L.) le 20-10-1955.

Cultivateur au village de Kerbargain. Membre du P.C. à La Feuillée dans les années 20. Peut-être au P.S. avant 1920. Un des pionniers des idées révolutionnaires dans cette région du Finistère.

DERRIEN Raoul Jean
Né le 22-1-1912 à Paris (14e). Décédé à Landerneau le 20-7-1980.

Ouvrier à l'arsenal, il habitait Landerneau. Il adhère à la C.G.T. dans les années 30 à l'arsenal, et au P.C.F. sous l'occupation allemande le 1-9-1941. Activité de propagandiste résistant, il diffuse les journaux et publications du P.C.F., du F.N., etc. Le 27 mars 1942, il participe au sabotage de sous-stations électriques organisé par les groupes communistes de l'arsenal de Brest. Il prend part au sabotage des pompes de pression hydraulique des « Bâtiments en fer », le 13-7-1942 à l'occasion de la Fête

nationale. En août 1942, il incendie un wagon de paille, destinée aux Allemands, en gare de Landerneau. Il effectue alors des transports de matériels de propagande résistante communiste ainsi que d'armes et d'explosifs. Il est arrêté en fin 1942 par des policiers français, transféré de prison en prison, puis à l'hôpital de Rennes (E.P.S. de la rue Jean-Macé) d'où il s'évade le 14-3-1943. Il va se « planquer » dans sa famille à Villemomble, près de Paris, faute de réussir à trouver le « contact ». Il participe ensuite aux combats pour la libération de la capitale, dans les rangs des F.F.I.

DERRIEN René-Louis
(Voir **DERRIEN Louis-Marie.**).

DERU Joseph
Né en 1894.

Maçon. Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T.U. au début des années 30 et participe aux grandes luttes sociales, notamment en 1936 dans sa région de Rosporden. Candidat du P.C.F. aux élections cantonales en 1937 à Rosporden.

DESBOIS Alexandre

Militant du P.C.F. à Quimperlé dans les années 20. Peut-être au P.S. avant le Congrès de Tours en 1920. Il est un des représentants de la section de Quimperlé du Parti communiste au Congrès départemental du P.C.F. à Quimper en 1921. Tailleur à Quimperlé.

DESROSIERS
Né vers 1910.

Ouvrier du bâtiment. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U., puis après 1935 de la C.G.T. réunifiée. Candidat (com.) à Lanmeur aux cantonales de 1937.

DEUFFIC Jean

Ouvrier du bâtiment. Sympathisant du P.C.F. (aurait été syndiqué à la C.G.T.U.). Lors des émeutes populaires d'août 1935 à Brest, en protestation contre les décrets-lois de misère de Doumergue et de Laval et à la fascisation de l'arsenal, Deuffic prit une part active à ces manifestations tumultueuses. Grièvement blessé par un garde-mobile, il décède après vingt trois jours d'agonie à l'hôpital. Il n'y avait que deux mois qu'il était à Brest pour y chercher du travail. Sa femme habitait toujours à Quimper, 66, Vieille-Route de Concarneau. Elle restera veuve avec quatre enfants, de trois ans et demi à onze ans.

D'HERVÉ François
Né à Quimper le 8-10-1876.

Couvreur. Un des pionniers du syndicalisme ouvrier dans la région de Quimper. En 1918, il était trésorier de l'U.L.-C.G.T. à Quimper. On le voit au bureau d'une réunion syndicale C.G.T.U. à Quimper en 1925. Il avait opté en 1921 lors de la scission syndicale organisée par les réformistes, pour un syndicalisme de classe. Peut-être un parent du suivant, ou la même personne.

D'HERVÉ Louis

Ouvrier du bâtiment. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. Elu secrétaire de l'U.L. de la C.G.T.U. de Quimper en 1927, restera à ce poste jusqu'en 1931. Le P.C.F. l'exclut pour « inaction » (!) en 1930, mais cette exclusion est probablement due au sectarisme des dirigeants locaux du P.C., car il semble bien que D'Hervé ait conservé l'estime de ses camarades. En 1939, il doit quitter Quimper à cause de la répression patronale et de son boycott. Il semble qu'il ait été réintégré au P.C.F. Il va alors à Coray où il a trouvé du travail. Reviendra plus tard à Quimper où il décède vers 1974.

DIGUE (Mme)

Membre du bureau du syndicat des ouvrières de la confection, surtout occupées dans notre région aux commandes militaires et très exploitées par les patrons confectionneurs. Très active durant le conflit de 14-18 en dépit des entraves mises à l'action syndicale par un état de guerre dont abuse le patronat. Au bureau du syndicat en 1918 et probablement avant et après cette date.

DILASSER Pierre
Né le 15-3 (ou 5) 1913 à Scrignac.

Faute de travail, émigre à Paris où il adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. dans le

18e arrondissement. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui, en Espagne, combattent le coup d'Etat du général Franco. Rapatrié à Saint-Cyr-L'Ecole.

DILIGEARD Jean-Louis
De Concarneau.

S'exile dans la région parisienne à la recherche de travail. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. : dans les années 30 (cheminot ?). Après la guerre vint à Bénodet et continue sa vie militante.

DIQUÉLOU François
Né le 17-8-1905 à Pont-Labbé, y meurt en 1952.

En 1926, après son service militaire, il s'en va chercher du travail à Nantes comme menuisier-charpentier et adhère au P.C.F. Arrêté pour collage d'affiches contre la guerre coloniale faite au Maroc et condamné à deux mois de prison qu'il fera à Rennes. Il gagne la région parisienne et milite au Parti et à la C.G.T.U. et ensuite à la C.G.T.réunifiée. A la veille de la guerre, en 1939, il regagne Pont-Labbé et il milite surtout sur le plan syndical. Il participe à la reconstitution dans la clandestinité du Parti après son interdiction par le gouvernement Daladier en fin 1939. Dès les premiers jours de l'occupation allemande, il est un propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Membre d'un groupe O.S. du parti dès janvier 1941. Il serait le premier résistant arrêté à Pont-Labbé. Détenu au camp de concentration de Voves (E.-et-L.) deux mois avant que d'être déporté dans un camp allemand dont il revient très malade.

DIQUÉLOU Louis
Serait né à Pont-Labbé en 1914, mort à Quimper en 1977.

Employé des P.T.T. Il adhère au P.C.F. dans la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc.

DIQUÉLOU Mathieu
Né vers 1897 à Combrit, mort à Paris vers 1960.

Il adhère au P.C.F. vers 1933, ainsi qu'à la C.G.T.U. dans la région parisienne. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. A la retraite, il quitte la région parisienne et revient à son Pays Bigouden où il continue sa vie militante. Cheminot S.N.C.F. Présenté par le P.C.F. à diverses élections.

DIQUELOU Pierre
(Louis ?). Né à Pont-Labbé le 22-8-1923.

Il adhère à la J.C. en 1938. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Il est incorporé au groupe O.S. du P.C. que dirige Guenneau et il participe dès lors à des sabotages anti-allemands, par exemple crevaison de pneus de camions, et plus tard à celui, plus important, de la bétonnière de Pont-Labbé (en avril ou mai 1942) qui alimentait les chantiers de la base sous-marine allemande de Lorient. Arrêté par des policiers français et condamné à une année de prison pour distribution de tracts.

DIQUÉLOU Suzanne
Née Le Faou en 1905 à Pont-Labbé.

Elle adhère au Parti dans la région parisienne à Sucy-en-Brie (Seine-et-Oise). Militante de la C.G.T.U. puis de la C.G.T. réunifiée. Elle prend part à de nombreux mouvement revendicatifs. Elle revient en 1933 à Pont-Labbé, sans activité militante.

DIVANAC'H Corentin
« Ar Goz » (« Le Vieux »). Né à Lesconil en 1885. Il décède après la guerre.

Un des fondateurs du P.C.F. en Pays bigouden. Il préside une réunion publique du P.C.F. en 1923. Militant du syndicat C.G.T.U. des marins-pêcheurs. En 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il distribue la presse clandestine P.C.F., du F.N., des F.T.P. Père du suivant.

DIVANAC'H Corentin
Fils du précédent. Né à Lesconil en (1908 ?).

Il adhère très jeune au P.C.F. Il avait été dans la fin des années 20 et dans les années 30 un compagnon de lutte d'Alain Signor et d'Alain Le Lay en Pays bigouden. En fin 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications et les tracts du Parti, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Officier F.T.P. Arrêté par des policiers français, torturé, livré aux juges de Pétain et par eux aux Allemands qui le fusillent en 1944.

DOLLET Evangéline
« Yvette ». Née Yvinec le 20-3-1918 à Plonéour-Ménez. Sœur d'Albert Yvinec.

Elle adhère au P.C.F. à Paris dans le 18e arrondissement en 1937. Elle était alors employée de restaurant, par la suite employée municipale. Revenue en Bretagne au début de l'occupation allemande, elle prend contact avec J.-B. Sissou en fin 1941. Elle effectue des transports de matériels de propagande, des liaisons avec les F.T.P. et avec les maquis à leur création, l'hébergement de résistants en mission. Elle prend contact à Brest avec le P.C.F. clandestin pour la préparation d'une évasion de résistants détenus à la prison allemande de Pontaniou (voir Cormault). Elle organise avec Yves Le Faou la solidarité avec les résistants incarcérés à Rennes à qui ils parviennent à faire passer des colis du Secours Populaire clandestin. Dans les F.T.P. participe à diverses actions, comme préparer les cordons de Bickfort pour l'allumage de la bombe de l'Hôtel Moderne. Plus tard, elle guidera au maquis les hommes du Bat. « Yves-Giloux », du côté de Plouigneau. Elle était responsable départementale du Secours Populaire clandestin en 1944. Milite à Brest. Epouse de Maurice Dollet.

DOLLET Maurice
Né le 4-4-1916 à Beuvry (Pas-de-Calais).

Magasinier. Il adhère au P.C.F. en 1937. Secrétaire de cellule dans le 20e arrondissement de Paris peu après, il le restera jusqu'en 1939 quand il est mobilisé. Prisonnier de guerre, il s'évade. Il prend contact avec le P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant, il diffuse la propagande résistante du Parti, du F.N., etc. Arrêté dans une rafle en 1943, il est condamné à deux mois de prison... pour fausse carte d'identité. Libéré, il gagne la Bretagne, d'abord à Callac (Côtes-du-Nord) où il est versé dans les F.T.P., puis au maquis F.T.P. de Plouigneau. Muté au Parti à Brest, il y devient membre du « triangle » de direction de l'organisation communiste brestoise en 1944. Epoux de la précédente.

DONNARD Anna
De Saint-Guénolé-Penmarc'h.

Ouvrière sardinière. Syndicaliste et communiste de Saint-Guénolé-Penmarc'h. Résistante sous l'occupation allemande : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Après la Libération, conseillère municipale (com.) de Penmarc'h.

DONNARD René

Marin-pêcheur (?). Militant communiste à Lesconil dès les années 20.

DONNARD
De Quimper.

Il adhère à la J.C. probablement sous l'occupation allemande. Il a des activités de propagandiste résistant diffusant les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Combattait dans les rangs de la Cie F.T.P. de Quimper. Tué au cours des combats pour la libération de Concarneau en août 1944.

DORNIC Albert
(père). Né en 1887 à Pont-Labbé. Mort en 1928 d'une tuberculose contractée au front durant la guerre de 14-18.

Tailleur de pierre. Il adhère au Parti dans le début des années 20 et milite à la C.G.T.U. Premier époux de Corentine Taniou.

DORNIC Albert
Fils du précédent et de Corentine Taniou. Né en 1919 à Pont-Labbé où il décède le 14-4-1974.

Adhère au P.C.F. dans la fin des années 30. En fin 1939, il participe à sa reconstitution clandestine après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C. Versé aux F.T.P. en 1942, prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Adjudant F.T.P. Après la Libération, marchand forain abandonnant le métier de mécanicien-auto qu'il exerçait avant-guerre (voir Corentine Taniou).

DRAPIER Charles
Né de « parents nordiques » (!) à St-Jean-Trolimon le 28-12-1890, décédé à Brest le 8-10-1965.

Instituteur, d'abord à Irvillac d'où il rayonne sur les routes finistériennes pour fonder des « comités de défense laïque ». Il est très opposé à l'obscurantisme clérical, encore très répandu dans le département. Mais il restera aveuglé par un anticléricalisme désuet qui lui fera pousser des cris à l'annonce de la politique « de la main tendue aux travailleurs catholiques » que prônent les communistes dès le début de 1936. Dans « L'Action Laïque du Finistère », il signe des papiers sous le pseudonyme « Le Sanglier ».

Parallèlement, il mène une activité au sein du syndicat C.G.T. confédéré (réformiste) des instituteurs et son anticommunisme se heurtera aux syndicalistes communistes ou communisants qui forment l'essentiel du syndicat C.G.T.U. des instituteurs. En 1935, il parvient à « dégommer » Huguen, un ultra-réformiste, du poste de secrétaire du syndicat de l'enseignement C.G.T.-confédéré du Finistère. Il devient peu après secrétaire du Cartel syndical « confédéré » des services publics à Brest, au printemps 1935.

Il n'aura qu'un rôle assez effacé au cours des tumultueuses manifestations ouvrières de l'été 1935, à Brest. En fait, les syndicats réformistes furent à la remorque des événements. Alors que les syndicalistes de la C.G.T.U., dont plusieurs sont communistes : A. Havez, A. Le Roy, E. Miry, etc., ont, eux, un rôle plus effectif en ces journées tragiques du déroulement desquelles cependant le cartel des services publics C.G.T.-confédéré avait cru pouvoir les écarter. Les syndicalistes C.G.T.U. s'imposèrent à la tête du mouvement au cours des manifestations et meetings, ravissant le plus souvent aux « confédérés » la direction, effective du mouvement tant à l'arsenal que dans la rue, encore que là ils furent parfois débordés, d'autant plus que le secrétaire de la cellule du P.C.F. était un provocateur policier qui sera démasqué précisément durant ces événements. Au cours de cette période, Drapier se montrera, plus que son grand ami Berthelot, un partisan convaincu de l'urgence de la réunification syndicale. Il n'hésita pas à accompagner E. Miry, communiste notoire, pour porter la contradiction, en octobre 1935, à un meeting des anarcho-syndicalistes locaux, meeting qui avait pour but de contrecarrer la réunification syndicale, sous le prétexte qu'elle était une « trahison de la lutte de classe ».

En fin 1936, Drapier s'opposera à ce que les organisations politiques de jeunes du Front Populaire (Jeunesse Communiste, Jeunesse Socialiste) soient représentées au Comité du Patronage Laïque de Recouvrance et Auberge de la Jeunesse, sous le couvert d'un « apolitisme » dénoncé comme suspect aussi bien par la J.C. que par la J.S. Dans un premier temps Drapier approuvera la politique de « Non-Intervention », installée par Léon Blum, face au drame qui commence à ravager l'Espagne en proie au putsch de Franco. Par la suite, quant il s'avérera que cette « Non-Intervention » à sens unique étrangle la République espagnole, il déclarera la regretter... mais refuse toujours de la condamner publiquement. En 1938, il approuvera sans enthousiasme les « accords » de Munich qui livrent la Tchécoslovaquie à Hitler et renforce considérablement la puissance militaire et économique de l'Allemagne. Seul en tant que parti le P.C.F.

les condamnera. Drapier polémiquera avec les militants syndicaux communistes au sein des instances syndicales à ce sujet. En 1939, avec son ami Ch. Berthelot, il convoquera à la Maison du Peuple, à Brest, au siège de l'U.D.-C.G.T., des responsables syndicaux qu'ils savent être communistes et non encore mobilisés. C'est à l'instigation de la majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T. qu'est effectuée cette « démarche » : demander aux militants syndicaux, membres du P.C.F., s'ils approuvent, ou non, la politique de leur Parti. Et si c'est « oui », alors ils doivent être déclarés « déchus » de toutes leurs responsabilités syndicales. Les dirigeants réformistes de la C.G.T. — certains finiront même ministres dans les gouvernements du fasciste Pétain — voient là une bonne occasion de se défaire des militants révolutionnaires. A Brest, deux camarades seront convoqués : Louis Rabardel et Louis Le Mignon qui répondront n'avoir de compte à rendre que devant les syndiqués qui les ont élus aux fonctions qu'ils occupent. Ils soulignent que la décision de la majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T., au nom de laquelle Ch. Berthelot et Drapier agissent, est prise en violation formelle des statuts des organisations syndicales. Ils déclarent que devant les travailleurs ils sont prêts à s'expliquer sur leur soutien à la politique de l'Union Soviétique et à en donner les raisons hautement patriotiques et sur leur complet accord avec la politique de leur Parti. Ils soulignent aussi que la décision que doivent prendre C. Berthelot et Drapier en les excluant de leurs responsabilités est dans le droit-fil de la politique de la bourgeoisie française qui vient de mettre hors-la-loi le P.C.F. et d'interdire sa presse ainsi qu'un certain nombre de journaux syndicaux et d'organisations populaires (il y aura 160 sections syndicales d'entreprises d'interdites !). Ils disent leur indignation qu'une telle politique de répression puisse être faite grâce à l'appui qu'obtient le gouvernement Daladier d'une coalition de fait qui va des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Ni Berthelot, ni Drapier ne s'attendaient à une telle fermeté chez ces militants. Ils en sont si frappés qu'ils renoncent à convoquer d'autres syndicalistes communistes ou sympathisants. Ceux-ci seront dès lors « déchus » directement par leur direction nationale de syndicat amputée de leurs militants communistes ou sympathisants.

Pendant ce temps, l'activité syndicale est tombée à zéro, tandis que le gouvernement Daladier, fort de l'appui socialiste détruit une à une les conquêtes sociales de 1936 et que le patronat, profitant de la situation, prend sa revanche sur 1936. Les réformistes ont exclu les militants révolutionnaires de la C.G.T. partout où ils avaient des responsabilités mais dans le même temps ils ne font rien pour combattre la destruction systématique de l'acquis des luttes ouvrières remis en cause. Les syndicats, privés de beaucoup de leurs militants par la mobilisation, sont paralysés.

Le gouvernement Pétain limogera Drapier de son poste d'instituteur.

En 1941, un émissaire de la « Charte du Travail » de Pétain était venu à Brest, Drapier est avec C. Berthelot et F. Prigent, les trois hommes qui restent de l'ancien bureau de l'U.D.-C.G.T., réunifiée en 1935 et de nouveau brisée en fin de 1939. Tous trois, à l'initiative de François Prigent, se mettent d'accord pour faire lanterner l'envoyé spécial pétainiste qui n'arrivera pas à ses fins. A la Libération, C. Drapier sera toujours président du Patronage laïque de Recouvrance, mais n'aura plus désormais de rôle syndical ou politique dans le mouvement ouvrier.

DRAVALEN François
Né le 27-6-1880 à Ploemeur (Mor.), décédé à Brest le 20-8-1922.

Militant révolutionnaire brestois dont de nombreux documents montrent le rôle important dans le mouvement ouvrier brestois et finistérien, auquel il s'efforça d'inculquer un esprit de lutte de classe. Il fut contre tout réformisme. Il aurait été docker avant la guerre de 14-18. Il est secrétaire du syndicat du port en 1912 et secrétaire adjoint de l'Union Régionale des syndicats du Finistère, constituée l'année précédente.

Dravalen avait été gagné jeune au mouvement révolutionnaire, avant 1900. D'abord, il est séduit par les idées anarchistes, car lui répugnent les méthodes et le

réformisme des dirigeants socialistes qui lui apparaissent comme des politiciens divisés qui s'opposent. Dravalen condamne dès avant 1914, leur absence d'esprit de classe, leur arrivisme. Il fustige l'élimination systématique des ouvriers des postes-clefs du Parti socialiste, à Brest comme ailleurs. Des enseignants, surtout, des petits cadres de l'arsenal, des commerçants, des fonctionnaires d'administrations diverses y monopolisent les postes décisifs de responsabilités. Le puissant mouvement populaire au début du siècle à Brest et qui valut à la ville le surnom de « Brest-la-Rouge » fut « récupéré » par des politiciens de gauche aux fins de leurs carrières politiques personnelles. Il pensa alors que l'anarcho-syndicalisme était le seul mainteneur de la lutte de classe et qu'il n'y avait pas de véritable Parti ouvrier. A la fin de la guerre de 14-18, il dénoncera les silences de Victor Pengam, l'anti-militariste à tous crins d'avant 1914, le « super-révolutionnaire », qui, la guerre arrivée, a choisi non la lutte pour la paix... mais les campagnes anti-alcooliques, alors moins risquées que le courage révolutionnaire.

Ouvrier de l'arsenal — ajusteur-mécanicien — après avoir été au front et en être revenu, blessé, pourvu d'une maigre pension et réformé. Le 2 décembre 1917, il est réélu secrétaire de l'Union Départementale C.G.T., malgré une forte opposition des réformistes qui savent que Dravalen n'est pas homme à se laisser aller à l'« Union Sacrée » avec la bourgeoisie. Déjà, en novembre 1917, il fait adopter par le congrès de l'U.D.-C.G.T., en dépit de leur vive opposition une motion réclamant la tenue d'un congrès national de la C.G.T., ce que la majorité réformiste de la direction C.G.T. ne voulait pas. Les Jouhaux et compagnie préféreraient à un congrès national avec des délégués élus à la base, une conférence nationale composée pour l'essentiel d'hommes en place et qui préfèrent être là qu'au front et la conférence nationale n'a statutairement que des pouvoirs limités.

On apprend alors en cette année 1917, les mutineries de soldats dans les tranchées et leur répression par le haut-commandement français. On apprend aussi la Révolution russe qui a éclaté à Pétrograd en novembre. L'année suivante, Dravalen mène la grève des ouvriers de l'arsenal de Brest (avril-mai 1918), il sera alors licencié de l'arsenal. Il entre alors comme mécanicien ajusteur à l'hospice, dont le receveur, Henri Nardon, le frère de Léon est, contrairement à ce dernier, un révolutionnaire de ses amis.

Dravalen va réfléchir, et profondément, sur la Révolution russe qu'il est un des premiers à Brest à bien comprendre, elle va plus loin que la Révolution bourgeoise de 1789. Il réfléchit aux leçons à tirer de l'attitude des diverses composantes du mouvement ouvrier français durant cette première guerre mondiale. Si le P.S. a sombré dans toutes ses instances nationales, départementales et le plus souvent aussi, locales dans la collaboration de classes avec la bourgoisie au cours de la guerre à part certains militants, le mouvement anarcho-libertaire lui, fut singulièrement inefficace, balotté avec ses militants les plus en vue qui ne se conduisent pas mieux que les leaders et parlementaires socialistes. Chez les socialistes, du moins y eut-il dans notre département cependant des militants qui tirent des conclusions voisines des siennes (Rospars, A. Duot, Jéquel, J. Autret, Le Treïs, Brizec, etc.). Pour eux, comme pour Dravalen, la Révolution russe aura été le révélateur.

Dravalen abandonne le mouvement libertaire et l'anarcho-syndicalisme, impuissants et devient admirateur et défenseur des « bolchéviks », ces communistes russes, qui eux au moins FONT la révolution, et il en vante l'exemple encore qu'il ne sache que peu de choses de la politique de Lénine et qu'il en ignore les thèses. Mais il en a saisi l'essentiel : son caractère de classe contre la bourgoisie. Dès lors, il se rencontre avec des militants, socialistes ceux-là, qui veulent aussi retrouver la voie réolutionnaire. Dès 1919, Dravalen va militer pour la création en France d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire. La création par Lénine en mars 1919 de l'Internationale Communiste (ou 3e Internationale) lui en confirme la possibilité.

En 1919-1920, tout en défendant ces idées politiques, il devient le premier permanent de l'U.D.-C.G.T. du Finistère et,

avec une énergie que la maladie n'affaiblit pas, il procède à la réorganisation syndicale dans le département en dépit de toutes les difficultés inhérentes à cette période d'immédiate après guerre, alors que reviennent en masse les démobilisés de retour à la vie civile et à la production... et quelques fois directement au chômage. Quand éclatent les émeutes qui bouleversent Brest en 1919, il est au côté des marins révoltés contre les lenteurs de la démobilisation.

Mais en 1920, l'état de santé de Dravalen le contraint à abandonner sa fonction de secrétaire départemental de l'U.D.-C.G.T. du Finistère. Le Congrès départemental désigne pour le remplacer un libertaire, Le Bris. En 1921, sous l'influence de Dravalen, Brizec, Rospars, Duot, J. Autret et de quelques autres, le bureau de l'U.D.-C.G.T. tout entier opte pour une ligne révolutionnaire dans le grand débat qui, à l'échelle de la France, divise et passionne le monde syndical et tout le mouvement ouvrier. Le Bris lui-même, pourtant un réformiste convaincu, fera bien quelques réserves, mais n'osera pas aller contre le courant, tant cela est conforme à ce que veut la majorité des adhérents et cela dans la presque totalité des syndicats finistériens rattachés à la C.G.T. Au Congrès départemental de 1921, le manœuvrier Le Bris qui a entrepris des tractations occultes avec les dirigeants nationaux réformistes de la C.G.T. suit leur conseil : affecter de se joindre au courant, puis avec l'aide de deux autres réformistes « forts en gueule », Guena et Gourmelon, des libertaires, le contrecarrer. Ils trouvent à l'arsenal un partenaire en la personne de Charles Berthelot. Sur le plan politique, d'autres tractations occultes et des rencontres avec des franc-maçons leur assurent l'apui discret de Goude, Hervagault, Litalien, Chatel, F. Le Goïc, etc.

Goude, le député socialiste de Brest, a décidé de refuser les décisions du Congrès de Tours du P.S. qui a voté l'entrée du P.S. à la 3e Internationale. N'avait-il pas, avec Le Goïc, de Douarnenez, et Chatel, le maire socialiste de Morlaix, formé AVANT le Congrès de Tours de décembre 1920 un comité destiné à lutter contre les idées de la 3e Internationale (com.) et à organiser une scission en cas où le congrès voterait l'adhésion à cette Internationale. Le 29 janvier 1921, Guena, Le Bris, Gourmelon tiennent un congrès C.G.T. dissident à Morlaix où le maire, Chatel, leur fournit une salle municipale, le couvert et d'autres facilités aux frais des contribuables morlaisiens.

Un réformiste de la direction nationale de la C.G.T. vient y participer. Il convient de préciser que la direction de la C.G.T. à cette époque était encore celle qui tout au long de la guerre avait suivi la politique d' « Union sacrée ». Ainsi est formée à Morlaix une Union locale C.G.T. réformiste qui s'oppose d'emblée à l'Union locale C.G.T. existante et qui, sous la direction de Brizec, continue dans la ligne révolutionnaire et deviendra la C.G.T.U. A leur Congrès départemental C.G.T. « confédérée » (comme on dira dès lors), Le Bris et ses amis avoueront publiquement qu'en cachette des syndiqués, ils avaient eu des tractations secrètes avec les dirigeants nationaux réformistes alors même que dans le département ils multipliaient les déclarations révolutionnaires du haut des tribunes et aux sorties d'usines. Ainsi alors que la majorité des syndiqués C.G.T. du Finistère optaient pour un syndicalisme de classe, Le Bris et consorts préparaient la scission syndicale aggravant la division du mouvement ouvrier en organisant une Union départementale de syndicats ayant aussi le sigle C.G.T., mais réformistes.

Dravalen, malade, participa comme il put à ces grandes luttes au sein du mouvement ouvrier. Il le paya d'une brusque aggravation de son état de santé. Dans ces combats, Dravalen avait adhéré au P.C.F. à la création duquel il avait œuvré depuis 1919 au sein du « Comité provisoire pour la 3e Internationale ». Au début de 1922, la maladie le cloue au lit. Il ne cesse pas pour autant de dénoncer la collusion des réformistes politiques et syndicaux qui se retrouvent si souvent au sein de la même loge maçonnique. Dravalen meurt en 1922. A ses obsèques, assisteront plusieurs centaines de militants ouvriers, drapeaux rouges et drapeaux noirs en tête. « L'Internationale » est chantée autour de sa tombe à sa demande expresse dans ses dernières volontés. Ainsi quittait les siens celui qui avait été

un des plus ardents militants ouvriers brestois du début du siècle. C'est un socialiste de gauche, Messager, qui l'aimait beaucoup et qui, adjoint au maire et homme intègre, tiendra à signer sur le registre de l'état-civil l'acte de décès de Dravalen.

DROGOU Guy
Né le 29-10-1922 à Lambézellec. Décédé en juin 1984 à Plouarzel.

Il adhère au P.C.F. en 1940, sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. En octobre et décembre 1941, il participe à l'organisation des grèves des ouvriers de l'arsenal, décidées par le P.C.F. clandestin pour protester contre les exécutions de patriotes par les Allemands. C'est alors qu'il devient responsable du « triangle » de direction des J.C. à Brest. Il participe aussi aux activités de sabotages de la machine de guerre allemande, notamme en mars 1942, au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal de Brest. Il aide le Secours Populaire clandestin. Réfractaire aux réquisitions des travailleurs pour le S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) instauré par Pétain pour procurer de la main-d'œuvre à bon compte à l'Allemagne, il s'échappe et est recherché par la brigade anticommuniste de Rennes. Il devient un des organisateurs du maquis de Coat-Meal (F.). Il prend part aux combats pour la libération de Brest. Il épousera une résistante, Eliane Goasguen, qu'il avait connue à ce maquis.

DROGOU Théodore
dit « Théo ». Né le 17-6-1906 à Bohars.

Il adhère au P.C.F. en 1936 à Brest. Ouvrier de l'arsenal. En fin 1939, il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Collages d'affiches clandestines, inscriptions à la peinture sur les murs, etc. Il prend part à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal de Brest en octobre et décembre 1941, décidées par le P.C.F. clandestin pour protester contre les exécutions de résistants par les Allemands. Il prend part aux sabotages organisés à l'arsenal et notamment à ceux de sous-stations électriques (27-3-1942). Versé en mai 1942 aux F.T.P. qui viennent d'être créés par le P.C.F. et qui succèdent à son « O.S. », il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté en octobre 1942 par des policiers français, livré par des juges pétainistes aux Allemands après avoir été détenu dans différentes prisons (Brest, Rennes, Fougères). Déporté en Allemagne.

DRU Francis

Militant communiste de la région de Berrien. Il est en septembre 1941 dans la Résistance avec Armel Coant. Propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. En 1942, versé dans les F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Chef de détachement F.T.P.

DUBESSY François
Né le 17-10-1889 à Concarneau où il décèdera en 1933.

Menuisier à Beuzec-Conq (Concarneau). Un des militants politiques et syndicalistes les plus importants du Sud-Finistère dans les années 20 et 30. Il avait fait la guerre de 14-18 avec un grand courage. Blessé, titulaire de trois citations. Démobilisé, il se lance dans l'action révolutionnaire, se rallie aux thèses de l'Internationale Communiste et rejoint le P.C.F. qui, dans le département, s'organise à partir de la majorité des adhérents du P.S. ayant voté pour son rattachement à cette Internationale au terme d'un long débat passionné. Dubessy adhère à la C.G.T.U. dès sa création en 1922 : elle va rassembler les partisans d'un syndicalisme de classe. Il fonde avec Alphonse Duot et Jean Rospars la section communiste de Concarneau. De 1923 à 1927, secrétaire du syndicat C.G.T.U. du Bâtiment à Concarneau. Il participe aux côtés de Joseph Le Coz à la direction de la grande grève du bâtiment de Concarneau. Il est élu au Comité fédéral (départemental) du P.C.F. au Congrès de Quimper le 13-1-1924. En fin 1924, il est secrétaire de la sec-

tion communiste de Concarneau. Après les législatives de 1924, il est à nouveau en 1925 candidat du Bloc Ouvrier et Paysan (com.) aux élections cantonales. Dubessy prend alors une part vigoureuse à la campagne contre la guerre colonialiste au Maroc. En juillet 1925, cela lui vaut d'être condamné à trois ans de prison – par défaut – pour collages d'affiches dénonçant cette entreprise colonialiste. Il avait été inculpé le mois précédent – en juin – d'incitation de militaires à la désobéissance et perquisitionné. En juillet 1927, le premier jugement par défaut confirmé est assorti d'une amende de 100 F. Candidat à Quimper pour les législatives de 1928, il doit quitter sa prison pour mener sa campagne électorale et il obtint ce droit. Entre temps, en 1926, il avait reçu notification de sa médaille militaire. Il retourna les papiers à signer sans y apposer son paraphe. Sa libération de prison donna lieu, à Concarneau en mars 1928, à un meeting enthousiaste au cours duquel le socialiste Lharidon, politicien médiocre, viendra apporter... sa contradiction ! Il avait refusé – ce Lharidon – de donner son appui aux campagnes menées pour la libération du militant emprisonné : il était lui, le secrétaire de la section socialiste, *partisan* de cette guerre coloniale !

En 1929, les cellules communistes de Beuzec-Conq et de Concarneau, à l'initiative de Dubessy, écrivent à la section socialiste concarnoise pour lui proposer une réunion destinée à organiser l'unité d'action pour les municipales. Refus très sec des socialistes qui, menés par Lharidon, préfèrent pêcher des voix à droite (février 1929). On est alors dans une grève du bâtiment très dure à Concarneau. En avril de la même année, autre grève importante à Concarneau, marquée par le caractère particulièrement odieux de la répression, notamment contre les jeunes travailleurs : une fillette de 12 ans (douze), apprentie – déjà – est arrêtée et menée *enchaînée* en prison ! Deux jeunes filles furent amenées *à pied* de Concarneau à Quimper, *enchaînées* aux chevaux des gendarmes qui les conduisaient ! Les socialistes vont perdre la municipalité au profit des communistes. Dubessy ne va pas tarder à entrer en conflit avec Guéguin, qui devenu maire (com.) de Concarneau, se rebelle souvent contre la section communiste. Dubessy, secrétaire de section, tient ferme. Il ne pourra le faire longtemps, Guéguin réussissant à lui faire enlever cette responsabilité. Dubessy aura une réaction de colère : il se présentera seul contre la liste du Parti aux municipales à Beuzec-Conq, en 1929, et il est élu ! Il meurt en 1933 toujours très estimé des ouvriers et marins-pêcheurs de la région.

DUBREUIL

Métallo. Un des créateurs du syndicalisme à Douarnenez. « En janvier 1905, sous l'impulsion de Jequel, ouvrier menuisier et de Dubreuil, métallo, se constitua à Douarnenez un syndicat du bâtiment qui groupa bientôt 257 adhérents », écrit G.-M. Thomas dans un ouvrage.

DUCROC Jeannette

Elle commence à travailler avant la guerre de 39-45 à la Maison Tiercelet à Brest et prit très vite sa première carte syndicale C.G.T., c'était en 1930. Elle travailla ensuite pour l'arsenal. Elle quittera Brest pour Paris où elle est à l'origine de la création du syndicat de la confection dans l'usine où elle travaille. De retour à Brest après la guerre, elle crée à nouveau une section syndicale à la « Manufacture Brestoise » avant que d'entrer en 1970 à l'Union Mutualiste, rue Y.-Collet à Brest, où elle continue son activité militante syndicale. En juin 1980, reçoit la Médaille d'Honneur de la C.G.T. pour ses 50 ans de militantisme syndical.

DUFRICHE Marcel
Né le 16-10-1911 à Monaco.

Il adhère au P.C.F. en 1934, alors qu'il est déjà un militant actif du syndicat des douanes C.G.T.-confédérée, dont il fut successivement secrétaire de section à Charleville, puis à Rouen. En 1935, il est secrétaire de l'U.L.-C.G.T. confédérée (jusqu'à la réunification) de Dieppe. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste. En décembre 1943, il est désigné à la direction politique de l'interrégion

de Bretagne du P.C.F. clandestin (la Bretagne, plus les départements de la Manche, le Maine-et-Loir et la Mayenne). Il sera arrêté peu après sur délation d'un nommé Le Roux, en février 1944.

En Bretagne, Dufriche n'avait eu le temps que de prendre le contact avec les responsables départementaux, lors d'une première tournée.

Dans le Finistère, il avait rencontré Trellu chez ses parents à Quéménéven. Les F.T.P. étaient – et de loin – la plus grande organisation de résistance dans le Finistère et fort bien dirigés par les militants communistes. Dufriche sera déporté en Allemagne le 28-6-1944. Il parvient à s'évader du train peu après le départ de Rennes et il rejoint la direction du P.C.F. qui l'envoie dans l'Est. Après la Libération, il se consacre surtout au mouvement syndical. De 1944 à 1950, il est le secrétaire de Benoît Frachon. Membre de la C.A. de la C.G.T. Il reste collaborateur du Bureau confédéral C.G.T. jusqu'en 1965. Membre du C.C. du P.C.F. de 1950 à 1964. Il est ensuite maire de Montreuil-sous-Bois (93) jusqu'en 1983.

DUGAY Auguste
De Penmarc'h.

Célibataire. Membre du P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts clandestins du Parti, du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il combat dans les rangs de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Tombé aux mains de l'ennemi au cours d'un engagement. Les soldats allemands l'emmènent à Saint-Brieuc, et là fusillent leur prisonnier le 12-5-1944.

DUIGOU Jean-Louis
Né à Quimper le 25-10-1895.

Menuisier et militant syndicaliste au lendemain de la guerre de 14-18. Il est alors membre du bureau de l'U.L.-C.G.T. de Quimper et trésorier de sa section syndicale du bâtiment. Il tâtera plus tard à la politique et se fera élire conseiller municipal de Quimper sous l'étiquette radicale-socialiste.

DUIGOU Jeanne
Veuve Tallec. Née à Scaër.

Elle tenait un café à Douarnenez où se faisaient les réunions du P.C.F. et de la J.C. Dès les débuts de l'occupation, elle héberge des militants résistants en mission (notamment le « Père Georges » (Venise Gosnat) et « Monique » (Simone Bastien). Un membre du P.C. qui habitait à l'étage au dessus de son café, Henri Stéphan, servait aussi de liaison clandestine entre Mme Tallec et les clandestins.

DUMONT
(Le capitaine). Il adhère au P.C.F. à Morlaix en 1931 ou 32. Ancien capitaine du Génie à la retraite. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant et assure divers commandements. Arrêté en juin 1944, la Libération lui ouvre, juste à temps les portes de la prison... Meurt à Morlaix dans les années 50.

DUOT Alphonse
(Père). Né le 5-9-1874 à Concarneau, y meurt le 4-12-1964.

Marin-pêcheur. Une des figures les plus remarquables du mouvement ouvrier finistérien. Il est élu en 1905 membre du conseil de la coopérative des patrons-pêcheurs de Concarneau et le reste jusqu'en 1938 ! Il en sera le président de 1947 à 1957. Et aussi président de la Fédération des Coopératives Maritimes de 1947 à 1957, puis président honoraire.

Il avait été – avant la guerre de 14-18 – un des pionniers du socialisme dans la région concarnoise. Il est élu le 9-1-1911, deuxième adjoint au maire socialiste de Concarneau et premier adjoint en 1912. Du 15-9-1918 au 20-12-1919, il fait fonction de maire. Mais à l'élection suivante, il ne sera pas réélu. Il s'était alors vigoureusement opposé à la politique « d'Union sacrée » avec la bourgeoisie que les dirigeants nationaux du P.S. avaient prônée tout au long de la guerre. Il appartenait alors à la tendance du P.S. qui proposait de renouer des liens avec tous les partis socialistes de TOUS les pays engagés dans la tuerie pour

mettre fin à la guerre. Cette politique, marquée par la tenue des conférences de Kienthal et de Zimmerwald, en Suisse, est également prônée dans le Finistère par des militants nombreux et actifs : Jean Autret, L. Brizec, Jequel, Le Treïs, J. Ropars, etc. auxquels s'opposent les Goude, Chatel, Le Goïc, Hervagault, Masson, etc. A l'annonce de la création en mars 1919 de la 3e Internationale (com.) par Lénine et les bolchéviks, Duot deviendra un des premiers partisans finistériens du retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc. et réf. « l'Internationale Ouvrière ») et de son rattachement à la 3e Internationale.

Au Congrès départemental de janvier 1920, en pleine hystérie antisoviétique consécutive à l'intervention des grandes puissances capitalistes, dont la France, contre la jeune République des Soviets et après la révolte des marins français de la Mer Noire, une motion favorable au rattachement du P.S. à l'Internationale Communiste est présentée par A. Duot, vigoureusement soutenu par ses camarades de tendance. Elle totalise 93 mandats contre 99 à une motion réformiste du dirigeant national Paul Faure. C'est ce vote qui inquiéta tant les Goude, Chatel et Le Goïc, qu'il les incita à former un groupe occulte destiné à organiser l'opposition par tous les moyens à un éventuel rattachement du P.S. à la nouvelle Internationale, et à préparer la scission du P.S. si le Congrès national se prononçait dans ce sens. A la veille du Congrès de Tours (décembre 1920), se réunit un nouveau congrès départemental du Finistère du P.S. Cette fois, la motion en faveur du rattachement à la 3e Internationale recueille les deux tiers des voix. Le Congrès de Tours se prononcera dans le même sens. Les sections socialistes du Finistère remplacent le sigle S.F.I.O. (section française de l'Internationale Ouvrière) par le S.F.I.C. (section française de l'Internationale Communiste) à la suite de P.S. Mais Goude et consorts n'ont pas désarmé et leur comité anti-3e Internationale est très actif. Partout il suscite des oppositions aux décisions du Congrès de Tours.

Duot s'enorgueillissait d'avoir été un des 294 signataires de la motion Cachin-Froissart qui, votée, faisait du P.S. un parti S.F.I.C. Les manœuvres de Goude et de ses amis aboutiront à la scission de sections locales, et des sections réformistes se recréent avec les minoritaires qui se refusent à appliquer les résolutions votées au Congrès national. Mais la section socialiste S.F.I.O. deviendra bientôt section communiste S.F.I.C. à Concarneau comme ailleurs. Non sans que Goude y ait tenté une ultime manœuvre dilatoire proposant l'attentisme afin, affirma-t-il, de maintenir l'unité du Parti. Et dans un premier temps, Duot, Rospars, Dubessy furent les seuls à demander le changement immédiat de sigle. Mais cet attentisme cédera vite sous les coups de boutoir de ces trois hommes, aux arguments politiques solides... et la section socialiste devint ainsi S.F.I.C. Alors les réformistes concarnois la quittèrent pour reconstruire une autre section socialiste S.F.I.O. celle-là. La scission était consommée sur le plan local comme sur le plan départemental et national.

Alphonse Duot sera un des plus remarquables militants de la section communiste concarnoise. Le P.C.F. le présente en 1922 aux cantonales de mai, puis en 1935 aux municipales. Elu, il deviendra premier ou deuxième adjoint au maire (com.) P. Guéguin.

Sur le plan syndical, Alphonse Duot (père) est responsable du syndicat des marins-pêcheurs C.G.T., puis après la scission syndicale, C.G.T.U. et le restera jusqu'à la réunification de 1935. Déjà en 1921, Duot avait représenté ses camarades marins-pêcheurs au Congrès départemental de la C.G.T. à Morlaix. Il y avait défendu avec fougue les positions d'un syndicalisme de classe, comme Dravalen, J. Autret, J. Rospars, Brizec, etc. contre les dérobades ou les oppositions ouvertes de Le Bris, Guéna, Gourmelon (qu'il ne faut pas confondre avec le communiste Paul Gourmelon). Peu après la scission, le syndicat des marins-pêcheurs opta pour la révolutionnaire C.G.T.U. L'autorité morale de A. Duot chez les marins-pêcheurs dépassait les limites du quartier maritime de Concarneau et de la profession.

En 1939, en application d'un mandat antistatutaire de la majorité réformiste de la direction nationale de la C.G.T., il est déclaré « déchu » de ses responsabilités syndicales sans que les syndiqués aient été consultés, ni même le bureau de la section syndicale ! A la mairie, Guéguin ne tarde pas à être mobilisé et Duot fait fonction de maire jusqu'en octobre 1939 quand il est déclaré « déchu » de son mandat municipal par le gouvernement Daladier qui interdit le P.C.F. A. Duot (père) participera, comme son fils, à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité, dans le secteur de Concarneau avec J. Rospars, R. Lijour, Berthou, etc.

En dépit de son âge, il sera un propagandiste résistant actif dès 1940, diffusant la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Peu avant la Libération, il sera désigné comme président du Comité local de Libération. Celle-ci venue, il sera maire de Concarneau dans la délégation spéciale installée le 3 septembre 1944. Cependant, il ne sera pas réélu aux municipales du 18-5-1945. Meurt en 1964.

DUOT Alphonse (fils)
Tailleur d'habits. Né en 1903 à Concarneau où il décède le 29-10-82.

Il adhère aux J.C. en 1924 et en 1935 au Parti à Concarneau. Actif militant comme son père. En 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Il participe à la création des F.T.P. à Concarneau et prend part aux actions contre l'occupant. En 1943, il est désigné comme responsable du P.C.F. clandestin pour la région concarnoise. Il participe à la création des « Milices Patriotiques » du secteur qui auront un rôle important dans la Libération de Concarneau. Membre du Comité clandestin de Libération, dont sont père est président, il y représente le P.C.F. Dès la Libération, secrétaire de la section communiste de Concarneau. Membre du comité fédéral du Finistère du P.C.F. durant de nombreuses années.

DUPART André
Né le 21-11-1905 à Bellet (Belley, dans l'Ain ?).

Ouvrier de l'arsenal de Brest de 1933 à 1935. Muté à l'arsenal de Toulon à cette époque. Militant de la C.G.T.U. et du P.C.F. Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du P.C.F. clandestin. Arrêté, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne où il meurt.

DUPERRIER Albert Adolphe
Né le 12-3-1888 à Paris (VIIe).

Employé des P.T.T. Militant communiste et syndicaliste dans la région parisienne, il rejoint la Bretagne à la retraite, sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, diffusant les publications clandestines du Parti, du F.N., des F.T.P., etc. Il est arrêté le 12-6-1944, par les Allemands sur la dénonciation d'une « collaboratrice horizontale ». Il serait mort en août 1944, probablement le 7, sans que soient connus le lieu et les circonstances.

DURAND Jean Louis
Dit « Chichantic ».

Militant du P.C.F. au cours des années 20 et de la C.G.T.U. des marins-pêcheurs, dans le pays bigouden, à Lesconil. Continue son militantisme dans les années 30 en dépit d'un âge avancé.

DURAND Laurent
Dit « Laurès ».

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U., puis de la C.G.T. réunifiée des marins-pêcheurs à Lesconil, dans les années 20 et 30.

DURAND Lucien
Né en 1923 à Lesconil.

Il adhère à la J.C. en 1941 sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il tombe aux mains de l'ennemi au cours d'un accrochage. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à « La Torche » en Penmarc'h et là le fusillent.

DURAND Maurice
Dit « Molis ». Né en 1887 (à Lesconil ?).

Il adhère au P.C.F. en 1921, sitôt la création de la cellule de Lesconil après le congrès de Tours. Il milite aussi au syndicat C.G.T.U., puis C.G.T. des marins-pêcheurs. Continue son activité militante clandestinement après l'interdiction du P.C.F. en 1939. Sous l'occupation allemande, il diffuse les publications résistantes du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Il meurt à 93 ans, le 25-4-1980 à Lesconil où il était le doyen du P.C.F.

FALHUN ou FALC'HUN Joseph
De Créac'h-Avel en Cléder.

Combattant F.T.P. de la Cie de Morlaix du bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Il participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande clandestine, tracts, journaux, etc. A l'issue d'un engagement, il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à Cléder pour le fusiller peu après, le 8-8-1944.

EDERN
Syndicaliste brestois.

Membre du bureau de l'U.D. C.G.T. confédérée au début des années 30. Il prend une part active à la réunification des deux C.G.T. au congrès de Morlaix en décembre 1935. Responsable départemental de la Caisse d'Assurances Sociales « Le Travail ». Il eut à lutter contre les intrigues des réformistes dans les syndicats vers la fin des années 30 en raison notamment de ses positions unitaires.

EGRETAUD Marcel
Né en 1911, mort à Paris en mars 1976.

Professeur de lettres. Il adhère au P.C.F. en 1930, alors qu'il est étudiant à l'Ecole Normale Supérieure de St-Cloud. Muté dans le Finistère, il enseigne au lycée de Quimperlé et il y devient secrétaire de la section communiste à sa création en 1936. Mobilisé en 1939, il rejoint à sa démobilisation la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin. Muté au F.N. (créé à l'initiative du P.C.F.), il en est de 1942 à 1944, responsable dans l'Hérault. A la Libération, il est sous-préfet de Villefranche-de-Rouergue. De 1947 à 1958, conseiller de l'Union Française. De 1958 à sa retraite en 1973, il enseigne, et milite, au lycée Arago à Paris. Collaborateur du C.C. du P.C.F., il était un spécialiste écouté des problèmes d'Afrique du Nord. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « Réalités de la Nation algérienne », sorti en pleine guerre d'Algérie, et « L'Orient Soviétique ».

ELIÈS voir HELIÈS

FAOU Emile
Né le 5-4-1910 à Plouhinec, décédé en 1983 à Lesconil
Ebéniste. Il adhère au syndicat du bâtiment C.G.T.U. en 1928 et prend part à sa première grève en 1929 à Quimper. Cette année-là, il adhère au P.C.F. et devient un diffuseur régulier de l'hebdomadaire régional du Parti « La République Ouvrière et Paysanne » dont il vend 50 exemplaires chaque semaine à Quimper, à la criée, dans les rues. Il devient trésorier de la cellule de Quimper et reste très actif en dépit d'une tuberculose avancée. Il avait connu une enfance très dure : sa mère était restée veuve avec huit enfants, à 38 ans. Et à cette époque, il n'y avait pas de lois sociales. Deux enfants étaient morts en bas âge avant son veuvage, elle réussit à sauver les huit autres. Ouvrière d'usine de 1916 à 1942. Emile Faou, réformé de l'armée, va rester deux années en sanatorium. Mais son état de santé s'aggravera encore une fois et le contraindra à l'inactivité professionnelle et militante de 1937 à 1941. En 1941, il trouve un emploi de bureau au « Ravitaillement » à Quimper. C'était en juillet et il peut avoir tout de suite le « contact » avec le P.C.F. clandestin par Jean Bernard qui y travaille aussi. Son état de santé continuant à s'améliorer, E. Faou peut accepter de devenir le responsable du F.N. pour Quimper, puis il passe au « triangle » de la direction de l'organisation communiste clandestine quimpéroise, de 1942 à 1944. Il assure alors des liaisons avec Paris et le service de renseignements des F.T.P. Sous-lieutenant au bât. F.T.P. « La Tour d'Auvergne », il participe à de nombreuses actions contre l'occupant, sabotages, attentats, etc. Puis il combat avec son unité dans la presqu'île de Crozon. Après la Libération, il est trésorier fédéral du Finistère du P.C.F. de 1944 à 1948, membre du Bureau fédéral. En octobre 1948, il est nommé inspecteur des ventes du quotidien fondé par le P.C.F., « Ouest-Matin », à Rennes. Emile Faou a été de nombreuses fois candidat du Parti, en 1947, dans le canton de Bannalec, et il est battu de quelques voix. Conseiller municipal de Plobannalec de 1967 à 1972. Milite à Lesconil jusqu'à sa mort. Frère de Jacques Faou.

FAOU Ernest
Militant du P.C.F. en pays bigouden dans les années 30. Né à Lesconil vers 1910.

Marin-pêcheur. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à diverses opérations contre l'occupant et notamment à la récupération d'armes en mer.

FAOU Gabriel
Né vers 1905 à Lesconil où il adhère à la cellule communiste dans les années 20.

Continue son activité militante, très longtemps.

FAOU Jacques
Frère d'Emile. Né à Plouhinec en 1906.

Militant très actif de la cellule de Quimper dans les années 20 et 30. Il eut une enfance très dure (voir la biographie de son frère Emile). Il meurt de tuberculose en 1930, à Quimper. Les camarades lui firent des obsèques solennelles avec des drapeaux du P.C.F., fait rare à l'époque en Bretagne et bien que pour accéder au vœu de sa mère, le corps de Jacques Faou fut passé par l'église, ce à quoi ses camarades décidèrent de ne pas s'opposer bien que l'athéisme de Jacques Faou fut profond. Les drapeaux rouges suivirent donc le convoi derrière le prêtre.

FAOU Jean
Né vers 1917 à Pont-l'Abbé, mort vers 1950.

Ouvrier peintre. Il adhère aux J.C. en 1936 et milite au cercle de Pont-l'Abbé. Mobilisé en 1939, démobilisé, et de retour au pays bigouden en 1942, de suite, il prend contact avec le P.C.F. clandestin. Activités de propagandiste résistant, diffusion des journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Arrêté en fin 1942 par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent à Buchenwald. Il en reviendra en 1945, très malade.

FAOU Julien
Né à Lesconil en 1903.

Marin-pêcheur. Il adhère à la cellule communiste de Lesconil au début des années 20. En 1939, il participe à la restructuration du Parti dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé dans les F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. A l'issue de l'une d'elles, il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené par des soldats allemands à « La Torche », en Penmarc'h, où ils le fusillent le 23-6-1944.

FAUCHEUR Jean
Né vers 1910 dans la région de Morlaix.

Il adhère au P.C.F. en 1933 et devient un peu plus tard trésorier de la cellule morlaisienne.

FAUDEUIL Yves
Né en 1908.

Ouvrier plombier. Militant communiste de Morlaix. Présenté par le P.C.F. à l'élection de conseiller d'arrondissement en 1937, canton de Lannilis.

FAUJOUR
Du Relecq-Kerhuon.

Militant du P.C.F. auquel il adhère au temps du Front Populaire. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc.

FÉON Jean-Louis
Né le 4-10-1914 à Châteauneuf-du-Faou.

Employé communal. Il entre dans la Résistance aux F.T.P., maquis de Spézet-Saint-Goazec, et commence ses actions contre l'occupant le 1-4-1944. Arrêté le 4-5-1944, il parvient à s'échapper de la caserne de La Pépinière, à Paris le 11-5-1944... et rejoint Saint-Goazec pour reprendre sa place au maquis, sous les ordres du lieutenant Mendrès. Démobilisé de la Résistance le 30-9-1944.

FÉREC ou **FIREC**

Il adhère au P.C.F. au Pont-de-Buis en 1938. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse la presse clandestine du Parti. Versé aux F.T.P. en fin 1942 – ou peut-être début 1943 – il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant dans la région du Pont-de-Buis - Quimerc'h - Châteaulin.

FÉREC Louis
Né le 3-5-1920 à Morlaix.

Cheminot. Il entre au P.C.F. clandestin en 1940 sous l'occupation allemande, dans le groupe Teuroc-Berger au dépôt S.N.C.F. de Brest. Propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il est chargé plus tard d'une activité de liaison par chemin de fer. Trois fois par semaine, il amène courrier, journaux, tracts chez Jeanne Goasguen-Cariou, 8, cité Kerigonan à Brest, la responsable du « triangle » qui dirige l'organisation communiste brestoise clandestine, et cela jusqu'à l'arrestation de Jeanne Cariou en avril 1942. Férec exécutera aussi des transports d'explosifs, d'armes, entre Brest et Nantes, ou vers Quimper et même Bordeaux. Il est arrêté à la suite d'une de ces actions par des policiers français et livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne.

FILY Hippolyte
Né en 1907. Décédé à Audierne en 1984.

Militant du P.C.F. dans la région d'Audierne.

FILY Simone
Née Quélennec en 1908.

Militante du P.C.F. dans la région d'Audierne.

FINOT Paul
Né vers 1908 (au Pont-de-Buis ?).

Ingénieur des Ponts et Chaussées. Sous l'occupation allemande, en 1942, il prend contact avec Alba alors responsable du F.N. pour la région de Châteaulin. Propagandiste résistant du F.N. Un peu plus tard, il deviendra responsable du secteur F.N. Versé aux F.T.P., il prend part aux combats dans la région d'Audierne. Devient le chef de la Cie « Hoche » des F.T.P. qu'il mène aux combats, notamment à Lesven en 1944. Sympathisant du P.C.F., il en diffusait la propagande clandestine. Meurt d'un cancer vers 1975 au Pont-de-Buis.

Les frères FLOCH
De « Croaz-Nevez », en Quéménéven.

Les deux frères sont les organisateurs de groupes F.T.P. à Quéménéven, après avoir pris l'initiative d'un comité anti-allemand parmi les paysans de la région. L'un des deux frères sera arrêté et fusillé. L'autre sera arrêté à son tour un peu plus tard et mourra en déportation en Allemagne. Tous deux étaient membres du P.C.F. ou sympathisants très proches. Ils en diffusaient la presse clandestine, les tracts, etc. Après leur disparition, leur groupe F.T.P. sera affecté au commandement du lieutenant F.T.P. Charlès, de Châteaulin.

FLOCHLAY
(Voir LE FLOCHLAY).

FLORCH Marcel
Né le 25-11-1922 à Douarnenez.

Tente de rejoindre les Forces Françaises Navales Libres. Ramené de force en Afrique du Nord, il est condamné à Casablanca pour avoir pris l'initiative d'un mouvement parmi les marins en faveur de la France Libre.

En mars 1942, de retour à Douarnenez, il prend contact avec la Résistance par René Le Gouill du F.N. Diffusion de tracts qu'il reçoit de Mme Tallec, du Stancou, ou d'André Quiniou, de Quimper. Il rejoint la zone non-occupée porteur de tracts et revient à Quimper après le sabordage de la flotte française à Toulon. Retour à Douarnenez, il reprend ses activités résistantes. Arrêté à Paris comme réfractaire au S.T.O. en juillet 1943, il s'évade et retourne en Bretagne (octobre 1943). En 1944, il participe à l'organisation des F.T.P. dans la région douarneniste avec Jean Moreau et P. Cabellic. Chef de la Cie « Kléber », il prend part à de nombreuses opérations. Grièvement blessé au cours de l'une d'elles. Après la Libération va vivre en Corse, après avoir été correspondant de « Ouest-Matin » pour la région douarneniste.

FOLGALVEZ Yvonne
Née Guéguen en 1906. Décédée en septembre 1981.

Militante communiste de Locquirec. Elle était à sa mort première adjointe au maire de cette commune. Présidente de l'Amicale laïque. Après sa mort, un bâtiment scolaire a reçu son nom.

FOUILLOUX E.-R.

Militant de la cellule de Morlaix du P.C.F., il est en 1927 le secrétaire du comité de défense des chômeurs morlaisiens. Il sera exclu du Parti pour « indignité personnelle » des rangs du P.C.F. (motif le plus souvent invoqué pour désigner l'« éthylisme »). Fouilloux se signalait de plus par un anticléricalisme virulent, maintes fois désavoué par sa cellule. Il avait travaillé à la Manufacture des Tabacs de Morlaix.

FOULON Charles
Né le 19-8-1912 à Marseille.

Ecolier à Brest et boursier, il peut faire des études qui le mènent à l'agrégation. Professeur au Lycée de Brest de 1933 à 1941. Ensuite professeur à Rennes. Ch. Foulon a occupé après la guerre différents postes dans l'enseignement en Haute-Bretagne. Il était entré au P.S. en 1934, secrétaire des J.S. de 1935 à 1940. Secrétaire fédéral du Finistère des J.S. de 1936 à 1940. Membre depuis 1937 du Comité national mixte des J.S. il avait fondé dix-sept groupes de J.S. dans le Finistère. Egalement militant actif du P.S. à Brest et dans le département. Militant de la Ligue des Droits de l'Homme dont il sera un temps le trésorier départemental.

Membre du Parti socialiste quand celui-ci sera reconstitué sous l'occupation allemande, en attendant il avait été résistant dans les rangs de « Libération-Nord », puis au Front National Universitaire. Incarcéré à Angers et à Fresnes en 1942, puis libéré faute de preuves et d'aveux, il retourne alors dans le Finistère, devient agent de Libé-Nord, au maquis de Scrignac où sa future femme était infirmière. Secrétaire du Comité départemental de Libération d'Ille-et-Vilaine (1943-1945), puis président de ce comité ; secrétaire de la Commission « Défense de la République » aux Etats-Généraux de la Renaissance Française en 1945. Secrétaire à la propagande du P.S. en Ille-et-Vilaine en 1945-1947, de graves divergences le séparent alors de la direction nationale de ce parti. Il est un des membres fondateurs du Mouvement Socialiste Unitaire et Démocratique, puis du (premier) Parti Socialiste Unitaire (ne pas confondre avec celui, plus tardif, de Rocard), 1948-1960. Secrétaire fédéral d'Ille-et-Vilaine de ce P.S.U... il quitte ce P.S.U. en 1969. Membre, puis président de la section malouine de la Ligue des Droits de l'Homme.

Activité syndicale à la C.G.T. à Brest (1935-1940), suspendu huit jours pour avoir fait grève le 30-11-1938. Plus tard à la F.E.N.-C.G.T., puis à la F.E.N.

Autres activités : secrétaire international de la Société Internationale Arturienne (1948-1966), secrétaire général puis président national de la Société Internationale Arturienne en France (1974). Secrétaire international depuis 1975. Auteur d'une thèse sur « l'Œuvre de Jean Borel » (P.U.F.-1958). Il écrivit de nombreux articles. Charles Foulon fut dans les années 30, alors qu'il militait, à Brest un des plus unitaires de tous les militants socialistes brestois et finistériens. A de nombreuses reprises, il intervint pour une union plus étroite des J.S. et des J.C., pour le respect du pro-

gramme du Front Populaire par les gouvernements Blum et Chautemps, pour l'union dans la lutte antifasciste, pour les revendications sociales, pour la paix. Il œuvra pour un Front Populaire solide et efficace. Il se fit estimer des militants ouvriers du département qui eurent à le connaître.

FRAU E.

Militant communiste de Carhaix dans les années 20 et 30. Il sera un temps au moins en 1925-1926 correspondant et diffuseur de l'hebdomadaire régional du P.C.F. « La Bretagne Communiste ». Il y écrit de nombreux articles sur la région carhaisienne. Militant de la C.G.T.U.

FRIANT Yves
Né à Douarnenez le 5-11-1906.

Artiste peintre. Résistant F.T.P. où il devint chef de section. Incorporé du 1-9-1943 au 6-9-1944.

FURIC
Né le 13-10-1888 à Névez.

Marin-pêcheur. Un des militants du P.C.F. les plus en vue dans le Sud-Finistère au cours des années 20. Lors d'une réunion publique du Parti, il fut agressé par un groupe d'énergumènes que menait l'hôtelier Jacob, Furic doit alors se défendre contre ces forcenés et il veut porter plainte ayant été victime d'une agression caractérisée devant de nombreux témoins. On lui refuse l'enregistrement de sa plainte, mais le juge d'instruction retient celle des assaillants lesquels se plaignent des coups reçus de leur victime alors qu'il ne faisait que se défendre. Et Furic sera condamné à quinze jours de prison par le Tribunal de Quimperlé en décembre 1925 ! L'affaire sera portée devant les travailleurs par le P.C.F., la C.G.T.U. et servira à dénoncer le caractère de classe de la justice bourgeoise. Candidat du P.C. aux législatives de 1928 à Quimperlé. Quitte le P.C.F. au début des années 30.

FURIC Yves
Né (à Concarneau ?), y décède en 1975.

Peu après la première Guerre mondiale, il était allé chercher du travail dans la région parisienne. Il y adhère au P.C.F. et à la C.G.T.U. Employé à la R.A.T.P. Elu conseiller municipal (com.) d'une localité de la banlieue parisienne. En fin 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. qui venait d'être interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les publications et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Peu après la Libération, il part à la retraite et revient à Concarneau, continue son activité militante.

GAC Pierre
Du bourg de Carnoët.

Résistant de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P. Sympathisant du P.C.F. il en diffusait la propagande résistante. Il participa à de nombreuses actions contre l'occupant, c'est au cours de l'une d'elles qu'il est tué au combat le 11 (ou le 17)-6-1944.

GAC Pierre
Né à Camaret en 1921 ou 22.

Instituteur à Bolazec. Sous l'occupation allemande, il rejoint les F.T.P. et combat à Bolazec, Scrignac, Ploumarc'h. Réfractaire au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire, fondé par Pétain pour fournir de la main-d'œuvre à bon compte à la machine de guerre allemande), il rejoint la Cie « Yves-Giloux » à Ploumarc'h le 6-6-1944 et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Une fois, il prit la parole dans un bal champêtre clandestin et tous les jeunes hommes présents passèrent aux F.T.P. (9-6-1944). Rendez-vous fut pris pour le lendemain, mais ce jour-là Pierre Gac (ou Le Gac) devait tomber dans un accrochage contre des soldats allemands. Très sympathisant du P.C.F. il en diffusait les journaux et tracts clandestins ainsi que ceux du F.N. et de la J.C.

GAONAC'H François Yves
Né le 26-2-1901 à Briec.

Il avait adhéré au P.C.F. en 1922 ou 23, alors qu'il était instituteur à Lennon, près de Pleyben. Il devient secrétaire de « rayon » (section) du P.C.F. à Carhaix.

Le Congrès départemental du Parti, à Quimper, en janvier 1924, l'élit au Comité fédéral du Finistère. En novembre 1925, il est condamné à quatre mois de prison pour avoir dénoncé la guerre coloniale faite au Maroc au cours de réunions électorales. Emprisonné le 10-9-1926, ses condamnations ajoutées lui feront faire huit mois de prison. Une grande campagne de solidarité se développe alors dans le Finistère, pour le soutien « aux emprisonnés de la guerre du Maroc » (Théo Kerdraon, Dubessy, Gaonac'h, Le Rest et les autres). Des socialistes de gauche, Messager, Goasdoué, appuient cette solidarité, participant même à des réunions publiques, provoquant ainsi la colère des socialistes « droitiers » à Brest, Carhaix, Quimper, Morlaix... Libéré, Gaonac'h va participer à des tournées de propagande, à des réunions électorales. En 1924, il avait déjà soutenu la campagne de Le Flanchec et de Jourdy (com.) après la mort du maire communiste de Douarnenez, Velly.

Gaonac'h sera candidat aux législatives du 22-4-1928 à Quimper (1re cir.) où il obtint 2 291 voix. Le Congrès du 3-3-1928 du Parti l'élit secrétaire du Comité départemental. Il sera l'un des signataires de « l'Appel du Congrès départemental pour les 1 000 adhérents au P.C. dans le Finistère ». Licencié de l'enseignement à la suite de ses condamnations politiques, il est installé à la gérance d'une librairie populaire à Quimper, rue Jean-Jaurès, et qui dépend de la « C.G.T.U.-Instituteurs ». Mais c'est un piètre gérant et les trotzkistes du syndicat en profitent pour accabler Gaonac'h, homme à l'intégrité reconnue, alors que la pénétration policière était évidente chez les trotzkistes. Gaonac'h prend très mal la chose et se livre dès lors à une critique systématique de toutes les organisations ouvrières... y compris le P.C.F. ! Il finit par se faire exclure du Parti le 22-9-1929, sans que son honnêteté soit mise en cause. Son exclusion du syndicat suivra peu après. Alain Signor – qui estime Gaonac'h – prendra sa succession à la direction départementale du Parti au début de 1930, avant que de devenir le secrétaire régional (Finistère-Morbihan) en 1934. Dans le mouvement syndical, Gaonac'h eut une certaine activité, membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper en 1927-1928 après avoir été l'adjoint de Tillon au secrétariat régional de la C.G.T.U. en 1924-25. Gaonac'h a écrit une étude sur la commune de Lennon dans les années 20. Il a aussi écrit un article sur la naissance du Parti dans le Finistère et ses premières années.

GAONAC'H Jean
(Originaire de Scaër ?).

Ouvrier du Bâtiment. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. dans les années 30 à Quimper.

GAOUYER Lucien
Né à Ploujean vers 1916.

Couvreur. Il adhère à la J.C. à Morlaix en 1934 et au P.C.F. en 1936. Actif militant syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. après la réunification de 1935 dont il fut un des artisans. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Tué dans un accident de la route survenu vers 1952 près de Ploujean.

GARREC André
Né le 30-12-1922 à Brest.

Tôlier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en 1942 sous l'occupation allemande. Versé aux F.T.P. peu après, il participe à de nombreuses actions contre l'occupant : sabotages, attentats. Il réussit à échapper à l'arrestation dans la même affaire que Le Reste, en décembre 1943. Il passe alors sous les ordres de Marcel Boucher (groupe « Giloux »), puis, à sa formation, au Bat. « Yves-Giloux ». Il est tué au combat en compagnie de Marcel Boucher, et de Guy Raoul le 4-2-1944 dans une carrière où ils s'étaient réfugiés et retranchés et où ils combattirent jusqu'à la mort contre un très important détachement de l'école de Landerneau de la Feldgendarmerie prévenue de la présence de ce groupe de résistants par Mme X..., la maîtresse d'un soldat allemand. Selon Bloc'h-Florette, ce combat aurait eu lieu à La Palue, en Guipavas. Cette épisode est l'un des plus glorieux et des plus tragiques qu'aient connus les communistes et les F.T.P. dans le Finistère.

GARREC Noël
Né vers 1903 (à Quimper ?).

Milite dans les rangs du P.C.F. Commerçant. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Il aura des responsabilités dirigeantes dans le P.C.F. clandestin à Quimper. Décédé à Quimper dans les années 60.

GARREC Pierre
Ne le 3-8-1902 à Pont-Labbé. Mort au camp de concentration de Neuengamme le 30-4-1945.

Chef de bureau à la mairie de Quimper. Sympathisant du P.C.F. avec l'organisation clandestine duquel il entre en contact dès le début de l'occupation allemande. Il diffuse la propagande résistante du Parti, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Par la suite, il fournira en faux papiers les militants communistes, puis à leur création, les F.T.P. Il donne alors son adhésion au P.C.F. Incarcéré le 22-1-1944, après les arrestations du restaurant « La Tour d'Auvergne », un hôtel de Quimper. Livré aux Allemands par les policiers et les juges français de Pétain.

GARREC

Militant syndicaliste quimpérois du bâtiment. Il sera membre durant de nombreuses années du bureau du syndicat du bâtiment de Quimper dont il est le trésorier élu en 1918.

GARRIGOU Albert

Militant communiste et syndicaliste brestois. Candidat aux élections législatives à Brest (2e cir.) en 1928. Il recueille 223 voix.

GAUTHIER
Né en 1862 à Concarneau, il y décède le 27-12-1923.

Ouvrier couvreur. Militant révolutionnaire de longue date. Il travailla longtemps à Quimper. En 1920 à la suite d'une grève difficile, boycotté par les patrons, il dut retourner près de sa famille à Concarneau. Il avait participé à la naissance du P.C.F. dont il fut un des fondateurs. A sa mort en 1923, il était le doyen des syndiqués C.G.T.U. à Concarneau, et probablement le plus vieux et le plus ancien syndiqué du département si l'on se refère à l'émouvante nécrologie qu'écrivit Dubessy à l'occasion du décès de ce militant très respecté.

GAUTHIER

Cheminot de Morlaix. Militant C.G.T.U. Il s'oppose en décembre 1931 et janvier 1932, en compagnie de Le Guen et de Nédellec, secrétaire de la section C.G.T.U. des cheminots, à la fusion de celle-ci au sein de la section « confédérée » – sous prétexte d'unité à la base – mais en réalité tactique pour liquider une section C.G.T.U. fort active et entraîner la majorité des cheminots sur la voie du syndicalisme réformiste. Abusés, un certain nombre de syndiqués C.G.T.U. tomberont dans le piège malgré les avertissements de Gauthier, Le Guen et Nédellec. Mais la plupart vont retourner bientôt à la section C.G.T.U. des cheminots que ces militants décidés et fermes ont remise debout. Très active, cette section C.G.T.U. va devenir majoritaire parmi les cheminots de Morlaix, et son influence la plus importante. Gauthier sera ensuite en 1935 un artisan efficace de la reconstitution de l'unité syndicale entre les deux centrales « confédérée » (réformiste) et « unitaire », mais cette fois sur des bases de luttes de classe. Père de Pierre Gauthier. Il a probablement participé à la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin dont son fils fut un valeureux combattant.

GAUTHIER Joseph

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses missions contre l'occupant. Il est arrêté (à Brest ?) le 1er mai 1943 et incarcéré à la prison allemande de Pontaniou. Il s'en évadera avec six autres détenus, dont Hénaff et Jean Nicolas en fin mai 1943. Il reprend le combat de la Résistance dans les rangs du P.C.F. et des F.T.P. en Ille-et-Vilaine où il n'est pas connu de la police. Il y sera arrêté de nouveau par des policiers français. Les juges de Pétain le livreront aux Allemands qui le fusilleront à Saint-Jacques-de-la-Lande le 31-6-1944.

GAUTHIER Pierre
Né le 18-4-1925 à Morlaix. Fils du cheminot Gauthier.

Il adhère à la J.C. sous l'occupation allemande fin 1942 ou début 1943. Propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux », il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Son dossier indique « Mort en France » sans plus de précision. Il semblerait que ce soit au cours d'un engagement contre un groupe de soldats allemands qu'il ait été tué.

GAUTRON Pierre
Né le 25-2-1915 à Brest.

Aide-chaudronnier. Il participe aux luttes de la C.G.T.U. contre les décrets-lois de Doumergue et de Laval, « décrets-lois de misère », ainsi qu'aux manifestations revendicatives de Brest en 1934 et 1935. C'est alors qu'il était mêlé à une altercation avec un militaire, le sergent A..., de « tendance fasciste » disent les journaux de l'époque qui le nomment, qu'il sera tué. Le sergent sera acquitté. Au procès, on fit état d'un rapport de police fabriqué pour salir cet ouvrier et entraîner l'acquittement du militaire.

GAVOIS Jacques
Né en 1922 dans la région parisienne (à Argenteuil ?).

Sympathisant ou membre du P.C.F. clandestin, il en diffuse la propagande résistante sous l'occupation allemande, journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N. On ignore les conditions de sa venue en Bretagne où il sera versé aux F.T.P. Il tombe aux mains de l'ennemi lors d'un accrochage contre une unité de la Wehrmacht. Il est emmené au « Poulguen », en Penmarc'h, où les soldats allemands fusillent leur prisonnier (avril ou mai 1944).

GEFFROY Etienne
Né à Ploujean vers 1902.

Cordonnier. Il adhère au P.C.F. en 1934. Militant très actif. Sous l'occupation allemande, il est un propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Son infirmité – il était bossu – l'empêcha de se livrer personnellement à des opérations contre l'occupant. Meurt peu après la Libération.

GEFFROY « Hélène »
Née vers 1920 dans le Nord-Finistère.

Elle participe à la Résistance dans les rangs des F.T.P. où elle fut l'agent de liaison de Pierre Le Foll.

GERBET Louis

Militant communiste à Quimperlé. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération, continue son activité militante. Elu conseiller municipal de Quimperlé.

GESTIN

Responsable départemental des J.C. du Finistère en 1924 et 25 (au moins). Il participe au Congrès national des J.C. comme délégué de la 10e Entente des J.C. dont il est le dirigeant et qui englobe le Finistère.

En 1926, Gestin est l'un des rédacteurs du tract J.C. « Aux Paysans » distribué dans le Finistère-Sud. Appel fraternel « un des premiers aspects de la main tendue aux catholiques » en dira Alain Signor dans ses « Souvenirs d'un Militant ». Il semble bien que Gestin ait été de Pont-Labbé ou des environs.

GILOUX Yves Jean
Né le 15-12-1921.

F.T.P. qui a laissé une réputation exceptionnelle de courage. Il adhère au P.C.F. clandestin à Brest en 1941. Propagandiste résistant, il diffuse la presse du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé en 1942 aux F.T.P., il en devient rapidement chef de groupe. Il prendra part à un grand nombre

d'actions contre l'occupant : attentats, sabotages, attaques à main armée, etc. Citons entre autres l'attentat contre l'Hôtel Moderne, siège de la Kreiskommandantur de Brest. il dépose une bombe sur le rebord d'une fenêtre à cinq mètres seulement d'une sentinelle allemande de garde. Et aussi l'attentat contre le cinéma Eden, réservé aux militaires allemands et à leurs petites « amies » et qui causa de nombreux morts et blessés parmi ces militaires et leurs « petites alliées ». Les services ambulanciers allemands s'occupèrent seulement de leurs morts et blessés, et c'est seulement lorsqu'ils eurent terminé que les services français purent s'occuper de leurs « amies » blessées. Giloux devenu officier des F.T.P., vit son activité s'étendre à tout le Finistère et il eut des commandements importants. Le jour même de son arrestation à Nantes (tout de suite après l'attentat contre le cinéma « Eden »), le 1er janvier 1943, il était désigné au poste de « départemental » F.T.P. Abominablement torturé par les policiers français, livré ensuite par les juges de Pétain aux Allemands, il est torturé à nouveau. Condamné à mort par le tribunal militaire allemand le 28-8-1943, il sera exécuté en même temps que dix-huit autres communistes brestois le 17-9-1943 au Mont-Valérien, près de Paris.

GIRE Pierre
Né à Saint-Saviol (Vienne) le 3-11-1868. Mort à Concarneau en 1937.

Il vécut longtemps à Paris où il milita d'abord dans les rangs du P.S. avant la guerre de 14-18, dès sa fondation. En 1919 et 1920, il milite pour le retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc.) et son rattachement à la 3e Internationale (com.). Il participera à la création du P.C.F. Il vient en 1927 à Concarneau et reste un temps sans activité politique jusqu'en 1935 quand il réadhère au Parti. Il n'avait jamais cessé cependant son militantisme au syndicat C.G.T.U. des gaziers. Il est élu au conseil municipal de Concarneau en 1935.

GLERAN Pierre
De La Forêt-Fouesnant.

Employé des P.T.T. Il adhère au P.C.F. au début des années 20. Il milite aussi au syndicat C.G.T.U. et après la réunification syndicale de 1935 à la C.G.T. Candidat aux élections cantonales de 1937, il manque de peu d'être élu. En 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P. Il héberge de nombreux résistants en mission. Militant actif après la Libération.

GLOAGUEN Catherine
Née Brélivet le 3-10-1877 à Pouldavid. Décédée en 1959.

Ardente militante, elle joua un rôle important dans le mouvement revendicatif des ouvrières des conserveries douarnenistes. Elle participa notamment à l'organisation et à la direction de leur grève de 1924, grève de femmes travailleuses qui eut un grand retentissement dans toute la France. A la suite de ce mouvement, elle fut boycottée par les patrons. Alors, la municipalité communiste lui fournit un emploi à la cantine municipale. En 1927, c'est en raison de son activité à la tête des femmes grévistes qu'elle sera choisie pour faire partie de la délégation française qui doit se rendre en Union Soviétique pour la célébration du 10e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Elle ne peut obtenir un passeport à Douarnenez même, en raison de la haine que lui vouait le commissaire de police. Elle se rendit à Paris pour trouver un moyen discret de partir en bateau sans passeport, pour l'U.R.S.S. Elle resta absente deux mois, dont quatre à cinq semaines en Union Soviétique. Elle y rencontra Staline, Kalinine et fut photographiée aux côtés de Nadiejda Kroupskaïa, la veuve de Lénine. Et aussi en compagnie d'ouvriers d'une miroiterie qu'elle avait visitée. Elle vit avec émotion le tombeau de Lénine, visita Moscou, Léningrad, Bakou... et rapporta un important album de photos de l'Union Soviétique. Elle eut un entretien avec Staline et elle se souvenait encore, bien plus tard, qu'il lui avait dit qu' « il aurait toujours aidé la France ». A son retour d'U.R.S.S., Catherine Gloaguen participe à des réunions de propagande dans le Finistère où elle relate son voyage, sans fard, avec beaucoup d'émotion et de simplicité. Mais sa situation à Douarnenez se dégrade, elle ne peut supporter l'autoritarisme et les manières dont le maire « communiste » Le Flanchec traite son personnel municipal, dit-elle. Elle décide alors, quoiqu'il lui en coûte beaucoup, de s'exiler à Paris. Elle a d'ailleurs perdu son emploi municipal et le boycott des patrons ne lui laisse pas d'autre choix. A Paris, elle trouve, grâce à des compatriotes membres du parti, du travail et un très modeste logement. Elle reprend ses activités militantes. La guerre arrive et l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier. Alors, elle participe à la restructuration du Parti dans la clandestinité. Sous l'occupation allemande, en dépit de son âge, elle est une très active propagandiste résistante, diffusant la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Après la Libération, elle reprend modestement ses occupations et pour vivre tient un étal de crêpière près de la gare Montparnasse. Elle décède à Paris en 1959. A noter qu'elle s'adressait en breton aux ouvrières des sardineries douarnenistes.

GLOAGUEN Louis
Né le 3-4-1893 à St-Jean-Trolimon.

Commis de perception. Militant du P.S. avant la guerre de 14-18, il y avait adhéré très jeune. En 1920, il milite pour le retrait du P.S. de la IIe Internationale (réf.) et pour son rattachement à la IIIe (com.) fondée en 1919. Il milite dans la région de Carhaix (ou Scaër) un certain temps, puis vient à Pont-l'Abbé dans le cours des années 20 et y continue ses activités. Décédé.

GLOARENNEC François
Né en 1893 (à Scrignac ?).

Tailleur de pierre, puis cultivateur. Il adhère au P.C.F. sous le Front Populaire. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les tracts et publications clandestines du Parti, du F.N. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Meurt à Morlaix le 22 janvier 1967.

GLOARENNEC Yves
Fils du précédent. Né à Scrignac le 15-2-1921.

Adhère à la J.C. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il propage les tracts et les journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région de Scrignac. Meurt au Huelgoat le 17 mars 1975.

GOALEC Jérôme
Né le 5-3-1903 à Bannalec.

Militant communiste et de la C.G.T., il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains espagnols. Blessé au combat.

GOANVIC Pierre
Né à Beuzec-Conq en 1908.

Il adhère au P.C.F. à Concarneau en 1935. Ouvrier chauffagiste. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

GOAPPER François
« Fanch ». Né à Scaër en 1918, y décède en mai 1979.

Ouvrier carrier, il adhère à la J.C. clandestine en 1942, sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Déjà il avait été blessé dans les rangs de l'armée française en combattant l'invasion allemande en 1940. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération, il devint employé communal et il a une grande activité syndicaliste à la tête de la section C.G.T. des communaux de Scaër. Goapper avait été un champion cycliste. Il aurait même participé au Tour de France cycliste. Fondateur du « Vélo-Sport Scaërois ».

GOARANT
Militant socialiste à Brest avant la guerre de 1914-1918.

En 1920, il milite pour le retrait du P.S. de la IIe Internationale (réf.) et son rattachement à la IIIe (com.) fondée en mars

1919. Délégué du Finistère au Congrès National de Tours en fin 1920 et il est un des 294 signataires de la motion Cachin. Après la scission provoquée par les réformistes qui refusent les décisions du Congrès de Tours, Goarant joue un rôle important dans le jeune P.C.F. à Brest. Il est élu membre du bureau de la section brestoise en 1921, réélu au moins en 1922. C'était aussi un ardent militant syndicaliste.

GOARANT Anna
Epouse de Jean Goarant

Membre du P.C.F., elle aide beaucoup son mari dans ses tâches militantes. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. A la fin de sa vie, pour subsister, elle continuait à tenir un très modeste débit de boissons à Rosporden. Décédée en juin 1982.

GOARANT Jean
Né en 1903 à (Rosporden ?)

Artisan galochier. Il est un des organisateurs du P.C.F. à Rosporden, en 1924 avec Jean Coroller. Ce sera toujours un militant très actif. Il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit en septembre 1939 par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines et les tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

Le Parti lui confie, en juin 1941, la responsabilité de créer et d'animer le F.N. à Rosporden, (Front National dont il avait pris l'initiative le mois précédent). Goarant est versé aux F.T.P. en 1942 et il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il devient lieutenant des F.T.P. Tué au combat, en août 1944, à la tête de son unité lors de la Libération de Rosporden. Ardent sportif, coureur à pied, plusieurs fois champion de Bretagne. Il a été un des responsables d'une importante société sportive locale, l'A.S.R.

GOASDOUÉ Claude
Né vers 1860 à Plouescat

Son nom a été donné à une rue de Lambézellec. Père de Joseph Goasdoué. Un des premiers militants socialistes brestois. Il était expert agricole. Il fut élu une première fois conseiller municipal de Lambézellec en 1889. Réélu, il fut nommé premier adjoint au maire. Il fut aussi conseiller général du deuxième canton de Brest et conseiller d'arrondissement.

GOASDOUÉ Joseph
Né à Lambézellec le 5-5-1887, décédé à Brest en juillet 1977

Fils de Claude. Ce militant socialiste joua un rôle important à Brest où il se fera remarquer par ses tendances unitaires au sein du mouvement ouvrier. Au début de ses activités militantes socialistes, il verse dans un anticléricalisme qui le suivra toute sa vie et qui l'empêchera de comprendre la politique de « la main tendue aux travailleurs catholiques » que dès le début de 1936, dans une optique d'Union Populaire, lance le P.C.F. Si ses tendances réformistes l'empêchèrent d'aller plus loin dans des voies qu'il commençait à emprunter parfois, du moins ce ne fut jamais par carriérisme. Honnête homme, les communistes le respectèrent même au plus vif de leurs affrontements. Goasdoué sera maintes fois candidat du P.S. En octobre 1928, il est élu au Conseil d'arrondissement de Brest, mais battu en 1934. Après l'affaire Goude qui secouera tout le P.S. dans le département, plus particulièrement à Brest, il devient secrétaire adjoint de la section brestoise (1931) après avoir été l'année précédente un des artisans, avec Messager, de sa renaissance. Il eut alors de rudes joutes oratoires avec le député « socialiste » Goude.

Goasdoué va professer des idées unitaires. En novembre 1934, il démontre devant l'assemblée générale des sections socialistes brestoises que la tactique du « Front Commun » pratiquée avec les communistes dans le premier canton de Brest à l'occasion d'une élection partielle a été payante. Il fait adopter un ordre du jour où les sections socialistes « enregistrent avec satisfaction, en accord avec la grosse majorité du Parti, la fin des luttes fraticides entre socialistes et communistes et les rapports fraternels féconds pour le bon combat contre le danger commun : le fascime, la dictature, la guerre ». Sur son insistance, la section du P.S. obtient que le P.C. et la C.G.T.U. soient admis au Comité antifaciste de Brest, alors que les réformistes droitiers à la Goude et Olivier Kerjean ainsi que les libertaires veulent les maintenir à l'écart.

Il remplacera Le Meur comme secrétaire de la section socialiste après les événements d'août 1935 à Brest au cours desquels le P.S. n'était absolument pas apparu et aussi parce que, lui Goasdoué, est déjà un vif partisan du Front Populaire. Il a été très impressionné par le « Serment du 14 Juillet 1935 » prêté par la foule parisienne lors d'une grande manifestation où les deux cortèges socialiste et communiste s'étaient fondus en un seul. Or, les autres notables socialistes locaux, eux, renâclent devant cette perspective.

Une manœuvre politicienne à laquelle Le Meur va se prêter fera que l'union des sections socialistes de Brest et la région lui préférera Jean-Louis Rolland, à une faible majorité cependant, comme candidat des socialistes aux élections législatives de 1936 — pour être élu au siège de Goude.

Goasdoué, ballotté entre sa soumission à la direction nationale du P.S. et certaines de ses aspirations, ne saura, ni ne voudra s'opposer à la politique de la sociale-démocratie européenne — incarnée par Léon Blum et dite de « non-intervention » en Espagne, politique qui aboutira à l'étranglement de la République Espagnole. Pas plus qu'il ne condamnera les accords de Munich, signés par Daladier, Chamberlain et Hitler — accords qui renforcent considérablement l'impérialisme allemand sous la houlette d'un dictateur qui exprime brutalement sa volonté d'hégémonie. Ce « Diktat » de Munich, tous les socialistes vont l'approuver avec un « lâche soulagement » comme le dira Léon Blum.

Sur la fin du « Front Populaire » Goasdoué est, dans son parti, harcelé sur sa droite par des anticommunistes les plus virulents, et sur sa gauche par quelques socialistes unitaires, comme Foulon. Le 14 Juillet 1939, il refusera de défiler avec les communistes, comme prévu, dans la manifestation qui devenait traditionnelle du « 14 Juillet » à l'occasion de la Fête Nationale et dont c'est justement le 150e anniversaire. C'est sur les instances de Ch. Berthelot qui trouve qu'il y a trop peu de monde, « qu'on va être ridicule », qu'il ne défilera pas à ce qui va être la dernière manifestation du Front Populaire à Brest, elle en sonne le glas (v. Rabardel). La manifestation aura lieu quand même et tout au long du parcours, du Petit-Paris à la Place Wilson, se joindront à elle des centaines de personnes derrière les drapeaux de la plupart des syndicats, du P.C., de la J.C.

Goasdoué refusera, en août et dans les mois suivants, de se « laisser englober dans la vague anticommuniste » et antisoviétique dans laquelle plonge, avec délices, la quasi-totalité des adhérents des sections socialistes brestoises, qui approuveront, sans hésitation (comme tout le P.S., de la base au sommet), l'interdiction de la presse communiste, l'« Humanité », « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » et celle du Parti communiste lui-même comme celle de « La Vie Ouvrière », organe de la C.G.T. et la dissolution d'un nombre considérable de sections syndicales. Les arrestations, les astreintes à des interdictions de séjours, etc. (il y a des milliers de militants communistes et syndicalistes incarcérés dans des camps de concentration et les prisons en sont pleines à la fin de 1939), tout cela ne semble guère les émouvoir et la plupart les approuve ! Goasdoué s'il refusera de condamner cette répression, du moins ne l'approuvera-t-il pas. Il préfera déclarer se retirer de la politique. Il ne fit plus désormais parler de lui.

GOASGUEN Eliane
Epouse Drogou, « Lili ». Née le 11-5-1925

Fille de Jean et Jeanne Goasguen-Cariou. Agée à peine de 15 ans, elle effectuait des liaisons entre des responsables du P.C. clandestin dans le Finistère en 1939-40. Eliane Goasguen continuera l'action résistante de ses parents après leur arrestation en avril 1942, tout en s'occupant de ses jeunes frères et de sa jeune sœur. A la libération de prison de sa mère (v. Jeanne Cariou), en mai 1944, elle rejoindra les F.T.P. au maquis de Coat-

Meal, près de Brest. Elle était membre du groupe de combat des F.T.P. qui opérant dans Brest, devenue une forteresse allemande assiégée, y harcelait les forces occupantes. Trois de ces membres furent abattus par les soldats allemands, qui les avaient faits prisonniers, dans la cour de la Coop, rue Coat-ar-Gueven à Brest. Avec Yvonne Ropars, elle les avait quittés quelques jours auparavant, pour le maquis de Kergroadès, d'où elles participèrent à la prise du camp allemand de Kerlévédan. Avec Yvonne Ropars, elle avait assuré, avec un grand courage, les opérations de reconnaissance préparant cette opération. Elle retournera au maquis de Coat-Meal, avec Jh. Luslac en été 1944 et avec Guy Drogou qu'elle épousera un peu plus tard en 1945.

GOASGUEN Jean Louis
Né le 30-10-1899 à St-Marc (Brest)

Il adhère au P.C.F. en 1925, dans la région parisienne (Vanves ou le 15e arrondissement) où il était venu chercher du travail dans le bâtiment. Il sera toujours un militant très actif du Parti et du syndicat C.G.T.U., puis C.G.T. réunifiée. Il revient à Brest vers 1930 et assume dès lors, tant dans son syndicat qu'à la cellule locale, diverses responsabilités. Il sera aussi chargé de la solidarité, secrétaire du comité de Brest du Secours Rouge International, en 1935. Quand cette organisation prendra, en 1936, le nom de Secours Populaire Français, il en restera secrétaire. Il aura à organiser la solidarité de l'Espagne républicaine. Il collectera argent, vivres, vêtements, etc. qui seront acheminés de l'autre côté des Pyrénées. En 1939, il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Notamment en « planquant » une ronéo (machine de bureau pour l'impression de tracts ou de journaux de petit format) qui appartenait à la section du P.C.F. et qui fut soustraite à la saisie ainsi lors de la perquisition du local de la section, rue du Petit-Moulin à Brest, et qu'il transportera, aidé de Chaigneau et de Kerbaul, du quartier St-Martin, chez les frères Gosselin, rue Begavel à St-Pierre-Quilbignon, à pied et de nuit.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse la presse et les tracts qu'éditent clandestinement le P.C.F., le F.N., etc. Membre d'un groupe communiste clandestin que dirige De Bortoli, sur un chantier du bâtiment, il participe à des sabotages anti-allemands dès 1941. Il est arrêté le 28 avril 1942, après une perquisition de son domicile, 8, cité Kerigonan, consécutive à la manifestation des ménagères organisée par les femmes communistes sous la responsabilité de son épouse, Jeanne Cariou, arrêtée, elle aussi, par les policiers français. Condamné, par un tribunal français, à trois années de prison et sa femme à deux années de la même peine, il est livré aux Allemands. Devant le tribunal spécial de Pétain, les policiers brestois qui l'avaient arrêté, le chargèrent... mais ne purent apporte la moindre preuve à l'appui des accusations de terrorisme qu'ils avaient forgées et pour lesquelles on le jugeait. Ces policiers n'avaient pu obtenir le moindre « tuyau » au cours de leur enquête, ni recevoir le moindre aveu. Et J. Goasguen avait été protégé par la loi du silence de ses camarades. Mais les faux témoignages des policiers, qui connaissaient J. Goasguen depuis longtemps en raison de ses activités militantes nombreuses, devaient pallier les insuffisances de l'accusation et leurs faux témoignages furent acceptés par les juges pétainistes.

Déporté par les Allemands au camp de Mathausen, libéré par l'armée soviétique le 22 mars 1945, rapatrié le 10 juin 1945 à Marseille. Meurt à Brest dans les années 50.

GOASGUEN Jeanne voir **CARIOU Jeanne**

GOAVEC

Il adhère au syndicat C.G.T.-confédéré (réf.) que crée, à l'arsenal de Brest, Ch. Berthelot, en 1923, en y introduisant la division car il existe un fort syndicat C.G.T.U. (v. Théo Kerdraon). Goavec sera par la suite trésorier de l'U.D.-C.G.T.-confédérée du Finistère et reconduit à ce poste après le congrès de réunification de décembre 1935. Il est tout dévoué à Ch. Berthelot. Mais il sera cependant — et dès le début — contre la politique dite de « non-intervention » instaurée en 1936 par le gouvernement du leader socialiste Blum et qui étranglera la République espagnole, livrée au putsch de Franco, tandis que de son côté Ch. Berthelot soutient la politique de Blum. Mais comme Ch. Berthelot, Goavec applaudira la signature des accords de Munich de 1938, « victoire de la Paix », quand bien même, ils aient pour résultat le renforcement de l'impérialisme allemand à nos frontières.

En septembre 1939, il approuve, mais ne veut y participer cependant, l'action menée par Ch. Berthelot et Drapier, en application des directives de la majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T. pour « déchoir » de leurs responsabilités syndicales les militants du P.C.F. qui refusent de renier leur Parti. Et ceci sans aucune consultation des syndiqués qui les avaient élus à ces postes. Or il n'y eut aucun renégat parmi les syndicalistes communistes dans le département — et dans beaucoup d'autres — contrairement à l'attente des dirigeants réformistes nationaux de la C.G.T. et aussi à ce que croyaient Berthelot et Drapier qui arrêtèrent cette procédure dès qu'ils s'en rendirent compte... Goavec, avec un certain nombre de syndicalistes réformistes évitèrent soigneusement de se mêler « à ça », invoquant, entre autres choses pour justifier leur attitude devant Berthelot et leurs dirigeants nationaux de fédération, la contradiction entre ces méthodes et les statuts syndicaux. De plus, ils dirent la gêne que leur causait l'approbation bruyante de la presse réactionnaire et du patronat. Et c'est ainsi que Ch. Berthelot et Drapier restèrent seuls à mener l'opération. Peu de temps, car les premiers militants qui comparurent devant eux, Le Mignon et Rabardel, les clouèrent facilement dans leur responsabilité face aux syndiqués et dès lors ils ne voulurent aller plus loin, en dépit des exhortations venues de Paris.

Goavec, avec tout autant de prudence, resta à l'écart de la Résistance. Ce qui ne lui évita pas d'être arrêté, dit-on, par erreur, homonymie ? et déporté en Allemagne. Les camarades qui le connurent au camp disent qu'il y fit preuve de courage.

GOHIEC Armand Corentin François
Né le 28 mars 1912 à Lanriec.

Menuisier d'études. Il avait émigré dans la région parisienne. Il adhère au début des années 30 au P.C.F., probablement à Châtillon-sous-Bagneux où il habite, alors qu'il est déjà un militant syndical. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste dès sa démobilisation en août 1940. Arrêté le 25 mars 1942 à Paris. Emprisonné à la Santé. Le juge d'instruction décide un non-lieu... mais il est conduit au camp de Voves. Libéré en 1943, il regagne Paris qu'il doit quitter pour échapper à la police. Il y revient en juin 1944, pour participer aux combats pour la Libération de la capitale.

GOSNAT Venise
Le « Vieux Georges ».

Ce militant eut une vie particulièrement riche et je n'évoquerai ici que quelques-uns des aspects de son action dans le Finistère. Une plaquette biographique a été éditée par la municipalité d'Ivry-sur-Seine dont il fut adjoint au maire.

Auguste Havez, interrégional du P.C.F. clandestin pour la Bretagne, quitte en fin 40 cette responsabilité pour des tâches nationales. C'est Robert Ballanger qui lui succède en novembre 1940 et à qui on donne V. Gosnat pour adjoint. Ballanger a une « planque » à Brest, route de Bohars. Gosnat et son épouse s'en serviront aussi. Gosnat est plus particulièrement chargé du Finistère. C'est sous la fausse idendité de « M. Pichard », qu'avec sa femme Alice, il vient à Brest, ville qu'il considère comme étant, avec Nantes, les deux pôles de la Résistance en Bretagne. Il va acquérir un grand prestige auprès des militants finistériens qui le connaissent sous le pseudonyme « Le Vieux Georges ». Il se mêle à des actions des groupes de base du P.C.F. et il en fait autant de groupes prêts à des opérations plus importantes contre l'occupant allemand, réservées jusqu'alors aux groupes O.S. du P.C.F. Pour montrer aux militants clandestins qu'un responsable n'est pas seulement celui qui donne des ordres, à la veille du sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal de Brest (27-3-1942), il n'hésitera pas à s'introduire secrètement dans cet établissement militaire formidablement gardé par les Allemands... et la gendarmerie maritime française, pour prendre

contact sur le tas avec les camarades qui allaient être engagés dans l'opération.

De même, il participera personnellement à la protection de Raymonde Vadaine et de Marie Salou, chargées de saccager la vitrine de la L.V.F. (Ligue des Volontaires Français contre le Bolchevisme, qui recrute des mercenaires pour la Werhmacht) rue de Siam, à deux pas de la sentinelle allemande postée à l'entrée de la Préfecture Maritime occupée par la Kriegsmarine (août 1942).

Une camarade du P.C.F. clandestin, employée du téléphone à Quimper qui de temps en temps parvenait à intercepter des communications entre la police française et la Kommandantur fit prévenir le Parti, en fin 1942, qu'elle venait de capter une communication où il était question de son arrestation comme fait imminent, le cercle étant sur le point de se refermer sur « Le Vieux Georges ». Prévenu juste à temps, Gosnat quitta précipitamment Quimper, déguisé et parvint à rejoindre Morlaix, en car, pour gagner les Côtes-du-Nord et Paris par la filière. Dans la capitale, il retrouva Ballanger devenu interrégional de la région parisienne du P.C.F. et que Venise Gosnat avait remplacé à l'automne 1942 à l'interrégion de Bretagne, pour peu de temps comme on l'a vu... A Paris, V. Gosnat devint l'adjoint de Ballanger comme « interrégional technique » (c'est-à-dire chargé essentiellement de la parution de la propagande, des faux-papiers, etc.) et trésorier interrégional. V. Costat est décédé à Ivry (94) en 1977.

GOSSELIN Charles
Né le 16-10-1856 à Brest où il décède le 29-1-1941.

On le trouve à Brest habitant avec son frère au 15, de la rue de l'Observatoire en 1899. A cette époque, ils sont tous deux condamnés à la suite d'une manifestation populaire — qui avait eu lieu le 22 juin de cette année-là à 15 F d'amende. Il aura toujours une activité identique à celle de son frère jumeau, Paul. Ils ne se séparèrent jamais d'ailleurs. Tout deux étaient commis de Marine à Brest. Ils se battirent pour la laïcité à une époque de fanatisme clérical lors de la signature de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ils vinrent habiter à Saint-Pierre-Quilbignon, impasse Beg-Avel, où ils moururent. Dans leur testament, les deux frères jumeaux léguèrent leur petite maison au P.C.F. (V. Gosselin Paul).

GOSSELIN Paul
Né le 16-10-1856 à Brest.

Frère jumeau du précédent et comme lui fut un moment libertaire, mais ils quittèrent le mouvement anarchiste, ses querelles verbeuses, les compromissions de la plupart de ses membres et son « inefficacité fondamentale ». Ils resteront tout au long de leur vie fidèles aux idées généreuses de leur jeunesse (voir dans la biographie de Charles, la condamnation des deux frères en 1899). Tous deux avaient été les amis de Broussouloux, directeur du « Père Renard » et ils participaient tous les deux à « L'Université Populaire », qu'ils avaient contribué à créer à Brest avec leur grand ami Calvarin et Victor Pengam, qu'ils aimaient moins. Ils y firent régulièrement des conférences.

La guerre de 14-18 amena les frères Gosselin à la conviction que pas plus que la sociale-démocratie, l'anarchisme n'avait été efficace contre la guerre. Dès lors, les deux Gosselin seront très durs contre l'anarcho-syndicalisme, l'anarchisme. Ils furent outrés par l'attitude de Victor Pengam qui, avant la guerre de 14-18, s'érigeait en donner de leçons de pacifisme et d'antimilitarisme extrême et qui durant toute la guerre borna son action à donner des conférences... antialcooliques aux soldats ! Attitude qui, l'étonnement passé, attrista et indigna les révolutionnaires brestois qui ne la lui pardonnèrent jamais. Par contre, la municipalité socialiste, composée de réformistes ayant trempé plus ou mois dans l'« Union Sacrée » avec la bourgeoisie pendant le conflit, donna le nom de Pengam à une rue de la ville peu après sa mort. Elle lui devait bien ça : Pengam qui s'était tu durant la guerre, celle-ci terminée, retrouva la parole pour... condamner les révolutionnaires russes qui venaient de renverser le tsar et instaurer la République des Conseils (soviets).

Les frères Gosselin se tournent alors vers le jeune Parti Communiste, mais ils ne voudront jamais y adhérer, tout en participant

à nombre de ses actions. En 1922, Paul Gosselin écrit un article dans l'hebdomadaire départemental du P.C.F. « Germinal » pour y dénoncer les arrivistes socialistes et libertaires. En 1924, Paul Gosselin prend la défense d'un orateur communiste contredisant un orateur libertaire. Pris à partie violemment, Paul Gosselin crie aux énergumènes anarchistes qu'il est, lui, un « anarchiste à cheveux blancs ». Alors un jeune libertaire le frappera d'une manière particulièrement brutale. Les Gosselin stygmatiseront plusieurs fois et publiquement la pénétration policière en milieu anarchiste et particulièrement sur le plan local, ils citent même des noms et ne reçoivent pas de démenti, et pour cause, mais ils récoltent là, une haine que certains de ces « anars » douteux partageront avec le commissaire central de police. Ils dénoncent aussi les rencontres amicales qu'ont certains leaders locaux de l'anarchisme avec la bourgeoisie de la ville dans les réunions des loges maçonniques auxquels ils appartiennent.

Si les frères Gosselin ne voulurent adhérer au P.C.F., celui-ci savait compter sur eux en bien des occasions. C'est ainsi qu'en fin 1939, c'est chez les frères Gosselin, impasse Beg-Avel, en St-Pierre-Quilbignon, que fut « planquée » la ronéo (petite machine de bureau pour l'impression de tracts et de petits journaux) de la section brestoise du P.C.F. passée à la clandestinité après l'interdiction du Parti par le Gouvernement Daladier. L'interdiction avait bouleversé les deux frères. C'est sur cette ronéo et chez eux que sera tiré, en octobre 1939, le premier tract clandestin sorti à Brest au cours de la Deuxième Guerre Mondiale, un tract du P.C.F. naturellement. Leur grand âge et un état de santé défaillant ne permirent pas aux deux frères de jouer un rôle important dans la Résistance. L'un d'eux, Charles, ne quittait plus son lit depuis 1940 et il mourut en juin 1941. Paul survécut jusqu'au 14 juillet 1944 quand l'aube de la Libération pointait à l'horizon de la France.

GOUBIN François
Né le 28-6-1923 à Gouézec.

Entre dans la Résistance aux F.T.P. le 31-10-1943. Propagandiste résistant communiste. Activité de renseignements, d'hébergement, de ravitaillement. Participe aussi aux récupérations d'armes parachutées. Prend part à des actions armées contre l'occupant allemand.

GOUDE Emile
Né le 28-3-1870 au Grand-Fougeray (35), mort à Rennes en 1941.

Il s'engage jeune dans la Marine qu'il quitte en 1898 pour entrer à l'arsenal comme commis de marine. Il y restera jusqu'à son élection comme député de Brest en 1910. Il était déjà adjoint au maire de Brest de 1904 à 1908. Il avait adhéré au P.S. dans les premières années du siècle et dans un premier temps apparut comme un « rouge » particulièrement virulent. Mais l'ambition s'empare vite de lui et le pousse vers un réformisme des plus pâles qui le place à la droite du P.S. Au cours de la Première Guerre Mondiale, il est un partisan de l'« Union Sacrée » avec la bourgeoisie et des heurts de plus en plus vifs, l'opposent à d'autres militants (Le Tréis, etc.).

A l'heure des grands débats qui suivent la guerre de 14-18, entre partisans des idées révolutionnaires et ceux du réformisme, il devient le chef de file de ces derniers dans le département et il combattra l'idée de l'adhésion du P.S. à l'Internationale Communiste (ou 3e Internationale) fondée à Moscou en 1919. Au cours de l'année 1920, il se rend compte que la majorité des adhérents du P.S. basculant vers les idées révolutionnaires veulent que leur parti quitte la 2e Internationale qui a fait faillite pendant la guerre et entre à l'Internationale de Lénine. F. Le Goïc de Douarnenez, Châtel de Morlaix et Goude forment alors un comité — secret — dont le but est de préparer la scission du parti dans le Finistère en cas de vote en faveur de la 3e Internationale au Congrès National qui doit se tenir à Tours en décembre 1920. Ce qui arriva. Alors que toutes les sections finistériennes sont dans la grande majorité de leurs adhérents, heureuses de cette décision. Et Goude et son comité vont organiser, à partir des minoritaires, un nouveau parti qui continuera dans le département, l'ancienne S.F.I.O. (Section Française de l'Internatio-

nale Ouvrière — comme s'appelait la 2e Internationale).

Par la suite, il sera de plus en plus à droite du P.S. reconstitué. Son attitude indignera nombre de socialistes et il sera rejeté du P.S. en 1930. Il demandera plusieurs fois sa réintégration, avant chaque élection, mais elle lui sera toujours refusée, les Masson, Messager, Leyer, etc., y veillent. Néanmoins, les combinaisons électorales font qu'à l'occasion des élections, ils se retrouvent. La perte de la municipalité brestoise en 1929, l'échec aux municipales de 1935 alors que les socialistes croyaient bien reconquérir l'Hôtel de Ville, son absence inexplicable, lors des événements d'août 1935 à Brest, dont il se désintéresse totalement en fait (au point que lors de la constitution de la commission parlementaire des élus de gauche pour enquêter sur ces événements son nom fut récusé), achèvent de le déconsidérer devant les travailleurs brestois poussés irrésistiblement vers un Front Populaire que l'anticommunisme forcené de Goude refuse. Il ne se représente pas aux élections législatives de 1936, il sait que les socialistes ne veulent plus conclure d'entente avec lui. Il se retire dans son département d'origine dans la villa qu'il s'est fait construire et il saborde le journal « Le Cri du Peuple » dont il s'était autrefois emparé au détriment du P.S. afin qu'il ne tombe pas aux mains de ses ex-amis. (Voir les biographies de Le Tréïs, Messager G., Goasdoué Jh., Fois Prigent).

GOUJON Georges
Né le 13-4-1892 à Ertiché (M.-et-L.).

Petit commerçant, il s'établit en Bretagne en 1919. En 1921, il s'engage dans le syndicalisme des petits commerçants et y joue un certain rôle. Il devient administrateur de « Germinal », l'hebdomadaire communiste finistérien, fondé après la création du P.C.F. Sa femme, également, s'occupera de cette publication comme elle l'aide dans toutes ses tâches militantes y compris de la rédaction, les éditoriaux étant le plus souvent de J. Le Tréïs. Quand le P.C.F. décida de fondre les journaux communistes départementaux en journaux rayonnants sur tous les départements d'une même région (fin 1923), Georges Goujon fut chargé d'organiser le passage des diffuseurs et des lecteurs de « Germinal » à « La Bretagne Communiste » dont le responsable départemental était Goujon lui-même. Il devait raconter l'histoire de la presse départementale et régionale du Parti au cours du vin d'honneur servi pour célébrer le premier anniversaire de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » au café « A l'Arrivée », face à la gare de Quimper, en octobre ou novembre 1936. En 1936, Goujon est candidat du P.C.F. aux élections législatives dans la deuxième circonscription de Quimper.

GOULETQUER Corentin
Né le 13-12-1872, à Pont-L'Abbé.

Un des fondateurs du socialisme (non réformiste) dans le pays bigouden et un de ceux qui vont créer le P.C.F. dans cette région. En 1922, il assure encore des responsabiltiés dans l'organisation communiste et les conservera quelques temps encore.

GOURLAOUEN Jean-Pierre
Né à Brest en 1920. Fusillé le 18-8-1944 à Brest.

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il appartenait au Bat F.T.P. « Yves-Giloux ». C'est au cours d'une opération dans Brest, forteresse allemande assiégée, qu'il tombera dans une embuscade avec son groupe et ses camarades, Jameau et Cosquer (v. ces noms). Faits prisonniers par des soldats allemands, ceux-ci les collent contre un mur de la coopérative rue de Coat-ar-Guéven à Brest et les fusillent. Une plaque commémorative a été appliquée sur ce mur peu après la Libération.

GOURLAY Yves

Il adhère au P.C.F. dans les années 30, à Rosporden. Sous l'occupation allemande, il est un propagandiste résistant et diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Continue son

activité militante après la Libération. Elu conseiller municipal (com.) à Rosporden en 1977 et adjoint au maire sur une liste de gauche.

GOURMELIN-TARIDEC

Militant communiste et syndicaliste de la région parisienne originaire du Finistère. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains. Blessé mortellement au combat, il décède le 24 septembre 1938.

GOURMELON Georgette
Née vers 1920 à Carhaix,

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les tracts et les journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versée aux F.T.P., elle assure des liaisons entre le P.C.F. et les F.T.P., notamment celles de Daniel Trellu, le colonel « Chevalier ». Elle s'occupe aussi de « planques » de matériels, d'armes. Elle est aidée dans ces tâches par sa mère.

GOURMELON Paul
(Aucun lien de parenté avec l'anar Paul Gourmelon).

Il habitait à St-Pol-de-Léon quand il adhéra au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé au F.T.P., Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux », il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué au combat, à Tréberven, le 29-6-1944.

GOURMELON Yves
Né le 21-12-1913 à Quimerc'h.

Responsable du Secours Populaire clandestin à Brest en 1942. Il avait adhéré au P.C.F. clandestin au début de l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et les tracts du P.C., des J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, sabotages, attentats, etc. Arrêté par des policiers français, en fin de 1942, il décède des tortures subies lors des « interrogatoires ». Les policiers X... et X... allèrent jusqu'au chantage en le privant d'un médicament qui lui était indispensable, mais toujours Gourmelon refusa de parler. Or, ces soins auraient peut-être pu le sauver. En agissant ainsi, ses tortionnaires le condamnaient à mort. Il était le cousin d'Yves Labous.

GOURTAY Yves

Militant communiste de la région brestoise au début des années 30. Il est le gérant d'un petit journal édité par la section de Brest du P.C.F., « La Bonne Cause », publié en 1931. Cette même année, 1931, il est délégué à la conférence C.G.T.U. de l'Union régionale des syndicats C.G.T.U., en mai à Concarneau. Il s'occupe aussi, à Brest, de la Jeunesse Communiste jusqu'au début de 1935. Il aurait quitté Brest pour la région parisienne (St-Denis ?).

GOUZIEN Pierre
Né le 18-9-1889 à Lambézellec.

Employé communal à Brest. Devient le secrétaire du syndicat des communaux, où il remplace le dévoué militant Emile Le Cam, très malade en fin 1922. Gouzien, de tendance anarcho-syndicaliste, s'était rallié au syndicalisme révolutionnaire en 1920. Il devint donc un militant actif de la C.G.T.U. dès sa création, née de la division syndicale organisée par les réformistes. En 1922-1923, il est secrétaire de la Bourse du Travail C.G.T.U. Il est, peu après, élu par un congrès national, secrétaire général de la Fédération des Services Publics C.G.T.U.

Il reste une année à ce poste, puis revient à Brest et reprend son emploi à la mairie. Les raisons de cette attitude ? Gouzien était partisan de l'autonomie du syndicat si l'unité n'était réalisée qui effacerait la division syndicale entre les fédérations « confédérée » (réf.) et « unitaire » (rév.). En octobre 1922, alors qu'il était secrétaire de la Bourse du Travail de Brest C.G.T.U. Il est poursuivi pour apologie de meurtre après avoir été arrêté à l'issue d'une réunion contre la répression et il est incarcéré à la prison du Bouguen, à Brest, en même temps que d'autres militants du mouvement ouvrier : Marchand, R. Martin, Camblan, etc. Le 27 mai 1923, il participe avec René Martin et Marchand à la réunion

constitutive de la « Sixième Région de Propagande C.G.T.U. » (Finistère, Mayenne, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine). Gouzien est au sein de cet organisme C.G.T.U. dans la tendance des « minoritaires » qui s'en prend sans cesse à la « majorité » communiste ou pro-communiste.

GRALL Henri
Né en 1922 (à Pleyber-Christ ?)

Ce F.T.P. a pris part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. clandestin, il diffuse la presse et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Tombé aux mains de l'ennemi au terme d'un engagement meurtrier, il est emmené au « Poulguen », en Penmarc'h, par les soldats allemands qui l'ont fait prisonnier et où ils le fusillent — avril ou mai 1944.

GRALL Jean-Marie
De Berrien.

F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante et celle du F.N., etc. Il est arrêté dans des circonstances non éclaicies (dénonciation ?) par des policiers français. Livré aux Allemands qui le déportent au camp de concentration d'Auschwitz où il meurt.

GRALL Marcel
Né le 17-1-1924 à Berrien

Agriculteur, puis terrassier, frère de Pierre. Il adhère au Parti Communiste clandestin sous l'occupation allemande, le 3 juillet 1941, en même temps que Créoff, après avoir assisté, à La Feuillée, à l'arrestation du communiste Jean Coant. Propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il dirigera un peu plus tard, avec Créoff, les F.T.P. de la région du Faou. En juillet 1943, il est nommé commandant des F.T.P. des Côtes-du-Nord. Arrêté le 17 septembre 1943 par des policiers français à St-Brieuc, sur indications de la police allemande, elle-même informée par une « collaboratrice horizontale ». Torturé, il est ensuite livré aux Allemands qui le fusillent en même temps que 28 de ses camarades, le 8-6-1944 à Rennes. Lieutenant des F.T.P.

GRALL Pierre-Marie
Né le 7-5-1921 à Berrien.

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant, il arrivera au grade de commandant dans les F.T.P. du Finistère. Il prend toujours part, personnellement, à des actions armées, sabotages, attentats, attaques, etc. Il sera « trahi par une personnalité » du département à la suite d'un parachutage d'armes venues d'Angleterre. Arrêté le 5-6-1944, il sera affreusement torturé par les soldats allemands à qui il avait été livré. Déporté en Allemagne au camp de concentration de Dora, y meurt en avril 1945. Frère de Marcel.

GRÉGOIRE

Militant communiste de Brest au début des années 30. Syndicaliste C.G.T.U. ayant des responsabilités à Brest. Membre du bureau de la Conférence de l'Union Régionale C.G.T.U. de 1931, il est un des représentants des syndicats C.G.T.U. de Brest.

GUÉGUEN Armand
Né en 1889.

Ouvrier-plombier à Brest. Sympathisant ou membre du P.C.F. clandestin, il en diffuse la propagande résistante, journaux, tracts, etc. Le 1er août 1941, il est arrêté rue de Siam par des policiers français pour avoir dessiné une faucille et un marteau. Condamné à 15 mois de prison et 100 F d'amende.

GUÉGUEN Emile
Né à Saint-Nazaire vers 1912.

Il avait été membre du P.S. à la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, prend contact avec le P.C.F. clandestin à Scaër. Il deviendra le secrétaire du F.N. pour la région scaëroise. Versé aux F.T.P., il sera un des responsables du Bat. F.T.P.

« Louis d'Or » et plus tard capitaine, adjoint au commandant du troisième Bat. de marche du Finistère.

GUÉGUEN Joseph
Dit « Jos Viguen ».

Militant communiste du Pays Bigouden dans les années 20 et 30, membre de la cellule de Lesconil. Marin pêcheur.

GUÉGUEN Roger
De Quimerc'h.

Chef de groupe F.T.P. Membre, ou sympathisant, du P.C.F. clandestin, il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts, etc. et celle du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par Hubert Schaad, chef de la Gestapo à la Kommandantur de Landerneau, aidé par le traître Corre, d'Hanvec. Fusillé à Mousterlin (Fouesnant), le 15-5-1944.

GUÉGUEN
Né le 8-5-1897 à Plonevez-du-Faou.

Menuisier. Sympathisant du P.C.F. Sous l'occupation allemande, il rejoint les rangs du F.N. en 1942 (ou 43). Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Lieutenant F.T.P.

GUÉGUIN Emmanuel

Actif militant communiste dans la région de Carhaix. Conseiller municipal (com.) de Carhaix. Présenté par le P.C.F. aux élections cantonales de 1928 à Carhaix.

GUÉGUIN François
Né vers 1892

Cheminot morlaisien, sympathisant du P.C.F. Militant syndicaliste, il est secrétaire du syndicat C.G.T. réunifié des cheminots morlaisiens de 1936 à 1939.

GUÉGUIN Pierre
Né le 18-8-1896 à Quimerc'h.

Instituteur puis professeur à Lorient, Concarneau, Beuzec-Conq. Il avait adhéré au P.S. en 1919, alors qu'il était encore militaire, plus tard, il rejoint le P.C.F. mais milite surtout au syndicat C.G.T.U. des instituteurs. En 1921, dans une réunion où parlaient les communistes Le Tréis et Le Flanchec, il remet à sa place un socialiste « dissident » (c'est-à-dire s'opposant à l'application des décisions du Congrès de Tours de quitter l'Internationale Socialiste (réf.) pour l'Internationale Communiste)... et qui était un patron ! En 1926, il arrive à Concarneau. Elu conseiller municipal communiste en 1929, en même temps que Joseph Le Coz, Allot et Thiec. Conseiller général en 1935, et maire de Concarneau. Aux législatives de 1936, il obtient 6 822 voix contre 7 411 à Nader (réactionnaire).

Ses tendances gauchisantes lui vaudront, à maintes reprises des difficultés au sein du Parti. Notamment en 1929 lors de la préparation du congrès national de St-Denis du P.C.F. Alors, il s'opposa à Signor, le secrétaire départemental, et aux autres militants, avec une violence qui n'était pas de mise dans une discussion entre camarades. Même attitude lors de la conférence fédérale du Finistère du Parti en novembre 1929. Il persévèrera dans son opposition à la ligne du Parti décidée en son congrès national, au point que la fédération communiste du Finistère publie une « mise en garde » publique et cela alors même que les militants de base reprochent à Pierre Guéguin son apathie lors des grèves des ouvriers du bâtiment, grèves très dures qui se prolongèrent un mois. Cette indifférence devant un mouvement revendicatif fut attribuée à ses désaccords avec la ligne du P.C.F. non sans raison.

En 1931, il publie avec quelques autres militants du P.C.F. un ordre du jour défendant les « centristes » du Parti qui menaient au sein du P.C. une activité fractionnelle. Peu après, Pierre Guéguin se met à approuver, de nouveau, la ligne politique du Parti et à militer dans cet esprit, recouvrant ainsi la confiance des militants ouvriers concarnois et celle de la direction fédérale du Finistère. C'est ce qui lui vaudra de se voir confier le poste de maire de Concarneau... en dépit des réticences de certains militants locaux et non des moindres. Son activité — très aidée par le Parti — de maire communiste sera abondante et très efficace et jugée comme telle par la population travailleuse de la ville. Mais en août et septembre 1939, il sera le SEUL

membre du Comité régional du Parti et le SEUL élu communiste du Finistère à être ébranlé par les événements et l'hystérie anticommuniste et antisoviétique entretenue par une coalition de toutes les autres forces politiques du pays, leur presse, leurs radios. Coalition qui donna les moyens à Daladier d'interdire le P.C.F. Et tandis que les autres élus communistes sont « déchus » de leur mandat électoral en raison de leur fidelité au P.C.F., Guéguin conservera un temps, mais un temps seulement, le sien. La bourgeoisie au pouvoir ne lui fera pas longtemps confiance. Et pourtant, le 19 septembre 1939, APRES l'interdiction de la presse communiste et AVANT l'interdiction du Parti, il s'oppose au conseil municipal à une résolution présentée pour le P.C.F. par J. Rospars, A. Duot (père) et R. Lijour, s'élevant contre l'interdiction de la presse communiste ! Guéguin prétend exiger que cet appel au respect de la démocratie soit conditionné par une condamnation de l'Union Soviétique ! La colère des militants de Concarneau restés — tous, à la seule exception de Guéguin — fidèles à leur Parti, fut grande. C'était en effet refuser de s'associer à cette protestation contre l'interdiction de la presse communiste et ouvrière que de l'assortir d'une condition inacceptable pour les camarades. Cette condition, par ailleurs, permettait de masquer sa propre attitude. Il n'y gagna rien et en fin septembre 1939, l'interdiction du P.C.F. venue, comme il fallait s'y attendre, il fut quand même révoqué de son poste de maire. Rappelé à l'armée comme officier, il dut subir des brimades. Plus tard, pendant sa détention au camp de Chateaubriant, il dira avoir été très surpris d'être le seul communiste de Concarneau et un des rares du Finistère à avoir eu une telle attitude.

Cependant, dès octobre 1939, le Parti se reconstruit dans la clandestinité, sans lui bien sûr, et c'est l'œuvre d'un « triangle » de direction mis en place pour cela par A. Havez dès juillet. « Triangle » composé de J. Rospars, R. Lijour, A. Duot (père), auxquels s'ajoutera bientôt Jh. Le Coz. Et Pierre Guéguin resta seul. Il arriva alors un incident très significatif de la vive réprobation que l'attitude de Guéguin suscite chez les membres du P.C.F. encore à l'apprentissage d'une action clandestine à contre courant d'une opinion publique largement abusée. Ce fut à l'occasion de l'enterrement d'un militant, Joseph Bolloré, membre du Comité régional du P.C.F. et conseiller général depuis 1937, qui, sergent, avait été tué au front au début de 1940. Les communistes, du moins ceux qui n'ont pas été rappelés à l'armée sont là, venus rendre un ultime hommage au militant, à l'élu resté fidèle dans la tourmente. A l'issue de la cérémonie, Pierre Guéguin se dirigea vers eux, car aucun ne s'est approché de lui, et il leur tend la main. Publiquement, les camarades refusent cette main et tournent le dos obstensiblement, s'en allant sans un regard pour lui. Le fait va terriblement frapper Guéguin qui pensait probablement que l'esprit des communistes avait évolué en sa faveur durant les derniers mois. Dès lors Guéguin va se reprendre politiquement. Il refusera toute prise de position anti-parti qu'on voulait lui faire dire ou signer, toutes déclarations à la presse. Il est alors déplacé de son poste de professeur et déchu définitivement de sa fonction de maire.

Le gouvernement de Pétain le révoquera de l'Education dès les premiers jours de son pouvoir quand débute l'occupation allemande. En (juillet ?) 1941, il est arrêté par la police française et détenu au camp de concentration de Chateaubriant. Il n'y fréquente que fort peu les communistes incarcérés là, mais les rares fois qu'il leur parlait, c'était pour confier qu'il avait beaucoup réfléchi à son attitude et que l'agression allemande contre l'Union Soviétique de juin 1941 lui avait ouvert les yeux sur la véritable nature du pacte de non-agression germano-soviétique de 1939. Il confiera alors à l'auteur de cet ouvrage, détenu là, lui aussi, et qui le connaissait puisque tous deux membres du Comité régional du Parti, que l'exécution de Péron en février 1941 l'avait profondément bouleversé lui révélant le vrai sens de la lutte de ses camarades.

Il sera fusillé à Chateaubriant le 22 octobre 1941, désigné comme otage communiste par le ministre de l'Intérieur Pucheu qui avait eu sans doute des éléments pour juger de l'évolution de l'esprit de Guéguin au cours de cette dernière période. Il avait retrouvé la confiance des camarades du Parti qui s'en étaient rendus compte et il mourra en communiste.

GUENNEAU Louis
Né le 2-8-1920 à Pont-Labbé, mort à Combrit le 28-4-1980 (frère jumeau de Lucien).

Electricien. Il adhère aux J.C. en 1937 et en 1938 et 1939 il en sera secrétaire du cercle de Pont-Labbé. Il participe à la clandestinité du P.C.F., mis hors la loi par le gouvernement Daladier. Il avait été contacté par A. Signor, le secrétaire régional pour cette éventualité peu avant le décret d'interdiction. Il réorganise alors le secteur de Pont-Labbé du Parti et participe à sa première propagande clandestine : journaux, tracts, inscriptions murales, etc. et tout en restant responsable par ailleurs de la J.C. clandestine, elle aussi.

En 1942, il est versé aux F.T.P. C'est à l'occasion du 1er mai 1942 qu'il fera sa première action militaire contre l'armée allemande : le groupe F.T.P. qu'il commande sabota le pont provisoire qui à Pont-Labbé permettait l'appprovisionnement d'une énorme bétonnière utilisée pour les fortifications allemandes. Après quelques autres actions de même importance, l'enquête des policiers français se resserrera sur lui et Guénneau se réfugie provisoirement en zone non-occupée, faute d'avoir à temps d'autres contacts avec le P.C.F. clandestin. Et c'est à Marseille qu'il sera arrêté, dans une raffle... comme réfractaire au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire instauré par Pétain pour fournir de la main d'œuvre à bon compte aux usines de guerre allemandes).

Déporté du travail en Allemagne, il ne peut revenir en France qu'en 1944, il poursuit après la Libération sa vie militante dans la région parisienne notamment au P.C.F. Il est longtemps secrétaire de la cellule des ouvriers électriciens de la S.G.P. (imprimerie qui sort « L'Humanité »). En retraite en 1979, il s'en retourne vivre à Pont-Labbé et y poursuit son militantisme.

GUENNEAU Lucien
Né le 2-8-1920, à Pont-Labbé.

Frère jumeau de Louis. Il rejoint les F.T.P. en 1942, après avoir été contacté par Daniel Trellu qui connaissait son frère Louis. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand et notamment au maquis de Spézet. Sous-lieutenant au Bat. F.T.P. « Stalingrad ».

GUENNEC Albert

Combattant des F.T.P. Il prend part à de nombreuses missions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il diffuse sa propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Mortellement blessé par le traître G... lors d'un engagement contre une unité allemande à Plonévez du Faou le 10-7-1944.

GUENNEC Michel
Né à Pont-Labbé (en 1920 ?).

Mécanicien. Adhère à la Jeunesse Communiste en 1936 et peu après au Parti. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines et les tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Arrêté par la police française le 14-10-1942, livré aux occupants qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne où il meurt.

GUENNEC Raymond
Né le 16-12-1912 à Pont-Labbé (peut-être parent des précédents).

Militant de la J.C. et de la C.G.T. (dans la région parisienne ?). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui, en Espagne, combattent aux côtés des Républicains et y devient sergent.

GUÉNODEN Yves
Né le 29-10-1902 à Douarnenez.

Il adhère au P.C.F. dans les années 20. Militant de la C.G.T.U. et du P.C. dans cette ville.

GUÉNOLÉ Sébastien
Né le 2-3-1893 à Plonéour-Lanvern.

Militant du P.C.F. à Pont-Labbé dans les années 20 et 30. Employé d'octroi. Il assumait des responsabilités à la cellule de Pont-Labbé. Décédé peu avant la Deuxième Guerre Mondiale.

GUERNALAC Joseph
Né en 1900 à Bannalec.

Ouvrier menuisier. Il adhère au P.C.F. au début des années 30. Secrétaire de la cellule de Bannalec durant de nombreuses années. Il est aussi un syndicaliste actif de la C.G.T.U. du bâtiment, puis de la C.G.T. réunifiée en 1935. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Continue sa vie militante à Bannalec, après la Libération et jusqu'à sa mort.

GUIAVARCH Jean

Militant du P.C.F. à Brest dans les années 20. Candidat communiste aux élections municipales de 1935 à Brest.

GUIBAN Jean (quelques fois orthographié GUIBANT)
Né à Quimper (ou Brest) le 27-9-1888.

Après avoir été garçon épicier à Paris, Guiban revient dans le Finistère, à Brest, avant 1914. Un des fondateurs du syndicat des employés de commerce brestois, il en devient le secrétaire. Il adhère à la même époque au P.S. Dès 1919 il milite pour une ligne révolutionnaire et prône son retrait de la Deuxième Internationale (soc. et réf.) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.)

Il appartient au Comité fondé à Brest dans le but de promouvoir ce changement et où il côtoie des socialistes de gauche comme lui, des ex-libertaires et des anarcho-syndicaliste comme Dravalen, le secrétaire de l'U.D.-C.G.T., tous d'accord pour en finir avec le réformisme. Cependant au congrès départemental socialiste du début de 1920 il vote pour la motion Loriot qui tranquilise tous ceux qui comme lui redoute par-dessus tout une scission du Parti socialiste. Mais son évolution politique vers une position plus avancée sera rapide et dès avant la fin de 1920 il est partisan de l'adhésion à la Troisième Internationale, même si les réformistes doivent quitter le parti. Sur cette base il est délégué au congrès de Tours (déc. 1920). La Fédération du Finistère s'est prononcée au deux tiers pour cette politique. Guiban intervient au Congrès de Tours et il est un des signataires de la motion Cachin-Froissart qui réclame ce rattachement à l'I.C. En févier 1921, aussitôt donc après le Congrès de Tours il participe au Congrès fédéral finistérien du P.S. qui décidera d'appliquer sur le plan départemental les directives du Congrès national pour un renouveau révolutionnaire du P.S. devenu le P.S.-SFIC (c'est-à-dire Section Française de l'Internationale Communiste) au lieu de P.S.-S.F.I.O. (Section Françaises de l'Internationale Ouvrière — qui était le vrai nom de la Deuxième Internationale). Il est élu en 1921 membre du bureau de la section brestoise. La même année il est élu secrétaire départemental de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (A.R.A.C.). En fin de 1921 le conseil municipal de Douarnenez envisage de créer un emploi pour lui : il a des difficultés à trouver du travail à Brest du fait du boycott des patrons du commerce. Guiban est aussi à cette époque au comité de rédaction de l'hebdomadaire départemental du Parti, « Germinal ».

GUIFFANT Louis-Pierre
Né le 20-6-1884 à Trégunc.

Marin-Pêcheur. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. dès les années 20. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste il est arrêté le 26-9-1942 et détenu dans le camp de concentration de Voves puis dans celui de Pithiviers. Libéré par l'insurrection nationale et l'avance alliée le 18-8-1944 il retourne à Concarneau et reprend ses activités militantes.

GUILLAMET Yvonne
Dite SIGNOR Voir SIGNOR Yvonne...

GUILLAMET René
Né à St-Thurien.

Ingénieur des travaux ruraux. Il entre au F.N. sous l'occupation allemande, à Ergué-Gabéric. Peu après il adhère au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Arrêté sur de simples soupçons il est relaché faute de preuves et d'aveux (affaire Mathias Le Louet). Il reprend alors ses activités de résistant communiste. Il « planque » chez lui une ronéo (machine de

bureau permettant d'imprimer des tracts et de petits journaux). Après la Libération il est élu sur une liste d'Union de la gauche, conseiller municipal d'Ergué-Gabéric. Sera souvent par la suite, candidat du P.C.F à diverses élections.

GUILLEAMET Emmanuel
Né à Lesconil en 1911

Marin-pêcheur puis métallo, et de nouveau marin-pêcheur. Dans les années 30 il quitte le Pays bigouden et s'en va chercher du travail dans l'Est. A Rethel (Ardennes) il travaille chez Arthur-Martin. Il adhère alors au P.C.F., section de Neuflize en 1937 il est déjà à cette époque délégué syndical C.G.T. chez Arthur-Martin. Licencié après la grève générale de novembre 1938 il s'en va dans la Marne, puis il revient à Lesconil en 1939. Le Parti est tout nouvellement plongé dans la clandestinité du fait de son interdiction par le gouvernement Daladier. Non connu des communistes locaux comme militant du P.C. Guilleamet n'est pas « contacté » par eux. Il reprend son ancien métier de pêcheur s'y fait reconnaître et peut alors reprendre sa place au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. Après la guerre continue son activité militante à Lesconil.

GUILLEMOT
Né vers 1925 à Scaër.

Sous l'occupation allemande entre aux F.T.P. et participe à de nombreuses opération contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Tombé aux mains de l'ennemi à l'issue d'un combat, déporté en Allemagne. Il meurt dans le nauffrage d'un bateau bombardé en baie de Neuestadt.

GUILLOU François

Il adhère à la cellule de Brest du P.C.F. en 1935. Il est dès 1936 à celle de Saint-Marc qu'il a contribué à créer. Au début de 1936 il fait une série de conférences dans l'agglomération brestoise sur le voyage qu'il a accompli en U.R.S.S. l'année précédente, conférences qui auront beaucoup de succès. Il est un des fondateurs à Brest des « Amis de l'Union Soviétique », organisation qui précéda «France-U.R.S.S. » C'est surtout un militant actif à Saint-Marc, commune qui n'est pas encore rattachée à Brest.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les publications clandestines du Parti et celles du F.N., des F.T.P. etc. Il est arrêté par des policiers français, faute de preuves et d'aveux il n'est pas inculpé mais envoyé au camp de concentration de Chateaubriant, puis transféré à celui de Voves, près de Chartres. Après la Libération reprend ses activités militantes.

GUILLOU Jean
Né le 4-7-1909 à Clohars-Fouesnant

Instituteur. Il adhère au P.C.F. à Bénodet où il enseigne, en 1936. Il est déjà un syndicaliste de la C.G.T.U. Secrétaire de la cellule de Bénodet de sa création en 1936, à l'interdiction du Parti par le gouvernement Daladier, en fin de 1939. Il est alors en liaison avec le « triangle » de direction du secteur de Quimper du P.C.F. en reconstitution dans la clandestinité. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les publications du Parti et celles du F.N., des F.T.P. etc. Arrêté par des policiers français il est envoyé au camp de concentration de Voves (Eure-et-Loire), puis déporté à Neuengamme. De retour en 1945 il reprend la vie militante à Quimper. Secrétaire de la section de Quimper du P.C.F. de 1946 à 1951. Il est alors muté à Brest par l'Education Nationale et il y milite. A sa retraite il s'en va dans le Midi, à Lauris.

GUILLOU Pierre
Né vers 1905 à Scaër.

Ouvrier agricole, puis ouvrier papetier syndicaliste déjà quand il adhère au P.C.F. en 1936 lors de la création de la cellule de Scaër. En fin 1939 il prend part à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande il est un propagandiste résistant diffusant les publications et les tracts P.C.F., du F.N. Il a d'ailleurs chez lui une machine à polycopier.

Versé aux F.T.P. en 1942 il participera à de nombreuses actions contre les Alle-

mands. Blessé au cours de l'une d'elles, des balles dans le bassin en juin 1944, il réussira quand même à parcourir — à pied — 10 km pour rejoindre une planque. Hospitalisé ensuite à Quimper il doit à une religieuse et à un docteur, qui le cachent dans une autre salle de l'établissement, de ne pas être pris par les soldats allemands qui sont à sa recherche après avoir été prévenu par la police française de sa présence dans cet hopital, elle-même avertie par une « collaboratrice horizontale » Mme... Les Allemands ne cachaient pas leur désir de le fusiller avant que d'abandonner Quimperlé la « kollabo » voulait elle, se venger des insultes qu'elle entendait déjà. Les Allemands évacueront peu après la ville. Guéri, P. Guillou continuera sa vie militante après la Libération. Il décède à Scaër (en 1965 ?).

GUILLOU S. (Mme)

Membre du bureau de la section socialiste de Brest cette militante très active meurt en 1918. Avec Mme Digue elle avait mené dans les conditions difficiles de la guerre de 14-18 la lutte pour la satisfaction des revendications des ouvrières de la confection de la région, surtout occupées aux commandes militaires et particulièrement de la Marine Nationale et très exploitées par les patrons confectionneurs. Elle exprimera la solidarité des confectionneuses avec les mouvements revendicatifs à l'arsenal en 1917 et de 1918 et avec la grève de la couture parisienne et cela en pleine guerre ! Son activité syndicale lui avait valu en 1913 d'être élue secrétaire de la Fédération Nationale C.G.T. de l'Habillement pour les ouvrières confectionneuses de la Flotte. Très malade en 1918 elle doit cesser toute activité syndicale, elle reçoit une lettre signée de 63 ouvrières confectionneuses qui la remercient pour son dévouement à leur cause. Mme S. Guillou mourut le lendemain de cet ultime et émouvant hommage. Mme S. Guillou se plaçait très à gauche du P.S. Son soutien aux grévistes de l'arsenal, en pleine guerre, lui avait valu les foudres des dirigeants socialistes locaux, Masson, Goude, Hervagault etc. Elle avait salué la Révolution d'Octobre en Russie en 1917, dès les premiers jours, plus lucide que bien d'autres militants socialistes. Quand elle mourut (de tuberculose ?) ses responsabilités allèrent à Mlle Stumm (future Mme Digue ?) qui avait assuré son intérim durant la dernière partie de sa maladie.

GUILLLYGOMARC'H Louis
Né le 29-2-1917.

Ce cheminot entre la Résistance, au F.N., le 7-5-1942. Menacé par la répression, il doit abandonner son emploi à la S.N.C.F. le 3-1-1943 et « prend le maquis ». Par la suite, officier F.T.P., il commande la Cie « Jacques Simon », 2e Cie du Bat F.T.P. « La Tour d'Auvergne » compagnie qui sera intégrée aux F.F.I. le 10-8-1944. Démobilisé le 15-6-1945.

GUIOMARC'H Joseph
Né à Quimperlé le 18-10-1883

Il commence à militer dans les années 20 au P.C.F. et à la C.G.T.U. Vers la fin des années 30 ce menuisier s'en va chercher du travail et en trouve à Montcornet (Aisne) où il devient maître-menuisier et continue de militer au Parti Communiste.

GUIRRIEC Bernadette
Née Le Coz

Participa au tirage clandestin de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » ainsi qu'à sa diffusion et à celle des tracts et des publication du P.C. clandestin, du F.N., des F.T.P. etc. Tracts et journaux clandestins tirés sur une « ronéo » chez ses parents à Lehan en Treffiagat. Sœur de Jean le Coz.

GUIRRIEC Hervé
Né à Lesconil en 1904 il y décède vers 1966

Marin-pêcheur il milite dès le début des années 30 à Lesconil. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération continue son activité militante.

GUIVARCH Claude
Né le 18-8-1873 à Bodilis

Il milite dans les rangs du P.S. avant la guerre de 14-18. A la fin du conflit après

que Lénine ait annoncé la création de l'Internationale Communiste il lutte pour que le P.S. la rejoigne et abandonne la 2e Internationale (Réf.). Ouvrier à l'arsenal de Brest. Très populaire, il est élu conseiller municipal communiste de Lambézellec. En 1924 il est candidat aux législatives sur la liste du « Bloc Ouvrier et Paysan » présenté par le P.C.F. Les socialistes se déchaînent contre lui et entament une campagne de calomnies, campagne bientôt menée de concert avec les éléments locaux les plus réactionnaires. L'honnête homme qu'était Guivarch en fut si affecté qu'en mai 1924 il tentera de se suicider. Ses calomniateurs seront confondus plus tard.

GUIVARCH Jean

Militant du P.C.F. à Brest où il est ouvrier (à l'arsenal ?), il est présenté par le Parti aux municipales de mai 1925. Peut-être le même que Guiavarch Jean.

GUIVARCH Vincent
Né le 28-1-1918 à Brest. Fusillé à Morlaix le 14-10-1942

Soudeur à l'autogène. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande au cours de l'été 1941. Propagandiste résistant il diffuse les publications et les tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Il participe à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques, décidées par le P.C. et qui eurent lieu le 25 octobre 1941 pour protester contre le massacre des 27 fusillés de Châteaubriant et en décembre de la même année contre l'exécution de patriotes du « groupe Elie » et de communistes (Dr Jacq, d'Huelgoat, etc.).

Il prend part au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal en mars 1942. En avril de la même année il est des militant qui protègent la manifestation des femmes, encadrées par des militantes communistes qui en ont pris l'initiative sous le nom de « Femmes Patriotes », manifestation contre le pillage des denrées alimentaires par les Allemands et la complicité du gouvernement de Pétain. Cela se passa devant l'annexe de la Mairie, rue Danton, où se trouvaient les services de ravitaillement (v. Jeanne Cariou).

Versé peu après aux F.T.P. qui viennent d'être créés il prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il est arrêté le 28-8-1942 en même temps que Jean Kerautret alors qu'armés ils s'en vont assurer la protection de militantes qui s'attaquent à la vitrine de la L.V.F. (Ligue des Volontaires contre le Bolchévisme) (v. à Raymonde Vadaine), rue de Siam à Brest. Kerautret et lui auraient eu un accrochage avec un groupe de militaires allemands. Echange de coups de feu. Guivarch et Kerautret sont blessés et tombent aux mains de soldats allemands qui les tortureront abominablement, avant qu'ils le soient par les policiers français et allemands. Guivarch planquait chez lui des armes, des explosifs et divers matériels pour les F.T.P..

GUIVARCH Yves

Résistant du F.N. et des F.T.P. il diffusait les journaux et tracts du F.N. Lieutenant F.T.P. il commandait une compagnie du maquis de Saint-Goazec.

GUYARD Edouard
Né le 1-3-1887 à Laval où il commence son militantisme au P.S.

Il opte en 1919 pour le retrait de ce parti de l'Internationale Socialiste et son rattachement à l'Internationale Communiste au cours des grands débats qui passionnent le monde ouvrier. C'est un grand ami de Velly premier maire à être élu sous une étiquette communiste en France, à Douarnenez. Guyard sera au lendemain du Congrès de Tour (déc. 1920) secrétaire de la section communiste de Douarnenez. Elu au congrès fédéral de 1921 membre du Comité fédéral du Finistère.

GUYADER Alain
Né le 13-1-1907 à Quimper

Menuisier ; il adhère en 1927 au syndicat quimpérois du bâtiment C.G.T.U. Il entre au P.C.F. en 1935. Sous l'occupation allemande — bien qu'handicapé par une grave maladie cardiaque — propagandiste résistant diffusant les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc..

GUYADER Césaire voir LE GUYADER Césaire.

GUYADER de Morlaix, voir **LE GUYADER** de Morlaix.

GUYADER François

Marin-pêcheur de Loctudy, il adhéra au P.C.F. sous le Front Populaire. Il sera réformé de la Marine pour blessures reçues au combat en 1939-1940 et il rejoindra Loctudy. On est alors au début de l'occupation allemande. Il contacte aussitôt le P.C.F. clandestin. En 1942 ou 43, il est versé aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération continue ses activités militantes à Loctudy où il décède en 1974.

GUYADER Isidore

Il sera appelé « le Père Guyader », un des pionniers du socialisme dans la région de Douarnenez. Membre du P.S. avant la guerre de 14-18 il se prononcera pour un retour à une voie révolutionnaire à la fin du conflit et par voie de conséquence pour le retrait du P.S. de la réformiste 2e Internationale Socialiste et son rattachement à l'Internationale Communiste que vient de fonder Lénine. Très actif, il a été élu conseiller municipal socialiste, puis communiste dans les municipalités Velly et Le Flanchec (v. ces noms). Il se séparera complètement de Le Flanchec quand celui-ci sera exclu du P.C.F. Il décédera en juillet 1939. Sa femme très pieuse, tint à ce qu'il eut des obsèques religieuses. Les camarades compréhensifs vinrent donc avec leur drapeau rouge. Le curé devint furieux quand il vit arriver devant l'église le convoi et ses emblèmes révolutionnaires. Il refusa, non seulement les drapeaux rouges à l'entrée de l'église mais aussi les couronnes de la section du P.C.F., sectarisme qui indigna les communistes. La conduite du prêtre avait de plus choqué la croyante Mme Guyader.

GUYADER Jean
De Carantec

Sous l'occupation allemande il adhère au F.N. et entre aux F.T.P. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante. Participe à de nombreuses actions contre l'occupant (Cie F.T.P. de Morlaix). Il décède le 7-7-1944 au maquis — faute de soins — est-il indiqué. Mais on ne sait s'il s'agissait de blessures, ce qui est probable ou de maladie.

GUYOMARC'H Albert
Né en 1924 à Berrien

F.T.P. Arrêté et déporté à Orianenburg. Adhère au P.C.F. après la guerre.

GUYOMARC'H Jean
Né le 27-7-1919, à Berrien ; décédé à Champigny (94) en septembre 1979

Parents cultivateurs. Il fait des études secondaires, ce qui était assez rare à l'époque pour un fils de paysans. Ses premiers contacts avec la Résistance : en été 1941 avec le P.C.F. clandestin. Dès lors, propagandiste résistant communiste il diffuse les publications du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. C'est chez lui et son frère, à Morlaix que se tint en décembre 1941, la réunion des responsables brestois — sous la présidence de R. Ballanger — qui procéda à la réorganisation de la direction du P.C. pour la région brestoise, dont deux des membres (Chaigneau et Kerbaul) sur trois étaient arrêtés depuis de longs mois.

Versé aux F.T.P. à leur création en 1942 il est un des organisateurs de la base de repli des F.T.P. du Nord-Finistère, à Trédudon-les-Moines. Devenu rapidement officier F.T.P. il est nommé responsable du secteur « Centre-Finistère ». Il est arrêté le 3-11-1942 par des gendarmes français mais il réussit à s'enfuir, les menottes toujours aux poignets. Il reprend le contact avec l'inter-régional des F.T.P. à cette époque, Lacazette, avec qui il entre en action en Loire-Atlantique. Peu après il est nommé commandant F. T. P. d'Ille-et-Vilaine-Morbihan. En février, mars, avril 1943 il séjourne dans le Finistère pour aider Daniel Trellu à réorganiser le F.N. et les F.T.P. décimés par la répression policière. Le 1er mai 1943 il est appelé à Paris et se voit confier des tâches à la direction nationale des J.C. En 1944, il est le lieutenant-colonel « Pascal ». A la Libération il reste dans l'armée et y deviendra capitaine d'infanterie.

GUYOMARCH Pierre
Né le 5-4-1918 à Berrien. Frère de Jean et Albert

Adhère au P.C.F. en 1918 au Cloître-Saint-Thégonnec. Membre de la Cellule du Relecq en Plounéour-Ménez jusqu'en septembre 1939. Démobilisé, reprend le contact en juillet 1940 avec le P.C.F. clandestin par Yves Priser, de Penzé, qui lui donne à diffuser l'appel à la Résistance de Maurice Thorez et Jacques Duclos. En 1941 affecté à un groupe de trois du Parti avec son frère Jean et J.-B. Sissou (Cessou). Chef de secteur du Front National (Berrien. le Cloître-Saint-Thégonnec, Plounéour-Ménez) jusqu'au 1er mai 1942. Passe alors au F.T.P. jusqu'à son arrestation, par le capitaine de gendarmerie S..., de Morlaix, le 3-10-1942. Il était chef de secteur adjoint F.T.P. Déporté au camp de Orianenburg où avec son frère Albert, il est membre de l'organisation clandestine du camp. Après la guerre va dans la région mancelle.

HAISSE

Il dirigeait l'exploitation de la tourbière de Pen-Ar-Yeun. Il adhère au Parti Communiste clandestin et au F.N. sous l'occupation allemande. Nommé responsable départemental du F.N. en fin 1943 ou début de 1944. Il a une grande activité de propagandiste résistant communiste. Au début de 1944 il est arrêté par des policiers français, torturé puis livré par les juges de Pétain aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne où il mourra.

HAMON (Jean ?)
De Saint-Martin-des-Champs, près de Morlaix.

Syndicaliste C.G.T.U. des cheminots morlaisiens et trésorier de leur section syndicale, dans les années 20 et 30. Militant du P.C.F.

HAMON Marcel
Né le 14-4-1908 à Plufur

Fils d'une ouvrière agricole illettrée. Il adhère au syndicat des maîtres d'internat de l'Académie de Rennes le 1er octobre 1927 au Lycée de Saint-Brieuc. Nommé en octobre 1929 au Lycée de Rennes, il devient secrétaire général du syndicat des maîtres et maîtresses d'internat pour l'Académie de Rennes, il n'a alors que 21 ans. Il reste à cette fonction jusqu'en octobre 1930 date à laquelle il est nommé répétiteur au Lycée de Brest. Il adhère au P.C.F. en janvier 1934 et devient membre du bureau de la cellule. Il reste à Brest jusqu'en octobre. A Pantin d'octobre 1934 à octobre 1935 il y est secrétaire de cellule. C'est alors, qu'il revient à Brest et reprend sa place au bureau de la cellule locale. Membre du bureau de rayon (section) de Brest dès sa création en mai 1936, il y restera jusqu'en décembre de la même année. De cette date à septembre 1939 il est responsable politique du Morbihan (la région Bretonne du P.C.F. comprenait le Finistère et le Morbihan).

Au cours de ces années M. Hamon sera maintes fois candidat : au conseil d'arrondissement (Plestin-les-Grèves en 1935), aux législatives (Lannion, avril 1936), aux municipales (Pantin, mai 1935).

Il est mobilisé en 1939 comme sergent. Quand les troupes allemandes arrivent à Guingamp, où l'Etat-Major du 19e R.I. avait ramené un certain nombre de soldats et de gradés, Marcel Hamon, avec trois de ses camarades ne vont pas à la caserne de Guingamp où les officiers allemands appelaient les militaires français à se rendre. Il s'habille en civil et part vers son domicile. Le 15 septembre 1940, peu après, il reprend son poste de professeur de philosophie à Saumur, où il avait été déplacé d'office en 1939, pour avoir dirigé la lutte contre une vente-saisie chez un cultivateur de Plumélian, près de Pontivy, le 25 mars de cette année-là.

Il arrive à reprendre le contact avec le P.C.F. clandestin et a dès lors une activité de propagandiste résistant. Il est au début de 1941 nommé responsable du Maine-et-Loire de l'O.S. (organisation que le P.C.F. avait créée à la fin de l'été 1940 dans les premières semaines de l'occupation allemande afin d'entreprendre la lutte directe contre l'occupant). Dès la création des F.T.P. en 1942, il est désigné comme leur responsable pour le Maine-et-Loire. Il est illégal à partir

du 15 décembre 1942. Du 1er janvier 1943 au 6 juin 1944 il est membre du Comité militaire national des F.T.P., responsable du 2e Bureau (renseignements). Après le 6 juin 1944 il est commandant des F.T.P. de la « Région M » (les 14 départements de l'Ouest de la France) sous le pseudonyme de « Courtois » avec le grade de colonel. Il prend alors une part importante à la préparation de l'Insurrection Nationale qui, avec l'aide des Alliés et des F.F.L., libèrera cette partie de la France.

Après la Libération il est élu député des Côtes-du-Nord à l'Assemblée Nationale (octobre 1945-juin 1951), le sera à nouveau de janvier 1956 au 31 décembre 1958. Maire de Plestin-les-Grèves de 1971 à 1977 et de mars 1983 à décembre de la même année. Conseiller général en 1973. Président d'un syndicat de voirie groupant 18 communes. Conseiller régional de Bretagne de 1976 à 1979. Membre du Bureau National des Anciens Combattants de la Résistance. Membre du Bureau National des Vétérans du P.C.F.

HAMON

Militant syndicaliste C.G.T. de la fin des années 30 à la Poudrerie du Pont-de-Buis où il est ouvrier. En juillet 1940 il fait partie d'une délégation d'ouvriers de la Poudrerie dirigée par le communiste Louis Berthelot, qui alla demander la reprise d'activité de cet établissement MAIS AVEC DES FABRICATIONS DE PAIX (afin que l'on donne du travail aux ouvriers mais sans servir la force allemande). La délégation fut reçue par M. Morel, le Directeur, un patriote qui sera très actif dans la Résistance et aurait été fusillé et par des officiers allemands qui s'imposèrent à l'entretien. La délégation était venue devant les grilles de la porte accompagnée de plusieurs dizaine d'ouvriers de l'établissement ce qui avait attiré l'attention des occupants. Les Allemands dans ces premières semaines de l'occupation tenaient à se donner l'image de marque d'occupants « corrects », aussi acceptèrent-ils assez vite de libérer les délégués que dans un premier temps ils avaient arrêtés. Mais ils refusèrent à ce que la Poudrerie soit reconvertie à autres choses que des productions utiles à leurs forces militaires.

HARRÉ François
Né le 17-6-1890 à Locronan

Ancien combattant de 14-18. Cheminot. Il adhèra en 1922 au syndicat C.G.T.U. des cheminots dès sa constitution. Il milite en Indre-et-Loire, puis revient à Quimper à la suite d'une nouvelle mutation professionnelle, c'était au début des années 30. Il adhère alors au P.C.F. et en devient un militant très actif. En fin 1939, il participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. De septembre 1939 à son arrestation par le commissaire S... le 8 octobre 1942, il est responsable du groupe clandestin des cheminots communistes quimpérois. A ce titre il avait été chargé, avec son camarade Pinson, d'organiser les liaisons clandestines par le chemin de fer entre Brest et Quimper et de Quimper avec d'autres localités où il y avait des gares S.N.C.F., elles étaient nombreuses à cette époque. Liaisons entre les organisations clandestines du P.C.F. et du F.N., convoyages de courriers, de militants repérés et en risque d'arrestation, en mission, convoyages de matériel de propagande, tracts et journaux clandestins, etc. Et, à partir du printemps 1942, d'armes et d'explosifs, d'abord pour l'O.S. du P.C.F. puis pour les F.T.P. qui lui succédèrent. Après son arrestation les policiers le soumettent à d'affreuses tortures. Elles causeront sa mort le 13-10-1942. Son supplice avait duré cinq jours et cinq nuits, mais les bourreaux ne purent rien lui arracher.

HASCOËT René
Né le 25-5-1919 à Brest

Electricien. Entre dans la Résistance aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand dans le groupe de Giloux, à Brest en 1942-1943. Arrêté en fin 1943 dans la même affaire que J.-P. Le Rest.

HASCOËT Roger
Né à Quimper (?) en 1913 ou 1914

Il adhère au P.C.F. en 1937 ou 1938. Cheminot. Il participe à l'activité patriotique du P.C.F. dans la clandestinité depuis 1939. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Il est nommé au « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine de Quimper en 1942 et exerce cette fonction jusqu'en 1943 quand il doit quitter la ville à la suite des arrestations à l'Hôtel de la Tour d'Auvergne.

HAVEZ Auguste

Originaire du Nord. Militant très connu, membre du Comité Central du P.C.F. il fut désigné pour « suivre » les « régions », du Parti en Bretagne. En 1934, il est élu secrétaire de l'Union Régionale C.G.T.U. et le restera jusqu'à la réunification syndicale des deux C.G.T., en décembre 1935 à Morlaix. Il joue un rôle essentiel lors du déroulement des émeutes populaires d'août 1935 à Brest où il se révèle être le seul véritable dirigeant du mouvement et du coup acquiert auprès des ouvriers brestois, engagés dans cette lutte un prestige considérable. Au congrès départemental de réunification syndicale de Morlaix en décembre 1935, il est élu secrétaire adjoint de l'U.D. du Finistère de la C.G.T. enfin réunifiée, Charles Berthelot recevant la responsabilité de secrétaire général. Havez annonça quelques jours après aux communistes brestois, qu'il n'avait accepté « cela » que le temps d'un congrès et qu'il n'avait pas l'intention de n'être que « l'adjoint d'un Berthelot ». Charles Berthelot,un réformiste, conservait le poste de secrétaire général du syndicat de l'arsenal, mais comme il serait forcément très occupé par ses tâches à l'U.D. le véritable n° 1 du syndicat de l'arsenal — le plus important du département — serait son adjoint Ernest Miry. Et Miry devint aussi secrétaire adjoint de l'U.D. avec François Prigent quand Havez partit. De 1936 à 1939, Havez assume des responsabilités nationales dans le P.C.F. Mais sa grande connaissance des choses de la Bretagne et de beaucoup de ses militants fera qu'il sera désigné pour aller en Bretagne et dans tout l'Ouest, afin de préparer un éventuel passage à la clandestinité du Parti dont l'interdiction était à craindre dans le contexte politique de l'époque. Quand le Parti fut interdit par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste, il devint le premier responsable du P.C.F. pour tout l'Ouest de la France, sous le nom de « Poulain ». Les groupes de trois militants — les « triangles » — qui avaient été secrétement désignés pour les localités, ou secteurs, à l'insu des intéressés eux-mêmes, entrèrent en fonction rapidement. Ils se chargèrent dans un premier temps de restructurer clandestinement le P.C.F. en prenant contact avec les militants un par un, du moins avec ceux que la guerre n'avait pas mobilisés. Les « triangles » planquèrent les ronéos (machines à imprimer de bureau), des stocks de papier, de l'encre spéciale. Havez vint dans le Finistère contrôler l'application des décisions prises et il prend contact avec toutes les « têtes » des « triangles ». A Brest avec Jeanne Cariou-Goasguen, par exemple, au Huelgoat avec le Docteur Jacq ; à Concarneau avec Lijour, etc. Havez est donc le premier responsable à prendre le nom d'Interrégional de Bretagne. En mai et juin 1940, il lance aux militants de Bretagne des directives précises ; en cas d'occupation allemande — hélàs prévisible devant le succès des armes du Reich — « RESTEZ SUR PLACE, POUR LUTTER » Ses consignes précisent de plus qu'il faut saboter le matériel partout où il est en danger de servir à l'ennemi s'il occupe votre ville, votre usine. N'oubliez pas, disait-il, en substance, que l'armée allemande est l'armée de l'impérialisme allemand de plus en plus dominé par l'hitlérisme. Il sera remplacé à l'Interrégion de Bretagne par R. Ballanger, le P.C.F. lui ayant confié des tâches nationales. Arrêté à Paris en 1941 et déporté à Mathausen.

HÉLARY Emile

Militant communiste. Candidat du P.C.F. aux élections municipales à Brest en 1924. Marin (peut-être de Saint-Marc).

HÉLARY Emile
Né à Plougonvelin le 1er-2-1899

Cheminot. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. Candidat du P.C.F. aux législa-

tives de 1928 dans la 2e circonscription de Morlaix. Décédé à Sainte-Eutrope en mars 1984.

HELARY J.

Ouvrier-électricien. Syndicaliste C.G.T.U., puis de la C.G.T. après la réunification, dans les années 20 et 30. Il a été de nombreuses années trésorier de la Maison du Peuple de Morlaix aux alentours de 1924.

HÉLIAS Jean
Né vers 1910 à Beuzec-Conq

Artisan-maçon. Il adhère au P.C.F. en 1920. Elu conseiller municipal, à Concarneau en 1935 et nommé adjoint au maire. En fin 1939 il est déclaré « déchu » par le gouvernement Daladier qui vient d'interdire le Parti Communiste. Il a refusé de renier son Parti. Hélias va participer à la reconstitution dans l'illégalité du P.C.F. dans la région de Concarneau, sous la direction du « triangle » Lijour, J. Rospars, A. Duot, père. Sous l'occupation allemande propagandiste il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Elu à nouveau conseiller municipal de Concarneau en 1947 et adjoint au maire, reste au Conseil municipal jusqu'en 1959.

HÉLIÉS Goulven (quelquefois orthographié **ÉLIÈS**).

Ouvrier (à l'arsenal de Brest ?). Syndicaliste C.G.T.U. au début des années 30 puis à la C.G.T., réunifiée en 1935. Il effectuera un voyage en U.R.S.S. avec Jean Nicolas et François Guillou et participera à des comptes-rendus où il se contentait d'être au bureau sa timidité ne lui permettant pas de s'exprimer à la tribune.

HELLARD Jean
Né le 9-9-1905 à Guipavas

Ouvrier-fraiseur à l'arsenal. Entre au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande le 1er octobre 1941, Il prend part à la préparation et au déroulement des grèves patriotiques de l'arsenal de Brest le 25-10-1941 et en décembre de la même année pour protester contre les exécutions de résistants par les Allemands. Hellard participe au sabotage de sous-station électriques à l'arsenal de Brest (3 sautèrent), le 28 mars 1942. Ce sabotage était dirigé par le « triangle » militaire du Parti (Kerouanton, Lesven, et P. Corre) récemment mis en place par l'interrégional du P.C.F., R. Ballanger. Il participe également aux sabotages qui, à l'arsenal, vont marquer le 14 juillet 1942, en protestation contre l'interdiction décidée par les autorités allemandes et pétainiste de célébrer la Fête Nationale française. Il est aussi collecteur de solidarité du Secours Populaire clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du Parti, du F.N., etc. Le 8-6-1944, sur le point d'être arrêté par la police française il réussit à s'échapper et s'en va retrouver sa famille réfugiée en Loir-et-Cher.

HÉLOU François
Né le 9-10-1915 à Lambézellec, décédé dans les années soixante.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937, à Brest et milite à l'arsenal et sur le plan local à Landerneau, où il habite. En 1941 il prend part à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques organisées par les groupes clandestins du Parti à l'arsenal le 25 octobre et en décembre 1941 pour protester contre les exécutions massives de résistants. notamment à Châteaubriant. Hélou participe au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal — toujours organisé par les groupes communistes clandestins — et qui a lieu le 28 mars 1942 sous la direction du « triangle » militaire du P.C.F. mis en place par l'interrégional du Parti R. Ballanger.

Il prend part aux sabotages organisés par le Parti, toujours, pour commémorer à l'arsenal la Fête Nationale du 14 juillet dont la célébration avait été interdite par les Allemands avec la bénédiction du maréchal Pétain. Parmi ses nombreuses actions anti-allemandes citons entre autres : le déraillement d'un train allemand de matériel sur la ligne Paris-Quimper. En juillet 1942 il s'occupe de la récupération d'armes venant d'Angleterre, parachutées. Arrêté le 30 septembre 1942 par des policiers français, livré aux Allemands après être passé par les prisons du Château à Brest, de Vitré, La Flèche, Rennes et Fresnes. Les Allemands le déportent dans un camp de concentration outre-Rhin. Il en reviendra et reprendra ses activités militantes au P.C.F. et à la C.G.T. Il sera un temps conseiller municipal de Brest, à la Libération.

HÉMERY Jean
Né à Quimper le 1er-12-1924

Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande à Quimper, en 1941. Propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux clandestin de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Il participe à des actions contre l'occupant allemand et en 1942 est versé aux F.T.P. Une de ses premières opérations dans les F.T.P. : l'attentat à la bombe contre le « Soldatenheim » du Cap Horn à Quimper. Citons aussi l'attaque contre la caserne de la « Tour d'Auvergne » (Quimper) occupée par la Wehrmarcht. Par la suite Hémery combattra dans une compagnie du Bat. F.T.P. « La Tour d'Auvergne ». Il y sera blessé au combat lors de la Libération de Concarneau.

HÉNAFF Arthur
Né en 1923 (Morlaix ?)

Il adhère au P.C.F. clandestin au début de l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en fin 1942. Il combattra dans une Cie du Bat F.T.P. « Yves-Giloux ». Mortellement blessé au combat (ou fait prisonnier par les soldats allemands qui l'exécutèrent ensuite).

HÉNAFF Eugène
Né le 30-10-1904 à Spézet, meurt à Paris le 28-10-1966

A dix ans il est domestique de ferme. Il vient avec sa famille à Paris alors qu'il est encore un enfant. A 14 ans il est garçon-boucher, puis il entre dans une imprimerie qu'il quitte pour devenir cimentier. Il milita d'abord dans un syndicat de tendance libertaire. C'est en 1924, qu'il rejoint la C.G.T.U. à 24 ans, il devient secrétaire du syndicat C.G.T.U. des cimentiers (1928). Il adhère peu après au P.C.F. Il est bientôt secrétaire de l'Union Régionale C.G.T.U. de la Seine du Bâtiment et en 1934 il est élu, secrétaire de l'U.R. de la Seine (La Seine est alors un département qui englobait Paris et sa proche banlieue). Il est un des principaux artisans de la réunification syndicale en 1935, et il prendra une part très importante à la direction des grandes grèves de 1936, à la tête de l'U.D.-C.G.T. de la Seine réunifiée. A cette occasion il se révèle être « homme de masse » exceptionnel et dirigeant ouvrier de grande valeur. Délégué au 6e Congrès de la C.G.T.U. en novembre 1931 à Paris, au 7e en 1933, à Paris. Délégué au 24e congrès de la C.G.T. réunifiée à Toulouse en 1936 et au 25e à Nantes en novembre 1938.

Pour autant il n'a pas oublié sa Bretagne natale et il soutient les efforts des « Bretons Emancipés », qui, dans la région parisienne, prennent en mains les revendications et aspirations populaires bretonnes, la défense de la langue et de la culture bretonne, les intérêts de la province. Parallèlement il mène une vie politique intense au sein du P.C.F. Sur le plan politique à cette époque c'est surtout à Bagnolet qu'il milite. En 1934, Hénaff entreprit une campagne qui allait le faire connaître ; il combat Jacques Doriot, renégat du Parti, dans son fief à Saint-Denis. Il sut, entre autre toucher le cœur et la raison des très nombreux Bretons qui y résidaient et y travaillaient, souvent en leur parlant en breton. En 1934 le congrès du P.C.F. l'élit membre suppléant de son comité central. Il sera titulaire du C.C. au Congrès suivant en 1936, celui de Villeurbanne.

En 1935 il avait été candidat au côté d'un autre breton, Marcel Hamon, aux élections municipales de Pantin. Candidat du Parti en 1932 et 1936 aux élections législatives.

En 1939, il prend part à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par un gouvernement Daladier s'appuyant sur une coalition de fait allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Sitôt la débâcle de 1940 il entre dans le combat contre l'occupant allemand. Cela lui vaut d'être arrêté en octobre 1940 à Paris par plusieurs dizaines de policiers français ! Détenu ensuite au camp de concentration de Chateaubriant, il s'en évade le 19-6-1941 et reprend aussitôt la lutte

clandestine. Il devient alors un des tous premiers responsables nationaux du P.C.F. pour la lutte armée (avant Tillon) commencée par les groupes O.S. du Parti dès la fin de 1940. Il sera plus tard membre du Comité National Militaire des F.T.P., à leur création au début de 1942.

Puis en Zone-Sud, non encore occupée par les Allemands (où le Parti l'a envoyé parce qu'il n'y est pas trop connu de la police) il cumule cette responsabilité au C.N.M. des F.T.P. avec celle de la diffusion de « La Vie Ouvrière », organe devenu clandestin en fin 1939, des militants C.G.T. révolutionnaires et patriotes. Ce journal deviendra plus tard l'organe central de la C.G.T., après la reconstitution de la C.G.T. dans la clandestinité. A la Libération il peut, enfin, rentrer à Paris, où il reprend la direction du mouvement syndical parisien. Il restera à ce poste jusqu'à sa mort en 1966.

HÉNAFF Jean
Originaire de Plougonven.

Combat dans les F.T.P. à Brest et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Propagandiste résistant il diffuse les publications et les tracts du P.C.F. et du F.N. etc. Il est arrêté en octobre 1943 par des policiers français et livré aux Allemands qui l'incarcérèrent à la prison de Pontaniou à Brest. Il s'en évade le 25-10-1943 avec d'autres camarades et reprend la lutte. Cette évasion sensationnelle fut possible grâce à l'active et courageuse complicité de plusieurs résistants, notamment Mmes Le Cars et Cormault.

HÉNAFF Joseph
Né à Elliant le 19-1-1887.

Cheminot. Avait émigré dans la région parisienne à la recherche d'un travail. Il entre aux Chemins de fer et adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. dans les années 20, à Drancy où il s'est établi.

Elu conseiller municipal (com.) de Drancy. Déchu par le gouvernement Daladier en 1939 après l'interdiction du Parti Communiste. Arrêté en octobre 1940 pour son activité résistante. Emprisonné à Fontevrault et Clairveaux puis détenu aux camps de concentration d'Aincourt, Chateaubriant, Voves et Pithiviers. Libéré le 10-8-1944 par l'insurrection nationale et l'avance alliée. Il retourne à Drancy et meurt peu après.

HÉNAFF Joseph
Né à Saint-Hernin en 1905.

Il adhère au P.C.F. en 1930. En 1939 il prend part à la restructuration du Parti dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse la presse clandestine et les tracts du P.C.F. et du F.N., etc. Il sera le premier responsable désigné par le Parti pour s'occuper du F.N. dans la région de Gourin en 1941. Comme il a des liens constants avec l'organisation clandestine du P.C.F. et le F.N. de Scaër — tout à côté — cela permettait des actions communes F.T.P. par dessus les limites départementales.

HÉNAFF Yves
Né à Spézet

D'abord cultivateur puis ouvrier ardoisier. Il vient à Paris un peu avant la guerre de 14-18. Il y fait le terrassier et adhère au syndicat des terrassiers devenant un ardent syndicaliste jusqu'à la fin de sa vie. Père d'Eugène Hénaff. Mort en 1932 ou 1933.

HENDRYCKX Arthur
Né en 1890 en Belgique, mort à Brest en 1977.

Il vient en Bretagne pendant, ou après la guerre de 14-18, et s'installe à Lambézellec. Naturalisé français, il entre comme ouvrier à l'arsenal de Brest. En 1930 il participe à un Tour de France cycliste. Il était alors un coureur très réputé dans notre région où il fait briller les couleurs du « C.C. Lambézellec ». Syndiqué, mais s'il fréquente plus le vélodrome de Kerabécam que la Maison du Peuple ou les réunions publiques, il ne s'en désintéresse pas pour autant.

Au début de l'occupation allemande. dès la création du F.N. (par le P.C.F.) en mai 1941 il est un des premiers contactés pour y entrer et il accepte. Il a dès lors une activité de propagandiste résistant que favorise son influence dans les milieux sportifs. A cela il ajoute une activité d'hébergement de résistants en mission. Entre autres résistants « planqués » par lui, Gabriel Paul.

HENOT Albert
Né le 15-2-1929 à Treffiagat

Il entre à la J.C. sous l'occupation allemande et participe à la propagande résistante diffusant les tracts et les journaux de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à des actions contre l'occupant allemand. Il adhère aussi, alors au P.C.F clandestin. Après la Libération il milite à Bénodet. Elu conseiller municipal il devient adjoint au maire. Il rejoint ensuite sa commune d'origine. Treffiagat où il est élu conseiller municipal (com.) Maire de Treffiagat depuis 1971. Fils de Laurent et Albertine Henot.

HENOT Albertine
Née Le Coz, le 22-4-1907, à Treffiagat, dans une famille pauvre de petits fermiers qui n'avaient que deux vaches et ne parlaient que le breton.

Son père faisait aussi l'ouvrier agricole. Elle adhère au P.C.F. en 1928 ou 1930. En 1939, après l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, s'appuyant sur une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste, elle participe à sa restructuration dans la clandestinité en pays bigouden. Sous l'occupation allemande propagandiste résistante, elle diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N, des F.T.P., etc. Sœur de Jean Le Coz.

HENOT Laurent
Né à Plobannalec, le 26-11-1905, décédé à Treffiagat le 21-4-1957

Artisan entrepreneur après avoir été maçon. Il adhère au P.C.F. dans les années 30. En 1939, juste avant la guerre, il est mobilisé à Saint-Cyr-l'Ecole. Démobilisé en fin 1940, après la débâcle. Revenu au pays, il reprend aussitôt le contact avec le P.C.F. devenu clandestin. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Suspecté par la police, il fuit son domicile qui est perquisitionné peu de temps après. Il se « planque » à Saint-Evarzec, dans un moulin d'où il revenait parfois la nuit pour revoir les siens et contacter les camarades. Arrêté en 1944, emprisonné à Quimper, prison Saint-Charles, où il est amené pour l'instruction de son procès. Il est alors enchaîné comme les autres résistants, trois par trois. Ils s'attendaient à être fusillés par les Allemands... mais arrive la Libération de la ville, ils sont sauvés. Père d'Albert Henot, époux d'Albertine.

HENRI Yvon
De Melgven

Militant communiste dans les années 20 et 30. Ce cultivateur va surtout se faire connaître du monde rural où il exerce sa propagande. Il écrit plusieurs articles sur les problèmes paysans dans sa région, au cours des années 20 dans l'hebdomadaire régional du P.C.F., « La Bretagne Communiste ».

HENRY Laurent
Né le 22-8-1912, à Chateauneuf-du-Faou

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation. Il participe à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal de Brest le 25 octobre 1941 et en décembre 1941, organisées par les groupes communistes clandestins de l'arsenal, pour protester contre les exécutions de patriotes par les Allemands. Il prend part au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal, organisé, toujours, par ces mêmes groupes communistes le 27-3-1942, ainsi qu'à ceux organisés encore par les mêmes pour célébrer le 14 juillet, la commémoration de la Fête Nationale ayant été interdite par les Allemands avec la complicité de Pétain. Propagandiste résistant il diffusa les tracts et les journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Son activité se continue à Brest après la Libération.

HERLEDAN Jean-Marie
Né à Concarneau le 11-1-1903

Militant du P.C.F. à Concarneau dans les années 20 et 30.

HERNOT Albert
Charpentier à Landerneau où il était né le 20-11-1891

Il adhère au P.C.F. à ses tout débuts (1920-1921). Présenté par le Parti communiste sur la liste du « Bloc Ouvrier et Paysan » aux élections législatives de 1924. Militant C.G.T.U. du Bâtiment.

HERNOT
Militant du P.C.F. à Carhaix

Sous l'occupation allemande, il est un propagandiste résistant et diffuse les publications du P.C.F. et du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant.

HERONNEAU Paul
Commis à l'Hospice de Brest

Militant du P.C.F., il est présenté par le Parti sur sa liste aux élections municipales de 1925 à Brest. Militant de la C.G.T.U.

HERRY François Marie
Né le 22-3-1901 à Brest

Mécanicien, puis libraire, puis radio-électricien. Jeune ouvrier il adhère à la C.G.T.U., alors qu'il travaillait chez Berthonnier, serrurier à Brest. A 18 ans, il doit entrer à l'armée à laquelle il doit cinq années de service en tant qu'élève d'une école militaire où il était entré comme orphelin de guerre. Sergent rapidement, il est cassé de son grade en raison de son refus d'aller combattre au Maroc. Expédié là-bas contre son gré, il ne tarde pas à être traduit devant le conseil de guerre de Casablanca qui le condamne à vingt mois de prison (seize mois au bagne de Kenitra, plus quatre mois de grâce). Il convient de rajouter six mois de « rabiot » (supplément de temps à faire) au 2e Bat. d'Infanterie Légère d'Afrique, les trop fameux « Bat. d'Af. ». Traduit en conseil de discipline, il finit son temps aux « sections spéciales » du Nif-Ghalem, au Maroc. Libéré, enfin, il renoue avec la C.G.T.U. en 1932 à l'Union locale de Morlaix.

Il adhère aussi au P.C.F. Membre du bureau du « rayon » (section) de Morlaix du P.C.F. en 1932. Il habite à Roscoff, où il est aidé dans son action militante par des sympathisants qui n'osent pas adhérer, craignant la répression. Mais en 1936, cinq d'entre eux entreront au P.C.F. Herry est alors membre du Comité régional du P.C.F. (« Région Bretonne Finistère-Morbihan »). Il sera secrétaire de la section de Morlaix de mars 1938 à la mise hors la loi du Parti en septembre 1939 par un gouvernement Daladier. Entre temps, il avait dû changer de profession, en 1936 électricien à la Compagnie Lebon à Morlaix, il aide à la formation d'un syndicat dont il devient le secrétaire : il est licencié ! Boycotté par les patrons il s'installe libraire à Morlaix. Mobilisé en 1939, il revient démobilisé en 1942, réformé pour tuberculose.

Il est aussitôt contacté par Jean-Baptiste Sissou (Cessou), responsable du P.C.F. clandestin dans cette partie du Finistère. Herry fera ensuite partie du « triangle » de direction de la section communiste clandestine de Morlaix avec Troadec et Turquiet. Propagandiste résistant il diffuse les publications et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, mais il s'occupe surtout de la logistique de soutien du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Herry commandait lors des combats de la Libération la Compagnie « Lever » qui défendait le viaduc de Morlaix contre une éventuelle destruction envisagée par les Allemands, lors de la fin du siège de Brest alors que la Wehrmacht reflue vers cette ville. Et François Herry organise des actions contre les troupes allemandes qui tentent de se regrouper, opérations qui se révèleront efficaces.

Herry sera plusieurs fois candidat (com.) à des élections. En 1934 et 36 dans la circonscription de Morlaix, en 1937 aux cantonales, canton de Saint-Pol-de-Léon, aux législatives de 1936 dans la 2e circonscription (Landivisiau) de Morlaix. A la Libération en 1945, il fait partie de la délégation spéciale de Morlaix, présidée par Masson, confirmé dans ce poste par les élections municipales et nommé adjoint au maire. Marié à une résistante Lamanda Augustine, qui fut déportée par les Allemands. F. Herry a écrit une « Vie de Militant », document très instructif et intéressant (inédit).

HERRY Germaine
Épouse Vandel. Née le 13-3-1914 au Huelgoat

Elle adhère au P.C.F. sur la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Contactée par André Tollet elle devient agent de liaison du « triangle » de direction communiste de la région parisienne. En 1944, agent de liaison de Vandel, le président (communiste) du Comité Départemental de Libération de la Seine-et-Oise. Elle assure dès lors, entre autres, les liaisons de l'Etat-Major F.F.I. dirigé par Roll-Tanguy, et les comités départementaux de Libération de la « Seine », la « Seine-et-Oise » et la « Seine-et-Marne », départements qui à l'époque formaient la région parisienne. Après la Libération, elle épouse Vandel et continue son activité militante dans la région parisienne.

HERRY Jean-Yvon
De Plourin

Combat dans les rangs de la Compagnie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Propagandiste de la Résistance et sympathisant du P.C.F., il diffusait les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il prit part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il tombe aux mains de l'ennemi à l'issue d'une attaque contre une unité allemande en marche. La Wehrmacht avait été avertie de l'attaque des F.T.P. par une collaboratrice « horizontale », Mme X. de Pleyber-Christ, qui en informa son amant allemand, lequel prévint ses supérieurs.

L'effet de surprise au lieu de jouer en faveur des résistants se retourna contre eux. Les Allemands feront de nombreux prisonniers dont J.-Y. Herry et les fusilleront au Cloître Saint-Thégonnec, le 28 juillet 1944. La délatrice ne sera jamais inquiétée...

HERVÉ

Secrétaire du Syndicat C.G.T.U. dès ouvriers des P.T.T. en 1921. Il restera longtemps à ce poste à (Brest ?).

HERVÉ Jean (Yves ?)
Né à Kernével vers 1919

Il adhère à la J.C. à Rosporden en 1937. En 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité de la J.C. et du P.C.F. interdits par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué au combat lors de la Libération de Rosporden, en même temps que Jean Goarant. Une stèle rappelle sa mort près de Lanveur en Kernével.

HERVÉ Joseph ou **LE GOFF Hervé**
Né en 1899 (à St-Goazec ?)

Menuisier. Militant communiste des années 20 et 30. Il est condamné pour sa participation à la lutte contre la guerre coloniale faite au Maroc : il avait été surpris dans la nuit du 29 au 30 août 1926 par les gendarmes alors qu'il collait des affiches « séditieuses ». Il fut condamné à un mois de prison par le tribunal de Châteaulin. En 1934, Alain Signor, le secrétaire régional du P.C.F. le présente encore dans un meeting électoral en l'appelant « le condamné de Saint-Goazec ». Joseph Hervé était candidat (com.) au conseil d'arrondissement à Chateauneuf-du-Faou. Il sera encore candidat aux cantonales de 1937..

HERVÉ Raymond
Militant communiste à Concarneau

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Membre de l'O.S. du P.C.F., avec Eugène Le Bris et comme lui versé aux F.T.P. Arrêté par des policiers français, il est délivré par son camarade Le Bris alors qu'il se trouvait à Nantes, dans le cabinet du juge d'instruction Le Bras, pétainiste, que Le Bris abattra pour délivrer son camarade. Repris, il sera torturé affreusement puis livré aux Allemands qui le fusilleront.

HERVÉ Yves
Militant des Jeunesses Communistes de Concarneau où il est né vers 1920

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué au combat lors d'un accrochage contre des soldats allemands, à Kernabat, en Scaër, en juillet 1944.

HILY Yves
Né le 18-11-1909 à Saint-Divy

Sympathisant (ou membre du P.C.F.) à Brest. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains. Parti de Brest, il y sera rapatrié.

HISEL Jean-Pierre

Il adhère au P.C.F. en 1936, cellule de Recouvrance à Brest, qu'il contribue à créer. Il devient le responsable pour Brest de la diffusion de l'hebdomadaire régional du Parti, « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime ». Il s'occupera activement du C.D.H. de Brest qui diffuse tous les dimanches un nombre élevé de « l'Humanité », jusqu'à 800 exemplaires, à la criée, dans les rues de l'agglomération. Il est aussi un militant de Secours Populaire Français dont il est trésorier départemental en 1938, ce qui lui donne un rôle important dans la solidarité à l'Espagne républicaine.

HISEL Marthe
Epouse du précédent

Elle adhère au P.C.F. en 1936, à Brest, en même temps que son mari et à la même cellule. Elle sera un temps secrétaire d'une cellule de femmes à Recouvrance, cellule qui ne sera pas maintenue car jugée « ségrégative ». Elle s'occupe aussi activement du Mouvement des Femmes pour l'Enfance. Elle a un certain rôle au côté de son mari dans l'aide à l'Espagne républicaine et plus particulièrement pour l'accueil aux réfugiés, femmes et enfants espagnols dirigés vers l'agglomération brestoise.

HORN Charles
Du Pont de Buis

Militant de la C.G.T. de la Poudrerie où il est un des dirigeants du syndicat avec Masson et comme lui révoqué après les grèves du 30-11-1938. Mais comme Masson, il est maintenu par les syndiqués à ses fonctions syndicales. Il est, avec Louis Berthelot, un des organisateurs de la manifestation d'ouvriers de la Poudrerie du Pont de Buis qui, en juillet 1940, quelques semaines après l'arrivée troupes allemandes réclament la réouverture de l'établissement mais avec des fabrications de paix, sous entendu qui ne puissent servir à l'armée allemande. La poudrerie était fermée depuis la débâcle de juin et le personnel en chômage, acculé à la détresse... La manifestation avait été préparée par une distribution de tracts — tirés sur la ronéo (petite machine à imprimer de bureau) de la section clandestine de Brest, planquée chez les frères Gosselin, impasse Beg-Avel à Saint-Pierre-Quilbignon — A la fin de cette manifestation et de l'entrevue qu'elle avait permis d'obtenir, Louis Berthelot — son instigateur avec la cellule clandestine — et Horn, sont arrêtés mais bientôt relâchés. Louis Berthelot, était amputé d'une jambe laissée à la guerre de 14-18 et les Allemands au début de l'occupation voulaient donner d'eux l'image d'occupants « corrects ».

Peu après Horn met en relation le groupe clandestin des ouvriers communistes de l'entreprise avec le directeur M. Morel. Horn n'était pas membre du Parti mais les communistes avaient confiance en lui et il connaissait mieux M. Morel qu'eux... Ce M. Morel était un patriote lucide qui par la suite permettra à l'O.S. du Parti, puis aux F.T.P. qui lui succèderont, de se procurer clandestinement des explosifs à la Poudrerie.

HUIBAN Jean
Né en 1911 (à Scaër ?)

Décédé à Scaër en 1978. Ouvrier agricole puis papetier, il adhère à la C.G.T. en 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F. du F.N., etc., après avoir adhéré au F.N. en fin 1941 ou début de 1942. Il participera à la reconstitution dans la clandestinité de la C.G.T. aux Papeteries de Cascaradec, à Scaër. A la Libération, en 1944, il adhère au P.C.F. Conseiller municipal communiste dans la municipalité dirigée par Pierre Salaun il le restera 32 années consécutives ! Sur la fin de sa vie, il animait l'amicale du 3e âge de Scaër.

HUON Robert
Né en 1908 à Plouigneau

Ebéniste au chômage, il entre dans la police municipale de Morlaix en 1931. En 1936, il y organise le syndicat C.G.T. des policiers morlaisiens. Mobilisé en 1939, il est affecté comme menuisier à l'arsenal de Brest. Fait prisonnier de guerre il ne part pas pour un stalag (camp de prisonnier de guerre en Allemagne) étant policier. Il est reversé à la police municipale de Morlaix et il refuse alors, avec d'autres policiers cégétistes, de prêter serment à Pétain... Il est quand même maintenu dans la police, mais très surveillé. Il pourra néanmoins aider très efficacement les résistants et notamment les communistes. A la Libération, nommé brigadier-chef. Meurt à Morlaix en 1968 ou 69.

ILIOU François
Né vers 1907-09 (à Rosporden ?)

Il adhère au P.C.F. au début des années 30. Il est alors très connu dans la région de Rosporden. En 1936, il a quelques difficultés à comprendre la large politique d'union populaire du Parti qui s'exprime en dehors du clivage « gauche-droite » par la « main tendue aux travailleurs catholiques » décidée par le Parti en début de 1936 dans son congrès de Villeurbanne.

JACOB « Les sœurs Jacob »
De Guiclan

Ces deux femmes célibataires sympathisantes du P.C.F. depuis plusieurs années vont aider efficacement, sous l'occupation allemande, l'organisation communiste clandestine dans la région de Lanmeur. Elles organisent la « planque » d'armes et de munitions des F.T.P. ainsi que l'hébergement de résistants en mission. Elles hébergent aussi des aviateurs anglais dont les appareils ont été abattus.

JACOB ou JACOP
De Brennilis

Il adhère au P.C.F. au début des années 30 dans la région de Scrignac-Brennilis. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. C'est lui qui recevra l'adhésion de Créoff qui avait été témoin de l'arrestation de Jean Coant.

JACQ Alain
Syndicaliste à Brest en 1936

En 1937, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Répubicains espagnols. Artilleur, il prend part aux batailles de Guadalajara et du Front de l'Ebre — où il sera grièvement blessé. Il écrira une lettre à « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », organe hebdomadaire régional du Parti Communiste, dont il était sympathisant et qui sera publiée. Il sera rapatrié à Landerneau sa ville d'origine.

JACQ Fernand
Né le 12-1-1908 à Granville (Manche)

Fusillé à Chateaubriant le 15-12-1941. Docteur en médecine. Il adhère au P.C.F. vers 1930 à Rennes. Jusqu'en 1933 il assumera des responsabilités à la tête de l'Union Fédérale des Etudiants Rennais. Il s'installe comme docteur à Huelgoat en 1934. Membre du Comité Régional de la « Région Bretonne (Finistère-Morbihan) » du Parti Communiste. Il participe, en la dirigeant, à la restructuration clandestine du Parti en septembre 1939 (après qu'il eut été interdit par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition qui va des socialistes à l'extrême-droit fasciste) dans sa section. Il dirige en effet le « triangle » nommé pour animer l'activité du P.C.F. devenu clandestin. Il avait été élu conseiller municipal communiste le 12-5-1935 et il sera « déchu » par le gouvernement parce qu'il n'entend pas renier son Parti, comme on le lui demande dès 1939. Arrêté en juillet 1941, il est détenu au camp de concentration de Chateaubriant. Au camp, profitant d'une relative liberté, il devient l'animateur, avec quelques autres détenus d'une chorale bretonne, et met sur pied un cours

de langue bretonne très suivi par les détenus bretons. Les Allemands vinrent le chercher avec d'autres camarades le 15-12-1941 pour le fusiller dans une clairière du Bois de la Blisière, près de Chateaubriant. Quand les autres membres de la chorale le virent partir pour le poteau d'exécution, sitôt après « La Marseillaise », chantée par tous, ils entonnèrent le chant breton « Bro Goz Ma Zadou » (Vieux Pays de mes Pères). Le docteur Jacq s'était fait connaître et estimer, non seulement pour son désintéressement, il soignait les pauvres comme les riches, et il lui arrivait « d'oublier » ses honoraires, mais aussi pour sa propagande intelligente en faveur de l'hygiène et de la tempérance dans les campagnes où l'exercice de son métier l'entraînait, où à cette époque les préjugés les plus arriérés, les plus absurdes régnaient encore dans les hameaux... Et il portait aussi la « bonne parole du Parti ».

JADÉ Simon
Né en 1899 ou 1900 à Audierne où il meurt en août 1983

Fils d'un maçon, il travaille dès l'âge de 12 ans dans une usine de conserves. Devient maçon puis marin de commerce en 1924 au Havre. Il adhère aussitôt à la C.G.T.U et au P.C.F. dans cette ville. Il y participe activement aux grandes luttes du Front Populaire.

En 1939, mobilisé sur un navire de commerce. Il refuse au cours de l'été 1940 de naviguer pour l'Allemagne. Il revient à Audierne, reprend son métier de maçon et le contact avec le P.C.F. clandestin et participe avec lui à la Résistance. En août 1944, dans la Compagnie « Marat », il prend part aux combats pour la libération d'Audierne.

En 1945, il reprend la navigation. En 1954, il finit sa carrière comme assistant officier après avoir beaucoup bourlingué et connu trois naufrages au cours desquels périrent de nombreux marins. Dans sa retraite il prend une part importante aux activités du P.C.F. à Audierne. Il fabriquait aussi de petits thoniers en réduction qui étaient mis en loterie par le Parti dans ses fêtes.

JAFFRÈS Gabriel

Commis de Marine brestois qui ne cachait pas ses sympathies pour le P.C.F. Il fut l'un des dirigeants des « Bretons Emancipés » de la région parisienne, aux côtés de Marcel Cachin qu'il aimait beaucoup. Il écrivait dans leur journal « War Sao » de nombreux articles qu'il signait parfois du pseudonyme « Treborn ». Sous l'occupation allemande il est un actif résistant du F.N. Il met son appartement du boulevard Port-Royal, dans le 15e arrondissement, à la disposition du P.C.F. Il s'y tiendra des réunions clandestines importantes de dirigeants de la Résistance. Il restera lié au mouvement ouvrier en toutes circonstances, même les plus délicates et il fit beaucoup pour assurer dans l'avenir le succès des revendications culturelles bretonnes.

JAFFRÈS Mme née DASSIBAT
Epouse de Gabriel Jaffrès

Le seconde en tout, notamment aux « Bretons Emancipés » et plus tard dans la Résistance. Après la mort de son mari, elle continuera son œuvre dans l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Ile de France dont elle sera vice-présidente. Elle écrira dans le journal « Le Pays Breton », organe mensuel de cette association, des articles appréciés sur la culture et l'histoire bretonnes.

JAIN Germain
Né le 25-1-1925 à Quéménéven

Il entre aux F.T.P. le 15-8-1943 et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand ainsi qu'à la récupération d'armes de parachutages en Edern, Pont-Coblant, Gouezec. Il participe à la prise du Menez-Hom le 1-9-1944 au cours de combats qui causèrent beaucoup de pertes au Bat. « Stalingrad » auquel il appartenait. Démobilisé le 30-9-1944.

JAMEAU Alfred
Né en 1912 (à Brest ?),
fusillé le 18-8-1944.

Militant du P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffusait les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est fait prisonnier dans Brest, lors d'une mission. Brest est alors une forteresse allemande assiégée. Les soldats allemands emmenèrent leurs prisonniers, Jameau, Cousquer et J.-P. Gourlaouen devant le mur de la façade de la Coop, rue Coat-ar-Guéven et là les abattent.

JAN Robert
Né en 1910 à Concarneau

Marin-pêcheur et au commerce. En 1936, il quitte la navigation et se fait embaucher dans une usine métallurgique à Paris. Il n'y reste pas longtemps : on lui propose et il accepte de prendre du service à la Compagnie « France-Navigation » que vient de créer le P.C.F. pour ravitailler la République espagnole étranglée par la « non intervention » de Léon Blum. Il entrera dans la Résistance au début de 1944, sa vie de navigant ne lui ayant pas permis de concrétiser plutôt ses opinions résistantes. Il adhère donc au P.C.F. quelques mois plus tard, à la Libération. En mai 1945, il est élu maire (com.) de Concarneau. Mais la désunion des forces de la Résistance minée par les politiciens socialistes (qui en vérité n'avaient pas participé à la Résistance) fait qu'il sera battu avec la liste du P.C.F. aux élections suivantes. Et Rober Jan reprend sa vie navigante en 1959, à la fin de son mandat de conseiller général. Quand il revint s'installer définitivement à Concarneau comme retraité, il reprend ses activités politiques : ...il a laissé de bons souvenirs de son passage à la mairie. En 1971, il est le seul communiste élu au conseil municipal. En 1972, il est élu conseiller général, et en 1978, maire de Concarneau et le reste jusqu'en 1980 quand il cède sa place à un plus jeune.

JANIN Henri
Eminent militant du P.C.F. Nommé interrégional du P.C.F. de Bretagne en remplacement de R. Ballanger et V. Gosnat.

Il accomplit une remarquable et rapide réorganisation du parti clandestin et de ses filiales F.N., F.T.P., etc., décimés par une terrible répression policière. Restera peu de temps en Bretagne.

JANIN

Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande à Brest. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du Parti Communiste. En octobre 1942, il est dénoncé à la police par une « collaboratrice horizontale », la femme M..., de Brest. Condamné et déporté par les Allemands à Orianenburg, libéré en 1945, il ne retourne pas à Brest, mais va dans la Sarthe, probablement son département d'origine. Mme M... avait aussi dénoncé son mari qui mourra au camp d'Orianenburg. Après la guerre elle demandera et obtiendra une pension comme « veuve de déporté » !

JANY Yves
Né à Morlaix vers 1898

Plombier-zingueur. Orphelin de guerre (son père fut tué à la guerre de 14-18). Il est un des organisateurs du P.C.F. et de la J.C. en début des années 20. Après son service militaire et l'occupation de la Rhur, il revient à Morlaix et milite au P.C.F. et au syndicat C.G.T.U du Bâtiment, puis à la C.G.T. (réunifiée à partir de décembre 1935). Remobilisé en 1939, il est fait prisonnier de guerre et ne revient qu'en 1945 à Morlaix, qu'il quitte bientôt pour la région parisienne où se poursuit sa vie militante.

JAOUEN Albert
Né 21-7-1909 à Quimper, décédé le 21-8-1976 à Chatellerault

Plombier. Il entre aux J.C. en 1925 et au P.C.F. en 1930. Membre du Comité Régional de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du P.C.F. en 1934. De 1935 à 1939, membre du bureau régional du Parti. Il milita surtout à Quimper mais sera un certain temps à Brest où il est allé chercher du travail, en raison du boycott des patrons quimpérois. Il s'engage dans les Brigades Internationales. Il va gagner les galons de lieutenant. Blessé, malade, il devra être rapatrié le 22 octobre 1938 à Brest.

Mobilisé dans l'armée française en 1939, il combat près de Rocroy, dans l'artillerie et il y reçoit une autre blessure de guerre. Il sera fait prisonnier sur son lit d'hôpital à Angers, puis libéré comme blessé de guerre. De retour au pays deux mois plus tard, il

rejoint l'organisation clandestine du P.C.F. à Quimper. Propagandiste résistant, il rédige des tracts et participe à la diffusion des journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il est arrêté le 3-7-1941. Détenu aux camps de concentration de Châteaubriant, puis de Voves (Eure-et-Loir). Il fait partie de la direction de l'organisation clandestine politique (com.) des détenus de ces deux camps et de leur organisation militaire interne. Il y donne des cours de combattants militaires avec d'autres anciens des B.I. comme Bonizec — à partir de leur expérience personnelle d'officier dans la guerre d'Espagne. Il fait partie du groupe « d'évadeurs » du camp avec d'autres bretons : Jean Coant, Volant, Eug. Kerbaul, groupe qui organise à la demande de la direction clandestine du camp des évasions de camarades responsables et en réussit. A. Jaouen s'évadera du camp de Voves (où les détenus du camp de Châteaubriant ont été transférés) avec E. Kerbaul, P. Quéinnec, et sept autres détenus, tous communistes bien entendu, le 10-1-1943. Du 10-2-1943 au 10-8-1943, sous le pseudonyme de « Roger », il est responsable du F.N. dans le Finistère. Il assure aussi le ravitaillement des F.T.P. dans les Monts d'Arrée. Du 15—8-1943 au 15-4-1944, sous le pseudonyme de « Laurent », il participe au développement des F.T.P. de l'interrégion 24 (Charente, Charente-Maritime, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées). Du 2-5-1944 au 2-9-1944, toujours sous le pseudonyme de « Laurent » il réorganise — d'abord sous la direction de Maurice Carroué (« Paumier ») les F.T.P. décimés par la répression dans l'interrégion 21 (Meurthe-et-Moselle, Vosges, Belfort, Doubs, Haute-Saône, Haute-Marne, zône nord du Jura), puis sous son seul commandement ces unités reconstituées auront une activité considérable dans cette période de l'Insurrection Nationale qu'avait voulu et préparé le P.C.F. Citons entre autres le triple déraillement dans la région de Barley (Haute-Saône) bloquant la voie 54 jours, plus de 35 déraillements dans la région de Briey, etc. Albert Jaouen est blessé en mission le 26-9-1944. Promu au grade de colonel par le Comité National des F.T.P. en date du 17-6-1944, date de sa prise de commandement de la 21e interrégion F.T.P., laquelle est forte au 6-6-1944, de 8.256 combattants. Après la guerre, il revient dans le Finistère et devient un des dirigeants de la fédération finistérienne du P.C.F. Sénateur (com.) du Finistère quelques années plus tard. Son état de santé l'amena à abandonner ses activités militantes.

JAOUEN Yvonne

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistante, elle diffuse les journaux et publications du P.C.F., du F.N., etc. Elle assure des liaisons entre différents groupes du P.C.F. et le « triangle » de direction de l'organisation communiste brestoise, ainsi qu'entre ce « triangle » et les F.T.P. du secteur de Brest.

JÉQUEL Louis
Né à Pont-l'Abbé le 4-1-1875, décédé à Douarnenez le 8-9-1922.

« En janvier 1905, sous l'impulsion de Jéquel, ouvrier menuisier, et de Dubreuil, métallo, se constitua à Douarnenez un syndicat du bâtiment qui groupa bientôt 257 adhérents », écrit G.-M. Thomas dans « Brest-la-Rouge ». Militant du P.S., Jéquel se prononça au lendemain de la guerre de 14-18 pour une ligne révolutionnaire du P.S., opposée à celle des réformistes qui avaient entraîné le P.S. dans l«'union sacrée » avec la bourgeoisie. Par voie de conséquence, Jéquel prône le retrait du P.S. de la 2e Internationale (réf.) et son rattachement à la 3e Internationale.

Ceci va tout à fait à l'encontre de ce qu'en pensent les socialistes « droitiers » de Douarnenez — dont aucun au demeurant n'est ouvrier — comme Fernand Le Goïc, secrétaire de la section socialiste douarneniste. L. Jequel est élu sur la liste socialiste au Conseil Municipal de Douarnenez en 1919. Il sera candidat communiste aux sénatoriales de janvier 1921. Il avait participé ardemment entre temps aux débats qui entraînèrent les deux tiers des socialistes du Finistère à réclamer avec une ligne politique révolutionnaire, le rattachement à la 3e Internationale (com.). C'est dans ce sens qu'à une forte majorité se prononcera le congrès de Tours (décembre 1920 - janvier 1921).

Jéquel cumula longtemps les responsabilités syndicales et politiques. Depuis 1905, il était secrétaire du syndicat local du bâtiment. Il abandonnera cette responsabilité quand en 1919 les socialistes douarnenistes conquis en majorité à une ligne révolutionnaire, remplacent F. Le Goïc par Jéquel au secrétariat de leur section locale. En 1920, il est réélu à ce poste, où il déploie une grande activité dans la préparation du congrès de Tours. En 1921, la section socialiste de Douarnenez, comme toutes les autres sections finistériennes, est passée à la 3e Internationale ainsi que la fédération départementale. Jéquel est une fois de plus réélu secrétaire de la section et il le sera encore en 1922. Cependant Le Goïc, refusant les décisions du congrès de Tours, recrée une section socialiste réformiste (S.F.I.O.) avec la minorité des adhérents qui refusent les décisions du congrès national. Précisons que tous les socialistes qui étaient ouvriers avaient opté pour la 3e Internationale, l'Internationale Communiste.

Jéquel fut un des premiers Finistériens à aller en Union Soviétique (en 1921 ou 22) et à son retour il en parla chaleureusement et de la révolution russe et du jeune pouvoir des Soviets. Jéquel meurt de maladie en 1922. Jean Le Treïs, secrétaire fédéral du Finistère du P.C.F., prononcera l'éloge funèbre. Jéquel laissait six enfants dont le plus jeune n'avait que dix huit mois... « Goude et Masson — écrira l'hebdomadaire départemental du P.C.F., « Germinal » — lui doivent une partie de leur fortune politique ».

JÉZÉGABEL Jacques

Marin-pêcheur (?). Militant communiste de Lesconil où il adhère au début des années 20.

JÉZÉQUEL Claude, dit **Jean**
Né en 1910, décédé en décembre 1984 au Relecq-Kerhuon.

Adhère au P.C.F. à Brest en 1937. Ouvrier à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas au Relecq-Kerhuon où il habite. Milite sur le plan local et à l'entreprise. Syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

JIQUEL Alexandre
Né à Penhars le 12-1-1892, décédé à Villejuif (94) le 21-3-1951.

Ses parents étaient de pauvres sabotiers de Penhars. Avant la guerre de 14-18, il émigra et devint mineur de charbon jusqu'à l'âge de 18 ans. Alors il quitte la France pour la Belgique afin d'échapper au service militaire. Rapatrié à la déclaration de guerre, il est arrêté, condamné et envoyé aux Bataillons d'Afrique, en Algérie avec son frère Jean-Marie. Ramené en France, il est blessé à Verdun. Après la guerre, il va à Paris, puis à Nantes où cet ancien mineur travaille à la construction des piles du pont Pierre-Mille, dans des cloches à plongeurs (caissons). Ensuite il revient à Paris et travaille à la construction du métro. Il s'établit alors à Villejuif et adhère au P.C.F. vers 1924 ou 1925. En 1930, il est secrétaire du « rayon » (section) de Villejuif.

Il n'a pas oublié sa terre natale et il entretient des contacts étroits avec ses compatriotes bretons émigrés dans la région parisienne. Il entre aux « Bretons Emancipés », à leur fondation en 1932 et il devient président de leur amicale locale de Villejuif. Quand le P.C.F. est interdit par le gouvernement Daladier, Jiquel participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité. Il devient aussitôt responsable de la « Région Banlieue-Sud ».

Il est arrêté le 25-11-1939 pour reconstitution de « ligue dissoute » et condamné par le tribunal militaire de Paris en 1940, à quatre années d'emprisonnement. Il va de prison en prison : la Santé, Fresnes, Poissy — où il est signalé comme « dangereux » au directeur de l'établissement pénitentier... qui le menace. A la débâcle, les prisonniers sont emmenés à La Rochelle et il doit faire partie du deuxième convoi du « Chemin de l'Honneur », mais ce deuxième convoi ne part pour l'Algérie, car les Allemands arrivent et on ramène les prisonniers à Poissy. Dans le train, les camara-

des se mutinent, les gardes français se ruent sur eux à coups de crosses sous le regard des Allemands en armes prêts à intervenir si cela risquait de mal tourner pour les gendarmes français. Jiquel a la machoire brisée. Au bout de deux années, en 1942, il est transféré à Compiègne et de là au camp de concentration de Sachsenhausen (Orianenburg), puis à Buchenwald. On le contraint à travailler aux usines Heinkel... il y organise des sabotages, malgré d'atroces conditions matérielles, avec son futur gendre, Cogrel et un antifasciste allemand.

Libéré par les Américains, le 3-5-1945, il revint à Villejuif. Permanent à la section du Parti, aussitôt. Il ne cessera de militer activement jusqu'à sa mort.

JOÏC Christian

Il adhère au P.C.F. clandestin à Brest sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il a pris part à diverses actions contre l'occupant.

JOLIVET Alain
Employé de l'E.D.F.

Militant du P.C.F. dans le centre Finistère. Il avait adhéré au P.C.F. et à la C.G.T. dans les années 30. Il habitait Saint-Coulitz. Sous l'occupation allemande, c'est un propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant.

JOLIVET Louis

Militant communiste de Pleyben. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

JOLIVET Madeleine
Née le 2-6-1921 à Nantes. Epouse Louin

Débute dans la vie militante à Saint-Coulitz, où son père, Alain, prend la défense des ouvriers agricoles (voir plus haut). Elle adhère à la J.C. en 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, elle diffuse les publications clandestines et les tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versée aux F.T.P., elle devient agent de liaison à la 2e Compagnie du Bat. « Stalingrad ». Après la Libération, elle vient à Paris où elle milite au sein du P.C.F. et de la C.G.T. dans le 11e arrondissement.

JOLIVET Pierre
Né le 6-9-1921 à Quimper

Postier auxilliaire. Adhère à la J.C. en 1937, au P.C.F. au début de la clandestinité en septembre 1939. Il participe alors à la restructuration dans l'illégalité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Il entre à l'O.S. du P.C.F. en mars 1941 et accomplit aussitôt ses premiers sabotages contre l'occupant. Il passe aux F.T.P. à leur création dans le département (mai 1942) et prend part à de nombreuses opérations, sabotages, attentats, etc. Il est arrêté par des policiers français et abominablement torturé. Livré aux Allemands qui le fusillent le 5-6-1942 à Quimper. Son corps ne sera livré à la famille que plus tard pour les obsèques officielles le 2-10-1944, auxquelles participa une foule impressionnante.

JONCOUR François
Né le 3-3-1905, à Rennes

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. à Brest en 1937. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il participe à la préparation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal — organisées par les groupes du P.C.F. clandestin dans cet établissement, le 25 octobre 1941 et en décembre de la même année en protestation contre les exécutions de patriotes par les Allemands. Joncour prend part à de nombreuses actions contre l'occupant : aux sabotages qui marquèrent le 14 juillet 1942 en protestation contre l'interdiction faite avec l'accord de Pétain de célébrer la Fête Nationale. Arrêté par des policiers français le 1-10-1942, torturé puis livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne. Délivré par les troupes soviétiques le 9 mai 1945. Décédé quelque temps après la Libération.

JONCOUR Marie
De Douarnenez. Dactylo

Syndicaliste C.G.T.U., désignée pour être membre du conseil d'administration de la coopérative. « Les Dentelles et Broderies Bretonnes », dont Tillon aurait été l'initiateur et dont le but était de faire échapper aux margoulins intermédiaires les dentellières et brodeuses, nombreuses dans le Sud-Finistère et très exploitées par ces revendeurs. Marie Joncour avait été dactylo de l'Union locale C.G.T.U. de Douarnenez. Membre du P.C.F.

JOURDAIN Esprit

Il adhère à la J.C. en 1936 ou 1937 à Concarneau. Il rejoint le P.C.F. en septembre ou octobre 1939 et prend part à sa restructuration dans la clandestinité où l'a plongé l'interdiction décrétée par le gouvernement Daladier. Il sera membre du premier groupe O.S. du P.C.F. créé à Concarneau et déjà dans l'action dans les premières semaines de février 1941 (sabotages, attentats, etc.). Il est des premiers groupes F.T.P. fondés dans le secteur de Concarneau en mai 1942 et dans leurs rangs il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

Propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Il est arrêté par des policiers français au cours de l'automne 1942 et abominablement torturé puis livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il serait mort d'épuisement et de sévices. Un autre document dit qu'il y fut fusillé en 1942. Ouvrier d'usine.

JOURDY Edmond

Il adhère au P.S. avant la guerre de 14-18 à Douarnenez. En 1919, il se prononce pour le retour du P.S. à une voie révolutionnaire, donc pour le retrait de la 2e Internationale (soc.) et son rattachement à la 3e Internationale (com.). Il mène avec son ami Jéquel, entre autres, un combat énergique contre les réformistes de la section douarneniste qui ont à leur tête le secrétaire Fernand Le Goïc, un enseignant imbu de lui-même et qui jouera plus tard un rôle important dans le réformisme finistérien. Au terme de ces longs et riches débats, à une forte majorité, les membres de la section de Douarnenez se prononcent pour la voie révolutionnaire que leur conseillent Jourdy, Jéquel, Velly, Kerfendal, etc.

Après le congrès de Tours, la section devient S.F.I.C. (c'est-à-dire du Parti Socialiste, Section Française de l'Internationale Communiste), mais le Parti prendra bientôt le nom de communiste aussi pour se distinguer du parti socialiste reformé avec la minorité qui récusait les décisions du congrès de Tours. Jourdy sera le trésorier de la section communiste de 1921 à 1925. Cependant Le Goïc a refondé une section socialiste S.F.I.O. avec la minorité locale dissidente. Jourdy est élu membre du comité fédéral (départemental) du P.C.F. le 14-1-1924 à Quimper. En 1924, il participe avec le secrétaire fédéral Goanac'h à la campagnge électorale complémentaire ouverte par la mort du maire communiste de Douarnenez Velly pour faire élire D. Le Flanchec qui sera maire. Lors de la grande grève des ouvrières des sardineries de Douarnenez, Jourdy sera l'un des membres de comité de grève avec son frère Aramis.

Jourdy, honnête, ne tarde pas à entrer en conflit contre Le Flanchec, dont les méthodes dictatoriales et la vie privée le choquent profondément. Il dénoncera la conduite au sein du Parti de Le Flanchec. Celui-ci réunit un groupe de ses amis — qu'il baptisera « cellule de Douarnenez » et qui prétendra exclure Jourdy du Parti. Cette « exclusion » pour le moins singulière ne sera jamais ratifiée par le bureau régional du P.C.F., et donc sans valeur (novembre 1925), Jourdy pouvait compter à Douarnenez sur bien d'autres militants intègres : Jos Pencalet, Catherine Gloaguen, etc. Militants autrement plus lucides que le quarteron d'envoûtés qui suivaient, encore pour un temps, Le Flanchec.

JULIEN Mme

Militante du P.C.F. et de la C.G.T.U. à Douarnenez. Elle est membre du comité de grève des ouvrières des sardineries lors de leurs grandes grèves de 1924.

KERAMBORGNE
Né vers 1911

Cheminot, il adhère au P.C.F. clandestin à la gare de Brest en fin 1940, début de l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part à l'important sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest que les groupes communistes clandestins des cheminots organisent en janvier et février 1941 et qui amènera d'importantes perturbations du trafic à cause de l'immobilisation provoquée d'un grand nombre de wagons et locomotives... cela provoquera aussi la venue à Brest d'une équipe d'inspecteurs de la police spéciale de Rennes.

KERAUTRET Eugène
Né en 1908

Ouvrier plâtrier. Syndicaliste C.G.T.U. dans le bâtiment. Après la réunification syndicale de 1935 milite dans la C.G.T. réunifiée. Militant communiste, il est présenté par son Parti aux élections cantonales de 1937 au Faou.

KERAUTRET François
Né à Saint-Pierre-Quilbignon le 18-1-1897, décédé à Brest le 12 mai 1935

Artisan tapissier, frère de Pierre et père de Jean. Militant syndicaliste C.G.T.U. des années 20 et 30, à Brest, ainsi que du P.C.F. auquel il a adhéré dans ses tout premiers temps. Il assumera diverses responsabilités syndicales et notamment celle de secrétaire du « syndicat des ouvriers réunis de l'ameublement de la région brestoise » dont il est un des piliers. Délégué du Finistère au 4e Congrès de la C.G.T.U., Bordeaux, 1927. A la C.G.T.U., il se classe parmi les « majoritaires » (partisans d'une étroite collaboration avec le Parti communiste dans la lutte de classe). Il s'opposera avec efficacité aux « minoritaires », menés dans la région par René Martin et pour qui le syndicat étant « la forme suprême du prolétariat » il n'avait à avoir de rapports avec un parti politique quelconque. Sur le plan départemental, le conflit aboutira à l'abandon par René Martin de ses fonctions de secrétaire départemental de la C.G.T.U. Quelques-uns de ses amis resteront un temps « autonomes » puis finiront comme René Martin par rejoindre tous la très réformiste C.G.T.-confédérée et participer à la collaboration de classes des Jouhaux, et autres réformistes et avec des liens privilégiés avec le P.S.

F. Kerautret sera plusieurs fois candidat du P.C.F. à des élections, notamment aux législatives de 1928 dans la première circonscription de Morlaix.

KERAUTRET Jean
Né à Brest le 9-4-1918, fusillé à Morlaix le 14-10-1942.

Tapissier, fils du précédent. En fin de 1935, il adhère à la J.C. avec E. Kerbaul, Y. Prigent, A. Le Moal fils, Eugène Perrot, au mois de décembre. Mais ils ne parviennent à créer le cercle de J.C. « Henri-Barbusse » que quelques mois plus tard. Ce cercle sera très vivant jusqu'à l'interdiction de la J.C. en septembre 1939, Jean Kerautret en sera le trésorier adjoint en 1936 mais part au régiment en 1937. Démobilisé au printemps 1941, de retour aussitôt à Brest, il rejoint immédiatement l'organisation communiste brestoise clandestine.

Dès l'été 1941, aidé par Yves Prigent, il avait récupéré un revolver sur un officier allemand préalablement assommé. En fin 1941, il devint membre de l'O.S. du P.C.F. et prend part à des actions contre l'occupant allemand. Il a donc acquis une certaine expérience dans ce type d'opérations quand il est versé aux F.T.P. à leur création à Brest en mai 1942. Il participera à de très nombreuses actions, sabotages, attentats, attaques à main armée, etc. Il s'occupera aussi de la formation à la lutte armée de jeunes résistants de la J.C. et du P.C.F. en vue de leur passage aux F.T.P. Il avait appris à l'armée, outre le maniement des armes de combat, l'usage des explosifs. Il est aussi un propagandiste résistant diffusant les tracts et journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Avec Simone Bastien, il reforme le groupe de J.C. dans la clandestinité à Brest.

Jean Kerautret sera grièvement blessé lors d'un accrochage contre des soldats allemands. Il existe deux versions de cette affaire. L'une dit que le 31 août 1942, alors qu'en compagnie de Vincent Guivarc'h, il descendait rue de la Fontaine à Recouvrance, ils se heurtèrent à un groupe de soldats allemands. Des coups de feu furent échangés et Kerautret et Guivarc'h, pour protéger leur repli, firent à nouveau usage de leurs armes, mais grièvement atteints, ils tombent aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands les torturèrent affreusement. Selon l'autre version — peut-être moins probable — c'est alors qu'ils se rendaient le 28-8-1942 vers la rue de Siam, pour assurer la protection de militantes qui avaient la charge de dévaster la vitrine de la L.V.F. rue de Siam (v. Raymonde Vadaine) que remontant la rue Louis-Pasteur, en sortant de chez lui accompagné de Guivarc'h, ils se seraient heurtés à un groupe de militaires allemands. Ils seront emprisonnés à Brest et une des responsables de la Croix-Rouge brestoise, Mme Poitou-Duplessis, rapportera à la mère de Jean sa chemise trempée de sang, c'était quelques jours après « l'interrogatoire ». Tout au long de ces journées les deux jeunes hommes font preuve d'un courage exceptionnel. Ils seront condamnés à mort et exécutés à Morlaix, le 14-10-1942. La fiancée de Jean Kerautret (que nous n'avons pu identifier) sera arrêtée, elle aussi, en venant aux nouvelles chez lui.

KERAUTRET Pierre
Frère de François

Syndicaliste C.G.T.U., puis de la C.G.T. réunifiée en 1935. Militant du P.C.F. dès le début des années 20 à Brest, probablement à l'usine à gaz. Un peu plus tard, il est trésorier de la seizième Union régionale C.G.T.U. dont dépendait l'U.D.-C.G.T.U. du Finistère. Licencié à cause de ses activités syndicalistes et communistes et faute de pouvoir trouver du travail à Brest, il s'en va à Paris. Il y deviendra un des dirigeants du syndicat C.G.T.U. des gaziers (puis C.G.T. après la réunification de 1935) de la région parisienne. Elu à la commission exécutive de la C.G.T.U. en 1931, réélu en 1932. Il a parallèlement d'importantes activités politiques, des responsabilités au sein du P.C.F. Elu maire communiste de Romainville, près de Paris en 1935. Malgré l'éloignement de sa Bretagne natale, il continue à s'intéresser de très près aux luttes politiques et syndicales à Brest et dans le Finistère. Sous le Front Populaire, il fera une tournée de réunions publiques dans le département. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Après la Libération, il reprend à la mairie de Romainville, son siège de maire. En fin de 1939, il avait été « déchu » de cette fonction par le gouvernement Daladier après l'interdiction du P.C.F. Meurt à Romainville quelques mois après la guerre.

KERBAUL Eugène Marie
Né le 5-8-1917 à Brest.

Cette biographie est plus détaillée que beaucoup d'autres parce qu'il importe que les lecteurs de cet ouvrage sache bien qui est l'auteur.

Successivement employé de mairie à St-Marc, près Brest, à 12 ans, apprenti typographe, facteur auxiliaire des P.T.T. Il participe aux événements tumultueux qui se déroulent à Brest en août 1935. Adhère à la Jeunesse Communiste en décembre et au P.C.F. en janvier 1936. Fondateur avec J. Kerautret, Yves Prigent, A. Le Moal, fils et Eugène Perrot du cercle « Henri-Barbusse » de la J.C. à Brest et qui y relance le mouvement. Il en est le secrétaire et le restera jusqu'à la mise hors la loi du P.C.F. et de la J.C. en septembre 1939.

Secrétaire de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » des J.C. de la fin de 1936 à l'été 1939. Envoyé à l'Ecole Nationale des J.C., en novembre 1936. Membre de la délégation nationale des J.C. au congrès national du Parti en Arles, décembre 1937. Membre du comité de section du P.C.F. à Brest dès sa création en mai 1936, en 1937 de son bureau. Au Comité régional Finistère-Morbihan du P.C.F., il participe à son bureau dès la fin de 1938.

Il est membre du comité de rédaction de l'hebdomadaire régional communiste « La Bretagne, Ouvrière, Paysanne et Maritime ». Orateur « jeune » à des réunions et campagnes législatives de 1936 et cantonales de 1937.

En 1938, il montera, avec quelques autres communistes brestois, une garde armée à bord d'un cargo espagnol : le « Zuriola », afin qu'il ne tombe pas aux mains des fascistes espagnols aidés de complices brestois. En juillet 1939, il est désigné (à son insu, car le secret absolu était de mise) membre d'un « triangle » de direction de la section communiste de Brest en cas de clandestinité, avec Jeanne Goasguen-Cariou et Roger Chaigneau, la première en étant la responsable.

Kerbaul avait été chargé, lors de l'interdiction de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » d'aller demander aux ouvriers de l'Imprimerie Coopérative de la rue Kléber, d'assurer le tirage qui se trouvait sous presse — et ce en dépit de l'interdiction gouvernementale. Tous acceptèrent sans hésitation ! Le journal, l'encre encore fraîche, sera réparti par petits paquets entre des groupes de militants, dirigés par Henri Mesnès, qui iront le diffuser dans la rue et à la criée. Il n'y aura aucun invendu, ce journal qu'on venait d'interdire suscitait la curiosité. La police ne put interpeller aucun des diffuseurs de ce qui était devenu, du fait de son interdiction, le premier journal clandestin diffusé à Brest et dans le Finistère au cours de la Deuxième Guerre Mondiale.

Kerbaul s'occupera avec Chaigneau et J. Goasguen, de « planquer » la ronéo de la section chez les frères Gosselin à St-Pierre Quilbignon. Il y avait beaucoup de militants mobilisés mais parmi ceux qui étaient là et que l'on alla contacter **il ne se trouva pas un seul** pour renier le Parti et condamner l'Union Soviétique qui avait dû signer avec l'Allemagne un pacte de non-agression. Kerbaul rédigea le premier tract clandestin sorti à Brest : c'était en octobre 1939. Son texte, avec quelques retouches, avait été approuvé par Jeanne Goasguen-Cariou. Des policiers reconnurent le « style » de l'auteur du tract et Kerbaul fut convoqué à la police spéciale de la gare où il niera tout.

Le 27 novembre 1939, appelé à l'armée, Kerbaul quitte Brest, Jules Lesven prend sa place au « triangle ». Il la retrouvera à son retour le 1er septembre 1940. Il reprend le jour-même, ses propres tâches au « triangle » qui dirige l'activité clandestine communiste de Brest, à aucun moment coupé de la direction du Parti en dépit des événements. Mais les événements commandent une nouvelle restructuration qui tienne compte des militants présents, de ceux qui reviennent, démobilisés ou évadés, etc. Et reprend l'édition de tracts locaux ou de petits « papillons », ainsi que la distribution de « L'Humanité » clandestine, qui en dépit des bouleversements arrive toujours régulièrement, mais en bien trop petit nombre d'exemplaires.

En janvier 1941, le 2 ou le 3, Kerbaul rencontre R. Ballanger, l'interrégional du Parti pour la Bretagne, qui lui demande de créer un premier groupe de « l'Organisation spéciale » que le P.C.F. structure en zone occupée, l'« O.S. ». Ce que Kerbaul fera avec son copain Jean-Pierre Le Rest et le Vieux Le Moal, un chef de chantier de l'entreprise Auffret réquisitionnée par les Allemands. Le « vieux Alain Le Moal », dirige Kerbaul et Le Rest sur le chantier qu'il commande, au manoir de Kerguillo, en Bohars, où les Allemands installaient l'Etat-Major de la Luftwaffe pour le Nord de la Bretagne. Des sabotages vont retarder de près de deux mois la mise en service de l'ensemble des installations. En avril 1941, Kerbaul juge plus prudent de quitter cet « emploi » et il se fait accepter par une société de récupération de métaux non-ferreux qui opère à l'arsenal. Cet emploi offre des possibilités à Kerbaul, non seulement d'y accomplir des sabotages, mais aussi le contact avec des camarades de l'arsenal. Ainsi, ils purent saboter des wagons en glissant dans les boîtes de graissage d'essieux de la poudre d'émeri que Lesven et Le Gôf obtinrent en broyant des meules d'affutage. Parmi les autres sabotages : une grue qui lâcha sa flèche, ou encore les wagons sabotés par surcharges considérables, etc.

Le contact étant établi sur place avec les groupes clandestins et leurs responsables, J. Lesven, M. Le Gôf, L. Kerouanton, J. Le Nédellec, etc., il put aussi aider à la propagande dans l'arsenal auprés des ouvriers français qui ne travaillaient pas de gaieté de cœur — dans leur quasi totalité — pour l'occupant. Des essais de propagande auprès des militaires allemands furent tentés avec un tract. Mais l'accueil par les soldats et marins allemands fut terriblement décevant ! Ils se montrèrent très solidaires de l'impérialisme allemand et de sa volonté hégémonique.

En mars 1941, R. Ballanger demanda à Kerbaul d'installer une imprimerie clandestine à Brest. Ce sera fait dans une maisonnette de Kerichen. La presse à imprimer du modèle le plus simple, a été fabriquée à l'arsenal par Lesven, Pierre Corre, etc. Les caractéres d'imprimerie viennent du Mans. Kerbaul qui, de son métier est typographe, rédige, puis compose typographiquement à la main le premier numéro de l'édition finistérienne de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », l'hebdomadaire régional du P.C.F. qui réparait clandestinement depuis mars 1941, imprimé à Nantes et ronéoté ensuite dans le Finistère à Lehan, en Plobannalec. Mais Kerbaul apprend en fin juin que la police enquête sur lui. Il quitte son domicile et attend les faux papiers qui lui permettront de gagner d'autres lieux. Les policiers brestois arriveront quinze jours plus tard, le 5 juillet 1941, devançant les faux papiers.

Envoyé au camp de concentration de Châteaubriant, en attendant — le prévint-on — la suite de l'enquête. Ce camp sera transféré en mai 1942 à Voves (E.-et-L.). Kerbaul fera partie de la direction des J.C. clandestinement organisée parmi les jeunes détenus dans l'un et l'autre de ces deux camps. Membre du groupe des évadeurs, avec Albert Jaouen, Volant et Jean Coant et qui ont la charge d'organiser les évasions de camarades. Kerbaul s'évade à son tour le 10 janvier 1943. Muté dans la région parisienne par le P.C.F., il y retrouve Robert Ballanger interrégional du Parti pour la R.P. qui lui confie l'interrégion des J.C. (Paris, Seine, Seinet-et-Oise, Seine-et-Marne). Il participe avec des groupes de la J.C. armés à des sabotages, à des attentats. Il édite des journaux clandestins de jeunes.

Kerbaul n'échappera que de peu à une arrestation, muté dans le Nord à la plus forte interrégion de France de la J.C. et comme officier des F.T.P. Il devra d'abord réorganiser cette interrégion décimée par une vague d'arrestations. A la Libération, l'interrégion « Nord » des J.C. regroupe quelque 2 000 jeunes hommes ou jeunes filles essentiellement dans le Nord et le Pas-de-Calais. Une partie en est armée Kerbaul y est connu sous le pseudonyme de « Devos » ou « Arthur Devos », typique du Nord. Il participe personnellement à des sabotages et attentats, à des prises de parole. Il prend part à la tête de 200 J.C. à la Libération de Lille et de sa banlieue. Membre du Bureau National des J.C. en novembre 1944. En février 1945, il est remobilisé dans l'armée avec le grade de sergent (il avait refusé de faire homologuer son grade de capitaine gagné dans la Résistance). Démobilisé en août 1945. A son retour à Paris, il est membre du Bureau national de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France. Ensuite, rédacteur en chef de « L'Avant-Garde », alors un hebdomadaire dont le tirage va monter bientôt aux alentours de 200 000 exemplaires. Au bout d'un an et demi, Kerbaul demande à être déchargé de ce poste : il a dépassé l'âge. Alors envoyé en Amérique Latine comme délégué de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (F.M.J.D.). Il y reste près de six mois, expulsé du Vénézuéla, de Panama, indésirable en Argentine, emprisonné en Colombie, interdit au Mexique.

Retour en France. D'abord rédacteur à l'Union Française d'Information (U.F.I.) agence créée par le P.C.F., où il sera journaliste parlementaire, puis à L'Humanité.

Alors, il demande à reprendre son métier de typographe et des tâches dans le Parti même. Il devient secrétaire à l'organisation d'une des sections du 11e arrt de Paris. Il est ensuite secrétaire de France-Roumanie (1953-1958), il démissionnera de cette fonction pour incompatibilité d'humeur avec les Roumains. L'Union des Sociétés Bretonnes d'Ile-de-France, en fait un membre de son bureau. Kerbaul est collaborateur de l'Institut Maurice-Thorez (qui deviendra plus tard Institut de Recherches Marxistes). Kerbaul a écrit de nombreux articles sur l'histoire du mouvement ouvrier en Bretagne et plus particulièrement dans le Finistère. Entre autres : « **Pages d'Histoire du P.C. à**

Brest de 1935 à 1943 » paru en sept articles en 1969 et 1970 dans « Bretagne Nouvelle ». Citons aussi les extraits de sa contribution au colloque des historiens communistes de 1972 dans les « Cahiers de l'Histoire » de l'Institut Maurice-Thorez : « **Evolution des effectifs et des structures d'une section communiste de province (Brest) 1935-1943** ».

KERBAUL René
Originaire de Landerneau.

Instituteur à Carhaix ou Maël-Carhaix. Militant communiste dès les années 20. Syndicaliste C.G.T.U.

KERBINIBIN Louis
Né à Pont-Labbé le 9-4-1887.

Militant du P.C.F. dans les années 20 à Pont-Labbé, un des fondateurs du P.C.F. en Pays Bigouden. Probablement membre du P.S. avant la naissance du P.C. Il avait opté pour une voie révolutionnaire dans les ardents débats qui passionnèrent le mouvement ouvrier tout entier, au lendemain de la guerre de 14-18 et qui précédèrent le Congrès de Tours de décembre 1920. Il sera conseiller municipal (com.) de Pont-Labbé. Militant de l'A.R.A.C. qu'il a contribué à créer dans le département et à Pont-Labbé. Il meurt en 1922 des suites de la guerre de 14-18.

KERBIRIOU ou KERBORIOU
Né en 1881.

Commis des P.T.T., un des fondateurs du P.C.F. dans le Finistère, à Morlaix en 1920. Probalement membre du P.S. avant cette date. Il opte à l'époque pour une ligne révolutionnaire et demande en conséquence le rattachement du P.S. à la Troisième Internationale (com.). Il avait été engagé volontaire pour la guerre de 14-18, le sol national étant envahi par les armées de l'impérialisme allemand. En 1922, il est secrétaire de la section communiste de Morlaix. Il restera quelque temps à cette fonction. En 1925, il écrit un article dans l'hebdomadaire régional communiste, article intéressant sur la situation sociale à Morlaix cette année-là. En 1928, il porte la contradiction dans un meeting des socialistes à la place de P. Kerautret empêché. Il meurt en 1933 (à Morlaix ?) à 52 ans.

KERDRAON Théophile
Mort à Brest en avril 1984 (?).

Un des militants syndicalistes les plus importants du Finistère dans les décennies 20 et 30 de notre siècle. Dès la fin de la guerre de 14-18, il adhère au P.S. et à la C.G.T. Au moment de la scission syndicale de 1922, il est au secrétariat du syndicat des Travailleurs Réunis de l'Arsenal de Brest et de la Pyrotechnie de St-Nicolas et son influence déjà est importante dans le personnel de ces établissements. En 1921, il avait été le jeune secrétaire adjoint du l'U.D.-C.G.T. du Finistère.

Il sera de ceux qui feront, contre l'avis de Le Bris, Paul Gourmelon, Guena, etc., basculer le bureau de l'U.D.-C.G.T. du côté des partisans d'un syndicalisme de classe. La majorité réformiste du C.C.N. de la C.G.T. ayant volontairement provoqué la scission du mouvement syndical cégétiste en refusant la cohabitation au sein de la centrale du courant révolutionnaire et du réformisme. Théo Kerdraon le regrette car il pense que tous les travailleurs doivent appartenir à la même centrale syndicale ce qui implique le pluralisme **en son sein**. Les militants qui adoptent cete position, furent dits pour cela « unitaires ». Ils ne tarderont pas à être exclus de la C.G.T. par la majorité réformiste ! Ils se regroupent alors et forment une autre centrale C.G.T., la C.G.T.-Unitaire. Syndicat de lutte de classe, mais unitaire pour effacer la division syndicale. Dans le début des années 20, les syndicats rattachés à la C.G.T.U. sont dans le Finistère plus nombreux et plus riches d'adhérents que les « confédérés ». Mais patronat et Etat-Patron vont axer leur lutte contre la C.G.T.U., elle est sur le plan syndical leur principal ennemi.

En avril 1922, Kerdraon est confirmé dans ces fonctions de secrétaire-adjoint de l'U.D.-Unitaire au congrès départemental. En 1923, il est élu secrétaire de la Fédération nationale C.G.T.U. « Marine-Etat » qui regroupe les syndicats « unitaires » des travailleurs de l'Etat (Arsenaux, etc.) et il le restera jusqu'en 1925, quand révoqué de l'arsenal il doit être remplacé à la tête de la Fédération par Dadot.

En 1925, c'est la guerre coloniale faite au Maroc, Kerdraon qui l'a dénoncée, est inculpé d'incitation de militaires à la désobéissance et condamné à trois mois de prison, le 3 novembre, peine portée à six mois de prison, le 15 décembre 1925. C'est cette condamnation qui servit de prétexte à sa révocation de l'arsenal.

L'hebdomadaire régional du P.C.F. écrit : « ... à l'époque où à Brest, Berthelot vante devant les ouvriers de l'arsenal, les mérites du « Bloc des Gauches », Kerdraon purge au Bouguen sa peine de prison ». De cette prison brestoise, Kerdraon fait parvenir au journal, des articles signés « Noardrek » (son nom à l'envers). A la fin de ses six mois de prison, il constate que les autorités persécutent les militants « unitaires », ne reculant devant la bassesse d'aucune pression sur ceux-ci ou leurs familles, les réduisant à une quasi clandestinité, tandis que sur le terrain ainsi déblayé, le syndicat C.G.T. confédérée prend son essor. Au sein du P.C.F. auquel il appartient depuis sa création, Théo Kerdraon ne jouera qu'un rôle effacé étant très pris par ses tâches syndicales. Il participe néanmoins, pendant de nombreuses années aux réunions du bureau départemental du P.C.F. Il sera candidat communiste aux élections de 1925 (il est alors secrétaire de la seizième Union Régionale C.G.T.U. et le restera jusqu'en 1930). Durant son incarcération, Charles Tillon avait assuré l'intérim. Pendant que Théo Kerdraon et ses camarades rageaient en prison (Gaonac'h, Camblan, Le Rest, etc.) eut lieu une campagne de réunions publiques de protestation et de solidarité avec la participation de socialistes de gauche qui condamnaient aussi cette guerre coloniale, Messager, Goasdoué, et dont le courage politique exaspérait les socialistes « de droite », les Goude, Chatel, Le Goïc, L'Haridon, Bastard, etc. qui eux laissaient faire le brigandage colonial.

Kerdraon à côté de beaucoup de qualités, possédait un défaut, le sectarisme, hérité d'un vieux fonds anarcho-syndicaliste. Il s'opposa souvent à d'autres militants communistes plus larges d'idées. On le vit notamment lors de la grève des ouvriers du bâtiment à Concarneau en 1929 où son attitude ne pouvait qu'aboutir à une prolongation inutile du conflit et lui valut des critiques, d'abord au sein du Parti, puis dans l'U.L.-C.G.T.U., dont le secrétaire Joseph Le Coz fut particulièrement sévère. Théo Kerdraon prit très mal ces critiques. Un peu plus tard et à partir de ces raisons une conférence de la seizième Région C.G.T.U. lui enlèvera sa responsabilité de secrétaire de l'U.R., pour la confier à un autre communiste, Lapart.

Pour vivre Kerdraon devint alors peintre en bâtiment à Brest, chez un artisan qui ignorait sa vie militante. Ça ne dura pas longtemps, un libertaire, militant de la C.G.T. confédérée, alla informer le petit patron... et Kerdraon perdit sa place ! Cependant, Kerdraon n'a pas cessé de militer et à l'époque il occupe encore quelques fonctions. On le retrouve en 1935, trésorier de la cellule de Brest. Il n'approuvera pas la politique d'union populaire préconisée par les congrès du Parti et notamment par celui de Villeurbanne (déc. 1935). Serait mort à Brest en 1984.

KERDRAON Yves

Ouvrier de l'arsenal de Brest, militant du P.C.F. et de la C.G.T. au cours des années 30.

KEREBEL

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. dans la région brestoise dans les années 20. Secrétaire de la section communiste de Lambézellec de nombreuses années. Il fut condamné par un tribunal pour son activité militante.

KEREVER François

Militant du P.C.F. auquel il adhère sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

KEREVER Louise
Dite« Suzanne », épouse David, puis Le Coz Jh. Née le 27-2-1917 au Huelgoat

Elle adhère en 1940 au P.C.F. clandestin et aide son mari, Yves David, à la diffusion des premiers journaux et tracts résistants

diffusés dans la région et qui émanent du P.C.F. et plus tard ceux du F.N., des F.T.P., etc. Ils hébergent des résistants en mission. Dès le début de 1941, son mari est en contact avec R. Ballanger et son adjoint Venise Gosnat qu'il rencontre chez Guillaume Lozac'h à Loc-Maria-Berrien.

La première tâche importante qui sera confiée à « Suzanne » : la responsabilité départementale de l'U.F.P. (Union des Femmes Patriotes), créée par le P.C.F., du début de 1942 à son arrestation le 6 août 1943 par la Milice sous les ordres des inspecteurs M... et M... (les gendarmes avaient refusé de procéder à cette arrestation car il n'y avait pas de mandat d'arrêt). Emprisonnée à Mesgloaguen, à Quimper, puis à la Centrale de Rennes où elle contracte la tuberculose. Jugée en octobre 1943 par la Cour Martiale de Rennes qui prononce, la relaxe, elle ne sera relâchée qu'en décembre seulement et en raison de l'état alarmant de sa santé. Au cours d'une des audiences du tribunal en octobre 1943, son mari Yves David avait été condamné par contumace à la réclusion perpétuelle. Il devait être arrêté le 21 novembre 1943. « Suzanne » David-Kerever a été membre au titre de l'U.F.P. du Comité Départemental de Libération du Finistère en 1944. En 1945, une nouvelle rechute de sa maladie l'oblige à cesser toute activité militante. Epouse un peu plus tard Jh. Le Coz.

KERFENDAL Joseph
Né le 17-10-1902 (à Douarnenez ?).
Mort en septembre 1922.

Marin-pêcheur, fils de Michel. Jeune adhérent au P.C.F. à Douarnenez dès sa fondation. Il meurt tragiquement — avec son père qui l'avait fait adhérer au Parti — au cours du naufrage de leur bateau de pêche en baie de Douarnenez.

KERFENDAL Michel
Né en 1881 à Douarnenez.

Marin-pêcheur. Membre du P.S., il participe aux débats qui secouent ce parti au lendemain de la guerre de 14-18 et il se prononce pour le retour à une ligne révolutionnaire. Il réclame dès 1919, le départ du P.S. de la Deuxième Internationale et demande son rattachement à l'Internationale Communiste. Il se heurtera de nombreuses fois au secrétaire de la section socialiste, le réformiste Le Goic, surtout lors de la campagne électorale de 1919 qui fera de lui un conseiller municipal de Douarnenez.

En 1920, il est avec la majorité de la section socialiste douarneniste pour l'adhésion à la Troisième Internationale et le rejet du réformisme au côté des militants Jéquel, Jourdy, Velly, Jos Pencallet, etc. Kerfendal est aussi un des initiateurs du syndicat des marins-pêcheurs. Il disparaît en mer avec son bateau de pêche et cinq autres marins dont son fils Joseph, en septembre 1922 laissant une veuve et trois orphelins.

KERGOAT François
(Quelques fois Félix).
Né le 25-9-1895 à Ploujean.

Mécanicien. Secrétaire du syndicat des métaux C.G.T. de Morlaix à la fin de la guerre de 14-18. Il combat la collaboration de classe pratiquée par la majorité de la direction nationale de la C.G.T., à l'époque, qui l'amena à l'« Union Sacrée » avec la bourgeoisie au cours de la Première Guerre Mondiale. Il dénoncera avec vigueur le réformisme de certains dirigeants de l'U.D.-C.G.T. du Finistère, les Le Bris, Guéna, Gourmelon, etc. Il soutient activement le chef de file des partisans d'un syndicalisme de classe à Morlaix, son ami Brizec.

Kergoat sera membre, puis secrétaire du bureau de l'Union locale C.G.T.U. de Morlaix, dès sa formation jusqu'en septembre 1922. Il sera aussi un des dirigeants des mouvements revendicatifs, marqués par des grèves dures, qui se déroulent avec succès dans cette ville au début de 1923. Dans le « Syndicaliste de l'Ouest », il se prononce pour la reconstitution de l'unité syndicale, mais sur des bases de lutte de classes et dans l'action (août 1923). Membre du P.C.F. dès sa fondation en janvier 1921 à Morlaix. Il continuera à militer jusqu'à un âge avancé.

KERGOAT Jean
Né le 1er-5-1908 à Saint-Coulitz.

Militant de la C.G.T. et du P.C.F. — dans la région parisienne probablement — il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Il part pour Madrid, le 12-12-1936.

KERGONNA Marcel
Né en 1920 (à Quimper ?).

Sous l'occupation allemande, entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F. dont il est un sympathisant ainsi que celles du F.N., etc. Tombé aux mains de l'ennemi à l'issue d'un accrochage contre une unité de la Wehrmacht, il est emmené au Poulguen, en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusilleront leur prisonnier en avril ou mai 1944.

KERGUIDUFF Pierre-Marie
Né le 11-2-1901 à Penhars.

Travaillait à Brest où il habitait Keravel. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté par des policiers français qui trouvent sur lui des tracts communistes qu'il s'apprêtait à diffuser. Il était déjà suspecté. Livré aux Allemands qui le déportent à Mauthausen où il mourra.

KERHERVE Jean
Né le 17-7-1919 à Scrignac.

Sous l'occupation allemande entre au groupe F.T.P. « Armel-Coant », Cie « Aunis », le 1er juin 1943. Il participe à de nombreuses actions contre l'occupant dans le secteur de Bolazec, Scrignac, Poullaouen jusqu'au 8-7-1944. Combat ensuite sur le front de Brest pour la libération de la ville. Sympathisant communiste, il diffusait la propagande résistante du P.C., du F.N.

KERHOAS Auguste
Né à Quimper en 1892, décédé au Pont de Buis en 1944.

Cheminot à la gare de Quimper. Militant communiste dès les années 30. Participe au passage à la clandestinité du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part aux liaisons ferroviaires clandestines du Parti dès la fin de 1939 pour l'acheminement des colis de propagande, de directives, voire de militants en mission. En mai 1942, versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses missions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, torturé, il est ensuite détenu dans des camps de concentration en France, Châteaubriant, Voves, Pithiviers. Il meurt des sévices subits cinq semaines après sa libération en 1944.

KERHOM Henri
Né en 1891, décédé à Lesconil en 1984.

Militant communiste de Lesconil en Pays Bigouden. Socialiste, il opte en 1920 pour la Troisième Internationale. Charpentier en bateau. On le trouve en 1923 au bureau d'une réunion publique où parle le secrétaire départemental du P.C.F. Quéméré. Frère de Jean.

KERHOM Jean

Militant de la cellule de Lesconil du P.C.F. en Pays Bigouden, dans les années 20. Frère d'Henri.

KERHOM Michel
Né à Pont-Labbé en 1922

Chauffeur. Militant de la J.C. à Pont-Labbé dès 1936. En 1939, il participe à la restructuration du Parti et des J.C. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier.

KERIBIN Hervé
Né le 26-1-1915 à Kerfeunteun (Quimper).

Il adhère au P.C.F. en 1936. Blessé sur le front en juin 1940, il s'évade de l'hôpital d'Amiens en septembre. Il rejoint aussitôt Quimper et contacte le P.C.F. clandestin et reçoit des tâches de propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. Lieutenant F.T.P., il prend part à diverses actions contre l'occupant allemand.

KERIVEL Eugène
Né le 4-9-1891 à Douarnenez. Fusillé le 22-10-1941.

Employé des Ponts et Chaussées. Militant communiste et syndicaliste C.G.T.U. dès les années 30 à Douarnenez. Muté peu avant la guerre de 1939 pour son travail à Basse-Indre (L.-A.), il y devient vite un militant connu. Il prend part à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité en fin 1939, après l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier. Sitôt l'arrivée des Allemands à Basse-Indre, il organise la propagande résistante locale, sous l'égide du P.C.F. avec l'aide de sa femme, Léoncie. Arrêté comme suspect par des policiers français le 24 juillet 1941, il est détenu ensuite au camp de concentration de Châteaubriant. Fusillé à Châteaubriant le 22 octobre 1941, avec 26 autres camarades.

KERIVEL Léoncie
Née Le Doaré, à Douarnenez, le 7-8-1894, décédée le 24-9-1976 à Nantes.

Epouse d'Eugène, dont elle partagea toute la vie militante. Elle adhère au P.C.F. au début des années 30, à Douarnenez. Lorsque son mari fut muté à Basse-Indre (L.-A.) elle s'y fit connaître, comme militante. En fin 1939, elle participe au passage à la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier vient d'interdire. Dès juillet 1940, elle prend part aux premiers pas de la Résistance locale impulsée par le P.C.F. clandestin. Elle est arrêtée le 20-7-1941 — quatre jours avant son mari — et détenue au camp de concentration de Châteaubriant. Elle verra son mari y arriver à son tour. Puis le 22 octobre 1941, elle le verra partir pour le poteau d'exécution. Ce jour-là, elle proposera aux autorités pétainistes du camp et aux Allemands de mourir au côté de son mari et à la place d'un jeune de moins de vingt ans désigné pour le poteau et cela lui fut refusé. Léoncie Kerivel fut déportée dans un camp de concentration en Allemagne. Elle en revint en 1945 et retourna dans sa ville natale où elle fut désignée comme membre de la délégation spéciale, présidée par le communiste Jos Pencallet. Après les élections de 1945, elle fut nommée adjointe au maire. Par la suite, elle retourna à Basse-Indre où elle continue sa vie active.

KERIVEN Yves

Militant communiste et syndicaliste à St-Pol-de-Léon, dans les années 30. Sportif très connu, il avait des responsabilités à la société sportive locale « La Saint-Politaine ». Son fils Henri, né en 1927, sera aussi un militant communiste et syndicaliste et un des dirigeants de la « Saint-Politaine ».

KERJEAN Henri
De Botmeur.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il est tué au combat à Irvillac, le 16-8-1944.

KERLAN

Jeune communiste quimpérois. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant diffusant les publications clandestines de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il y est un des camarades de combat d'André Quiniou.

KERLANN

Instituteur, continuateur de Yann Sohier à « Ar Falz », la publication des instituteurs laïcs partisans de l'enseignement du breton à l'école. Il enseigna à Guiclan, puis à St-Guénolé. Il disait « avoir la tripe laïque et républicaine ». Il fréquenta les communistes un temps assez long et écrivit en breton des articles dans « War Sao » (Debout), la publication des « Bretons Emancipés » organisation bretonne de la région parisienne, créée par les communistes et présidée par Marcel Cachin. En 1938, il sera déplacé pour avoir participé à la grève générale du 30 novembre. C'est un bon écrivain de la langue bretonne, un bon poète aussi.

KERLEROUX Guillaume
Décédé à Brest en septembre 1983, âgé de 73 ans.

Ouvrier à l'arsenal. Militant syndicaliste et communiste. Participe à la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin. Arrêté, il est déporté au camp de concentration de Reinbach. Il en revient en 1945 et reprend sa vie militante.

KERLINIBIN voir **KERBINIBIN**

KERLIRZIN Angèle voir **LE NÉDELLEC** Angèle

KERLIRZIN Pierre
Né le 21-1-1917 à Scrignac.

Frère d'Angèle Le Nédellec. Il adhère au P.C.F. clandestin le 1er janvier 1942, sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. Il héberge des résistants en mission, dont Pierre Corre et « planque » du matériel : armes, explosifs, etc. Il fait des collectes de solidarité pour le Secours Populaire Français clandestin. En 1943, après qu'il eut été versé aux F.T.P., il est arrêté sur simple présomption et emmené à la Kommandantur de Scrignac, il y sera enfermé deux jours puis relâché faute de preuves et d'aveux. S'occupa aussi de parachutages d'armes pour la Résistance, les rares qu'aient reçus les F.T.P., les 16 et 17 juillet 1944, sur Scrignac, il a participé entre autres actions aux barrages, par arbres abattus, des routes entre Scrignac et Bolazec les 6, 7 et 8 juin 1944.

KERLOC'H Laurent
Né à Treffiagat le 19-3-1889.

Couvreur. Syndicaliste. Il prend part à de nombreuses grèves et occupera diverses responsabilités syndicales. Sitôt après la guerre de 14-18, il est élu secrétaire du syndicat des couvreurs de la région quimpéroise et entre au bureau de l'Union Locale C.G.T. de Quimper (1918). Il milite de longues années. Membre (ou sympathisant) du P.C.F.

KERLOC'H Marie

Militante du P.C.F. dans le Cap-Sizun, membre de la cellule de Plouhinec. Meurt à Plouhinec au début de septembre 1981 à 95 ans, après avoir milité longtemps.

KERLOC'H Yves
Né en 1885 à (Audierne ?)

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. à Audierne où il passa sa vie. Il meurt dans sa 87e année en 1977 alors qu'il était le doyen du P.C.F. d'Audierne où il avait adhéré au Parti à la fin des années 20. Il participa avec P. Moalic à la reconstitution de la cellule communiste d'Audierne en 1933.

KERMARREC
De Brest.

Syndicaliste cheminot qui au lendemain de la guerre de 14-18 combattit la collaboration de classe instituée dans la C.G.T. par les réformistes, et qui les amena à « l'Union Sacrée » avec la bourgeoisie pendant la guerre. Il fut de ceux qui firent passer presque tous les cheminots syndiqués de Brest à la C.G.T.U. lorsque cette centrale syndicale fut créée après la scission organisée par les réformistes. Il militait aussi au P.C.F. auquel il adhéra à sa création en 1921. Il continuera longtemps sa vie militante dans les années 20 et 30.

KERMOAL Eugène.
Né à (Brest ?) en 1911, mort à Brest en 1976.

Ouvrier à l'arsenal de Brest où il adhère au P.C.F. en 1936. On lui confie la tâche de s'occuper de « Paix et Liberté » une organisation que le P.C.F. croyait apte à recevoir les adhésions individuelles des sympathisants du Front Populaire non organisés par ailleurs. Il en sera de 1936 à 1939 le secrétaire du comité brestois et le trésorier départemental en 1938 et 1939. Mobilisé le 13.6.1939 dans la Marine. Il passe après la débâcle de 1940, aux Forces Navales Françaises Libres. Versé à la guerre anti-sous-marine sur de petits bâtiments il participa à cette lutte sur les mers contre les U-Boot allemands. A son retour en 1945 reprend sa place à l'arsenal et y milite. Il est réformé

sans pension ce qui était une façon de se débarrasser d'un militant. Il mourra d'une terrible maladie.

KERNEAU Joseph.

Il adhère à la J.C. à Pont-Labbé en 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942 il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Une de ses premières actions la destruction d'un pont provisoire, à Pont-Labbé, le 1er mai 1942, pont servant aux Allemands pour une de leur bétonnière. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration.

KERNOURS Etienne.
Né à Douarnenez le 15-2-1923, décédé au camp de concentration d'Elhrich, en Allemagne le 15.2.1945.

Il adhère à la J.C. dans la fin des années 30. Sous l'occupation allemande membre d'un groupe de trois de la J.C. (R. Le Gouill, P. Louboutin et lui) qui participe activement à la préparation du 14 juillet 1942 à Douarnenez par des affiches, puis défilé en ville. Alors qu'il établissait la liaison entre Marcel Florch et René Le Gouill qui se trouvait dans la région du Faouët (Mor.), en tant qu'agent de liaison F.T.P.-F.N., E. Kernours est arrêté par une patrouille allemande au début de 1944, porteur d'un revolver. Il sera déporté dans un camp de concentration en Allemagne. Une rue de Douarnenez porte son nom.

KEROUANTON Lucien.
Né le 24-2-1910 à Landerneau.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en 1934 au cours d'une réunion organisée par Buzare avec la participation du secrétaire régional Alain Signor. Jusqu'en 1939 il milite à l'arsenal de Brest et sur le plan local à Landerneau. En 1939, il défend la politique du P.C.F. et celle de l'Union Soviétique. Mobilisé, puis démobilisé il revient en 1940 à l'arsenal de Brest et retrouve ses interlocuteurs de la fin de 1939 qu'il va spécialement revoir et qui alors lui donnent raison.

A l'arsenal, avec Jules Lesven, Pierre Corre, Kerouanton sort un journal ronéotypé (fait sur une ronéo, machine à imprimer de bureau) « L'Eveil » ou « La Proue » lui-même ne se souvient plus bien du titre. C'est Pierre Corre qui avait « récupéré » la ronéo dans un bureau de l'arsenal. Au début de 1941 il est mis en contact avec R. Ballanger qui lui demande d'organiser l'action de sabotages dans l'arsenal devenu une base de la Kriegsmarine. Ballanger avait déjà organisé le groupe O.S. du P.C.F. avec Kerbaul, Le Rest, Le Moal dans le bâtiment et le groupe T. Monot et Teuroc chez les cheminots. Après quelques sabotages, devenu vite suspect, Kerouanton se sait très surveillé, il sera arrêté le 3 juillet 1941 par des policiers landernéens... et libéré le 4-9-1941 du camp de Châteaubriant, faute de preuves et d'aveux.

Il reprend, avec un surcroît de prudence, le combat du P.C.F. : sa libération en effet peut être un piège. Il participe néanmoins activement à l'organisation des grèves patriotiques qui à l'arsenal sont organisées par le Parti le 25 octobre et en décembre 1941 en protestation contre les exécutions de résistants par les Allemands.

En janvier 1942, sur décision de l'interrégional Ballanger il forme avec Jules Lesven, et Pierre Corre le premier « triangle militaire » du P.C.F. à Brest pour diriger la lutte armée et les sabotages qui doivent être organisés sur une plus grande échelle par les communistes brestois. Ce « triangle » se donne alors son premier objectif : la destruction de sous-stations électriques à l'arsenal. Ce sabotage sera réalisé le 27 mars 1942 et trois des sous-stations sautèrent. Pour les autres différentes circonstances, et notamment la présence non-prévue d'ouvriers français dont la vie aurait pu être mise en danger, firent qu'ils ne purent s'y attaquer. Les policiers allemands arrêtèrent Kerouanton en fin d'après-midi. Mais il parvint à s'échapper grâce à la complicité d'ouvriers présents d'un local où les Allemands l'avaient enfermé, et à quitter l'arsenal. Il y a à la porte de l'arsenal par où il sort habituellement une voisine landernéenne venue guetter sa sortie afin de le prévenir que des policiers français l'attendaient à son domicile. Kerouanton part rejoindre Ballanger à Paris. Il parviendra à contacter Ballanger devenu interrégional de la R.P. qui lui confie des missions importantes qu'il exécute en compagnie d'un autre Finistérien Jean Marc, qu'il a retrouvé dans les F.T.P. parisiens où il a été muté après son évasion. En février 1943, Kerouanton se voit confier une très importante tâche de sécurité, avec un autre Brestois, pour adjoint, Pierre Corre, qui tombera aux mains de la police française quelques semaines plus tard. Kerouanton est ensuite chargé de la sécurité de la direction nationale clandestine du P.C.F. et de la C.G.T. (Duclos, Frachon, Lecœur).

C'est à lui qu'est confiée la tâche de les faire entrer dans Paris en pleine insurrection en août 1944, après avoir passé les zones de combat infestées de troupes ennemies et de collabos en armes. Après la guerre Kerouanton sera chargé de la protection des militants les plus importants, il restera à cette fonction jusqu'à son départ à la retraite.

KERSULEC François
Né le 26-11-1921 à Scaër.

Boucher puis cafetier. Adhère à la J.C. en 1936 et au P.C.F. Membre du bureau régional (Finistère-Morbihan) des J.C. de 1937 à 1939, membre du comité de section de Quimper du P.C.F. à laquelle est rattachée la cellule de Scaër. En 1938, il devient secrétaire de la cellule unique de Scaër qui compte 80 membres ! Il y crée le C.D.H. en 1938. Mobilisé en 1939, il eût le temps de participer au passage du P.C. et de la J.C. de Scaër à la clandestinité où les plonge l'interdiction décrétée par le gouvernement Daladier.

Démobilisé en octobre 1940, il est aussitôt contacté par Alain Le Lay et, en fin de 1940, en contact avec Venise Gosnat, interrégional adjoint pour la Bretagne du P.C.F. Propagandiste résistant, Kersulec diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. En août 1941, Alain Le Lay l'emmène chez les Goasguen à Brest. Avec Charles De Bortoli, sur les chantiers du bâtiment, il réalisera des sabotages et des actions de propagande.

Il quitte Brest en janvier 1942, pour être, quelques semaines plus tard, versé aux F.T.P. et prendre part à de nombreuses actions contre l'occupant et devenir l'adjoint de Christophe Le Moal, commandant du Bat. F.T.P. de Scaër, qui comptera 700 combattants à la Libération. Kersulec a été condamné par contumace par la section spéciale de la Cour d'Appel de Rennes à 15 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour. L'avis en parut dans la presse, signé du procureur général X..., du président de la section spéciale X..., en date du 24-10-1941. Après la guerre Kersulec se rend dans la région parisienne et milite à Champigny-sur-Marne (94) où il tient un café. Fils de Rosine Kersulec.

KERSULEC Jean

Ouvrier plombier puis artisan, il adhère au P.C.F. à la fin des années 30 à Rosporden. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Continue son activité militante après la Libération. Elu conseiller municipal de Rosporden en 1973.

KERSULEC Rosine
Née Taupin, à Scaër le 31-10-1894. Décédée en janvier 1985.

Paysanne. Devient plus tard bouchère. Elle adhère au P.C.F. en 1936, à Scaër dans la cellule qui se crée et où elle restera longtemps la seule femme adhérente au Parti dans la localité. En 1939, elle participe au passage à la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier interdit. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les publications du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. En 1942, elle participe à des actions des F.T.P. et pratique l'hébergement de résistants en mission. Mère de François Kersulec.

KERVAREC Hervé
Né le 15-2-1907 à Quimper.

Militant du P.C.F. (à Quimper ?). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Il disparaît au cours des combats de Caspé, en mars 1938.

KERVEILLANT Corentin
Né en 1912.

Décédé en septembre 1974, à Pont-Labbé, où il était carossier. Il fut un résistant très actif du F.N. A sa mort, président du comité bigouden de l'A.N.A.C.R.

KERVERN Jean
Né le 25-11-1905, à Landerneau.

Electricien à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, le 1er-11-1941, après avoir participé à la grève patriotique du 25-10-1941 à l'arsenal de Brest, organisée par les groupes communistes de cet établissement, pour protester contre les exécutions de résistants du camp de Chateaubriant. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P. Il s'occupe aussi du ravitaillement en papier, encre, stencils, nécessaires à la publication de petits journaux qui étaient tirés sur une ronéo (petite machine de bureau) et pour cela il « récupère » dans les bureaux de l'arsenal. Il « récupère » aussi des armes. Il refuse de travailler pour les Allemands à la base sous-marine de Brest. Dès lors il fut plus prudent, pour lui, de s'enfuir (septembre 1942). Activement recherché par la police française, il reprendra la lutte en Bretagne au début de juin 1944 sous les ordres du commandant de Bat. Le Goguet et combat à Dirinon, Plougastel, Cast, Saint-Ségal avec le grade de sergent-chef.

KERVOELLEN Francis
Né le 13-9-1921 à Scrignac, fusillé le 28-7-1944.

Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande, à Scrignac. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Tombé aux mains de l'ennemi, il est emmené par des soldats allemands qui peu après fusillent leur prisonnier à Scrignac. Il appartenait à la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P.

KERVOELLEN Théophile Marie
Né le 25-6-1913 (ou le 24-1-1913) à Scrignac.

Il avait adhéré au P.C.F. dans les années 30. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué sur le front d'Aragon en mars 1938.

LABAT Joseph

Pompier à la Pyrotechnie de St-Nicolas en Relecq-Kerhuon, entre en contact avec le Parti Communiste clandestin en fin 1942 ou début 1943 et avec les F.T.P. à qui il fournit des explosifs et des grenades au groupe Lambert-Trellu qu'il rejoindra avec son fils Joël. Participe à la diffusion de la propagande résistante du P.C.F., du F.N., etc. Son fils Joël et lui seront un temps membre du P.C.F. après la Libération à Kerhuon. Joël aurait même été candidat du P.C. au Conseil Général. Joseph Labat est décédé après la guerre.

LABOUS Yves
Né vers 1910 (à Brest ?).

Ouvrier à l'arsenal. Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T.U. en 1931. Membre du bureau de la section communiste brestoise de 1936 à 1938. Des divergences politiques et un travail fractionnel le font exclure du Parti en 1938, mais il est réadmis sans difficulté et sur sa demande, en fin 1939 peu après que le P.C.F. eut été interdit par le gouvernement Daladier. Sous le Front Populaire, après avoir été un actif syndicaliste C.G.T.U., il continue dans la C.G.T. (réunifiée en 1935) son activité syndicale. Il a alors un rôle assez important à la section communiste brestoise, notamment dans la propagande. Et aussi dans la solidarité à l'Espagne Républicaine qui fait face au coup d'état de Franco. Il organise une garde armée par les communistes brestois du cargo espagnol « Zurriola », réfugié dans le port de Brest et sur qui pesait une menace de coup de force des franquistes aidés des fascistes locaux.

Après l'interdiction du Parti en fin 1939, réintégré, il se voit confier des tâches d'organisation et de propagande clandestines. Désigné comme responsable d'un groupe communiste clandestin à l'arsenal qu'il forme avec Jean Marc et Louis Morvan. Ils seront arrêtés tous les trois le 7 mars 1941, à Brest et envoyés au camp de concentration d'Aincourt d'où il parvient à s'évader en compagnie de Jean Marc. Après un bref passage à Brest, Labous part pour l'Espagne d'où il rejoint l'Angleterre. A Londres, il prend contact avec Fernand Grenier, représentant le P.C.F. auprès du général De Gaulle. Selon Labous, Fernand Grenier l'aurait autorisé à entrer au B.C.R.A. (Service secret gaulliste connu pour son anti-communisme) et sous le pseudonyme de « Herse », il s'occupe de parachutages d'armes en France. Parachuté lui-même, il est arrêté à Lyon par des policiers français, livré aux Allemands, déporté à Buchenwald. Il meurt peu de temps après la guerre.

LACHUER Pierre
Né vers 1920 (à Ploneour-Menez ?).

Militant communiste. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Agriculteur.

LAFLEUR Eugène Constant
Né le 8-3-1889 à Sairey (?), fusillé le 17-9-1943.

Il est « Charpentier » pour ses camarades brestois qui n'apprendront que plus tard sa véritable identité. Militant communiste des années 30 dans le 15e arrt de Paris, où en 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité. A l'arrivée des Allemands dans la capitale, il commence la Résistance dans les rangs du P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté une première fois en fin 40 ou début 1941 et incarcéré à la prison de la Santé. Il parvient à s'évader en fin 1941 en compagnie de 21 autres camarades.

Après quelques semaines « au vert », il est muté par le P.C.F. à Brest et prend part aussitôt aux activités de l'organisation clandestine locale. Il a trouvé - sous un faux nom - du travail dans son métier de métallurgiste, aux Ets Dodin, à Brest. En 1942, il devient responsable des F.T.P. brestois tout en continuant son activité professionnelle, à la fois « couverture » et moyen de vivre. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est arrêté le 28-9-1942 et abominablement torturé par le commissaire X... et ses séides du commissariat central de Brest, dont les policiers B..., G... et T... Mais il résistera aux tortures les plus affreuses. Les policiers savaient être en présence d'un chef F.T.P. Il sera bientôt livré aux Allemands qui, eux, le soignèrent plus ou moins !... pour le condamner ensuite à mort. Il sera exécuté au Mont-Valérien, près de Paris le 17 septembre 1943 en compagnie de 18 autres camarades ayant fait partie de l'organisation communiste brestoise clandestine.

Lafleur avait organisé et participé à un grande nombre de sabotages, attentats, attaques à main armée. Il avait été arrêté chez Pierre Corre où il était provisoirement hébergé. Sa femme fit une démarche dans l'espoir de le sauver. Les avocats français, commis d'office, furent répugnants et l'avocat allemand compréhensif, mais sans laisser d'illusion. Yvonne Ropars faisait, dans le même temps, une démarche analogue pour son frère Joseph et c'est ainsi que les deux femmes firent connaissance.

LAGADIC Louis
Né à Pont-Labbé vers 1920.

Chauffeur de camion chez le frère d'Alain Signor. Il adhère aux J.C., puis au P.C.F. en 1936 à Pont-Labbé. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreux sabotages et attentats et notamment à la destruction d'un pont provisoire à Pont-Labbé, le 1er mai 1942. Arrêté par des policiers français, condamné par des juges français à cinq ans de prison, livré aux Allemands qui le fusillent au Mont-Valérien, près de Paris, le 7-2-1944.

LAGADIC Marcel
Né vers 1922 à Pont-Labbé.

Frère du précédent. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse la presse clandestine et les tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant.

LAGADIC Paul
Né à Pont-Labbé vers 1917-18.

Géomètre. Il adhère aux J.C. en 1936 et devient peu après, le secrétaire du cercle de Pont-Labbé. Il laisse cette fonction en 1938 à Marcel Cariou, car il part à l'armée. Membre du Comité régional « Finistère-Morbihan » de la J.C. en 1936-37. Prisonnier de guerre de 1940 à 1945.

LALOUET Louis

Avocat (?). Militant socialiste, qui au lendemain de la guerre de 14-18 se prononce pour une voie révolutionnaire et contre le réformisme qui dominait le P.S. En 1919 et 20, il participe aux grands débats qui agitent le mouvement ouvrier et milite pour retrait du P.S. de la 2e Internationale et son rattachement à l'Internationale Communiste. Sur cette position politique, il est élu au Comité départemental du P.S. pour devenir trésorier du Finistère. Il ne devait pas rester longtemps à cette fonction. En 1921, candidat communiste aux élections sénatoriales.

Il avait été officier pendant la guerre et trouva naturel de recevoir au Huelgoat, dont il était le maire, le Maréchal Foch et le ministre Le Troquer. Cette attitude lui vaudra d'acerbes critiques au P.C.F. où il ne restera en tout que deux années. Il sera battu aux cantonales suivantes par Dilasser. Il serait retourné à Brest (sa ville d'origine ?).

LAMANDA Augustine
Née le 28-7-1915 à Bolazec, épouse de François Herry.

Elle adhère au P.C.F. dans la région parisienne à Vitry et se marie à un militant communiste. Veuve en 1939, elle décide de retourner au pays et vient à Morlaix où elle habite chez sa mère. Elle ne trouve pas de travail dans son métier de standardiste et elle se fait embaucher à la poudrerie de St-Nicolas, près de Brest où elle loue une chambre. A l'arrivée des Allemands, elle quitte la Pyrotechnie ne voulant pas travailler pour eux et elle arrive à « contacter » le P.C.F. clandestin. Avec lui, elle entre dans la Résistance, à Morlaix, à l'automne 1940. Propagandiste résistante, elle diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Plus tard, elle est versée au groupe F.T.P. « Justice » de Morlaix et prend part à son activité. Elle est arrêtée en mai 1944 sur dénonciation de la femme L..., épouse d'un prisonnier de guerre et maîtresse d'un gendarme allemand. Condamnée à mort pour délation à Quimper, à la Libération la délatrice sera graciée par De Gaulle ! A. Lamanda fut détenue à la prison de Fresnes et déportée à Ravensbruck. Se remarie après la guerre avec F. Herry.

LAMANDÉ
Né en 1907 à Toure'h.

Cheminot après la Deuxième Guerre Mondiale. Il était entré dans la Résistance, à Brest, aux F.T.P. et participa à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il en diffusait la propagande résistante, tracts, journaux, etc. et ceux du F.N.

LAMBERT Marie voir **PERROT Marie.**

LAMBERT Henri
De Landerneau.

Militant du P.C.F. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand et devient officier. Il est arrêté en décembre 1943 en Ille-et-Vilaine, alors qu'il était en mission. Libéré en 1944, il reçoit le grade de capitaine. Epoux divorcé de Marie Perrot.

LAMOUR Jean-Louis
Né à St-Pierre-Quilbignon le 10-4-1901.

Militant communiste (à Paris ?). Il part de Paris, semble-t-il, pour les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols, le 6-11-1936.

LANCIEN Jean-Louis
Né à Scaër (?) en 1921 ou 22.

Peintre en bâtiment. Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N., des F.T.P. où il est versé. Prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant, notamment au maquis de Spézet. A l'issue d'un engagement, il tombe aux mains de l'ennemi. Ainsi que d'autres résistants, il est emmené au Poulguen, en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusillent leur prisonnier, avril ou mai 1944.

LANCIEN Joseph François
Né le 26-3-1908 au Trévoux.

D'abord ouvrier agricole misérable, il fait les campagnes de moisson en Beauce et dans ce milieu de travailleurs agricoles, particulièrement exploités, il mène la lutte revendicative. Il adhère au P.C.F. en 1934. Candidat communiste aux élections législatives de 1936, il habitait alors Mellac. Membre du comité régional Finistère-Morbihan du P.C.F. En fin 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué sur le front à Teruel en 1938.

LANIER

Cheminot communiste et syndicaliste dans le Finistère à la fin de la guerre de 14-18. Très actif notamment à l'époque où se fit la scission syndicale organisée par les réformistes de la C.G.T., sur le plan national et dans le département. Membre du P.S. il avait lutté pour que ce parti retrouve une voie révolutionnaire. Il réclamera son départ de la réformiste 2e Internationale et son rattachement à l'Internationale Communiste en 1919. Il aura un rôle important dans les sections syndicales finistériennes des cheminots C.G.T.U. dans les années 20 et 30.

LAOT Joseph
Né le 15-7-1920 au Relecq-Kerhuon.

Il adhère à la J.C. en 1937 à Brest. Ouvrier à l'arsenal. Sous l'occupation allemande, adhère au P.C.F. Propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant, sabotages, attentats, attaques à main armée, etc. Sous-lieutenant F.T.P. et F.F.I., il est le chef du détachement F.T.P. à Brest même, forteresse allemande assiégée, en 1944. Après la Libération, activité politique et syndicale très importante à Brest, notamment à l'arsenal où il assume diverses responsabilités.

LAOT Lucienne
Née en 1923, au Relecq-Kerhuon, épouse Arnault.

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistante, elle diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. Versée aux F.T.P., elle assure des liaisons et le transport de matériels de combat. Profitant que son domicile brestois avait une fenêtre donnant sur le commissariat de la rue Kléber, elle renseignait aussi les F.T.P. sur l'activité de la police qu'elle pouvait constater.

LAOUENAN Corentin

Militant du P.C.F. à Quimper. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il répand les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il combat dans le même groupe que Emile Le Page et Jolivet. Arrêté lui-même en septembre 1942.

LAPART Jean

Elu secrétaire de la 16e Union Régionale de la C.G.T.U. — qui recouvre une bonne partie des départements breton— en juin 1930 en remplacement de Théo Kerdraon. Il sera victime d'une provocation montée contre lui et Charles Tanguy par Tréguer, un libertaire qui était responsable d'un « syndicat autonome » des dockers brestois. Lapart sera désavoué par la C.G.T.U. à la demande de la Fédération C.G.T.U. des dockers ainsi que son adjoint Tanguy en mars 1930. Lapart qui arrivait dans la région connaissait mal certains aspects de la situation brestoise et ignorait le « rôle trouble » de certains.

LARNICOL Alain
Dit « Lan ar Meiller » (Alain Le Meunier).

Militant de la cellule de Lesconil du P.C.F. dès sa formation en 1920. Militera jusqu'à un âge avancé.

LARNICOL Fernand
Né à Pont-Labbé en 1923, mort à Qimper en mars 1973.

Il adhère à la J.C. et au P.C.F. clandestins sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse leurs publications et celles du F.N. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région de Pont-Labbé. Il échappera de peu à une arrestation par des policiers français. Après la Libération, s'installe et milite à Quimper.

LARNICOL Jean-Désiré
Né le 20-4-1909 à Treffiagat.

Pensionné à 100 % de la Marine. Il adhère en 1931, au Secours Rouge International et en 1935 au P.C.F. Secrétaire de la cellule qu'il crée cette année-là, à Lechiagat-Treffiagat. Membre du comité régional (Finistère-Morbihan) du P.C.F. dès 1936, membre du bureau régional de 1936 à 1939, il a une grande activité dans le Sud-Finistère et particulièrement en Pays Bigouden. En fin de 1939, il participe à la réorganisation du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Il prend part aux premières réunions clandestines du bureau régional qui eurent lieu dans les jours qui suivirent la mise hors la loi du Parti, et par la suite, à celles qui se tinrent jusqu'à l'arrestation du secrétaire régional Alain Signor. Alors en effet, fut mise en place une autre structure clandestine.

Dès les premiers jours de l'occupation allemande, le P.C.F. entre dans la Résistance et J.-D. Larnicol commence sa tâche de propagandiste résistant, diffusant les journaux, les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. En début de 1941, il est contacté par l'interrégional du Parti, Robert Ballanger pour la création, en Pays Bigouden, de groupes de l'O.S. du P.C. (O.S. : Oganisation Spéciale pour la protection, le sabotage et la lutte armée). J.-D. Larnicol participe au tirage, sur une ronéo (petite machine à imprimer de bureau), de tracts et de petits journaux locaux ou à des retirages locaux de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », l'hebdomadaire régional communiste, interdit en 1939 et qui reparaît clandestinement depuis mars 1941, en édition finistérienne à Lehan (v. Jean Le Coz).

En 1942, Larnicol doit quitter la région pour raison de sécurité. Il se rend à Paris et y rencontre R. Ballanger qui lui confiera des tâches. Il participera en 1944 aux combats pour la Libération de la capitale, et retourne en Pays Bigouden, en septembre. Secrétaire de la section communiste du Guilvinec, pendant une vingtaine d'années et trésorier fédéral du Finistère du P.C.F. de 1953 à 1966. Conseiller municipal (com.) élu en 1935, « déchu » par Daladier en 1939, réélu en 1965 et 1971, adjoint au maire. Conseiller général de 1945 à 1949 du canton de Pont-Labbé.

LARNICOL Laurent
Né à Pont-Labbé en 1921.

Pâtissier. Il adhère à la J.C. en 1936 et au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. En 1943, il échappera de peu à une arrestation par des policiers français.

LARNICOL Louis
Né entre 1890 et 1895 à Lesconil, où il meurt le 4-5-1943.

Il avait adhéré au P.C.F. en 1920-21 à la création de la cellule de Lesconil. Conseiller municipal de Lesconil de 1923 à 1939, alors « déchu » par le gouvernement Daladier qui a interdit le P.C.F. Ce marin-pêcheur participe, alors, à la reconstruction dans la clandestinité du Parti. Dès l'arrivée des troupes allemandes en Pays Bigouden, il prend part à la propagande résistante diffusant les tracts et les journaux clandestins du P.C.F. et à partir de 1941, du F.N. il passe aux F.T.P. en fin 1942 ou en début de 1943 et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Trois de ses neveux : Pierre Quéméneur, Louis Larnicol et Alain Le Lay, devaient mourir pour la France, les deux premiers fusillés, le troisième en déportation.

LARNICOL Louis
Né vers 1910 (à Lesconil ?).

Instituteur. Neveu du précédent. Militant communiste en Pays Bigouden. Marié à une Belge qui le seconde dans son action militante. Durant la « drôle de guerre » - qui précéda la débâcle politique et militaire de juin 40 - le gouvernement Daladier le déplaça, à titre de sanction, à Berné (Mor.). Quelques mois plus tôt, Louis Larnicol avait participé à la restructuration en Pays Bigouden du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier.

Les troupes allemandes entrent en Pays Bigouden en juin 1940, et aussitôt il commence la propagande résistante en diffusant les journaux et tracts du P.C.F. et à partir de mai 1941, ceux du F.N. Versé aux F.T.P. en fin 1942, prend part à des actions contre l'occupant, sabotages, attentats, etc. Arrêté par des policiers français qui le tortureront affreusement, par eux livré aux Allemands en même temps que son dossier de police. Les Allemands le fusillent dans la cour de l'immeuble du collège Saint-Gabriel à Pont-Labbé, le siège de la « Sicherpolizei » (S.I.P.O.), la Gestapo, en 1944. Son corps n'aurait jamais été retrouvé.

LARNICOL Pierre

Chapelier. Militant communiste à Pont-Labbé dans les années 20. Il a surtout des activités de propagandiste.

LARNICOL Vincent
Né à Pont-Labbé, le 8-2-1883, il décède quelques mois après la Libération.

Maître-carrier à Lesconil. Un des pionniers du P.C.F. dans le Sud-Finistère. Elu au Comité fédéral du Finistère du P.C.F. à Quimper en janvier 1924. Il a une grande activité politique jusqu'en 1939. Alors, il participe à la restructuration du Parti dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. En juin 1940, sitôt l'entrée des troupes allemandes, il est convoqué secrètement chez Alain Le Lay. Il y a là Léon Cariou et son oncle Corentin Cariou (venu au pays pendant la débâcle et l'exode), René et Alain Le Lay, Louis Guenneau (v. ces noms). Ils restructurent à nouveau, les groupes clandestins du Parti, compte tenu des circonstances nouvelles, celles de l'occupation allemande. Il leur faut tenir compte des camarades qui reviennent, démobilisés régulièrement ou pas, évadés et reprenant le « contact ». Propagandiste résistant, V. Larnicol diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. et à partir de mars 1941 « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » qui reparaît illégalement et dont les retirages finistériens sont faits en Pays Bigouden, à Lehan. C'est dans sa carrière que furent entreposés, en partie, les conteneurs d'armes provenant d'un bateau des F.F.N.L. (1942). Suspect, Vincent Larnicol est arrêté par la police française et détenu aux camps de concentration de Chateaubriant et de Voves. Libéré en 1944. Il reprend sa vie militante.

LARZUL Albert
Né en 1922.

Marin-pêcheur. Communiste ou sympathisant, il entre dans la Résistance en diffusant les journaux et tracts résistants du P.C.F., du F.N. et de la J.C., etc. Passé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions. Tombé aux mains de l'ennemi, il est emmené à la Torche, en Penmarc'h où les soldats allemands fusilleront leur prisonnier le 23-6-1944.

LARZUL Henri
Né à Pont-Labbé en 1887.

Conseiller municipal de Pont-Labbé où il était employé municipal. On pense qu'il était membre du P.S. avant 1920. En tous cas, il avait mené campagne pour un renouveau du P.S. et pour son rattachement à l'Internationale Communiste à cette époque. Ensuite militant communiste en Pays Bigouden.

LAURANS François
Né le 23-3-1903 à Brest où il décède le 18-4-1972.

Ouvrier fraiseur à l'arsenal de Brest. D'abord militant de la C.G.T., réunifiée en 1935 à l'arsenal, délégué syndical à l'atelier des machines de 1936 à 39. Il adhère en 1937 ou 1938, à la cellule de l'arsenal. Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et

tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il participe à l'organisation des grèves patriotiques à l'arsenal le 25 octobre 1941 et décembre de la même année, à l'initiative du P.C.F. pour protester contre les exécutions de résistants par les Allemands. Il est aussi un collecteur du Secours Populaire clandestin. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Citons entre autres, sa participation aux sabotages réalisés à l'arsenal le 14 juillet 1942 pour célébrer la Fête Nationale interdite par les Allemands avec l'accord de Pétain.

LAURENT Bernard ou **BERNARD Laurent**
Né le 2-12-1921 à (Brest ?), fusillé en 1944 (à Rennes ?).

Il adhère au Parti Communiste sous l'occupation allemande, dans la clandestinité. Propagandiste résistant, diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. dès juillet 1940, il colle des affichettes patriotiques et fait des inscriptions murales contre Pétain et les occupants allemands avec les groupes communistes clandestins de Brest. Il est arrêté une première fois en octobre 1941 et relâché faute de preuves et d'aveux après un mois de détention au camp de Compiègne. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté de nouveau en 1942 (à Brest ?) par des policiers français « ... a été condamné ainsi que ses vingt camarades, dont deux femmes », dit une note dans les archives de l'Association des familles de fusillés qui a conservé sa lettre d'adieu.

LAURENT Henri

Militant communiste du bâtiment. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Membre du « triangle » de direction du Parti à Brest en 1944 avec Jo. Laot et Rioualec (peut-être le même que Henry Laurent).

LAURENT Julien
Né le 2-11-1894 à Brest.

Militant communiste, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Parti de Brest le 7-1-1937.

LAUTREDOU Henri
Né à Plonéour-Lanvern vers 1920.

Ouvrier agricole, il adhère au P.C.F. dans la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. etc. Chef du groupe O.S. créé en février, ou mars, 1941 à Plonéour-Lanvern à l'initiative de l'interrégional du Parti, Ballanger. Versé, en 1942, aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Arrêté par des policiers français le 16-10-1942, il décède peu après des tortures subies lors des interrogatoires, à la prison de Fontevrault. Il avait été un sportif très connu, animateur de l'U.S. Plonéour-Lanvern. C'était aussi un actif propagandiste de la langue bretonne.

LAUTROUS Jean
Né (à Morlaix ?) en 1923, fusillé en 1943.

Mécanicien. Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, c'est au cours de l'une d'elles qu'il tombera aux mains de l'ennemi, à Pleyber-Christ. Son groupe devait attaquer un convoi allemand mais une indiscrétion parvint aux oreilles d'une « collaboratrice horizontale » Mme X... qui avertit son amant allemand, lequel prévint aussitôt ses chefs. Et les F.T.P. tombèrent dans un traquenard. Les soldats allemands firent des prisonniers — dont Jean Lautrous — et les fusillèrent un peu plus tard le 27-9-1943.

LAVANANT Alexandre ou Alphonse

Il aurait adhéré au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, selon un document et à fin des années 30 selon un autre. Propagandiste résistant, il diffuse la presse clandestine du P.C.F., dès 1940. On avait installé une ronéo (petite machine à imprimer de bureau) pour l'impression de tracts, de petits journaux, d'affichettes, dans les combles de son atelier de l'arsenal. Il était responsable du groupe clandestin du Parti dans son atelier. Collecteur de fonds pour le Secours Populaire clandestin. Il a pris part à des sabotage organisés par le P.C.F. à l'arsenal et à diverses actions des F.T.P. après leur création en 1942.

LAVENIR Louis
Décédé à Quimper le 25-5-1954.

Il venait de la région lyonnaise et était coupeur de vêtement, contremaître dans une entreprise quimpéroise. Membre du secrétariat de la section communiste de Quimper de 1936 à 1939. Il est, à partir de 1937, membre du bureau de la Région Bretonne Finistère-Morbihan du Parti. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il ne reviendra qu'en 1945, très malade.

LAVERGNE Edmond
Né le 9-12-1924 à Chateaulin.

Entre au F.N. le 6-5-1943, il a dès lors une existence semi-légale. Il passe aux F.T.P. le 10-3-1944 et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Combat au Menez-Hom et pour la libération de la presqu'île de Crozon.

LAVOQUER Paul

Militant communiste et syndicaliste de Concarneau dès les années 30. En fin de 1936 ou en début de 1937 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Il sera tué au combat (en 1938 ?).

LAZOU Jean

Militant du P.C.F. dans la région quimpéroise au cours des années 30. Il avait adhéré à Ergué-Gabéric. Instituteur. Mobilisé en 1939. Lieutenant dans l'armée française tué au combat lors de l'offensive allemande de 1940. Il avait organisé des cours du soir d'instruction générale et d'agriculture pour les jeunes paysans et ouvriers.

LAZOU Jeanne
Née Combot Francine, originaire du Nord-Finistère où elle était née vers 1890.

Institutrice à Ergué-Gabéric où elle avait adhéré au P.C.F en même temps que son mari dans les années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Elle sera arrêtée le 2 mars 1943 dans la même affaire que Mathias Le Louet, condamnée à un an de prison par les juges de Pétain pour propagande résistante en avril 1943.

LE BAIL Louis
Né le 5-5-1921 à Lorient, fusillé le 17-9-1943.

Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937, à Lanester. En 1939, il participe dans cette région à la restructuration clandestine du Parti qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Dès l'arrivée des troupes allemandes en juin 1940, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C. et plus tard du F.N. Versé aux F.T.P. à leur création au début de 1942. En fin de cette année là, à la suite de nombreuses actions il doit par sécurité quitter le Morbihan. Le parti le dirige sur Brest où il retrouve un autre Morbihannais, Jean-Louis Primas, dont il devient l'adjoint — Primas est alors responsable des F.T.P. brestois. L. Le Bail participe à de nombreuses opérations : sabotages, attentats etc. notamment en compagnie de Yves Giloux. (entre autre, l'attentat contre l'Hotel Moderne à Brest, siège de la Kreiskommandantur, par un bombe déposée sur le rebord de la fenêtre à quelques mètres de la garde allemande) etc.

Louis Le Bail était le fils d'Albert Le Bail responsable du P.C.F. dans le Morbihan en 1942 qui avait été secrétaire de « L'Union Sportive Ouvrière Lanestèrienne » et mourra au camp de Mathausen. Louis était le demi-frère d'Albert Le Bail, autre résistant connu. A Lorient Louis Le Bail avait été le camarade de combat de Le Priol avant de quitter cette ville pour Brest. J.-L. Primas, un peu plus tard est nommé interrégional F.T.P. de Bretagne et il fait de Louis Le Bail son adjoint, tous deux continuèrent à prendre part personnellement à des actions contre l'occupant allemand.

A Brest Louis Le Bail avait rencontré un autre Morbihannais, avec qui avait fait de la boxe amateur, Louis R... qui s'était entre temps engagé dans la police de Pétain ! et Ce Louis R... lui tendra un piège qui permit d'arrêter Le Bail déjà condamné — à mort — par contumace par un tribunal français depuis le 28-8-1942. Torturé par

des policiers français il est ensuite livré aux Allemands qui le fusilleront en compagnie de 18 autres camarades ayant appartenu à l'organisation communiste brestoise le 17-9-1943, au Mont-Valérien, près de Paris.

LE BARS René
Né le 2-4-1912 à Quimper

Contrôleur des Contributions directes. Secrétaire du Syndicat départemental CGT des Contributions directes dès 1936. Il adhère au PCF cette même année. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

LE BAUT Georges
Né le 7-1-1923 à Brest.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant diffusant les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. , il prend part à de nombreuses actions. C'est Pierre Tanguy qui le désignera comme chef d'un groupe F.T.P. et de F.N. à Morlaix. Grièvement blessé lors d'un accrochage contre une unité allemande.

LE BAUT René
Né le 17-9-1924 à Brest.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Il avait adhéré sous l'occupation allemande à la J.C. clandestine. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts de la J.C. du P.C.F., du F.N., etc. Aux F.T.P. , il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

Il tombera entre les mains de l'ennemi à l'issue d'un engagement à Pleyber-Christ le 27-9-1943. Le projet des F.T.P. était d'attaquer par surprise un convoi allemand mais ce projet avait été découvert par une « collaboratrice horizontale », Mme..., qui en informa son amant de la Werhmacht lequel prévint ses officiers, les Allemands purent ainsi tendre un piège et firent des prisonniers qu'ils emmenèrent au Poulguen en Penmarc'h où ils les fusillèrent. La collaboratrice eut des appuis pour échapper à la justice.

LE BEC Nicolas

Marin-pêcheur. Militant de la cellule de Lesconil dans les années 20 et 30.

LE BEC Pierre Jean

Marin-pêcheur. Militant de la cellule de Lesconil dans les années 20 et 30.

LE BEC Pierre
Né le 2-10-1913 à Brest.

Ouvrier à l'Arsenal. Adhère au Secours Populaire à Brest en 1938. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il est libéré comme tous les travailleurs des arsenaux en décembre 1941. Contacté aussitôt par Charles Bénard et il adhère au P.C.F. clandestin. Le Bec travaillait au pont transbordeur qui franchissait la Penfeld à l'arsenal, cela lui donnait des possibilités pour les liaisons des camarades qu'il connaissait, particulièrement les communistes et les F.T.P. Il assurait aussi à l'occasion le passage d'une rive à l'autre de matériels de propagande ou des F.T.P.

Il appartenait de plus au même groupe F.T.P. et P.C.F. que Laurans. Ils habitaient le quartier de Kerbonne où ils retrouvaient André Vadaine. Le Bec est arrêté le 1er-10-1942. Détenu successivement aux prisons du Chateau à Brest, de Vitré, Rennes, et Fresnes. Après la Libération il continue son activité politique et syndicale à Brest. A la retraite se retire dans une maison d'Anciens Combattants à Aix-en-Provence.

LE BELLEC Joseph voir BELLEC Joseph.

LE BERRE.

Militant du P.C.F. avant la Deuxième Guerre Mondiale. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. , il prend part aux opérations les plus dangereuses. Muté dans la région brestoise il continue le combat et au cours d'une action tombe aux mains de l'occupant. Les soldats allemands fusilleront leur prisonnier peu après (1944).

LE BERRE Corentin.
Originaire de Quimper. Né le 2-3-1906.

Communiste et syndicaliste à la Centrale électrique de Saint-Ouen. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent à Orianenburg. Après la Libération reprend son militantisme dans la région parisienne. Meurt en 1975.

LE BERRE Francis
Né en 1920 à Scaër.

Papetier. Il adhère à la J.C. en 1937 et au P.C.F. en 1938. Syndicaliste C.G.T. En fin 1939, il prend part à la restructuration dans le secteur de Scaër du P.C.F. que le gouvernement avait interdit en septembre. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à divers sabotages et attentats contre l'occupant dans la région scaëroise.

LE BERRE Hélène voir RIVIER Hélène.

LE BERRE Jean

Militant socialiste d'avant la guerre de 14-18 (à Quimper ?). Au lendemain du conflit dans le débat qui s'instaure au sein du mouvement ouvrier, il se prononce pour une voie révolutionnaire et réclame le départ du P.S. de la réformiste 2e Internationale et son rattachement à la 3e Internationale. Le Congrès départemental du Finistère du P.C.F., en décembre 1921, le désigne pour faire partie de sa délégation au Congrès national qui se tiendra à Marseille en 1922.

LE BERRE Jean-Louis
Né le 23-8-1914 à Penhars (Quimper).

Agent de contrôle des employeurs à la Sécurité Sociale après la guerre. Il adhère au P.C.F. en 1935, à Quimper et au syndicat à la même époque. En 1936, il entre au bureau de la cellule de Quimper, puis à sa création au bureau de la section quimpéroise du Parti. Elu au bureau de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du P.C.F. en 1938, réélu en 1939. De 1936 à 1939, secrétaire de la Chambre Syndicale des employés de Quimper. Membre du comité local du Secours Populaire Français.

En fin 1939, il est déclaré « déchu » de ses fonctions syndicales par la direction nationale (réformiste) du syndicat des employés, sans consultation des adhérents de base qui l'avaient élu ! Il participe, aux côtés d'Alain Signor, secrétaire régional, au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier qui s'appuie sur une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Mobilisé le 28-11-1939. Avant son départ, il passe la « liaison » à André Quiniou qui lui succède au « triangle » de direction du P.C.F. dans l'agglomération quimpéroise.

Après son retour de captivité le 7-2-1942, il reprend aussitôt le contact avec A. Quiniou et Dérédec et prend part avec Théo Le Coz et Roger Hascoët à une nouvelle restructuration du Parti clandestin afin de tenir compte de conditions nouvelles de la lutte et de l'essor prévisible de la résistance armée. Quelques semaines plus tard, ils mettent sur pied les premiers groupes F.T.P. dont ils ont la responsabilité. J. Le Berre reste aux F.T.P. de Quimper d'octobre 1942 à décembre 1943, participant à de nombreuses actions. En décembre 1943, il se voit confier la responsabilité politique du Parti dans le Morbihan, avec Gabriel Paul comme adjoint aux organisations clandestines de masse et Voisin aux F.T.P., avec Le Hyaric. Jusqu'en juin 1944 il avait des liaisons sur le plan régional (Finistère) avec Yves David, Jean Moreau, Albert Quéguiner, « René » et avec l'interrégion de Bretagne : Dufriche, Bernard Paumier et Louis Picart. Après la Libération, continue sa vie militante à Quimper.

LE BERRE Joseph
Né le 31-1-1885 à Quimper.

Ouvrier imprimeur. Secrétaire de la section syndicale du Livre C.G.T. au lendemain de la guerre de 14-18 à Quimper, il le reste de nombreuses années. En 1918, il est aussi élu secrétaire de l'U.L. de Quimper.

LE BERRE Yvon
Né à Quimper le 7-6-1911.

Agent de service à l'Ecole Normale, adhère au P.C.F. à Quimper en 1934-1935. Il quitte Quimper pour Brest en quête d'un autre emploi et devient maçon. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant tant sur le chantier de l'Ecole Navale à Brest où les Allemands font faire d'importants travaux, que dans la ville. Il est arrêté en fin 1942 par des policiers français, torturé et livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il meurt.

LE BIHAN Armand
Né le 20-6-1906 à Névez, décédé à Brest en 1972.

Métallo chez Dubigeon à Brest. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937 alors qu'il est déjà un syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il fait partie du groupe de communistes chargés de protéger la manifestation des ménagères organisée par les femmes communistes (28-4-1942) à Brest et qui évite à la plupart des militantes engagées dans l'action, d'être arrêtées ou en situation d'être inculpées (v. Jeanne Cariou). Quelques semaines plus tard, il passe aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, sabotages, notamment chez Dubigeon au port de commerce, attentats, etc. Arrêté par des policiers français sur de simples soupçons le 5-10-1942, il est libéré peu après, faute de preuve et d'aveux. Il reprend aussitôt la lutte mais sera désormais spécialisé dans le « renseignement » notamment en ce qui concerne les mouvements de sous-marins allemands.

LE BIHAN Cécile
Née le 10-4-1919 à Royan.

Fille de François et de Germaine Le Bihan. Elle adhère au P.C. en 1938. En fin 1939, dans les premiers temps de la clandestinité du P.C.F. alors que son mari, le futur colonel Rol-Tanguy est mobilisé à Brest, elle participe aux liaisons entre Marcel Paul et la direction du Parti jusqu'à son retour à Paris en décembre 1939.

LE BIHAN François
Né le 11-1-1893 à Quimperlé.

Employé à la Cie d'Electricité. Il avait, à 13 ans, quitté la ferme familiale, des paysans très pauvres. Parce qu'il refusait de faire sa communion (confirmation)... sa mère le chassa ! Il vint alors à Paris en 1906 ou 1907 et fait divers petits travaux pour survivre. Un jour, sans travail, encore enfant, il dormait sur un banc quand un passant s'émut, le recueille et jusqu'à 18 ans, l'aidera à s'instruire. Arrivé à cet âge, il l'incite à s'engager dans la Marine, ce qu'il fait. Il va en Indochine (Viet Nam) et y reste jusqu'à la fin des hostilités de la Première Guerre Mondiale. Démobilisé à Rochefort en mai 1919, il retourne alors dans la région parisienne, au Vésinet et entre comme électricien à la C.P.D.E. en 1921. Il adhère peu après à la C.G.T.U. et ne tardera pas à assumer des responsabilités syndicales. Il entre au P.C.F. en 1922 ou 1923. Il habitait depuis 1932 dans le 11e arrt de Paris.

En octobre 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Arrêté en fin 1939, il réussite à s'évader lors de l'exode de 1940, et à Paris reprend la vie légale. C'est alors qu'il est contacté par l'ambassade soviétique et qu'il devient chauffeur de la représentation commerciale soviétique à Paris. Il est arrêté pour cela peu après l'agression allemande contre l'U.R.S.S. en juin 1941. Détenu au camp de concentration de Compiègne, puis déporté en 1942 à Auschwitz où il trouve la mort. Il avait refusé, avec d'autres camarades, de travailler. Laissés nus toute la nuit, ils furent au matin tous piqués par le docteur Mengele et jetés dans une fosse alors que certains n'étaient pas encore morts !.

LE BIHAN Germaine
Née Jaganet, le 5-10-1899 à Bordeaux, décédée à Bagnolet en 1983, épouse de François Le Bihan.

Militante communiste dans la région parisienne. Résistante. Participa à l'action de Marcel Paul dans l'agglomération brestoise dans les premiers temps de la clandestiné du P.C.F. après son interdiction.

LE BIHAN Jean

Combattant F.T.P. du maquis de Spézet-St-Goazec, il participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts. Arrêté à St-Goazec, le 23-5-1944 par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il meurt.

LE BIS Marthe
Née Coroller, vers 1910 à Brest.

Elle adhère au P.C.F. à Brest en 1936. Une des animatrices de la cellule de femmes communistes de Recouvrance, expérience que la section communiste brestoise ne jugera pas bon de continuer car « ségrégative ». Elle cesse de militer au milieu de 1939 quand le Parti refuse de donner sa carte à son mari en raison de son dérangement mental évident.

LE BIS Pierre

Il adhère au P.C.F. en 1936 à Brest. C'est surtout un diffuseur de la presse communiste qu'il vend à la criée dans la rue tous les dimanches : « L'Humanité », « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », etc. On lui refuse sa carte du Parti pour 1939 : son état mental inquiète ses camarades... Son état qui va d'ailleurs empirer et la police brestoise va se servir de ce malheureux à des provocations anticommunistes en fin de 1939, peu après l'interdiction du P.C.F.

LE BLEIS Paul
Dit « Polig ».

Marin-pêcheur. Militant de la cellule de Lesconil dans les années 20 et 30. Un de ses tout premiers adhérents de 1921.

LE BOLZER Jacques
Né le 1er-8-1893 à Pont-Labbé.

Tonnelier. Adhère au P.C.F. au début des années 20 à Pont-Labbé. Son activité militante se poursuit jusque dans la fin des années 30 à Pont-Labbé.

LE BOLZER René
Né vers 1922 à Pont-Labbé
(Fils du précédent ?).

Sympathisant du P.C.F. sous l'occupation allemande, il en diffuse la propagande résistante. En 1943, il entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

LE BONIZEC
Né en 1893 dans la région de Pont-Labbé ?.

Instituteur. Il adhère au P.C.F. en 1931, ainsi qu'à la C.G.T.U. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., ect. Après la Libération, continue son activité militante. Il fut président d'honneur des J.C. de Concarneau.

LE BORGNE Ernest
De Callac.

Militant du P.C.F. dans les Côtes-du-Nord sous le Front Populaire. Il participe aux premières actions résistantes du Parti dans cette région dès 1940 : diffusion de journaux, de tracts, etc. de la J.C., du P.C. Versé aux F.T.P. peu après leur création au printemps 1942. Il prend part à diverses actions. Mais, par sécurité, il doit être muté et c'est à Brest qu'il est envoyé. Hébergé au restaurant-hôtel « A l'Aigle d'Or » par les propriétaires qui sont des résistants, les Cormeault (v. ce nom), 57, rue Jean-Jaurès.

A Brest, E. Le Borgne prend part à de nombreuses opérations des F.T.P. : sabotages, attentats, etc. contre l'occupant allemand. Il est arrêté en fin juillet 1943 par des policiers français et torturé. Livré aux Allemands qui le fusilleront à Rennes le 8-6-1944.

LE BORGNE Jean-Marie
Né le 9 (ou le 30) 3-1903 à Morlaix.

Militant communiste. Il s'engage en fin 1936 ou début 1937 dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué au combat à Castelgels le 10-5-1938.

LE BORGNE Paul
Né en 1910.

Militant actif du P.C.F. dans le Sud-Finistère au cours des années 30. Candidat aux cantonales de 1937, à Pont-Aven.

LE BORGNE Yves-Pierre
Né le 7-3-1899 à Morlaix.

Communiste. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains. Peut-être un frère de J.-M. Le Borgne ou un parent.

LE BRAS Alexis et sa femme née Briant
Nés, le mari vers 1890 et l'épouse en 1902.

Ce couple tenait un café « Le Café du Viaduc » à Morlaix. Sympathisants du P.C.F. sous l'occupation allemande leur café fut une « boîte à lettres » où les résistants laissaient leurs messages. Outre ceux du P.C.F., il y avait ceux de la J.C., du F.N., des F.T.P. et même de l'O.C.M. qui bénéficièrent de leur courageuse complicité.

LE BRAS Francis
De Cléder. Fusillé le 8-8-1944.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F., il en distribue la propagande, tracts, journaux, etc. Il tombe aux mains de l'ennemi lors d'une opération. Les soldats allemands fusillent leur prisonnier peu après à Cléder.

LE BRAS François
Né en 1889.

Syndicaliste morlaisien des métaux C.G.T. avant 1914. Au lendemain de la Première Guerre Mondiale participe aux débats qui animent le mouvement ouvrier. Il y défend les idées révolutionnaires et combat le réformisme qui tout au long du conflit a amené les syndicats et le P.S. dans « L'Union Sacrée » avec la bourgeoisie. Quand les chefs réformistes de la C.G.T. provoquent la scission en 1923, il fait passer son syndicat tout entier à la C.G.T.U. Grand ami de Brizec, il l'aidera dans le combat qu'il mène contre les réformistes les plus en vue dans le mouvement syndical finistérien, les Le Bris, Guéna, Gourmelon, etc. Sympathisant du P.C.F. ou membre du Parti.

LE BRAS Marcel
Né le 4-6-1917 à Plusulliau (C.-du-N.).

Contacté par Jean Le Nédellec, il entre au P.C.F. le 15-1-1941, dans un des groupes clandestins du Parti à l'arsenal de Brest. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du Parti. Il participe aux grèves patriotiques à l'arsenal le 25-10-1941 et en décembre de la même année organisées par le P.C.F. en protestation contre les fusillades de résistants par les Allemands. Il prend part en mars 1942 au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal organisé par les groupes clandestins du P.C.F. ainsi qu'à ceux destinés à commémorer la Fête Nationale, exécutés le 14 juillet de la même année alors que la célébration de cette fête était interdite par les Allemands avec l'accord de Vichy. Le Bras est alors versé aux F.T.P. qui viennent d'être créés. Après la vague d'arrestations qui décime les rangs du P.C.F. et des F.T.P. en fin 1942 — repression qui ne stoppera pas leurs activités — Le Bras passe dans le groupe de Yves Faou, ainsi, que son camarade F. Laurans, et combat jusqu'au 5-8-1944. Après la guerre, reprend ses activités militantes légales.

LE BRENN Etienne

Au temps de l'occupation allemande, résistant F.T.P. dans le Pays Bigouden. Il prend part à diverses actions et notamment à la récupération de conteneurs d'armes débarqués d'un sous-marin anglais. Sympathisant ou membre du P.C.F.

LE BRETTON Jean-René
Né le 15-4-1873 à Penhars (Quimper).

Syndicaliste du bâtiment dès avant la guerre de 14-18. Au lendemain du conflit, il est élu membre du bureau de l'U.L.-C.G.T. de Quimper et trésorier du syndicat C.G.T. des couvreurs. C'est un partisan résolu (anarcho-syndicaliste ou communiste) d'un syndicalisme de lutte de classe.

LE BRIS Catherine, Vve David
Dite « La Mère Catherine », née en 1892 ou 1889 à Berrien, au village de Trédudon.

Sympathisante communiste, devient une active résistante : ravitaillement de résistants et transports de petits matériels, de la nourriture, des explosifs, de petites armes, etc. Pour cela elle s'était confectionné une ceinture-poche qu'elle portait sous son ample jupon de paysanne. Décédée à Berrien-Trédudon en février 1983.

LE BRIS Charles
Né le 20-4-1917, à Plobannalec.

Facteur des P.T.T. à Brest, il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc., y compris en effectuant sa tournée de facteur. Versé aux F.T.P. en fin 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français qui le livrent aux Allemands. Traduit par ceux-ci devant un conseil de guerre, sur la base des rapports des policiers français, à Fresnes le 28-8-1943. Déporté par la suite dans un camp de concentration à Orianenburg en Allemagne où il est assassiné par des soldats allemands lors d'une évacuation de camp en 1945.

LE BRIS Eugène
De Concarneau.

Militant du P.C.F. dès les années 30. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. Il fait partie du 1er groupe O.S. du P.C.F. créé à Concarneau en janvier 1941, un des premiers du Finistère. Doué d'une audace exceptionnelle, il prend part à des opérations nombreuses et importantes contre l'occupant et ses complices. C'est lui qui abattra le premier Allemand descendu à Concarneau, au Cabellou. Un de ses camarades F.T.P., Raymond Hervé, ayant été arrêté, il alla à Nantes et le délivra dans le bureau du juge Le Bras, qu'il abattit. Arrêté, il fut abominablement torturé et livré aux Allemands qui le fusilleront.

LE BRIS Georges

Militant du P.C.F. à Quimper au cours des années 20 et 30. Un des fondateurs dans le département du Secours Rouge International — qui précéda le Secours Populaire Français —. Originaire de Quimper, il quitta cette ville pour Brest en 1938. Il devait y mourir deux mois plus tard d'une tuberculose contractée au front en 14-18.

LE BRUN Armand
« Armandic ».

Il adhère au P.C.F. à la création de la cellule de Lesconil en 1920 (ou début 1921) et milite tout au long des années 20 et 30. Marin-pêcheur.

LE BRUN Guillaume
Né en juillet 1923 à Treffiagat-Lechiagat.

Marin-pêcheur. Il adhère aux J.C. en février 1941 sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Dans le même groupe O.S. du Parti que Arsène Coic. G. Le Brun participe, alors, à diverses actions contre l'occupant, notamment au sabotage de la bétonneuse de l'organisation Todt qui, à Pont-Labbé, fournissait du béton pour la base sous-marine allemande en construction à Lorient. Ce groupe O.S. (P.C.F.-J.C.) sera le groupe O.S. n° 3 des groupes O.S. du Parti ,dans le Sud-Finistère. Plus tard, incorporé aux F.T.P. il y continuera ses actions contre l'occupant.

LE BRUN Jean
Né en 1905.
Mort au Guilvinec en décembre 1983.

Marin. Adhère au P.C.F. en 1935. Au cours de la guerre d'Espagne il est officier radio à la compagnie « France-Navigation » créée par le P.C. pour assurer le ravitaillement en armes des Espagnols Républicains. Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du Parti Communiste clandestin. Arrêté, déporté par les Allemands au camp de concentration de Buchenwald d'où il revient en 1945, au Guilvinec. Il y est élu maire en 1956 et restera à cette fonction jusqu'en 1983. C'était un militant encore actif qui à la veille de sa mort diffusait toujours chaque semaine 50 « Humanité-Dimanche ».

LE BRUN Michel

Militant de la cellule de Lesconil où il adhère à sa création au début 1921. Marin-pêcheur. Actif tout au long des années 20 et 30.

LE BRUSQ François
Né le 19-11-1896 à Audierne.

Employé de commerce à Brest. Elu secrétaire administratif de la Fédération finistérienne du Parti Communiste au congrès départemental du 13-1-1924 à Quimper. Il semble qu'il ait été membre du P.S. avant la scission qui suivit le congrès de Tours. En 1924, il est aussi candidat du « Bloc Ouvrier et Paysan » (com.). Ne pas confondre avec Hervé Le Brusq, réformiste.

LE BRUSQ Joseph
Né le 5-11-1887 à Douarnenez.

Militant de la section douarneniste du P.S., il se range derrière Jéquel pour réclamer le retour du P.S. à la voie révolutionnaire et par conséquent demande le retrait du P.S. de la 2e Internationale et son rattachement à la 3e (com.). Militera de longues années au P.C.F. et à la C.G.T.U.

LE BUHANNEC Arthur
Né en 1920 (à Morlaix ?) ou en 1919 selon un autre document.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. et de la J.C. Versé, en fin 1942, aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Au cours de l'une d'elles, il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier au « Poulguen », en Penmarc'h, et là le fusillent ainsi que d'autres résistants, le 21-4-1944.

LE CAIGNEC Eugène (père)
Né le 1-7-1897 à Lorient.

Cultivateur puis boucher. Il adhère au P.S. en 1919 au lendemain de la guerre de 14-18 qu'il a faite. En 1922, il est élu conseiller municipal (soc.) de Keryado-Lorient. Mais il abandonnera plus tard le P.S. à cause de son réformisme. En 1932, alors qu'il est à Concarneau, il « ressent à nouveau le besoin de militer », mais c'est au P.C.F. qu'il adhère cette fois.

En 1939, il est contacté par Alain Le Lay pour la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. que le gouvernement Daladier vient d'interdire. Il fait alors partie — avec Lijour et Berthou du « triangle » de direction de la section clandestine concarnoise du Parti Communiste. Suspecté par la police, il est plusieurs fois perquisitionné, vainement... En 1942, versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions : sabotages de lignes téléphoniques ou à l'explosion d'une grue-pelle en gare de Concarneau, etc. Il organise un dépôt de munitions pour la Résistance au « Voulguet » en Melgven. En 1942, il sera sérieusement inquiété dans l'affaire des armes venues d'Angleterre. Il est arrêté le 25-9-1942 à Concarneau par des policiers français. Détenu dans un camp de concentration à Voves (E.-et-L.), puis Pithiviers après avoir connu la prison de Quimper. Après la Libération, conseiller municipal de Beuzec-Conq et adjoint au maire.

LE CAIGNEC Eugène (fils)

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région de Concarneau. Arrêté par des policiers français et livré aux Allemands qui le déportent à Neuengamme. Après la Libération, s'installe en Normandie.

LE CAIGNEC François
Né le 22-12-1924 à Keryado (Mor.), fils d'Eugène.

Il entre dans la Résistance comme sympathisant du P.C.F. dans un groupe concarnois dirigé par le « triangle » de direction de l'organisation clandestine du P.C.F. dans cette ville et dont son père faisait partie. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc.

En mai 1942, il est versé aux F.T.P. et prend part à de nombreux sabotages contre l'occupant. Pseudonyme « Boulot ». Il est arrêté une première fois à Concarneau par les policiers S... et R... le 6-10-1942. Prison de Quimper, Rennes, camp de concentration de Compiègne. Mis en liberté surveillée par le tribunal spécial de Rennes. Arrêté une 2e fois, mais par les Allemands directement le 10-8-1943. Il s'évade du train qui l'emmenait en détention en Allemagne. Quelques mois plus tard (avril 1944), il rejoint Concarneau et reprend aussitôt le combat avec les F.T.P. Chauffagiste à Concarneau, il devient par la suite agent de maîtrise au service des Eaux et Forêts. Il adhère au P.C.F. en 1973.

LE CALVEZ Michel (ou CALVEZ)
Né au Relecq-Kerhuon, le 26-9-1886, décédé à Brest en 1971.

Militant socialiste, il est au lendemain de la guerre de 14-18 parmi ceux qui condamnent l'opportunisme réformiste des dirigeants du P.S. et de la C.G.T. d'alors. Au congrès départemental, d'avril 1919, il appuiera les partisans — encore très minoritaires — de l'adhésion à l'Internationale Communiste que Lénine a créé quelques semaines plus tôt ce qui lui amènera la sympathie de beaucoup d'ouvriers de la Pyrotechnie de St-Nicolas et de la Poudrerie du Moulin-Blanc qui penchent pour un renouveau révolutionnaire du mouvement ouvrier français. Ainsi, à cette époque contribue-t-il au progrès de cette tendance révolutionnaire dans le Finistère et sur cette lancée, il est élu conseiller municipal du Relecq-Kerhuon, un des « rouges » parmi les élus socialistes qui comptent aussi quelques « roses » nettement plus pâles. Mais l'opportunisme est un trait de son caractère et le congrès de Tours (qui vota l'adhésion à l'Internationale Communiste) est-il à peine terminé que Michel Le Calvez récuse les décisions du Congrès et se rallie bruyamment aux « dissidents ». Il participe à l'entreprise de scission menée dans le P.S. (devenu membre de l'Internationale Communiste), à l'échelle nationale par les Blum et sur le plan départemental par les Goude, Le Goïc, Chatel, Masson, etc., qui entendent faire renaître un nouveau parti socialiste réformiste. Au Relecq-Kerhuon, cela se traduit pas une lutte politique très dure entre les deux tendances qui divisent le mouvement ouvrier et par des accrochages parfois violents entre les réformistes entraînés par Le Calvez et les révolutionnaires dont le dirigeant sera Jean Autret. Le Calvez sera secrétaire du syndicat C.G.T. de la Pyrotechnie de Saint-Nicolas, Jean Autret étant secrétaire du syndicat de la Poudrerie du Moulin-Blanc. Et comme Jean Autret de surcroît, dirige les pas du jeune P.C.F. au Relecq-Kerhuon, les heurts entre les deux hommes se multiplient.
Le Calvez a une ambition : devenir le maire du Relecq-Kerhuon, mais Maissin, un sillonniste (partisan du catholicisme « éclairé » de Marc Sangnier) très soutenu par le clergé local, s'empare de la mairie. Michel Le Calvez sera candidat socialiste à plusieurs reprises à diverses consultations électorales, notamment à Ploudiry en 1922. Il est alors très lié à un autre réformiste Jean-Louis Rolland, de Landerneau avec qui il va à cette époque porter la contradiction... dans les réunions communistes quasi-exclusivement ! Plus tard, leurs ambitions personnelles les sépareront. Le Calvez subordonne toute l'activité de la section socialiste (reconstituée après la scission), du Relecq-Kerhuon à un impératif : la conquête de la Mairie. Il sera maire de 1925 à 1929, puis adjoint au maire avec Jean Autret de 1945 à 1948. Le Calvez écrivit de nombreux articles sur Maissin et contre les communistes, articles qu'il signe parfois « El Zevlac » (!), mais aussi peu fournis d'arguments contre l'un que contre les autres. Il perdit ses responsabilités syndicales à la Pyrotechnie de St-Nicolas, tandis que Jean Autret entrait, lui, au bureau de l'U.D.-C.G.T. confédérée !

La section socialiste, pour l'avoir trop suivi, fut ravagée par des querelles intestines et finit par sombrer complètement. En 1932, elle fut reconstituée pour un temps assez court puisqu'il fallut en 1933, la reconstituer à nouveau. Entre temps l'affaire Goude, politicien en rupture du Parti socialiste, avait encore compliqué les choses...

Le Calvez appartint longtemps au comité fédéral finistérien du P.S. dans les années 20 et au début des années 30. Ami de Guy Le Normand, de Masson, après avoir rejeté ses amitiés avec Le Goïc, Chatel, il devint

un solide adversaire de Goude qu'il avait pourtant suivi avec enthousiasme lors de la scission en 1921.

LE CAM Emile ou CAM
Né à Brest le 1er-5-1889.

Entré aux Chantiers de la Ville de Brest en 1912, il devint vite un des responsables les plus actifs du syndicat des communaux brestois. Il sera successivement secrétaire-adjoint de la Bourse du Travail de Brest, membre du bureau de l'U.D. des syndicats C.G.T. où il se range d'emblée dans la tendance révolutionnaire qui l'oppose vigoureusement aux réformistes de la collaboration de classe... et par conséquent à la municipalité socialiste où ils règnent sans partage. Il se bat donc contre les Le Bris, dans le syndicat et aussi contre les Goude et autres Hervagault, qui à la mairie ne sont guère tendres pour le personnel municipal. Il luttera pour que Le Bris ne puisse occuper le siège de secrétaire du l'U.D.-C.G.T. du Finistère que Dravalen — révolutionnaire authentique — malade ne peut continuer d'assumer. Le Bris sera élu, de justesse, à ce poste et pour peu de temps au congrès départemental des 27 et 28 juillet 1921 de la C.G.T. non sans qu'aient été entendues les violentes critiques que Le Cam lui assène face aux délégués, soulignant l'absence d'esprit de classe camouflé sous un verbiage démagogique et irresponsable. Il insiste sur la veulerie qui courbe les têtes devant les maires socialistes du département paralysant les luttes revendicatives des communaux. Les interventions de Le Cam compteront pour beaucoup dans le succès de la tendance révolutionnaire au congrès suivant qui « videra » les Le Bris, Gourmelon et autres Guena.

E. Le Cam était membre du Parti Socialiste probablement avant la guerre de 14 et déjà, il s'était révolté contre l'opportunisme de Goude, de Léon Nardon, etc. Aussi dès 1919, va-t-il militer pour le retrait du P.S. de la 2e Internationale et pour son rattachement à la 3e Internationale que Lénine a fondé en mars 1919. Il devient un des premiers et l'un des plus actifs membres du « Comité provisoire brestois pour l'adhésion à la 3e Internationale » qui regroupe les partisans d'un renouveau révolutionnaire du P.S. La scission consommée en 1921, il deviendra un des fondateurs du P.C.F. Il a des responsabilités départementales et prend une part active à la rédaction du journal hebdomadaire qu'édite la fédération finistérienne du P.C.F., avec Le Tréis et Jean Goujon. Le Cam décède à Brest en 1923, un an après son ami Dravalen. Ses obsèques donnent lieu à une émouvante manifestation rassemblant aux côtés des syndicats de la C.G.T.U. dont il était le responsable de la section locale des communaux, en lutte constante contre la municipalité socialiste, des syndicats « confédérés » (réformistes) qui tenaient ainsi à apporter publiquement leur hommage à un militant très estimé et respecté. Délégué au 16e Congrès national de la C.G.T. à Lille en 1921.

LE CAM Marcel
De Plougonven.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant (ou membre ?) du P.C.F., il diffusait sa propagande clandestine. Participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. C'est au cours de l'une d'elles qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené par les soldats allemands qui le fusillent peu après à Plougonven, le 3-7-1944.

LE CAM Maurice
Du Pont de Buis.

Il adhère au P.C.F. en 1938 au Pont de Buis. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Au début de 1941, il entre dans l'O.S. du Parti, et en mai 1941, incendie en gare de Chateaulin, un stock de paille destiné à l'armée allemande. L'explosif incendiaire lui avait été fourni par M. Morel, le directeur de la Poudrerie du Pont de Buis, où il travaillait. Maurice Le Cam continue son action dans les F.T.P. où il est versé en 1942 et participe à de nombreuses actions contre l'occupant tant dans le Finistère que dans les Côtes-du-Nord où à l'issue d'un combat, il tombe entre les mains de l'ennemi. Les soldats allemands fusilleront Maurice Le Cam à Moustéru où ils l'ont emmené après l'accrochage.

LE CANN

Militant du P.C.F. à Landerneau au début des années 20 après qu'il eut opté pour la voie révolutionnaire dans le grand débat qui passionne le mouvement ouvrier de 1918 à 1920. Il milite dès lors pour le retrait du P.S. de la 2e Internationale et son rattachement à la 3e Internationale. Délégué au congrès départemental du P.C.F. de Quimper en décembre 1921, où il représente la section de Landerneau. Au cours de la discussion, il soulignera qu'à Landerneau, les communistes ont affaire à l'opportunisme de Jean-Louis Rolland alors secrétaire de la section socialiste réformiste, reconstituée après la scission.

LE CARS Denise
Née Séité, le 27-5-1911 à Cherbourg.

Sous l'occupation allemande, elle entre dans la Résistance le 1er juin 1943, à Brest et y reste jusqu'à sa démobilisation le 18 septembre 1944. Propagandiste résistante du F.N. Activité d'hébergement de résistants (communistes, F.T.P., etc.) dans l'hôtel familial de « L'Aigle d'Or », 57, rue Jean-Jaurès à Brest. Elle aidera à fabriquer une valise à double fond qui permit de faire parvenir à Jean Nicolas, un F.T.P. détenu à la prison allemande de Pontaniou à Brest, le matériel destiné à une évasion collective qui sera réussie le 25-10-1943.

LE CARS Philippe
Né le 10-6-1908 à St-Pol-de-Léon, décédé le 7-5-1973.

Entre dans la Résistance le 1er-6-1943 à Brest. Chef de chantier du bâtiment, il se sert de son poste pour « planquer » des résistants sur les chantiers et favoriser leurs actions de sabotage. Il freinait systématiquement tous les travaux entrepris par les Allemands et qui avaient été confiés à l'entreprise qui l'employait. Il participe à l'organisation d'une évasion collective de la prison allemande de Pontaniou à Brest (25-10-1943) en fabriquant une valise à double fond qui servit à fournir le matériel nécessaire aux détenus (voir à Le Cars D. et Cormault).

LECLERQ Robert

Il adhère à la J.C. clandestine à Brest sous l'occupation allemande, peu après au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à diverses actions contre l'occupant, notamment des sabotages.

LE CŒUR Noël
Né vers 1902 à Pont-Labbé.

Charpentier en bateaux. Militant C.G.T.U. (membre du P.C.F. ?), dans les années 20.

LE CORRE Jean voir **CORRE Jean.**

LE CORRE Louis
Né le 19-1-1914 à Ploaré.

F.T.P. de Douarnenez. Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

LE CORRE
Né vers 1917 à Ploaré, frère du précédent.

F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. C'est au cours de l'une d'elles, alors qu'il est aux côtés de son père, qu'il est tué au combat en 1944.

LE CORRE Louis

Secrétaire de la cellule de Carhaix dans les années 20. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. des cheminots « départementaux ». Accusé de mollesse dans ses fonctions syndicales par la cellule, il récuse toute critique et démissionne du P.C.F. Il perd peu après ses responsabilités syndicales à la C.G.T.U. et il rejoindra alors la C.G.T. confédérée (réf.).

Il participa comme orateur à des campagnes électorales pour le P.C.F. dans la région de Carhaix. Il y prononçait des discours en grande partie en breton, qu'il parlait fort bien ce qui plaisait à ses auditoires bretonnants. (Il aurait quitté Carhaix plus tard. Devenu directeur d'un C.E.S. après la Deuxième Guerre Mondiale il aurait rejoint la S.F.I.O. à Pont-Labbé — sous réserve que ce soit vraiment le même).

LE CORRE Michel
Né le 8-7-1889, à Pouldreuzic.

Syndicaliste du Bâtiment à Quimper au cours des années 20 et 30. En 1918, il est au bureau de l'Union Locale C.G.T. quimpéroise et secrétaire du syndicat des maçons.

LE COSSEC Guillaume voir **COSSEC Guillaume.**

LE COZ Alain
Né le 17-8-1908 à Plonéour-Lanvern.

Militant du P.C.F. (dans la région parisienne ?). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué au cours du passage de l'Ebre (en 1938 ?), lors de l'offensive républicaine.

LE COZ Jean
Né à Rueil-Malmaison en 1922.

Chauffeur mécanicien. Sous l'occupation allemande, revient en Bretagne et habite Ergué-Armel. Il entre aux F.T.P. en 1943 et participe à des actions contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F., il diffuse la propagande résistante : tracts et journaux du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. En 1944, il appartient successivement, à la 6e Cie de renfort des F.T.P., puis à la 1re Cie du Bat « La Tour d'Auvergne » des F.T.P. Il participe aux combats de la presqu'île de Crozon, en août 1944. Après la Libération, il retourne à Rueil-Malmaison et s'établit cafetier-marchand de vins. Il trouve la mort lors de l'incendie d'un cinéma le 30-8-1947. Il avait plongé deux fois dans le feu et sauvé des spectateurs bloqués par les flammes. Une rue de Rueil-Malmaison porte son nom.

LE COZ Jean
Né le 23-2-1903 à Treffiagat.

Menuisier. Fils de petits cultivateurs. Il adhère à la C.G.T.U. à St-Quentin (Aisne) où il travaille à la reconstruction des régions dévastées par la guerre de 14-18. Revenu au Pays Bigouden en 1935, il adhère aussitôt au P.C.F. Elu conseiller municipal à Léchiagat en 1935 et « déchu » de ce poste en 1939 lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier. Il sera réélu en 1971. En 1935, il avait été désigné comme administrateur de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » organe régional (Finistère-Morbihan) du P.C.F. En 1938, il est secrétaire de cellule à Léchiagat-Treffiagat. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il s'évade et rejoint le pays pour reprendre aussitôt le contact avec le P.C.F. clandestin. Propagandiste de la Résistance, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il devient l'adjoint au responsable départemental et chargé plus particulièrement de transfert et de répartition d'armements (notamment d'armes britanniques, reçues au large en 1942, un des rares envois d'armes à destination des F.T.P., les armes allant le plus souvent aux organisations attentistes, mais « bien pensantes » aux yeux de l'état-major gaulliste de Londres). Jean Le Coz est arrêté par des policiers français en septembre 1942. Il parvient à s'évader avec quatre camarades en mai 1944 du camp de concentration de Voves (E.-et-L.). Il rejoint le P.C.F. clandestin dans l'Indre-et-Loire où il a été muté par le Parti. Il y devient responsable « Cadres » départemental du Parti. Il passe ensuite au nord de la Loire, à Chateau-Renaud, où il devient l'adjoint du capitaine F.T.P. « Michel », commandant les F.T.P. de ce secteur. Jean Le Coz participe à l'Insurrection Nationale dans cette région puis retourne en Pays Bigouden. Il va y déployer une grande activité militante au sein du P.C.F. où il assumera des responsabilités jusqu'à un âge avancé.

LE COZ Jeanine
« La Tireuse de Cartes de Crozon ».

Résistante en liaison avec le F.N. et le P.C.F. clandestin. Elle « planque » chez elle de nombreux F.T.P. et autres résistants. Elle répartissait et distribuait le matériel de propagande résistante du F.N., etc.

LE COZ Joseph
Né le 30-4-1898 à Concarneau.

Charpentier en bâtiment. En 1919, il participe à la révolte des marins en instances de démobilisation à Brest. Il adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. en 1927 à Concarneau. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. du bâtiment de Concarneau de 1928 à 1932. En 1929, son action de dirigeant syndical lors de la grève du bâtiment qui dura cinq semaines à Concarneau lui avait valu trois jours de prison et une forte amende. En 1932, victime du boycott patronal, il doit aller ailleurs à la recherche de travail et renoncer à ses activités syndicales à Concarneau ou bien s'établir artisan-charpentier et ne pas quitter cette ville où il milite dans le Parti. La cellule unique du P.C.F. en 1932 devient section en 1936 et Le Coz continue à en être secrétaire. Membre du Comité régional de 1936 à 1939. Lors de la mise hors la loi du P.C.F. par le gouvernement Daladier, Le Coz Jh. est désigné au « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine à structurer.

Il se heurtera de nombreuses fois à P. Guéguin, le maire communiste de la ville. Guéguin sera le seul membre du comité régional du Parti à éprouver des « hésitations » sous les coups de la propagande anticommuniste et antisoviétique dont la vague englobe dans une même haine les socialistes, les radicaux, les réactionnaires et les fascistes. Guéguin est alors totalement isolé dans le P.C.F., ce qui facilitera grandement sa restructuration clandestine par le « triangle ».

Tous les militants présents à Concarneau, quand se déroulèrent les obsèques du communiste Bolloré tué au front pendant la « Drôle de Guerre », serreront ostensiblement la main de Joseph Le Coz, le responsable clandestin concarnois alors que tous se refusent à serrer celle que P. Guéguin leur tend (début 1940). Car Joseph Le Coz, quoique très repéré, a conservé la responsabilité de l'organisation passée à la clandestinité. Aidé par son jeune fils, André, il procède à des répartitions de tracts, de journaux clandestins du P.C.F., à la réimpression à la « ronéo » (petite machine de bureau à imprimer) de tracts et de petits journaux. Le 15-4-1940, il est perquisitionné — en vain. Le filet se resserre cependant et en juin 1940, deux gendarmes de Concarneau viennent l'arrêter. Il sera détenu dans différents camps de concentration et prisons. Dans celui de Saint-Angeau, dans le Cantal, il retrouve le secrétaire régional du Parti, Alain Signor, qu'il aide à réussir son évasion en attirant sur lui, Le Coz, les gardes-mobiles lancés à leurs trousses.

Après cette évasion pour lui manquée, il est envoyé dans un camp de représailles, celui de St-Sulpice, dans Tarn-et-Garonne, en décembre 1942, d'où il parvient à s'évader, enfin. Il rejoint Saint-Jean en Royan, dans l'Isère et prend part aux actions de la Résistance locale sans réussir dans un premier temps à retrouver le contact avec le P.C.F. clandestin. Au bout d'une année, il décide de revenir à Concarneau au risque d'y être reconnu rapidement par la police. Contact obtenu très vite, il se voit confier la réorganisation du secteur F.T.P. démantelé par la répression, pour la nième fois. En juin 1944, il rejoint, sur ordre, le maquis de Laz et jusqu'à la Libération, il fera dès lors partie du « triangle » départemental qui dirige le P.C.F. dans le Finistère, avec Gabriel Paul.

A la Libération, il est vice-président du Comité Départemental de Libération, au titre de représentant de la C.G.T. clandestine. Il laissera un peu plus tard cette fonction à Pierre Salaun et devient permanent départemental du P.C.F. à la propagande. En 1946, il est nommé délégué à la « Prévention du Bâtiment ».

Il est condamné en 1950, pour un article paru dans « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » sur la révolte des marins démobilisables à Brest en 1919. Jh. Le Coz a été élu conseiller municipal à Concarneau en 1929, et il fut candidat aux législatives de 1936 à Quimper (1re circ.). Après la guerre, se remarie avec Suzanne Kerever, veuve de Yves David, un fusillé. Ils se retirent au Huelgoat sans cesser de militer.

Jh. Le Coz a écrit une « Révolte des marins à Brest en 1919 ». Les extraits qui en furent publiés lui valurent une condamnation évoquée plus haut à une peine de prison et à une forte amende, à la demande de la Marine.

Il a aussi écrit « La grande grève du bâtiment à Concarneau en 1929 ». Manuscrit inédit de 15 pages.

LE COZ Louis
Né en 1863, mort en fin 1941.

Sa femme et lui, cultivateurs pauvres, ne parlaient que le breton. Père de Jean Le Coz et d'Albertine Hénot. Sympathisant du P.C.F. C'est dans leur petite ferme de Lehan en Léchiagat que furent effectués, en début de 1941, les retirages sur ronéo (petite imprimante de bureau) de numéros clandestins de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », dont leur fils Jean, traduisait en breton les textes afin que ses parents les connaissent.

LE COZ Marcel
De Botsorhel.

Membre du P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant avec la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P. Tué au combat le 26 juillet 1944.

LE COZ René
Né le 22-2-1926 (à Concarneau ?).

Entre aux F.T.P. en 1944 et accomplit de nombreuses missions contre l'occupant allemand. Après la guerre, crieur à la criée de Concarneau.

LE COZ Théo
Né à Concarneau le 22-7-1900, décédé en août 1976 à Quimper.

Frère de Joseph Le Coz. Employé de bureau. Il adhère au P.C.F. en 1940. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il est un des organisateurs, en fin 1941, du F.N. à Quimper. Versé aux F.T.P., il prend part à diverses actions avant que de devoir quitter la région quimpéroise par prudence après les arrestations de l'Hôtel de « La Tour d'Auvergne ». Muté dans les F.T.P. des Côtes-du-Nord, puis devient responsable politique de ce département. Au début de 1944, il est membre du Comité départemental de Libération des Côtes-du-Nord. Il restera dans ce département quelques années. Il y sera un des fondateurs de l'hebdomadaire départemental du Parti « L'Aube Nouvelle ». Puis il revient à Quimper et assume des responsabilités dans le P.C.F. notamment au bureau fédéral finistérien, directeur de son hebdomadaire « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » ; dans les syndicats et diverses associations : Président d'Honneur de l'Amicale Laïque de Quimper, trésorier départemental des délégués à l'Education Nationale, vice-président du Comité quimpérois de France-U.R.S.S., etc.

LE COZ

Militant du P.C.F. à Ivry près de Paris. Ce Finistérien est secrétaire de l'Amicale des Bretons Emancipés d'Ivry-sur-Seine où il a de nombreux contacts avec ses compatriotes locaux, comme avec ceux restés au pays natal. Il défend la langue et la culture bretonnes. Sous l'occupation propagandiste résistant du P.C.F. clandestin. Arrêté par des policiers français il est remis aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne. Meurt quelques années après la Libération.

LE CRAS André

Instituteur. Sous l'occupation allemande militant du P.C.F. clandestin dont il diffuse la propagande résistante. Il occupera au P.C.F. clandestin et au F.N. diverses responsabilités. Versé aux F.T.P. participe à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région de Quimperlé-Concarneau.

LE CREN Louis
Né de parents bretons à La Flèche (Sarthe) le 30-10-1916.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Dans le Finistère il combat avec le Bat. F.T.P. « La Tour d'Auvergne » du 1er-3-1944 au 6-8-1944. Blessé au combat le 4-8-1944.

LE DARSE Albert

Militant communiste de Concarneau dans les années 30. Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient en Espagne aux côtés des Républicains. Tué au combat.

LE DARSE Henri
Né en 1920 (à Concarneau)

Adhère aux J.C. puis au P.C.F. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant dans les rangs des F.T.P. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Allemagne où il mourra, en 1944.

LE DEZ Louis
Né à Scaër vers 1905, décédé peu après la Libération.

Ouvrier agricole puis papetier. Il adhère à la C.G.T. en 1936 et peu après au P.C.F. En fin 1939 il prend part à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande il diffuse les tracts et les journaux du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant : sabotages, attentats, etc. Il sera un temps le responsable du maquis de Caradec en 1943 et en liaison avec Daniel Trellu. La police perquisitionna plusieurs fois le domicile de Le Dez, en vain.

LE DIGABEL Louis

Résistant appartenant au groupe « Henri » des F.T.P. de Morlaix, sous le commandement de Pierre Tanguy. Participa à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

LE DIVOUZET Jean-Marie

Menuisier. Militant communiste en Pays bigouden au cours des années 20 et 30, particulièrement à Pont-Labbé.

LE DONCHE Yvon
Né en 1921 à Lesconil.

Cuisinier à Audierne. Adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté à Audierne par des policiers français, torturé il est livré aux Allemands qui le déportent au camp de concentration d'Auschwitz où il décédera en 1944.

LE DRÉAU Guillaume

Marin-pêcheur de Douarnenez où il milite au P.C.F. dans les années 20 et 30. Elu conseiller municipal de Douarnenez en février 1926.

LE DROAN « Lili »
(attention « Lili » est un diminutif breton masculin).

Militant actif du P.C.F. dans la région de Quimperlé où il sera conseiller municipal (com.) Syndicaliste très actif il a été secrétaire du syndicat C.G.T. des ouvriers papetiers de Kerisole.

LE DUC Jean

De Cléder. F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts celle du F.N. etc. A l'issue d'un engagement il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené par les soldats allemands qui exécutent leur prisonnier peu après, le 8-8-1944 à Cléder.

LE DUFF Théophile

Manutentionnaire. Militant communiste présenté par le P.C.F. aux élections au conseil d'arrondissement à Plabennec en 1937.

LE FAOU Julien

Résistant F.T.P. (probablement membre du P.C.F. clandestin) arrêté par les Allemands en juin 1944. Ils le fusillent plus tard avec les otages de Lesconil.

LE FAOU Yves

Né le 25-4-1911 à Chateaulin. Ouvrier à l'arsenal de Brest. Militant syndicaliste C.G.T. Quand Ernest Miry fut sanctionné en 1938 ce fut lui qui sera désigné pour le remplacer comme délégué des ouvriers de

l'atelier des machines. Il avait adhéré, à Chateaulin aux Jeunesse Socialistes, en 1936 et en était devenu le secrétaire local.

C'est sous l'occupation allemande qu'il va rejoindre à l'arsenal le P.C.F. devenu clandestin. En avril 1942 il est responsable du Secours Populaire clandestin à Brest en même temps qu'il est responsable d'un groupe du P.C.F. à l'arsenal. En 1943 nommé responsable des F.T.P. de Brest jusqu'au 28-8-1943, lorsqu'il doit quitter Brest pour éviter la répression policière. Il est un peu plus tard désigné comme responsable de « l'appareil technique » (impression de la propagande etc.) des F.T.P. pour les huit départements de l'Ouest. Il prend alors le pseudonyme de « Gérard Le Hir » et reçoit le grade de commandant F.T.P. Après la Libération continue dans l'armée et devient lieutenant d'active dans l'infanterie. En retraite à Chateaulin y reprend une vie militante active.

LE FLANCHEC Daniel
Né le 2-7-1881 à Trédrez (Côtes-du-Nord).

Petit commerçant, revend en 1918-1919 les surplus de l'armée américaine, ensuite employé de mairie à Lambézellec. Il avait appartenu, avant la guerre de 14-18 au groupe anarchiste de Serge Kilbatchik et de Lorulot, lequel groupe avait eu des contacts avec la « Bande à Bonnot ». Un document du P.C.F. (1924) précise « ... Le Flanchec avait appartenu pendant neuf ans au groupe « L'Anarchie » avec Lorulot, Lanoff et Kilbatchik (Victor Serge) » sans aucune autre précision. Il adhère au Parti socialiste et en 1919 il se range à gauche dans ce parti, puis dès sa fondation il entre au « Comité provisoire brestois pour l'adhésion à la Troisième Internationale ».

Dès lors il milite activement pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale (dite Ouvrière, ou socialiste, réformiste) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.), aux côtés de nombreux autres militants brestois et finistériens. Au congrès national de Strasbourg en février 1920 où il est délégué ainsi que son épouse il affirme ces positions. Déjà au congrès départemental du P.S. le mois précédent il s'était prononcé contre le motion « Loriot ». Au congrès de Tours (décembre 1920) il signe la motion Cachin-Frossard (et il aurait participé à sa rédaction). Il participera également au congrès national du P.C.F. en 1922.

A la suite du congrès de Tours il avait été élu secrétaire adjoint de la Fédération du Finistère du P.C.F. Il remplace au cours de l'année 1923, à son poste de secrétaire général, J. Le Tréis, malade (14-1-1923) comme secrétaire intérimaire. Le 13-11-1924 Le Tréis est muté par les P.T.T., à titre disciplinaire, à Lunéville et c'est Le Flanchec qui est élu au poste de secrétaire fédéral du Finistère du P.C.F. Il le restera jusqu'à ce qu'il soit désigné par le Parti pour remplacer Velly, le maire communiste de Dournenez décédé. Décision fédérale qui n'avait pas été unanime. Peu de temps auparavant Le Flanchec avait été candidat du Bloc Ouvrier et Paysan (com.) à Lambézellec. Il sera élu maire de Douarnenez et réélu en 1925.

En 1924, au cours des premiers mois de son mandat municipal il s'était beaucoup mêlé aux ouvrières grévistes des sardineries et cela l'avait rendu très populaire (nov.-déc. 1924). Mais sa « politique personnelle », son autoritarisme vont le faire se dresser contre la direction fédérale finistérienne du P.C.F. qui lui avait fait des « remarques désagréables ». Le secrétaire fédéral Béors s'en plaint beaucoup ainsi que Charles Tillon, secrétaire régional de la C.G.T.U. contre qui il ne tardera pas à entrer en conflit. Soutenu par la plupart des élus communistes de son conseil municipal, il n'hésite pas à affronter et le P.C. et la C.G.T.U. dans leurs directions locales et départementales. Il sera cependant le candidat du P.C.F. aux législatives de 1928 dans la 2e circonscription de Quimper où il se présente comme... charpentier.

Il est convoqué devant la Commission de contrôle du Comité Central du P.C.F. le 20-12-1928 mais ne s'y rend pas. Cette même année 1928 il avait cependant été réélu avec toute la liste du « Bloc Ouvrier et Paysan » (com.) aux élections municipales à Douarnenez. Au début de 1929 ses désaccords avec le P.C.F. s'élargissent et ses incartades sont de plus en plus mal supportées. On lui reproche, de plus le désordre de sa vie privée « incompatible avec la dignité d'un militant » (A. Signor). Les socialistes qui n'ont pas à s'en tenir à la même réserve, ne se gênent pas pour donner des détails, en privé et en public... Le Flanchec ferait « la noce » à bord de bateaux en baie de Douarnenez et autres lieux.

Le Flanchec s'était entouré d'hommes qui lui sont dévoués notamment au conseil municipal, où d'autres camarades, plus lucides, lui reprochent ses « écarts » politiques et privés. En réponse Le Flanchec fait « voter par ses créatures », par une cellule réduite à ses seuls amis, l'exclusion de bons militants tels Jos Pencalet, Bazin, etc. Exclusions qui — bien sûr — ne seront jamais ratifiées ainsi que l'exigent les statuts du P.C. pour qu'elles soient valables, par la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du P.C.F. et donc non ratifiables par le C.C. du Parti.

A ce moment les socialistes soulèvent un scandale de prévarication. Si cela avait été le fait d'un Le Goic les communistes auraient crié à la calomnie, mais celui qui dénonce Le Flanchec, c'est A. Leyer, un homme qui ne ménage ni les dirigeants fédéraux et nationaux du P.S..., ni les communistes et qui est connu pour son intégrité. Mais il mêle P.C.F. et Le Flanchec. Il est temps pour le P.C. de se désolidariser de son maire douarneniste qui d'ailleurs dans les faits liquide le Parti sur le plan local. En juillet 1930 le bureau de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du P.C.F. décide son exclusion. Cela sans la préparation politique, pourtant indispensable, pour éclairer tous les membres du P.C. et les sympathisants qui pour la plupart ne voient en Le Flanchec que l'élu — avec ses défauts bien sûr — qui défendit les grévistes en 1924 et qui reçut même alors un coup de revolver dont il ne finit pas de se vanter. L'exclusion tombe « à plat » et Le Flanchec de continuer à narguer la direction régionale du Parti. Aussi sur les conseils du secrétaire général du Parti, Maurice Thorez, donnés directement à A. Signor, le secrétaire régional, le bureau régional revient-il sur sa décision d'exclusion (provisoirement, s'entend, dans l'esprit des militants). Et ce qui était prévu arrive : Le Flanchec ne s'améliore pas ! Il a bien fait une vague autocritique, mais il continue. L'affaire de concussion à laquelle son nom est mêlé, et qu'exploitent à fond les socialistes, ouvre les yeux à beaucoup de ceux qui jusqu'alors suivaient le maire douarneniste.

En 1935 quand il est question de désigner le candidat communiste pour la circonscription aux législatives de 1936, la section d'Audierne du Parti, entraînée par son secrétaire P. Moalic récuse la candidature Le Flanchec... et n'hésite pas à justifier son refus en dénonçant ses turpitudes. Les temps ont changé et les conditions d'une exclusion réunies. Elle ne tardera pas à être prononcée au grand soulagement de militants las d'être éclaboussés par des scandales que désormais chacun d'eux ne prend pour des inventions malveillantes. Le Flanchec lui sera supris de se voir lâché par ceux qui lui avaient été jusqu'alors si fidèles et maintenant se rangent derrière leur direction régionale.

Alors Le Flanchec rejoint un renégat célèbre, Doriot, qui crée un parti fasciste le P.P.F. Le Flanchec s'en va même tenir avec lui un meeting à St-Denis, où la contradiction ne fut pas admise contrairement aux règles de l'époque. Plus tard Le Flanchec se fait réélire maire mais sur une liste réactionnaire. A l'arrivée des Allemands en 1940 il quitte précipitamment Douarnenez cédant sa place de maire à Eugène Carn, le mareyeur. Cela n'épargnera pas à Le Flanchec d'être arrêté et de mourir en déportation.

LE FLANCHEC Joséphine
Epouse Le Roux. Née en 1878 (à Trédrez ?)

Militante de la cellule de Landerneau du P.C.F. Elle avait été déléguée au congrès de Strasbourg du P.S. en février 1920. Elle n'approuvera pas l'attitude politique prise par Daniel Le Flanchec, son frère, ni sa vie privée. Sous l'occupation allemande propagandiste résistante elle diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Elle participera à la manifestation de ménagères organisée par les femmes communistes le 28-4-1942 devant une annexe de la mairie de Brest (v. Jeanne Cariou) à l'issue de laquelle elle fut arrêtée en même temps que les époux Goasguen-Cariou et condamnée à une année de prison. Libérée à la fin de sa

peine elle va à Paris et trouve une place de concierge rue de la Paix. Elle hébergera des résistants dans sa loge, dont Yvonne Corcuff, une Landernéenne.

LE FLEM

Ouvrier. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du Parti et du F.N. Versé aux F.T.P. il participera à diverses actions contre l'occupant.

LE FLOC'H

Enseignant mêlé au mouvement ouvrier. En 1935-1936 il est secrétaire du syndicat du bâtiment à Brest. Mais nommé en fin 1936 au Lycée agricole de Breholou, il cède cette responsabilité à Pierre Autret qu'il avait tant aidé lors des grèves de cette année là. Il est sanctionné en 1938 pour sa participation active à la grève générale du 30-11-1938. Le Floc'h était un catholique pratiquant, très proche du P.C.F. Il diffusait à Brest une revue de chrétiens communistes.

LE FLOCH Corentin Joseph
Né le 29-9-1879 au Trévoux.

Buraliste, puis agent d'assurance au Huelgoat. Cet opportuniste-né est candidat socialiste aux élections municipales de 1925 au Huelgoat. En juillet de la même année année il se présente aux cantonales contre un radical de **droite**, Dilasser, malgré l'opposition des dirigeants départementaux du P.S. dont il bouscule ainsi la cuisine électorale... et ceux-ci l'excluent ! Alors Corentin Le Floch se tourne vers les communistes et il est élu maire du Huelgoat en 1928. Un peu plus tard il est le candidat du P.C.F. aux législatives de cette même année dans la 2e circonscription de Chateaulin. Quelques mois encore et il devient le chef de file d'une liste « socialistes indépendants », la rigueur du P.C.F. ne l'ayant pas conquis. Pour les élections de 1932 il s'entend avec la « Concentration républicaine ».

Son alliance, toute conjoncturelle, avec les communistes n'avait d'autre but que la satisfaction de son ambition personnelle. Mais son élection à la Mairie d'Huelgoat avait démontré l'efficacité d'une alliance avec les communistes locaux.

LE FLOCH Jean
Dit « Yan an Ton ».

Militant communiste du Pays bigouden au cours des années 20 et 30, cellule de Lesconil. Marin-pêcheur. Délégué au Congrès départemental du P.C. à Quimper en décembre 1921.

LE FLOCH Joseph-Marie

Conseiller municipal communiste de Douarnenez en 1922. En août 1923 il devint secrétaire du syndicat des marins-pêcheurs douarnenistes reconstitué avec l'aide de René Martin, alors secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U. du Finistère.

LE FLOCH Louis
Dit « Louis an Ton »

Militant communiste du Pays bigouden. Un des responsables de la cellule de Lesconil (60 adhérents en 1921 !) dès sa création. Il représente sa cellule au congrès départemental du P.C.F. à Quimper en décembre 1921.

LE FLOCHLAY

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Militant du P.C.F. auquel il adhère en 1936. Il est un des animateurs de la diffusion de la presse communiste à Brest sous le Front Populaire (C.D.H. = vente à la criée). Sous l'occupation allemande il appartient à un groupe communiste clandestin à l'arsenal. Propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N. etc. Il participera à de nombreuses actions de Résistance notamment aux grèves d'octobre et décembre 1941 organisées à l'arsenal par les groupes communistes clandestins de cet établissement en protestation contre les exécutions de patriotes par les Allemands. Meurt de tuberculose en 1942 ou début 43.

LE FOLL Emile
Né en 1922 à Scrignac.

Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N. et versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération il appartint au service de sécurité de l'« Humanité », puis il reprend son travail à la S.N.C.F. Il sera adjoint au chef de gare de Morlaix.

LE FOLL Jean

Il adhère à la J.C. clandestine en 1942 (à Scrignac ?) Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les tracts et les journaux de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant : déraillements de trains, sabotages, récupérations d'armes etc. C'était un ami et un camarade de combat de J.-P. Le Rest. A l'issue d'un engagement il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené par les soldats allemands qui fusillent leur prisonnier à Mousterlin (1944 ?).

LE FOLL Jean-Louis
Né vers 1900 à Scrignac.

Cousin germain de Pierre. Cultivateur. Il adhère au P.C.F. au début des années 30 et milite dans la région Scrignac-Carhaix, surtout en milieu rural où il était d'autant plus écouté que « fils du pays », il était de plus un remarquable bretonnant. Ce fut en grande partie grâce à lui qu'à Scrignac on put remplir un car d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles pour aller à un meeting entendre Marcel Cachin, à Carhaix, en procédant par une espèce de ramassage de ferme en ferme.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Au début de 1941 il entre à l'O.S. du P.C.F. et participe dès lors aux premières actions contre l'armée allemande dans la région de Scrignac-Carhaix, notamment à des sabotages. Par la suite versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

LE FOLL Pierre
Né le 29-6-1918 à Scrignac.

Cultivateur, puis cinq ans dans la Marine. Ensuite journalier, tâcheron, et fort des Halles après la Libération. Il avait adhéré au P.C.F. en 1935, coupé par son passage dans la Marine. Il sera menacé de 60 jours de prison pour avoir été surpris à lire « l'Humanité » à bord du « Provence ». De retour en France en fin 1940 il reprend aussitôt le contact avec le P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F., du F.N. etc. En début 1941, il fait partie d'un groupe O.S. du P.C.F. avec Jean-Louis Le Foll, son cousin et Loriquet exécutant dès lors leurs premières missions contre l'occupant allemand.

Versé en 1942 aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions, sabotages, attentats, etc. Pierre Le Foll reprend ses activités militantes après la Libération dans la région parisienne au P.C.F. et à l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Ile-de-France il sera l'animateur d'une de ses premières amicales, celle de Levallois-Perret. Déjà avant la guerre il animait un groupe de lutte bretonne très connu. A la dissolution de la corporation des Forts des Halles — qui dépendait administrativement du Préfet de police il est versé d'autorité dans les « Renseignements Généraux » ! La retraite, vite venue, l'en délivre et il retourne vivre à Scrignac où il milite au P.C.F.

LE FUR Jean
De Scrignac.

Second-maître dans la Marine il quitte Alger pour venir combattre en France dans la Résistance. Il rejoint Scrignac. Mis en contact avec les F.T.P. il entre à la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » et prend part à de nombreuses missions contre l'occupant. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Tué au cours d'un combat contre un détachement allemand, près de Scrignac, en 1944.

LE FUR Marie

Ardente militante du P.C.F. dans le Morbihan. Elle adhère au P.C.F. probablement en 1928. Institutrice. Membre du bureau de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du Parti elle a, à ce titre, beaucoup de contacts avec les militants du Finistère, particulièrement avec les femmes. En 1939 elle participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité où l'a plongé

son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante dès juillet 1940 diffusant les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Elle est arrêtée en juillet 1941. D'abord détenue au camp de concentration de Châteaubriant, puis dans divers camps et prisons, elle réussit à s'évader avec d'autres résistantes du P.C.F. en juin 1944 et en dépit d'une santé très atteinte reprend la Résistance. Décédée à Hennebont dans les années 60.

LE GAC Pierre
Né en 1920 (au Huelgoat ?)

D'abord tailleur de pierre. Il se fait connaître comme footballeur. Il adhère très jeune au P.C.F. (en 1937 ?) Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé au F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la guerre il continue sa vie militante communiste et syndicaliste à Brest où il est employé de la Sécurité Sociale.

« LE GALL Annick »
Identité réelle non encore connue.

Très jeune elle assure, dès l'âge de 16 ans des missions délicates et périlleuses et avec un courage exceptionnel, de Paris vers la Bretagne, et notamment le Finistère, pour le P.C.F. clandestin. Elle convoyait des valises bourrées de tracts anti-allemands et de journaux clandestins de la Résistance, (du P.C.F., de la J.C., du F.N., des F.T.P. etc.) jusqu'à Quimper. Un cheminot communiste l'accompagnait chargé de la prévenir de tout danger... mais il n'y avait pas toujours de cheminot disponible. A Quimper un « fiancé » l'attendait à la gare : un militant qui venait réceptionner la valise. Et « Annick » et son « fiancé » s'embrassaient, pour plus de vraisemblance sur la bouche, dans le hall de la gare de Quimper. Un jour un voleur profitant de la brève occupation de ces « amoureux » s'empara de la valise posée à côté d'Annick ! On devait apprendre par la suite qu'il s'était fait prendre en ville par des policiers français alors qu'il n'avait pas encore eu le temps d'inspecter le contenu du bagage volé. Il finira par être livré aux Allemands, qui pas plus que les policiers français, ne voulurent croire à son histoire. Il aurait été fusillé !... « Annick » ne connut la suite de cette aventure que bien plus tard, comme ses camarades d'ailleurs.

« Annick Le Gall » accomplira un grand nombre de missions pour le P.C.F. et la J.C. Son courage étonne encore ceux qui se souviennent d'elle. Elle fut arrêtée par des policiers français et abominablement torturée, mais ses bourreaux ne purent rien en tirer. Livrée aux Allemands, torturée à nouveau, elle n'en dit pas plus. Elle fut déportée au camp de Mathausen. Elle sera échangée par la Croix Rouge canadienne en avril 1945 qui vint la chercher au camp. Très malade elle fut envoyée en Suisse pour être soignée, elle devait y mourir.

LE GALL

Marin-pêcheur, militant de la cellule de Lesconil, en Pays bigouden, dans les années 20 et 30. Syndicaliste C.G.T.U. Il participe comme délégué du Pays bigouden à la conférence régionale des syndicats C.G.T.U. à Quimper en mars 1931.

LE GALL
Né en 1875 à Pont Labbé.

Ancien sous-officier il avait été bouleversé par la lecture de brochures libertaires et socialistes avant la guerre de 14-18. Il adhère au P.C.F. à sa création. Secrétaire de la section communiste de Pont-Labbé en 1924-25. Il était aussi très connu dans le Cap-Sizun, au nord du Pays bigouden. C'est lui qui en prêtant des livres à Alain Signor le fera adhérer à la J.C. en 1925. En février 1926, le maire socialiste de Pont Labbé, Bastard, pour se débarraser d'un adversaire gênant le priva de son emploi en le faisant licencier de sa place de gérant de la succursale pont-labbiste de la Coopérative « La Lorientaise ».

LE GALL François

Ingénieur agronome à Quimerc'h. Il adhère au F.N. sous l'occupation allemande, puis passe aux F.T.P. pour prendre part à de multiples actions contre l'occupant. Fait prisonnier au cours d'un engagement contre une unité allemande il parvint à s'évader avec plusieurs camarades. Au cours de l'évasion il saute sur une sentinelle allemande qui tirait ; il réussit à neutraliser le tir avec son corps. Cela se passait à Lopérec. Il fut tué sur le coup. Il était né vers 1915 à Quimerc'h et avait donné son adhésion au P.C.F. clandestin vers 1942 ou 43. Lors de sa mort il était responsable du groupe F.T.P. de Quimerc'h.

LE GALL François
Né le 3.11.1923 à St-Grégoire (I.-et-V.).

Il entre aux F.T.P. en 1942 (ou 43). Sympathisant des J.C. il en diffusait la propagande résistante ainsi que celle du P.C.F. Il participe à de nombreuses actions contre l'occupant et c'est au cours de l'une d'elles — l'attaque d'un convoi à Pleyber-Christ — qu'il fut fait prisonnier en avril 1944. Les Allemands avaient été renseignés par une « collaboratrice horizontale », Mme...

Ils emmenèrent Le Gall et ses camarades au Poulguen, en Penmarc'h et quelques jours plus tard y fusillent leurs prisonniers.

LE GALL Georges.

Ouvrier. Adhère au P.C.F. en 1936 ou 1937 à Brest. Il participe à la Résistance dès 1940. Propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F. et plus tard celles du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Arrêté par des policiers français en octobre 1942, les Allemands le déportent au camp d'Orianenburg. Il meurt peu après son retour des suites de la déportation.

LE GALL Georges

Ouvrier de Brest. Il adhère au P.C.F. clandestin en 1942 sous l'occupation allemande, en début d'année. Activité de propagandiste résistant il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant au maquis « Etoile Rouge » à Plonévez-du-Faou qu'il a rejoint en avril 1943. Il trouve la mort dans un engagement contre une unité allemande le 2-7-1944.

LE GALL Joseph
Né en 1912.

Il adhère au P.C.F. vers 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance diffusant les publications clandestines du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération en 1945 il est élu conseiller municipal (com.) de l'Hôpital-Camfrout. Il avait à l'époque créé la section communiste de cette localité. Il meurt en 1947 âgé de 37 ans. C'était un ancien élève de l'Ecole primaire Supérieure.

LE GALL Joseph
Né le 8-9-1898 à Carnoët (Côtes-du-Nord)

Maréchal ferrand. Il adhère au P.C.F. en 1923, à Angers aux Ets Bessonneau... et à la C.G.T.U. en même temps. Plus tard il revint en Bretagne, à Lohuac, près de Callac. Un camarade de Paris, Le Pape, des transports en commun de la capitale lui adresse ses timbres de cotisations mensuelles du Parti et « l'Humanité ». De Lohuac, Joseph Le Gall vient à Brest. C'est surtout un syndicaliste. Délégué d'atelier et membre de la C.A. du syndicat de l'arsenal C.G.T.U. et de la C.G.T. après la réunification. C'est un ami d'Ernest Miry. Il est aussi collecteur des cotisations syndicales et il milite au Patronage Laïque de Saint-Marc.

En 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, dès 1940, il est un propagandiste de la Résistance et diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F. du F.N. etc. il va faire des inscriptions de nuit etc. Membre du Comité Départemental des Vétérans du Parti du Finistère-Nord il le reste jusqu'à sa mort en 1977. Il était toujours un militant actif de la cellule « Jh.-Ropars » de Saint-Marc-Brest.

LE GALL Henri-François.

De Brasparl. F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » a participé à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il en

diffuse la propagande résistante, journaux et tracts clandestins. Tué au combat en 1944.

LE GALL René
De Quimper. Né en 1912.

Cheminot. Militant du P.C.F. il est surtout un militant syndicaliste à partir de 1935. Sous l'occupation allemande c'est un propagandiste de la Résistance et il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Sur la fin de sa vie membre très actif de la section syndicale des retraités cheminots de Quimper. Il meurt dans cette ville en 1977.

LE GALL René Pierre
Né le 13-1-1899 à Edern.

Sans travail il va à Paris en 1920. Presque illettré il s'instruisit en autodidacte. D'abord terrassier sur les chantiers en 1921. Il adhère à la C.G.T.U. peu après sa création en 1922. Il sera délégué à son 1er Congrès national à St-Etienne en fin 1922. En 1925 il lutte pour le maintien de son syndicat à cette centrale. Il adhère au P.C.F. en 1926, mais il restera surtout un syndicaliste. D'abord délégué, puis secrétaire permanent, il est élu en 1929, secrétaire général du syndicat C.G.T.U. des Terrassiers. Ensuite élu à la Commission exécutive de la Fédération nationale Unitaire du Bâtiment et à la Commission exécutive nationale de la C.G.T.U.. En 1932, élu conseiller prud'homme de la Seine. Réélu en 1933, secrétaire général du syndicat des terrassiers de la Seine et Seine-et-Oise.

A plusieurs reprises son action syndicaliste lui vaudra des condamnations. En 1929, son arrestation provoque la sortie en masse des travailleurs du métro qui obtinrent sa libération par un non-lieu.

En 1935, lors de la réunification syndicale C.G.T.U.-C.G.T. confédérée, il est élu secrétaire général du syndicat réunifié des terrassiers de la Région parisienne. Elu conseiller municipal (com.) de Paris et conseiller général de la Seine en 1935. Vice président du Conseil général de la Seine jusqu'en 1939. Alors « déchu » de ses mandats politiques après l'interdiction du parti par le gouvernement Daladier. Dans la même période il est également « déchu » de ses responsabilités syndicales par la majorité (réformiste) du C.C.N. de la C.G.T. Le Gall est arrêté en automne 1939 alors qu'il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F.. Transféré de prison en prison, la dernière à Clairvaux où il est livré aux occupants par les juges de Pétain. Les Allemands fusilleront leur prisonnier le 7-3-1942.

LE GALL Yves
Né vers 1920.

Jeune communiste de Concarneau. Sous l'occupation allemande il diffuse les tracts et journaux de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P.F. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. « Tombé dans la lutte contre l'occupant », sans autre précision.

LE GARREC Sébastien
Né en 1914 en Pays bigouden.

Il le quitte pour aller chercher du travail dans la région parisienne. Il en trouve à la R.A.T.P. où il devient communiste et syndicaliste. La retraite venue il retourne au pays et y meurt le 15-12-1977.

LE GENT Paul Félix Pierre
Né le 5-6-1913 (à Brest ?).

Ouvrier à l'arsenal de Brest il adhère au P.C.F. en 1936 ou 37 et à la C.G.T. Mobilisé en 1939, dès son retour en 1941 reprend sa place à l'arsenal et dans l'organisation communiste clandestine reconstituée aussitôt après son interdiction par le gouvernement Daladier. Le Gent participe à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal de Brest, organisées en octobre et décembre 1941 par le Parti clandestin pour protester contre les exécutions de résistants par les Allemands. En 1942 il prend part aux sabotages (organisés eux aussi par le P.C.F.) de sous-stations électriques à l'arsenal, trois ou quatre sauterent, ainsi qu'aux sabotages destinés à célébrer la Fête Nationale du 14 Juillet dont la commémoration avait été interdite par les Allemands avec l'aval de Pétain. Pour cette dernière opération il avait fabriqué des tranchets qui servirent à couper les courroies de transmissions qui entraînaient à l'époque les machines-outils des « bâtiments en fer ». Il fut perquisitionné et les policiers découvrirent chez lui du cuir venant de ces courroies et qu'il avait ramené pour réparer des chaussures.

Il avait été dénoncé par Mme M... qui ayant un amant allemand avait épousé la cause du Troisième Reich et qui dénoncera aussi son mari. En plus des actions citées Le Gent avait organisé de nombreuses opérations contre l'occupant : sabotages, attentats, etc. Très courageux, abominablement torturé il résista à ses bourreaux. Fusillé au Mont-Valérien près de Paris le 17-9-1943 en même temps que 18 autres résistants de l'organisation communiste clandestine de Brest.

LE GOC François
Né vers 1905 (à Scaër ?).

Il adhère en 1936, à Scaër, au P.C.F. D'abord sabotier puis papetier chez Bolloré. De septembre à novembre 1939 il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, Résistant dès 1940, il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942 il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est dénoncé aux Allemands par une Scaëroise qui avait un ami dans la Werhmarcht. Le Goc parvint juste à temps à s'enfuir pour échapper de peu à l'arrestation. Les soldats allemands furieux de le voir s'échapper incendièrent sa maison. Il devait décéder peu après la Libération sans avoir pu obtenir justice. La délatrice Mme... échappera à toute épuration.

LE GÔF Mathurin
Né le 30-7-1901 à Brest.

Y décède en janvier 1982. Ouvrier à l'arsenal. Déjà militant syndical quand il adhère au Parti en 1936. En fin 1939 il participe à la restructuration du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, dès 1940, résistant, il diffuse les tracts et les publications du Parti, du F.N. etc., participe à des inscriptions à l'arsenal et en ville,

En 1941, en plus de ses responsabilités à l'arsenal la section clandestine du Parti lui confie celle de la propagande résistante du P.C.F. dans le secteur « Brest-Centre ».

Premiers sabotages, dès janvier 1941. Il est l'auteur principal du sabotage d'un tour « Somua » considéré alors comme la machine la plus moderne de tout l'établissement, en faisant tomber sur elle un pilier en fonte. La machine restera inemployée jusqu'à la fin des hostilités. Le Gof prendra part à d'autres sabotages à l'arsenal avec son groupe, entre autres celui de wagons par sablage des coussinets de graissage des essieux (avec Kerbaul) et le sabotage de citernes à carburant pour les sous-marins allemands (avec Lesven etc.) et soulignons-le tous sabotages **antérieurs** à l'agression allemande contre l'Union Soviétique.

En octobre et décembre 1941 il participe à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques organisées par le P.C.F. clandestin à l'arsenal pour protester contre les exécutions de patriotes français par les Allemands. En décembre 1941 il est désigné avec Yves Prigent et Charles Cadiou pour former un nouveau « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine brestoise, le précédent « triangle » étant « brûlé » : deux de ses membres ont été arrêtés (Kerbaul et Chaigneau) et la responsable qui reste est très surveillée par la police. En mars 1942, Le Gôf est un des organisateurs des sabotages de sous-stations électriques à l'arsenal décidés par les groupes clandestins du Parti dans l'établissement.

Le Gôf est arrêté le 28-4-1942, au soir de la manifestation des femmes (v. Jeanne Cariou et Y. Castel) ainsi que les autres membres du « triangle », Cadiou et Prigent et Ch. De Bortoli, qui les accompagnait, par une patrouille de policiers armés dont G... et B... — qui sera exécutée par la Résistance (v. Mellou) en 1944.

Trois fois jugé comme ses camarades, Le Gôf sera condamné à cinq années de travaux forcés. Prisons, dont celle de Fontevrault où il sera le chef d'un groupe de pro-

tection de détenus, avant que d'être déporté par les Allemands à qui les juges l'ont livré. Il revient de déportation en 1945 et malgré une santé précaire reprend sa vie militante à Brest.

LE GOFF André
Né le 13.8.1906 à Kernével.

Il quitte la Bretagne, faute de pouvoir y trouver du travail et devient terrassier à Paris. C'était en 1923. Il a adhéré la même année à la C.G.T.U.. Il entre au P.C.F. en 1929 ou 30 à Paris dans le 18e arrondissement. En 1930, embauché au Métro, y milite surtout sur le plan syndical. A la réunification syndicale de 1935 il devient secrétaire de sa section syndicale et le restera jusqu'à sa mobilisation en 1939. Prisonnier de guerre il est repris à chaque tentative d'évasion. A son retour en 1945 il est nommé à la commission administrative du syndicat C.G.T. du métro et délégué de ligne. A la retraite il s'établit au Relecq-Kerhuon où il continue sa vie militante.

LE GOFF Etienne
Né le 3-5-1889 à Plouescat.

Militant du P.C.F. à Brest dans les années 20. Il diffusait — entre autres tâches — l'hebdomadaire départemental communiste « Germinal ».

LE GOFF Hervé Joseph,
voir **HERVÉ Joseph**

LE GOFF Michel
Né vers 1915 (à Léchiagat ?).

Instituteur. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, en 1941. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il prend la suite de G. Bodéré comme responsable du secteur Sud-Finistère en septembre 1942, quand Bodéré doit échapper à la police. Après la guerre membre du bureau fédéral du Finistère du P.C.F.. Il finit sa carrière d'instituteur à Rosporden. A la retraite, toujours militant, il se retire à la Pointe de Trévignon en Trégunc.

LE GOFF Yves

Militant de la section communiste de Saint-Marc (Brest). Il avait d'abord appartenu au P.S. et en 1919 opta pour la voie révolutionnaire et par conséquent pour le rattachement de ce parti à l'Internationale Communiste. Il adhère au Comité Brestois qui s'est constitué pour susciter un courant d'opinion dans ce sens. Membre du bureau de la section de Saint-Marc du P.C.F. — en 1920, 1921, au moins — et de la cellule qui suivit. Candidat au Conseil d'arrondissement pour Landerneau en 1922. Candidat à une élection partielle municipale en février ou mars 1922 (143 voix contre 182 au socialiste réformiste Miossec et 316 voix au « sillonniste » Castel. Il était ouvrier à la poudrerie du Moulin Blanc et militant syndicaliste C.G.T., tendance J. Autret.

LE GOFF père et fils et
Mme LE GOFF (mère) née Savina
le 25-09-09.

Tous les trois entrent dans la Résistance au F.N. le 15-11-1943. Hébergement de résistants en mission, « planques » de matériels, d'armes, de ravitaillement de résistants et particulièrement des F.T.P. Les Allemands ayant appris par des indicateurs leur activité vinrent encercler leur maison. Mme Le Goff parvint à s'enfuir avec les F.T.P. qu'ils hébergeaient, le père et le fils étant absents ce soir-là. Les Allemands trouvant la maison vide, l'incendient. Quelques heures plus tard les soldats allemands rassemblent la population sur la place de Comfort et menacent de prendre des otages. Le mari de Madame Le Goff qui avec son fils est accouru, se présente spontanément, il est arrêté en même temps que son fils. Déporté en Allemagne ils ne reviendront pas. Mais Philomène Le Goff continuera la Résistance.

LE GOUET Marcel

Instituteur. Il adhère au P.C.F. à Pont-Labbé et sera secrétaire du « rayon » (section) du P.C.F. au cours des années 20 et 30 jusqu'en 1938. Secrétaire de la cellule de St-Guénolé-Penmarc'h. Mobilisé en 1939 restera prisonnier de guerre jusqu'en 1945.

LE GOUILL René
Né le 12-3-1921 à Pouldavid.

Marin-pêcheur. C'est alors qu'il est élève de l'E.P.S. de Douarnenez qu'il adhère à la Jeunesse communiste, il devient secrétaire du cercle local. Participe à l'action résistante du P.C.F. clandestin dès l'arrivée des Allemands. Il participa à la reconstitution clandestine des J.C. à Douarnenez et a des contacts avec des responsables de Quimper, notamment A. Quiniou.

Arrêté le 4 novembre 1942 par les gendarmes français, torturé à la prison de Mesgloaguen à Quimper par des policiers français il est libéré le 12 et reprend ses activités résistantes mais avec beaucoup de précautions. Arrêté de nouveau le 12 août 1943, il réussit à échapper aux soldats allemands qui l'emmènent et qui tirent vainement sur lui. Il rejoint les F.T.P. dans le Morbihan. Par la suite il prend part à la libération de Douarnenez le 5-8-44. Finit la guerre de le grade de sous-lieutenant F.T.P. Membre du Bureau départemental des J.C. 1944-45, conseiller municipal de nombreuses années. De 1946 à 1952 secrétaire permanent de l'U.L.-C.G.T. de Douarnenez. Après 1952, secrétaire départemental C.G.T. des Services Publics.

LE GRAND

Militant communiste de Rosporden où il adhère au P.C.F. en 1936. En 1937 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols.

LE GRAND Jean-André
Né le 27-7-1923 à Rouen.

Etudiant à Morlaix, entre dans la Résistance, aux F.T.P. et prend part à de nombreuses missions contre l'occupant allemand. « Arrêté dans la même affaire que Le Rest ». Il appartenait à la Cie Morlaix du Bât. F.T.P. « Yves-Giloux ».

LE GUEN

Militant communiste et syndicaliste. Il fut un temps secrétaire de la 16e Union Régionale C.G.T.U. en 1930, 1931, 1932 etc. Il participe à la conférence régionale de la C.G.T.U. à Quimper en mars 1931. Nombreux contacts avec les syndicalistes et communistes finistériens.

LE GUEN
De Quimper.

Militant du syndicat local du bâtiment, il adhère à la section de Quimper du P.C.F. en 1936.

LE GUEN
Cheminot morlaisien.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U.. En décembre 1931 et janvier 1932, avec Gauthier et Le Nédellec secrétaire de la section C.G.T.U. des cheminots morlaisiens, il s'oppose à une fusion à la Jouhaux par laquelle les « confédérés » (réf.) espéraient bien mettre la main sur la section C.G.T.U., en spéculant sur la volonté d'unité des travailleurs. La section C.G.T. « confédérée » disposa pour agir ainsi de « facilités » de la part de la direction des chemins de fer.

LE GUEN François.
Né en 1909 (à Audierne ?).

Ouvrier du bâtiment. Il adhère au P.C.F. en 1936 à Brest. Un peu plus tard il s'en va travailler à Quimerc'h et milite alors à la cellule locale du Pont-de-Buis. En 1938, il est de ceux qui montèrent la garde à bord du cargo républicain espagnol le « Zurriola », réfugié à Brest, (avec Labous, Le Rest, Kerbaul etc.). Sous l'occupation allemande il revint à Brest et entre dans l'organisation communiste clandestine brestoise. Il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc.

C'est sur la dénonciation d'une collaboratrice, Mme... sa voisine, que son appartement de Recouvrance est perquisitionné, il jouxtait celui de la délatrice. Les policiers français à qui les Allemands ont communiqué la dénonciation vont y trouver des tracts résistants du P.C.F. clandestin. « La Dépêche de Brest » — le quotidien local — publiera un petit article sur son arrestation en mars 1941. Transféré à la prison de Quimper, condamné, à l'issue de sa peine il est détenu au camp de concentration de Voves. Déporté en Allemagne. Il en revint en 1945, très mal en point. Il meurt au Pont-de-Buis en 1947. Sa dénonciatrice ne sera jamais inquiétée en dépit de la plainte déposée.

LE GUEN Jean-Marie
Né le 3-11-1911 à Lampaul-Guimilliau.

Cultivateur à Berrien. Il adhère au P.C.F. en 1931 et entre à la cellule d'Huelgoat en 1934. Il militait surtout en milieu rural avant même son adhésion au Parti. Candidat (com.) aux législatives de 1936, il obtient la majorité à Berrien, Huelgoat et Scrignac. Il avait fait sa campagne en se disant « Breton de race et de langue », ce que le journal régional du Parti avait repris et qui fut pour beaucoup dans son succès dans ces trois communes... et dans les autres où il avait eu à parler breton à des auditoires ruraux qui aimaient que l'on s'exprimat devant eux dans leur langue de tous les jours. Le breton parlé de J. Le Guen était un des meilleurs qui fut utilisé alors aux tribunes des réunions publiques. En 1937 il va à l'Ecole Nationale du P.C.F. à Montreuil, près de Paris.

Sous l'occupation allemande il diffuse les tracts et publications du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

LE GUEN Louis-Marie
Né le 7-11-1907 à Brest.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère à la C.G.T.U. en 1932 ou 33 et au P.C.F. sous l'occupation allemande en février 1941. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc., inscriptions de nuit etc. En fin 1941 il est chargé de responsabilités au Front National à Brest (Le Front National avait été créé par le P.C.F. en mai 1941). Il avait fait de son domicile un lieu d'hébergement de résistants.

Au cours d'une perquisition, Pierre Corre qui s'y trouvait ne dut son salut qu'à sauter par la fenêtre. Un policier B..., tire sur lui et le touche au bras (il dira plus tard « il n'ira pas loin car il a du plomb dans l'aile... »). Le Guen, lui, ne parviendra pas à s'échapper et il est arrêté alors que Corre, quoique blessé parvient à s'enfuir (octobre 1942). Torturé par des policiers français, puis livré aux Allemands par les juges de Pétain. Les Allemands fusilleront Le Guen au Mont-Valérien, près de Paris le 17-9-1943, en compagnie de 18 autres communistes brestois. L'acharnement des policiers français à le torturer avait pour but d'obtenir de Le Guen des indications sur le dépôt régional de matériel de combat des F.T.P., du P.C.F. et de leur propagande. Ce dépôt avait été installé par l'Etat-major national des F.T.P. dans notre région. En vain, car Le Guen subit toutes les tortures sans lâcher une seule précision. Il avait été versé aux F.T.P. à leur création en mai 1942.

LE GUILLOU Auguste
Né le 1er-8-1920 à Braspart.

Contrôleur du Trésor. Adhère à la J.C. en 1936, à la C.G.T. en 1938 et au P.C.F. dans la clandestinité en 1942, à Chateaulin. Passé aux F.T.P. il devient un des organisateurs du maquis de Penarpont en octobre 1943, après avoir participé à la création de celui de Spézet en juillet de la même année. Capitaine F.T.P. au Bat. F.F.I. « Stalingrad ». De 1947 à 1969 secrétaire départemental du Syndicat C.G.T. du Trésor. De 1950 à 1956 secrétaire de la section de Châteaulin du P.C. et de 1950 à 1980, secrétaire de la cellule de Port-Launay.

LE GUYADER

Pionnier du socialisme non-réformiste et du syndicalisme dans le Nord-Finistère. Syndiqué depuis 1892, il fonde en 1893 le syndicat des tonneliers de Morlaix et crée en 1894 l'Union locale des syndicats de cette ville. Membre du parti socialiste d'alors il fut le fondateur du premier « Breton Socialiste ». Il restera toujours très à gauche dans le P.S. Il y condamnait tout esprit de collaboration de classe et bien des fois il fulmina contre les opportunistes politiciens qui l'envahirent. Très ami de Brizec.

LE GUYADER Césaire.
Né en 1893, décédé le 24-2-1976 à l'Ile-Tudy.

Libraire. Il commence à militer dans les rangs du P.S. en 1932 et devient trésorier de la section quimpéroise. En désaccord avec la politique du P.S. sur de nombreux points (non-intervention en Espagne, Munich entre autres) il quitte ce parti. Sous l'occupation allemande il rejoint le F.N.. Arrêté le 25-11-1942, détenu au camp de Voves.

Libéré retourne en Bretagne, entre aux F.T.P. et devient adjoint au Commandant « André » à l'état-major départemental des F.T.P. Il adhère au P.C.F. à la Libération. Elu conseiller municipal (comm.) de Quimper. Membre du bureau fédéral du Finistère du P.C.F. jusqu'en 1949.

LE GUYADER F.

Militant du P.C.F. (à Quimper ?) dans les années 20, il collabore à l'hebdomadaire régional communiste.

LE GUYADER Francis.
De Loctudy où il naquit vers 1915.

D'abord dans la Marine Nationale. Réformé à la suite d'un accident. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, propagandiste, résistant communiste il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. Décédé (dans les années 60 ?).

L'HELGOUALC'H Louis
Né vers 1920.

Militant du P.C.F. auquel il adhère en 1936 ou 37 à Quimper. Dans la résistance dès 1940, diffusion de tracts et journaux du P.C.F. clandestin. Arrêté en juillet 1941. Détenu aux camps de concentration de Châteaubriant et Voves. Libéré par l'insurrection le 10 août 1944, il se rend aussitôt dans la région brestoise où les combats continuent. Entre au bat. « La Tour d'Auvergne » des F.T.P. Après la Libération gardien du siège du P.C. à Brest. Meurt dans les années 60.

LE HERPEUX
Né vers 1918.

Etudiant en médecine. Il avait épousé Malou Glazou, de Rennes. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande (à Quimper ?). Il sera arrêté, alors qu'il est devenu médecin, en mars 1944, à Paris. Déporté à Blumenthal il participa à l'organisation d'évasions, mais déclarait « je suis médecin, je reste pour les copains ». Il était un des responsables de l'organisation de résistance du camp de Blumenthal. Il fut embarqué (lors de l'évacuation de ce camp par les Allemands ?) à bord d'un bateau en partance pour (Lübeck ?) Disparu en mer probablement.

LE HEROU François.

Militant de la section communiste brestoise dans les années 20. Il était « le photographe officiel de la section ». On lui doit en effet des photographies du mouvement ouvrier à Brest à cette époque.

LE JOLIFF
Ouvrier du bâtiment.

Militant communiste qui se consacra surtout à des responsabilités syndicales. Fort longtemps secrétaire du syndicat du bâtiment C.G.T.U. à Quimperlé à partir de 1921.

LE LANN Auguste.

Libertaire brestois marqué par un antisoviétisme aberrant. Militant de la C.G.T. « confédérée », c'est un ardent syndicaliste.

En août 1935 les émeutes ouvrières de Brest amène sa convocation devant le tribunal et il est condamné, par défaut à 15 jours de prison. Il fait appel et repasse devant les juges. Il fournit alors des attestations de « notables » ! (non-précisées dans le compte-rendu de « La Dépêche ») qui certifie que lors de ces journées tumultueuses au cours desquelles trois ouvriers avaient été tués et un grand nombre blessés — tumulte que tout le monde prévoyait — il était, lui, Auguste Le Lann, à Roscanvel, ayant mis entre sa personne et les événements graves redoutés, toute la largeur de la rade de Brest. Il fut relaxé par le tribunal, les policiers G... et B... qui l'avaient chargé lors du premier procès ayant émoussé très sérieusement la précision de leurs dépositions au point de n'être plus affirmatifs du tout.

Après l'exclusion de Valière du P.C.F. Le Lann le récupère, malgré l'opposition d'une partie du groupe libertaire qui voyait en lui un « élément douteux ». Le Lann en fait en décembre 1935, le secrétaire d'un « Comité antifasciste » destiné à contrecarrer la naissance, en gestation difficile au demeurant, du comité local brestois de Front Populaire.

Les libertaires finiront par lâcher Valière, mais Le Lann continuera d'entretenir avec lui d'étroites relations.

En 1938, Le Lann sera un ardent partisan des « accords de Munich ». Il traite les militants du P.C.F. de « Va-t-en guerre », de « bellicistes ». En fin 1939, il approuvera l'interdiction du P.C.F. et de sa presse, l'exclusion des communistes des direction syndicales. Sous l'occupation la police française le perquisitionnera, mais les policiers ne trouveront rien que de vieux papiers d'avant guerre.

Il n'avait plus aucune activité. Il était oublié, déjà, quand il mourut en 1974.

LE LANN Jean
Né vers 1912 à Morlaix.

Où il conserva de fortes attaches familiales et amicales. Il adhère au P.C.F. en 1936 dans la région parisienne. Revenu à Morlaix il est un des premiers responsables de l'organisation clandestine communiste de la ville en 1939. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F. dès 1940 puis en 1941 du F.N. il retourne bientôt dans la région parisienne où il continue le combat dans la Résistance.

LE LAY Alain.
Né le 22-9-1909 à Lesconil-Plobannalec.

Militant du P.C.F. dans le Sud-Finistère. Membre du bureau de la « région bretonne Finistère-Morbihan » du Parti de 1934 à la clandestinité en fin 1939, quand le P.C.F. fut interdit par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême droite fasciste. De 1936 à septembre 1939 il sera aussi secrétaire de la section communiste de Concarneau jusqu'à l'entrée en fonction du « triangle » désigné pour diriger l'organisation dans la clandestinité.

La municipalité concarnoise (com.) l'avait nommé directeur de son office municipal de placement, le 5-2-1936. En 1939 il est un des premiers mobilisés parmi les responsables régionaux du Parti dont il est un des plus connus avec Alain Signor. Dès sa démobilisation en fin 1940 il reprend des responsabilités départementales dans la clandestinité et devient le collaborateur de l'interrégional Robert Ballanger et de son adjoint Venise Gosnat (v. ces noms) responsables pour la Bretagne du P.C.F. clandestin. Ballanger le charge tout spécialement en début de 1941 de sortir un journal de l'interrégion. A. Le Lay insiste pour que cette publication soit la continuation de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » reparaissant en petit format. Ce fut fait dès mars 1941. Ce journal est alors imprimé clandestinement à Nantes et reproduit sur une ronéo, (machine à imprimer de bureau), installée chez les parents de Jean Le Coz à Lehan. Le Lay est responsable de la rédaction de cette publication clandestine et c'est à lui que l'on doit la « bretonnisation » de l'appel du P.C.F. « pour un Front National de lutte pour le salut et l'indépendance de la France », lancé en mai 1941 et qui paraîtra dans « La Bretagne Ouvrière... » avec en tête du texte « Bretons, Bretonnes » au lieu de « Français, Françaises », comme dans le texte original, le reste sans changement. Cette idée d'utiliser le sentiment national français des Bretons pour la défense de l'indépendance nationale française, face aux séparatistes bretons collaborateurs sera très appréciée des militants du P.C.F. en Bretagne.

Alain Le Lay tout en faisant partie du collectif interrégional recevra la responsabilité politique du Morbihan. Arrêté par des policiers français à Landevant en juin 1942. Torturé il est ensuite livré aux Allemands qui le déportent à Auschwitz où il meurt en juin 1944.

LE LAY

Militant communiste un temps responsable du P.C.F. à St-Guénolé Penmarc'h. Il avait un fils dans la Résistance qui mourra en déportation.

LE LAY Jacques
Frère d'Alain.

Dans sa maison de Menez-Veil furent cachés sous l'occupation allemande le ravitaillement d'un « maquis » bigouden, la machine à écrire et une « ronéo » (petite machine à imprimer de bureau) du P.C.F. clandestin et sur laquelle furent tirés de nombreux tracts communistes. Après la guerre il s'occupera beaucoup d'adolescents, de colonies de vacances et d'un

groupe théâtral de jeunes. Il sera enseignant à Poulgoazec, Pontivy, Vannes et au lycée de Douarnenez. Né en 1919 il décède à Pont-Labbé en octobre 1980.

LE LAY Pierre

Militant du P.C.F. auquel il adhéra dans les années 20 (ou au début des années 30 ?) Syndicaliste très actif, il a été membre de la Commission administrative de l'U.R. de la C.G.T.U. en 1924. Il milite surtout en Pays bigouden, comme son frère Alain. Après la débâcle de 1940, il réorganise en compagnie d'Alain Le Lay dans les conditions nouvelles de la clandestinité créées par l'occupation allemande le P.C.F. interdit depuis septembre 1939. Il a pour cela de fréquents contacts avec Corentin Cariou, Vincent Larnicol et Louis Guenneau. Versé en 1942 aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

LE LOCH Alexandre
Né le 23-2-1908 à Beuzec-Conq.

Militant communiste de Concarneau-Beuzec-Conq. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Parti de Concarneau le 6-1-1937.

LE LOUARN Ange
Né le 27-2-1897 à Carhaix où il meurt en 1937.

Sabotier. Très actif militant du P.C.F. et un des plus anciens de la région de Carhaix. Il participe à de nombreuses campagnes électorales en prenant la parole en breton. Il était réputé pour être un des meilleurs orateurs bretonnants du P.C.F. à l'époque. Les autres partis de « gauche » n'employaient presque jamais le breton : la « langue des curés ». Alors étaient nombreux les communistes qui dans les campagnes ou sur la côte se servaient du breton pour la propagande parlée, mais hélas, pour ainsi dire jamais dans la propagande écrite. L'éloquence bretonne d'Ange Le Louarn, était très goûtée. Son breton abondait de termes paysans, tout comme le breton de Marc Scouarnec était riche de termes maritimes. Mais l'on n'a pu encore retrouver de leurs trop rares écrits bretonnants.

Le Louarn fut plusieurs fois candidat communiste : cantonales de 1925, législatives de 1928 à Carhaix... Il était également le dynamique président et animateur du club sportif « Jean-Jaurès », de Carhaix dont il était l'un des fondateurs et qui se donnait aussi une mission culturelle.

Ange Le Louarn meurt à Carhaix le 7 janvier 1937, veuf il laissait une fillette de 12 ans. Il avait été transporté, malade à l'hôpital de la ville. Les curés, y étaient tout puissants et après sa mort s'emparèrent du cadavre et lui firent un enterrement religieux en profitant qu'il n'avait pas de famille pour s'y opposer. Le P.C.F. local dénonça ce fanatisme clérical et, conformément à la politique de « main tendue aux travailleurs catholiques » il appela les croyants à rejoindre le Front Populaire, pour la défense des libertés, la paix et leur bien-être. Ange Le Louarn fut extrêmement regretté.

LE LOUET Mathias
Né le 19-3-1921 à Briec.

Employé des Ponts et Chaussées, maître d'internat et d'externat au lycée de Quimper, journaliste, technicien des travaux publics. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande à la Noël 1940, par Le Herpeux, à Quimper et il fait sa première distribution de tracts résistants en janvier 1941 à Ergué-Gabéric. Un peu plus tard il est mis en contact avec André Quiniou et Jean Bernard. On lui confie en 1942 la responsabilité d'une imprimerie clandestine, avec une ronéo (petite machine à imprimer de bureau) et une machine à écrire.

Arrêté le 2-3-1943 à Quimper devant le commissariat de police par le commissaire Mitaine — qui sera descendu par la Résistance en avril ou mai 1944 — et l'inspecteur P.... Condamné à deux ans de prison par le tribunal spécial de Rennes en avril 1943. Prisons de Quimper, Vitré, Poissy, Melun, Chalons-sur-Marne. Il s'évade dans la nuit du 14 au 15 juin 1944 en même temps qu'un communiste parisien Vacheron. Il reprend contact trois jours plus tard avec un maquis « gaulliste », près de Sainte-Menehould par l'intermédiaire d'un agriculteur de

Masnes-Villers. Il y reste trois semaines, on lui dit : « Ici on ne fait pas de politique, on descend ! ». Après la guerre Le Louet a une intense activité militante à Quimper. Son épouse Jacqueline sera longtemps au bureau de l'U.D.-C.G.T. du Finistère.

LE LUC Eugène

Résistant de la Cie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Né vers 1914-1916. Responsable d'un groupe F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

LE LUC Maurice
Né vers 1920.

Jeune communiste combattant de la Cie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand avec le groupe F.T.P. « Justice ». Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. A l'issue d'un combat il tombe aux mains de l'ennemi, au début de 1944. Les soldats allemands fusillent leur prisonnier peu de temps après.

LE MARCHAND Louis voir MARCHAND Louis (et aussi Léon et Léo).

LE MEUR
Né vers 1920 à Scaër.

Cheminot. Entre dans la Résistance aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand : sabotages, attentats etc. Sympathisant du P.C.F. clandestin il en diffusait la propagande résistante : journaux et tracts du Parti, de la J.C., du F.N. etc. Arrêté, déporté en Allemagne et assassiné par les soldats allemands qui le gardaient lors du repli du camp de concentration où il était détenu (1945).

LE MEUR Joseph Marie.
Né le 16-6-1895 à Brest.

Instituteur, à Guilers notamment. Homme à l'itinéraire politique sinueux. Il a joué souvent un rôle important sur le plan local brestois. Il a fait la guerre de 14-18 comme officier. En 1920, alors qu'il appartenait depuis quelques années déjà au P.S. il se prononce pour le rattachement de ce parti à l'Internationale Communiste fondée l'année précédente par Lénine et il soutient avec vigueur le comité créé à Brest pour populariser cette idée chez les socialistes. Cette attitude politique lui vaudra d'être en 1920 élu secrétaire de la section socialiste de Brest et réélu à ce poste en 1921. C'est en partie à ses efforts que la section de Brest doit de s'être prononcée à une forte majorité pour la voie révolutionnaire et par voie de conséquence pour le retrait du P.S. de l'Internationale Ouvrière (ou socialiste ou Deuxième Internationale) d'où le sigle S.F.I.O. et pour son rattachement à la Troisième Internationale ou Internationale Communiste.

Au côté du secrétaire fédéral du Finistère, Jean Le Tréis, il sera donc un des artisans du succès de cette tendance à Brest, et l'un des signataires de la motion Cachin-Froissart. Il participe au congrès départemental de 1921 de la Fédération du Finistère du P.S. où à la majorité des deux tiers sont entérinées les décisions du congrès de Tours tenu en décembre 1920... Il y saluera le « renouveau du Parti Socialiste » devenu « Section Française de l'Internationale Communiste », d'où le sigle S.F.I.C.

En fin 1921 le P.S.-(S.F.I.C.), après la reconstitution par les minoritaires d'un nouveau P.S.-(S.F.I.O.), devient le Parti Communiste (S.F.I.C.). Lors de la conférence des Jeunesses syndicalistes réunie pour débattre « pour ou contre la Troisième Internationale » et où les partisans de celle-ci furent le plus souvent évincés de la tribune par les organisateurs au profit de leurs adversaires, il se fait remarquer des camarades par ses « hésitations » alors que c'est à lui, et pas à un autre que ces singuliers organisateurs ont demandé de venir défendre les thèses des « pour ». Cette conférence, de fait, était une manœuvre anti-communiste élaborée par des dirigeants socialistes hostiles aux décisions de Tours et secrètement alliés à des libertaires, membres les uns et les autres de la même loge maçonnique et également soucieux de barrer la route au mouvement révolutionnaire à Brest au moment où il se structure dans la localité et le département, précisément sur les bases décidées par le Congrès de Tours

et en mordant sérieusement sur l'influence anarcho-syndicaliste. Les « Jeunesses Syndicalistes », dont les militants étaient manipulés offraient un visage « gauchiste » apte à cautionner un débat truqué (juin 1921).

Aussi Joseph Le Meur ne va plus longtemps rester secrétaire de la section brestoise du P.C. : anticlérical il crut trouver un prétexte honorable dans le refus de l'anticléricalisme exprimé par le secrétaire finistérien du P.C.F., Jean Le Tréis. Et en criant à la « trahison de la laïcité » il déclare « reprendre sa liberté »... c'est-à-dire qu'il retourna sa veste en retournant à la S.F.I.O. réformiste. La section S.F.I.O. avait été reformée avec les minoritaires de 1921, sous les houlettes de Goude, Hervagault et autres Olivier Kerjean. Le Meur effectua cette pirouette politique fort peu de temps après avoir accusé ces mêmes « dissidents » de « manœuvres louches » ! au cours du meeting de la S.F.I.O. où il était allé porter la contradiction.

Dans le mouvement syndical il pratique la même valse-hésitation : en mars 1921 au congrès de l'U.D. du Finistère de la C.G.T. à Morlaix, il est un des deux orateurs désignés de la tendance révolutionnaire, mais dès 1923 il retourne au giron réformiste, de la C.G.T. « confédérée ».

En 1930 il redevint secrétaire de la section socialiste brestoise, après l'éviction de Goude qui ne lui avait pas encore pardonné « l'année 1920 ». Mais en 1932 Le Meur préconise le retour de Goude au P.S. alors que la section socialiste l'avait exclu à grands fracas !... Le Meur est membre du Comité fédéral du Finistère du P.S. de 1930 à 1935. En 1933, il condamne toute unité d'action avec les communistes et fait repousser par la section socialiste une proposition unitaire de la section communiste, alors qu'en 1929 il avait appelé les socialistes et les communistes au coude-à-coude... et dans le « Cri du Peuple » de Goude ! Et en 1934 le comité brestois de vigilance anti-fasciste accueille les communistes avec son approbation.

Sa « mollesse » lors des journées brestoises d'août 1935 — les socialistes furent totalement dépassés par les événements dans ce tumulte populaire, abandonnant de fait, la place aux communistes et son absence d'esprit unitaire font qu'il est « vidé » du secrétariat de la section socialiste brestoise en fin d'année. Il est remplacé à ce poste par Joseph Goasdoué... qui ne passait pas pour être son ami intime. Il se vengera en participant à une manœuvre politicienne qui aboutira à faire de Jean-Louis Rolland le candidat socialiste pour Brest aux législatives de 1936, à la place, justement du nouveau secrétaire de la section, Goasdoué, à qui revenait cette candidature, qui y comptait bien et qui de plus partait gagnant dans la course à l'investiture socialiste. Le Meur ne jouera plus aucun rôle dans le P.S. ni à l'extérieur de ce parti. Il avait été délégué à plusieurs congrès nationaux du P.S. 1920, 1932, 1933 et 1934.

LE MEUR

Militant communiste des années 30 à Ivry près de Paris. Originaire du Finistère. Syndicaliste C.G.T.U. des P.T.T., puis de la C.G.T. réunifiée. Il sera un des premiers « Bretons Emancipés » à leur création dans la Région parisienne et un des animateurs de leur amicale d'Ivry. Il est aussi un diffuseur de « War Sao ».

LE MEUR Pierre.
Né à Carhaix en 1902.

Mort à Saint-Pol-de-Léon en février 1979. Cheminot commence très tôt sa vie militante en se syndiquant à la C.G.T.U. à Carhaix. Quelques années plus tard il adhère au P.C.F. où il assumera diverses responsabilités. Candidat communiste à plusieurs élections. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942 il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. En 1946 il s'installe à St-Pol-de-Léon où il continue ses activités militantes. A la veille de sa mort dans une manifestation populaire contre la désertification de la Bretagne il portait une pancarte : « Pour que l'Ouest vive » !. Il était depuis 1957 responsable des cheminots retraités de St-Pol-de-Léon et délégué départemental à l'école laïque.

LE MEUR Yves

Adhère à la J.C. dans la fin des années 30. Propagandiste de la Résistance, diffusion de journaux et tracts du P.C.F. de la J.C., du F.N. etc. Sur le point d'être arrêté il quitte Douarnenez où il était « planqué » chez Mme Jeanne Tallec, pour Bordeaux.

LE MIGNON Yves Louis.
Né le 9-3-1898 à Maël-Carhaix.

Décédé le 30-9-1941 à Landerneau. Cheminot. Parents agriculteurs pauvres. L'un des plus importants militants ouvriers du Finistère dans les années 20 et 30.

Il adhéra au P.C.F. en 1921, il est déjà syndiqué depuis 1920 et dès lors à la tête de la section syndicale des cheminots brestois. Il se prononce pour la ligne révolutionnaire dans le mouvement syndical, un syndicalisme de lutte de classe. La section des cheminots brestois passera à la C.G.T.U. lors de la scission syndicale voulue par les réformistes et c'est Le Mignon qui l'y entraîne. La C.G.T.U. restera très majoritaire au chemin de fer à Brest, malgré tous les efforts des réformistes de la C.G.T.-« confédérée » qui ont l'appui à peine discret de la hiérarchie ferroviaire et, ce, jusqu'à la réunification syndicale de décembre 1935.

Le Mignon a également une forte influence sur le plan départemental où elle s'étend d'année en année. Il aura maintes fois à combattre en divers points du Finistère les multiples tentatives des « confédérés » pour absorber les sections locales C.G.T.U. Il se déplace souvent dans les sections finistériennes de cheminots. A Brest, dans cette période il s'en prend, sans merci, à un nommé Belin que les « confédérés » lui opposent sur le plan local. Ce Belin ne faisait pas le poids face à Le Mignon. Le moment le plus aigu de cette lutte se situe en 1931 alors que les confédérés multiplient à travers toute la France les tentatives de fusion entre les sections de cheminots confédérées (réformistes) et les « unitaires » de la C.G.T.U., tout esprit de lutte de classe étant balayé de ces sections « fusionnées ». Le Mignon qui combat avec acharnement ces manœuvres, acceptent tout au plus de participer à un « Bureau d'entente et d'unité » sur le plan départemental par un souci d'union dans l'action. Il y récusera les conditions d'abandon de la lutte de classe exigées par les réformistes qui ne conçoivent la réunification syndicale qu'à cette condition. Néanmoins les confédérés réussiront leur coup temporairement, en quelques endroits du département, à Landerneau, malgré le courageux Quelen, à Morlaix, à Quimper. Mais aussitôt les sections C.G.T.U. se reforment en sections autonomes pour éviter une scission qui pourrait les menacer à nouveau... tout en conservant des liens privilégiés avec la Fédération nationale C.G.T.U. Un peu plus tard, cette tactique ayant réussi, ce sera le retour pur et simple à la C.G.T.U., facilité par les explications données sur place par le Mignon, Quelen, Nédellec, Harré et quelques autres. Cependant qu'on ne s'y trompe pas, Le Mignon est un partisan résolu de la possibilité et de la nécessité de mettre fin à la division syndicale par la réunification, mais il ne l'envisage que dans un esprit de lutte de classe. Au congrès de réunification syndicale du Finistère, en décembre 1935, Le Mignon est un des orateurs les plus attendus, il sera l'un des plus écoutés. Elu au bureau départemental de la C.G.T. réunifiée et il y restera jusqu'à sa destitution arbitraire par Charles Berthelot et Charles Drapier en octobre 1939.

Revenons à 1935. Sitôt la réunification des sections syndicales effectuées à la gare et au dépôt de Brest, les cheminots élisent à une écrasante majorité Le Mignon à la tête de la section réunifiée. Le réformiste Belin est éliminé : même la majorité des ex-confédérés lui avait préféré Le Mignon. En 1938, puis en 1939, Le Mignon s'engage, ainsi que Miry et avec vigueur dans les polémiques contre les « munichois » qui célèbrent les « accords de Munich », signés avec Hitler, par Daladier comme une victoire de la Paix. Membre du bureau de la section brestoise du P.C.F. de sa création en 1936 à son passage à la clandestinité, septembre-octobre 1939. De 1932 (ou 33) à 1939 il est membre du comité départemental, puis régional du P.C.F.

Quand le P.C.F. fut interdit par le gouvernement Daladier. Le Mignon est alors, comme Rabardel et Lesven (remplaçant de Miry immobilisé) un des rares membres

communistes du Bureau de l'U.D.-C.G.T. à être présents à Brest car ils n'étaient ni mobilisés, ni interdits de séjour (comme Nicolas). Le secrétaire général de l'U.D. finistérienne, Charles Berthelot, flanqué de Charles Drapier, les convoque pour exiger qu'ils renient leur Parti et condamnent l'Union Soviétique (que le lâchage de la Grande Bretagne et de la France avait contraint à signer un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Cette mise en demeure était faite « en vertu » (?) de directives — antistatutaires — de la direction nationale de la C.G.T. composée en majorité de réformistes. Le Mignon comme ses camarades va refuser le chantage et il dit son indignation, comme Rabardel et Lesven. Ils seront déclarés « déchus » de toutes responsabilités syndicales élues. Mais, hommes à ne pas se laisser faire : tenant leurs fonctions des syndiqués de base qui les ont élus ils exigent que ce soient ceux-ci qui se prononcent dans une assemblée générale des membres de leur syndicat respectif, où ils s'expliqueront devant les travailleurs qui décideront ensuite s'il y avait lieu ou non d'appliquer les directives de la majorité de la direction nationale de la C.G.T.

Charles Berthelot refusa en indiquant « en passant » que les autorités ne laisseraient pas faire. Les communistes répliquent que de plus ces destitutions arbitraires les désignent automatiquement à la police. Ch. Berthelot et Drapier passent outre et Le Mignon, Rabardel etc. seront déclarés « déchus ». D'autres le seront directement par les directions nationales de leur syndicat (v. Jean Le Berre, à Quimper). Le refus de Le Mignon de se soumettre est connu **immédiatement** de la direction locale de la S.N.C.F. : il est bientôt déplacé, à titre disciplinaire, officiellement, du dépôt de Brest à celui de Landerneau et placé sous surveillance étroite. Cependant il parviendra à participer à la première réunion clandestine, celle du bureau de la section communiste brestoise, en septembre 1939, chez les Goasguen, au 8 de la cité Kerigonan, tenue aussitôt le décret de dissolution paru.

Le Mignon participera au passage à la clandestinité du P.C.F. notamment chez les cheminots brestois et finistériens. Il prend part à la mise en route de la filière « ferroviaire » de liaison Bretagne-Paris-Bretagne dès la fin de 1939 et au début de 1940. En début de 1941 il aidera sans pouvoir y participer directement lui-même en raison de son état de santé de plus en plus déficient à la mise sur pied du groupe O.S. des cheminots brestois. Mais Le Mignon est gravement malade, son état empire rapidement au cours de l'été 1941, il meurt à Landerneau en septembre.

Le Mignon fut un militant d'une grande modestie, parmi les plus écoutés dans le mouvement ouvrier finistérien et particulièrement à Brest. Cependant il est relativement peu connu, même à son époque, en dehors du mouvement ouvrier lui-même. n'en a pas moins été un de ses militants les plus influents, il sera des plus regrettés et l'auteur de cet ouvrage se souvient encore de lui avec émotion et gratitude.

Il avait été délégué au 24e congrès de la C.G.T. réunifiée en mars 1936 à Toulouse et au 25e congrès de la C.G.T. à Nantes en novembre 1938.

LE MOAL Alain, (père)

Un des fondateurs du P.C.F. dans le Finistère. Né en 1893 à Bannalec ou Concarneau, décédé à Saint-Pol-de-Léon en 1976. Il est avec son frère un des fondateurs de l'organisation communiste à Bannalec où ils sont maçons. Il a un rôle important dans la grande grève du bâtiment de Concarneau en 1929, grève qui eût un grand retentissement, il en est un des responsables C.G.T.U. Le P.C.F. présentera Le Moal à plusieurs élections, notamment pour le conseil d'arrondissement à Bannalec en 1937. Mais à cette époque il est déjà depuis quelques années à Brest où le boycott patronal dans le Sud-Finistère l'a contraint à venir chercher du travail. Il prend part à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier.

Il est alors chef de chantier de l'entreprise Auffret qui achève la construction du Foyer du Marin, rue Yves-Collet quand les Allemands entrent dans Brest. Ils réquisitionnent avec les bâtiments en finition, l'entreprise et son personnel. Le Moal profite de cette situation pour embaucher dans

cette entreprise des camarades en difficulté et qui y feront assaut « de non-zèle ». Pour certains il s'arrangera pour qu'ils touchent leur paye sans que leurs noms réels figurent sur les registres du chantier, ceci pouvant être contrôlés par les polices française et allemande. Ainsi il embauche au début de janvier 1941, E. Kerbaul et J.-P. Le Rest qui vont avec lui former le groupe O.S. du P.C.F. qui va opérer au château de Kerguillo, en Bohars. Ce château, propriété de M. Lallemand, pâtissier rue de Siam et adjoint au maire de Brest est réquisitionné par les Allemands pour y installer l'état-major de la Luftwaffe pour le Nord de la Bretagne... et ils ont aussi réquisitionné l'entreprise Auffret pour les travaux ! Le groupe O.S. du château de Kerguillo le premier du Finistère, « installé » par l'interrégional Ballanger lui-même se trouve donc à pied d'œuvre pour réaliser les premiers sabotages qui font son apprentissage. Ils retarderont d'environ deux mois la mise en service d'ensemble des installations allemandes. Père d'Alain et de Marie.

LE MOAL
Frère du précédent. Né vers 1900 (Bannalec, Concarneau ?).

Un des fondateurs du P.C.F. dans le département, région de Bannalec-Quimperlé. Avec son frère Alain il a créé la cellule communiste de Bannalec au début des années 20. Militant syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. réunifiée.

LE MOAL Alain (fils).
Né vers 1917.

Il adhère à la J.C. en 1936 à Brest et est avec E. Kerbaul et Yves Prigent l'un des créateurs du cercle « Henri-Barbusse » de la J.C. brestoise qui relance ce mouvement à Brest et qui sera très actif jusqu'à sa mise dans la clandestinité. Il part au régiment en 1937. Prisonnier de guerre jusqu'en 1945. Libéré il revient à Brest en 1945. Maçon.

LE MOAL Christophe.
Né en 1920 (à Scaër) ?

Il adhère à la J.C. et au P.C.F. en 1937. Il devient le responsable local de la diffusion de la presse du Parti et de sa littérature de propagande. Responsable syndical aux Papeteries Bolloré à Scaër. Destitué de cette fonction par les dirigeants réformistes nationaux de son syndicat, (sans consultation de la base qui l'avait élu) en fin 1939. Après l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier il participe à sa restructuration clandestine à Scaër (fin 1939). Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F. dès juin 1940 et du F.N. après sa création en mai 1941. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il fera partie du commando qui tentera de faire évader les détenus de la prison de Mesgloaguen à Quimper. Officier F.T.P. il deviendra le commandant du bat. F.T.P. « Louis-d'Or », de Scaër, 700 hommes environ en 1944. Il y avait comme adjoint Kersulec François. Après la guerre continue sa vie militante à Scaër où il tient commerce.

LE MOAL Marie.
Née vers 1918 à (Lambézellec ?).

En 1937 avec Suzanne Cadiou elle est une des fondatrices du cercle de Brest de l'Union des Jeunes Filles de France (U.J.F.F.), affiliée à la J.C. et dont elle assure le secrétariat de 1937 à 1939. Elle sera en 1939, marraine — avec Eugène Kerbaul comme parrain — d'un petit Espagnol Ernesto Fanjul, dont la mère catholique avait voulu qu'il soit baptisé mais qui avait récusé tous les parrains et marraines « de droite » présentés par les religieuses de l'hôpital-maternité des Carmes et qu'elles voulaient imposer à l'accouchée. Marie Le Moal et Eugène Kerbaul étant baptisés avaient le droit de parrainer un enfant à l'église.

LE MOIGN ou LE MOIGNE

Militant communiste de Quimper où il habitait rue Feunteun-al-laez. Principale responsabilité assumée en 1926-1927 (au moins) : responsable départemental du Secours Rouge International à qui il fera prendre un certain développement dans le Finistère. On est encore sous le coup de la répression de la lutte des communistes contre la guerre coloniale faite au Maroc. Le Moign reçoit à son domicile de nombreux dons en nature ou en espèces pour la solidarité.

LE MOIGNE Eugène
Né le 2-7-1901 à Brest, d'un père cheminot.

Décédé à Blanc-Mesnil le 14-3-1982. Fait son apprentissage de métallo à Brest chez Esnault. Ajusteur-mécanicien, puis cheminot jusqu'en 1926, quand il devient permanent du P.C.F.. Il était entré aux chemins de fer et avait été obligé de quitter Brest pour rejoindre son poste à Rennes. A la C.G.T. depuis 1918 et ensuite à la C.G.T.U.. Déjà sympathisant du P.C.F. auquel il adhère à la fin de son service militaire en 1923 ainsi qu'à la J.C. Muté à Sotteville-les-Rouen puis au Mans, il devient secrétaire de la section mancelle du P.C.F. et secrétaire de la 9e Entente de la J.C. jusqu'en 1926, quand il retourne à Rennes.

Là on lui propose de devenir le secrétaire permanent du Parti. Il accepte et le voilà responsable de la « Région Rennaise » du P.C.F. et de son journal la « République Ouvrière et Paysanne ». Il avait collaboré aux journaux qui avaient précédé cette publication : « La Bretagne communiste », et le « Prolétaire de l'Ouest ». Mais les fonds manquent et il ne peut rester permanent de cette « Région Rennaise » qui regroupait l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, La Loire Inférieure (Atlantique), le Maine-et-Loir etc. C'est alors qu'il vient à Paris, reprend son métier d'ajusteur-mécanicien. Il travaille chez Thomson, Citroën, Dunlop — où il entre grâce à de faux certificats fournis par le P.C.F. — et chez Hochtkiss, d'où il sera renvoyé avec tous les camarades de la cellule sur le rapport d'un mouchard en 1928. Cette année là il est candidat du P.C.F. à Vitré (141 voix). Embauché à la C.P.D.E. (compagnie des eaux) à Saint-Ouen ; renvoyé,il va chez Breguet, puis de nouveau chez Dunlop. En fin 1929, le voilà à Blanc-Mesnil. Il participe aux grèves de chez Dunlop (voir « Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez », 28 sept. 1972). En 1938 le Parti lui demande d'entrer à la Cie de navigation maritime qu'il vient de créer, « France-Navigation », qui fera le transport d'armes de Mourmansk (U.R.S.S.) à l'Espagne. Mobilisé en fin 1939, il est le 20-2-1940 transféré au camp de « travailleurs spéciaux » — en vérité camp de concentration pour militants communistes — de St-Benoit, près de Rambouillet.

A l'« armistice » de juin 40 nouveau transfert, à Fort-Barreau (Isère). Il s'en évade le 6-10-1940, reprend le contact avec le P.C.F. et devient le responsable du secteur de St-Denis, (dans la banlieue parisienne) de l'appareil technique (impression du matériel, faux-papiers, etc.) et il restera jusque en avril 1941 (ou mai). Alors le Parti le charge de louer des pavillons, des villas où seront hébergés des dirigeants et où ils pourraient se réunir. Par ex. Dalidet « Ralph », Benoit Frachon. Ensuite il fait la même chose à Verrières-le-Buisson et là furent hébergés Cachin et sa femme et où se réunit plusieurs fois la direction clandestine du P.C.F. A la Libération il accompagne Georges Cogniot à « l'Huma » afin qu'il y prenne sa fonction de rédacteur en chef. « L'Humanité » a retrouvé son imprimerie d'avant-guerre. En 1945, Eugène Le Moigne est élu maire de Blanc-Mesnil dans la banlieue Est de Paris et le restera jusqu'en 1965.

LE MOIGNE Yves.
Né en 1903 à Lesconil.

Après un passage dans la Marine Nationale il reprend à Lesconil son métier de pêcheur. Militant de la cellule de Lesconil du P.C.F. dans les années 20 et 30.

LE NÉDELLEC Angèle.
Née Kerlirzin le 8-6-1910 à Sorignac.

Sœur de P. Kerlirzin, épouse de Jean. Adhère au P.C.F. en 1938 et y fait adhérer son mari, cas unique alors à Brest où l'adhésion du mari avait toujours précédé celle de sa femme. En fin 1939 elle participe au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. En juin 1940, elle planque des armes de guerre récupérées par son mari afin qu'elles ne tombent pas aux mains des Allemands qui dès le lendemain pénètrent dans la ville. Elle diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc.

Elle participe à la manifestation de femmes organisées par les militantes du P.C.F.

clandestin sous le nom de « Comité des Femmes Patriotes » contre le pillage allemand des denrées alimentaires et la complicité de Pétain (Brest 28 avril 1942) Interpellée par la police française puis libérée faute de preuves et d'aveux. Elle participe à la tentative de manifestation patriotique du 14 juillet 1942 qu'un exceptionnel quadrillage policier empêchera de se développer dans la ville de Brest.

Angèle Le Nédellec sera arrêtée le 17 octobre 1942. Détenue aux prisons de Brest, Vitré, Rennes et libérée le 3 novembre 1943, l'accusation n'ayant pu être étayée. Elle gagne alors les Côtes-du-Nord, y rejoint la Résistance au P.C.F.-F.T.P. et participe aux luttes pour la Libération. Aussitôt après elle retourne à Brest et y continue longtemps une vie militante aux côtés de son mari.

LE NÉDELLEC Jean-Marie
Né le 26-3-1912, à Plusquellec (Côtes-du-Nord).

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Epoux d'Angèle. Il adhère au P.C.F. en 1938, peu après que sa femme eut donné son adhésion. Ouvrier électricien. Syndicaliste C.G.T. très actif. En fin 1939 à la suite de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier il participe à la restructuration du Parti dans la clandestinité à l'arsenal de Brest et à sa première propagande illégale. Le 16 juin 1940, avec quelques camarades il récupère des armes anglaises qui sans cela seraient tombées aux mains des Allemands qui avançaient rapidement sur Brest.

Jean Le Nédellec, propagandiste résistant diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc., fait des inscriptions murales, colle des affichettes dont beaucoup sont calligraphiées. Il prend part à la préparation et au déroulement des grèves patriotiques des 25 octobre et décembre 1941 organisées à l'arsenal par le P.C.F. pour protester contre les exécutions de patriotes français par les Allemands. Il participera à de nombreux sabotages contre l'occupant, notamment à celui de sous-stations électriques de l'arsenal (trois au moins sautèrent), en mars 1942, et aux sabotages, à l'arsenal toujours par les groupes clandestins du Parti, qui marquèrent le 14 juillet 1942 alors que la célébration de notre Fête Nationale était interdite par les Allemands avec la bénédiction de Pétain.

Au début de 1942, responsable local du Secours Populaire clandestin, il en prendra la responsabilité départementale au cours de l'été de la même année. Sa femme Angèle est arrêtée le 17 octobre 1942, lui, prévenu à temps, peut s'échapper de Brest et se diriger vers les Côtes-du-Nord, son département d'origine. Il y renoue aussitôt des contacts avec le P.C.F. clandestin et reprend le combat. Il est arrêté sur la dénonciation de X... chef de la brigade de gendarmerie de X... qui l'a reconnu, le 1er. 12-1942. Détenu aux prisons de Brest, Rennes, Fresnes, et ensuite acquitté faute de preuves et d'aveux et en l'absence de témoignages à charge. Il reprend le combat dans les Côtes-du-Nord jusqu'à la Libération. Après la guerre, militant communiste et syndicaliste actif. Meurt à Brest le 26-3-1975.

LE NÉDELLEC Roland
Né le 21-1-1921 à Plusquellec (Côtes-du-Nord), frère de Jean.

Infirmier dans la Marine. Il entre dans la Résistance en adhérant au P.C.F. clandestin le 1er octobre 1940. Propagandiste résistant il diffusera les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942 il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand, tant à Brest que dans son département d'origine. Le 5-10-1942, en compagnie de deux autres F.T.P., dont son chef, J.-L. Primas, il participe au sauvetage d'un important dépôt d'armes parachutées sur le point de tomber aux mains des soldats allemands.

LENNEC Jérôme
Né le 19-2-1910 à Beuzec-Conq.

Militant du P.C.F. dans la région parisienne. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué sur le front d'Aragon en mars ou avril 1938.

LE PAGE Emile
Né le 18-8-1922 à Quimper.

Employé aux P.T.T. Il adhère à la C.G.T. et à la J.C. en 1938. Membre du bureau régional des J.C. en 1939. Il vend « L'Avant-Garde », organe des J.C. tous les dimanches à la criée dans les rues de Quimper. En fin 1939 il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Il adhère alors au Parti.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N. En fin janvier 1941 il participe aux premières actions de sabotage du groupe O.S. du P.C.F. qui vient d'être formé à Quimper à l'initiative de l'interrégional du P.C.F., Robert Ballanger.

A la création des F.T.P. il est un des premiers à entrer dans leurs rangs, et prend part ainsi à leurs toutes premières actions à Quimper : attentats contre le siège de la L.V.F., contre le « Soldatenheim » de Quimper, une caserne de la Werhmacht etc. C'était un chef de groupe particulièrement actif. Il est arrêté lors d'une des actions de son groupe F.T.P. le 5 mai 1942. Torturé affreusement par les policiers français il y résiste. Livré aux Allemands, torturé à nouveau. Condamné à mort le 31-5-1942. Fusillé par les Allemands au champ de manœuvre de Quimper le 8-7-1942.

LE PAGE Jean

Secrétaire de mairie à Saint-Goazec. Fournissait la Résistance en faux-papiers d'identité. Dénoncé par une « collaboratrice horizontale », il est arrêté par les Allemands le 18-12-1943... elle voulait se venger d'une remarque qu'il lui avait faite ! Déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il mourra.

LE PAPE Athanase.

Militant communiste et syndicaliste quimpérois des années 20 et 30. Au début des années 30 il est au bureau de l'Union locale C.G.T.U. de Quimper. Un rapport de police précise que le 12-2-1935 il a reçu 50 affiches et 1000 tracts C.G.T.U. dans un colis à son domicile rue Ker-Ys à Quimper.

LE PAPE Jacques

Ouvrier à la Poudrerie du Pont de Buis. Un des fondateurs de la cellule du P.C.F. dans cette localité en 1938. Sous l'occupation allemande en 1940 et 1941 les réunions du P.C.F. clandestin local se font chez lui. En 1942, suspecté, il est arrêté par la police française et détenu trois mois avant que d'être relaxé faute de preuves et d'aveux. Décédé quelques années après la guerre.

LE PAPE Jean-Baptiste

De Kergroaz en Plonéour-Ménez. F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant communiste diffusait la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F. du F.N. etc. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Blessé mortellement au cours de l'une d'elles il décède le 31-8-1944 à Plonéour-Ménez où il avait été ramené aussitôt par ses camarades.

LE PAPE Louis
Né en février 1911 à Ploujean y décède en 1976.

Il adhère au P.C.F. en 1935 et à la C.G.T. en 1936. Secrétaire de la cellule de Troudoustin à Morlaix de 1935 à 1939. Il prend part à l'action clandestine du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942, participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Reprend une vie militante très active après la Libération.

LE PAPE Marie
Epouse de Louis.

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en 1942, à Morlaix. Propagandiste résistante elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. et aide son mari qui combat dans les F.T.P. A la Libération conseillère municipale (com.) de Plougasnou. Employée de perception.

LE PAPE P.

Secrétaire du syndicat C.G.T.U. des marins pêcheurs de Penmarc'h dans les années 20 et au début des années 30. Il aurait abandonné alors le syndicalisme.

LE PEN Julien

Militant communiste et syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T. réunifiée du bâtiment. Sous l'occupation allemande résistant. Propagandiste il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Il avait été avant la guerre un des animateurs des « Bretons Emancipés » de la région parisienne à Verrières-le-Buisson notamment.

LE PÊT Louis

Militant communiste et syndicaliste. Sous l'occupation allemande il aura d'importantes responsabilités sur le plan départemental et interrégional. Il sera l'adjoint de Primas à la tête de l'interrégion de Bretagne des F.T.P.

LE PORT Charles
Né en 1920 (à Quimper ?).

Sous l'occupation allemande il entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre les Allemands. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande clandestine : journaux, tracts et celle du F.N., des F.T.P. Au cours d'un engagement il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené au Poulguen, en Penmarc'h par les soldats allemands qui l'y fusillent, en avril, ou mai, 1944.

LE QUÉMÉNEUR Francis
Né vers 1885-1890 à Morlaix.

Ce syndicaliste va jouer un rôle important à Morlaix. Secrétaire adjoint de la section syndicale des Tabacs de Morlaix il opte avec Brizec, pour la C.G.T.U. lors de la scission syndicale de 1922. Brizec est alors secrétaire de la section syndicale de la Manufacture et quand il deviendra secrétaire de la Fédération Nationale des Tabacs (C.G.T.U.), c'est Francis Le Quéméneur qui le remplacera à la tête de la section morlaisienne. Il est en 1921-1923 l'un des fondateurs de la Maison du Peuple de Morlaix et en 1924 (au moins) son secrétaire. En 1930 il devient secrétaire de l'Union locale C.G.T.U. de Morlaix. Il cumule des tâches à l'U.L. et à la Manufacture des Tabacs avec beaucoup de dévouement et d'efficacité. L'hostilité de Chatel, le maire socialiste, compliquera souvent l'activité de ce militant intègre qu'était Le Quéméneur et qui se refusera toujours aux compromissions. Il mourut en 1938 entouré de l'estime des travailleurs venus très nombreux à ses obsèques. Dans les documents appelé parfois Quéméneur sans Le.

LE QUERRÉ Pierre.
Né à Plozévet vers 1905.

Meurt à Paris en 1967. Faute de travail il émigre dans la Région Parisienne. Serrurier. Il adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F. Il sera trésorier de la Fédération nationale du Bâtiment C.G.T.U., et, après la réunification syndicale de 1935, secrétaire de la Fédération réunifiée C.G.T.

En fin 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Arrêté en fin de 1939 après avoir été « déchu » — sans consultation de la base qui l'avait élu — de ses fonctions syndicales par la majorité réformiste de la direction nationale d'alors de la C.G.T.. Détenu au camp de concentration de Saint-Benoit, puis à Fort Barrault, où il contracte la maladie dont il mourra.

LE QUERREC Albert.
Né à Morlaix vers 1919.

Adhère à la C.G.T. en 1937. Secrétaire d'une section syndicale de boulangerie-alimentation à Lannion (Côtes-du-Nord), il était déjà membre du P.C.F. depuis 1936. Il participe à la reconstitution du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, pour échapper au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire institué par Pétain pour fournir de la main d'œuvre à bon compte aux usines allemandes) il entre dans... la police. De là il va fournir des renseignements aux organisations de Résistance : P.C.F., F.N., F.T.P., et Libé-Nord, bien que très surveillé par ses chefs. Il profite de ses fonctions pour procurer aux résistants de faux papiers d'identité. Il est en relations avec le docteur Le Janne qui joua un rôle dans la Résistance morlaisienne, ainsi qu'avec Pierre Tanguy. Il participa aux combats pour la libération de Morlaix avant l'arrivée des troupes américaines. Titulaire d'un diplôme pour services rendus à la Résistance.

LE REST Gaston, Jean
Né le 2-4-1908 à Carhaix où il décède le 27-8-1964.

Secrétaire des J.C. de Carhaix dans les années 20 il sera au cœur d'une affaire qui portera son nom et prendra des dimensions nationales. Il est arrêté en 1925 pour avoir dénoncé au cours d'une réunion électorale la guerre colonialiste faite au Maroc.

Acquitté après que des flots de protestations aient afflué pour défendre ce jeune homme de 17 ans... mais il n'est pas libéré pour autant. Le juge l'envoie dans un bagne pour enfants (ça existait alors !) à Belle-Ile : « maison de correction », dont il ne sortira libéré, enfin, qu'en août 1928. Arrêté de nouveau en octobre 1928, soupçonné d'avoir collé des papillons de la J.C. il est de nouveau condamné. « L'Affaire Le Rest » par son caractère odieux fit beaucoup de bruit en France et sera l'occasion dans le Finistère de réunions politiques contre l'iniquité de la répression qui frappait Le Rest et d'autres militants ouvriers « coupables » d'avoir dénoncé la guerre colonialiste. Comme Dubessy, Gaonac'h etc. dans le Finistère. De nombreux meetings avec souvent le soutien de socialistes de gauche (Messager, Goasdoué) eurent lieu dans le département. Il a lui-même écrit un article sur « son » affaire et ces événements.

LE REST (REST à l'état-civil) Jean-Pierre
Né à Pleyben, le 10-12-1914.

Ouvrier du bâtiment. Adhère à la C.G.T. et au P.C.F. à Brest en 1936. Il y devient C.D.H. (diffuseur bénévole de la presse communiste). Mobilisé en 1939 dans la Marine à Brest. Il y verra Daladier, chef du gouvernement en tournée d'inspection, ivre de pernod, tomber au fond du côtre « Le Mutin ». Démobilisé en fin 1940 il rejoint Brest et le P.C.F., clandestin depuis la fin de 1939 après son interdiction par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande il est propagandiste résistant, diffusant les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., inscriptions à la peinture sur les murs etc. Il forme avec Kerbaul et Alain Le Moal père le premier groupe O.S. du Finistère, tout au début de janvier 1941 à l'initiative de l'interrégional du Parti, Robert Ballanger qui avait reçu mission de la direction nationale du P.C.F. de créer de tels groupes et de les multiplier. Le Rest et Kerbaul se font embaucher sur le chantier du château de Kerguillo, en Bohars, où s'installe l'état-major de la Luftwaffe (aviation allemande) pour le Nord de la Bretagne, grâce à la complicité du « Père Le Moal » qui avait été désigné comme chef de ce chantier par l'entreprise Auffret, réquisitionnée par l'occupant. Les sabotages réalisés par ce groupe O.S. du Parti, retarderont de deux mois environ la mise en service d'ensemble des installations.

En 1942, J.-P. Le Rest passe aux F.T.P. et prend part à de très nombreuses opérations contre l'occupant : sabotages, attaques, attentats etc. dans la région brestoise. En fin 1942, il devient membre du « triangle » de direction du P.C.F. à Brest avec Gabriel Paul. En 1943 il échappe de peu à une arrestation à l'« Hôtel de l'Aigle d'Or », 57, rue J.-Jaurès à Brest. Il reprend son activité résistante aussitôt et à Brest même comme dans l'ensemble du département. Il semble en effet qu'il ait eu une responsabilité départementale. Il sera arrêté dans des circonstances mal connues en 1944. Selon un document, à Brest, au Bois de Boulogne, sur un rendez-vous provocateur puis emmené à Carhaix et exécuté en juin. Selon une autre source : arrêté dans la région de Carhaix et exécuté quelques jours plus tard dans la cave d'une maison appartenant à un notable de la région.

LE ROUX Adolphe
Né le 16-1-1913 à Lohuec (Côtes-du-Nord).

Il adhère au P.C.F. en 1936 et à la C.G.T. Militant très actif. En septembre 1939 il participe à la réorganisation dans la clandestinité du Parti qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc., fait des inscriptions à la peinture sur les murs de Brest etc. Au cours de l'été 1942 il est

nommé responsable du service de renseignements pour la région brestoise des F.T.P., qui viennent d'être créés à l'initiative du P.C.F., à partir de son O.S.

Il participe personnellement à des sabotages et des attentats. Il fait partie du Tribunal de la Résistance qui condamnera à mort le policier brestois G... qui par son zèle antirésistant et par un faux témoignage devant un tribunal militaire allemand amènera la condamnation à mort de Charles De Bortoli. L'attentat contre ce policier échoua de peu (v. Primas). Le Roux est arrêté le 1er octobre 1944 par le policier T..., et quelques autres. A. Le Roux est d'abord incarcéré à Brest, puis à Vitré, Rennes, Fresnes d'où il pourra s'évader en fin 1942. Il retourne aussitôt en Bretagne, entre au maquis de Bolazec, encore à ses débuts, et qui se trouve près des Côtes-du-Nord, son département d'origine. Il sera ensuite incorporé au bataillon F.T.P. commandé par le capitaine « Callac » (Yvinec). A. Le Roux dirigera l'attaque d'un dépôt allemand de munitions le 9-6-1944 à Bolazec et le 14 du même mois l'attaque d'un convoi allemand faisant avec son groupe 20 prisonniers.

Il sera arrêté de nouveau... après la Libération en 1946, puis relâché à la suite d'une grève de protestation du personnel de la mairie de Brest où il travaille, pour avoir exécuté l'adjudant de gendarmerie A... qui s'était acharné dans la répression contre les résistants. A signaler qu'à cette époque le policier T... dont nous parlons plus haut avait déjà trouvé un emploi à la mairie de Brest. Ce policier sera quelques années plus tard décoré de la Médaille Communale.

LE ROUX André
Né le 17-8-1925 à Scrignac.

Il entre dans le groupe F.T.P. de Scrignac « Armel-Coant », le 15-7-1943 et au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C. etc. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand, notamment à une importante récupération d'armes de guerre pour les F.T.P.. Le 8-6-1944 il rejoint le maquis et plus tard participera aux combats pour la libération de Brest.

LE ROUX Jean

Militant syndicaliste et communiste morlaisien au cours des années 20. Il assume diverses responsabilités dont celle de secrétaire adjoint du Comité de la Maison du Peuple de Morlaix. (1924 etc.).

LE ROUX Laurent

Militant syndicaliste C.G.T.U. de la région morlaisienne dans les années 20. Plâtrier il prend part à de nombreux mouvements revendicatifs du bâtiment.

LE ROUX Pierre
Né à Pont-Labbé le 30-12-1889.

Mécanicien. D'abord socialiste il opte pour la voie révolutionnaire et se prononce, en conséquence en 1920 pour le passage du P.S. à l'Internationale Communiste. Son activité militante au sein du P.C. se poursuit dans les années 20 et 30, particulièrement à Pont-Labbé.

LE ROUX née Le Flanchec voir LE FLANCHEC, épouse Le Roux

LE ROY André Michel
Né le 20-5-1911 à Lambézellec.

Il passe une grande partie de son enfance chez ses grands parents à la campagne dans le Nord-Finistère. A 16 ans alors qu'il vient à peine d'entrer aux P.T.T. à Brest, il y fonde un syndicat autonome d'employés. A son retour du régiment il fait passer en bloc ce syndicat à la C.G.T.U.. En janvier 1935 il est secrétaire de l'U.L.-C.G.T.U. de Brest et il adhère au P.C.F. peu après. En juillet et août 1935 il lutte au sein de l'unique cellule communiste de Brest contre les positions aventuristes de Valière, dont l'exclusion sera prononcée quelques semaines plus tard.

A la réunification syndicale de décembre 1935, il quitte ses responsabilités syndicales pour celle de secrétaire de la cellule communiste brestoise. Celle-ci, dans une conjoncture particulièrement favorable, va connaître un développement exceptionnel. Il y a trois cellules en mai 1936, sitôt les élections législatives d'avril et mai 1936 où Le Roy avait été candidat, cinq cellules en juillet, treize en octobre et quatorze en décembre

36. Les qualités de dirigeants de Le Roy sont pour beaucoup dans ce bond spectaculaire de l'organisation communiste dans l'agglomération brestoise.

Membre du comité régional (Finistère-Morbihan) du Parti de 1936 à 1939.

En septembre 1939, le P.C.F. est interdit par le gouvernement Daladier et Le Roy interdit de séjour à Brest. Il y revient secrètement pour aider les camarades restés sur place et dont certains (Jeanne Goasguen-Cariou, Eugène Kerbaul et Roger Chaigneau) ont été désignés dans le secret et à leur insu, dès juillet 1939, pour former éventuellement un « triangle » de direction clandestine en cas de mise hors la loi du Parti. Le nom de « triangle » ne sera donné que plus tard à ces groupes de trois camarades chargés de réorganiser clandestinement le Parti.

André Le Roy passera le début de cette période — qu'on appellera la « Drôle de guerre » — ailleurs qu'à Brest : dans le Sud-Finistère où il est hébergé par Alain Signor, le secrétaire régional du P.C.F.

Il est peu après arrêté, emprisonné, puis libéré. Les Allemands, entre temps ont occupé une bonne partie du pays. André Le Roy restera peu en zone non-occupée où il avait été détenu et revient dans la région brestoise. Il prend contact avec le Parti, clandestin, qui le verse aux F.T.P. Rapidement il parvient au grade d'officier, le capitaine « Michel » et il va commander une compagnie de 125 hommes qui s'illustrera au cours du siège et de la libération de Brest.

A. Le Roy fera partie de la délégation spéciale chargée de l'administration de la ville — en grande partie en ruines — en 1945. Alors des différents l'opposant à d'autres militants communistes brestois, il s'écarte du Parti tout en restant fidèle à ses idées. Plus tard retraité des PTT il s'adonnera avec passion à la peinture. Il fonde et devient président de la Société « Les Peintres de la Rade ». Il avait été, quand il se trouvait aux P.T.T. en Alsace, président d'Honneur de l'« Association Artistique de Basse-Alsace » — il y avait vécu cinq années.

André Le Roy aura été avec Le Mignon et Ernest Miry un des dirigeants du mouvement ouvrier brestois de 1935 à 1939, parmi les plus écoutés.

LE ROY Jean
Né dans la région de Morlaix vers 1905.

Il adhère au P.C.F. en 1936 à Morlaix. Syndicaliste C.G.T. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre jusqu'en 1945. Il épouse Marie Mesguen quand celle-ci revient de déportation.

LE RUBRUS Paul, Jean
Né à Audierne le 9-10-1886, décédé à Brest en mai 1922.

Il avait fait la guerre dans un bataillon de fusilliers-marins, à Dixmude, notamment. Grièvement blessé, il entre en 1916 à l'Hôpital de Brest comme magasinier. Il est le fondateur de la section syndicale du personnel hospitalier. La paix revenue il donne son adhésion au P.S. et milite aussitôt pour qu'il abandonne le réformisme quitte la Deuxième Internationale et reprenant une politique de lutte de classe rejoigne la Troisième Internationale (com.). Il participe aux activités du comité syndicaliste révolutionnaire qui rejette la collaboration de classe des dirigeants nationaux de la C.G.T. durant la Première guerre mondiale. En 1921 il est élu secrétaire adjoint de la section de Brest du P.C.F. et réélu en 1922. Il est aussi délégué au « Comité de Défense Sociale » qui siège à la Bourse du Travail.

Ses obsèques le 18 mai 1922 attirèrent un grand nombre d'ouvriers, d'employés et petits fonctionnaires et sont l'occasion d'une manifestation de libre-pensée, en faveur de la tolérance. Le Rubrus était enterré religieusement en dépit de ses dernières volontés formellement exprimées, malgré l'opposition décidée de la famille, par des prêtres forts de leur position à l'hôpital et qui fanatiques obtus n'avaient aucun respect pour la liberté de pensée d'autrui. Type de prêtres, hélas alors répandus dans le Léon. Ces prêtres avaient manœuvré pour que Le Rubrus soit enterré religieusement (il était mort à l'hôpital). L'affaire fit beaucoup de bruit, causa du tort à l'Eglise car le procédé choqua nombre de croyants surtout parmi les petites gens.

LE RUZ
Né à Landerneau vers 1900.

Typographe. Militant communiste à Landerneau durant les années 20, il occupa diverses responsabilités dans le mouvement ouvrier. Il est l'adjoint de Camblan au secrétariat des Jeunesses Communistes du Finistère. En septembre 1922 il avait été membre adjoint du bureau fédéral du Parti.

LE SAOUT

Cheminot syndicaliste C.G.T.U. Membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper en 1927 (et probablement l'année suivante).

LE SCANFF

Entre aux F.T.P. sous l'occupation allemande, Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant il diffusait la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Il a pris part à de nombreuses missions contre l'occupant. Tué au cours de l'une d'elles en 1944.

LESCOP Joseph

Il adhère au P.C.F. en 1932 ou 33 et milite surtout au syndicat C.G.T.U. de l'arsenal de Brest dont il est un des dirigeants. Après la réunification syndicale de 1935 il est à l'arsenal un des militants les plus connus de la C.G.T. réunifiée. Elu à la commission administrative du syndicat des travailleurs réunis de l'arsenal de Brest en 1936 il restera à ce poste jusqu'en fin 1939.

Alors le secrétaire général en titre de ce syndicat, Charles Berthelot, aussi secrétaire de l'U.D.-C.G.T., un réformiste, le convoque pour le sommer de renier le P.C.F. et de condamner la politique de l'U.R.S.S. (Le P.C.F. vient d'être interdit par le gouvernement Daladier). Lescop refuse brutalement le chantage de Berthelot et celui-ci « en vertu » (!) des décisions de la majorité réformiste de la direction nationale d'alors de la C.G.T. le déclare « déchu » de ses responsabilités syndicales. Ceci sans consultation de la base. Les pouvoirs publics couvrent ces faits qui sont pourtant des violations évidentes des statuts syndicaux. Ch. Berthelot peut ainsi priver des militants de leurs responsabilités syndicales au sein de la C.G.T., il ne peut cependant les priver de leurs mandats de délégués qu'ils tiennent d'élections professionnelles. Lescop qui a gardé la confiance des ouvriers reste délégué. Au cours de cette période Lescop participe à la restructuration du Parti dans la clandestinité, plus particulièrement à l'arsenal où il dénonce l'activité désagrégatrice des réformistes, apathiques devant la formidable offensive réactionnaire contre les acquis sociaux des luttes du Front Populaire. C'est la revanche des patrons et de l'Etat-patron contre 1936.

Lescop a son franc-parler, il prend plus d'une fois à partie Ch. Berthelot, publiquement devant les ouvriers. Désormais clandestins, des communistes à l'arsenal qui ont eu des responsabilités syndicales, soit comme élus du personnel, soit dans le syndicat lui-même vont exiger une réunion de la commission administrative du Syndicat de l'arsenal, à laquelle ils participent quand bien même ils aient été déclarés « déchus » comme c'était le cas de Lescop. Ch. Berthelot tentera de s'opposer à cette réunion, mais en vain. Il ne pourra pas plus s'opposer à la présence des « déchus », tous les autres ou presque les soutiennent ! La réunion se tiendra donc en début 1940 et les communistes après deux jours de discussions serrées — ou peu à peu Ch. Berthelot sera isolé — obtiendront un vote qui décide que la quasi totalité des fonds de la trésorerie syndicale irait à la solidarité aux mobilisés, aux victimes, communistes, libertaires, syndicalistes, de la répression (v. J. Lesven). Les communistes étaient d'autant plus portés à agir ainsi qu'ils ne voulaient pas voir à Brest ce qui se passait trop souvent ailleurs : les fonds syndicaux détournés pour la propagande anticommuniste, afin de justifier l'interdiction du P.C.F. et d'organisations syndicales — 217 sections syndicales avaient été dissoutes par le gouvernement — et « blanchir » ceux qui avaient approuvé cela.

Sous l'occupation allemande, Joseph Lescop est propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il fait des inscriptions sur les murs à la peinture. Il participera à l'organisation et au déroulement des grèves

décidées par les groupes communistes clandestins de l'arsenal et qui auront lieu les 25 octobre 1941 et en décembre de cette année-là, pour protester contre les exécutions de patriotes par les Allemands. Il participera également aux sabotages anti-allemands effectués par le Parti à l'arsenal, en participation avec les F.T.P. qui y sont constitués au printemps 1942 à partir des groupes O.S. du Parti communiste. Il effectue des collectages de solidarité dans le cadre du Secours Populaire clandestin.

LESCOP Paul
Né à Brest le 1er mars 1917, fusillé en avril 1942.

Etudiant. Il adhère aux J.C., puis à Paris, au P.C.F. Son père cheminot avait été affecté à la gare de Nanterre près de Paris, il suit sa famille. Sous l'occupation allemande, dès 1940 il est un propagandiste résistant, diffusant les tracts et journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Il participe à des actions contre l'occupant dans l'O.S. du Parti. Arrêté par des policiers français, torturé puis livré aux Allemands par les juges de Pétain, il est fusillé en avril 1942.

LE SCRAIGNE

Résistant F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant du P.C.F. il diffuse la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Tué au cours d'un engagement contre une patrouille allemande en juillet ou août 1944 à Huelgoat.

LE SCRAIGNE

Militant communiste de la région d'Huelgoat. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

LE SIGNE Michel
Né le 25-5-1897 (à Douarnenez ?). Marin-pêcheur. Militant communiste des années 20 et 30 à Douarnenez. Elu conseiller municipal (com.) Candidat communiste aux législatives de 1936 à Chateaulin (Première circonscription).

LE SIGNOR Roger.
Né en 1919 ou 1920 (à Camaret ?).

Il entre aux F.T.P. en 1942 ou 43 et participe dès lors à de nombreuses actions contre l'occupant. Sympathisant il diffuse la propagande résistante du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Tombé aux mains des Allemands à l'issue d'un engagement, il est emmené au « Poulguen », en Penmarc'h ainsi que d'autres résistants. Là les soldats allemands fusillent leurs prisonniers, en avril ou mai 1944.

LESTEVEN Yves Jean Marie
Né le 12-11-1921 à Langollay (Côtes-du-Nord).

Mort à Brest en 1980. Contrôleur des P.T.T. Dès 1940 il organise des sabotages dans les P.T.T. et détruit des télégrammes officiels allemands. Il sectionne des câbles téléphoniques de lignes allemandes. Il adhère alors au P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C. et à partir de sa création par les communistes en mai 1941 ceux du F.N.. Il « planque » chez lui des armes et des explosifs. Il organise des collectages de solidarité, héberge des patriotes en mission, et des résistants blessés du groupe « Elie », entre autre Gaston Viaron — qui sera plus tard arrêté et livré aux Allemands qui le fusilleront. Lesteven sera arrêté le 1er-10-1942 par des policiers français : prisons de Brest, Vitré. Puis Cour spéciale de Rennes le 11-12-1942 : un an de prison pour distribution de tracts. Les juges de Pétain le livrent aux Allemands dont le conseil de guerre du « Gross-Paris » le condamne à la même peine.

LESVEN Jules
Né le 25-4-1904 à Saint-Thégonnec. Syndicaliste C.G.T.U. à l'arsenal de Brest, puis à la C.G.T. réunifiée en 1935. Il adhère au P.C.F. à Brest en 1935. Forgeron. Un des délégués élus avec les plus forts pourcentages à l'arsenal. Membre du conseil d'administration du syndicat C.G.T. de cet établissement, il sera destitué arbitrairement en octobre 1939. Son activité avait été dans cette période surtout syndicale encore qu'il fut un militant communiste influent.

En 1939 quand le gouvernement Daladier interdit le P.C.F. Jules Lesven participe à sa restructuration clandestine à l'arsenal.

Au même moment il mène une lutte difficile sur le plan syndical contre les dirigeants réformistes qui à l'Union départementale sont majoritaires désormais : en effet la plupart des responsables syndicaux non-réformistes sont mobilisés à l'armée. Il en est de même à la tête du syndicat de l'arsenal dont l'énergique secrétaire E. Miry a été mobilisé dans l'infanterie ...la Marine n'en voulant pas ! D'autres sont interdits de séjour comme J. Nicolas etc. En application des directives de la majorité réformiste de la direction nationale de la C.G.T. d'alors, Ch. Berthelot, secrétaire départemental de l'U.D.-C.G.T. et secrétaire général du syndicat de l'arsenal veut exiger de J. Lesven, comme d'autres syndicalistes du P.C.F. qu'il renie son Parti et condamne la politique de l'Union Soviétique. Aucun n'acceptera l'ultimatum. Ils seront alors déclarés « déchus » par C. Berthelot et C. Drapier de leurs mandats syndicaux sans consultation de la base qui les avait élus. Les militants protestent, et exigent que les syndiqués soient consultés, ils dénoncent les violations des statuts de la C.G.T. que constituent ces pratiques arbitraires. Mais Ch. Berthelot et C. Drapier ne veulent surtout pas d'une consultation de la base, ils la déclarent inopportune dans le moment et de plus... inacceptable par les pouvoirs publics.

Au début de 1940, J. Lesven provoque la convocation de la commission administrative du syndicat de l'arsenal, bien qu'il en ait été déclaré « déchu » : sa « déchéance » les ouvriers ne la reconnaissent pas ! Le procédé a choqué. Lesven demande à l'organisation communiste clandestine d'y faire participer le maximum de militants en les alertant : délégués d'atelier (qui tiennent leur fonction non d'un vote intérieur au syndicat mais d'une élection professionnelle), collecteurs de cotisations syndicales etc. tous les militants du P.C. qui à un titre quelconque pourraient prétendre assister à cette réunion. Ceci afin que les communistes présents s'imposent dans les débats. Déjà, en effet, en maints endroits des réformistes n'ont pas hésité à utiliser les fonds de trésoreries syndicales tombés entre leurs mains à une propagande anticommuniste reprenant les idées et les thèmes des politiciens bourgeois. Jules Lesven redoute qu'il en soit de même pour l'encaisse du syndicat de l'arsenal, d'autant plus qu'il est riche.

A la réunion, tout « déchu » qu'il ait été décrété il s'impose avec l'appui de la presque totalité des présents. Dans une déclaration il fait une proposition préparée par l'organisation communiste clandestine de l'arsenal et approuvée par le « triangle » de direction locale. Cette proposition est que TOUT l'argent de la caisse syndicale soit distribué aux ouvriers syndiqués de l'arsenal mobilisés et AUSSI aux militants arrêtés ou interdits de séjour par le gouvernement de la « drôle de guerre ». La proposition s'assortit d'une annexe : compenser, pour les militants victimes de la répression — lesquels ne touchaient plus rien et dont les familles restaient sans ressources — cette injustice par un versement supplémentaire compensateur. Il s'agissait de militants communistes, pour la plupart ainsi que de quelques libertaires. Charles Berthelot d'abord s'éleva avec véhémence contre cette proposition, mais il était mal placé pour invoquer le respect des statuts et à l'attitude de son auditoire il le comprit assez vite. Il finit par admettre la première partie de la proposition : l'utilisation à des fins de solidarité de l'argent de la caisse syndicale, mais il se refusait aux versements supplémentaires pour les victimes de la répression. On arrivait à une heure tardive et il réclama un vote. Jules Lesven déclara qu'il refusait un vote à la sauvette et il proposa que les camarades se réunissent à nouveau le lendemain. En réalité lui et ses camarades avaient encore besoin d'argumenter auprès d'un certain nombre d'hésitants à voter la deuxième partie de la proposition. C. Berthelot tenta de s'y opposer, mais finalement dut s'incliner.

La discussion reprend donc le lendemain. Elle éclaire la situation aux yeux de beaucoup. Un des hésitants, Jean Rannou, bascule du côté des communistes et son ralliement à la proposition — dont tout le monde comprenait d'où elle venait — entraîne les derniers hésitants. Ch. Berthelot se retrouve seul, isolé et amer, effondré disent même les camarades. Ainsi cela

n'aura servi à rien de « déchoir » de leurs mandats syndicaux des militants communistes, les voilà qui sur un point important rallient à eux la majorité de la C.A. et des délégués. Au cours de cette longue discussion Lesven avait été bien soutenu par J. Le Nédellec, Pierre Corre (dont l'adhésion récente au P.C. n'était connue que d'une minorité de communistes et Rolland, ce dernier remplacé lors de la dernière séance par J. Lescop : tous des « battants » !

Dès lors C. Berthelot comprend qu'il n'a plus une audience sérieuse à l'arsenal : il réalise qu'on ne peut se prêter comme il l'a fait à une politique de répression anticommuniste dans les syndicats alors que par ailleurs on ne fait **rien** contre la politique de régression sociale forcenée du même gouvernement qui a interdit le P.C.F.

Jules Lesven avait été coopté au « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine brestoise dès la mi-novembre 1939 en remplacement de Chaigneau mobilisé. Ce « triangle » dès lors est composé de Jeanne Goasguen-Cariou, Kerbaul et Lesven. En fin novembre Kerbaul est mobilisé... mais Chaigneau revient à Brest comme « ouvrier militaire » à l'arsenal. Lesven restera à ce « triangle » jusqu'en décembre 1941. En effet dans la dernière semaine de 1941, Jeanne Goasguen-Cariou et Lesven sont remplacés à ce « triangle » pour des raisons de sécurité (Chaigneau et Kerbaul, eux étant arrêtés).

Entre temps Jules Lesven a organisé avec Mathurin Le Gôf, Pierre Corre, Charles Cadiou, Jean Le Nédellec, etc. les premiers sabotages communistes à l'arsenal — mis par Pétain à la disposition de la Kriegsmarine — sabotages qui commencèrent dès janvier 1941 (v. M. Le Gôf). En avril 1941 ces camarades reçoivent le renfort de Kerbaul qui a trouvé un moyen de pénétrer quotidiennement à l'arsenal par le biais d'un emploi dans une société de récupération de métaux non-ferreux qui sévit dans l'établissement. Ils y organisent de nouveaux sabotages. J. Lesven participe aussi avec Pierre Corre à la fabrication d'une petite machine à imprimer du modèle le plus simple, destinée à la sortie d'une édition locale de « La Bretagne Ouvrière Paysanne et Maritime » qui reparaît clandestinement depuis mars 1941. En mars 1941 Lesven procède avec Pierre Corre, Louis Morvan et probablement C. De Bortoli à l'immersion en rade de Brest des corps de trois (ou cinq selon un autre témoignage) Allemands, descendus par l'O.S. du Parti dans une embuscade au Port de commerce et qui avaient été préalablement déshabillés avant que d'être immergés dans des sacs, lestés de chaînes qui, elles, avaient été récupérées sur des camions anglais par le groupe de Louis Morvan pendant la débâcle de 1940.

Au début de 1942 J. Lesven forme avec Lucien Kerouanton et Pierre Corre — à l'initiative de Robert Ballanger — le premier « triangle » militaire de l'organisation communiste de l'agglomération brestoise. Ce sera le point de départ des F.T.P. locaux. Ils organisent le sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal en mars 1942. Versés dans les F.T.P. à leur création en mai 1942 dans le département ils en seront les premiers organisateurs. Avec les camarades de ce « triangle », Lesven prend part à la préparation et à l'exécution de nombreux sabotages et attentats ! Entre autres les sabotages destinés à marquer le 14 Juillet 1942, à l'arsenal, alors que les occupants et le gouvernement de Vichy interdisent la célébration de notre Fête nationale. Un peu plus tard, en 1942 toujours, Lesven devient responsable F.T.P. départemental finistérien, puis en fin de la même année, responsable interrégional de Bretagne. Lesven sera arrêté par des policiers français le 7 mars 1943, au Mans. Il tentera de s'enfuir, vainement. Livré aux Allemands après avoir été abominablement torturé, ceux-ci le condamnent à mort et l'exécutent au camp d'Auvour (Sarthe) le 1er-6-43.

LESVEN Madame.
Née le 17-2-1908 à Plouescat.

Epouse de Jules Lesven. Elle le seconde activement dans son activité résistante sous l'occupation allemande. Elle prend part à la propagande résistante en diffusant les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. dès 1940. Elle assure le transport de ces publications clandestines. Plus

tard dans son cabas de ménagère elle transportera des armes et des explosifs. Il arrive même que ses enfants l'aident dans cette tâche délicate et qu'ils l'accomplissent avec une maturité exceptionnelle. Elle sera traitée avec brutalité par les policiers français lors de l'arrestation de son mari, mais rien ne la fera fléchir.

LE TANTER Eugène.
Né le 2-2-1905 à Pont-Labbé.

Militant communiste à Saint-Denis, près de Paris dans les années 30. Il y a émigré faute de travail en Bretagne. C'est aussi un syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. réunifiée. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Tué au front dans le secteur de Madrid, le 23-12-1936.

LE TRÉÏS Jean Charles Guillaume.
Né à Chateaulin en 1884, il y meurt le 17-1-1970.

C'est en 1902 que Le Tréïs aurait adhéré au P.S. et au syndicalisme. Il se distingue rapidement par sa fougue, mais ne tarde pas à dénoncer au sein du P.S. « ... la droite du parti » c'est-à-dire Goude, Hervagault etc. à Brest. Le Tréïs est un des fondateurs du « Cri du Peuple », organe socialiste publié par l'Imprimerie Populaire, une société créée à cette intention et dont Goude et les siens, profitant que la guerre de 14-18 éloigne nombre de militants à qui ils leur est facile dès lors de racheter des parts de fondateurs, vont s'approprier la majorité des actions. Ce qui les rendra maîtres plus tard de l'Imprimerie Populaire et donc du journal « Le Cri du Peuple » qu'elle publie. Durant la guerre de 14-18 Le Tréïs écrit dans ce journal des articles qui lui vaudront les foudres de la censure et des interdictions provisoires. Le Tréïs persiste dans cette voie en dépit des admonestations de Goude, gagné à « L'Union Sacrée » avec la bourgeoisie Le Tréïs n'ignore pas qu'il a l'appui du plus grand nombre des militants socialistes du Finistère présents ou mobilisés et surtout d'ailleurs de ces derniers.

Pendant ces suspensions de parution du « Cri du Peuple », Le Tréïs, toujours contre l'avis de Goude, fait paraître « Le Réveil Socialiste », puis une autre fois « Le Socialiste du Finistère ». Le Tréïs accuse alors Goude de se « défiler » après avoir été des plus mous dans la campagne menée contre le service militaire de trois ans, lors des meetings organisés à cette occasion dans le département.

Le Tréïs est conseiller municipal de Brest en 1911, réélu en 1915. Il est aussi conseiller d'arrondissement. Comme pour beaucoup de militants socialistes la guerre l'amène à réfléchir sur le mouvement ouvrier français et les voies qu'il a empruntées. Il condamne la politique de collaboration de classes avec la bourgeoise dans tous les pays belligérants des dirigeants nationaux des partis de la Deuxième Internationale. Et de dénoncer avec beaucoup de vigueur les socialistes français qui ont collaboré avec leur bourgeoisie nationale.

Dans un premier temps il ne comprend pas toute la signification de la Révolution russe et son caractère de classe. Mais il ne tardera pas à en saisir la signification profonde et la portée. En juin 1919 il écrit un vibrant article en faveur de la Révolution russe en soulignant son caractère de classe. Dès lors, dans le Finistère, comme dans le reste de la France les adhérents tendent à se scinder en fractions plus tranchées que de simples tendances. En 1919 sur la base de ses positions politiques il est élu secrétaire fédéral adjoint du Finistère du P.S., le réformiste Masson en étant le premier secrétaire. Sur cette lancée Le Tréïs devient le secrétaire de la section socialiste de Brest en 1920. Dès lors ses positions vont se raffermissant. Il va opter dans le cours de l'année 1920 pour la thèse demandant le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale (ou Internationale Ouvrière), réformiste, qui a failli à sa tâche et son rattachement à l'Internationale Communiste fondée par Lénine en mars 1919. Il y a déjà à Brest un « Comité provisoire pour l'adhésion à la Troisième Internationale » qui depuis près d'un an œuvre en ce sens. La prise de position de Le Tréïs, dirigeant départemental, est saluée avec enthousiasme par le comité : sa lettre de ralliement Le Tréïs la donne en août 1920 à Jean Guiban, l'animateur de ce comité. La publication de cette lettre fait sensation et la majo-

rité des adhérents finistériens du P.S., bascule vers la voie révolutionnaire.

Du coup, dans « Le Cri du Peuple » une violente controverse l'oppose à Goude, Hervagault et Masson. Mais le mouvement gagne, faisant reculer d'autant les idées réformistes qu'incarne la Deuxième Internationale, (l'Internationale Socialiste), alors qu'aux yeux du plus grand nombre l'adhésion à la Troisième Internationale symbolise l'aspiration révolutionnaire. Les 21 sections socialistes du Finistère vont TOUTES se prononcer à une forte majorité pour la Troisième Internationale, souvent au deux tiers des adhérents, contre la collaboration de classes, contre le réformisme. Cette majorité de militants retrouve l'élan révolutionnaire. Mais cela n'est arrivé qu'au terme d'un formidable débat d'idées qui avait passionné toutes les sections, lesquelles, grâce à la démobilisation avaient retrouvé ceux de leurs adhérents qui avaient eu la chance de revenir de la guerre, survivant d'un conflit atroce qui les marque profondément. S'ajoutaient les recrues nouvelles, attirées en partie par les perspectives révolutionnaires qu'offrait alors un P.S. bouillonnant. Le Tréïs exprime ce renouveau révolutionnaire « **... le P.S. n'est pas seulement un parti électoral et vous le savez bien, son action ne doit donc pas se borner à la conquête de quelques sièges dans telle ou telle assemblée** ». Voilà qui tranche sur l'électoralisme opportuniste de Goude. Avec Le Tréïs une forte majorité des adhérents de base se prononce pour une plus grande représentation ouvrière dans tous les organismes de direction du P.S. aux divers échelons. Car les enseignants (surtout), les membres des professions libérales, les commerçants, les petits cadres de l'administration qui au P.S. monopolisent d'une façon absolue tous les postes, ne peuvent que lui imposer une ligne réformiste. De fait les ouvriers et les paysans pauvres étaient pratiquement éliminés des différents échelons de direction du P.S. et c'était particulièrement vrai dans le Finistère.

Le congrès finistérien du P.S. va donc se prononcer pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Le Congrès national de Tours en décembre la votera. Le Parti Communiste naissait... Le P.S., au demeurant avait bien changé en France et dans notre département. Dans le Finistère il y avait 730 adhérents en 1913, 400 en 1918 (la guerre), 900 en 1919, 1.500 en 1920. Aux législatives de 1919 le P.S. obtient dans le département une moyenne de 20,7 % des voix ! Au congrès de Strasbourg, début de 1920, la délégation du Finistère avait 47 % de ses mandats pour la Troisième Internationale, au congrès de Tours — décembre 1920 — : 69,4 %.

Mais la minorité réformiste refuse de s'incliner devant le vote du Congrès national. Un congrès du Finistère suivra (début 1921) rassemblant toutes les sections du département et il se félicite à une écrasante majorité de la décision prise à Tours. Il condamne aussi l'attitude des « dissidents » qui s'opposent à l'application de ces décisions et brandissent la menace de scission. Dans le département ils ont pour chef de file, Goude à Brest, F. Le Goïc à Douarnenez, Châtel à Morlaix. Ces trois hommes ont, **avant même** le congrès de Tours et prévoyant son résultat, formé un comité secret pour organiser sur le plan départemental une scission en rassemblant les réformistes hostiles au vote du congrès national. Dès lors ce sera une lutte acharnée entre la majorité des adhérents et Le Tréïs d'une part et de l'autre les « dissidents ». Cette lutte sera marquée entre autres par le refus de Goude et Hervagault de laisser à la fédération socialiste — (qui n'est plus S.F.I.O., section française de l'Internationale Ouvrière (la Deuxième Internationale), mais S.F.I.C., section française de l'Internationale Communiste) — le journal « Le Cri du Peuple ». Ils en ont la propriété car ils possèdent la presque totalité des actions de la maison éditrice « L'Imprimerie Populaire » ! La fédération, encore « socialiste » mais déjà S.F.I.C., fonde alors « Germinal » dont l'administrateur sera Goujon. Le Tréïs est élu secrétaire fédéral du Finistère en mars 1921 et réélu en 1922. Entre temps le nom de la fédération a changé, le mot « communiste » ayant remplacé « socialiste », comme sur le plan national, ce qui évite toute confusion avec le P.S.-S.F.I.O. reconstitué. Le Tréïs continue, aidé de son épouse, militante elle-aussi à assurer le secrétariat de la section de Brest la plus importante du département. Il est

délégué au Congrès de Marseille du P.C.F. en 1921, ainsi qu'au Congrès de 1922 où il défendra à titre personnel la motion Souvarine-Frossart. En début de cette année 1922 à la conférence des secrétaires fédéraux du 22 janvier il s'était prononcé contre le « front unique avec les dissidents ».

En octobre 1922, Le Tréïs est suspendu de son emploi de commis surnuméraire des P.T.T. pour injure à son ministre (!) Le comité directeur du P.C.F. le désigne comme délégué régional pour les cinq départements de l'Ouest . Mais la sanction qui l'avait frappé avait soulevé une tempête de protestations si bien qu'elle fut rapportée. Le Tréïs avait déjà été révoqué en 1905 et 1909 et à chaque fois réintégré.

Sur le plan syndical Le Tréïs fait passer sa section syndicale postale à la C.G.T.U. à la constitution de celle-ci et c'est alors qu'il avait porté des jugements très durs sur le ministre des P.T.T.. Il sera réintégré une nouvelle fois... mais nommé à Lunéville ! Le Tréïs propose juste avant son départ que son remplaçant à la tête de la fédération soit Daniel Le Flanchec lequel avait assuré son intérim pendant une courte maladie, qui fut son suppléant au congrès national de 1922 et son camarade de tendance (il y avait encore des tendances au P.C.F. à l'époque). Cette proposition sera adoptée par le congrès départemental mais non sans de nombreuses réticences qui n'étaient pas seulement politiques : la personnalité de Le Flanchec avec son passé d'anarchiste violent, son verbiage, son comportement privé, l'ambition que beaucoup lui prêtaient, motivaient ces réticences. Il fallut l'insistance de Le Tréïs pour que sa suggestion soit acceptée.

Militant actif et sincère, ayant fait montre de son courage politique tout au long de la guerre de 14-18 — et ce n'était pas facile — orateur brillant, Le Tréïs eut une grande influence sur le mouvement ouvrier finistérien pour amener hors des ornières du réformisme nombre de militants et leur faire retrouver la voie révolutionnaire.

Il n'eut pas toujours la lucidité dont firent preuve d'autres militants qui souvent le précédèrent dans le renouveau du mouvement ouvrier, les Guiban, Brizec, J. Autret, et surtout J. Rospars, A. Duot, père, Jéquel, Jourdy, mais son ralliement fut décisif pour faire retrouver la voie révolutionnaire à bien des militants. Au contraire d'un Jean Rospars, ses notions de marxisme paraissent bien faibles et le léninisme lui est alors complètement étranger. Il restera donc un temps prisonnier de séquelles réformistes et il aura tout au long de l'enfance du P.C.F. du mal à en suivre la « bolchévisation » et sa maturation révolutionnaire dans le cadre national français. Il partit donc en 1923 pour Lunéville. Plus tard sans rompre avec le P.C.F. il s'en serait détaché. On le revoit en 1936 (?) dans le Morbihan. Sous l'occupation allemande il entre dans la Résistance au F.N. et sera arrêté et condamné pour fait de Résistance. Il retourne au P.C.F. à la Libération. Il s'installera pour sa retraite dans sa ville natale de Chateaulin. Là il participera à un meeting, à la tribune, pour soutenir le candidat du Parti communiste, Gabriel Paul (1951). Il avait été délégué au congrès national de la C.G.T. en 1931, à Paris.

LE TROQUER Louis
Né à Plouha le 10-3-1887. Mort à St-Brieuc le 6-6-1952.

Militant socialiste et syndicaliste. Peu après la création de l'Internationale communiste en 1919 il se prononce pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale et son rattachement à la Troisième Internationale. Il est alors journaliste à Evreux. Il y fonde en 1919 la fédération de l'Eure du P.S.. En fin de 1919, ou début de l'année 1920, pour des raisons qui ne me sont pas connues il vient à Brest. C'est surtout dans le mouvement syndical qu'il va se faire connaître. Il devient le responsable d'un « Comité brestois pour un syndicalisme révolutionnaire », le « C.S.R. » qui bientôt rassemble les sympathies d'une bonne partie des syndicalistes brestois en milieu ouvrier où l'on est fatigué de la « collaboration de classes à la Jouhaux ». D'autant mieux qu'un formidable débat d'idées passionne la classe ouvrière à la fin de la première Guerre Mondiale.

Le Troquer participe au Congrès de Tours du P.S., mais comme délégué de l'Eure, il n'est pas encore assez connu dans

le Finistère pour s'en faire élire délégué. Au cours des séances du Congrès de Tours il interviendra dans les débats en faveur du rattachement du P.S. à la Troisième Internationale. Il est candidat communiste à Lambézellec en 1921.

Lors du congrès de l'U.D.-C.G.T. à Morlaix les 27 et 28 mars 1921 il est un des orateurs de la tendance révolutionnaire, pour un syndicalisme de lutte de classe. Les réformistes lui opposent Tréguer et Guéna, tous deux libertaires. Les libertaires brestois se combattent en deux fractions rivales, les « révolutionnaires » derrière René Martin et les réformistes (inavoués) derrière P. Gourmelon, Guéna et Tréguer. Au poste de secrétaire de l'U.D.-C.G.T. le congrès élit le réformiste et libertaire, Le Bris, personnage au demeurant médiocre, par 24 voix contre 20 à Le Troquer, Dravalen, malade, n'avait pu se représenter, ni participer aux débats, sans cela il est plus que probable, en raison de son influence, que c'est lui qui eut été réélu. Ceci dit, Dravalen passe pour détester Le Bris, ce qui n'est pas étonnant, et pour ne pas aimer Le Troquer.

Il ne tentera rien pour aider de son lit de malade le candidat Le Troquer comme il l'aurait bien pu s'il l'avait voulu et nombre de militants ne se rallient plus derrière Le Troquer, en cette circonstance, qu'avec prudence (Rospars, A. Duot, A. Le Louarn, Jéquel, Le Mignon, Jourdy, Brizec, J. Autret, etc.). Le Bris, élu, freinera le développement du mouvement ouvrier dans le département, quasi ouvertement. Aussi est-il vite l'objet de critiques acerbes, non seulement de révolutionnaires, mais d'hommes de son propre camp réformiste.

Ces critiques sont si générales que Le Bris en perd son poste au bout de quelques mois seulement, on n'attend pas le congrès pour faire le ménage (octobre 1921) et mettre Le Troquer à sa place... contre il faut bien le dire l'avis exprimé publiquement par Dravalen et Théo Kerdraon qui auraient préféré un autre candidat à ce poste. Entre temps Le Troquer est devenu gérant de « Germinal ». Sa grande facilité de parole, son bagout, disent certains, en fait un homme que l'on écoute volontiers dans le parti comme dans les meetings syndicaux où sa causticité ravissait les auditoires. Mais l'antipathie de certains militants ne désarme pas pour autant et les soupçons à l'égard de ce beau-parleur, plus efficace aux tribunes que dans l'organisation des actions revendicatives ne tarderont pas à être justifiés.

Coudurier, le patron de « La Dépêche », le quotidien local, publie une information où il apprend à ses lecteurs que si son journal avait été si bien renseigné sur ce qui se passait dans le mouvement ouvrier, c'est qu'il payait Le Troquer pour ses informations confidentielles. En fait l'initiative de M. Coudurier ne fut prise que parce qu'il avait compris que Le Troquer était sur le point d'être démasqué.

Les soupçons s'étaient en effet singulièrement alourdis et précisés au point qu'au retour à Brest d'un déplacement dans la capitale il fut prévenu qu'il aurait « à s'expliquer devant les camarades ». Le Troquer préférera quitter le train à un arrêt dans une gare, des Côtes-du-Nord semble-t-il, et disparaître dans la nature... en abandonnant sa valise à ses compagnons de voyage. Il ne restait plus à Coudurier qu'à donner à ses lecteurs la primeur d'une information qui de toute manière serait parue, quelques jours plus tard dans « Germinal ». Le Troquer se trouvait liquidé dans le département. Il tentera à peine de se défendre, déclarant qu'en agissant ainsi il n'avait fait que continuer à temps limité son métier de journaliste, mais comme « pigiste » (payé à l'information ou à l'article)... ce qui ne convainquit personne.

LE VEN Georges
Né à Brest en 1904.

Il quitte sa région faute de travail et vient à Paris. Il y devient un syndicaliste C.G.T.U., adhère au P.C.F. où il assure diverses responsabilités. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Parti le 5-1-1937, il y devient commissaire politique. Tué soit le 21-6-1937 dans le secteur d'Albacète soit le 6-2-1937 dans le secteur de Madrid (sources contradictoires).

LÉVÉNEZ
Né vers 1900.

Cheminot chef de train. Milita d'abord dans les rangs de la C.G.T.U., adhère au P.C.F. à Brest en 1936. Il participe à l'action du P.C.F. dans la clandestinité. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. En fin janvier et au début de février 1941 il prend part au sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest organisé par les groupes clandestins des cheminots communistes sous la direction de F. Tournevache et R. Chaigneau. Un grand nombre de wagons et de locomotives seront alors immobilisés.

LEVER François
Né le 29-5-1923 à Morlaix.

Télégraphiste. Il adhère à la Jeunesse Communiste clandestine sous l'occupation allemande. Versé aux F.T.P. il prend part à un grand nombre d'actions contre l'occupant. Propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et publications de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Tué au cours d'un engagement contre des soldats allemands à Chateauneuf du Faou, le 26-6-1944. Son nom fut donné à une compagnie du bataillon « Yves-Giloux » des F.T.P., compagnie qui s'illustrera notamment dans les combats qui eurent lieu à Morlaix avec pour enjeu le viaduc (1944).

LE VERGE François
Né vers 1890.

Epoux de la suivante. Tailleur d'habits. Il était venu avec sa femme de la région d'Angers. Militant de la section du P.C.F. de Morlaix dans les années 30. Il meurt peu avant la Deuxième Guerre Mondiale.

LE VERGE Mme

Active militante syndicaliste C.G.T.U., puis C.G.T. réunifiée et du P.C.F. De 1936 à 1939 elle sera secrétaire du syndicat C.G.T. de la Manufacture des Tabacs de Morlaix. Au bureau de l'U.L.-C.G.T. de Morlaix où elle est élue en fin 1935 elle est très écoutée. Membre du comité de section du Parti de Morlaix elle y est connue pour son énergie.

Elle sera déclarée « déchue » de ses responsabilités syndicales, arbitrairement, sans consultation de la base qui l'avait élue, par la majorité réformiste de la Fédération nationale des Tabacs et Allumettes C.G.T. pour avoir refusé de renier son Parti lors de son interdiction et de condamner la politique suivie par l'Union Soviétique. Elle participe à l'activité clandestine du P.C.F. dès lors. En juillet 1940 alors que l'occupant allemand s'installe à Morlaix, elle est convoquée — comme d'autres syndicalistes — par le sous-préfet Husson qui rappela qu'il était socialiste et les invita à mettre une sourdine à leurs activités syndicales. Mme Le Verge se leva et le rabroua, lui rappelant entre autres choses le rôle des sous-préfets et le sien notamment lors de l'interdiction du P.C.F. en septembre 1939.

Mme Le Verge fut une propagandiste de la Résistance, diffusant les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. Veuve de François Le Verge.

LEYER Guillaume
Né le 6-3-1904, ou le 15-2-1904 à Gouesnou.

Professeur du secondaire. Il adhère au P.S. à Douarnenez en 1924 et ne tarde pas à s'opposer au secrétaire de la section socialiste, F. Le Goïc. Leyer est élu au comité fédéral du Finistère du P.S. en 1928, il devient secrétaire de la section socialiste à la même époque qui voit l'éviction de Goude, le grand ami de Le Goïc. Il s'oppose au maire « communiste » de la ville, Le Flanchec dont il dénonce certains comportements. Il s'oppose et cela est moins heureux, au secrétaire de l'U.L.-C.G.T.U., le compétent et intègre Bazin, lui-même en butte aux provocations de Le Flanchec.

En 1932, Leyer fait se prononcer la section socialiste douarneniste contre la réintégration de Goude dans le P.S. — qui l'a exclu — et aussi pour que des sanctions soient prises à l'encontre des députés socialistes qui au mépris de la volonté de leur parti ont voté les projets financiers du gouvernement Herriot — très défavorables aux travailleurs. Leyer lutte contre les partisans dans les rangs socialistes d'une « solution centriste parlementaire ». Un peu plus tard, dans l'organe départemental de la S.F.I.O. il précise sa pensée dans un article qui attire l'attention sur lui, celle des militants socialistes et celle des communistes qui en prendront connaissance : « Conjoncture des gauches ou unité ouvrière ? ». et où il se prononce pour l'union avec les communistes : « Cette unité nous lui tournons le dos en allant courir la gueuse en compagnie des partis bourgeois radicaux et autres ».

En décembre 1933 il fait condamner à nouveau par la section socialiste de Douarnenez, l'attitude d'une partie du groupe parlementaire socialiste qui s'est abstenu de voter contre dans un vote au parlement, en pleine offensive gouvernementale contre les salaires, en accusant ces députés de « lâcheté et de trahison ». Cette résolution n'ayant pas eu de suites il donna sa démission de secrétaire de la section socialiste de Douarnenez et menaça même de quitter le P.S.

En 1938 il approuva les accords de Munich, comme TOUS les socialistes. Mais il revient assez vite à une position réclamant davantage de fermeté face aux prétentions de l'impérialisme allemand dirigé par Hitler.

Sous l'occupation allemande il rejoindra la Résistance dans les rangs de l'« Armée Secrète » avec comme pseudonyme « Professeur Breton ». Après la Deuxième Guerre Mondiale, il condamnera la politique de « guerre froide » comme la politique centriste du P.S., baptisée Troisième Force. Quand la SFIO exclut de ce parti les militants de la tendance « Bataille Socialiste » — gauche au sein du P.S. — il démissionne de ce parti (janvier 1948). Il est élu par le congrès de la « Bataille Socialiste », membre du comité national du « Parti Socialiste Unitaire » qui y est fondé. Ne pas confondre avec le P.S.U. qui viendra plus tard.

Candidat au Conseil de la République sur la liste d'Union démocratique pour l'indépendance nationale présentée par le P.C.F. avec comme tête de file Albert Jaouen, qui sera élu. Il devait retourner par la suite à un certain anticommunisme. Sur la fin de sa vie directeur d'un collège moderne. Mort dans les années 60.

L'HELIAS François.
Né en 1909.

Chaudronnier à l'arsenal de Brest. Militant communiste et syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. réunifiée. Candidat du P.C.F. à Ploudiry lors des cantonales de 1937.

L'HENAFF Victor.
Né à Plourin le 25-9-1894.

Ebéniste. Communiste et syndicaliste morlaisien. En 1922, il passe à la C.G.T.U. devient trésorier de l'U.L.-C.G.T.U. de Morlaix, et le restera plusieurs années. Son activité politique et syndicale se continue dans les années 30.

LIBOUBAN Jean
Né en 1917 à Plouégat-Guerrand (Côtes-du-Nord).

Facteur des P.T.T. à Brest comme son frère Pierre. Il adhère au P.C.F. en 1936. Délégué C.G.T. à la Poste Principale de Brest de 1936 à 1939. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N. etc. Il transportait du matériel de propagande résistante communiste et quelques fois des armes dans sa poussette (triporteur) des P.T.T. qui servait alors à porter les colis aux destinataires.

LIBOUBAN Pierre
Né le 2-5-1915 à Plouégat-Guerrand (Côtes-du-Nord).

Facteur des P.T.T. à Brest. Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. à Brest en 1936. Délégué du personnel de la poste centrale à Brest de 1936 à 1939, comme son frère Jean. Sous l'occupation allemande activité de propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F. clandestin, du F.N. etc. dans le Finistère jusqu'en mai 1943. Il passe alors pour des raisons de sécurité dans les Côtes-du-Nord, où il continue la Résistance toujours dans les rangs du P.C.F. Il est arrêté en août 1943, emprisonné puis détenu au camp de concentration de Voves (Eure-et-Loire) où il retrouve nombre de Finistériens. Les frères Libouban avaient deux sœurs, l'une épousera Marcel Hamon, futur député communiste

et l'autre Tanguy Prigent, futur député socialiste. Ils étaient apparentés à Caris et à Yves Giloux.

LIGEN François

Employé à la Caisse des Assurances Sociales départementales à Quimper. Il adhère au cercle J.C. « Maxime-Gorki » de Quimper en 1937. Dès le début de l'occupation allemande, en 1940, propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux clandestins de la J.C., du P.C.F. et plus tard du F.N. Versé aux F.T.P. en 1942 il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français en 1942, détenu au camp de concentration de Châteaubriant en 1942, puis de Voves (Eure-et-Loire). Relâché mais « filé » par la police il est peu de temps après repris et remis aux Allemands qui le déportent en Allemagne dans un camp de concentration où il mourra.

LIJOUR Lucile
Née Le Goff à Riec-sur-Belon le 27-10-1909.

Tricoteuse-brodeuse. Elle adhère au P.C.F. à Concarneau en 1930 ou 31. En 1937 elle s'installe dans un petit commerce à Concarneau. Elle participe aux côtés d'Alain Le Lay et de son mari au passage à la clandestinité du P.C.F. dans la région concarnoise après son interdiction par le gouvernement Daladier. Son mari est au « triangle » clandestin qui dirige cette restructuration. Sous l'occupation allemande propagandiste résistante dès juin 1940 elle diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., puis ceux du F.N. et des F.T.P. Arrêtée en septembre 1942, condamnée à une peine de prison, puis livrée aux Allemands qui la déportent à Ravensbruck. Libérée en 1945 elle reprend son militantisme. Conseillère municipale après la Libération à Concarneau dans la municipalité (com.) présidée par Robert Jan — 1945-1953.

LIJOUR René
Né à Beuzec-Conc le 25-10-1900.

Décédé à Riec-sur-Belon le 27-12-1979. Il travaille à la Conserverie Bonduelle durant 12 ou 13 années. Militant syndicaliste C.G.T. il opte pour la C.G.T.U. après la scission de 1922, à la C.G.T. après la réunification des deux centrales en fin 1935. Il dirigera plusieurs grèves chez Bonduelle, dont l'une très dure en 1920. Il sera par la suite sabotier. Il adhère au P.C.F. dans les années 20, Membre du Comité régional (Finistère-Morbihan) du P.C.F. de 1935 à 1939. Il crée la section communiste de Bannalec en 1936 en réunissant les cellules existantes dans cette région et en en créant d'autres, comme celle de Scaër en 1936. Il sera secrétaire de cette section de 1936 à 1939.

« Déchu » de son mandat de conseiller municipal par le gouvernement Daladier qui interdit le Parti Communiste en septembre 1939. Lijour fait alors partie du « triangle » — groupe de trois militants — qui a pour tâche de réorganiser le Parti dans la clandestinité dans le secteur Concarneau-Bannalec. Il est responsable de ce « triangle » et bientôt sa responsabilité s'étend jusqu'à Scaër.

Dès l'arrivée des troupes allemandes en juin 1940 il dirige l'action résistante du P.C.F. clandestin : distribution de tracts et journaux du P.C.F., du F.N.

Versé aux F.T.P. à leur création au printemps 1942 il les entraîne à plusieurs actions contre l'occupant. Condamné à mort en 1942 par contumace, il échappera toujours aux policiers. Lijour a participé à de nombreux combats notamment à ceux qui amèneront la Libération de Concarneau.

LITTOUX Eugène
Né le 17-1-1925 à Chateaulin.

Cheminot. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en juillet 1943. Propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant, notamment au maquis de St-Goazec-Spézet. Il passe ensuite sous les ordres du lieutenant F.T.P., J. Charlès, de mars 1944 à la Libération.

LOISEL

Militant communiste et syndicaliste. Il s'engage en 1937 dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols.

LOREC Eugène
Né en 1919 (à Bannalec ?)

F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. A l'issue d'une embuscade il tombe entre les mains de l'ennemi. Emmené par les soldats allemands qui fusilleront leur prisonnier au Poulguen, en Penmarc'h en mai 1944.

LORIQUER

Militant communiste (Quimpérois ?). A la fin des années 30 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Revenu en France après la dissolution des Brigades il reprend sa vie militante. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Continue son activité militante après la libération.

LORIQUET Joseph
Né vers 1914 dans le Finistère.

Instituteur. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en 1941. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Après la Libération milite au sein du P.C.F. puis le quitte à la suite de nombreux heurts avec la secrétaire de la section communiste de Scrignac.

LOSQ René
Né le 16-6-1901 à Pont-Croix.

Cheminot à la gare de Pont-Croix. Syndicaliste militant, son influence s'étend jusqu'à Douarnenez. A la C.G.T.U. depuis la scission syndicale de 1922. Peu après il adhéra au P.C.F.

LOUARN Théophile

Il adhère à la J.C. en 1936 à Concarneau. Il rejoint le P.C.F. peu après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Il est l'un des tout premiers Finistériens à pratiquer la lutte armée et le sabotage contre l'occupant, en application de la politique du P.C.F. et des directives transmises par l'interrégional Robert Ballanger. Son groupe de l'O.S. du Parti est opérationnel dès la deuxième quinzaine de janvier 1941 et entre aussitôt en action (sabotages, agressions de soldats allemands pour les rosser etc.). En 1942 il forme un des premiers groupes F.T.P. de la région de Concarneau où il apporte son expérience acquise à l'O.S. du P.C.F. Arrêté (fin 1942 ?) torturé, condamné par des juges français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration. Ils y fusilleront leur prisonnier à la veille de la libération du camp.

LOUBOUTIN Jean
Né le 18-4-1908 à Plonévez-du-Faou.

Faute de travail il émigre dans la région parisienne où il ne tarde pas à militer dans les syndicats et au P.C.F. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Parti le 18-5-1938. Blessé sur le front d'Albacète, fait prisonnier par les franquistes et libéré — heureusement pour lui — peu de temps après par une contre-offensive républicaine au cours de laquelle fut tué son camarade Darcillon, de Cast. De retour en France il y reprend la vie militante. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N. etc. Après la Libération reprend son militantisme et meurt en 1970.

LOUBOUTIN Pierre
Né le 31-10-1921 à Douarnenez.

Il adhère à la J.C. dans la fin des années 30. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste. Membre d'un groupe de trois de la J.C. avec Le Gouill et E. Kernours il prend part à la préparation de la commémoration du 14 juillet en 1942 par des affichettes avec un défilé dans les rues de la ville, jeunes gens et jeunes filles en tricolores. Arrêté par la police française en septembre 1942. Jugé par un tribunal français qui le remet aux Allemands qui le déportent en Allemagne à Buchenwald. A son retour il entre dans les douanes. Meurt à Chambéry le 26-10-1956.

LOUET Georges
Né le 13-8-1924 à Kernével.

Sous l'occupation allemande il rejoint le F.N. Propagandiste résistant. Passe ensuite aux F.T.P. et prend part à des actions contre l'occupant dans la région de Rosporden. En 1942 il quitte la région pour échapper à la police et continue ailleurs son combat F.T.P.

LOUSSOUARN

Militant finistérien des J.C. (Quimper ?) c'est lui qui présidait la première séance du congrès de la Dixième Entente des J.C. à Quimper le 10-7-1925. (Peut-être des J.C. de Rosporden ou de Pont-Labbé).

LOUSSOUARN Augustine

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistante elle diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N. etc. Versée aux F.T.P. elle assure dans la région de Pont-Labbé des liaisons entre les différents groupes F.T.P. opérant dans ce secteur. Elle effectue aussi des transports d'armes pour la Résistance.

ATTENTION IL Y A DEUX JEAN-MARIE LOUSSOUARN

LOUSSOUARN Jean-Marie
Né à Pont-Labbé le 8-10-1859.

Cordonnier. Considéré comme un des fondateurs du mouvement ouvrier en Pays bigouden. Il était très respecté. Membre du parti socialiste. En 1920 il se prononce pour le retour de ce parti à une voie révolutionnaire et par conséquent son retrait de la Deuxième Internationale (soc.) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.). Conseiller municipal de Pont-Labbé (com.), le 26 février 1922, il préside une réunion publique du P.C. dans cette ville. Jusqu'à la fin de sa vie il restera un militant actif. Père de Jean-Marie et de Victor.

LOUSSOUARN Jean-Marie
Fils du précédent. Né à Pont-Labbé le 13-4-1885.

Cordonnier. Actif militant du P.S. comme son père, comme lui il choisit la voie révolutionnaire en 1920 et opte pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale et son rattachement à la Troisième Internationale. Il militera jusqu'à un âge avancé.

LOUSSOUARN Victor
Fils de Jean-Marie. Né à Pont-Labbé le 4-10-1890.

Cordonnier. Actif militant du P.S. il se prononce en 1920, comme son père Jean-Marie et son frère, pour l'abandon de la Deuxième Internationale réformiste et l'adhésion du P.S. à la Troisième Internationale (com.) Conseiller municipal communiste de Pont-Labbé. Militera jusqu'à un âge avancé.

LOYEN Jean
Né le 22-2-1911 à Brest.

Chaudronnier à l'arsenal. Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. en 1936. En fin de 1939 il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité à la suite de son interdiction par le gouvernement Daladier. Diffusion de journaux clandestins du Parti, inscriptions sur les murs etc. activités qu'il continuera sous l'occupation allemande dès 1940. Il participera aux collectages de solidarité en faveur des résistants emprisonnés et de leurs familles. En mars 1942 il prend part au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal, organisé par les groupes communistes clandestins de cet établissement. Il passe aux F.T.P. à leur création dans le département en mai 1942 et participera dès lors à de nombreux autres sabotages comme ceux destinés à célébrer le 14 Juillet en 1942, alors que la commémoration de la Fête Nationale est interdite par les Allemands et le gouvernement Pétain, ou, encore à des attaques à main armée contre des Allemands etc. Sa famille étant réfugiée à Tregastel-Primel il profite d'une visite qu'il lui fait pour relever quelques plans des fortifications allemandes sur cette partie de la côte. Arrêté par des policiers français, torturé, livré aux Allemands qui le fusilleront à Rennes le 30-7-1944.

LOZAC'H Guillaume.
Né le 2-10-1902 à Plouyé.

Décédé à Loc-Maria-Berrien en juillet 1973. Menuisier. Il adhère au P.C.F. en 1936. Mobilisé en 1939, démobilisé en 1940 il reprend aussitôt sa place au P.C.F. devenu entre temps clandestin. Il est alors désigné pour assister le Dr Jacq au « triangle » de section de l'organisation communiste clandestine du secteur d'Huelgoat, « triangle » formé en septembre 1939 et dont le Dr Jacq assurait la direction. Sous l'occupation allemande Lozac'h, propagandiste résistant, diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N. etc.

Arrêté (en fin 1941 ?) par des policiers français, détenu aux camps de concentration de Châteaubriant et de Voves. A la Libération, reprend sa vie militante et s'installe menuisier à Loc-Maria-Berrien.

LOZAC'H Jeanne
Née Thépault, le 5-5-1907 à Plonévézel.

Elle adhère au P.C.F. en même temps que son mari Guillaume en 1936. Après le passage du parti à la clandestinité à la suite de son interdiction par le gouvernement Daladier, elle assure des liaisons entre les militants responsables des groupes clandestins du P.C.F. et le « triangle » de direction de l'organisation communiste dans le secteur d'Huelgoat dirigé par le docteur Jacq. Elle étend son activité résistante avec le retour de son mari en 1940. Propagandiste résistante elle diffuse les publications illégales du P.C.F., du F.N., de F.T.P. etc. Elle s'occupe aussi de dépôts d'armes pour les F.T.P., d'hébergements de résistants en mission, de collectages de solidarité, activités qu'elle continuera après l'arrestation de son mari.

LOZAC'H Jean-Louis.
Né en 1909 (à Scrignac ?).

Il adhère au P.C.F. au début des années 30, à Scrignac. Militant syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N.. Versé aux F.T.P. en 1943 prend part à de nombreuses actions contre l'occupant : sabotages, attentats etc. Après la Libération il reprend ses activités militantes au Parti et au syndicat C.G.T. Tué accidentellement en 1979.

LUCAS Corentin
Né en 1900 (à Pont-Labbé ?).

Instituteur. Commence à militer au P.C.F. à Lesconil dans les années 20. En 1928 avec Alain Signor il porte la contradiction aux réunions socialistes dans le Sud-Finistère. Muté par l'enseignement dans le Nord-Finistère à Henvic, il devient secrétaire de la cellule locale, puis à sa création en 1937 de la section d'Henvic qui regroupe alors les cellules de ce secteur. Aux élections cantonales de 1937 il est présenté par le P.C.F. à Taulé. Meurt vers 1975.

LUCAS Pierre

Militant de la cellule communiste de Lesconil en Pays bigouden, dans les années 20. Peut-être apparenté au précédent.

LUCAS Yvon

Instituteur à Loctudy et militant communiste à Léchiagat, en Pays bigouden. Il adhère au P.C.F. en 1935. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Arrêté le 29-9-1942 et détenu au camp de concentration de Pithiviers où il deviendra responsable de l'organisation communiste clandestine des détenus. Libéré par l'insurrection en août 1944. Décédé.

LUSLAC Joseph
Né le 21-11-1910 à Gouesnou.

Agriculteur, puis journaliste. Il adhère au P.C.F. en octobre 1935. Il est alors avec Bonnefoy, l'un des deux paysans de l'organisation communiste en région brestoise. Membre du comité de section de Brest du P.C.F. de 1936 à 1939. Avec Bonnefoy il se livre à la propagande communiste dans les fermes des environs de Brest. Ils déposent tracts, brochures, le journal régional du Parti « La Bretagne Ouvrière Paysanne et Maritime », ou encore « La Terre », publication communiste s'adressant aux paysans, à l'entrée des exploitations agricoles. En liaison avec l'organisation communiste des usines Renault, à Boulogne-Billancourt ils font parvenir l'« Humanité » quotidienne à de nombreuses familles d'agriculteurs de la région brestoise. Il s'agit de

numéros de ce journal achetés et lus par des lecteurs qui les donnaient ensuite pour la propagande en Bretagne où ils sont expédiés sous bandes, le titre caché en 1936 et 1938.

Luslac prend la parole dans les réunions de la périphérie rurale brestoise. De 1936 à 1938 Luslac est élu au bureau du « syndicat des producteurs de lait de la région brestoise ». Grâce à l'action menée par ce syndicat — où Luslac est très écouté — le prix du lait à la production avait été maintenu à un taux rémunérateur alors que les autres prix agricoles s'effondraient au cours de la crise qui secoua le monde rural français en 1934-1935. Son élection au bureau de cette organisation consacrait son bon travail de militant paysan.

Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre en 1940, Luslac s'évade de Mannheim le 24-6-1942 et rejoint la zone non-occupée, où il se fait démobiliser, en août, à Toulouse. Munis de papiers en règle il regagne la Bretagne en avril 1943 et y reprend aussitôt le contact en mai avec le P.C.F. clandestin. Propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc.. Il se consacre à des tâches intérieures d'organisation de la Résistance jusqu'en juillet 1944, quand sur sa demande il est — enfin — versé aux F.T.P.

Il prend part alors à de nombreuses opérations contre l'occupant notamment au maquis de Coat-Meal. Nommé officier F.T.P. il devient commissaire aux effectifs de la Cie « Marcel-Boucher », avec laquelle il participe aux combats pour la Libération de Brest. Après la Libération, Luslac sera candidat aux législatives d'octobre 1945, puis rédacteur en chef de « La Terre », hebdomadaire aux 140 000 abonnés, jusqu'à sa retraite en 1977. Il est alors depuis de nombreuses années un militant de l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Ile-de-France dont il est l'un des vice-présidents et où il s'occupe entre autres du mensuel « Le Pays Breton ».

MADEC Jean
Né le 1er-3-1911 à Lambézellec.

Fraiseur-outilleur. Il adhère au P.C.F. en 1936 à Boulogne-Billancourt. Il militera surtout en région parisienne où il s'est installé ne trouvant pas de travail en Bretagne. Syndicaliste C.G.T. Mobilisé en 1939, démobilisé en 1940 peu après la débâcle il reprend aussitôt le contact avec le Parti clandestin. Il participe dès novembre 1940 à l'édition d'un journal communiste clandestin « La Voix du XIe » qui dénonce l'occupation allemande et ses complices de Vichy. Il prend part à des distributions de journaux et tracts clandestins. Les Allemands viennent l'arrêter dans l'entreprise où il travaille, rue St-Maur à Paris, le 17 décembre 1942, il leur échappe en s'enfuyant par les toits. Il entre dans la vie clandestine. Un peu plus tard, désigné comme responsable des comités populaires clandestins créés à l'initiative du P.C.F. Ensuite responsable politique de l'organisation communiste de Malakoff. Il entre en relations directes avec Tollet, le Président du Comité Parisien de Libération. Il sera nommé maire-adjoint du XIe arrondissement de Paris à la Libération et secrétaire de la section communiste de l'arrondissement un certain temps. Quelques années plus tard il retournera dans la région brestoise, où faute de trouver du travail dans son métier il fait les marchés.

MADEC Paul
Né le 26-3-1913 à Lambézellec.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T. à Paris dans le XIe arrt. où il est venu travailler faute de trouver du travail en Bretagne. En mai 1941, après une période de militantisme essentiellement consacrée à la propagande résistante communiste, il est désigné comme responsable du premier groupe O.S. du Parti dans cet arrondissement.

A la fin du troisième trimestre de 1941 il est nommé responsable du « Service technique » du F.N. (chargé de l'impression de la propagande) de la région parisienne en même temps qu'agent recruteur du groupe « Valmy » des F.T.P. à leur création dans la région parisienne en mai 1942. En janvier 1944 il est affecté au contrôle des F.T.P. de cette région puis par la suite à celui des F.F.I. de la même région, ceci pour des raisons impérieuses de sécurité. Paul Madec a participé à de nombreuses actions contre l'occupant allemand tant dans les rangs de l'O.S. du Parti que dans ceux des F.T.P. qui en prirent la suite.

MADEC

Il adhère à la J.C. à Brest sous l'occupation allemande en juillet 1941, contacté par Jacob Mendrès... Propagandiste résistant il diffuse les publications et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc.

MADIOU Jean-François
Cheminot. Né en 1897.

Meurt à La Forest-Landerneau en avril 1981. Militant communiste et syndicaliste C.G.T.. Il avait fait la guerre de 14-18. Militant de l'action laïque il était à sa mort président d'Honneur de l'Amicale Laïque de La Forêt-Landerneau et membre de la cellule locale.

MARC Jean
Né en 1910.

D'abord syndicaliste il est délégué C.G.T. des ouvriers des « bâtiments en fer » à l'arsenal de Brest, dans les années 30. Il rejoint le P.C.F. en octobre 1939 quelques semaines après qu'il fut mis hors la loi par le gouvernement Daladier. Activités de propagande au groupe clandestin du P.C.F. qu'il forme dès lors avec Yves Labous et Louis Morvan (v. ces noms) qui de plus sont de vieux copains à lui. Ce groupe était un de ceux qui avaient été constitués secrètement à l'arsenal sitôt l'interdiction du Parti. L'occupation allemande, dès juin 1940 en fait un résistant qui sera arrêté une première fois le 7 mars 1941 avec Louis Morvan, Yves Labous et deux individus arrêtés, eux, par erreur. Les trois camarades sont transférés, en attendant l'instruction de leur procès au camp de concentration d'Aincourt. Il y devient responsable d'un groupe de sécurité, clandestin bien sûr, des détenus. En compagnie d'Yves Labous il s'évade le 14 août 1941... et revient à Brest pour pouvoir reprendre rapidement le contact avec le P.C.F. illégal. Il sera alors « planqué » un certain temps chez les Berthelot au Pont-de-Buis. Il passe aux F.T.P. sitôt leur création dans le département en avril 1942. Il va prendre part à un très grand nombre d'actions : sabotages, attentats, attaques à main armée etc. contre l'occupant. Il incendie un camion allemand en plein jour dans une rue de Brest. Repéré, son évasion ayant de plus provoqué des recherches policières, il quitte Brest, va à Quimper, Quimperlé, Lorient, Nantes, St-Malo. Puis des F.T.P. de Bretagne il est muté à ceux de Paris, où le responsable interrégional du Parti, le Breton Ballanger, ancien interrégional de Bretagne le met en contact avec Lucien Kerouanton qu'il connaissait depuis longtemps à l'arsenal et qui est aussi dans la région parisienne depuis peu. Ensemble ils effectueront un grand nombre d'opérations importantes. C'est au cours de l'une d'elles, l'attaque de la mairie de Maisons-Alfort, où les F.T.P. veulent s'approvisionner en tickets de ravitaillement pour les réfractaires au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire, instauré par Pétain pour fournir à bon compte de la main-d'œuvre aux usines allemandes) et les résistants illégaux, que Jean Marc sera grièvement blessé. Lucien Kerouanton et un autre camarade, prévenus du lieu de son hospitalisation, l'hôpital de Créteil, où les policiers français l'avaient transporté sans ménagement, tenteront de l'en faire évader. Vainement les gardes français postés là, en armes, et la gravité des blessures de Jean Marc qui ne peut se déplacer lui-même font échouer le projet. Néanmoins ils réussissent, vêtus de blouses blanches « récupérées » dans un couloir, à passer devant la porte de la chambre où il est isolé, en sifflotant « A la Claire Fontaine », air qui leur avait déjà servi de ralliement. Ainsi Jean Marc apprit-il que les copains ne l'avaient pas abandonné. Torturé affreusement par les policiers français il résiste avec un très grand courage. Livré par les juges de Pétain aux Allemands qui le torturent à nouveau avant que de le déporter en Allemagne dans un camp de concentration.

MARCHAND Louis
dit parfois Le Marchand Léo ou encore Léon.
Né à Brest le 10-6-1893.

Ce sportif qui avait fait de la boxe sérieusement adhère au P.S. probablement à la fin de la guerre 14-18. Au cours du grand débat d'idées qui secoue alors le mouvement ouvrier il se prononce pour la voie révolutionnaire contre le réformisme. Et par conséquent pour le retrait du P.S. de

la Deuxième Internationale (soc.) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.) que Lénine a créée en mars 1919. Marchand mène une vive action au sein du « Comité Provisoire pour la « Troisième Internationale » qui s'est créé à Brest et dont il est un des animateurs. Il sera de ceux qui auront le plus fait au cours de 1919-1920 pour que le mouvement ouvrier dans cette ville retrouve la voie révolutionnaire. Membre du bureau de la section socialiste, puis communiste après le Congrès national du P.S. à Tours il soutient ardemment Le Tréis. Celui-ci après son ralliement en août 1920 à la tendance révolutionnaire dont il avait toujours été très proche, en était devenu le porte-drapeau et secrétaire fédéral du P.C.F. naissant.

Marchand est élu au comité fédéral du P.C.F. en décembre 1921 et délégué au congrès national de Marseille en 1922. Toujours secrétaire-adjoint de la section brestoise, il s'oppose avec vigueur aux réformistes, les Goude, Hervagault, Masson etc. qui à partir de la minorité du P.S. reconstituent un P.S.-S.F.I.O., c'est-à-dire de la Deuxième Internationale (réformiste). Au cours d'une réunion au Relecq-Kerhuon, Marchand est pris à partie par Goude, dont le chauffeur particulier, Daniel, (rétribué par la municipalité socialiste de Brest) est son « garde du corps » frappe Marchand alors qu'il venait porter la contradiction (octobre 1922). Plus tard c'est Marchand qui sera poursuivi... pour « apologie de meurtre » ! En fait il avait pris la défense d'un accusé ! Il est incarcéré sous ce prétexte avec quelques autres militants communistes et libertaires coupables du même « délit » à la prison du Bouguen à Brest.

Marchand mène l'action pour un syndicalisme de lutte de classe qu'il oppose au réformisme d'un Léon Jouhaux et de ses émules finistériens, les Le Bris, Guéna, Gourmelon, C. Berthelot et autres. Trésorier de l'U.D.-C.G.T. du Finistère, c'est lui qui au congrès départemental en présentera le bilan financier. Il en profite pour critiquer violemment Le Bris, membre du bureau de l'U.D., libertaire et réformiste notoire pour son esprit de collaboration de classes camouflé sous un langage révolutionnaire. On passe au vote et c'est Le Bris qui est élu secrétaire de l'U.D. — en remplacement de Dravalen, qui très malade n'avait pu se représenter — par 24 voix contre 20 à Le Troquer (Morlaix, 27 et 28 mars 1921). Le Troquer, partisan d'un syndicalisme de classe n'était pas très aimé même de ses camarades de tendance. Au poste de secrétaire-adjoint est élu Jean Tréguer, autre réformiste, qui l'emporte sur Marchand par 23 voix à 21.

En septembre 1921 nouveau congrès de l'U.D. et cette fois les réformistes sont battus : ils ont été inefficaces dans l'action et on leur reproche non sans raison d'avoir freiné l'élan revendicatif dans certaines entreprises. Et Marchand est alors élu membre du bureau de l'U.D.-C.G.T., réélu en 1922.

Quand la scission syndicale — provoquée par les réformistes qui entendent expulser de la C.G.T. ses éléments révolutionnaires — sera réalisée, Marchand se range naturellement aux côtés des partisans de la coexistence au sein d'une même confédération syndicale de toutes les tendances et seront dits pour cela « unitaires » (C.G.T. « Unitaire », ou C.G.T.U.). Cette C.G.T.U. se créera à partir des révolutionnaires exclus et des syndicats écartés pour n'avoir pas obtempéré aux ordres de la direction confédérale.

En octobre 1924 au congrès de la Sixième Union Régionale C.G.T.U. Marchand combat les positions de ceux qui alors la dirigent, des « minoritaires » (car ils le sont sur le plan national, d'où ce nom), plus ou moins anarcho-syndicalistes et souvent très anticommunistes, tel Martin dans notre département. Marchand est aidé par Théo Kerdraon et Charles Tillon.

Marchand avait été aussi gérant de « Germinal » organe départemental du P.C.F., tâche qu'il partagea avec Goujon.

Mais Marchand est employé communal, la municipalité socialiste prend le prétexte de sa condamnation (en fait politique, de 1923, quand il avait pris la défense d'un accusé) à six mois de prison pour le licencier. Il avait d'ailleurs déjà été condamné en 1921 mais à quatre mois de prison pour outrages à agents. En 1923 on le trouve à la tribune d'une réunion antifasciste, représentant le P.C.F. Il quitte peu après le Finistère n'arrivant pas à y trouver du travail à cause du boycott des patrons. Il s'en va alors à Paris où il continue sa vie militante.

MARECHAL Pierre
Né en 1900 en Pays bigouden.

Il adhère à la C.G.T.U. en 1924 et au P.C.F. peu après au Guilvinec. Marin-pêcheur. Surtout connu comme syndicaliste en 1931 il représente Le Guilvinec à la conférence régionale de la C.G.T.U. qui se tient à Quimper. En avril 1932 il est candidat (com.) aux législatives dans la troisième circonscription de Quimper (Pont-Labbé) et à celles de 1936. Elu conseiller municipal du Guilvinec en 1935, il est déclaré « déchu » en fin 1939 par le gouvernement Daladier qui vient d'interdire le P.C.F.

Sous l'occupation allemande on le retrouve, en Corrèze dans les rangs du P.C.F. clandestin, il diffuse sa propagande résistante. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et ses complices pétainistes. A la Libération, revient au Guilvinec réélu conseiller municipal, il le restera jusqu'en 1965. Décédé au Guilvinec en 1976.

MARINI Jean
Né le 17-11-1924 à Villerupt (Meurthe-et-Moselle).

Chauffeur de camion. Entre aux F.T.P. en 1942 et au P.C.F. clandestin à Brest. Propagandiste résistant il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc.. Passé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions. Arrêté à Brest par des policiers français en 1943 on ne sait ce qu'il devint...

MARIUS André
(peut-être un pseudonyme).

Sur directive de l'interrégion P.C.F. de Bretagne, ce militant est venu se faire embaucher sur les chantiers du bâtiment à Camaret et Roscanvel où les Allemands préparaient le futur « Mur de l'Atlantique ». Il exécuta de nombreux sabotages importants dès le début de 1941, alors qu'il appartenait à un groupe O.S. (non encore identifié) du P.C.F.

Ce résistant au courage exemplaire fut de ceux qui auraient organisé l'exécution du lieutenant-colonel allemand Hotz à Nantes en octobre 1941.

MAROT Pierre
Né le 11-8-1887 à Douarnenez.

Petit commerçant, conseiller municipal (com.) de Douarnenez. Candidat aux législatives de 1928 dans la première circonscription de Chateaulin. En décembre 1930 il porte la contradiction au député socialiste Masson au cours d'une réunion publique organisée par la S.F.I.O.

MARTIN René
Né le 4-10-1887 à St-Servais ou St-Servan.

Libertaire, syndicaliste. Au lendemain de la guerre de 14-18 il s'élève contre le réformisme et la collaboration de classes dans les syndicats. S'il salue la Révolution d'Octobre il ne voit pas dans les communistes qui la dirigent un exemple à suivre, au contraire de François Dravalen ancien libertaire qui lui a conclu que le mouvement libertaire, anarchiste n'avait fait que la preuve de sa totale inefficacité au cours de la guerre et qui rejoindra les communistes.

Au congrès de 1921 de l'U.D.-C.G.T. du Finistère, René Martin est de ceux qui attaquent le plus durement les réformistes Le Bris, Guéna et consorts, pourtant libertaires, eux aussi ! Et que d'ailleurs soutiennent les autres membres du groupe libertaire brestois. R. Martin s'en prend aussi au bureau confédéral de la C.G.T. compromis dans sa très grande majorité dans la politique de « l'Union Sacrée » avec la grande bourgeoisie. Après la scission syndicale voulue par les dirigeants réformistes qui entendent expulser de la C.G.T. tous ses éléments révolutionnaires, ceux-ci formeront une nouvelle centrale syndicale la C.G.T.U. qui accepte dans son sein la cohabitation des tendances du mouvement ouvrier. René Martin se rallie à la C.G.T.U. et devient secrétaire de l'Union Locale-C.G.T.U. de Brest dès sa formation. En 1922 il est élu secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U. du Finistère. Il appartient à la tendance « minoritaire » (qui regroupe des anticommunistes, anarcho-syndicalistes et autres). Il restera à ce poste de secrétaire de

l'U.D.-C.G.T.U. jusqu'à la fin de 1924, ainsi que secrétaire départemental du bâtiment unitaire. C'est au congrès de St-Brieuc de l'Union Régionale C.G.T.U. que des démêlés les plus durs l'opposent aux « majoritaires » (communistes et alliés) et notamment à Théo Kerdraon, Pierre Le Lay, Dubessy, Marchand, Brizec etc. Avec ses amis de la tendance « minoritaire » il quitte alors le congrès qui du coup doit être reporté !

René Martin annonce alors qu'il quitte la C.G.T.U. C'est moins une défaite de René Martin que de l'anarcho-syndicalisme dont l'influence est en dépérissement régulier et constant. D'autant plus que les efforts de Martin pour transformer en syndicats « autonomes » des syndicats « unitaires » n'aboutiront nulle part... même pas au syndicat du bâtiment en profitant de sa position de dirigeant départemental et où il est battu définitivement. Il y avait eu affaire à Joseph Le Coz, Alain Le Moal, Dubessy et quelques autres bien trop coriaces pour lui. Il arrive cependant à semer une certaine confusion qui va profiter aux réformistes de la C.G.T.-confédérée.

En remerciement ceux-ci vont accueillir R. Martin à bras ouverts quand il se présentera à eux pour adhérer... après en avoir dit tant de mal.

Sur le plan politique il sera, en tant que représentant de l'U.D.-C.G.T.U. un des signataires d'un appel à la constitution d'un comité de vigilance antifasciste avec le secrétaire de l'U.D.-« confédérée », les représentants des Bourses du Travail « unitaire et « confédérée » et le P.C.F. Le P.S. avait refusé, sous la pression de Goude, d'y participer sous le prétexte de la présence communiste. Par la suite René Martin consacrera l'essentiel de son activité à la Maison du Peuple, à Brest, dont le concierge est Jean Tréguer, son confrère dans le groupe libertaire et anarchiste et qu'il n'aime pas. René Martin y anime une troupe d'artistes amateurs : variétés, pièces « sociales » et satiriques d'un niveau affligeant et pas seulement sur le plan politique, mais qui portaient sur un public populaire bon enfant à une époque où la télévision n'existait pas. René Martin lui-même, chantait des romances sentimentales ou « poussait la chansonnette » sociale, annonciatrice du « Grand Soir », le tout avec force gestes pour passer la rampe, et d'une voix agréable, au souffle limité par une tuberculose qui lui creusait la poitrine et tirait ses traits sous les fards.

Il se montre au fil des années de plus en plus anticommuniste. Lui le syndiqué « **confédéré** » dénoncera la réunification syndicale de 1935 comme un abandon de la lutte de classes par la C.G.T.U. parce qu'elle se réunifiait avec la C.G.T. « confédérée » !

En 1936, il se dresse contre le Front Populaire et s'indigne bien haut de la politique de la « main tendue aux travailleurs catholiques » que prônent les communistes et où il n'est pas capable de voir autre chose qu'un soi-disant abandon de la laïcité devant les cléricaux. En 1938, il sera partisan des accords de Munich qu'il salue comme une « aube de Paix », quand les communistes sont le seul Parti à les dénoncer.

En 1939 il sera comme d'autres militants, communistes ceux-là, interdit de séjour à Brest. Il n'est pourtant plus redoutable pour l'ordre établi.

Cependant, et cela doit être souligné, il s'élèvera, SEUL, de tous les militants anarchos-libertaires, socialistes, radicaux etc. de Brest et du département contre l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier.

Mais son courage n'ira quand même pas plus loin... et il ne se résoudra pas à affronter la répression des gouvernants de la « drôle de guerre » qui mènent le pays à la catastrophe de juin 1940, ni celle du régime de Pétain ou de l'occupant allemand.

MARTIN Yves
De Morlaix

Ouvrier charpentier. Ce grand mutilé du travail appartenait à l'aile gauche du P.S. dans les années 30. Sous l'occupation allemande il rompt avec le réformisme (le P.S. est inexistant dans la Résistance et son secrétaire départemental Guy Le Normand est devenu interprète à la Kommandantur de Morlaix). Il se rapproche du P.C.F. sans y adhérer mais il en distribue la propagande résistante : journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P. etc. Il participe à des actions contre l'occupant aux côtés des communistes. Y. Martin meurt peu après la Libération. Il avait été connu surtout comme actif syndicaliste du bâtiment dans la région morlaisienne dans les années 20 et 30.

MARZIN Mathieu

Ouvrier électricien à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en 1936. En 1937-38 il est le trésorier de la cellule communiste de Keravel à Brest. C'est un actif C.D.H. qui diffuse tous les dimanches, à la criée « L'Humanité », « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » et actif syndicaliste à l'arsenal. Il avait été à l'Ecole des Mousses à 16 ans et fait la guerre de 14-18 très jeune. Meurt en avril 1938 à Brest.

MARZIN Pierre

Militant du P.C.F. dans les Côtes-du-Nord au cours des années 30 il est alors ouvrier tôlier à Paulé. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé dans les F.T.P. il combattra notamment dans la région de Carhaix. Lors des combats pour la Libération de Carhaix il entrera dans la ville à la tête de ses F.T.P. Frère de Madeleine Marzin.

MASSÉ Louis
De la Forêt-Fouesnant. Né vers 1921.

Il adhère à la J.C. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les publications de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Versé au F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. C'est au cours de l'attaque d'une unité allemande à Kernabat qu'il sera tué, près de Scaër, en juillet 1944.

MASSÉ Marcel

Secrétaire du syndicat unitaire du bâtiment à Carhaix en 1926. Communiste, délégué au congrès de Lille du P.C.F. en 1926. Candidat au Conseil d'arrondissement à Carhaix en 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

MASSON Jean
Né le 29-9-1902 (au Pont-de-Buis ?).

Militant syndicaliste à la Poudrerie du Pont-de-Buis, il y remplace le réformiste Bronnec à la tête du syndicat auquel il va en 1936 donner un nouvel essor, au point de regrouper la quasi-totalité du personnel ouvrier, et d'obtenir sous son impulsion la satisfaction de nombreuses revendications. Masson adhère au P.C.F. en 1936, convaincu de la nécessité de compléter son activité syndicale par une action politique : l'expérience Blum du gouvernement de Front Populaire l'amène à cette conclusion. Il a dès lors une activité politique locale importante. Il milite aussi aux « Amis de l'Union Soviétique » et y fait adhérer M. Morel, le directeur de la Poudrerie, un Français patriote qui participera activement à la Résistance.

Après la grève générale de novembre 1938, et en application de directives gouvernementales sans appel, J. Masson est licencié non sans qu'il ait eu la satisfaction de voir le mouvement suivi dans toute l'entreprise par l'ensemble du personnel. Faute de pouvoir trouver du travail au Pont-de-Buis, J. Masson se rend à Brest avec sa femme et sa fille. Sa femme obtient la gérance d'une succursale d'alimentation à Kéravel, un quartier populeux. Jean Masson est mobilisé en 1939, démobilisé en 1940. Il reprend aussitôt le contact avec l'organisation clandestine communiste et participe à ses activités de propagande résistante, diffusions de journaux et de tracts, inscriptions murales, etc. Bientôt il prend part aux premiers sabotages anti-allemands des groupes communistes dans le bâtiment qui opèrent sur les chantiers de la Kriegsmarine et de la Wehrmarcht.

Un peu plus tard, il est versé aux F.T.P. et participe à de nombreuses opérations contre l'occupant qui l'obligeront à s'absenter souvent. C'est au retour d'une de ces missions que J. Masson sera arrêté par des policiers français opérant pour la « Sicherpolizei » (S.I.P.O. ou Gestapo) après que celle-ci eut été informée par les amants allemands de deux femmes soucieuses de se débarasser d'un gêneur. Ce seront les policiers allemands de cette « Sicherpolizei » (antenne de la Gestapo) installée dans l'immeuble d'une institution reli-

gieuse, « Bonne Nouvelle », qui apprennent à Masson effondré, la double trahison dont il a été victime. Les deux femmes accompagnées de leurs amants allemands en uniforme seront autorisées à venir narguer J. Masson dans sa cellule où il gît douloureusement après être passé plusieurs fois à des séances de tortures. Ces deux femmes livreront d'autres patriotes aux Allemands, que ceux-ci feront arrêter par des policiers français collabos en 1942, et après, dont Janin, Jean Ansquer, etc. A la Libération, elles passeront quelques semaines en prison à Rennes et seront libérées !...

Masson, au long de cette épreuve, fera preuve de beaucoup de courage et d'une grande dignité. Condamné sévèrement, déporté, il meurt au camp de concentration d'Orianenburg.

MASSON Jean-Pierre
Né le 1-2-1926 à Scrignac.

Adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en 1943. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant dans la région de Scrignac. C'était un des plus jeunes combattants du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P. Au cours d'un accrochage contre un groupe allemand, il tombe aux mains de l'ennemi. Brutalisé par les soldats allemands qui le remettent à la Gestapo. Il est soumis à des tortures par les policiers allemands aidés de policiers français. Transféré à la prison de Fresnes, près de Paris, il y décède le 9-8-1944 des suites de ces supplices.

MAZÉ Edouard

Ouvrier du bâtiment. Un des fils d'Ernest Mazé. Il entre au P.C.F. clandestin en 1944 et participe au sein des F.T.P. aux combats pour la Libération de Brest. Il sera tué au cours d'une manifestation syndicale, au coin de la rue Kerabecam et de la rue de la Vierge (de Glasgow, actuellement) à Brest en 1951 par des gendarmes qui avaient reçu l'ordre de tirer à balles réelles. Ses obsèques furent suivies par 20.000 personnes.

MAZÉ Ernest (père)
Né le 8-6-1896 à Plouzané. Décédé à Brest le 26-3-1979.

Cheminot, il avait fait la guerre de 14-18 et combattu à Verdun, blessé en 1917, Croix de Guerre. Il adhère dans les années 20 à la C.G.T.U. et au P.C.F. à Brest en 1930 alors qu'il n'y a qu'une cellule dans la localité. Versé à la cellule des cheminots à sa création en 1936. En septembre et octobre 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Dès juin 1940, propagandiste résistant il diffuse la propagande clandestine du P.C.F., et plus tard du F.N., fait des inscriptions murales, etc. Au début de 1941 (janvier-février) il prend part au sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest, organisé par les groupes communistes clandestins des cheminots brestois. Ces sabotages immobiliseront par dizaines des wagons et des locomotives.

En mars et avril 1941, il exécutera des sabotages de wagons et de locomotives, de voies, notamment au port de commerce à Brest. A l'été 1942, versé aux F.T.P., il apporte son expérience neuve du sabotage ferroviaire. Arrêté le 5-11-1942 par des policiers français, relâché faute de preuves et d'aveux le 28 juillet 1943. Il reprend la lutte sous la direction de Pierre Corre. Connaissant un peu l'allemand, il est chargé de la propagande auprès des « collègues » d'Outre-Rhin qui s'y montrèrent carrément hostiles et ce fut très décevant pour les communistes brestois qui croyaient pouvoir réveiller l'esprit de classe chez eux. Ils n'y trouvèrent pas un seul antifasciste !

E. Mazé effectuera encore de nombreuses missions contre l'occupant, notamment de sabotages ferroviaires et participera aux combats pour la libération de Brest. Père d'Edouard, d'Ernest et de Pierre Mazé, tous militants. Il avait témoigné au tribunal à propos de la torture lors du procès du commissaire C... à la Libération.

MAZÉ Ernest (fils)
Né le 31-1-1923 au Relecq-Kerhuon.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant communiste, il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, notamment des sabotages. Arrêté le 5-11-1942 par des policiers français, relâché faute de preuves et d'aveux le 28-7-1943, il reprend aussitôt la lutte dans les rangs des F.T.P. Ouvrier du bâtiment après la Libération, il travaille à Rennes où se continue sa vie militante.

MAZÉ Eugène
Né en 1912.

Adhère au P.C.F. en 1936. Agent technique, chef de travaux à l'arsenal de Brest, il est déplacé en raison de ses activités syndicales (à la suite de la grève du 30 novembre 1938 ?) Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc.

MAZÉ Pierre (fils d'Ernest)
Né en 1921.

Adhère à la J.C. en 1938 à Brest. Mobilisé en 1939. Lors de la débâcle de l'armée française en juin 1940, il s'empare d'une moto anglaise qu'il « planque » et qui, en 1942, servira aux F.T.P. Propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Arrêté en février 1942 parce qu'il avait récupéré des plaquettes incendiaires lancées par des avions anglais sur le château de Kerstears, au Forestou-Huella, en Saint-Marc. Libéré faute de preuve et d'aveux de « mauvaises intentions ». Il entre un peu plus tard aux F.T.P., mais à Douarnenez, où par prudence il est allé changer d'air.

Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Lors des combats de la Libération il entre au Bat. F.T.P. « Normandie » et prend part à des opérations militaires contre les Allemands dans la presqu'île de Crozon. Après la guerre, il assume des responsabilités au P.C.F., membre du bureau fédéral du Finistère, conseiller municipal de Brest de 1951 à 1952, candidat aux législatives partielles de 1955. Militant syndicaliste, il est secrétaire du syndicat brestois du bâtiment lors de la grande grève de 1950 au cours de laquelle son frère Edouard est tué par un gendarme. Par la suite, il assume diverses responsabilités syndicales dans le bâtiment parisien et à la Fédération Nationale C.G.T.

MEAR
Cheminot.

Syndicaliste de la C.G.T.U. depuis 1922. Adhère au P.C.F. à Brest en 1921. Participera activement aux luttes sociales et politiques des cheminots brestois durant les années 20 et 30 aux côtés de Le Mignon et Kermarrec.

MEHAYE Maurice
Cheminot brestois.

Combattant de la Compagnie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Membre du P.C.F. clandestin, il diffuse la propagande résistante.

MEHAYE Mme
Militante du P.C.F. clandestin.

En 1943-1944, elle avait des responsabilités dans l'organisation de Résistance « l'Union des Femmes Patriotes » (créée par le P.C.F.). Propagandiste résistante elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Elle hébergea des aviateurs alliés. Mère de Maurice. Aurait été conseillère municipale en 1947. Décédée.

MELOU Georges
Né à (Callac ?).

Cheminot. Adhère au P.C.F. en 1936 à Brest. Syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, activité propagandiste, résistant dès 1940. Diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F. et plus tard du F.N., etc. Au début de 1941, en janvier-février, il prend part au sabotage du trafic ferroviaire organisé en gare de Brest par les groupes clandestins de cheminots communistes et qui a pour résultat l'immobilisation de plusieurs dizaines de wagons et de locomotives.

Mélou continuera ses sabotages de voies ferrées, de wagons dans le cadre des actions de l'O.S. du Parti communiste tout au long de 1941. C'est donc déjà un résistant expérimenté qui entre aux F.T.P. en 1942, à leur création. Il y prendra part à de très nombreuses actions contre l'occupant. En avril 1944, il sera volontaire pour organiser l'exécution du policier X... qui s'était tristement illustré dans la répression contre

les résistants et avait personnellement participé à des enquêtes, des arrestations, des tortures sur des résistants avant qu'ils ne soient livrés aux Allemands qui en fusillèrent plusieurs. Mélou décida d'agir seul. Il blessa grièvement le flic et c'est alors qu'il se penchait sur le corps du policier couché à terre que le policier mourrant saisit son revolver et tirant à bout portant tua Mélou. Le policier décéda et à ses obsèques il n'y avait que quelques rares personnes de sa famille et des flics en nombre. Un camarade, Joseph Berger, dont le fils avait été arrêté par X... et livré aux Allemands qui le fusillèrent avait tenu à être témoin de l'exécution du policier. Mélou fut considéré dès lors comme un justicier par tous les résistants et honoré comme tel. Une rue de Brest porte son nom.

MENDRÈS Jacob
Né le 2-11-1916 à Saint-Evarzec.

Il adhère au P.C.F. à Brest en 1936, ainsi qu'à la C.G.T. Diffuseur dominical de « l'Humanité » à la criée (C.D.H.) dès 1937. Membre du comité de section de Brest du Parti en 1939. Mobilisé en 1939, libéré le 12-9-1940, il reprend aussitôt le contact avec le P.C.F. devenu clandestin depuis son interdiction par le gouvernement Daladier. Dès 1940, il est un propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts clandestins du P.C.F., puis du F.N., des F.T.P., etc. En fin 1940 et début 1941, il est membre d'un groupe communiste clandestin sur des chantiers du bâtiment, avec Jean Goasguen, Germain Riou à Lambézellec. L'entreprise où ils travaillent a été réquisitionnée par les Allemands et il en devient un chef de chantier. Il est dès lors particulièrement à même de freiner ces travaux, d'augmenter le gaspillage des matériaux et même d'organiser des sabotages et de « couvrir » les camarades qui en font d'autres. Cette activité est en relation avec le « triangle » qui dirige l'activité du P.C.F. dans l'agglomération brestoise. Il se sert aussi de ses fonctions pour « planquer » des résistants dans les équipes. Il passe aux F.T.P. en 1942 et prend part dès lors à de nombreuses autres actions mais dans le cadre des F.T.P. contre l'occupant. Il est le chef d'un groupe de nuit F.T.P. La police le recherche en décembre 1943.

Le P.C.F. le désigne pour être au « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine de la région brestoise avec Gabriel Paul et Joseph Laot. Il apprendra alors qu'il a été dénoncé à la police par un souteneur. Ce proxénète faisait travailler des Françaises pour les Allemands, mais leur service ne se limitait pas au lavage du linge ou à la cuisine.

En 1944, lieutenant F.T.P., il commande la section « Leningrad » du bat. « Stalingrad » et devient responsable à la récupération de parachutages.

Gabriel Paul lui demanda d'entrer à l'Etat-Major départemental, au côté de D. Trellu, ancien commissaire à la sécurité. Il resta à ces postes jusqu'à la Libération. Après la guerre milite au P.C. à Brest et à la C.G.T.

MÉNÈS Henri
Né le 15-5-1911 à Brest.

Ouvrier à l'arsenal, il adhère au P.C.F. en 1935, alors qu'il militait déjà à la C.G.T.U. depuis 1934. Au printemps 1936, quand il y eut plusieurs cellules à réunir en une section à Brest, il est élu secrétaire à l'organisation. Il sera de ceux à qui le Parti doit son impétueux développement dans cette agglomération : les effectifs passent de quatorze adhérents à deux cents en dix-huit mois et le nombre de cellules de une à quatorze ! Et avec des structures bien implantées. Il reste cependant le responsable du Parti à l'arsenal.

Quand prétextant le danger extérieur que représentent les Etats fascistes à nos frontières, Daladier s'en prit à la semaine de 40 heures, notamment dans les arsenaux, Ménès et Beler proposèrent des solutions qui, sans remettre en cause les lois sociales de 1936 auraient amené une sensible augmentation de la production à l'arsenal, notamment. A la suite de la grève du 30 novembre 1938 qui suivit de peu ces propositions faites au nom du Parti, Ménès passe devant le conseil de discipline de l'arsenal et il est sanctionné.

Lors de la venue à Brest du leader du P.S. italien, Pietro Nenni, à une réunion publique organisée par le P.S. français, Ménès portera la contradiction en dénonçant la « non-intervention » en Espagne qui étouffait la république espagnole, tandis que, impunément, les Etats fascistes soutenaient Franco, y compris par l'envoi de troupes ! Nenni était l'un des leaders de l'Internationale Socialiste qui avait inventé cette politique de « non intervention », il tenta de la justifier ainsi que Blum qui en avait été l'exécuteur parfaitement conscient. Après que Ménès l'ait brutalement mis en cause, Nenni ne rencontra alors que l'attention glacée et hostile d'un auditoire que l'intervention de Ménès avait bouleversé.

Ménès fut candidat aux cantonales de 1937 à Brest. Membre du comité régional « Finistère-Morbihan » du P.C.F., il est élu membre de la délégation régionale qui représentera ces départements au Congrès national d'Arles (1937) avec Alain Signor, Alain Le Lay, Marcel Hamon, Marie Le Fur, auxquels s'ajoutait Eugène Kerbaul, ce dernier au titre également de la délégation nationale des J.C.

Lors de l'interdiction de la presse communiste (septembre 1939) qui précéda de peu l'interdiction du Parti par le gouvernement Daladier, il organisa la vente publique, à la criée, de l'hebdomadaire régional du Parti, « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » qui venait d'être interdit, mais qui sera imprimé quand même par les ouvriers de l'Imprimerie Coopérative de la rue Kléber.

Dans les premiers jours de la clandestinité, Ménès participe aux premiers pas de la restructuration du P.C.F. illégal. Il est du petit groupe de membres du bureau et du comité de la section brestoise encore présents à Brest malgré les mobilisations — au début d'octobre 1939 et qui se réunit chez les Goasguen, 8, cité Kerigonan, pour prendre les décisions que requiert la situation et où Jeanne Goasguen-Cariou, Roger Chaigneau et Eugène Kerbaul sont confirmés dans leur tâche dans un groupe de trois militants (plus tard on appelera ça un « triangle »), qui désormais dirigera l'organisation communiste illégale de l'agglomération brestoise, conformément à ce qui avait été prévu secrètement en juillet 1939. Les trois intéressés apprendront d'ailleurs cette décision secrète en même temps que les autres camarades présents à cette réunion. Dans l'éventualité du départ proche de Chaigneau et de Kerbaul à l'armée (Chaigneau en fait partira en début octobre et Kerbaul le 27 novembre), sur proposition de Ménès, il est prévu que ce serait Jules Lesven qui prendrait la ou les places vacantes dès lors à ce « triangle ».

Ménès est mobilisé quelques jours plus tard et embarqué sur « El Mansour », où une provocation policière le fait emprisonner à bord. Ainsi, il quitte Brest en fin octobre. Démobilisé en fin 1940, mais à peine est-il arrivé qu'il doit quitter Brest, tant il y est repéré par la police. Le Parti lui confie alors différentes tâches. Il arrivera à Rouen en janvier 1941 comme responsable du P.C.F. clandestin de la Seine-Maritime. Il y déploie une activité exceptionnelle d'organisateur et de propagandiste. Il mettra sur pied en mai 1942 une active et forte organisation des F.T.P. Arrêté par des policiers français le 1er-7-1942 à Rouen. Il est alors lieutenant de F.T.P. au détachement « Jeanne-d'Arc ». Condamné, livré aux Allemands qui le déportent au camp de concentration d'Orianenburg.

Dès son retour à Brest en 1945, il est membre du bureau fédéral finistérien du P.C.F. et devient bientôt secrétaire de l'Union départementale des syndicats C.G.T. du Finistère. En 1947, il doit faire face à la scission syndicale — par la création de F.O. avec les fonds des services secrets américains transmis par Irving Brown. En 1951, Henri Ménès sera grièvement blessé par balle au cours d'une manifestation au cours de laquelle sera tué l'ouvrier communiste Edouard Mazé. Il sera frappé deux fois de suite par un infarctus quelques années plus tard et ne pourra ensuite qu'occuper des responsabilités restreintes. Plus tard, il deviendra responsable des « Vétérans » du P.C.F. pour le Finistère-Nord.

MENOU François
Né en 1898.

Agriculteur à Plougonvelin. Il adhère au P.S. en 1930. Elu conseiller municipal (soc.) de Plougonvelin. Il épouse une cousine germaine de P. Tanguy et sous l'influence de ce dernier, quitte le P.S. pour le P.C.F. en 1933. En 1936, il devient secrétaire de la nouvelle cellule communiste.

rurale, de Plougonvelin. Candidat du P.C.F. aux cantonales de 1937 à Plouigneau.

Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté en 1943, il est relâché quelques temps après faute de preuves et d'aveux... et reprend son activité communiste résistante. Passé aux F.T.P. il effectue des missions de renseignements et de liaison. Il héberge aussi des résistants en mission.

MERER Pierre
Né à Morlaix le 6-8-1894.

Ouvrier peintre. Communiste et syndicaliste C.G.T.U. à Morlaix. Il succède à Kergoat comme secrétaire de l'Union locale C.G.T.U. en 1922 et occupe ce poste de nombreuses années. Il prend une part importante à la réunification syndicale de 1935 dans sa ville et continue dans la C.G.T. réunifiée ses activités. Meurt à Morlaix après la Libération.

MERRIEN François
Né vers 1920, du Pont-de-Buis.

Instituteur. Il adhère au P.C.F. clandestin en 1940 sous l'occupation allemande. Il développe une activité de propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., etc., et plus tard du F.N. Versé aux F.T.P. en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, torturé, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il meurt.

MESCAM Yves
Né en 1921 ou 1922. D'Huelgoat. Originaire de Sizun.

Etait instituteur à Bolazec. Il combat dans la Compagnie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P. et prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il diffuse sa propagande résistante, tracts, journaux, etc. Au cours d'une opération, il tombe aux mains de l'ennemi. Fusillé par les soldats allemands qui l'ont fait prisonnier, le 14-7-1944 à l'Hermitage d'Orge (Côtes-du-Nord).

MESGUEN Marie
Née vers 1905 à Sainte-Sève. Epouse Le Roy.

Déjà sympathisante du Parti, elle adhère au F.N. sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance, elle diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Elle héberge des résistants en mission, conserve des dépôts d'armes et de matériel pour le déraillement des trains. Arrêtée par des policiers français, livrée aux Allemands qui la déportent dans un camp de concentration. Peu après sa libération en 1945, elle revient au pays et épouse J. Le Roy. Décédée en 1951 (1952 ?).

MESSAGER Alexis
Né le 24-9-1922 à Plourin-lès-Morlaix.

Maçon. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) instituée par Pétain pour procurer de la main-d'œuvre à bon compte aux usines de guerre allemandes, il contacte le 17-6-1942 la Résistance et entre au F.T.P. Il assure le transport de tracts et de journaux du F.N., des F.T.P. et aussi du P.C.F. clandestin, deux fois par mois dans le canton de Plouigneau. Au début de 1944, il participe aux sabotages de câbles clandestins entre Morlaix, Plougonvelin et Guerlesquin. En juin 1944, des soldats allemands le contraignent à conduire des voitures à chevaux chargées d'armes et de munitions qu'ils ne veulent pas abandonner. Il parvint à s'enfuir et passe au maquis le 15-7-1944. Il participe ensuite à diverses missions contre l'occupant, notamment lors d'une embuscade tendue au Ponthou. Il combattit aussi à Plouigneau, pour la libération de Morlaix, dans le bataillon F.T.P. « Yves-Giloux ».

MESSAGER Guillaume
Professeur de lycée.

Militant socialiste dans l'agglomération brestoise. Il se plaça toujours à la gauche de son parti. Très séparé des communistes sur la conception du « Parti », empesé de réformisme, mais peu électoraliste et dépourvu d'ambitions personnelles politiques. Il critiquera souvent la politique communiste, mais cela ne l'empêchera pas, en bien des moments difficiles, de prôner l'alliance P.S.-P.C.F. qu'il assure être la seule tactique efficace. De ce fait, il s'opposera donc et vigoureusement aux thèses de l'alliance (exclusive) avec le centre que chérissent les Goude, Hervagault, et autres J.-L. Rolland, ce dernier n'ayant accepté le Front Populaire qu'à la manière de Léon Blum... G. Messager dénoncera à plusieurs reprises l'opportunisme politicien de Goude, député « socialiste » de Brest et de quelques autres. En 1924, G. Messager se prononcera contre le « Cartel des Gauches » (alliance socialistes-radicaux-centristes) auquel Goude entend d'autant plus participer qu'il en espère le portefeuille de la Marine qu'on lui a promis. L'interpellant dans l'hebdomadaire départemental socialiste, G. Messager intitule un article : « Parti de luttes de classes et d'opposition ».

Au congrès départemental du P.S. qui suit cette polémique, la motion Goude obtint 297 mandats et celle de Messager, 20... la lutte de classes faisait peur aux socialistes ! G. Messager ne se décourage pas, et il continue. Et il est d'autant plus déterminé que c'est un comparse de Goude, F. Le Goïc, de Douarnenez qui a été élu par le congrès départemental secrétaire de la fédération socialiste du Finistère. Ce sera d'ailleurs un piètre dirigeant fédéral et au congrès départemental suivant, en 1926, la revanche sonne déjà pour G. Messager où sa tendance « de gauche » triomphe des « droitiers ».

A Brest, il avait reçu le renfort appréciable de Jh. Goasdoué. Du coup, Le Goïc est « vidé » du secrétariat fédéral en dépit qu'il ait reçu un renfort inattendu — celui de Ch. Berthelot — sur le plan syndical — qui s'en est allé vanter devant les ouvriers de l'arsenal les mérites du « Bloc des Gauches », alors que le secrétaire de l'Union Régionale C.G.T.U., l'ouvrier de l'arsenal Théo Kerdraon est en prison au Bouguen pour six mois et que d'autres militants communistes du département sont arrêtés pour leur opposition à la guerre colonialiste faite au Maroc.

En décembre 1926 et en janvier 1927, Messager et Goasdoué participent à des meetings organisés pour la défense de ces emprisonnés politiques. Il s'ensuit une violente polémique entre Messager et Masson d'une part et Goude qui, lui, est contre la défense de ces militants. Au terme de ces luttes politiques, si Léon Nardon (pro-Goude) est élu secrétaire fédéral finistérien du P.S. en 1927, Messager et Goasdoué lui sont accolés comme secrétaires fédéraux adjoints.

En 1928, Goude et Hervagault stoppent au passage la proposition de « Front Unique » qui émane de la fédération communiste du Finistère, pour la cacher aux sections socialistes. Mais les communistes ne tarderont pas à apprendre la vérité : les sections socialistes ne se sont pas prononcées sur leur proposition de « Front Unique », tout simplement parce que leur direction départementale, ou du moins certains de ses membres ont tout fait pour qu'elle ne leur soit pas connue. Et le candidat communiste à Brest, Campiglia, au nom de la fédération départementale du P.C.F., en fait état au cours d'une réunion publique. Goude accuse alors Messager et « d'autres bolchévisants » de la section socialiste brestoise d'être les auteurs de cette fuite. Goude finira par être exclu du P.S. tellement il a lassé les militants. Messager, avec d'autres, s'opposera durement, par la suite, à toutes les tentatives du politicien d'obtenir sa réintégration au Parti Socialiste.

En 1935, G. Messager se prononce fermement pour l'alliance avec les communistes aux élections municipales, ce qui lui vaudra d'être au second tour un des trois élus socialistes au conseil municipal de Brest. Lors du choix du candidat socialiste pour les législatives de 1936 à Brest, C. Messager se prononcera sans ambigüité pour Jh. Goasdoué contre J.-L. Rolland (janvier 1936). En juin 1938, délégué du Finistère au congrès national du P.S. à Royan.

En fin 1938, Messager, comme tous les socialistes, approuvera les désastreux accords de Munich qui consacrent un grand renforcement de l'impérialisme allemand au péril de notre pays. Il se détache assez vite de la ligne « munichoise ». Mais il a dû mal à se prononcer contre la prétendue « non-intervention » en Espagne alors même qu'elle finit d'étrangler la République espagnole aux prises avec la rebellion du général Franco abondamment ravitaillé, lui, par les états fascistes allemand et italien. En décembre 1938, il « adjure les

socialistes de ne pas se laisser englober dans la vague anticommuniste » dans un article du « Breton Socialiste ».

En mars 1939, il prononce l'éloge funèbre d'Alexis Boscher, président du comité local brestois du Parti radical et radical-socialiste et « vénérable » de la loge maçonnique « L'Heureuse Rencontre » en tant que représentant de l'autre loge maçonnique de la ville, socialisante celle-là, « Les Amis de Sully », et où on trouve des libertaires et des patrons. Le radical Boscher avait été anti-Front Populaire, bien que fort brave homme au demeurant. En février 1940, G. Messager témoigne de son inquiétude sur la façon dont la guerre est menée, tout au long d'un article du « Breton Socialiste » et qu'il a intitulé : « Drôle de Guerre ». Sous l'occupation, il sera un des rares socialistes brestois et finistériens à rejoindre effectivement la Résistance et à courir quelques risques ! D'autres se joindront à la Résistance mais ne le feront qu'à la fin de l'occupation allemande ou encore avec prudence... En tant que parti, le P.S. fut totalement absent de lutte patriotique, on ne le retrouvera dans le Finistère, comme ailleurs, qu'au moment de la répartition des sièges dans les comités départementaux ou locaux de Libération.

Messager était d'une autre trempe. Il fera partie de la délégation spéciale qui administra Brest au lendemain de la Libération, dévastée par la guerre. Il mourra quelques années plus tard.

MESSAGER Henri
De Saint-Pol-de-Léon.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Prend part à de nombreux combats contre l'occupant allemand. Tué au combat à St-Pol-de-Léon le 5-9-1944. (Membre du P.C.F. clandestin ou sympathisant ?).

MEURISSE Aimée
Née le 12-8-1894, épouse d'Eugène Meurisse.

Syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T réunifiée. Au début des années 20, elle est la trésorière adjointe — le trésorier en titre étant son époux — de la section syndicale C.G.T.U. des Tabacs de Morlaix. A la mort de son mari, en 1926, elle prend sa suite jusqu'en 1939. Elle est alors déclarée « déchue » de cette fonction, sans consultation des adhérents de la base qui l'ont élue, par la majorité réformiste de la fédération C.G.T. des Tabacs et Allumettes, une violation flagrante des statuts couverte par les autorités. Elle était, depuis les années 20, une militante active du P.C.F. à Morlaix. Sous l'occupation allemande propagandiste résistante, elle diffuse les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., etc.

MEURISSE Eugène
Né le 5-3-1882.

Militant communiste et syndicaliste morlaisien de la C.G.T.U. Il condamnera vigoureusement la direction nationale de la C.G.T. confédérée (réformiste) qui, avec Léon Jouhaux, s'est enlisée dans la collaboration de classes. Eugène Meurisse est, avec Brizec et Kergoat, un des créateurs de la C.G.T.U. à Morlaix et un de ceux qui vont y fonder le P.C.F., contre le politicien socialiste Chatel qui refusa les décisions du Congrès de Tours.

Lors de la scission syndicale de 1922, il obtint des syndiqués de la Manufacture des Tabacs que leur syndicat passe à la C.G.T.U. dans sa presque totalité. Trésorier de la section syndicale avant la scission, il le reste dans la C.G.T.U. jusqu'à sa mort survenue en 1926. Sa femme, jusque là son adjointe, lui succèdera. Membre actif de la cellule communiste morlaisienne.

MEZOU Achille

Militant du syndicat des dockets à Brest dans les années 20 et 30.

MEZOU Pierre
Du Relecq-Kerhuon.

En 1920, il est secrétaire de la section socialiste locale. Candidat à cette époque à une élection municipale complémentaire. En 1920, il se prononce pour le rattachement du P.S. à la 3e Internationale (comm.).

En 1921, lors de la constitution de la Fédération finistérienne du P.C.F. (conformément aux décisions du congrès national de Tours, elle prend la suite de la Fédération socialiste), il est élu membre du Comité fédéral du Finistère. Réélu à ce poste au moins jusqu'en 1924. Sur le plan syndical, il milite activement à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas, dont il représente les syndiqués au congrès de l'Union départementale C.G.T., en 1918 et où il se range dans le courant révolutionnaire qu'anime Dravalen. Pierre Mézou devait, par la suite, retourner à la S.F.I.O (il aurait été candidat socialiste au Relecq-Kerhuon en 1930).

MICHENSKI Joseph
Né en 1916, en Pologne où ses parents auraient tous été exterminés.

Enrôlé de force dans la Wehrmarcht, il déserte. Il arriva à Morlaix, venant de la région parisienne où il avait combattu dans les F.T.P., probablement après y avoir été versé par la M.O.I. On le trouve blessé, malade ou planqué à l'hôpital de Morlaix, il y retrouva le contact avec les F.T.P. et entre dans le groupe de Pierre Tanguy. Membre du P.C.F. clandestin ou sympathisant très proche, il diffuse sa propagande : journaux, tracts et ceux du F.N. Un témoignage affirme que Michenski aurait été arrêté par les Allemands, torturé et fusillé. Selon une autre source, il aurait été abattu sur place, à la mitraillette, à Landeleau en 1944.

MILLOUR Etienne 1925
Né en 1920 (à Quimperlé ?).

Il fonde la J.C. à l'E.P.S. de Quimperlé où il est élève en 1936. Il adhère peu après au P.C.F. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N. Versé aux F.T.P. en 1942, participe à de nombreuses actions contre l'occupant. C'est au cours d'un accrochage contre les soldats allemands qu'il est tué le 13-7-1944, à Kernabat, en Scaër.

MIRY Ernest
Né le 28-10-1908 à Guilers.
Décédé en janvier 1970.

Un des militants les plus importants du Finistère dans les années 30 et 40. Il adhère au P.C.F. en 1931 et la même année, à la C.G.T.U. à l'arsenal de Brest, où il est entré après avoir fait son apprentissage de métallo chez Dubigeon. A la C.G.T.U., il devint bientôt le second de Cadec, un militant dévoué mais qui n'a pas l'envergure qui va se révéler chez Miry. Cadec fera profiter le jeune Miry de sa longue et difficile expérience. Période très dure : la C.G.T.U. est traquée dans l'arsenal, mais son influence sur les travailleurs et les événements reste toujours importante. Miry, au nom de son organisation syndicale, fait au syndicat « confédéré » plusieurs propositions d'unité d'action qui sont repoussées par Berthelot, le dirigeant du syndicat confédéré.

C'est lors des manifestations de 1935, puis au cours des journées tumultueuses qui les suivirent en août, trois ouvriers tués au cours d'échauffourées et 150 autres arrêtés ou poursuivis — que Miry commence à donner toute sa mesure au côté du secrétaire de l'Union régionale de la C.G.T.U. Auguste Havez. Celui-ci va devenir le véritable dirigeant des ouvriers au cours de ces journées alors que le « Cartel des Services Publics », organisme rassemblant les syndicats « confédérés » concernés et l'U.D. « confédérée » du Finistère se trouvent complètement dépassés par les événements avec ses militants enfermés dans les locaux pour d'interminables discussions. Grâce à l'audience acquise au cours de ces journées, à l'expérience vécue par des milliers de travailleurs, Miry secrétaire, depuis 1934, du syndicat C.G.T.U. (minoritaire à l'arsenal), va pouvoir imposer la réunification des deux syndicats à l'arsenal et ce sur la base de la lutte de classe, en octobre 1935, en dépit des réticences, voire même du barrage de certains responsables socialistes ou libertaires. C'est le premier exemple important de réunification syndicale dans le département.

Au congrès de réunification des Unions Départementales (Morlaix, décembre 1935), Miry est élu membre du bureau de l'U.D. réunifiée C.G.T. Quinze jours plus tard, il remplace, au poste de secrétaire adjoint de l'U.D., Auguste Havez, qui avait été élu à cette fonction mais qui a décidé de regagner Paris. A l'arsenal, Miry est devenu secrétaire général adjoint du syndicat (réunifié) des Travailleurs Réunis de l'Arsenal de Brest et de la Pyrotechnie de Saint-Nicolas. Ch. Berthelot est resté secré-

taire général en titre de ce syndicat mais sa fonction de secrétaire de l'U.D. fait qu'il laissera à Miry la direction effective du syndicat de l'arsenal, le syndicat le plus puissant de Bretagne alors. Ce détail n'avait pas échappé aux camarades qui avaient compris que les absorbantes tâches départementales occuperaient beaucoup Berthelot et laisseraient les coudées franches à son adjoint sur le terrain. L'influence de Miry va donc s'étendre ainsi que chez les travailleurs de la Poudrerie du Moulin-Blanc et du Pont-de-Buis, établissements dépendant aussi de l'Etat mais avec un statut un peu différent de celui commun à l'arsenal de Brest et à la Pyrotechnie de St-Nicolas. A la Poudrerie du Moulin-Blanc, le secrétaire syndical est le communiste Jean Autret et au Pont-de-Buis, un communiste, Masson, y a remplacé Bronnec.

1938 : Miry et Le Mignon vont polémiquer et durement au sein des syndicats contre les partisans des accords de Munich, dans l'hebdomadaire régional du Parti et les publications syndicales locales et départementales où des « pacifistes » inconscients « célèbrent la Paix conquise à Munich » (!). En fin d'année Miry est durement sanctionné après la grève générale du 30 novembre et muté... à Toulon, autrement dit, le plus loin possible. Il ne s'y rendra jamais, comptant sur « l'action de masse », en l'occurrence les ouvriers de l'arsenal, pour que la mesure qui le frappe soit rapportée. Elle le sera. Mais Ch. Berthelot sanctionné, lui aussi, le sera avec plus de mansuétude. En fin de compte, Miry sera muté à Lorient. Là, les dirigeants du syndicat, tous réformistes, l'accueilleront fort mal, ils refuseront, même, la suggestion avancée par un syndicaliste de base d'accueillir Miry à l'arsenal de Lorient avec un vin d'honneur afin de manifester leur sympathie à une victime de la répression antiouvrière de l'Etat-patron.

A Brest, Miry n'a jamais appartenu au bureau de la section communiste et cela sur sa demande, mais il était invité à ses réunions toutes les fois que cela s'avérait nécessaire. Miry pensait éviter ainsi la reproche de cumul de responsabilités syndicales et politiques, que formulaient encore de temps en temps des attardés d'un anarcho-syndicalisme vidé de son sang révolutionnaire. En 1939, il est mobilisé dans la marine, mais elle ne voulut pas du « Rouge » et il fut versé dans l'infanterie... à titre de sanction. Expédié à Granville (Manche) où une unité de fantassins regroupait pas mal de ses « bannis ». Miry s'y fit des copains nombreux.

Miry sera démobilisé en 1940, il regagne Brest et s'y voit refuser l'entrée de l'arsenal mis à la disposition des Allemands par Pétain (installations, machines, stocks, personnels civils et militaires, etc.). Sans travail, il part pour un temps à Lorient et il y fera partie du « triangle » régional qui dirige le P.C.F. clandestin dans le Morbihan, avec Marie Le Fur. Revenu à Brest, en juillet 1941, il reprend aussitôt le contact avec l'organisation du Parti. Il retravaille chez Dubigeon, l'entreprise où il avait fait son apprentissage. Le P.C.F. lui donne une tâche précise : contacter les syndicalistes non-communistes, honnêtes qu'il avait pu connaître en dehors de l'arsenal. Une consigne impérative cependant s'y ajoute : ne pas chercher à renouer ses anciens contacts personnels à l'arsenal. On craint une filature policière.

Ainsi, il rencontrera, entre autres, François Prigent, secrétaire adjoint de l'U.D.-C.G.T., lui aussi de 1935 à 1939 et directeur de l'Imprimerie Coopérative de la rue Kléber, un militant estimé, au dévouement connu et qui dès lors participera à la lutte contre l'occupant au sein d'organisations de résistance proches du P.C.F. Prigent n'adhérera jamais au Parti comme Miry le lui propose. Prigent, à la demande de Miry, mettra l'Imprimerie Coopérative à la disposition du P.C.F. clandestin pour de nombreux travaux d'impression de propagande résistante communiste. Miry prendra aussi des contacts avec des syndicalistes du bâtiment et de la métallurgie à Brest et dans le département, tout en participant à la propagande résistante : diffusion de tracts et journaux du P.C.F., du F.N., etc.

Arrêté le 3 octobre 1941, emprisonné d'abord au Bouguen, puis détenu en camp de concentration à Chateaubriant puis à Voves (E.-et-L.). Il y participe aux activités politiques clandestines du Parti qui s'y est

reconstitué et aussi à la chorale bretonne, aux cours de langue bretonne, car c'est un fervent Breton. Plus tard, il sera transféré au camp de concentration de Pithiviers, puis à La Rochelle, puis à Laleu d'où il peut enfin s'évader au début de 1944. Il est désigné par la direction nationale clandestine de la C.G.T. comme responsable des syndicats clandestins de la région « Ouest » (Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure (Atlantique), Sarthe, Orne, Mayenne) ainsi que des Milices Populaires s'y rattachant. Il accomplit un travail considérable mais les opérations militaires qui suivent le débarquement du 6 Juin 1944 et les combats pour la libération des villes par la Résistance finissent par le couper de l'ensemble de ses liaisons alors qu'il se trouve dans la région de Rosporden : il prend le fusil et passe aux F.T.P. participant au combat pour la libération de cette ville.

Après la guerre il est un temps responsable régional de la C.G.T. Orateur fougueux, précis et documenté servi par une voix forte et souple, marquée par un accent brestois qui ne le quittera jamais, c'était aussi un organisateur habile. C'était un adversaire redoutable dans les négociations avec les responsables patronaux ou dans celles qui pouvaient l'opposer à d'autres syndicalistes et notamment lors de la scission syndicale de 1947 — financée par les dollars américains d'Irving Brown — qui créa F.O. Délégué au 8e Congrès national de la C.G.T.U. à Issy-les-Moulineaux en septembre 1935 et élu membre de la C.E. Délégué au 25e Congrès de la C.G.T. réunifiée à Nantes en novembre 1938. Son caractère entier lui valut quelques inimitiés, son honnêteté, son dévouement, son intelligence l'entourèrent de vrais amis..

MIRY Marie
Née Calvarin, le 22-8-1905 à Lambézellec. Sage-femme. Epouse d'Ernest Miry.

Elle rejoint le P.C.F. dans la clandestinité en 1940. Propagandiste résistante, elle diffuse les publications du P.C.F. clandestin et du F.N. Elle héberge des résistants en mission, effectue des collectages de solidarité pour le Secours Populaire clandestin en 1941, dès la vague d'arrestations de juillet et août 1941 et elle en devient une des responsables locales. En tout début de 1942, elle est responsable de la section locale d'une organisation patriotique féminine clandestine, créée par le P.C.F. « l'Union des Femmes Patriotes ». Elle participe, aux côtés de Jeanne Goasguen-Cariou, à l'organisation de la manifestation de ménagères devant l'annexe de la mairie, rue Danton, en avril 1942 (V. Jeanne Goasguen-Cariou) Elle est amenée à mettre ses connaissances médicales au service des F.T.P. qui viennent d'être créés à l'initiative du P.C.F. et qui dans la région s'organisent à partir de l'O.S., dès mai 1942. Elle donne des soins à des blessés, soigne des résistants malades. Elle met à la disposition du P.C.F. son auto pour laquelle, en tant que sage-femme, elle recevait une allocation d'essence et qu'elle était autorisée à garder pour l'exercice de son métier. Le domicile des Miry, 15, rue Barbusse à Lambézellec sera plusieurs fois perquisitionné, toujours vainement d'ailleurs, une fois en présence de Kervern, le maire de Lambézellec mis en place par Pétain. Après l'arrestation de Jeanne Goasguen-Cariou, elle est nommée responsable interrégionale des femmes pour la Bretagne.

Elle sera arrêtée dans les Côtes-du-Nord, le 3-8-1943 et subit de graves sévices physiques et moraux au cours d'interrogatoires de la part des policiers français. Condamnée, puis livrée aux Allemands, déportée dans un camp en Allemagne. Elle en revient en 1945 et reprend sa vie militante. Fille de Calvarin, militant révolutionnaire brestois.

MOALIC

Ouvrier du bâtiment. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 37 à Brest. Militant syndicaliste, il prend part à de nombreuses grèves du bâtiment sous le Front Populaire. Militant communiste tant à Brest qu'au Pont-de-Buis d'où il est originaire.

MOALIC Pierre
Né le 5-5-1909 à Pouldavid.

Instituteur. Il participa à la grève de l'Ecole Normale d'Instituteurs de Quimper en 1929, il est responsable des grévistes de 3e année. C'est alors qu'il adhère à la C.G.T.U. des Instituteurs, dirigée par

Daniel. Ces instituteurs resteront à la C.G.T.U. après le départ des Cornec qui y avaient organisé la confusion. De 1930 à 1936, secrétaire-adjoint du syndicat de l'enseignement du Finistère, puis membre du conseil syndical du S.N.I. du Finistère après la fusion C.G.T.-C.G.T.U.

Il débute comme instituteur à Kérity-Penmarc'h, où il fait la connaissance d'Alain Signor. Muté à Audierne en 1931, il y crée un comité du Secours Rouge International (il n'y avait pas encore de cellule locale). Ils étaient huit dans ce comité dirigé par François Postic. En 1933, ce comité se transforma en cellule communiste sur proposition de Moalic. Avec son impulsion, d'autres cellules se créent dans les environs : Esquibien, Primelin, Plozévet, Pont-Croix. Toutes ces cellules formeront avec celle d'Audierne la section d'Audierne. En 1937, il est nommé instituteur à Poullan-sur-Mer. Il devient, la même année, secrétaire de la section communiste de Douarnenez. Le maire de la ville, Le Flanchec, est furieux car c'est Moalic qui, alors qu'il était responsable de la cellule d'Audierne, s'était opposé victorieusement au choix de Le Flanchec comme candidat du Parti aux législatives de 1936, un prélude à son exclusion.

Moalic participe à la première restructuration clandestine du Parti après son interdiction en septembre 1939. En 1940, il est mobilisé dans l'infanterie, dispensé du service militaire, il revint dans ses foyers en août 1940. Aussitôt la section communiste clandestine de Douarnenez entra dans la Résistance. Contacté par Alain Le Lay, un des adjoints d'Alain Signor dirigeant de la Région communiste Finistère-Morbihan, lors d'un rendez-vous à Pont-Labbé. Dès lors un jeune agent de liaison de Douarnenez se rendit régulièrement à Quimper afin d'y prendre des tracts qu'il déposait dans un café de Douarnenez tenu par Mme Tallec. P. Moalic participa aux distributions de tracts anti-allemands appelant à la Résistance. Il devait recevoir à plusieurs reprises la visite d'Alain Le Lay. C'était le lien avec la direction régionale clandestine du P.C.F.

A la suite de nouvelles distributions de tracts, le gouvernement de Vichy menaça d'arrestation les militants communistes connus. L'action ne s'étant pas interrompue pour autant, Moalic fut arrêté dans sa classe à Poullan par des policiers dans l'après-midi du 11 mars 1941. Les tracts se trouvant dans sa classe, la perquisition opérée à son domicile fut sans résultat. Arrêté néanmoins, il fut dirigé sur Versailles puis sur le camp d'Aincourt où se trouvaient déjà sept cents détenus, en grande majorité communistes. L'organisation clandestine du Parti dans le camp éditait en trois exemplaires un journal écrit à la main : « **L'Interné d'Aincourt** ». Avec deux autres instituteurs, P. Moalic fut chargé de reproduire le journal en script. Des perquisitions infructueuses eurent lieu.

Dans le Finistère, l'Inspection académique demanda sa libération, qui eut lieu le 11 octobre 1941, mais avec obligation de résider dans les Côtes-du-Nord. Avant sa libération Moalic avait proposé aux militants du camp de faire une déclaration écrite par laquelle il aurait affirmé son accord avec le P.C.F. Mais sa proposition fut repoussée, sa libération étant jugée plus utile. Nommé avec sa femme à St-Alban, près de Pléneuf (C.-du-N.), son nom avait été transmis à la gendarmerie de Pléneuf pour surveillance. Toutefois, ces gendarmes étant acquis à la Résistance ce fut sans conséquence.

Entré en contact avec les F.T.P. et le Front National, il devint responsable du secteur de Pléneuf du F.N. Distribution de tracts, puis organisation de la Résistance armée après avoir été contacté par Le Parenthoën, départemental du P.C. clandestin. Les F.T.P. de Pléneuf sont alors constitués en section. Moalic devait commander avec un autre camarade le bataillon F.T.P.-F.F.I. de Pléneuf-Lamballe qui participa à la libération de Pléneuf, du Cap-Fréhel, etc.

A la Libération, P. Moalic représenta la fédération communiste des Côtes-du-Nord au Comité Départemental de Libération. Directeur de l'hebdomadaire du P.C.F. pour ce département, « **L'Aube Nouvelle** », il exerce cette fonction jusqu'à son retour dans le Finistère en septembre 1947.

Elu conseiller municipal de Douarnenez (mars 1953 à mars 1965), il appartint à nouveau au conseil à partir de 1969 et remplit, de mars 1971 à mars 1983, les fonctions d'adjoint spécial de Ploaré, ancienne commune rattachée à Douarnenez en 1945. Il fut secrétaire général du Comité d'Action Laïque du Finistère de 1949 à 1956.

MOENNER Louis

Coiffeur. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. de la coiffure à Brest et environs dans les années 20. Membre du bureau de l'Union Locale C.G.T.U. Militant du P.C.F., il est candidat aux municipales à Brest en 1925. Milite encore de nombreuses années.

MOIGNE Charles

Socialiste, il milite à la fin de la guerre de 14-18 pour la passage du P.S., de l'Internationale socialiste à Internationale Communiste, car il appartient au courant révolutionnaire qui dénonce le réformisme. En janvier 1921, au lendemain du congrès de Tours du P.S. quand la section socialiste brestoise décide en application des décisions de ce congrès de remplacer le sigle S.F.I.O. par S.F.I.C. après le mot « socialiste » il est élu membre du bureau de la section. Il est aussi secrétaire de la commission exécutive départementale de l'A.R.A.C. (Association Républicaine d'Anciens Combattants) et il défend les revendications de ses camarades du Front. Au congrès départemental du P.C.F. de septembre 1922, il est avec Rospars membre de la commission des mandats. La même année, il est élu trésorier de la section communiste de Brest, il est aussi trésorier de la Maison du Peuple de Brest. En 1923, il est responsable pour cette ville de la souscription pour l'hebdomadaire régional du Parti. Au congrès départemental de 1924, il est élu membre du comité fédéral finistérien.

MONOT Paul Mathurin

Né le 1er-10-1921 (ou le 1er-6-1921) à Brest

Ouvrier à l'arsenal. Syndicaliste C.G.T., il adhère au P.C.F. en 1938, à 17 ans. Mobilisé en 1939, démobilisé en fin 1940, il reprend aussitôt le contact avec le P.C.F. Propagandiste résistant, il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. Il fait des inscriptions sur les murs. C'est aussi un collecteur du Secours Populaire clandestin. Au début de 1941, il commence avec son groupe communiste, dirigé par Pierre Corre, ses premiers sabotages. On pense qu'il était avec le groupe O.S. du P.C.F. qui participa en mars 1941 au port de commerce à Brest à l'embuscade au cours de laquelle plusieurs Allemands furent tués et dont les corps préalablement dénudés furent immergés en rade (v. Morvan Louis).

P. Monot prit part à bien d'autres actions à cette époque, mais sur lesquelles nous n'avons pu encore obtenir de précisions. Mais on sait qu'il participa à la préparation et au déroulement des grèves patriotiques organisées à l'arsenal de Brest par le P.C.F. clandestin, en octobre et décembre 1941 pour protester contre les exécutions de patriotes par les Allemands. Il prend part à des actions de sabotages, entre autres au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal de Brest le 27 mars 1942 (trois ou quatre sautèrent). L'arsenal était mis entièrement à la disposition de la « Kriegsmarine » par Pétain. Il pratiquera aussi des sabotages destinés à marquer, le 14 Juillet 1942, la Fête Nationale dont la célébration avait été interdite par les autorités allemands avec l'accord de Pétain... Parmi les nombreux attentats attribués avec certitude à P. Monot, citons celui à la dynamite contre le « Gasthaus » de la rue Jean-Jaurès, lieu de rendez-vous et de débauche pour officiers allemands et leurs « petites amies » brestoises (exécuté avec L. Argouarc'h et quelques autres F.T.P.) Ces « petites amies » étaient volontiers des « indicatrices » efficaces. Autre attentat, celui de la maison au bas de la rue Jean-Jaurès et appelée « Maison d'Hitler » par beaucoup de Brestois parce qu'ils s'y trouvaient en permanence, en vitrine, des portraits des principaux dirigeants du 3e Reich, etc.

P. Monot était passé aux F.T.P. dès la fin avril 1942, au début de leur organisation à Brest. Il participa à beaucoup de leurs actions, y compris à des missions de sabotages et de coups de main à Lorient et dans divers secteurs du Morbihan. Il fabriquait des bombes qu'il stockait chez lui ! Arrêté par des policiers français en 1942, à Brest,

et abominablement torturé, transféré à Rennes, d'autres policiers le torturent à nouveau, mais il supporte ces supplices avec un courage admirable. Sa détention à Brest avait été marquée par une tentative d'évasion le 11 novembre 1942, tentative déjouée par le zèle collaborationniste du policier X..., de garde qui appela les Allemands. En représailles, Paul Monot et ses camarades auront les fers aux mains et aux pieds dans leur cellule à la prison du Château à Brest, (où ils ont été regroupés), sans aucune interruption de jour et de nuit, du 13 novembre 1942 au 29 janvier 1943, à leur transfert à Rennes pour y être jugés par la cour spéciale de Pétain. Les juges les livreront aux Allemands.

Ceux-ci fusilleront Paul Monot et 18 autres résistants de l'organisation communiste brestoise, le 17 septembre 1943, au Mont-Valérien, près de Paris. Les Allemands pensaient pouvoir terroriser ainsi les communistes et les F.T.P. de la région brestoise et les faire se terrer. Il n'en sera rien, et à peine connue cette exécution massive ils vengent leurs camarades par de nouveaux attentats contre l'armée allemande.

MONOT Ténéran

Cheminot en gare de Brest. Il adhère au P.C.F. à Brest en 1936, alors qu'il est déjà un militant syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande : propagandiste résistant, diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., dès 1940, puis plus tard du F.N., des F.T.P., etc. Il participe aux inscriptions murales faites de nuit par les groupes brestois du P.C.F., clandestin depuis son interdiction par le gouvernement Daladier en septembre 1939.

En janvier 1941, il devient membre du 2e groupe O.S. du P.C.F. fondé à Brest, celui des cheminots avec entre autres Jean Teuroc. Ténénan Monot prend part, en février 1941, au sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest, sous la direction de Roger Chaigneau et François Tournevache par les groupes de cheminots du P.C.F. clandestin. Ainsi seront immobilisés plusieurs centaines de wagons et de locomotives. Versé aux F.T.P., en mai 1942, il prend part à de nombreux attentats, sabotages, attaques à main armée, etc. contre l'occupant. Arrêté par des policiers français qui le torturèrent, condamné par des juges de Pétain, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il succombe.

MONTFORT François

Né vers 1920.

Mécanicien automobile. Il adhère à la J.C. et au P.C.F. en 1937 et devient responsable du cercle des J.C. de Rosporden jusqu'en 1939. En 1939, il prend part à l'activité clandestine du Parti qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse dès 1940 les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération, secrétaire de la section communiste de Rosporden. Frère de Louis.

MONTFORT Jean

Né le 26-1-1883 à La Forêt-Fouesnant.
Décédé à Concarneau en janvier 1978.

Maçon. Il adhère au P.C.F. en 1929 et il est déjà un des responsables de la C.G.T.U. pour la région de Concarneau. Il animera de nombreuses grèves du bâtiment, dont celle, très importante, de Concarneau en 1929, qui le mena au Parti. Elu conseiller municipal de Concarneau en 1935, il est alors responsable pour cette ville du C.D.H. qui y organise la diffusion de « L'Humanité » et de la presse communiste régionale.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les tracts et les journaux du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Plusieurs fois perquisitionné par la police française, en vain. Il avait été déchu de son mandat de conseiller municipal par le gouvernement Daladier après la mise hors la loi du Parti. A la Libération, il est réélu conseiller municipal.

MONTFORT Louis

De Rosporden.

Frère de François. Tailleur d'habits. Militant communiste depuis 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc.

MOREAU Jean

Né en 1911 à Pouldavid, dans une famille de huit enfants.

Ne trouvant pas d'emploi, il émigre vers la région parisienne pour pouvoir aider sa famille. Il y adhère au P.C.F. en 1936. Il devient trésorier des « Bretons Emancipés » de la région parisienne que préside Marcel Cachin, leur fondateur et un des grands dirigeants du P.C.F. à l'époque. Mobilisé, fait prisonnier de guerre en 1940, après plusieurs vaines tentatives, il parvient enfin à s'évader en 1943, et il rejoint directement sa famille dans le Finistère. Il y obtient très vite le contact avec l'organisation clandestine du Parti. Propagandiste résistant, il diffuse les publications et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. Bientôt il est versé aux F.T.P. et dans leurs rangs prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

Il effectue des liaisons avec le centre à Paris, transporte du matériel de propagande, recueille des plans d'installations allemandes en vue de la préparation de coups de main F.T.P. Lorsque sera réalisée l'union de la Résistance, Jean Moreau est désigné comme commandant F.F.I. à la direction du 3e Bureau pour la « Région Manche-Calvados-Eure ». Au cours du mois de mai 1944, ordre lui est donné d'entrer en contact avec le général Allard commandant le 2e Corps d'Armée. C'est au cours de cette mission qu'il fut arrêté à Argentan. Conduit à la prison d'Alençon, il y subira la torture, miliciens de Pétain et Allemands s'acharnant sur lui. Conduit au Mans, il tente, là, de s'échapper en sautant de la voiture qui le transporte. Des passants AIDENT les policiers dans leur chasse ! Moreau retombe entre les mains de ses bourreaux. Ramené à Alençon, il est mis au secret dans une cellule de condamné à mort. Le 9 août 1944, Alençon est évacué par les Allemands, Jean Moreau et quatre autres résistants sont alors dirigés vers le château de Brotz où les soldats allemands exécutent leurs prisonniers.

MOREAU Henri, Alexandre, Adrien

Né le 25-10-1908 à Tours (I.-et-L.).

Fils d'un facteur des P.T.T. revenu très malade de la guerre de 14-18, Moreau s'engage, jeune dans la Musique des Equipages de la Flotte. Il était avec Georges Cadiou, un des deux militaires de carrière en activité qui fussent membres du P.C.F. à Brest à la fin des années 30. Ils avaient tous deux adhéré en 1936.

Moreau aida la J.C. de Brest à créer une chorale et une société de musique « La Lyre Populaire Brestoise » qui n'aura pas, hélas, beaucoup d'occasions de se manifester. A la fin de 1940, il parvient à se faire démobiliser en zone « non-occupée », et il revient à Brest. Il y reprend aussitôt le contact avec le P.C.F., clandestin depuis son interdiction en fin 1939 par le gouvernement Daladier.

Son domicile de la rue Portail devient un dépôt de matériel pour la propagande résistante : stencils pour ronéo (petite machine à imprimer de bureau), papier, encre, etc. Car il a reçu mission de s'occuper du matériel de propagande résistante des communistes brestois et du F.N. Avec la mise sur pied dans le département, en mai 1942, des F.T.P. se sont aussi des armes, des munitions, des explosifs qui arrivent chez lui en dépôt. Il participera personnellement à de nombreux sabotages anti-allemands.

En fin 1942, il devient responsable pour le Finistère de la propagande du P.C.F. Il sera arrêté le 4 octobre 1942, peu de temps d'ailleurs après cette nomination, par des policiers brestois. Il sera interrogé avec brutalité et jugé... deux fois ! Et deux fois condamné. Une fois par la section spéciale (française) de Rennes, en décembre 1942 puis par un tribunal allemand — auquel les juges vichystes l'ont livré — à Fresnes, le 28 août 1943. Il avait été emmené de prison en prison, de celle du Château à Brest à celles de Vitré, Fontrevrault — où il est responsable d'un groupe clandestin de détenus — Jacques-Cartier à Rennes, Fresnes, près de Paris. H. Moreau est fusillé le 17 septembre 1943 en même temps que 18 autres communistes brestois au Mont-Valérien près de Paris. Epoux de Simone Moreau.

MOREAU Simone

Née Pineau le 24-11-1908 à Bourgueil (I.-et-L.). Epouse de Henri.

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande le 9-1-1941, mais

elle avait déjà aidé et participé aux activités illégales de son mari dès 1940, à son retour (voir à Henri Moreau). Responsable à la propagande du comité brestois de l'Union des Femmes Patriotes (organisation clandestine féminine créée par le P.C.F., qui en fait à Brest en fin 1941 et en 1942 ne regroupe que des femmes communistes). Simone Moreau transporte du matériel de propagande à travers toute la Bretagne. Elle a participé à l'organisation et au déroulement de la manifestation des femmes pour un meilleur ravitaillement, en avril 1942 (v. Jeanne Goasguen-Cariou) et à celles de femmes (communistes) de l'U.F.P. contre le S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) créé par Pétain pour fournir de la main-d'œuvre aux usines de guerre allemandes. Simone Moreau secondait aussi son mari pour l'impression des journaux et des tracts clandestins dans leur petite maison de la rue André-Portail, à Brest. Arrêtée le 4-10-1942, elle fit preuve d'un grand courage. Relâchée en août 1943, faute de preuves et d'aveux, elle resta sous une étroite surveillance policière. Elle fait alors des démarches, dans la plus grande dignité, pour essayer de sauver son mari de la peine capitale, en vain. Après la Libération, milite au P.C.F. Meurt à Brest en 1962.

MOURRAIN Jacques
De Plonévez-du-Faou.

En 1943, responsable départemental des F.U.J.P. (organisme créé à l'initiative de la J.C. pour coordonner l'action de différentes organisations de jeunes résistants... en fait il y avait surtout la J.C. et ses filiales). Il passe peu après aux F.T.P. Blessé au combat en 1944. Après la Libération, il sera un temps responsable au service des sports à l'Académie de Quimper.

MORVAN Madame (ou Mademoiselle ?)

Probablement du P.C.F. Ouvrière des conserveries de sardines de Douarnenez. Syndicaliste C.G.T.U., très active lors de la grande grève des ouvrières sardinières en 1924. Elue au Comité de Grève des ouvrières à l'action desquelles elle prend une part active. Elle fait partie de la délégation ouvrière qui signera le 9-1-1925, l'accord qui mit fin à la grève, sur la base d'un texte proposé par les syndicats C.G.T.U. de l'Alimentation et des Métaux.

MORVAN

Militant syndicaliste, secrétaire du syndicat C.G.T. de la Poudrerie du Pont de Buis en 1918. Appartint à la tendance révolutionnaire qui condamne le réformisme et la collaboration de classes de la direction d'alors de la C.G.T. avec Léon Jouhaux. Après la scission, en 1922, il sera évincé par le réformiste Bronnec qui sera lui-même supplanté par le communiste Masson en 1936, après la réunification syndicale.

MORVAN Jean

Cheminot. Il adhère au P.C.F. à Brest en 1936. C'était déjà un militant syndicaliste C.G.T. A la fin de 1939, il prend part à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. que vient d'interdire le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant notamment en janvier et février 1941 au sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest par les groupes clandestins des cheminots communistes qui aboutira à l'immobilisation de quelques centaines de locomotives et wagons plusieurs jours durant. Arrêté en juin 1941 pour son action résistante. Après la guerre entre à l'arsenal de Brest et y continue ses activités militantes.

ATTENTION : DEUX MORVAN Louis

MORVAN Louis
Né le 6-11-1884 à Douarnenez, décédé après la Libération.

Facteurs des P.T.T. à Pont-Labbé. Militant actif du P.C.F. en Pays Bigouden durant les années 20. En février 1922, le P.C.F. lui confie la présidence d'une réunion publique et contradictoire à Pont-Labbé. Syndicaliste C.G.T., puis C.G.T.U.

MORVAN Louis
Né le 10-5-1913 à Brest, décédé à Montreuil (93), le 10 mai 1975.

Il adhère au P.C.F. en 1937, alors qu'il est ouvrier de l'arsenal de Brest. Syndicaliste C.G.T. A l'automne 1939, il prend part à la réorganisation dans la clandestinité à l'arsenal du P.C.F., interdit par le gouvernement Daladier.

Dans ces premières semaines de la clandestinité du P.C.F., il est mis en contact avec Marcel Paul qui, mobilisé, s'y trouve comme « ouvrier militaire ». Louis Morvan participe avec lui à des réunions clandestines de son groupe qui comprend aussi Jean Marc et Yves Labous. En juin 1940, conformément aux directives du Parti et afin qu'ils ne tombent pas entre les mains des Allemands, il participe à la destruction de camions et de motos que l'armée anglaise abandonne lors de son réembarquement précipité. En début de mars 1941, Louis Morvan est contacté par Pierre Corre pour assurer avec son bateau, le « P'tit-Louis », l'immersion en rade de Brest, près de la bouée surnommée « Vaterland », des corps déshabillés de cinq Allemands tués la veille, ou l'avant-veille, par un groupe O.S. du P.C.F. dans une embuscade au port de commerce...

Ch. De Bortoli avait prévenu Kerbaul, du « triangle » de direction du P.C.F. à Brest, du résultat de cette action qui à l'origine ne devait être qu'un « passage à tabac ». Mais Ch. De Bortoli avait annoncé à Kerbaul TROIS morts allemands. Or Louis Morvan est formel : ce ne sont pas trois corps qu'il y avait à immerger mais CINQ, chacun enfermé dans un sac de toile. Il précisa que les sacs de toile lestés de chaînes (provenant de camions anglais abandonnés à la débâcle) furent amenés près de son bateau, au port de commerce, qui à cette époque n'était pas encore très surveillé par les Allemands — six mois plus tard cela aurait été impossible — dans une camionnette dont le conducteur resta dissimulé dans la cabine. Louis Morvan crut reconnaître cependant Ch. De Bortoli, qui effectivement étant artisan-maçon pouvait utiliser une camionnette et disposer d'un ausweiss. Descendirent du véhicule, deux hommes, Jules Lesven et Pierre Corre. Avec Louis Morvan — sidéré par leur sang-froid — ils allèrent tranquillement boire un verre de vin blanc dans un café sur le quai (cela aussi peu de temps après eut été impossible : le vin blanc devint vite introuvable). Puis tous les trois revinrent à la camionnette et tout en faisant le guet chargèrent le bateau. Comme celui-ci était assez petit cela fit problème pour que Louis Morvan et un autre — il ne se rappelait plus lequel — trouvent place à bord. Tous les deux étaient fort anxieux. La camionnette quitta aussitôt le port avec à côté de son chauffeur l'un des camarades. Les corps furent immergés, non sans peine par Louis Morvan et l'autre (probablement Pierre Corre, croyait-il se rappeler).

Le groupe O.S. qui avait fait le coup était probablement celui que dirigeait Pierre Corre, car ce groupe opérait souvent la nuit sur les quais du Port de commerce et agressa plusieurs fois des soldats allemands, qui au retour de rendez-vous galants choisissaient ce chemin pour revenir au casernement. Certains de ces soldats furent jetés à la « baille ». Il arriva aussi que des Françaises surprises avec eux subissent le même sort... mais aucun, ni aucune, ne porta plainte à notre connaissance. Louis Morvan sera arrêté en même temps que Yves Labous et Jean Marc, c'est-à-dire leur « groupe de trois », quelques jours plus tard, le 7 mars 1941. Ils seront envoyés en détention au camp de concentration de Aincourt. Jean Marc et Yves Labous parviendront à s'en évader, Louis Morvan sera transféré à La Pallice d'où il parviendra enfin à s'échapper le 2-6-1944 et à rejoindre les F.T.P. à Plonévez-du-Faou, dans le bat. « Y.-Giloux » sous le commandement d'Yvinec. Après la Libération, il vient dans la région parisienne et entre dans une administration dans le 11e arrt., tout en habitant à Montreuil.

MORVAN Michel

Docker. Il adhère au P.C.F. en 1936, alors qu'il est déjà un actif syndicaliste. Un des fondateurs à Brest du C.D.H. (militants diffusant le dimanche à la criée « L'Humanité » et « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime »). En fin de 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales qui com-

battent aux côtés des Républicains Espagnols. Tué le 11-2-1937 sur le front de Jarama.

MORZADEC Pierre
Né en 1924 à Lesconil.

Entre aux F.T.P. en 1943 et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand en Pays Bigouden. Il meurt brûlé vif au cours d'un combat le 14-6-1944.

NARDON Henri Emile
(Ne pas confondre avec son frère le réformiste Léon qui sera maire de Brest).
Né à Bourail en Nouvelle-Calédonie, où son père était surveillant militaire.

Il deviendra receveur des hospices à Brest. Il adhère au Parti socialiste à la fin des années 90 ou au cours des premières années du siècle. Il devient membre du bureau de la section brestoise du P.S. A la fin de la guerre de 14-18 au cours du grand débat qui passionna tout le mouvement ouvrier, il opte pour la voie révolutionnaire contre le réformisme et milite — par voie de conséquence — pour le retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc. et réformiste) et son rattachement à la 3e Internationale, (com.). Son frère Léon ne suit pas la même voie et reste un réformiste.

Mme Nardon, mère, meurt en janvier 1920, chez son gendre Louis Madec, secrétaire de la section socialiste de St-Marc, maire-adjoint de la commune. Les deux frères ennemis se rencontrent ainsi au chevet de leur mère mourante, mais ne cherchent pas à se réconcilier...

Henri Nardon sera un des 294 signataires de l'appel en faveur du rattachement du P.S. à la 3e Internationale, qui est lancé avant le congrès national du P.S. à Tours.

Henri Nardon sera élu membre du comité fédéral finistérien du P.C.F. le 13-1-1924 au congrès départemental de Quimper. En 1928, dans l'hebdomadaire « Le Cri du Peuple », Goude reprend contre Nardon Henri la vieille calomnie qui assimile les militants ouvriers à des agents de l'étranger : il écrit que H. Nardon est « L'œil des Russes dans le département » (!), H. Nardon, indigné, y répondra par la voie de la presse. H. Nardon continuera à militer longtemps malgré les difficultés que lui amène un état de santé précaire. Dans le début des années 30, c'est déjà un homme vieilli. Il est toujours directeur de l'hospice.

Sous l'occupation en 1941, il est arrêté comme otage par les Allemands avec une trentaine d'autres Brestois. La maladie dont il souffre l'amène à une dépression nerveuse et il aurait tenté de se suicider. Les otages seront libérés au bout d'un vingtaine de jours, il ne résiste pas à ce cette épreuve et meurt le 13 avril 1942 à l'hospice de Brest.

NARDON Louis Léon dit Léon
Né le 12-10-1883 à Dumbéa (Nouvelle-Calédonie), mort le 3-2-1962 à Brest.

Il ne restera révolutionnaire que quelques années avant la guerre de 14-18, et passa au réformisme.

Militant socialiste réformiste il s'opposa à son frère Henri, communiste convaincu. Léon Nardon devint maire socialiste de Brest en 1919. Il participa à la scission politique de la classe ouvrière en organisant avec Goude et quelques autres politiciens la reconstitution d'un P.S. réformiste dans le département après le Congrès de Tours de ce parti, congrès qui en avait voté le rattachement à la 3e Internationale (communiste). Quand le P.S. perdit la municipalité de Brest en 1929, il reprit son travail dans l'administration des finances. Bientôt, il ne jouera plus aucun rôle à Brest. (V. Le Tréis, H. Nardon, Jh. Goasdoué, Jh. Le Meur, etc.).

NAZEREAU Raymond
Né le 18-12-1918 à Bourg (Gironde).

Chaudronnier en cuivre. Après la Libération, journaliste à « L'Humanité » jusqu'à sa retraite en 1977. Il adhère au P.C.F. en 1935. Membre du bureau régional des J.C. de Gironde à l'époque du Front Populaire. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre en 1940. Rapatrié en avril 1941, il reprend aussitôt sa place dans le combat clandestin du P.C.F. en Gironde.

Il doit passer à la vie illégale en décembre 1941. Il est alors envoyé en Bretagne par le Parti (janvier 1942) avec la responsabilité d'interrégional des J.C. Cette « Interrégion » comprend alors les cinq départements bretons plus la Sarthe et la Mayenne.

L'interrégional du Parti était Janin. Dans le Sud-Finistère, Nazereau a de nombreux contacts avec Quiniou, de Quimper, Simone Bastien, Jean Guyomarc'h. A cette époque, la J.C. n'était pas encore reconstituée dans le département, ses militants ayant été passés d'office au P.C.F. en 1939 lors de sa reconstitution clandestine. Quelques groupes au début de 1942 sont déjà fort actifs : Brest, Carhaix, Berrien, Morlaix, Quimper, Concarneau, Pont-Labbé, plus un autre dans le canton de Fouesnant. La J.C. éditait localement et régionalement des journaux et des tracts, souvent manuscrits, et qui passaient de main à main sous le manteau. En fin 1942, il doit, par mesure de sécurité, quitter la Bretagne. Nazereau se voit alors confier des tâches importantes dans l'appareil central du Parti et des J.C. dans la région parisienne. Cité dans le livre d'Ouzoulias « Les Bataillons de la Jeunesse » et dans le livre « La Résistance en Gironde » de Michel Slintinski. A « L'Humanité », Nazereau tenait aussi la rubrique de jardinage sous le pseudonyme « A. Rauzoir » avec une compétence tout-à-fait exceptionnelle. Auteur de nombreux ouvrages sur le jardinage qui ont connu un grand succès.

NÉDELLEC Henri Yves
Né à Scrignac.

Militant du P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, et propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C., du F.N.. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. En 1944, il tombe entre les mains « d'autonomistes bretons » collaborateurs des Allemands qui l'égorgent sur place.

NÉDELLEC Jean (ou Georges ?)

Directeur d'école à Collorec. Il adhère au P.C.F. peu avant la Deuxième Guerre mondiale alors qu'il n'était encore qu'instituteur. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. A la fin des hostilités, a le grade de commandant F.T.P.

NÉDELLEC Louis
Né le 20-11-1892 à Cléder, dans une famille paysanne très pauvre.

Il s'engage dans la Marine à 18 ans et fait la guerre de 14-18. A la fin du conflit, il entre aux Chemins de Fer et devient un syndicaliste C.G.T. Il prend position pour un syndicalisme de lutte de classe et à la scission de 1922, opte pour la C.G.T.U. Il devient secrétaire de la section C.G.T.U. de Morlaix dans les années 20 et le reste jusqu'à la réunification syndicale de décembre 1935. En 1930, il s'était opposé avec succès à une tentative de liquidation de la section C.G.T.U. des cheminots morlaisiens par le biais d'une fusion avec la section confédérée (réformiste), sous prétexte de réaliser l'unité. A la réunification syndicale de 1935, il devient secrétaire adjoint de la section unique des cheminots, réunifiée sur des bases de lutte des classes. Candidat (com.) aux élections législatives de 1936, à Morlaix.

NÉDELLEC Pierre
De Scrignac.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant communiste, il diffusait les journaux et tracts clandestins du P.C. du F.N. etc. A pris part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Au cours de l'une d'elles, il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené à Bolazec par les soldats allemands qui y abattent leur prisonnier, le 23-3-1944.

NÉDELLEC René
Né le 21-1-1922 à Quéménéven.

Entre aux F.T.P. le 26 mai 1943 à Quéménéven, dans le groupe créé par les frères Floch et participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

NERZIC Louis
Né à Melgven en 1903
Décédé en 1972 (ou 73).

Agriculteur. Il est depuis longtemps un sympathisant du P.C.F. quand il entre au F.N. sous l'occupation allemande. Il diffuse la propagande résistante, tracts, journaux, etc., du F.N. et aussi du P.C.F. clandestin. Versé aux F.T.P., il participe à de

nombreuses actions contre l'occupant. Il héberge de nombreux résistants en mission dans sa ferme de Melgven.

NICOLAS Annie

Ouvrière sardinière de Douarnenez. Militante de la C.G.T.U. membre du comité de grève des ouvrières des conserveries de sardines de cette ville lors de leur grande grève de 1924. Ce mouvement de grève féminin eut un grand retentissement à l'époque.

NICOLAS

Cheminot syndicaliste à la gare de Quimper. Lors de la scission de 1922, il opte pour la C.G.T.U. contre la direction confédérale C.G.T. alors aux mains des réformistes dirigés par Jouhaux. Il sera secrétaire adjoint de l'union locale C.G.T.U. de Quimper, en 1927 et après.

NICOLAS François
Né à Quimerc'h.

Il adhère à la cellule du Pont-de-Buis en 1938. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant, notamment au sabotage du téléférique desservant la Poudrerie du Pont-de-Buis. Il fut aussi un militant syndicaliste C.G.T. très actif. Mort en 1948 ou 1949.

ATTENTION : TROIS JEAN NICOLAS

NICOLAS Jean
(Né en 1900 à l'Ile-de-Sein ?)
Mort à Brest des suites d'une opération chirurgicale le 14-8-1959.

Ouvrier à l'arsenal. Syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. réunifiée. Beau-frère d'Ernest Miry, leurs épouses étant des filles de Calvarin, un militant connu. Trésorier de l'Union Régionale C.G.T.U. jusqu'à la réunification syndicale de décembre 1935, il devient alors trésorier adjoint de l'U.D.-C.G.T. réunifiée du Finistère.

Membre du P.C.F. depuis 1932 (ou 1933), c'est un militant syndicaliste. En 1939, quand le P.C.F. est interdit par le gouvernement Daladier, il est lui, interdit de séjour à Brest et dans l'arrondissement, et très surveillé par la police. J. Nicolas avait effectué un voyage en U.R.S.S. en 1935 avec quelques camarades : Eliès, Guillou, de St-Marc, etc. et fait d'excellents comptes-rendus de voyage au cours de réunions publiques. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

NICOLAS Jean
Né à Callac-de-Bretagne en 1910 ou 1911.

Il adhère au P.C.F. à la fin des années 30 à Moustéru (C.-du-N.) où son père était chef de gare. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il doit, par mesure de sécurité, quitter les Côtes-du-Nord où il est repéré et vient dans le Finistère. Il y combat dans les rangs des F.T.P. Il est alors hébergé à l'hôtel de « L'Aigle d'Or », rue Jean-Jaurès à Brest qui abrite de nombreux résistants et que tient Mme Cormault, résistante elle-même.

Arrêté par des policiers français et détenu à la prison allemande de Pontaniou, dans l'arsenal même. C'est lui qui reçut de Mme Cormault et des époux Le Cars, une mallette à double fond contenant du matériel qui permit à Jean Nicolas et à quelques autres camarades de s'évader le 25-10-1943. Il retourne alors avec une unité F.T.P. dans son département d'origine et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué le 7-7-1944 dans un combat au bois de Duault, peu après le parachutage de 148 F.F.L. qui eut lieu le 26-6-1944.

NICOLAS Jean
Né le 12.9.1925 à Quimperlé.

Sous l'occupation allemande, entre au F.N. le 5-11-1943. Activité de propagandiste résistant : diffusion de journaux et tracts du F.N. et aussi du P.C.F., des F.T.P., etc. Il sera contraint de quitter Quimperlé par sécurité lors de l'arrestation de son père.

NICOLAS Louis
Né le 27-6-1871 à Douarnenez.

Marin-pêcheur. Un des pionniers des idées révolutionnaires du syndicalisme et du socialisme à Douarnenez. Lors des débats qui en 1919 et 1920, précèdent le Congrès de Tours du P.S., il se range du côté de ceux qui condamnent le réformisme et prônent le retour du P.S. à une voie révolutionnaire. Il est donc partisan du rattachement de ce Parti à la 3e Internationale (com.) que vient de fonder Lénine. Sur le plan local, il lutte avec ses amis Jéquel, Jourdy, etc. contre le réformiste Le Goïc, chef de file de cette tendance à Douarnenez. Il est un des fondateurs du syndicat des marins-pêcheurs douarnenistes et du P.C.F. dans cette ville. Son activisme politique et syndical se poursuivra longtemps dans les années 20.

NICOLAS Marcel
Né le 12-2-1906 à Brest.

Sympathisant du P.C.F. et militant syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. réunifiée. En décembre 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Blessé aux poumons, rapatrié en 1938. Décédé.

NICOLAS René

Militant communiste de Kernével. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Après la Libération, il sera maire de Kernével, puis maire honoraire jusqu'à sa mort en 1980. Il est alors Président d'honneur de l'Amicale Laïque de Kernével, président de la section de Rosporden des délégués de l'Education Nationale, Président d'honneur de l'Entente chirurgicale de Kernével, etc.

NICOLAS Vincent

Marchand forain à Pont-Labbé. A la fin de la guerre de 14-18, lors du grand débat entre réformistes et révolutionnaires dans le mouvement ouvrier et particulièrement au sein du P.S., il se range avec la majorité des adhérents de la section locale pont-labbiste du côté des révolutionnaires. Ce qui amènera cette section à se prononcer, malgré le réformiste Bastard pour le retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc.) et son rattachement à la 3e Internationale (com.). Il sera élu conseiller municipal de Pont-Labbé. Décédé (dans les années 30 ?).

NIHOUARN Albert
Né en 1910 ou 12 (à Scaër ?).

Ancien carrier, puis papetier chez Bolloré, ensuite ouvrier du bâtiment. Il adhère au P.C.F. en 1938, à Scaër, alors qu'il est déjà depuis 1936 un syndicaliste C.G.T. chez Bolloré. Réformé de l'armée, il n'est pas mobilisable en 1939, ce qui lui permet de participer à la restructuration du Parti dans la clandestinité où l'a plongé l'interdiction prononcée par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les publications et les tracts du P.C.F., du F.N., etc. En 1942, il est versé aux F.T.P. et dès lors prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il parvient notamment à récupérer des armes sur des soldats allemands. Arrêté par des policiers français, torturé, livré aux Allemands qui le déportent outre-Rhin. Il meurt à son retour en 1945 des suites de sa détention concentrationnaire.

NIHOUARN Rosalie
Née Puillandre, vers 1912 à Scaër.

Epouse d'Albert. Elle adhère au P.C.F. en 1936, à Scaër. Ouvrière papetière, elle est déléguée syndicale C.G.T. chez Bolloré de 1936 à 1939, alors elle est déclarée « déchue » de ses fonctions syndicales, arbitrairement, par la direction nationale (réformiste) de la Fédération C.G.T. du Papier-Carton pour avoir refuser de renier ses idées révolutionnaires. Elle prend part à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. qui vient d'être interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistante, elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Elle effectue de nombreuses liaisons entre les divers échelons du Parti clandestin et des F.T.P., dès la fin de 1942, dans la région de Scaër. Elle est arrê-

tée par la police française et emprisonnée à Rennes, puis à Poitiers et enfin détenue au camp de concentration de La Lande. Après la Libération, reprend ses activités militantes au pays.

NOLL Guy
Né en 1922.

Métallo, il adhère à la C.G.T. alors qu'il n'est encore qu'un apprenti, à Villerupt (M.-et-M.), où résidaient ses parents. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. et aussi « Front Rouge » le journal régional du Parti qui reparaît dans la clandestinité. Pour échapper au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire instauré par Pétain pour procurer de la main-d'œuvre aux usines de guerre allemandes), il rejoint, en octobre 1942, le maquis F.T.P. de Saône-et-Loire. Là, il donne son adhésion au P.C.F. dont il est depuis longtemps un sympathisant dévoué. Il est arrêté à la suite de l'attaque d'un poste de gendarmes par les maquisards le 15-12-1943 mais relâché faute de preuves et d'aveux, le 8-2-1944. Arrêté de nouveau le 14-2-1944 avec 65 camarades du maquis par la police allemande renseignée par des « collabos ». Détenu à la prison de Lyon, au camp de concentration de Compiègne d'où il part pour le camp de concentration de Steyr et Jusen en Autriche, sur les bords du Danube, ensuite à Mauthausen. Il revient en France le 5-7-1945, se marie à une Bretonne, s'établit à Morlaix et y milite. Meurt en janvier 1981.

NORMANT Robert
Né en 1919 (ou 20) à (Plouhinec ?).

Sous l'occupation allemande, sympathisant du P.C.F. clandestin dont il diffuse la propagande résistante, celle du F.N. et de la J.C. Entré dans les F.T.P., il participe à diverses actions contre l'occupant. C'est au cours d'une de ces missions qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Il est emmené au « Poulguen » en Penmarc'h où les soldats allemands fusilleront leur prisonnier, en avril ou mai 1944.

OLLIVIER

Ouvrier brestois. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

OMNÈS Jean
Né en 1890.

Ouvrier mécanicien à l'arsenal de Brest. Syndiqué à la C.G.T. en 1936, il adhère la même année au P.C.F. Candidat communiste aux cantonales de 1937, à Sizun. Membre d'une délégation brestoise qui se rendit en U.R.S.S. après la guerre.

OMNÈS Marcel

Ouvrier à la Société d'Electricité de Brest et syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, il diffuse la propagande du F.N. et les journaux et tracts du P.C.F. clandestin. Passé aux F.T.P., participe à de nombreuses missions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration.

PAILLART Robert

Ouvrier brestois. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N.. Versé aux F.T.P., participe à de nombreuses actions contre l'occupant.

PANN Yvon
Né le 14-11-1913 à (Chateaulin ?), décédé à Chateaulin en novembre 1980.

Conducteur de travaux à l'Equipement. Sous l'occupation allemande, il entre au F.N. et a une activité de propagandiste de la Résistance, journaux et tracts du F.N., du P.C.F., etc. Versé aux F.T.P., participe à de nombreuses actions contre l'occupant.

A la Libération, il adhère aux P.C.F. et fonde la section de Chateaulin aussitôt. Il en sera longtemps le secrétaire. Actif syndicaliste C.G.T., il deviendra Président du syndicat C.G.T. des P.T.T.E. de Chateaulin. Au soir de sa vie, il était aussi secrétaire des délégués à l'Education Nationale de Chateaulin, Président d'honneur de la section castelinoise de la Mutuelle du Finistère, etc.

PAPE Jean
Du Ponthou.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Prit part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts et aussi celle du F.N. Il tombe aux mains de l'ennemi lors d'un accrochage survenu au Ponthou. Emmené par les soldats allemands qui fusilleront leur prisonnier peu après le 6-8-1944.

PARMENTIER
Né vers 1910 dans le Midi.

Electricien à l'arsenal de Brest. Membre du comité de la section brestoise du P.C.F. de 1936 à 1938. Mobilisé en 1939 (ou 38). Il reste à Toulon après la débâcle de 1940 et sa démobilisation.

PAUGAM François
Né le 26-10-1910 à Saint-Martin-des-Champs.

Ouvrier du bâtiment, il adhère à la C.G.T. en 1934 à Morlaix. Après les grèves de 1936 il entre aux Chemins de Fer. Secrétaire adjoint de la section syndicale des cheminots en 1939. Mobilisé, prisonnier de guerre, il est libéré comme cheminot, à Dijon, puis à Morlaix où il est très surveillé par la police. Il adhèrera au P.C.F. à la Libération. Elu conseiller municipal (com.) de Morlaix en 1948.

PAUGAM Roger
Né en 1924 (à Brest ?)

Sous l'occupation allemande entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Tombé aux mains de l'ennemi à l'issue d'un engagement meurtrier il est emmené au « Poulguen », en Penmarc'h où les soldats allemands fusilleront leur prisonnier. (avril ou mai 1944).

PAUL Alphonse
Né le 17-2-1893 à Brest.

Cheminot, il adhère au P.C.F. en 1921 à la cellule des cheminots brestois. Il était à la C.G.T. depuis 1919. Il passe à la C.G.T.U. en 1922, lors de la scission syndicale organisée par les réformistes. Il participe aux luttes politiques et syndicales à Brest dans les années 20 et 30 aux côtés des autres militants cheminots, les Kermarrec, Méar, Le Mignon, etc. Décédé à Brest en janvier 1981. Père de Gabriel.

ATTENTION DEUX PAUL FRANCOIS

PAUL François.
Né le 16-8-1920 à Porspoder.

Engagé dans la Marine à 17 ans. Fils de paysans pauvres. Avec son père socialiste il lutte contre le mouvement fasciste des « croix de feu », mais déjà il inclinait vers le P.C.F.. En 1940, canonnier à bord du « Richelieu », il veut gagner l'Angleterre. Il est arrêté pour ce motif avec trois autres camarades sur les ordres d'un capitaine de vaisseau, qui sera fait contre-amiral à la Libération. F. Paul est alors dégradé et envoyé aux sections disciplinaires.

Malade il est libéré en septembre 1942. Il cherche le contact avec les F.T.P., ne le trouve pas et entre à « Défense de la France ». Activité de renseignements, camouflages d'armes de guerre remises en état par lui après avoir été planquées par des marins français en 1940. Il est chef de groupe F.F.I. de la section Porspoder. En fin août 1944 il rejoint la Cie « Marcel-Boucher » des F.T.P.. A la Libération il adhère au P.C.F. de Brest.

PAUL François.
Né le 10-5-1903 à Brest où il meurt le 5-4-1974.

Ouvrier de l'arsenal de Brest. Militant laïque, syndicaliste C.G.T., sympathisant du P.C.F. Sa femme, née Rose Colin, tenait un café rue Graveran que fréquentait des militants dont Eugène Kerbaul qui habitait en face. Par la suite le couple va tenir un autre café, à Kerinou, en Lambézellec.

Sous l'occupation allemande il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Arrêté en 1941 et détenu au camp de concentration de Chateaubriant. Libéré faute de preuves et d'aveux il

reprend son travail à l'arsenal... et ses contacts avec l'organisation clandestine du P.C.F. qui s'y trouve. Il aide les groupes communistes clandestins de cet établissement à l'occasion de leurs sabotages anti-allemands de sous-stations électriques en mars 1942. Mais toujours très surveillé par la police il devra limiter sa participation à quelques opérations contre l'occupant, toujours à l'arsenal. Continue son activité syndicale après la Libération.

PAUL Gabriel (dit « Gaby », diminutif breton de Gabriel).
Né le 27-1-1918 à Brest.

Ouvrier à l'arsenal. Il adhère à la C.G.T. en 1936 et devient actif militant syndicaliste. C'est sous l'occupation allemande qu'il va adhérer au P.C.F. clandestin en 1942. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Au début de 1943, il est membre du « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine de l'agglomération brestoise et en devient responsable politique en octobre de la même année. En mai 1944, il est muté par le P.C.F. à la direction départementale du Morbihan du P.C. clandestin, comme responsable « masse ». Le 20-6-1944 il revient dans le Finistère où il reçoit la responsabilité de secrétaire départemental à l'organisation du Parti, puis celle de responsable politique.

Il avait reconstitué le syndicat de l'arsenal dans la clandestinité et en mai 1943, mis sur pied une Union Locale clandestine de la C.G.T.. Il y prépara la grève insurrectionnelle de 1944. On le chargera aussi d'organiser dans le département des unités du maquis, d'organiser des liaisons et la récupération des parachutages d'armes. Nommé commandant F.T.P. le 21-6-1944 par le lieutenant colonel « Chevalier » (D. Trellu, v. ce nom.). Membre du Comité départemental de Libération.

Après la Libération il assume diverses responsabilités politiques : secrétaire fédéral du Finistère du P.C.F. en mars 1945, député de 1945 à 1958, conseiller municipal de Brest de 1947 à 1949, puis de 1977 à 1983, vice-président de la Communauté urbaine de Brest. etc.

PAUL Marcel.
Né le 14-7-1900 à Paris (14e), décédé à Paris le 11-11-1982.

Il fut placé très jeune par ses parents à l'Assistance Publique. Militant très connu, il fut ministre, notre but ici ne sera pas de retracer sa vie complète. On lira à ce propos l'excellent livre que mon camarade Pierre Durand lui a consacré. Nous n'évoquerons, ici, que les passages dans notre département de cet ami personnel.

En 1919, il participe à la révolte des marins militaires en instance de démobilisation à Brest. Il reviendra dans le Finistère, vingt ans plus tard, à l'arsenal où il est mobilisé en 1939, comme « ouvrier militaire ». Le P.C.F. lui confie la tâche de la propagande parmi les marins, contre la politique de Daladier, Blum, etc., qui mènent le pays à l'abîme. Le P.C.F. est interdit en septembre 1939 par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite réactionnaire.

A Brest, Marcel Paul cherche le contact avec l'organisation communiste locale et le trouve assez vite avec plusieurs de ses militants : Jeanne Goasguen-Cariou, Yves Labous, Louis Morvan, etc. Il sera arrêté en 1940, tout au début de l'année. Transféré à l'Hotel des Invalides à Paris où il est incarcéré et victime de brutalités. Il ne sera pas cependant traduit devant un tribunal, car un camarade gazier-électricien qui le connaissait (Marcel Paul était secrétaire général du Syndicat des Gaziers-Electriciens C.G.T.) avait brûlé son dossier dans un poêle après qui lui soit venu dans les mains dans une administration militaire où il était mobilisé.

Marcel Paul se libère peu après la débâcle de juin 1940, en août, et rejoint l'organisation du Parti à Rennes et à Nantes où il retrouve A. Havez, délégué du C.C. pour l'ouest de la France. Le même mois d'août ils lanceront au nom du P.C.F. un message à la population, qui était un appel sans équivoque à la Résistance et qui s'inspirait de l'appel du 10 juillet 1940 de Maurice Thorez et de Jacques Duclos. Tiré sur duplicateur il fut envoyé à toutes les organisations communistes de Bretagne par l'interrégion.

Déjà en juillet 1940, M. Paul avait, avec quelques camarades, ramassé des fusils abandonnés par des soldats en déroute afin de constituer des stocks d'armes à Nantes. Il reste en Bretagne jusqu'en janvier 1941 quand il reçoit des responsabilités à l'échelle nationale dans le P.C.F. clandestin. Après la Libération il sera ministre puis président de la F.N.D.I.R.P. Marcel Paul avait eu de grandes responsabilités syndicales. Délégué au Congrès national de la C.G.T.U. de 1927, élu à la commission exécutive, réélu aux congrès de 1931 et 1933.

PAILLOT Pierre Emile.

Dessinateur à l'arsenal de Brest. Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. dans les années 20 à Brest. Candidat du P.C.F. aux municipales à Brest en 1925.

PENCALLET Joseph.
Né le 25-10-1890 à Douarnenez où il décède en 1973.

Patron-pêcheur. Il avait embarqué à l'âge de 10 ans en 1900. En 1909 il prend part à la grève des sardiniers. Service militaire et guerre réunis, il passe neuf années sous les drapeaux. A son retour en 1918 il adhère au P.S.. Il y combat aussitôt le réformisme de ses dirigeants et pour le retour du P.S. à une voie révolutionnaire par son retrait de la Deuxième Internationale (soc. et réf.) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.). Militant syndicaliste il participe au congrès de l'Union Départementale des syndicats C.G.T. à Morlaix en 1921, qui voit le succès des thèses du syndicalisme de luttes des classes.

Les réformistes vont provoquer la scission du mouvement syndical. La majorité des syndiqués douarnenistes optera pour le syndicalisme de luttes des classes et suivent Jéquel, Jourdy, Pencallet et d'autres qui rejoignent la C.G.T.U. Pencallet s'était aussi fait connaître comme militant très actif de la section communiste douarneniste dès sa fondation, mais il y a une minorité d'adhérents de l'ancienne section socialiste qui refusant les décisions du Congrès de Tours, reconstituent une section socialiste S.F.I.O. à Douarnenez sous la houlette de F. Le Goic. Ils consomment ainsi sur le plan local la scission organisée sur le plan national par Léon Blum et les siens. Jos Pencallet est élu conseiller municipal de Douarnenez et Président du comité local des pêches, il est aussi secrétaire général du syndicat des pêcheurs C.G.T.U.. En décembre 1926 il présentera à ce titre un intéressant rapport au « Congrès des Ports Bretons C.G.T.U. » où il y a quarante ports représentés. L'année précédente il avait été délégué au 3e congrès national de la C.G.T.U. à Paris, (août 1925). En 1927, il est nommé administrateur de la Coopérative « des Dentelles et Broderies Bretonnes » qui vient d'être créée pour tenter de faire échapper à l'emprise des margoulins qui les exploitent les dentellières et les brodeuses bretonnes.

Il occupera ces diverses fonctions de nombreuses années. Mais s'il avait été conseiller municipal dans la municipalité Velly il refusera toujours de l'être avec Le Flanchec, le maire (com.), lequel voit en Pencallet moins un camarade de Parti qu'un rival possible menaçant ses ambitions personnelles. Le conflit durera entre les deux hommes et de personnel deviendra politique. Comme Le Flanchec a « façonné » la cellule locale, Jos Pencallet refusera de nombreuses années de reprendre sa carte au Parti, donnant à son attitude le sens d'un désaveu du maintien dans le Parti d'un Le Flanchec qui avait cessé d'en être digne.

Jos Pencallet sera un des tout premiers à réclamer l'exclusion du P.C. du maire. Le bureau fédéral du Finistère du Parti est vite d'accord, excédé, que sont ses dirigeants par les rodomontades de Le Flanchec et de tout ce qui traîne autour de lui. Mais la décision d'exclusion prise ne sera pas suivie, dans un premier temps, car Le Flanchec a conservé sa grande popularité. L'exclusion définitive de Le Flanchec ne sera prononcée que quelques années plus tard en 1936 par le C.C. du P.C.F. Jos Pencallet reprend alors sa carte du Parti dont il sera le candidat aux cantonales de 1937.

Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste de la Résistance il diffusera les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Il assumera des responsabilités au F.N. clandestin sur le plan local. En 1942, la police

envisage d'arrêter Jos Pencallet comme suspect mais elle hésitera, l'administrateur maritime consulté ayant affirmé alors « que ce serait une faute ». A la Libération Jos Pencallet est maire de Douarnenez. Il restera encore très longtemps président de la Caisse d'Entraide aux Familles de Pêcheurs péris en Mer et assume d'autres fonctions. Il restera responsable C.D.H. (comité de défense de l'Humanité) jusqu'en 1972.

PENCALLET Joséphine.

Ouvrière de la conserverie. Militante de la C.G.T.U. elle joue un rôle dans la grande grève des ouvrières de la conserverie de Douarnenez en 1924. En 1925, le P.C. la présente comme canditate aux élections municipales — alors que les femmes ne sont ni électrices, ni éligibles — et cependant elle est ELUE... et par un électorat exclusivement masculin puisque les femmes n'ont pas le droit de voter ce 3 mai 1925 ! Elle est ainsi, une des premières femmes à être élues en France. Mais le pouvoir fait cassser cette élection contraire à la constitution de 1875. Sa candidature et l'approbation massive des électeurs sanctionnaient la courageuse conduite des sardinières en grève l'année précédente. En août 1925, elle sera désignée comme déléguée au congrès national de la C.G.T.U. à Paris.

PENNEC Jean Roland.

Originaire de Camaret.

Sous l'occupation allemande combat dans les F.T.P. Chef d'une unité du maquis de Spézet. Arrêté à Gourin (Mor.) il est transféré à la prison St-Charles de Quimper. Il réussit à s'en évader et à regagner pieds nus, dans la neige, le maquis de Spézet.

PERENNOU Yves-Marie.

Né à Pont-Labbé le 1-2-1880.

Maçon. Un des fondateurs du syndicalisme en Pays bigouden. Il est secrétaire de l'U.L.-C.G.T. de Pont-Labbé en 1918. Il opte et combat pour un syndicalisme de luttes de classes, s'opposant durement aux réformistes. Après la scission, organisée par les réformistes en 1922 il œuvre pour le passage des syndicats bigoudens à la C.G.T.U. dont il devient un militant. Membre du P.C.F. il préside une de ses réunions publiques dans les années 20.

PÉRON.

Militant syndicaliste de Morlaix. Secrétaire du syndicat C.G.T. puis C.G.T.U. des cheminots morlaisiens en 1922. Il perd bientôt sa place aux Chemins de fer à cause de ses activités syndicales. Il s'engage dans l'armée et y devient adjudant.

PÉRON.

Agriculteur. Sous l'occupation allemande il est un des créateurs d'un comité clandestin de paysans, rattaché au F.N., dans la région de Chateaulin. Ce comité animera la Résistance dans le milieu rural de cette région contre le pétainisme et l'occupant et aussi contre l'attentisme.

PÉRON.

Du Pont-du-Buis.

Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. en 1936. Sous l'occupation allemande Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestin du P.C.F., du F.N. etc. Arrêté par la police française il est envoyé en détention au camp de concentration de Chateaubriant. (L.-A.).

PÉRON Emile.

Décédé à Poullaouen en février 1983, âgé de 62 ans.

Cheminot de Carhaix. F.T.P. dans la région de Poullaouen où il devient bientôt chef de groupe. Il prend part à de nombreuses actions. Lieutenant commandant la Cie F.T.P. « Henri-Barbusse ».

PÉRON François.

Né le 5-2-1904 à Penmarc'h.

Il adhère au P.C.F. en 1936 ainsi qu'à la C.G.T. Sous l'occupation allemande il est à Concarneau un des responsables de groupes clandestins du P.C.F. Propagandiste résistant communiste il diffuse les journaux et tracts du P.C.F.. Arrêté le 20-11-1940 à Concarneau pour avoir — au cours d'une rixe provoquée — frappé le sous-officier commandant une patrouille allemande. Il est condamné à mort et enfermé à la prison de Mesgloaguen à Quimper. Il tente de s'en évader mais franchissant le dernier mur il tombe et se brise les jambes. Les Allemands vont le ligoter sur un brancard et le transporter ainsi au bois de Keriolet, près de Concarneau. Là, le brancard est adossé à un arbre. C'était le 25 février 1941, les soldats allemands se mettent en ligne et Péron est fusillé. F. Péron est le premier fusillé de Concarneau et de Penmarc'h, probablement le premier fusillé communiste du Finistère.

PÉRON Guillaume.

Né en janvier 1893 en Pays bigouden, frère de Jean-Marie.

Durant la guerre de 14-18, il est mécanicien dans les sous-marins puis dans l'aviation maritime. Démobilisé il va à Angers pour trouver un travail et y adhère au P.C.F.. Il devient syndicaliste C.G.T.U.. Plus tard il s'en va à Nantes, puis à Auray (Mor.). En fin 1939, il prend part à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité où l'a plongé son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Il a participé en début de 1941 à la création des premiers groupes O.S. du P.C.F. dans le Morbihan et à leurs premiers sabotages. En 1942, versé au F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Muté ensuite, par sécurité, dans le Finistère il est nommé responsable départemental du F.N. et responsable politique des F.T.P. dont le commandement militaire est assuré par le lieutenant-colonel « Chevalier » (D. Trellu). Guillaume Peron est alors connu sous le pseudonyme de « Père Henri ».

A la Libération il retourne dans le Morbihan et devient conseiller municipal (com.) d'Auray, Cheminot désormais, il sera muté par la S.N.C.F. plus tard à Rennes où il continue une vie militante active. Il y décédera en 1978. C'est le secrétaire fédéral d'Ille-et-Vilaine qui prononcera son éloge funèbre. Voir Péron Jean-Marie.

PÉRON Jean-Marie.

Né le 13-9-1896 à Tréguennec dans une famille paysanne pauvre. Frère de Guillaume.

Orphelin de père à 4 ans. Certificat d'études à 10 ans et demi, à 11 ans et demi il devient commis aux écritures chez une commerçante de Ploneour-Lanvern. Il fait la guerre de 14-18, se bat au « Chemin des Dames ». Démobilisé en 1919 à Strasbourg il refuse de faire partie d'une mission en Europe Centrale, où il aurait pu être officier. Il revient alors à Pont-Labbé et entre à la Société Générale. Il se marie en 1920, puis va à Rennes, toujours pour la même société et il y restera six ans de 1923 à 1929.

Il est devenu un actif syndicaliste de la C.G.T.U.. Sympathisant depuis longtemps du P.C.F. il y adhère en 1936, à Pont-Labbé où il réside à nouveau depuis 1929. Il y participera aux luttes du Front Populaire. Militant du P.C.F. clandestin après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N. etc., s'occupe d'hébergement de résistants en mission, de la fourniture de faux papiers, etc. A la Libération J.-M. Péron fait partie de la délégation spéciale qui administre Pont-Labbé. Meurt à Pont-Labbé en 1977. Sa femme et sa fille l'avaient aidé dans ses activités de résistant.

PÉRON Joseph.

Syndicaliste C.G.T. à Morlaix de 1936 à 1939. En fin d'année 1939 il est déclaré « déchu » de son mandat de responsable syndical par la majorité réformiste de la direction nationale de son syndicat sans consultation des syndiqués de base qui l'avaient élu. Le P.C.F. venait d'être interdit par le gouvernement Daladier.

PÉRON Louis.

Né le 14-11-1911 à Poullaouen.

Il adhère au P.C.F. en 1935 alors qu'il est syndicaliste C.G.T.U. depuis 1931, et instituteur à Baud (Mor.). Il devient secrétaire de cellule l'année même de son adhésion. Membre du comité régional du Finistère-Morbihan du Parti. Sous l'occu-

pation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. C'était alors qu'il était en congé à Carhaix qu'il avait établi en 1940 les liaisons avec le Morbihan pour le P.C.F. Arrêté à Carhaix le 12-3-1941. Détenu au camp de concentration d'Aincourt, puis à celui de Voves (E.-et-L.). Il s'en évade le 6 mai 1944 et gagne Paris. Le parti lui confie la tâche de responsable du F.N. dans le Loiret jusqu'à la Libération. Peu après celle-ci, il est désigné comme rédacteur en chef de l'hebdomadaire national du F.N. « La Marseillaise » à Paris. A la disparition du journal il reprend son métier d'instituteur dans la région parisienne. A la retraite il retourne dans le Finistère où il continue son activité militante.

PÉRON Vincent-Marie
Né à Pont-Labbé le 2-5-1887.

Un des premiers militants socialistes en Pays Bigouden. Il participe au débat entre révolutionnaires et réformistes au sein de ce parti à la fin de la guerre de 14-18 et se prononce pour le rattachement du P.S. à la Troisième Internationale (com.). Un des fondateurs du P.C.F. dans le Pays bigouden. Il avait été élu conseiller municipal de Pont-L'Abbé au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Il militera jusqu'à un âge avancé au P.C.F.

PÉRON Yves
Né vers 1923 à Pont-Labbé.

Il adhère à la J.C. en 1936. Cheminot au chemin de fer départemental. Sous l'occupation allemande il adhère au P.C.F. devenu clandestin depuis son interdiction en 1939 par le gouvernement Daladier.Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., de la J.C. Versé aux F.T.P. en 1942 participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. En 1944 il continue le combat dans le bataillon de marche de Pont-Labbé.

PERROT Albert.
Né à Scrignac le 12-6-1920.

F.T.P. de la Compagnie de Morlaix du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». Sympathisant du P.C.F. il en diffuse la propagande résistante, journaux et tracts clandestins du P.C. de la J.C., du F.N. etc. Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Tué au combat à Plouigneau le 9-8-1944.

PERROT Eugène
Né en 1912 à Audierne, mort à Brest le 29-11-1966.

Peintre-décorateur. Ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Melun, il vient à Brest pour exercer son métier. En fin de 1935, il adhère au P.C.F. alors qu'il est déjà un syndicaliste de la C.G.T.U. En 1936, il est avec Kerbaul, J. Kerautret et Yves Prigent un des fondateurs du cercle J.C. « Henri-Barbusse », de Brest. Militant très actif il joue un rôle notable dans les conflits sociaux du bâtiment dans les années 30 et particulièrement en 1936 et 37. Mobilisé en 1939 il restera prisonnier de guerre jusqu'à son retour en 1945. Il se consacrera alors surtout aux tâches syndicales.

Candidat du Parti aux cantonales de 1937 à Crozon il le sera à nouveau en 1947 aux municipales à Brest. Un accident survenu en 1959 va l'handicaper gravement.

PERROT Jean-Louis

F.T.P. du Pays bigouden. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Né en 1925 à Pont-Labbé, il y meurt en novembre 1978.

PERROT Marie.
Née le 26-10-1915 à Landerneau, décédée à Ivry en janvier 1981.

Divorcée de Lambert, épouse de Georges Gosnat, trésorier du C.C. du P.C.F. Elle adhère au P.C.F. clandestin en 1943 à Landerneau. Sous l'occupation allemande aide son premier mari, Lambert dans son activité résistante. Propagandiste de la Résistance diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N. etc. Agent de liaison des F.T.P. avec D. Trellu, puis organisatrice de groupes F.T.P. Elle organisera aussi malgré une grossesse avancée des groupes de « Femmes Patriotes » avec Germaine Lelièvre (« Danièle »). Son mari, Lambert, est arrêté en décembre 1943, en Ille-et-Vilaine, alors qu'il était en mission. En dépit de son état elle continue la lutte pour la formation de nouveaux groupes F.T.P. qui participeront aux combats de la presqu'île de Crozon et au siège de Brest. Après la Libération, secrétaire fédérale du Finistère du P.C.F. Elue député. Elle sera ensuite journaliste, de longues années, à l'hebdomadaire central du Parti « France Nouvelle » avant qu'il ne devienne « Révolution ».

PERROT Pascal.

Couvreur. Militant communiste et syndicaliste C.G.T.U. à Brest au cours des années 20. Candidat du P.C.F. aux municipales à Brest en 1925.

PERSON Jean-Louis

Militant communiste. En 1934 avec le Dr Jacq il crée la cellule d'Huelgoat du P.C.F. Elu en 1935 conseiller municipal (com.) d'Huelgoat. Il avait fait la guerre de 14-18. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., des F.T.P., etc. Après la Libération il sera un temps maire adjoint d'Huelgoat.

PETIT Bertrand

Militant communiste de Rosporden. Cheminot syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance il diffuse les publications du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

PETTON Yann
Né le 16-7-1910.

Ouvrier aux Usines Renault avant la guerre. Il est un des fondateurs du groupe culturel « Labour Ha Kan » des « Bretons Emancipés ». Militant communiste. Sous l'occupation allemande il revient en Bretagne et participe à l'activité résistante du F.N. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. En 1943-44 il fait partie du « triangle » de direction du P.C.F. dans le Finistère. Il a rédigé des tracts en breton.

PEUZIAT Guillaume
Né en 1908, décédé en novembre 1977 à Ergué-Armel.

Syndicaliste quimpérois. A la retraite il devient président de l'Union Quimpéroise des retraités C.G.T. Il était aussi membre du conseil d'administration de l'Association Sportive d'Ergué-Armel, (A.S.E.A.).

PEZZIGA

Travailleur italien émigré en Bretagne. Il y fait la connaissance à Brest de Charles de Bortoli, un des responsables de l'Union Populaire Italienne en Bretagne, qui regroupe les antifascistes transalpins. Tous deux adhèreront au P.C.F. en 1936. En fin 1936 Pezziga s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Il sera rapatrié en France (à la dissolution des Brigades ?). Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Après la Libération va dans les Côtes du Nord, à Perros-Guirec où se continue son activité militante.

PFULB

Répétiteur de lycée venu de la région parisienne à Quimper en 1937-38. Quitte Quimper en 1939 à la déclaration de guerre pour la région parisienne. Boiteux il n'avait pas été mobilisé. Militant communiste il était surtout actif dans le syndicat C.G.T. de l'enseignement.

PHILIPON (ou PHIPON ?) Georges

Militant communiste à Bannalec dans les années 20. Il participe à l'organisation des réunions politiques du P.C.F.

PHILIPPE François
Né en 1921 à Pleyber-Christ.

Sous l'occupation allemande entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il tombe aux mains de l'ennemi au cours de l'une d'elles. Emmené au « Poulguen » en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusillent leur prisonnier en avril (ou mai) 1944.

PHILIPPOT Ernest

Il adhéra au P.S. à Brest dans les premières années du siècle. En 1913, au mois de mars il participe comme orateur à une série de réunions publiques organisées dans le département contre la loi prévoyant trois années de service militaire. Il y parle aux côtés de J. Le Tréis, de Goude et de Masson. Au cours des débats qui agitent le mouvement ouvrier à la fin de la guerre de 14-18, il combat le réformisme et se prononce pour le retour du P.S. à une voie révolutionnaire et en conséquence pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale et son rattachement à la Troisième Internationale (com.) que Lénine avait fondée en 1919. Ce qui sera voté au congrès national de Tours en décembre 1920. Quand J. Le Meur le secrétaire de la jeune section communiste passera aux « dissidents », c'est-à-dire à ceux qui refusant les décisions du congrès reconstituent un P.S. réformiste, c'est à Philippot que les communistes brestois feront confiance pour diriger leur section et l'éliront secrétaire. En avril 1922, il attaque vivement les « ultra-réformistes » de la région brestoise et plus particulièrement Goude, Le Calvez et J.-L. Rolland, des « dissidents » actifs, au cours d'un meeting au Relecq-Kerhuon. Il les accusent — justement — d'organiser la scission du P.S. et de diviser la classe ouvrière en refusant de se plier aux décisions du congrès de Tours.

PICART Louis
Né le 30-6-1911 à Trézemy (Côtes-du-Nord).

Pseudonymes : « Yves », « Kervarrec ». Fils de journaliers agricoles, orphelin de père à neuf mois, il sera valet de ferme, apprenti menuisier, teilleur. Venu travailler à Paris, il adhère aux « Bretons Emancipés » dont le Président est Marcel Cachin, alors qu'il est à Ivry, en 1932. Il adhère à la C.G.T.U. en 1934 ainsi qu'au P.C.F. En 1936, il est responsable intersyndical à Ivry. Cette année-là il est appelé au secrétariat de la section communiste ivryenne et le reste jusqu'en 1939 quand il est mobilisé à la fin de l'été. Il reste en contact étroit avec le P.C. qui se reconstitue dans la clandestinité où l'a plongé son interdiction par le gouvernement Daladier.

Picart reçoit des tracts clandestins qu'il distribue dans son unité. Prisonnier de guerre il est rapatrié comme malade en fin 1941 et se sachant surveillé à Ivry, il préfère retourner en Bretagne. Il prend contact à Lannion avec Jean Le Bonniec qui avait milité avec lui à Ivry. Ils constituent alors une organisation clandestine du P.C. en attendant de trouver le contact avec le P.C. clandestin ce qui arrive bientôt avec Le Quéinnec et Simone Bastien.

Ses activités se développent alors dans la région de Lannion, Plestin, Plouaret, Perros-Guirrec, Tréguier. Le 10-3-1943, Poirot, l'interrégional du P.C.F. lui confie la direction politique du Parti pour les Côtes-du-Nord. Il ne tarde pas à devenir son adjoint à l'interrégion de Bretagne et il occupera ce poste auprès des successeurs de Poirot. Picart aura des contacts avec les organisations clandestines du P.C.F., du F.N., des J.C., des F.T.P. dans le Finistère, le Morbihan, les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine. Il devra mener alors une tâche difficile et parfois délicate sur le plan politique, les communistes étant désormais minoritaires dans les F.T.P., car ceux-ci, en effet et c'est très bien, ont beaucoup recruté. Et aussi sur le plan militaire car bien souvent l'encadrement des F.T.P. est « faible » y compris parfois à l'échelle départementale...

Dans ces circonstances la vigilance politique et la sûreté de jugement de Picart, appuyés par l'expérience, seront des plus précieuses. Il aura dans toute son activité la confiance justifiée du délégué du C.C. du P.C.F. pour la Bretagne en 1944, Barbot, dit « Morin ». Picart sera membre du Comité Central du P.C.F. à la Libération. Il a écrit un livre de souvenirs encore inédit.

PICAUT Robert.
Né le 30-12-1904 au Mans.

Candidat (com.) aux législatives de 1928 à Brest alors qu'il est emprisonné dans cette ville pour son action « antimilitariste » : il avait été surpris en flagrant délit de distribution à des marins de l'Etat de la « Page de Jean Gouin », édité par la J.C.. Il sera libéré en fin 1932 après avoir purgé sa peine, on lui avait refusé le statut de prisonnier politique.

PICHON Yves-Marie
Du Ponthou.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bataillon « Yves Giloux ». Sympathisant du P.C.F. il en diffusait la propagande résistante, tracts, journaux, etc. du P.C.F., du F.N., des J.C.. Il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. C'est au cours de l'une d'elles qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands exécuteront leur prisonnier peu après le 6-8-1944 au Ponthou.

PICHON
Né vers 1900.

Employé de l'E.D.F. à Châteaulin. Electricien. Dès 1940 un des premiers Castelinois résistants. Membre du P.C.F. (clandestin depuis son interdiction par le gouvernement Daladier). Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. Passé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

PIERRE Georges.
Né vers 1900.

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. puis de la C.G.T. réunifiée, à Quimper durant les années 30. Mécanicien automobile il travaillait avec Eric Texier, le trésorier de la région Bretonne (Finistère-Morbihan) du P.C.F.. Mobilisé en 1939, il restera cinq années prisonnier de guerre. Après sa libération va à Vannes où il continue ses activités militantes.

PIETO Henri.

Candidat (com.) aux législatives du 1er mars 1932 à Brest (3e circonscription). Il obtient 911 voix contre 12029 à Inizan (U.R.D.).

PINSON Yves.
Né le 16-11-1898 au Tréhou, décédé en 1963.

Militant de la cellule des cheminots communistes de Quimper. Aussi un actif militant syndicaliste, d'abord de la C.G.T.U., puis de la C.G.T. réunifiée après 1935. En fin 1939, quand le P.C.F. fut interdit par le gouvernement Daladier, Pinson participe à sa restructuration dans la clandestinité chez les cheminots quimpérois avec Harré. Des « Humanité » clandestines arrivent alors en caissettes à Brest pour être réexpédiées (de la fin de 1940 à l'été 1942) en partie via Quimper par la filière clandestine des cheminots afin d'être réparties ensuite dans le Finistère-Sud et Central par des convoyeurs cheminots de Brest à Quimper, de Quimper à Douarnenez, de Brest à Morlaix etc. Cela déjouera longtemps les pièges de la police. Pinson participera à la propagande de la Résistance en diffusant les tracts et les journaux du P.C.F., du F.N., etc. Il participe aussi à de nombreux sabotages ferroviaires.

PIRIOU Sébastien.

Mécanicien automobile. Tuberculeux réformé, il adhère au P.C.F. à Morlaix en 1930 ou 31. Diffuseur de la presse communiste (C.D.H.). Il meurt en 1938 à Morlaix.

PIRIOU Yves.

Il adhère au P.C.F. à Saint-Marc, près de Brest en 1936, lors de la création de la cellule locale. Diffuseur de la presse communiste (C.D.H.). Syndicaliste C.G.T.

PIRIOU.

Militant du P.S. au lendemain de la guerre de 14-18, partisan du retour du P.S. à la voie révolutionnaire. Il est un des 294 signataires de la motion présentée au Congrès de Tours du P.S., en fin 1920, et qui réclame pour cela le rattachement du P.S. à la Troisième Internationale, (com.).

PLASSART François
Né le 4-7-1902 à Berrien, y décède en juin 1981.

Il avait adhéré au P.C.F. en 1936. Secrétaire de la cellule de Berrien en fin 1936. Forgeron, mécanicien, maréchal-ferrant. Il sera maire de Berrien pendant 30 ans. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreu-

ses actions contre l'occupant. Après la Libération secrétaire de la section communiste de Berrien jusqu'en 1948. Maire ensuite. Président d'honneur de l'Amicale Laïque, Président du club du 3e âge, etc.

PLASSART Jean-Marie

Il adhère au P.C.F. à Berrien en 1936. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, livré aux Allemands il est déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il mourra.

PLASSART Pierre.
Né en 1912, mort à Berrien en novembre 1983.

Militant communiste de Berrien. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Il avait chez lui, à Trédudon-les-Moines, un important dépôt d'armes et de munitions des F.T.P. Après la Libération conseiller municipal.

PLASSART Yves.
Né le 17-8-1905 à Chateaulin.

Il entre dans la Résistance à « Libé-Nord » le 10-1-1944. Le 1er-8-1944 il rejoint les F.T.P. pour pouvoir combattre réellement contre l'occupant allemand.

PLOUZENNEC Pierre.
Né en 1920 (à Quimper ?).

Sous l'occupation allemande il combat dans les F.T.P. et participe à de nombreuses missions contre l'occupant. C'est au cours d'une de ces opérations qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené au Poulguen, en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusilleront leur prisonnier en avril ou mai 1944.

POIRIER Louis, dit « Julien Gracq ».
Né à Saint-Florent-le-Vieil (M.-et-L.) en 1909.

Ancien élève du philosophe Alain. Militant de la section communiste de Quimper dans la fin des années 30. En fin 1938, il est frappé d'un mois de suspension de son poste d'enseignant pour avoir participé activement à la grève du 30 novembre 1938. En fin 1939, n'approuvant pas le soutien du P.C.F. à la politique de l'Union Soviétique il démissionne du Parti. Mobilisé peu après. Connu pour son œuvre de romancier qu'il signe Julien Gracq : « Au château d'Argol », (1938) ; « Un beau ténébreux », « Le rivage des Scythes »; « Le Roi-Pêcheur »; « La Presqu'île »; « Liberté grande »; « Un balcon en forêt », dont on a tiré un film.

POIROT.

Militant communiste à qui fut confiée la direction de l'interrégion de Bretagne du P.C.F. sous l'occupation allemande en 1943. Il aura bientôt pour adjoint Picart. Son successeur à ce poste sera Barbot (« Morin »), en 1944.

PONTET Robert.
De Morlaix.

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves Giloux ». Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Après l'arrestation de William Caron il prend la tête du groupe F.T.P. « Justice ». Inquiété il se rend à Rennes, là des policiers veulent l'arrêter, et comme il est armé il veut se défendre : les policiers l'abattent.

PORIEL Corentin.
Né à Tourc'h vers 1900-05.

Ouvrier du bâtiment, il adhère au P.C.F. en 1936 ou 37 à Brest et au syndicat C.G.T. la même année. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Conseiller municipal de Tourc'h après la Libération.

POSTIC Francis.
Né en 1896 à Morlaix. Décédé en 1972.

Il fit la guerre de 14-18, combattit à Dixmude et sur l'Yser dans les fusiliers-marins. Rendu à la vie civile, il se marie et

entre aux Douanes dans le Nord. En 1928, muté à Audierne où il se fixe. En 1932 avec « Franchic » Savin, Pierre Moalic, et quelques autres il fonde la cellule d'Audierne du P.C.F., qui deviendra section en 1936 et grossira jusqu'en 1939. F. Postic participera à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. En juin 1940, son administration le déplace d'office à Etel (Mor.), sanction politique. Du Morbihan il est muté à Lyon. Là il parviendra à aider plusieurs détenus politiques résistants à s'évader des prisons vichystes.

Il participe activement à la Résistance dans la région lyonnaise. Il ne pourra revenir à Audierne qu'en octobre 1944, rétabli, enfin, dans son poste. En avril 1945, il est élu maire d'Audierne à la tête d'une liste démocratique entraînée par le P.C.F. Il fut candidat (com.) en 1937, au conseil d'arrondissement.

POSTOLEC Pierre.
Né à Poullaouen le 17-3-1875. Mort à Carhaix en 1978.

Militant du P.S. Ouvrier carrossier. Secrétaire du syndicat des ouvriers en voitures à Saint-Dizier (H.-M.). Délégué au congrès de Tours en 1920, il vote la motion Cachin-Froissard pour le rattachement du P.S. à la Troisième Internationale (com.) et intervient en ce sens au congrès. Un peu plus tard il retournera au réformisme. Conseiller municipal à Saint-Dizier jusqu'en 1927, par la suite, conseiller municipal puis maire de Carhaix.

POSTOLLEC Yves

Combattant F.T.P. sous l'occupation allemande. Nommé lieutenant il est chargé du transport à la Cie « H.-Barbusse ». Il a participé à de nombreuses actions.

POULAIN Joseph

Conducteur de travaux, puis artisan menuisier. Né en pays bigouden vers 1895. Durant la guerre 14-18 il est juge de Paix à Pont-Labbé. Par la suite candidat du P.C.F. au Conseil Général en 1922. Devient artisan. Entre dans la Résistance en 1941-1942, au F.N.

POULICHET Christophe
Né à Scaër en 1914

Il adhère au P.C.F. en 1937, cellule de Scaër. Sabotier, puis ouvrier aux Papeteries Bolloré, enfin boucher. Syndicaliste C.G.T. il est licencié après la grève générale du 30-11-1938. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre de 1940 à 1945. Après la Libération secrétaire de la section de Scaër du P.C.F. Conseiller municipal il prend la succession de P. Salaun, sera maire de Scaër jusqu'en 1983. Son père avait été un actif militant socialiste.

POULICHET Corentine
Née vers 1922 à Ergué-Gabéric.

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance elle diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Agente de liaison entre les organisations du P.C.F. et celles des F.T.P. dans la région de Scaër. Transporta des armes, du matériel.

POULICHET Francine
Née Massé vers 1918 à Scaër
Epouse de Christophe

Ouvrière papetière elle adhère à la C.G.T. en 1936 et au P.C.F. en 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. dans la région scaëroise. Elle héberge des résistants en mission, organise des dépôts d'armes et de munitions chez elle, assure des liaisons entre le P.C.F. et les F.T.P.

POULIQUEN François

Garde-champêtre à St-Marc alors commune semi-rurale jouxtant Brest qui va l'annexer en 1945. Il entre au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance il diffuse les publications clandestines du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., cet ancien gendarme met ses connaissances militaires au service de la lutte armée et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Lors de bombardements de Brest qui touchèrent aussi St-Marc, François Pouliquen fera

preuve d'un exceptionnel courage dans la sauvegarde et le sauvetage des personnes en danger. Après la Libération appariteur à la mairie de Brest. Il sera candidat du P.C.F. à une élection en 1947 (municipales). Il meurt peu après.

PRADER Jean

Employé à l'Hôpital de Morlaix il adhère à la C.G.T. en 1936. Venait de l'Assistance Publique. De tendance anarcho-syndicaliste, mais proche du P.C.F. cependant. Sous l'occupation allemande il prend contact avec le P.C.F. clandestin et en diffuse la propagande résistante. En contact aussi avec les F.T.P. organise des dépôts d'armes, de munitions et d'explosifs. Il héberge des résistants en mission.

PRIGENT François
Né le 21-3-1899 à Brest
où il mourra en mai 1979.

Typo-imprimeur. Syndicaliste il avait adhéré à la C.G.T. en 1920. Il milita d'abord au sein des Jeunesses Syndicalistes brestoises. Il est aussi à l'époque un des premiers, et des plus jeunes, animateurs de la « Maison du Peuple » de Brest. Dans « Le Cri du Jeune Syndicaliste », il écrit des articles de révolté tout en apprenant son métier de typo. En 1922 il trouve une place en Normandie où il devient rédacteur de « L'Impartial des Andelys ». En 1924 il est de retour à Brest et reprend la typographie. Il est bientôt secrétaire de la section brestoise du « Livre » C.G.T. puis élu à la commission administrative de l'U.D.-C.G.T. « confédérée » et à son bureau en 1930. Peu après il est secrétaire adjoint de l'U.D.-C.G.T. De la réunification des deux C.G.T. en décembre 1935 à l'automne 1939 il occupera ce même poste aux côtés de E. Miry.

Il était partisan de cette réunification syndicale depuis longtemps et sur une base de lutte de classe. Il avait d'ailleurs et certains le lui reprochaient des amis à la C.G.T.U. François Prigent sera au sein de la direction départementale de la C.G.T. « confédérée » un de ceux, trop rares, avec Jean Autret qui œuvreront de tout temps à la réunification syndicale des deux C.G.T., la « confédérée », réformiste et l'« unitaire » (révolutionnaire). C'est dans ce sens qu'il intervient aux congrès de l'U.D. confédérée dont il assure depuis 1930 le compte-rendu des travaux. Des extraits de ses interventions — mais pas toujours choisis par lui — paraîtront dans le « Finistère Syndicaliste » dont il assure, pratiquement seul, la parution.

Chef d'atelier à l'Imprimerie Populaire, entreprise créée à l'origine par le mouvement ouvrier, mais tombée alors entre les mains de Goude, dont Roquin le directeur est l'ami, F. Prigent vivra les problèmes de cette entreprise placée au carrefour du mouvement ouvrier et populaire et des ambitions personnelles de politiciens. Quand Goude sabordera « Le Cri du Peuple », en 1935, plutôt que de le voir redevenir un organe de la Fédération socialiste du Finistère et que du coup l'avenir même de l'Imprimerie Populaire sera mis en cause (déc. 35 - jan. 36), François Prigent, au nom des ouvriers, après avoir rappelé comment et pourquoi avait été créée cette imprimerie, proposera de former à partir d'elle une entreprise coopérative au service de TOUTES les organisations ouvrières et populaires. Roquin - derrière lui, Goude - refusera. Goude et Roquin sont membre de la loge maçonnique « Les Amis de Sully » où ils rencontrent des responsables socialistes de Brest lesquels serrent la main de Goude qu'ils ont cependant exclu de leur parti et avec quels attendus ! Mais si ceci se passe dans la discrétion, le secret ne peut être total et cela n'est guère apprécié des ouvriers militants du P.S.

Alors François Prigent et quelques équipiers s'en vont fonder une « Imprimerie Coopérative », rue Kléber, à Brest. Ils ont trouvé du matériel d'occasion et du crédit chez Forner à Nantes, un fournisseur de matériel graphique. Cette imprimerie rendra les plus grands services aux organisations ouvrières de Brest et de la région et plus tard à la Résistance. En 1939, « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », organe de la « Région Bretonne (Finistère-Morbihan) » du P.C.F. se fait imprimer là.

En septembre 1939 quand vint l'interdiction du Parti et de sa presse par le gouvernement Daladier qui s'appuyait sur une

coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste, un numéro de cette publication était sous presse et le tirage interrompu à son début. Le bureau de la section brestoise du Parti chargea alors Kerbaul, ancien typo lui-même, devenu facteur auxiliaire des P.T.T. et membre du comité de rédaction de cet hebdomadaire interdit et de plus ami de F. Prigent qui l'avait fait adhérer en 1934 au syndicat du Livre, d'aller demander aux ouvriers de l'Imprimerie Coopérative de continuer le tirage du journal, ce qu'ils feront, en dépit de l'interdiction gouvernementale et malgré les risques encourus.

Ainsi « La Bretagne... » sera imprimée clandestinement et **diffusée publiquement** dans les rues en risquant la répression policière et judiciaire. Vente rondement menée dans les quartiers populaires et si rapidement que la police ne put intervenir à temps. Il n'y eut aucun invendu et nulle part il n'y eut quelqu'un pour alerter la police, ni même s'en prendre aux vendeurs - ce à quoi cependant ceux-ci, prudents, s'attendaient dans ce climat d'hystérie anti-communiste. Ce journal devenait ainsi le premier journal ayant été imprimé clandestinement dans la région et à être diffusé à la barbe de la police brestoise, au cours de la deuxième Guerre Mondiale. Les policiers n'en retrouveront que quelques exemplaires lors de la perquisition du siège de la section, rue du Petit-Moulin.

François Prigent est mobilisé en octobre 39 et ne sera rendu à la vie civile qu'en juillet 1941. Il est aussitôt contacté par Ernest Miry que la section communiste clandestine a chargé des prises de contact avec les dirigeants syndicalistes, non membres du Parti, mais sûrs. François Prigent accepte avec détermination de participer à l'action clandestine résistante du P.C.F., notamment pour la propagande, mais sans que cela revête la signification d'une adhésion au Parti. Après l'arrestation de Kerbaul (5-7-1941) le matériel de l'imprimerie en cours d'installation à Kérichen doit être récupéré. Il va servir à monter un atelier de composition typographique clandestin à l'Harteloire dans l'arrière boutique de la boucherie Inizan, son propriétaire, réfugié dans la Sarthe avait confié la clef à Ernest Miry, dont il ignorait les dangereuses activités résistantes et qui se garda bien de s'en vanter auprès de son cousin.

Là va opérer un typo de l'Imprimerie Coopérative, le communiste Albert Cadiou. Les compositions typographiques sont ensuite amenées à l'imprimerie rue Kléber, cachées dans une valise. Le tirage effectué, la composition typographique refait le même chemin en sens inverse et les caractères sont redistribués dans les casses. De nombreux tracts, des journaux, des affichettes, des papillons, par milliers vont sortir ainsi. A de nombreuses reprises la police va perquisitionner l'imprimerie coopérative, mais ses spécialistes restent toujours perplexes, les casses de caractères de types ayant servi aux journaux et tracts clandestins de la Résistance communiste n'existent pas dans cette imprimerie... et pour cause ! Et la police n'aura jamais la moindre preuve de ces tirages en cette imprimerie, ni le moindre indice pouvant la mettre sur la piste d'un atelier secret de composition typographique.

C'est alors que les Allemands, irrités, prennent le relais des policiers français. Sous le prétexte de travaux en langue allemande qu'ils imposent à l'imprimerie ils y introduisent un sous-officier, un feldwebel, prétendument typographe. En vain ! ce militaire avait une maîtresse française Mme .... dans le quartier et il était très souvent chez elle et ces rendez-vous au domicile de la collaboratrice duraient assez longtemps.

En 1942 un délégué de la « Charte du Travail » de Pétain vint à Brest et il y rencontre — à sa demande pressante — des anciens responsables syndicaux, non-communistes. F. Prigent était de ceux-là et il se voit imposer une rencontre. Il s'opposera par des moyens dilatoires, mais efficaces, ainsi que Pierre Autret et Charles Berthelot, aux projets envisagés pour Brest et élaborés à Paris et à Vichy dans les milieux pétainistes où se retrouvent d'anciens dirigeants réformistes de la C.G.T., ceux qui firent exclure des fonctions syndicales les communistes en 1939, entre autres les traîtes Belin, Dumoulin.

En 1944, F. Prigent, dont l'imprimerie d'ailleurs ne peut plus être utile et dont l'un des typos, A. Cadiou a été arrêté en 1942,

rejoint les F.T.P. Il appartient dès lors à la Cie « Marcel Boucher » dont le capitaine n'est autre qu'André Le Roy, le secrétaire de la section communiste brestoise avant la guerre. Dans la Résistance, F. Prigent, en plus de son activité d'imprimeur clandestin, hébergera des résistants en mission, « planquera » des armes, et fera des collectages de solidarité.

François Prigent a joué un rôle important dans le mouvement ouvrier brestois et particulièrement en tant que militant syndicaliste. Il a écrit des « Souvenirs » sur diverses époques de sa vie. D'autres ont été enregistrés sur cassettes.

PRIGENT Joseph Olivier
Né le 21-1-1905 à St-Pierre-Quilbignon

Probablement membre du P.C.F. et de la C.G.T. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui se battent aux côtés des Républicains Espagnols. Parti de Saint-Hernin le 14-1-1937

PRIGENT Marcel
Né à Trémel (Côtes-du-Nord)

Où il adhère au P.C.F. en 1936. Artisan menuisier. Sous l'occupation allemande il vient dans la région de Morlaix. Propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Après la Libération s'en va à Guerlesquin où il meurt en 1950.

PRIGENT Maurice

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves Giloux », groupe de Pierre Tanguy groupe dit « groupe Henri ». Fusillé ou mort en déportation après être tombé entre les mains des soldats allemands.

PRIGENT Yves
Né le 8-2-1916 à Brest

Décédé à Nantes en 1972. Il adhère à la J.C. en 1936 et est un des fondateurs du cercle des J.C. « Henri-Barbusse » de Brest. Il en assurera le secrétariat par intérim, le temps que Kerbaul doit assumer, lui, l'intérim du secrétaire régional de la J.C. Y. Prigent part au service militaire en 1937 et n'en revint qu'en 1940, à l'automne. Il reprend sa place à l'arsenal et participe à l'organisation des groupes communistes clandestins dans cet établissement livré aux Allemands par Pétain.

Avec Charles Cadiou et Mathurin Le Gôf il forme le « triangle » de direction du P.C.F. illégal à l'arsenal dès l'été 1941, quand Jules Lesven doit se consacrer à la section brestoise dont la direction clandestine a été amputée par les arrestations successives de R. Chaigneau et de E. Kerbaul, le premier en mai le deuxième en juillet.

Yves Prigent est un des principaux organisateurs des grèves patriotiques à l'arsenal, le 25-10-1941, en protestation contre les exécutions de patriotes du camp de concentration de Châteaubriant, et de décembre de la même année pour protester contre celles de patriotes du Groupe « Elie » et d'autres à Châteaubriant dont celle du docteur Jacq, du Huelgoat. Ces grèves eurent un déroulement modulé suivant les lieux et les circonstances après avoir été fort bien préparées notamment par une propagande efficace en un temps très court, ce qui permit l'effet de surprise.

En fin 1941 il apparut nécessaire à l'interrégional Ballanger de restructurer l'organisation clandestine du P.C.F. à Brest dont deux sur trois des dirigeants étaient arrêtés et en décembre 1941 Yves Prigent est désigné pour former avec Ch. Cadiou et Mathurin Le Gôf le nouveau « triangle » qui dirigera l'activité du Parti dans l'agglomération. Lesven passe avec L. Kerouanton et Pierre Corre à un « triangle militaire », création nouvelle annonciatrice d'une nouvelle phase de développement de l'O.S. du Parti. Ch De Bortoli aidera le nouveau « triangle » politique. Les deux « triangles », le militaire et le politique, collaborent ensemble à la préparation et au déroulement du sabotage des sous-stations électriques à l'arsenal le 27 mars 1942 - trois au moins sautèrent. Ils aidèrent les femmes communistes à préparer la manifestation des ménagères du 28 avril 1942 et dans son déroulement, que la police ne put parvenir à empêcher.

C'est au soir de cette journée qu'Yves Prigent, Ch. Cadiou, M. Le Gôf, et De Bortoli furent arrêtés par une patrouille de police armée dont les inspecteurs G... et B..., ce dernier sera exécuté plus tard par

la Résistance. Yves Prigent a participé à de nombreux sabotages aux « Bâtiments en fer », à celui des machines de pompage hydraulique, notamment. Il rédigea plusieurs des tracts clandestins distribués pendant la période qui va de la fin 1941 à avril 1942, ainsi que des articles de journaux clandestins.

Il devait être jugé trois fois. Le 14-5-1942 par le Conseil de guerre allemand à Brest à qui les policiers français se sont dépêchés de remettre leurs « prises », le 11-12-1942 par le tribunal spécial de Rennes (français) et le 28-8-1943 par le conseil de guerre allemand du « Gross Paris », à Fresnes et condamné à une peine de prison. Après la Libération il devient professeur dans un C.E.T. à Nantes. Il avait quitté l'arsenal de Brest après 1947, licencié à la suite des grandes grèves qui suivirent la guerre. Il a laissé un récit « Les grèves de l'arsenal de Brest en 1941 », vivant et précis.

PRIMAS Jean-Louis
Né à Lanester le 17-10-1911

Il adhère à la C.G.T.U., puis au P.C.F. au début des années 30, dans le Morbihan. Militant très actif. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Dès le début de 1941 il participe à la création et à l'activité de groupes de l'O.S. du P.C.F. et commence sa longue série de sabotages et attentats anti-allemands qui en fera un des plus remarquables combattants de la Résistance en Bretagne. Il y joindra bientôt des responsabilités au sein du P.C.F. dans le Morbihan. Il y est un des créateurs des F.T.P. en avril et mai 1942. Il donne de suite à ces groupes F.T.P. morbihannais une activité exceptionnelle. Repéré par la police il est muté à Brest. Il y reçoit un poste de commandement et une de ses premières missions dans le Finistère sera d'exécuter la sentence prononcée par un tribunal de la Résistance contre un policier brestois G...., coupable d'avoir fait devant le tribunal militaire allemand un faux témoignage qui entraînera la condamnation à mort de Charles De Bortoli. Le policier devait échapper de peu, au châtiment à cause de l'arrivée inopinée d'un officier allemand qui entendant les coups de feu se précipita l'arme au poing. Primas tourna son arme contre le nouveau venu, délaissant dans le couloir le flic sérieusement blessé qui l'implorait. Devant l'air résolu de Primas, l'officier allemand s'immobilisa et le résistant put bondir sur son vélo et s'enfuir (aout 1942). La police ne pourra obtenir AUCUN témoignage intéressant des témoins de cette action qui ne se font pas connaître. Cette complicité populaire sauvera Primas. Il est peu après nommé Interrégional de Bretagne des F.T.P.

Il participera à un nombre considérable d'actions contre l'armée allemande et ses complices. Sabotages, attentats, attaques à main armée... Son courage exceptionnel galvanisait ses camarades, son prestige parmi les F.T.P. restera inégalé. Il était particulièrement redouté des policiers collaborateurs. A Brest ils avaient juré de le faire mourir à coups de cravaches ! Primas est condamné une première fois à mort, par contumace et ce à Lorient, une deuxième fois — toujours par contumace — à Nantes au cours de l'année 1942. Il sera arrêté (à Nantes) par neuf policiers armés du S.P.A.C. et emmené à la mairie de Doullan (?) Atrocement torturé par la suite il ne lâchera pas un renseignement. Et bien qu'il fut déjà condamné à mort il le sera une troisième fois par le conseil de guerre allemand de Paris. Il avait dans son dossier cinquante sept (57) chefs d'accusation passibles CHACUN de la peine de mort, dont quarante sept pour attentat à main armée contre l'armée allemande ! Et il y avait bien de ses actions restées ignorées des polices françaises et allemandes. Son moral après cette dernière condamnation à mort resta magnifique. Il plaisantait avec ses co-détenus, tous résistants communistes la plupart lourdement condamnés et il leur faisait des causeries politiques.

Primas sera fusillé en même temps que 18 autres militants ayant comme lui appartenu à l'organisation communiste clandestine brestoise, le 17 septembre 1943, au Mont-Valérien, près de Paris. Cette exécution, massive pour terrifier les militants communistes et F.T.P. de la région, eut un effet contraire !

PRIMOT Armand
Né à Lesconil en 1925.

D'un père marin-pêcheur. Marin-pêcheur lui-même. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il tombe aux mains de l'ennemi au cours de l'une d'elles. Il est emmené à La Torche, en Penmarc'h, où les soldats allemands fusillent leur prisonnier le 23-6-1944

PRIMOT Jean
Né le 7-12-1892

Secrétaire de Mairie à Plobannalec. D'abord socialiste, au lendemain de la guerre de 14-18, il œuvre pour que le P.S., quittant le réformisme, rejoigne la lutte révolutionnaire et pour cela abandonne la Deuxième Internationale (soc. et réf.) pour la Troisième Internationale (com.). Délégué au Congrès de Tours du P.S. qui décida à une forte majorité l'adhésion à la Troisième Internationale. Il sera avec Velly, Rospars parmi les plus connus des militants du Sud-Finistère. Membre du Comité Fédéral du Finistère élu en 1921, J. Primot est aussi alors secrétaire de la section du Parti (qui porte toujours le nom de « socialiste », mais suivi de « S.F.I.C. ») de Plobannalec, l'année d'après elle sera officiellement « communiste ». Il est réélu membre du comité fédéral du P.C.F. en septembre 1922. Son activité militante se continue jusque dans les années 30.

ATTENTION DEUX JEAN PRIOL

PRIOL Jean
Né en 1922 à Morlaix

Sous l'occupation allemande ce sympathisant du P.C.F. diffuse sa propagande résistante : Journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves Giloux » il est tué au combat à Scrignac « en même temps que Jean Le Fur », en 1944. Ouvrier agricole il habitait à « Traon-Vilin », en Morlaix.

PRIOL Jean
Né en 1922

Originaire du Cap-Sizun. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. à la Libération à Quimper où il est employé à la Sécurité Sociale.

PRISER Marie-Thérèse
Née Clech

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande, à Morlaix. Propagandiste de la Résistance elle diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Continue son action militante après la Libération à Morlaix où elle meurt en 1978.

PRISER Yves
Epoux de la précédente
Né le 15-1-1921 à Penzé-Taulé

En 1940 il adhère au groupe clandestin du P.C.F., à l'Ecole Normale de Quimper, créé par Daniel Trellu. Après le départ de Trellu, il en prend la direction et les liaisons avec la section clandestine du P.C.F. à Quimper, par André Quiniou et Kerlan. Il participe à la fabrication de tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., et à leur diffusion. Il vient à Morlaix en 1941 et y prend le contact avec Troadec du « triangle » qui y dirige l'activité illégale du Parti. Priser organise sur le plan local le F.N. dont il a pris l'initiative. Activité de propagandiste de la Résistance avec diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F. du F.N., etc.

De janvier à juillet 1942, il est responsable du groupe communiste illégal parmi les stagiaires de l'Ecole Normale à Rennes. D'octobre 1942 à mai 1944 il participe aux activités des groupes locaux du P.C.F. à Loquénolé et Morlaix et ajoute à son activité de propagande celle du renseignement. De juin à octobre 1944 il est versé dans les F.T.P. au Bat. « Yves-Giloux » et combat dans la presqu'île de Crozon et à Daoulas. Conseiller municipal (com.) de Morlaix à la Libération.

Plus tard il sera vice-président de la Fédération des Œuvres laïques du Finistère et de sa section morlaisienne.

PURNU Paul
Né à Brest le 14-12-1878
il y meurt le 14-11-1948

Ouvrier de l'arsenal. Son dossier dans cet établissement indiquait en 1910 « ...ouvrier de l'arsenal (atelier des machines) libertaire et antimilitariste. Fait à l'occasion de la propagande parmi ses camarades. Serait susceptible de faire du sabotage en cas de mobilisation » Purnu figurait déjà au « Carnet B » depuis le 24-5-1910. Toutefois, à la différence de nombreux autres militants inscrits au « Carnet B » il ne devait pas être arrêté en cas de mobilisation. En janvier 1921 on le retrouve comme ouvrier ajusteur au centre d'aviation de Fréjus (Var), puis dessinateur à l'arsenal maritime de Toulon jusqu'en février 1922. Il est alors signalé comme militant communiste.

QUEDEC Maurice
Né le 2-2-1909 à Quimper.

Emigre dans la région parisienne à la recherche de travail. Adhère au syndicat C.G.T.U. aux usines Renault puis au P.C.F. en 1936. Sous l'occupation, terrassier, résistant communiste il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté par des policiers français le 18-6-1942, livré aux Allemands qui le fusillent le 11-8-1942, au Mont-Valérien près de Paris.

QUÉFFÉLEC Sébastien
Né le 5-1-1903 à Plonévez-Porzay.
Décédé en octobre 1981

Il commandait la Cie « Richelieu » du Bat. F.T.P. « Normandie ». Il combat dans la presqu'île de Crozon et à Brest de août à septembre 1944. Prend part à la libération de Ploeven et de Plomodiern. Il avait été à « Libération-Vengeance » qu'il quittera pour les F.T.P., plus actifs. Il adhèrera au P.C.F.

QUÉGUINER « Albert »
Né vers 1910

Ouvrier électricien. Militant communiste et syndicaliste morlaisien. Membre du P.C.F. dès la fin des années 30. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. En 1943 il sera nommé membre du « triangle » de l'organisation communiste clandestine de Morlaix comme responsable aux organisations de masse sous la direction politique de Pierre Tanguy. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

QUÉGUINER Albert dit « René »
Né vers 1915 à Ploneour-Ménez.

Sans travail il s'exile dans la région parisienne où il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant communiste. En 1942, réfractaire au S.T.O. il quitte la capitale et revient dans le Finistère où il reprend contact avec D. Trellu et l'organisation clandestine du P.C.F.

En 1943, il est responsable du F.N. à Quimper. Versé aux F.T.P. participe à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Arrêté en 1943 à l'Hôtel de la Tour d'Auvergne en même temps que plusieurs autres résistants. Livré aux Allemands il sera déporté dans un camp de concentration en Allemagne. Après la guerre il retourne dans la région parisienne où il continue de militer au P.C.F. et à la C.G.T.

QUÉINNEC Arthur

F.T.P. du Pays Bigouden. A l'issue d'une embuscade il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené au « Poulguen » en Penmarc'h par les soldats allemands qui y fusillent leur prisonnier en avril ou mai 1944.

QUÉINNEC Pierre

Entre dans la Résistance en 1942 à Léchiagat, aux F.T.P. Prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

QUÉLEN
Né en 1897 à Landivisiau

Militant du P.S. auquel il adhère à la fin de la guerre de 14-18 il y combat le réformisme afin qu'il retrouve la voie révolutionnaire. Avec beaucoup d'énergie il

réclame le départ du P.S. de la Deuxième Internationale et son rattachement à la Troisième Internationale (com.) Le congrès de Tours du P.S. se prononcera à une forte majorité pour la Troisième Internationale en décembre 1920.

Quélen sera élu au congrès départemental du P.S. devenu S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste) en 1921 membre du Comité Fédéral et au congrès de 1923, membre du bureau et réélu les années suivantes.

En janvier 1923 il parle à une réunion à Landivisiau, présidée par Bourlais. Elu par les cheminots landernéens secrétaire de leur syndicat - passé à la C.G.T.U. - il s'en prend avec violence dans les colonnes du « Finistère Syndicaliste » aux « minoritaires » de la C.G.T.U. (tendance anarcho-syndicaliste et anticommuniste) représentés notamment par René Martin, secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U., il leur reproche leur sectarisme anticommuniste. Quélen est peu après élu au comité de l'U.R.-C.G.T.U., délégué au congrès national de la C.G.T.U. à Bordeaux en septembre 1927.

Il se dressera en 1930 contre les tentatives d'absorption des sections C.G.T.U. des cheminots par les réformistes de la C.G.T.-confédérée, sous le prétexte de réaliser l'unité sur le plan local. Cette opération de récupération sera parfois réussie dans le département du moins provisoirement en quelques endroits, dépôts ou gares. Quélen sera délégué de la C.G.T.U. au congrès départemental de réunification syndicale - sur les bases de lutte de classes, cette fois - à Morlaix en décembre 1935. Les débats furent passionnés et Quélen y participe avec fougue. Notamment il y défendra ainsi que les autres « unitaires » le droit pour le militant syndical au cumul des mandats politiques et syndicaux et il le fait au nom de la liberté de pensée. Il démontre que la proposition visant à l'interdiction de ces cumuls ne visait en fait que les communistes, qu'elle n'atteint, ni les membres des groupes libertaires (puisqu'ils ne sont pas membres d'un parti politique !), ni pour les mêmes raisons ceux qui appartiennent à la Ligue des Droits de l'Homme, filiale du P.S., ni les francs-maçons, etc.

Par la suite Quélen continuera son action syndicale dans la C.G.T. réunifié. Il jouera un rôle important chez les cheminots finistériens notamment en 1936, tant sur les plans syndical que politique.

QUÉMÉNER Gabriel dit « Gaby »

Décédé le 20-9-1972 à Douarnenez après une longue vie militante. Militant communiste et syndicaliste des marins pêcheurs de Douarnenez et de Tréboul. Il joue un rôle notable dans les années 20 et 30. Il fut blessé lors d'une manifestation, au cours d'une grève de marins-pêcheurs et en resta mutilé. Il devint le secrétaire de leur syndicat local. A ce titre il prendra une part importante au Front Populaire et à ses luttes dans la région douarneniste.

Quéméner occupa de nombreuses responsabilités à la Caisse d'entraide aux familles des périls en mer, au Comité local des pêches de Douarnenez, au comité interprofessionnel du thon, à celui de la pêche à la sardine, etc. Conseiller municipal de Douarnenez il jouissait d'une large audience parmi les travailleurs de cette ville. Mazéas le maire communiste de cette ville prononcera l'éloge funèbre de Quéméner.

QUÉMÉNER Jean-Marie dit « Reuton »
Né vers 1900 (à Lesconil ?)

Militant communiste du Pays Bigouden. Il adhère au P.C.F. en 1936 ou 37 à la cellule de Lesconil. Marin-pêcheur. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance, diffuse les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Père de Pierre et Prosper Quéméner.

QUÉMÉNER Pierre
Né en 1924 à Lesconil
Fils de Jean-Marie

Marin-pêcheur. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande et au P.C.F. Propagandiste résistant il en diffuse les publications et les tracts. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Au cours de l'une d'elles il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands fusilleront leur prisonnier peu après le 15-6-1944.

QUÉMÉNER Prosper
Né en 1923 à Lesconil

Marin-pêcheur. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les publications et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et c'est au cours de l'une d'elles qu'il est pris par des soldats allemands qui l'emmènent à « La Torche » en Penmarc'h où ils le fusillent.

QUÉMÉNER Raymond

Expéditeur de légumes (à St-Pol-de-Léon ?). Militant syndicaliste C.G.T.U. il adhère au P.C.F. au début des années 30. Candidat (com.) au conseil d'arrondissement à Plouzévédé en octobre 1937.

QUÉMÉNEUR Jacques
Né le 14-8-1863 à Plouzévédé.
Mort à Paris (7e), le 27-2-1938.

Ouvrier à l'arsenal. Membre du Parti Socialiste avant la guerre 14-18. A la fin du conflit il participe avec ardeur aux débats passionnés qui au sein du mouvement ouvrier, particulièrement du P.S. opposent les tenants du réformisme et de « l'Union Sacrée » durant la guerre aux partisans du retour du P.S. et des syndicats C.G.T. à une voie révolutionnaire. Dès 1919 pour que le P.S. quitte la Deuxième Internationale (« Internationale Ouvrière », réformiste) et rejoigne les rangs de la nouvelle Internationale (com.), J. Quéméneur militera au sein du Comité Provisoire brestois pour la Troisième Internationale créé à cet effet.

Après la scission qui suivit le congrès de Tours il est un militant du jeune P.C.F. et de la C.G.T.U. Candidat aux législatives à Brest en 1928 (3e circonscription). Plus tard il participe aux luttes antifascistes brestoises de 1934 puis à celles du Front Populaire en 1935, 36 et 37. Agé et malade, il quitte alors Brest pour aller vivre chez ses enfants dans la région parisienne. L'article nécrologique de l'hebdomadaire régional du P.C.F. dit de lui, entre autres choses : « ...à Brest qu'il avait quitté depuis peu de temps il a été un des rares communistes qui ait su résister et franchir tous les obstacles que le Parti a eu à surmonter à l'intérieur comme à l'extérieur ». Plutôt sévère ce jugement sur les autres, car les militants qui surent « résister » durant cette époque fort difficile, ne furent pas si rares, et cela n'enlève rien aux mérites de J. Quéméneur.

QUÉMÉNEUR Francis. Voir LE QUÉMÉNEUR

QUÉMÉNEUR Léon Marie
Né le 28-12-1897 à Landerneau.

Militant communiste et syndicaliste.

QUÉMÉNEUR Pierre
Né le 24-7-1892

Militant communiste et syndicaliste originaire du Finistère. Venu dans la région parisienne à la recherche de travail il adhère à la C.G.T.U. et au P.C.F., en banlieue-Est, à Blanc-Mesnil (Peut-être le même que le Pierre Quéméneur qui fut délégué au 4e congrès de la C.G.T.U., à Bordeaux en 1927.)

QUÉMÉRÉ Guillaume (Jérôme dans certains textes).
Né à Elliant le 18-3-1897

Ce cultivateur pauvre avait fait, et c'était rare à l'époque, des « études sévères ». Il est deux fois blessé durant la guerre de 14-18. Militant du P.S., dès sa démobilisation, il lutte aussitôt pour que ce parti abandonne le réformisme dans lequel le maintient l'« Internationale Ouvrière » (ou Deuxième Internationale, ou Internationale Socialiste) et reprenne une voie révolutionnaire. Quand Lénine en mars 1919 créée l'Internationale Communiste, Quéméré est des tout premiers à vouloir que le P.S., rompant ses amarres avec la social-démocratie la rejoigne. Ce sera décidé au Congrès de Tours du P.S. Au congrès fédéral finistérien qui suit, au début de 1921 il est élu au comité fédéral du département. Le Parti va d'ailleurs bientôt laisser son nom de socialiste pour celui de commu-

niste, tandis que les « dissidents » ainsi appelle-t-on ceux qui refusent d'appliquer les décisions du congrès national, réforment un nouveau P.S. réformiste et de la Deuxième Internationale.

En décembre 1922 délégué au Congrès national du P.C.F. à Marseille. Déjà, dans la « Tribune préparatoire au Congrès National » que publie l'hebdomadaire fédéral « Germinal » il s'en prend à Daniel Renoult, un des dirigeants nationaux les plus connus et s'élève contre ce qu'il appelle « l'équivoque au comité directeur du Parti » sans d'ailleurs préciser pour ses lecteurs à propos de quoi. En septembre 1922 le congrès fédéral finistérien l'avait élu au bureau départemental du P.C.F., réélu au congrès de 1923 de Landerneau. Le 14 janvier, il est élu secrétaire fédéral-adjoint, le secrétaire en titre était Le Flanchec qui venait lui-même de succéder à Le Tréis victime d'une sanction de l'administration des P.T.T. le mutant à Lunéville. Quéméré a alors une intense activité et effectue des tournées de réunions de propagande. Il devient un des militants les plus estimés par la base du Parti. Quand Le Flanchec est élu maire de Douarnenez, Quéméré le remplace au secrétariat fédéral.

En 1924 Quéméré, qui a abandonné l'agriculture aux tâches trop absorbantes, incompatibles avec un militantisme à ce niveau, devient libraire à Quimper. Il est la même année candidat du Bloc Ouvrier et Paysan (com.). Il avait déjà été candidat en 1922 à Elliant aux cantonales (246 voix). Accusé de travail fractionnel dans le P.C.F. en 1925, Quéméré est remplacé au secrétariat fédéral par Buors.

QUÉMÉRÉ Jean

De Scaër. Il adhère en 1938 au P.C.F. à Scaër. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses missions.

QUÉNÉA André.

Du bourg de Plougasnou. F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Il a participé à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F. il diffuse sa propagande résistante ainsi que celle du F.N. Tué au combat le 7-7-1944 à Plougasnou.

QUÉNEC'HDU Yves
Né en 1923 à Carhaix

F.T.P. Prend part à de nombreux combats contre l'occupant allemand. Il diffuse la propagande résistante, les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Probablement membre du P.C.F. clandestin ou de la J.C. Tué au combat, près du Ménez-Hom, le 28-8-1944, il était alors adjudant F.F.I.

QUÉNET Raymond
Né à Pont-Labbé vers 1921

Il adhère à la J.C. en 1938. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. en 1942 prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Arrêté par des policiers français qui le torturent, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration où il mourra.

QUÉRAN

Militant du P.S. il prend part au lendemain de la guerre de 14-18 au grand débat à l'intérieur de ce parti et qui oppose les tenants d'une ligne réformiste aux révolutionnaires. Le congrès national de Tours (décembre 1920) tranchera et votera l'adhésion à l'Internationale Communiste. Il sera un des responsables de la section brestoise du P.S., puis du P.C.F. Conseiller municipal de Brest.

QUÉRÉ

Cordonnier morlaisien, connu sous ce nom qui ne fut peut être qu'un pseudonyme. Né vers 1900. Il adhère au P.C.F. en 1934 à Morlaix. Infirme - il était boîteux et bossu -il ne put avoir toute l'activité qu'il souhaitait. Décédé un peu avant la Seconde Guerre Mondiale.

QUÉRÉ Jean
Né le 22-12-1902 à Pouldavid

Marin pêcheur. Adhère au P.C.F. dans les années 30. Sous l'occupation allemande

propagandiste de la Résistance, distribution de tracts et de journaux du P.C.F., du F.N., etc. Activité d'hébergement de résistants en mission (René Le Gouil, Mme E. Lucas, etc.) Maire-Adjoint de Douarnenez, quartier de Pouldavid, de 1971 à 1977.

QUÉRÉ Yves
Né le 10-11-1924 à Pont-Croix

Il entre dans la Résistance le 15-10-1943 au F.N. Activité de propagandiste de la Résistance. Passe au maquis F.T.P. le 5-4-1944 et prend part aux combats dans la région d'Audierne, comme chef de groupe de la Cie. « Indépendance », du Bat. « Fernand ».

QUERNEAU Joseph
Né à Pont-Labbé vers 1922

Il adhère à la J.C. à Pont-Labbé en 1937-38. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

Arrêté par des policiers français en fin 1942, il est livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration. Il en revient en 1945 et continue son activité militante au P.C.F.

QUIDEAU Corentin
Né en 1894 à Plobannalec

Maçon, faute de travail il émigre dans la région parisienne et s'installe à Champagne-sur-Oise. Militant de la C.G.T.U. au début des années 20, il adhère en 1924 au P.C.F., et devient secrétaire de la cellule communiste de cette commune qu'il a contribué à créer. Il s'était attaché à cette région où il était venu travailler à la reconstruction après les destructions causées par la guerre et l'occupation allemande de 14-18. Lui-même avait fait cette guerre. Quand arriva l'autre occupation allemande celle de 1940, il est de suite un résistant communiste, diffusion de tracts et de journaux du P.C.F., et plus tard du F.N., et des F.T.P., etc. Versé dans les F.T.P. il en devient bientôt le chef de secteur et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. A l'issue d'un de ses combats il tombe aux mains de l'ennemi.

Les soldats allemands fusilleront leur prisonnier peu après, le 19-6-1944. Un de ses fils avait été tué par les Allemands lors d'un précédent combat, à Ronquerolles, peu auparavant. Un autre de ses fils et son épouse seront conseillers municipaux de Champagne-sur-Oise après la Libération.

QUINIOU

Employé manutentionnaire. Responsable du syndicat C.G.T.U. de l'alimentation de la région quimpéroise en 1927 (avant et après aussi sans doute) Membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper à la même époque.

QUINIOU Alain
Né le 2-9-1900 à Pluguffan

Décédé au camp de concentration de Mauthausen le 4-5-1944. Employé de banque. Il adhère au P.C.F. en 1922 ou 23 et à la C.G.T.U., l'année suivante. En 1924 il se voit confier la responsabilité de la diffusion de la presse communiste à Quimper, de l'hebdomadaire régional, tout particulièrement. Il est aussi trésorier de l'U.L.-C.G.T.U. de Quimper en 1927-28 (au moins). Il prend part activement aux luttes du P.C.F. : contre la guerre faite au Maroc en 1925, contre le fascisme, pour l'union dans un Front Populaire, puis aux grandes luttes sociales de 1936-37-38 dans la région quimpéroise.

En septembre 1939 le gouvernement Daladier interdit le P.C.F. Alain Quiniou est un de ceux qui réorganisent le Parti dans la clandestinité. Dès juin 1940, début de l'occupation allemande, il a une grande activité de Résistance : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., plus tard du F.N., etc. En fin 1941 il contribue à créer le F.N. à Quimper. En fin 1942 il est versé aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant : sabotages, attentats, etc. Arrêté par des policiers français, torturé, livré par les juges aux Allemands qui le déportent.

QUINIOU André
Né le 5-9-1918 à Quimper

Agent de perception. Il adhère à la J.C. en 1936 et fonde le cercle « Maxime Gorki » de Quimper. Il en sera le secrétaire

jusqu'en fin 1939. Elu au bureau de la « Région bretonne Finistère-Morbihan » des J.C. en fin 1936 à son congrès constitutif. Il en devient le trésorier régional en 1938 et 1939.

Lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, André Quiniou passe au P.C.F. pour participer à sa restructuration clandestine. Il avait été prévu pour cette tâche en région quimpéroise dès juillet 1939, à son insu, quand l'éventualité de la mise dans l'illégalité du Parti fut considéré comme probable. Il est de ce premier « triangle » de direction quimpéroise locale du Parti clandestin avec J. Le Berre, comme responsable. Quand Le Berre est appelé à l'armée le 28-11-1939, c'est à André Quiniou qu'il remet sa responsabilité que celui-ci assumera jusqu'à son arrestation le 7-7-1942.

Quiniou participera à la création en janvier 1941 des premiers groupes de l'O.S. du Parti et exécutera dès lors ses premiers sabotages contre l'appareil militaire allemand. Par la suite il formera les premiers F.T.P. de la région quimpéroise et participera à leurs actions.

Arrêté par des policiers français qui infligeront à André Quiniou d'affreuses tortures qu'il subira avec courage. Sa grand-mère, qui l'avait élevé, supportera avec la plus grande dignité d'infâmes tracasseries policières.

QUINIOU Corentin
Né vers 1905 dans le Sud-Finistère

Instituteur à Henvic-Carantec. Il adhère au P.C.F. au début des années 30. Il y avait alors trois adhérents à Henvic.

Sous l'occupation allemande : propagandiste de la Résistance, il diffuse les tracts et journaux communistes et plus tard ceux du F.N., des F.T.P. Il rejoint à cette époque Pont-Labbé et il y restera après la Libération. Il devient professeur de C.E.S. Mort à Pont-Labbé

QUINIOU Jean « Yann ar C'hiniou »

Militant communiste du Pays Bigouden, cellule de Lesconil où il adhère au début des années 20. Il continue à militer dans les années 30 et sera sans doute membre du P.C.F. clandestin à Lesconil. Il y décède après la Libération.

QUINIOU Joseph
Né à Léchiagat-Tréffiagat en 1900
il y décède en août 1976

Marin-pêcheur. Il adhère à la C.G.T.U. en 1924. En 1935 il fonde avec J.-D. Larnicol, Jean Le Coz et Baudry la cellule de Léchiagat du P.C.F. Il est alors secrétaire du syndicat C.G.T.U. des marins-pêcheurs du Guilvinec-Léchiagat, il conservera cette responsabilité après la réunification en 1935 de la C.G.T. et y restera jusqu'en 1976. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il était d'ailleurs dans l'action illégale depuis septembre 1939 quand le gouvernement Daladier avait interdit le Parti Communiste.

Après avoir participé à diverses actions contre l'occupant allemand il sera arrêté à la suite d'un transport d'armes venues d'Angleterre par un sous-marin. Détenu à l'île de Ré. Conseiller municipal (com.) de Léchiagat-Treffiagat en 1935, déclaré « déchu » comme ses autres collègues communistes en fin 1939 par ce gouvernement Daladier.

QUINTIN Albert

Employé auxiliaire des P.T.T. à Brest. Il adhère au P.C.F. en 1936 après avoir adhéré à la J.C. en fin 1935. En fin 1936 il est élu secrétaire de la « Région bretonne (Finistère Morbihan) » des J.C., mais il n'aura que peu d'activités à ce poste et c'est son adjoint E. Kerbaul qui, de ce fait, assumera cette tâche, dès le début de 1937. Il sera néanmoins réélu à ce poste en 1937 et c'est encore son adjoint qui devra tenir cette fonction en raison de sa défaillance. En 1938, le P.C. proposera comme secrétaire régional des J.C., Roger Chaigneau Kerbaul restant l'adjoint. Mais Chaigneau ne se plaisant pas à cette tâche, c'est encore Kerbaul qui en prend l'intérim jusqu'en 1939. A. Quintin quitte la région brestoise en 1939.

QUINTRIC Jean
Né le 23-4-1912 à Brest

Ouvrier à l'arsenal il adhère au P.C.F. en 1937 alors qu'il militait déjà à la C.G.T. Mobilisé en 1939, sitôt sa démobilisation en 1940 il rejoint l'organisation clandestine brestoise du P.C.F. à l'arsenal. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il collecte aussi pour la solidarité organisée par le Secours Populaire, clandestin lui aussi depuis 1939.

Quintric participe à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal en octobre et décembre 1941, organisées par les groupes du Parti dans cet établissement en protestation contre les exécutions massives de résistants. En mars 1942 il prend part au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal, organisé par ces mêmes groupes du P.C.F. clandestin, de même à ceux destinés à marquer le 14 juillet 1942 à l'arsenal une Fête Nationale interdite par les Allemands avec l'accord de Pétain. Quintric prendra part à d'autres sabotages, comme celui des pompes hydrauliques de la station de pompage à l'arsenal. Arrêté par des policiers français à l'automne 1942, torturé, il résiste courageusement. Livré aux Allemands qui le fusilleront le 17 septembre 1943 au Mont-Valérien près de Paris en compagnie de 18 autres communistes ayant appartenu à l'organisation brestoise du P.C.F.

QUITTE Pierre
Né en 1909
Mort à Scrignac en mars 1980

Militant du P.C.F auquel il adhère au temps du Front Populaire. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance, diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. dans la région de Scrignac. Après la guerre délégué départemental à l'Education Nationale. Membre du bureau A.N.A.C.R. de Scrignac-Lanneanou. Président de l'Amicale Laïque de Lanneanou.

RABARDEL Louis
Né en 1911 à Pléboulle (Côtes-du-Nord)

Professeur de lycée. Issu d'une famille de militants qui comptent parmi les fondateurs du P.C.F. dans les Côtes-du-Nord. Il vient à Brest en octobre 1935 pour y enseigner. Il demanda aussitôt son adhésion à la cellule locale du Parti. Peu après il est secrétaire du comité brestois de « Paix et Liberté » une association antifasciste qui prend la suite du Mouvement « Amsterdam-Pleyel ». Plus tard il sera secrétaire du comité brestois du Front Populaire de 1937 à sa disparition de fait en juillet 1939. Rabardel aura été un des organisateurs des grandes manifestations du Front Populaire dans la région brestoise en 1936-37-38 qui groupèrent des foules de 12.000 à 15.000 personnes. Très dynamique il eut fort à faire avec les socialistes, la plupart de ceux-ci, suivaient Léon Blum qui venait de se proclamer le « gérant loyal du capitalisme » en lachant les idées du Front Populaire.

Au cours de 1936, dès la fin des grandes grèves, et en dépit des promesses les plus solennelles. Blum et ses ministres, suivis par le P.S. mirent en route des mesures aussi contraires à l'esprit du Front Populaire et à la lettre de son programme, que la « Dévaluation Auriol », la « Non-Intervention » qui étranglera la République Espagnole, le renoncement aux options sociales du Front Populaire par la « pause ». Et Rabardel avait en face de lui des militants socialistes brestois quelque peu déroutés par les divisions qui — par le biais des tendances — ravageaient leur parti à tous les échelons. Tendances organisées masquant, mal le plus souvent, les rivalités personnelles de leurs animateurs asservis à de mesquines ambitions. Il en sera de même sous les gouvernements qui suivront, les deux gouvernements Chautemps, le deuxième gouvernement Blum et celui de Daladier qui continua dans la foulée.

Difficile était donc la tâche de Rabardel d'animer le comité de Front Populaire d'une importante ville de province quand les socialistes approuvent les abandons de leurs ministres, qu'unanimement ils encensent les néfastes accords de Munich (1938) qui renforcent scandaleusement l'impérialisme allemand et son leader Hitler sous le prétexte de paix gagnée !, ce que les communistes, non moins unanimement condamnent en les dénonçant avec énergie.

Tâche rendue plus difficile par le fait que les quelques militants socialistes plus lucides et plus unitaires que l'on compte à Brest sont de plus en plus isolés au sein de leur parti. Le P.S. est en fin de 1938 à Brest déjà abandonné par la moitié de ses effectifs de 1936 (le nombre de cartes placées en 1938 par le P.S. dans la région brestoise était inférieur à son chiffre de 1935 ! alors que pour le P.C.F. il y eut 210 cartes placées en 1938 au lieu de 14 en 1935).

Rabardel est de ceux qui organisent la grève générale du 30 novembre 1938 à Brest dans l'enseignement, notamment au lycée et il y arrive à contrer le sabotage de la grève par des dirigeants syndicalistes réformistes, qui faute de n'avoir pu s'opposer au mot d'ordre de grève générale s'efforcent de la saboter sur le terrain.

En tant que secrétaire du Comité Local de Front Populaire, Rabardel sera l'organisateur principal de la manifestation du 14 juillet 39, traditionnelle depuis 1935. Elle sera la dernière manifestation du Front Populaire à Brest. Elle vaut d'être racontée. Il y avait très peu de monde au point de départ fixé, au Petit-Paris et les trois ou quatre socialistes présents, et ayant quelques responsabilités se rallient au point de vue qu'émet Charles Berthelot, le secrétaire (réformiste) de l'U.D.-C.G.T., qui est de renoncer à toute manifestation, et qui en conséquence propose la « dissolution » du rassemblement de 200 personnes qui s'est formé peu à peu au lieu du rendez-vous. Il est appuyé par Jh. Goasdoué le secrétaire de la section socialiste : « Il ne faut pas faire une manifestation d'impuissance » Rabardel intervient mais au nom du P.C.F., il est résolument contre la proposition de Ch. Berthelot et la qualifie brutalement de « lâcheté ». Il propose ensuite aux personnes présentes de voter. Et celles-ci dans leur très grande majorité se prononcent POUR « la manifestation quand-même ». C'était couru d'avance car les présents sont surtout des militants et sympathisants communistes, qui plus motivés que les autres étaient là. Sans plus tergiverser ils se regroupent sur la chaussée, derrière les banderoles et les drapeaux du P.C.F., de la J.C., de la plupart des syndicats, du Secours Populaire, de l'U.J.F.F., etc. Tandis que le cortège prend forme — sous le regard de policiers en civil figés devant le garage Citroën, les sous-inspecteurs G..., B... et un troisième T... — et s'apprête à descendre la rue A.-France qui, prolongeait alors du Petit-Paris à l'octroi, la rue Jean-Jaurès, les manifestants peuvent voir, les policiers aussi, Ch. Berthelot et les quelques dirigeants locaux du P.S. qui s'étaient déplacés, s'en aller le dos rond, en un petit groupe resserré et silencieux.

La manifestation atteint bientôt l'octroi et pénètre rue J.-Jaurès. Au passage des indécis quittent les trottoirs pour gagner ses rangs et c'est un cortège de 700 à 800 personnes qui arrive Place Wilson. Là, Rabardel juché sur le rebord du kiosque à musique harangue les manifestants qui ont eu le courage de refuser l'intimidation. Cette détermination dans un climat de reflux du mouvement ouvrier aura de l'importance, le P.C.F. en sort grandi auprès même d'ouvriers découragés qui ne s'étaient pas dérangés ce jour-là. Les socialistes diront dans le « Breton Socialiste » qu'ils ne voulaient pas se déconsidérer dans « une manifestation squelettique », leur attitude sera interprétée comme un dégonflage face à l'offensive de la bourgeoisie, de l'Etat-patron et du patronat.

Le lendemain de la manifestation de ce 14 juillet 1939, Rabardel part avec quelques copains, en vacances sauvages, dans les gorges du Tarn. Ce n'est guère qu'à son retour qu'arrivera à ses oreilles l'annonce de la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, auquel l'U.R.S.S. avait été contrainte par le double jeu des puissances occidentales et singulièrement des gouvernements français et britannique. Rabardel, comme tous les communistes brestois et l'écrasante majorité des communistes finistériens approuvent l'Union Soviétique d'avoir en agissant ainsi brisé le rêve secret des puissances capitalistes occidentales d'arriver avec l'Allemagne de Hitler et l'Italie de Mussolini à réaliser une entente politico-militaire contre l'Union Soviétique et en finir avec les idées du Communisme. L'U.R.S.S. avait été acculée à cette nécessité diplomatique par les tenants de la « politique de Munich ».

Rabardel continue alors ses vacances d'enseignant chez ses parents dans leur petite maison des Côtes-du-Nord, puis le temps venu, il rejoint le P.C.F. à Brest où il n'a aucun mal à reprendre le contact, le Parti s'étant reconstitué dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier s'appuyant sur une coalition de fait allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste.

Peu après Rabardel apprend que sa mère est inculpée pour « propagande défaitiste ». En fait, avec son franc-parler, elle avait dit en public, ce qu'elle pensait de l'incurie des hommes au pouvoir et en tout premier lieu de Daladier. La « Police spéciale », dont les bureaux sont à la gare S.N.C.F., interpelle Rabardel en ville et l'emmène au commissariat pour l'interroger. Conformément aux directives du P.C. clandestin, il nie tout ce qu'on veut l'accuser d'activités illégales (« n'avouez jamais »). Il parvient à « s'en tirer », mais reste dès lors sous une surveillance, si étroite qu'il lui est impossible de participer à la restructuration en cours et aux activités fraîchement illégales du Parti.

Il pourra néanmoins rencontrer A. Signor, le secrétaire régional, en décembre 1939 et participer à une réunion clandestine des membres non-mobilisés du bureau régional du Parti. Il est avec Le Mignon et Lesven, (qui remplace Miry mobilisé au syndicat de l'arsenal), un des rares dirigeants syndicaux de l'U.D. du Finistère et membres du P.C.F. qui soient présents à Brest... les autres sont mobilisés ou interdits de séjour, comme le Brestois Jean Nicolas. Le réformiste Berthelot, secrétaire général de l'U.D.-C.G.T., flanqué de Charles Drapier, réformiste tout autant, les réunit pour exiger qu'ils renient le P.C.F. et condamnent l'Union Soviétique. Une mise en demeure faite « en vertu » de directives de la majorité réformiste de la direction de la C.G.T. d'alors.

Les camarades refusent avec indignation : ils sont déclarés — arbitrairement — « déchus » de toutes leurs responsabilités syndicales. Mais Rabardel, Lesven, Le Mignon n'étaient pas hommes à se laisser faire : tenant leurs mandats d'élus du vote des syndiqués de la base, ils exigent que ceux-ci soient faits juges. Et de demander une assemblée générale de leurs syndicats respectifs, où ils s'expliqueront directement devant les adhérents qui auront à décider d'appliquer ou non les directives de la majorité réformiste de la direction confédéral cégétiste. Ch. Berthelot refusa. Il indiqua « en passant » que d'ailleurs les autorités ne laisseraient pas faire. Les trois militants eurent beau jeu de souligner qu'en les destituant de leurs fonctions on les signale automatiquement à la police comme fidèles à leurs idées, à leur Parti.

Ni Berthelot, ni Drapier ne s'attendaient à une telle attitude chez les militants. Drapier reste figé et Berthelot s'effondre sur son siège, un coude sur la table, le regard fixe. Ils ont compris en une demi-heure de discussions que les communistes resteraient fermes, qu'ils se battraient contrairement aux affirmations et au battage insensé des médias. Et jamais plus ces deux hommes ne recommenceront une telle opération.

Louis Rabardel affronte son administration : il est muté à titre disciplinaire en février 1940 à Agen, dans le Lot-et-Garonne (réformé de l'armée il n'est pas mobilisable). Il va y reprendre le contact avec le P.C.F. clandestin. Là aussi le P.C. s'est réorganisé dans l'illégalité et il va en devenir bientôt le responsable départemental. Plus tard après une activité de propagandiste de la Résistance à la tête de son organisation il sera versé aux F.T.P. en fin 1942, peu après que les Allemands aient occupé aussi la « Zone Sud » (la France était divisée au début de l'occupation allemande en deux zones, le « Nord » occupé et le « Sud » où siégeait à Vichy le gouvernement de Pétain. Rabardel dirige des actions contre l'occupant qui vont devenir de plus en plus importantes. A la Libération il est lieutenant-Colonel F.T.P. Il fera un stage à l'Ecole de Guerre de Paris — un des rares officiers communistes, trois dans sa promotion, à pouvoir en bénéficier.

Rabardel a épousé la fille du député socialiste allemand Heinrich Koenig, réfugié dans le Lot-et-Garonne qui participa à la Résistance française, fut arrêté par des policiers français et livré aux Allemands dix mois plus tard. Il mourra sous la torture,

sans avoir parlé, à Bochum, sa ville natale. Rabardel après la Libération, professe à Paris au Lycée Condorcet et y milite. Mais une bonne part de son activité militante se situe à Conflans-Sainte-Honorine, où il a été tête de liste du P.C.F. aux élections municipales à plusieurs reprises.

RABILLON Edmond
Né en 1877 (ou 1897 ?)

Militant socialiste et syndicaliste à Quimperlé où il travaille comme contremaître chez Blanzy. Il participera aux ardents débats qui au lendemain de la guerre de 14-18, opposent dans le mouvement ouvrier les partisans de la voie révolutionnaire à ceux du réformisme. Il se prononce pour l'adhésion du P.S. à l'Internationale Communiste que vient de fonder Lénine. En 1920, Rabillon quitte Quimperlé pour Creil où il continue de militer au P.C.F. et à la C.G.T.U. Il était originaire de la région parisienne.

RANNOU Albert
Né le 5-3-1914 à Guimillau

Ouvrier du bâtiment. Quand il adhère au P.C.F. en 1936 c'est déjà un syndicaliste. En fin 1936 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols et en devient un lieutenant. Grièvement blessé au combat il revient à Brest après la dissolution des B.I. Il ne marche alors qu'avec des béquilles. Cependant son état allant en s'améliorant et il pourra participer à l'action clandestine du P.C.F. interdit en septembre 1939 par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. et plus tard du F.N., etc. Il s'occupe également des collectages de solidarité pour le Secours Populaire, clandestin lui aussi, en faveur des résistants emprisonnés. A la création, en mai 1942, des premiers groupes F.T.P. du département — qui prennent la suite de l'O.S. du Parti — il est versé dans leurs rangs. Bientôt chef d'un groupe F.T.P., ancien officier des B.I. il a l'expérience des combats. Il prend part dès lors à un grand nombre d'opérations contre l'occupant allemand : sabotages, attentats, attaques à main armée, etc. Notamment aux sabotages à l'explosif du central téléphonique allemand de St-Marc. Il organise le transport d'armes, de munitions, d'explosifs et leur répartition entre les groupes F.T.P., tous très actifs. Il est arrêté par des policiers français en fin 1942, torturé. Condamné par un tribunal de Pétain, livré ensuite aux Allemands qui le fusilleront le 17 septembre 1943, avec 18 autres communistes de l'organisation clandestine brestoise du P.C.F., au Mont-Valérien, près de Paris.

ATTENTION IL Y A DEUX RANNOU FRANÇOIS

RANNOU François
Né en août 1910 à (Brest ?)
Décédé à Brest en juin 1981

Il adhère à la C.G.T. confédérée à l'arsenal de Brest en 1928 et au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. En 1935, il avait été élu membre de la commission administrative du syndicat réunifié C.G.T. de l'arsenal. C'est au cours d'une réunion de cette commission qu'en début 1940 il se joint à une proposition émanant de syndicalistes membres du P.C.F. clandestin (Lesven, Le Gôf, etc.) visant à l'utilisation totale des fonds du syndicat pour la solidarité, tant en faveur des ouvriers de l'arsenal mobilisés qu'au bénéfice de ceux qui, communistes ou libertaires, ont été victimes dès septembre 1939 de la répression anti-ouvrière du gouvernement. Répression, soulignaient Lesven et ses camarades, qui ne faisait l'objet d'aucune protestation de la part de dirigeants syndicalistes en place au bureau du syndicat.

La réunion fut très animée et se prolongea car on n'arrivait pas à une solution. Alors Lesven et ses camarades demandèrent étant donné l'heure, qu'elle soit reprise le lendemain pour suite de la discussion et décision. Ch. Berthelot s'y oppose et il demande qu'au lieu de prendre une décision sur cette proposition le débat et la décision soient reportés à une date ultérieure, si l'on n'arrivait pas à une majorité pour en décider, dans un sens ou dans l'autre. Il affirme être résolument contre.

Finalement il fut décidé que la séance reprendrait le lendemain avec cet unique point à l'ordre du jour. Et pendant les heures qui suivent les militants communistes, dont Lesven convainquent Rannou jusque là indécis, encore qu'il acceptait déjà de distribuer les tracts du P.C.F. clandestin depuis quelques mois. Mais lui convaincu, la majorité des membres de la commission administrative basculait. Il entrainait d'autres syndicalistes. La résolution ainsi votée, les fonds du syndicat furent utilisés à la solidarité puisqu'ils n'étaient pas utilisés à la lutte revendicative des travailleurs de l'arsenal à cette époque...

Sous l'occupation allemande, durant l'été 1941, Ernest Miry va contacter F. Rannou et dans ses « souvenirs » il le cite comme un des responsables d'un groupe clandestin de la C.G.T. à l'arsenal en 1943. François Rannou est alors un actif propagandiste de la Résistance : il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., de la C.G.T. illégale, du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à des opérations de sabotages à l'arsenal. Secrétaire du syndicat clandestin C.G.T. à l'arsenal de fin 1943 à la Libération et confirmé dans cette responsabilité aux élections syndicales de 1945 (v. J. Lesven).

RANNOU François
Né le 21-1-1924 à Bannalec

Son père grand mutilé de la guerre 14-18 et toute sa famille sont anti-allemands dès 1940, aidant déjà la Résistance, hébergeant des résistants en mission : A. Jaouen, P. Kersulec, etc. Elève d'un cours complémentaire, F. Rannou distribue des tracts et journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Son premier emploi, chauffeur de nuit d'un docteur en médecine lui donne certaines facilités entre autres celle d'obtenir un Ausweiss, laisser-passer de nuit des Allemands, dont il va se servir. Dénoncé et recherché par la police il gagne la clandestinité en 1942. Il était déjà dans la Résistance au F.N. depuis le 18-8-1941. En mai 1944 il gagne le maquis F.T.P. de Scaër et prend part à plusieurs combats, dont celui du 15 juillet 1944 quand le maquis fut attaqué par les Allemands renseignés par la maîtresse française de l'un deux. Les résistants eurent 18 tués, mais du côté allemand les pertes avaient été beaucoup plus sévères. Ils avaient sous-estimé le nombre des maquisards et leur combativité, leur indicatrice étant elle-même assez mal renseignée car les gens du pays qui n'ignoraient pas sa conduite s'en méfiaient. De plus le terrain leur était inconnu et très difficile. Un sous-officier allemand déclara que les pertes de leur côté oscillaient entre 130 et 140 tués (ce qui parait beaucoup quand même). Le même affirma que son unité était tombée dans un traquenard : les pièges prévus par les F.T.P. en défense sont une première explication du chiffre élevé des pertes allemandes. Ces « pièges » avaient bien fonctionné, heureusement ! car les résistants n'avaient pas été avertis de l'attaque allemande par leurs antennes disséminées autour d'eux.

F. Rannou à la Libération recrute une compagnie F.T.P. à Bannalec qui prendra le nom de « Guy Mocquet ». Il combattra avec elle sur le front de la poche de Lorient. Démobilisé avec le grade de sergent. Après la guerre il entre à la S.N.C.F. et à la C.G.T. Secrétaire et trésorier du syndicat des cheminots de 1959 à 1976 à Quimperlé où il milite activement au P.C.F. auquel il a adhéré sitôt la Libération. Adjoint au Maire de Quimperlé en 1977.

RANNOU Henri
Né le 24-9-1897 à Bannalec

Comme il ne savait ni lire ni écrire, sa femme l'aidait. Tous les deux étaient de bons sympathisants du P.C.F. Ils entrent dans la Résistance en aidant les résistants en mission et notamment ceux du Parti Communiste clandestin. Ils hébergent des résistants à « Saint-Jacques », près du maquis. Ce grand mutilé de guerre, amputé d'une jambe sera tailleur de pierres jusqu'en 1935, puis cultivateur. Après la guerre vit à Bannalec où il meurt en 1970. Officier de la Légion d'Honneur, père de François Rannou, de Bannalec.

RANNOU Mme
Epouse de Henri Rannou.
Née le 22-10-1900

Elle a les mêmes activités résistantes que son mari dont elle partage les sympathies communistes (v. Henri Rannou).

RANNOU Jean
Né en 1888 à Pleyben
Décédé à Brest le 18-4-1973

Employé des P.T.T. il adhère au P.C.F. en 1936 alors qu'il est déjà un militant syndicaliste. Trésorier de la section communiste brestoise de 1937 à 1939. Candidat du P.C.F. aux cantonales de 1937. Peu après l'interdiction du Parti Communiste, par le gouvernement Daladier s'appuyant sur une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite, il est muté, à titre disciplinaire dans une ville des bords de la Loire. Il participe activement à la Résistance et diffuse la presse et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Après la Libération revient à Brest et reprend ses activités militantes.

ATTENTION
DEUX MARGUERITE RANNOU

RANNOU Marguerite
Née le 21-7-1886 à Douarnenez

Militante syndicaliste C.G.T.U. des ouvrières de la conserverie de poissons douarneniste. Elle joue un rôle assez important au côté de Catherine Gloaguen lors de la grève des ouvrières sardinières, en 1924. Militante du P.C.F.

RANNOU Marguerite
Epouse d'Yves Rannou
Née à Bannalec

Sympathisante du P.C.F. clandestin elle diffuse ses journaux et tracts ainsi que ceux du F.N., des F.T.P., etc. Elle participe à l'action des F.T.P. dans la région de Saint-Jacques où elle vécut longtemps après la Libération.

RANNOU Yves dit « Yun »
Né vers 1895 à Bannalec

Forgeron. Décédé à Bannalec en 1967. Il avait adhéré au P.C.F. au début des années 30. Sous l'occupation allemande, actif propagandiste de la Résistance : diffusion de journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il héberge chez lui des résistants en mission. Il est arrêté sur la dénonciation d'une « collaboratrice horizontale », une voisine, Mme X.... puis relâché faute de preuves et d'aveux. La délatrice ne fut pas inquiétée... Epoux de Marguerite.

RAOUL Guy
De St-Marc, près Brest

Entre aux F.T.P. en 1942, et au P.C.F. peu après. Combattant du groupe « Yves Giloux » à Brest, puis passe sous les ordres de Marcel Boucher. Propagandiste résistant, diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Participa à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Il aura une mort héroïque : au cours d'un accrochage à Guipavas les opposant à des Allemands, Raoul et ses camarades, Marcel Boucher, et André Garrec sont assiégés dans une carrière où ils s'étaient réfugiés. Ils succomberont sous le nombre le 4-2-1944. C'était une Française collaboratrice, Mme .... qui les avait signalé à la Felgendarmerie de Landerneau, laquelle avait envoyé à la poursuite des trois résistants l'ensemble des élèves de l'école de Felgendarmerie de cette ville. G. Raoul avait été avant la guerre un syndicaliste C.G.T.

RAULT

Militant communiste à Brest dans les années 20. Il habite alors l'Hôtel du Champ de Mars. Il est un certain temps (au moins en 1926) responsable à la diffusion des brochures de propagande et de la presse du P.C.F. pour la section brestoise.

RICHARD Yves
Né le 3-4-1912 à Brest
où il décède en février 1978

Facteur des P.T.T. Il adhère au P.C.F. en 1936. Syndicaliste C.G.T. à la poste centrale de Brest. En 1939, après l'interdiction du Parti par le gouvernement Daladier, il participe à la restructuration dans la clandestinité de la section brestoise. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il fait de nuit des inscriptions sur les murs de la ville, en dépit du couvre-feu imposé par les autorités allemandes. Sa femme Yvette Castel et lui reçoivent à domicile, à l'Harteloire, à Brest, des caisses — parfois 50 kg — contenant les envois d'Humanité clandestines et qui seront redistribuées dans tout le département en petits paquets transportés par les cheminots communistes (filière Harré-Pinson). Les envois de Paris atteignent parfois 250 kg par mois.

Yves Richard prêtera au P.C.F. clandestin une maisonnette en bois, sise à Kerichen, — qui appartenait à ses beaux-parents, pour qu'il y soit installée l'imprimerie que montait Kerbaul clandestinement à l'instigation de R. Ballanger, au printemps 1941. Initiative stoppée par l'arrestation du typographe, Kerbaul.

Richard aida sa femme Yvette dans l'organisation d'une manifestation féminine qui eut lieu le 28 avril 1942 à Brest. A l'issue de cette manifestation Yvette Richard-Castel fut interpellée par des policiers français, brutalisée et son domicile perquisitionné. Les policiers y découvrirent du matériel semblable à celui qui avait servi à confectionner des tracts et des affichettes (papier identique, crayons rouge et bleu, gomme arabique servant de colle, etc.) Mais Yves Richard prévenu à temps de l'interpellation de sa femme avait pu prendre le large. La police le fit rechercher et comme sa femme était, elle, restée là, ces policiers considérèrent qu'elle ne devait pas appartenir à l'organisation communiste clandestine, car dans ce cas, elle aussi aurait pris la fuite ! La fuite du mari devenant à leurs yeux la preuve de sa « mauvaise conscience ».

La police parviendra à mettre la main sur Richard, mais quelques mois plus tard, le 2 octobre 1942, et à Lorient, où il avait rapidement renoué le contact avec le Parti clandestin. Il fut condamné, puis livré aux Allemands qui le déportent au camp de concentration de Mauthausen en mars 1944.

Il revint à Brest en 1945 et reprit ses activités militantes. Les deux époux devaient divorcer peu après. Il fit don de son corps à la médecine.

RICHARD Yvette voir CASTEL Yvette

RIOU Alain

Coiffeur. Militant du P.C.F. à Pont-Labbé dès 1920. Continue dans les années 30 et 40. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., du F.N., etc. dans le Pays Bigouden.

RIOU Georges
Né vers 1920 à Pont-Labbé
Fils de Alain Riou

Il adhère à la J.C. et au P.C.F., un peu avant la guerre de 1939. Sous l'occupation allemande propagandiste, résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il sera au « triangle » de direction locale du F.N. à Pont-Labbé de 1943 à la Libération en 1944.

RIOU Germain
Né en 1912 à St-Goazec

Ouvrier du bâtiment à Nantes il vient à Brest en 1937 et y milite activement au sein du P.C.F. et de la C.G.T. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Il fait partie des équipes qui de nuit s'en vont faire des inscriptions à la peinture sur les murs de la ville durant le couvre-feu imposé par les autorités allemandes. En septembre 1940 il forme avec Jacob Mendrès et Jean Goasguen le premier « groupe de trois » qui va impulser l'activité résistante communiste dans le bâtiment brestois. Le bâtiment à cette époque a pris une grande extension à Brest du fait de l'ampleur des travaux exécutés pour les forces d'occupation. Par la suite Germain Riou versé aux F.T.P. participera à des sabotages sur divers chantiers de l'agglomération brestoise. Après la guerre retourne et milite à St-Goazec.

RIOU Germaine
Epouse de Germain

Elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. A la Libération, membre de la Délégation Spéciale qui administre Brest en grande partie détruit.

RIOU Guillaume
Né vers 1911

Il adhère au P.C.F. à Brest en 1936. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P. Ouvrier à l'arsenal, il quitte Brest en 1942 pour échapper aux policiers français collaborateurs.

RIOU Jakez
Né en 1899 à Lothey, près de Châteaulin, mort de tuberculose en 1937

Fils de paysans pauvres, on le destine à la prêtrise mais il y renonce. Après son service militaire il est ouvrier à Rennes, voyageur de commerce, instituteur privé à Moëlan, surveillant d'études à Paris, maître d'études à Brest. Il publie des poèmes en breton, une pièce de théâtre en breton « Nomenoe, Oe » et de nombreux articles de presse, en breton pour la plupart. Il se mêle au mouvement ouvrier dans les années 30.

RIOU Jean
Né vers 1905 à (St-Goazec ?)

Employé de la S.N.C.F. à Brest où il adhère au P.C.F. en 1936. C'était déjà un syndicaliste C.G.T. En 1937 il est candidat (com.) aux cantonales à St-Renan. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Après la Libération entre à l'arsenal de Brest. Plus tard retourne à St-Goazec dont il devient le maire. Meurt en 1976

RIOU Jean-René
Né le 2-5-1906 à Ergué-Armel

Militant communiste à Paris où il est allé chercher du travail. Syndicaliste C.G.T. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent au côté des Républicains espagnols et part en novembre 1936. Tué sur le Front de Brunete le 27-7-1937.

RIOU Josèphe « Josette »
Née Stervinou à St-Goazec en 1908

Cherche du travail dans la région parisienne et devient métallo chez Renault. Revenue en Bretagne, elle adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande et reçoit des tâches de propagande, diffusion des journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versée aux F.T.P. elle effectue des missions de liaison entre les unités F.T.P. et leur commandement et avec le P.C.F. notamment au Bat. « Stalingrad ».

RIOU Louis
Né le 17-12-1887 à Pont-Labbé

Militant du P.S. il prend part aux grands débats qui opposent au sein de ce parti les partisans de la voie révolutionnaire — il est de ceux-là — aux tenants du réformisme. Il vote donc pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale (soc. et réf.) et son rattachement à la Troisième Internationale (com.) Il restera un militant actif jusqu'à un âge avancé. Un des membres fondateurs du P.C.F. dans la région bigoudenne.

RIOU

Forgeron. Adhère au P.C.F. à Bolazec vers 1928, et en devient un militant très actif. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il répand les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé au F.T.P., prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

RIOUALLEC

Cheminot brestois. Il adhère au P.C.F. en 1936-37 alors qu'il est déjà un actif syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande c'est un propagandiste de la Résistance diffusant les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il reçoit la responsabilité du P.C.F. à Brest en 1944, quand Gabriel Paul est appelé à des fonctions départementales. Après la guerre vient dans la région parisienne où continue sa vie militante.

RIVIER Hélène épouse Le Berre
Née en (1917 ?) à Scaër

Cultivatrice. Adhère au P.C.F. en 1938. En fin 1939, après l'interdiction du Parti par le gouvernement Daladier elle participe à la restructuration clandestine du P.C.F. dans la région scaëroise. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versée aux F.T.P. en fin 1942, ou début 1943, et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Au cours d'une de ces opérations elle est grièvement blessée, le 15-7-1944 par une rafale de mitraillette tirée par un Allemand, rafale qui blessera aussi le commandant F.T.P. « Fernand » de Douarnenez.

RIVIER Pierre (Joseph)
Né à (Briec ?) en 1882 ou 83

Membre du P.C.F. depuis sa fondation. Il est alors dans la région parisienne. Il crée la première cellule du P.C.F. à Houilles (Seine-et-Oise) et y fonde aussi une section de l'A.R.A.C. Il appartient un temps à une commission fédérale (départementale) de Seine-et-Oise du P.C.F., en 1928 au moins.

En 1935 il se fixe à Briec et, avec Albert Jaouen alors secrétaire de la section de Quimper, il crée une cellule locale. Militant syndicaliste C.G.T.U. puis C.G.T. après la réunification. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Arrêté par des policiers français et détenu jusqu'à la Libération dans un camp de concentration en France. A la Libération retourne à Briec, reprend ses activités militantes, notamment comme C.D.H. Il meurt en 1964 à Briec.

RIVOALLEN

Sympathisant du P.C.F. clandestin il participe sous l'occupation allemande à sa propagande résistante. Arrêté par des policiers français il est livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration. Il en reviendra. Après la Libération militant syndicaliste à l'E.D.F.-G.D.F. Il a épousé une fille Meurisse.

ROGUET Joseph

Militant du P.C.F. à Quimper de 1935 à 1939 quand il est mobilisé. Restera cinq années prisonnier de guerre. Avant le conflit il travaillait dans la même entreprise qu'Eric Texier, le trésorier régional du Parti. Après la Libération de retour à Quimper reprend ses activités communistes et syndicalistes.

ROIGNANT Jean-François

Agent technique à l'arsenal. Militant communiste dans les années 20. Syndicaliste C.G.T.U. Candidat à Brest aux municipales de 1925

ROLLAND Albert François
Pupille de la Nation
Né le 21-1-1913 (à Brest ?)

Ouvrier à l'arsenal. Adhère au P.C.F. en 1936, alors qu'il est déjà un militant syndicaliste depuis 1935. Sous l'occupation allemande, dès 1940, propagandiste résistant, diffusion de journaux du P.C.F., de tracts, plus tard du F.N. Il va faire de nuit des inscriptions sur les murs de Brest durant les couvre-feux imposés par les autorités allemandes. Le 26 mars 1942 il participe aux sabotages de sous-stations électriques à l'arsenal de Brest, décidés par l'organisation clandestine du Parti de cet établissement. En mai 1942 il passe aux F.T.P. à leur création et prend part à de nombreuses actions anti-allemandes. Citons entre autres les sabotages « commémoratifs » du 14 juillet 1942, décidés par le P.C.F. pour célébrer la Fête Nationale interdite par les Allemands avec l'accord de Pétain. Il prend part à bien d'autres sabotages ou attentats, à des attaques à main armée contre la troupe d'occupation.

Il appartient au groupe de Pierre Corre avec qui il avait participé en octobre et décembre 1941 à l'organisation et au déroulement de grèves patriotiques à l'arsenal pour protester contre les exécutions de patriotes à Châteaubriant et celles de membres du groupe « Elie ». Un dépôt d'armes et d'explosifs avait été constitué chez lui. Il s'occupait aussi de l'organisation clandestine de la C.G.T. à l'arsenal, reconstituée dans l'illégalité. A. Rolland est arrêté en octobre 1942 par des policiers français qui le torturent affreusement. Les juges de Pétain le livrent aux Allemands qui le fusilleront le 17 septembre 1943, au Mont-Valérien, près de Paris, en compagnie de 18

autres membres de l'organisation communiste brestoise. (V. J. Ropars). Frère d'Etienne.

ROLLAND Etienne René
Né le 10-11-1916 à (Brest?)

Ouvrier à l'arsenal il y adhère en 1936 au P.C.F. Syndicaliste C.G.T. depuis 1935. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Il prend part à la préparation et au déroulement des grèves patriotiques à l'arsenal de Brest, à l'initiative des groupes communistes clandestins de cet établissement, le 25 octobre 1941 et en décembre de la même année contre les exécutions massives de résistants à Châteaubriant et du groupe « Elie ». Il participe au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal (26 mars 1942) organisé par le P.C.F. clandestin. En mai 1942 versé aux F.T.P. Il prend part aux sabotages qui vont marquer la commémoration de notre Fête Nationale du 14 juillet, interdite par les autorités allemandes avec l'accord de Pétain. Avec son frère Albert il participe à de nombreuses opérations anti-allemandes dans les rangs des F.T.P. : sabotages, attentats, attaques à main armée, etc. Arrêté en octobre 1942 par des policiers français qui le torturent. Les juges de Pétain le condamneront. Livré aux Allemands qui le fusilleront le 17 septembre 1943 au Mont-Valérien près de Paris, en compagnie de 18 autres communistes de l'organisation du Parti à Brest. Frère d'Albert.

ROLLAND François
Né en 1913 à Morlaix

Ouvrier à la Cie d'Electricité Le Bon. Il avait adhéré au P.C.F. en 1933 ou 34 à Carhaix, alors qu'il y était chef-adjoint de la station électrique. En 1936 il est envoyé à « l'école régionale du Parti » qui se tient à Carhaix en profitant de ses premiers congés payés. Mobilisé en 1939 il restera prisonnier de guerre cinq années durant.

ROLLAND Marcel
Né le 10-3-1909 à Quéménéven

Il entre dans la Résistance le 15-4-1943 et devient bientôt le chef du groupe F.T.P. de Quéménéven. Il participera à de nombreuses actions contre l'occupant allemand : sabotages, attentats, etc. notamment contre la voie ferrée Quimper-Brest

ROLLAND Yves Jean-Marie
Né le 15-5-1923 à Quéménéven.

Chauffeur-livreur. Il entre dans la Résistance aux F.T.P. en 1943. Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand

ROLL-TANGUY, voir TANGUY Georges

ROPARS Joseph
Né à Guissény le 8-12-1912

Electricien à l'arsenal de Brest. Son père fut tué à la guerre 14-18, alors qu'il n'avait que deux ans. Trois de ses oncles maternels, J.-M. Le Roy, Gabriel Le Roy, et J.-L. Le Roy ainsi qu'un oncle paternel, François Ropars trouvèrent aussi la mort sur les champs de bataille de la Première Guerre Mondiale. Joseph Ropars sera fusillé par les Allemands, à un jour près, 29 ans après la mort de son père au Front. Joseph Ropars était entré à 14 ans aux Pupilles de la Marine. Engagé à 16 ans, il reste dans la Marine Nationale jusqu'à 24 ans. Il a — alors — un « esprit tout à fait militaire » dira de lui sa sœur, et lors des grèves de 1934 il est tout à fait antigréviste.

Mais sur le sous-marin « Pascal » il fait la connaissance d'un communiste effectuant son service militaire et qui lui inculque une part de ses idées et que Joseph, plus tard, communiquera à sa mère et à sa sœur Yvonne.

Libéré de ses engagements à la Marine il entre à l'arsenal de Brest. Il diffuse « Paix et Liberté », organe du Mouvement du même nom et très « Front Populaire » impulsé par les communistes, mais ouvert à tous les « gens de gauche » comme on disait. Joseph Ropars donnera son adhésion au P.C.F. dans la clandestinité après avoir participé aux sabotages par les communistes de sous-stations électriques le 26 mars 1942 à l'arsenal de Brest. Joseph Ropars remettra son adhésion au P.C.F. clandestin, ainsi que Louis Departout et Paul Monot, entre les mains de Lucien Kerouanton qu'ils aideront à s'échapper au cours de l'après-midi, du filet policier

tendu autour de lui. Ropars quand il adhère n'est donc pas un inconnu pour les communistes clandestins puisque avant même son adhésion il était déjà fait appel à lui. Aussitôt après sa démobilisation, le 21 septembre 1941 il avait pris contact avec des communistes brestois (dans la clandestinité depuis l'interdiction de leur Parti en septembre 1939 et dans la Résistance depuis juin 1940). Joseph Ropars avait donc tout naturellement participé à leurs activités, notamment de propagande par la diffusion des journaux et tracts du Parti Communiste, du F.N., etc.

Il est versé en mai 1942 aux F.T.P. qui viennent d'être créés dans le département à la suite de l'O.S. du Parti. Il aura une grande activité dans le groupe F.T.P. que dirige Pierre Corre, participant entre autres actions au sabotage du central téléphonique allemand de la rue St-Marc, au « Douric » le 1er Mai 1942, au sabotage de la ligne à haute tension du Guelmeur, etc. Il prend part à bien d'autres opérations : attaques à main armée, attentats, sabotages, etc. Arrêté par des policiers français en fin 1942 il est torturé par eux. Jean Ropars eut une attitude particulièrement courageuse. Détenu au Château, à Brest, il tente de s'évader avec ses co-détenus, résistants communistes comme lui. Mais un policier collaborateur B..., s'en aperçoit et s'empresse de prévenir la police allemande, la « SIPO » (Gestapo) de « Bonne-Nouvelle » à Kérinou. Ropars et ses camarades de tentative eurent les fers aux mains et aux pieds nuit et jour, du 13 novembre 1942 au 29 janvier 1943. Il est alors traduit devant un tribunal français, et transféré à un tribunal allemand pour les mêmes motifs de Résistance. Devant les uns et les autres de ses juges successifs il fera comme beaucoup d'autres camarades qui n'ayant plus d'illusions sur le sort final qui les attendait, en raison de la gravité et de la multiplicité des accusations pesant déjà sur eux, prirent « à leur compte » d'autres sabotages et attentats, etc. que les leurs de façon à « soulager » d'autant les actes d'accusation dressés contre d'autres camarades qui pouvaient avoir, peut être ainsi eux, quelques chances d'en réchapper. C'est ainsi que Ropars prit à son compte le sabotage d'une sous-station électrique de l'arsenal exécuté en fait par Jean Nédellec, lequel, du coup ne fut plus « inquiété » pour cette affaire. De Bortoli aussi avait agi de même quand tout sur son sort fut décidé après le faux-témoignage de l'inspecteur G... de Brest, devant le tribunal militaire allemand.

Joseph Ropars fut fusillé le 17-9-1943 au Mont-Valérien, près de Paris par les Allemands en même temps que 18 autres membres de l'organisation communiste clandestine brestoise. Toutes les démarches de sa sœur, de sa mère furent vaines. Sa sœur Yvonne a conservé la lettre d'adieu qu'il écrivit juste avant de partir pour le poteau d'exécution.

ROPARS Mme Vve
Née Le Roy à Guissény en 1882
Décédée en 1966 à Brest.

Mère de Joseph et de Yvonne. Du début de 1942 au 5-8-1944 elle a participé à la Résistance en hébergeant des résistants en mission, du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Elle fit de son domicile un de leurs lieux de rendez-vous clandestins où se tinrent d'importantes réunions. Sa maison servit aussi de dépôt de matériels de propagande résistante communiste et F.N. ainsi que d'armes. C'est l'exécution de son fils Joseph en septembre 1943 qui l'amènera à faire un pas de plus dans l'action résistante : diffusion de journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc., et des collectages de solidarité.

ROPARS Yvonne « Suzanne »
Née le 22-11-1914 à Guissény
Sœur de Joseph

Sous l'occupation allemande elle commence son activité de résistante par l'hébergement de résistants en mission et par des collectages de solidarité pour les patriotes emprisonnés et leurs familles. Elle entre aux F.T.P. le 20-10-1942, avec Eliane Goasguen et effectuera des liaisons entre les groupes et les divers échelons des F.T.P. Elles étaient dans le même groupe F.T.P. que les jeunes gens qui furent exécutés rue Coat-ar-Gueven en 1944. Elles les avaient quittés quelques jours auparavant pour le maquis de Kergroadès. Là Yvonne et

Eliane participèrent au côté des F.T.P. à la prise du camp de Kervélédan occupé par les Allemands solidement retranchés. Elles avaient fait la reconnaissance préalable du terrain. Quand son frère fut arrêté, Yvonne alla le voir alors qu'il était transféré à la prison de Fresnes près de Paris.

Elle était avec la sœur d'Albert Rolland qui avait le même avocat commis d'office par la justice de Pétain que Joseph Ropars. Cet avocat, Maître X... du quartier du Poissy n'avait « aucun goût » pour défendre les résistants et le montrait au point que l'avocat allemand, désigné d'office, lui aussi, mais par les autorités d'occupation les reçut mieux. Ce dernier déclara à Mme Lafleur (v. E. Lafleur) qui les accompagnait un jour et dont le mari était jugé en même temps, qu'il défendrait vraiment ces hommes courageux. « Mais — ajouta-t-il — avec les dossiers que les policiers français ont établi contre eux leur cause est perdue d'avance.... » Yvonne Ropars travaillait comme vendeuse dans une maroquinerie rue de Siam pendant la guerre, après à la S.N.C.F.

ROSPARS Jean-Louis Marie
Né le 13-5-1881
Décédé à Concarneau le 16-12-1948

Instituteur. Un des pionniers du mouvement ouvrier dans le Sud-Finistère. En 1907 il fonde la section socialiste de Concarneau avec quelques autres. En 1908 il organise un meeting où le député socialiste (réf.) Goude prend la parole. Il parvient un peu plus tard à faire entrer au Conseil Municipal des élus populaires, battant l'usinier Billette au terme d'une lutte politique qui ouvrit bien des yeux de travailleurs : marins-pêcheurs, ouvriers du bâtiment, ouvriers et ouvrières de la conserverie, etc. J. Rospars, instituteur mène le combat pour l'Ecole Laïque à une époque où face à un cléricalisme obscurantiste et au fanatisme de prêtres bas-bretons cela a encore une grande signification. Il obtiendra notamment la gratuité des fournitures scolaires pour les classes primaires.

A la fin de la Première Guerre Mondiale il se lance avec ardeur dans le grand débat qui embrase le mouvement ouvrier et particulièrement le P.S. de l'époque. Aux tenants du réformisme, qui a sombré dans « l'Union Sacrée » avec la bourgeoisie au cours de la guerre, s'opposent les partisans de la voie révolutionnaire et il est de ceux là.

Il salue avec enthousiasme la Révolution d'Octobre en Russie et quand Lénine fonde en mars 1919 l'Internationale Communiste, Jean Rospars, un des premiers, milite pour le retrait du P.S. de l'Internationale Socialiste (ou Deuxième Internationale) et son rattachement à la Troisième.

Délégué du Finistère au Congrès National de Tours du P.S. en décembre 1920 il y défendra la proposition de Cachin pour le rattachement à la Troisième Internationale en faveur de laquelle d'ailleurs le congrès se décidera. De retour du Congrès à Concarneau il transforme la section P.S. — S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière) en section du P.S.-S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste). Il prend part au début de 1921 au congrès départemental du P.S.-S.F.I.C. qui doit appliquer dans tout le Finistère les décisions prises au Congrès de Tours. Toutes les sections finistériennes — elles sont 21 — se sont prononcées en ce sens à de larges majorités, en moyenne des deux tiers. Mais les « dissidents », ainsi appelés parce qu'ils refusent les décisions du congrès de Tours organisent la scission. Dans le département les meneurs des « dissidents » sont Goude, Chatel et Le Goïc qui avant même le congrès national avaient formé un comité secret pour promouvoir la scission si le congrès de Tours se prononçant pour les idées révolutionnaires décidait le rattachement à l'Internationale Communiste. Ils vont trouver à Concarneau un appui en G. Bescond que J. Rospars et ses camarades vont bombarder, à boulets rouges, c'est le cas de le dire, ainsi que son complice un peu plus tardif, la « falot L'Haridon ». J. Rospars dénoncera l'occupation de la Rhur comme contraire à une politique de Paix, il condamnera la guerre colonialiste faite au Maroc, la duperie du « Cartel des Gauches » (voir à Duot A., père). En 1929 un groupe d'élus communistes entre à la municipalité de Concarneau qui aura une efficacité reconnue par beaucoup de travailleurs et fera qu'en 1935 la liste communiste va conquérir la municipalité.

En 1939, J. Rospars participe au passage à la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier s'appuyant sur une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste. Rospars sera arrêté début 1940, par des policiers français sous la « Drôle de guerre ». Détenu d'abord à l'Ile d'Yeu, Rospars connaîtra ensuite divers camps de concentration en France avant que d'être livré aux Allemands qui le déportent à Buchenwald en juillet 1944. Il devait revenir le 13 mai 1945 à Concarneau, le jour même des élections municipales et il fut élu immédiatement ! En 1947 amoindri physiquement par la maladie et les conséquences de ses détentions il demande au P.C.F. de le décharger de ses fonctions. Il meurt le 16-12-1948 à Concarneau.

ROSPARS Marie-Jeanne
Née Pennec, épouse de Jean

Elle adhère au P.C.F. à Concarneau dans les années 20. Elle sera une auxiliaire précieuse pour son mari dans ses tâches militantes. Elle en fit la preuve en fin de 1939 quand elle aida à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance elle diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

ROUDAUT Isidore
De Santec.

F.T.P. participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand, d'abord en 1942 dans la région de Morlaix qu'il quittera pour échapper à la police. Sympathisant du P.C.F. il diffuse ses journaux et tracts clandestins et ceux du F.N. En Auvergne où il a été dirigé il est aussi un très actif propagandiste. Tué au combat en Corrèze, à Tygreux le 23-3-1944.

ROUDAUT Marcel
Ouvrier. Né à (Brest ?) en 1923

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant.

ROUGELET

Militant socialiste finistérien, un des 294 signataires de la motion Cachin-Froissart au Congrès de Tours en décembre 1920, pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale (réf.) et son rattachement à l'Internationale Communiste, fondée par Lénine en 1919. La totalité des sections socialistes du Finistère avaient voté en ce sens à de fortes majorités.

ROUMP Ténénan
Né le 12-6-1923 à Lambézellec
Mort à Brest vers 1970

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Syndicaliste C.G.T. depuis 1937, il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en fin 1940. Il entre dans le groupe de Jean Nédélec avec qui il restera jusqu'en octobre 1942. Propagandiste de la Résistance il diffuse dès lors les tracts et journaux du P.C.F. et plus tard du F.N., des F.T.P., etc. Il participe aux inscriptions faites par des équipes de communistes, de nuit, sur les murs de la ville durant les couvre-feux imposés par les autorités d'occupation. Il prend part à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques organisées à l'arsenal de Brest par les groupes communistes clandestins le 25 octobre 1941 et en décembre de la même année pour protester contre les exécutions de patriotes français par les Allemands, à Chateaubriant et ceux du groupe « Elie ». Roump participe au sabotage de sous-stations électriques de l'arsenal de Brest, le 26 mars 1942, exécutés par les groupes communistes de cet établissement. Il participe à bien d'autres actions anti-allemandes comme les sabotages effectués par ces mêmes groupes communistes clandestins à l'arsenal le 13 juillet 1942 pour marquer la Fête Nationale dont la célébration avait été interdite par les Allemands avec l'accord de Pétain. Après la vague d'arrestations de l'automne 1942. T. Roump passe sous les ordres de Guy Drogou et participe à de nombreus sabotages notamment à celui de l'usine d'acétylène de

Kervallon (Brest) qui fournissait la base sous-marine allemande de Brest. Il prend part aux combats pour la Libération de Brest en 1944. Après la Libération reprend ses activités militantes.

RUAULT Louis

Ouvrier du bâtiment. Il adhère au P.C.F à Brest en (1937). C'est déjà syndicaliste qui s'est distingué lors des grèves du bâtiment au printemps et à l'automne 1936 à Brest. Présenté par le P.C.F. en 1937 aux élections cantonales à Ouessant.

RUNAVOT Jean
Né le 5-2-1926 à Brest

Il vit à Morlaix chez ses parents quand il entre dans la Résistance, aux F.T.P. en 1942. Sympathisant du P.C.F. il diffuse ses journaux et tracts clandestins, ceux de la J.C., du F.N., etc. Sur le point d'être arrêté il se réfugie à Trédudon-les-Moines chez Jean Guyomarc'h. Il participe dès lors à de nombreuses actions anti-allemandes. Arrêté à Brest où il était en mission, en janvier 1943. Détenu à la prison du Bouguen, puis à celles de Rennes, Fresnes, livré aux Allemands qui le déportent à Neuengamme. Libéré en 1945. Par la suite militaire de carrière.

SABATIER Pierre

Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. dans la région parisienne. Il vient à Brest (sous l'occupation allemande?) et trouve du travail à Landerneau. Il y prend contact avec un des groupes communistes clandestins de la ville et diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. En fin 1942, il échappe de peu à une vague d'arrestations et quitte alors le Finistère..

SALAÜN Jean
De Morlaix

F.T.P. de la Compagnie morlaisienne du Bat. F.T.P. « Yves-Giloux ». A participé à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Membre du P.C.F. clandestin, il diffuse sa propagande résistante, celle du F.N., etc. Tué au cours d'un combat dans la région de Scrignac (en 1944 ?) en même temps qu'un autre F.T.P., Jean Priol.

SALAÜN Joseph

Faute de travail, il émigre en région parisienne, dans le VI[e] arrondissement. Il adhère alors au P.C.F. et à la C.G.T. Sous l'occupation allemande, il revient en Bretagne dans la région de Morlaix. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., Compagnie de Morlaix du Bat. « Yves-Guillou », il prend part à de nombreuses missions contre l'occupant. Au cours de l'une d'elles, il tombe aux mains de l'ennemi. Il est emmené à Scrignac où les soldats allemands fusillent leur prisonnier le 26-7-1944.

SALAÜN Pierre
Né le 23-2-1907 à Scaër, y décède en juillet 1983

Forgeron, puis mécanicien. Il adhère à la C.G.T.U et au P.C.F. dans la région parisienne où il est allé chercher un emploi. En 1936, il revient au pays et il est un des initiateurs de la création de la section syndicale aux Papeteries Bolloré. La précédente section était tombée sous les coups de la répression patronale. Il en devient le secrétaire. Peu après il est élu secrétaire de la « III[e] Région » du syndicat du Papier-Carton C.G.T. et il le restera jusqu'en décembre 1938, quand il est licencié après la grève générale du 30 novembre et qu'il dût chercher un autre emploi et du coup résilier sa fonction syndicale. Il ne trouva du travail qu'à Paris. Il revient à Scaër en 1939 et participe à la restructuration du Parti interdit.

Sous l'occupation allemande, dès 1940, d'abord dans la région de Scaër, puis dans celle d'Hennebont, propagandiste de la Résistance, il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., puis ceux du F.N. Arrêté en avril 1942, détenu dans le camp de concentration de Voves, puis dans celui de Pithiviers, jusqu'à la Libération.

Il sera un temps secrétaire de l'U.D. C.G.T. du Finistère avec Miry et Damoy. Réembauché grâce à la pression syndicale appuyée de débrayages à la Papeterie Bolloré à Scaër, il en redevient le secrétaire de la section syndicale. Très populaire, Pierre Salaün conquiert avec le Parti la mairie de Scaër en 1945. Il démissionnera le 15-1-1969. Il est alors remplacé par un autre communiste, Poulichet.

Pierre Salaün a été membre du bureau régional « Finistère-Morbihan » du P.C.F. de 1936 à 1939, membre du Comité Fédéral du Finistère du Parti de 1945 à 1969, de la Commission Administrative de la Fédération Nationale C.G.T. du Papier-Carton. Il a écrit d'intéressantes pages de souvenirs.

SALAÜN H.

Militant de la cellule communiste de Carhaix dans les années 20. En 1928, il fait campagne aux législatives en utilisant le breton comme langue dans la plupart de ses réunions. Il le parle admirablement bien et cette langue-là presque tout le monde la comprend et quelque fois mieux que le français. C'est aussi un syndicaliste C.G.T.U. Dans nos fichiers on trouve aussi un Salaün en 1919 secrétaire du syndicat des cheminots départementaux et comme il y a une gare du « petit » train départemental à Carhaix, il est probable qu'il s'agisse du même.

SALAÜN Roger

Résistant. F.T.P. de la région de Spézet où il participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Il commandait une section de F.T.P. à la Libération.

SALEZ Théodore
Né le 4-7-1917 à Brest

Il adhère au P.C.F. en 1938 à l'arsenal où il est ouvrier-soudeur. C'est déjà un syndicaliste C.G.T. En fin 1939, le gouvernement Daladier interdit le Parti communiste. T. Salez fait partie d'un des groupes communistes clandestins qui s'y constituent alors à l'arsenal. Sous l'occupation allemande, dès 1940 propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F. et plus tard, ceux du F.N., des F.T.P., etc. Il prend part à l'organisation et au déroulement des grèves patriotiques organisées à l'arsenal par les groupes communistes clandestins le 25 octobre 1941 et en décembre de la même année pour protester contre les exécutions de patriotes Châteaubriant et de membres du grou « Elie ». Le 26 mars 1942 il prend part sabotage de sous-stations électriques l'arsenal de Brest organisé par ces mêm groupes communistes et aux sabotages to jours organisés par les mêmes pour célébr la Fête Nationale du 14 juillet, interdite p les occupants avec l'accord de Pétain. Sal fera partie du groupe F.T.P. de Pier Corre et sous sa direction il prendra pàr de nombreuses opérations contre les Al mands, à des sabotages importants notar ment. Arrêté en octobre 1942 par des po ciers français, livré aux Allemands qui déportent dans un camp de concentrati Outre-Rhin, libéré en 1945, revient à Br et y reprend ses activités militantes.

SALOU Marie
Née Le Cam le 31-11-1914 à Saint-Marc

En 1936, elle commence à militer av Jeanne Goasguen-Cariou à l'Associati Nationale pour le Soutien à l'Enfance M heureuse (dont le P.C.. était l'initiateur puis au Secours Populaire Français, faveur des réfugiés espagnols républicai Elle participe en juin 1939 à la restructu tion dans la clandestinité du P.C.F., Brest, en y adhérant.

Dès 1940, activité de propagandiste de Résistance : distribution de tracts et journaux clandestins du Parti communis plus tard ceux du F.N. et des F.T.P. août 1941, elle ajoute à ses activités cel d'hébergement de résistants du P.C. et F.N. en mission. Au tout début de 194 elle participe avec Jeanne Goasguen-Cari (voir J. Cariou) et d'autres femmes à l'é sion de plusieurs républicains espagn détenus au fort de Montbarrey, près Brest. Elle prend une part active à la prép ration et au déroulement de la manifest tion des femmes, organisée par le P.C. mais signée « Union des Femmes Patri tes » devant l'annexe de la mairie, rue Da ton, à Brest, le 28-4-1942. A l'issue de ce manifestation, elle est interpellée, m relâchée faute de preuves et d'aveux. août 1942, avec Raymonde Vadaine (v ce nom) elles saccagent la vitrine de L.V.F. (Ligue des Volontaires Franç contre le Bolchévisme), organisme al

mand de recrutement de Français pour la Wehrmacht, rue de Siam, à deux pas de la sentinelle allemande qui monte la garde à la Préfecture maritime. Arrêtée le 1-10-1942 par des policiers français, brutalisée puis livrée aux Allemands dont le conseil de guerre, à Fresnes, le 28-8-1943, la condamne à mort, peine commuée en détention dans un camp de concentration en Allemagne dont elle reviendra en 1945.

SAVIN François « Franchic »

Marin-Pêcheur. Secrétaire de la section communiste d'Audierne en 1922. Il avait adhéré à la C.G.T.U. à la suite de la grande grève des ouvrières de la conserverie douarneniste de 1924. Il s'était déjà violemment opposé aux réformistes dans le mouvement syndical. C'est ainsi qu'en 1922 il était intervenu, EN BRETON, dans une réunion organisée par l'U.D. « confédérée » C.G.T. qui à l'époque s'efforçait d'étendre la division syndicale à tout le département — et y réussira. Les orateurs réformistes, Le Bris, Guena et Gourmelon n'étaient pas bretonnants ! alors que l'auditoire d'Audierne l'était quasi unanimement et comprenait fort bien Savin. Il se servit ainsi du breton pour parler du caractère politique et anticommuniste de la démarche de l'U.D. réformiste reconstituée contre la volonté de la majorité des syndiqués finistériens.

En 1932, avec Moalic, Trévidic et Postic, il reforme une cellule communiste à Audierne elle y remplace la section qui avait périclité sous une répression impitoyable : tout membre du P.C.F. perdait son emploi en peu de temps et les tracasseries étaient innombrables. Mais à partir de 1932 l'organisation communiste est enfin solidement établie et ses rangs grossissent. Jusqu'en 1935 Savin sera le secrétaire de cette cellule locale. La création d'une section regroupant les cellules de la région d'Audierne complètera cet effort de structuration du Parti.

Savin meurt en 1936 peu après avoir été candidat (com.) aux élections des conseils d'arrondissements.

SCAVENNEC Alfred

Instituteur. Adhère au P.C.F. (en 1936). Maire Adjoint de Quimperlé de 1978 à 1983.

SCHVARTZ Louis

Né le 31.5.1911 à Brest.
Décédé à Quimper en novembre 1974.

Artisan-graveur. Il avait adhéré au P.C.F. à Quimper en 1934. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts clandestins du Parti et du F.N. etc. Après la Libération continue sa vie militante. Président de la Caisse de Prévoyance Sociale du Finistère, administrateur de la Caisse Mutualiste Régionale de Bretagne. Vice-Président du Comité France-U.R.S.S. à Quimper.

SCOAZEC Jean-Marie

Né le 16.3.1897 à Concarneau.
Décédé à Concarneau.

Militant de la cellule communiste de Beuzec-Conq (Concarneau). Il sera un temps gérant de l'hebdomadaire régional du P.C.F. « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime ».

SCORDIA Guillaume

Né le 18-4-1906 à Cast.

Emigre dans la région parisienne où il adhère au syndicat et en 1937 au P.C.F. Terrassier, résistant communiste, il diffuse la presse clandestine du P.C.F., du F.N., etc. Arrêté par des policiers français le 7-8-1942 et fusillé par les Allemands au Mont-Valérien, près de Paris le 11-8-1942. Aurait été le beau-frère de Pierre Georges.

SCOTET Jean

Gendarme à Champigny-sur-Marne. Sous l'occupation allemande, il déserte la gendarmerie française pour rejoindre la Bretagne dont il est originaire. Il sera connu sous le pseudonyme de « Job la Mitraille » au maquis de Spézet. Il prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Peu à peu avec ses hommes il rejoindra la région de Paulé, Plévin, aux limites du Finistère.

Mortellement blessé le 6.5.1944 à Plévin au cours d'un accrochage contre une unité allemande. Ses camarades l'avaient emporté avec eux, lors du repli, mais il succombera en route et ils durent alors se séparer du cadavre qu'ils n'eurent pas le temps

d'enfouir. C'est une patrouille de feldgendarmes lancée à leur poursuite qui trouvera le cadavre du résistant le 28.5.1944. Scotet était un sympathisant du P.C.F. clandestin dont il diffusait les journaux et les tracts.

SCOUARNEC Marc

Né le 18.2.1894 au Guilvinec où il décède le 29.11.1968.

Il adhéra au syndicat C.G.T.U. des marins-pêcheurs du Pays Bigouden et en devint le secrétaire en 1924 et pour longtemps. Les syndicats de marins-pêcheurs, nés au lendemain de la guerre 14-18, avaient périclité, il leur donne une nouvelle impulsion. Membre de la direction régionale de la C.G.T.U. des marins-pêcheurs il sera à ce titre signataire de l'appel unitaire aux marins-pêcheurs de mai 1930. En janvier 1927 il avait été nommé administrateur de la Coopérative « Les Dentelles et Broderies Bretonnes » créée pour les dentellières et brodeuses, alors très nombreuses dans la région, afin qu'elles échappent aux margoulins qui les exploitaient.

Il a lutté contre toute tentative d'introduire la scission syndicale chez les marins-pêcheurs par le biais de la création de syndicats rivaux réformistes, division syndicale qui comblait d'aise les usiniers de la conserverie que l'on soupçonna de soutenir (discrètement) ces tentatives. Les syndiqués s'étaient prononcés en 1922 à une très forte majorité pour le rattachement de leurs sections syndicales à la C.G.T.U. Scouarnec alla porter la contradiction dans des réunions des « confédérés » comme s'appelèrent les réformistes.

En janvier 1931, dans une de ces réunions « publiques et contradictoires » — comme on disait à l'époque — où parlaient les réformistes Beaugrain et Leguen, Scouarnec, sûr d'être compris de son auditoire de marins-pêcheurs, tous très bretonnants, parla en **breton** et en français. « Le Breton Socialiste » parlera de cette intervention en breton que ni Beaugrain, ni Leguen ne comprenaient en écrivant de Scouarnec : « ... pauvre diable qui veut parler le breton qu'il ignore comme le français ». Pour comprendre cette réaction et ce dépit, il faut savoir que les socialistes étaient dans leur quasi totalité hostiles à cette « langue des curés », alors que les communistes bas-bretons soutenaient la nécessité de la défendre. Scouarnec était un homme attaché à SA langue et de plus parlait un excellent breton, riche d'images, le breton maritime bigouden qu'on parlait encore partout dans cette région. Il connaissait particulièrement son vocabulaire, noms, verbes, adjectifs, tout ce qui avait trait à la pêche, aux poissons, aux coquillages, aux algues, etc. Rares sont ceux qui en Pays bigouden, même parmi les marins-pêcheurs, pourraient en dire autant aujourd'hui, soixante ans plus tard (1984). Hélas si Scouarnec parlait bien le breton, il ne l'écrivait pas ! Au camp de concentration de Châteaubriant, où il était détenu en compagnie de l'auteur de cet ouvrage, il lui confia qu'il avait toujours beaucoup regretté de ne pas avoir appris à **écrire** le breton, ni osé le faire ! Il me disait qu'à avoir réfusé si longtemps l'instruction à ce peuple — et c'était l'œuvre des possédants bretons — on avait assassiné sa langue maternelle, privée du soutien de l'écriture en milieu populaire bretonnant.

En 1925, ou 1926, après avoir adhéré au P.C.F. Scouarnec participa à la création de la cellule communiste du Guilvinec. Il avait dans un premier temps appartenu à celle de Lesconil, la première en Pays bigouden et qui essaima autour d'elle.

Au Guilvinec, il luttera contre le maire socialiste, Kernaflen, qu'il accuse publiquement d'être au service des mareyeurs et des usiniers de la conserve ! En 1929, il porte la contradiction au député réactionnaire Quéinnec, lors d'un compte-rendu de mandat au Guilvinec, et on s'aperçoit alors que dans cette localité il faudra désormais compter avec cet homme large, placide. Il abattra la municipalité « socialiste-droite » et sera élu maire du Guilvinec, poste qu'il va occuper durant quelques décennies avec cependant l'interruption due à sa « déchéance » de ce poste par le gouvernement Daladier peu après que celui-ci ait interdit le P.C.F. (sept.-oct. 1939).

Scouarnec prend part à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. mis hors la loi et devient un propagandiste clandestin d'un P.C.F. illégal. Pendant la « drôle de guerre », il rencontre alors Alain Signor, le

secrétaire régional, Alain Le Lay et d'autres membres du Bureau régional du P.C.F.

Sous l'occupation allemande, dès juin 1940, propagandiste de la Résistance il diffuse les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. dans tout le Pays Bigouden. Arrêté au cours de l'été 1941 (juillet ou août), détenu au camp de Châteaubriant, puis transféré à celui de Voves (Eure-et-Loir).

Scouarnec fut membre du bureau régional du Parti de 1934 à 1939 (à l'interdiction). Son influence s'étendit dès les années 30 le long de la côte bretonne. Jusqu'à sa mort en 1968, il aura une grande activité militante, tant à son poste de maire de Guilvinec qu'au P.C.F. et au syndicat des marins-pêcheurs.

SÉNANT (Jean ?).
Né en 1923.

Entre comme apprenti à l'arsenal de Brest en 1937 et y reste jusqu'à sa retraite en 1978. Syndicaliste C.G.T. Sous l'occupation allemande il quitte l'arsenal pour ne pas avoir à répondre au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), institué par Pétain pour fournir de la main d'œuvre aux usines de guerre allemandes. Après la guerre reprend son travail et ses activités syndicaliste à l'arsenal. aux ateliers de chaudronnerie et d'artillerie.

SÉNÉCHAL Pierre.
Né le 11-10-1916 à Brest.

Mécanicien. F.T.P. du groupe Giloux, à Brest, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Propagandiste résistant diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Sur le point d'être arrêté « dans la même affaire que Le Rest » (?) il parvint à s'échapper. Il habitait alors Recouvrance.

SERRE Jacques.
Né un peu avant 1900.

Marchand de primeurs. Militant du P.C.F. dans les années 20 et 30. Il est élu en 1938 maire (com.) de Beuzec-Conq. Déchu de ce poste en mai 1940 par le préfet en application de la loi de janvier de la même année, avec ses deux adjoints et douze conseillers municipaux, tous communistes comme lui, pour avoir refusé de renier leur Parti et de condamner l'Union Soviétique.

En fin de 1939, il avait déjà été « suspendu » de son poste de maire, lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier. Il participe à la reconstitution dans la clandestinité du Parti communiste. Arrêté en (1941 ?) et dirigé sur un camp de concentration en France détenu jusqu'à la Libération. Décédé.

SEZNEC François.
Né vers 1914 à Quimper où il meurt en 1978.

Employé des P.T.T. Il adhère au P.C.F. et à la C.G.T. en 1936. Sous l'occupation propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N. etc. Arrêté en (1941 ?) détenu au camp de Chateaubriant où le Parti lui confie une tâche de solidarité. Revient à Quimper à la Libération en 1944, y reprend sa vie militante.

ATTENTION DEUX ALAIN SIGNOR.

SIGNOR Alain.
Né le 5-9-1905 à Pont-Labbé, décédé à Menton en 1977.

Le plus important des militants ouvriers du Finistère et de Basse-Bretagne dans les années 20 et 30. Il a laissé une marque profonde sur le mouvement populaire, social et politique de cette région. Il ne peut être question, ici, de retracer sa vie entièrement.

En raison de son rôle important, des falsifications en tous genres sont à craindre, quand elles n'ont pas été déjà commises. Nous nous limiterons donc aux principaux événements, aux plus significatifs aussi qui jalonnèrent sa vie passionnée de communiste breton. J'en fus souvent le témoin direct dès 1936 et je lui dois beaucoup.

Fils de paysans pauvres du Pays bigouden qui abandonnent la terre pour prendre un petit commerce à Pont-Labbé, Alain Signor entre à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Quimper en 1924. Il adhère aussitôt au syndicat C.G.T.U. de l'enseignement et fonde un groupe de la J.C. à Pont-Labbé.
Le responsable de la direction régionale des J.C. (on disait alors « l'entente ») était en 1924, Gestin avec qui il collaborera bientôt. Ensemble ils rédigeront deux tracts adressés aux paysans, « appels fraternels », et qui sont « les premiers aspects bretons de la politique communiste de la « main tendue aux travailleurs catholiques », politique qui sera officialisee par le congrès de Villeurbanne en janvier 1936 et qui, politique d'union populaire, va plus loin que l'«union de la gauche ». Gestin part à l'armée pour son service militaire, c'est Alain Signor qui le remplace. Son premier acte de secrétaire de l'Entente des J.C. est d'intervenir dans un meeting du comité d'action laïque, fief des anticléricaux les plus virulents, à Penmarc'h. Les communistes n'y avaient pas été invités car ce genre de comité était alors entre les mains du P.S. et ce sera le premier succès d'Alain Signor à une tribune.

En 1925, c'est à son tour de partir au régiment. A son retour, en 1927, il adhère au P.C.F. Il est élu au Comité régional du Parti en 1929 et secrétaire départemental en 1930. En 1934, le P.C.F. change ses structures et les « départements » deviennent des « régions ». Il est créé une « région Bretonne Finistère-Morbihan » et Signor est élu secrétaire au premier congrès régional. Il va vite devenir un responsable très écouté des militants. Il dirige la délégation « Finistère-Morbihan» aux congrès nationaux du P.C.F., à Villeubanne (1936) et Arles (1937) où il fera à propos de la politique de la « main tendue » une intervention remarquable, aux réflexions toujours actuelles, et qui fera beaucoup pour son élection comme suppléant au Comité Central.

A. Signor, au long de ces années participa à toutes les luttes politiques et sociales de la « Région Bretonne », mais à partir de 1938 il se consacre particulièrement au Finistère, le développement du Parti dans le Morbihan ayant permis de le doter d'une direction propre. Signor dans ses « Souvenirs... » note les luttes qui le marquèrent le plus, soit parce qu'elles furent de grands moments, soit qu'elles jalonnent des étapes importantes. Par exemple, le grand rassemblement antifasciste de septembre 1933 à Saint-Goazec, l'année où Hitler triomphe en Allemagne. Signor parla devant une foule considérable au côté du député socialiste Masson. Ce rassemblement devait beaucoup à la volonté d'union antifasciste du P.C.F. et à l'opiniâtreté de Signor qui avait eu à vaincre tant de réticences sans cesse renaissantes chez les socialistes et essuyer tant de rebuffades de leur part.

Il sera un remarquable organisateur. Sous sa direction idéologique et politique énergique et dans une conjoncture favorable qu'il sut bien exploiter, la montée de l'idée de l'union populaire va faire un bond en avant considérable. En fin 1935, il peut réaliser un de ses projets les plus chers : refaire paraître un journal régional du Parti, ce sera « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », hebdomadaire qui connaîtra un développement rapide. Son tirage atteindra et se maintiendra à 5000 exemplaires de 1936 à son interdiction en septembre 1939. Il est diffusé essentiellement par les militants.

Le rôle de cette publication dans la propagande poitique « à gauche » surclassera, dès 1936, le « Breton Socialiste » à la fois par le chiffre de son tirage et par son influence dans tous les cantons finistériens, sauf dans celui de Morlaix où la vente des deux publications s'égalait.

En septembre 1939, le P.C.F. est mis hors-la-loi, par le gouvernement Daladier. Cette interdiction est saluée par **tous** les dirigeants socialistes du département, par tous les élus du P.S., y compris par ceux qui ne furent élus qu'avec l'apport des voix communistes. Un seul responsable, à Brest, Messager, l'aurait déploré, **en privé !** Le secrétaire départemental du P.S., Guy le Normand donnera le signal de cette « chasse aux sorcières » (mais lui sera interprète à la Kommandantur de Morlaix, ce qui lui vaudra d'être condamné à mort par la Résistance et d'être exécuté par elle !).

En début d'octobre 1939, A. Signor est appelé à la gendarmerie où un commissaire spécial, escorté de deux inspecteurs, lui signifie qu'il est astreint à « résidence forcée » dans l'arrondissement de Quimper. A la fin des vacances scolaires il avait repris le 1er octobre son poste d'instituteur à Pont-Labbé, alors que secrètement il héberge A. Le Roy, le secrétaire de la section communiste brestoise, interdit de séjour, lui, dans sa ville.

L'éventualité d'une interdiction du P.C.F. avait été envisagé régionalement au début de l'été et les militants ne furent pas surpris. Des précautions avaient été prises par Auguste Havez, délégué du C.C. pour la Bretagne en juillet 1939 et c'est ainsi que les principales sections du P.C.F. dans le département recevront des directions composées de trois militants — on les appelera plus tard des « triangles » — : Brest, Quimper, Morlaix, Pont-Labbé, Huelgoat-Carhaix, Concarneau, Guilvinec, pour celles que nous connaissons. (il y aurait eu aussi Scaër, mais nous n'avons pas de détail vérifiables). Les camarades secrètement désignés, pour plus de précautions n'apprendront l'honneur qu'il leur est fait qu'au moment où ils devront entrer en action, c'est-à-dire lors de la mise hors-la-loi du Parti si elle se produit (Voir Eug. Kerbaul, J. Carriou-Goasguen, J.-L. Le Berre, F. Jacq, Lijour, J. Rospars, etc). On sait que A. Signor alla voir directement les responsables J.-L. Le Berre et A. Quiniou à Quimper et Guenneau à Pont-Labbé. Alain La Lay s'occupa de Brest et de Concarneau. Je ne sais qui, de la direction régionale du Parti, investit les membres des « triangles » formés à Huelgoat-Carhaix, Morlaix, Le Guilvinec, et Scaër. On notera que dans trois des cas qui nous sont connus : Brest, Quimper et Pont-Labbé, chaque « triangle » comprend un militant actif de la J.C. La présence de mobilisables en cas de conflit étonne dans ces futurs organismes clandestins, comme si l'interdiction éventuelle du P.C.F. n'avait pas été envisagée dans le cas de guerre.

La police perquisitionne chez Alain Signor dès le début de la clandestinité, seulement quelques jours après que les premiers tracts clandestins aient été diffusés (probablement s'agissait-il d'exemplaires du dernier numéro tiré illégalement de la « Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », ou de reproductions d'articles de « l'Humanité » ronéotés, ou encore des premiers numéros de l'« Humanité » clandestine qui arrivent assez vite dans notre département). Mais, la perquisition est vaine. Toutes les archives régionales ont été détruites, ou mises en sureté chez un vieux camarade, Yvon, de Pont-Labbé. En fin septembre 1939, un coup de feu est tiré sur A. Signor par la fenêtre de la classe où il enseigne et la balle va se ficher dans la cloison tout près de lui devant les petits élèves médusés. « On » veut l'intimider et aussi faire peur aux parents d'élève : il serait un danger pour les enfants, mais les parents ne se laissent pas prendre et **aucun** ne réclamera le déplacement d'A. Signor, « instituteur dangereux », comme « on » suggère à certains de prendre l'initiative d'une telle pétition.

En janvier 1940, l'inspecteur d'Académie, veut obtenir de lui une déclaration hostile à l'Union Soviétique : refus. Trois semaines plus tard, il est suspendu de son poste. Le 13 mars 1940, nouvelle perquisition par la brigade mobile de Rennes. Cette fois : «...heureusement, j'avais bien planqué une liste d'adresse de militants et une série d'instructions (écrites) pour notre section de Brest...» écrira-t-il plus tard dans ses « Souvenirs ». Le 25 mars 1940, il est arrêté à six heures du matin sur l'ordre du préfet Angeli « ...Cela à deux jours de mon passage à l'illégalité... ». Il s'apprêtait à rejoindre muni d'une nouvelle identité fournie par le Parti, un poste dans une autre région. La police l'envoie à l'île d'Yeu où il est détenu dans des conditions très dures. Déplacé au camp de concentration de Saint-Angeau, dans le Cantal. Il réussira à s'en évader grâce au sacrifice de Le Coz Joseph, son camarade d'évasion qui attire sur lui, volontairement, la meute des gendarmes lancés à leurs trousses et sur le point de les rejoindre.

A. Signor va reprendre le contact avec la direction du P.C.F. en Zone Sud. Car entre temps la France a été envahie et scindée en une zone occupée et une zone sud où Pétain simule l'indépendance. Signor fera partie par la suite de la direcion du P.C.F. pour cette zone jusqu'à la Libération.

Après la guerre, membre du Comité Central du P.C.F. il sera un temps à son Bureau Politique. Il sera aussi délégué du P.C.F. à Moscou, directeur des « Cahiers du Communisme » etc. Sur le plan régional député du Finistère, élu à la proportionnelle, membre du secrétariat départemental du Parti. Il cesse d'appartenir au Comité Central en 1949. L'âge et surtout un mauvais état de santé — cet ancien tuberculeux a subi plusieurs crises cardiaques — feront

qu'il devra abandonner ses tâches les plus importantes. Il reprendra alors son métier d'instituteur puis sur les conseils de ses médecins se retirera à Menton. Il s'y ennuie affreusement et y meurt.

En plus du grand nombre d'articles qu'il écrivit pour des publications diverses, le premier date de 1925, Alain Signor a publié des études dans les « Cahiers du Communisme » et diverses organes politiques. On lui doit plusieurs ouvrages dont un seul (à ma connaissance) a été publié : « la Révolution à Pont-Labbé ». Il a aussi rédigé de très importants « Souvenirs d'un militant » dont les extraits ont été publiés en dix-huit numéros dans l'hebdomadaire régional du P.C.F. Il est fort regrettable que ces souvenirs n'aient pas été rassemblés intégralement en un ouvrage, ils en valaient la peine et leur lecture est passionnante.

SIGNOR Alain
Né vers 1914-1915 à Pont-Labbé, le neveu d'Alain Signor.

Ouvrier du bâtiment, il adhère au P.C.F. sous l'influence de son oncle et parrain, le secrétaire régional du Pati en 1933 ou 34 à Pont-Labbé. Il vint travailler à Brest en 1935 et en 1936 muté dans une cellule du bâtiment nouvellement créée. En fin de 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Blessé à la bataille de Guadalajara, il restera longtemps dans un hôpital militaire à l'arrière du front avant d'être rapatrié. Il avait fait adhérer l'auteur de cet ouvrage au Parti et à la J.C.

SIGNOR Charles
Né le 14-5-1870 à Pont-Labbé.

Marin, puis maçon. En 1920, un des fondateurs du P.C.F. en Pays Bigouden. Très longtemps actif. Il recueillera une enfant, Yvonne Guillamet, qu'il adoptera et que tout le monde appellera Yvonne Signor. Elle épousera un neveu de Charles, Alain Signor, le secrétaire de la Région Bretonne du P.C.F.

ATTENTION :
DEUX YVONNE SIGNOR.

SIGNOR Yvonne
Née Guillamet.

Epouse d'Alain Signor, le secrétaire de la « Région Bretonne » du P.C.F. Recueillie enfant par Charles Signor qui l'élèvera avant qu'elle n'épouse son neveu. Militante du P.C.F. elle aidera beaucoup son mari.

SIGNOR Yvonne
Epouse Quilliec.

Militante du P.C.F. en Pays Bigouden. Sœur d'Alain Signor, le secrétaire régional du P.C.F. et mère de l'épouse de Daniel Trellu. Résistante.

SIGNOUR Alain-Yves
Né à Quimper le 31-8-1889

Typographe-imprimeur. A la fin de la guerre de 14-18, ce syndicaliste appartenait à la fraction révolutionnaire de la C.G.T. Il combattit ses dirigeants réformistes. Membre du bureau de l'U.L.-C.G.T. de Quimper en 14-18. Trésorier du syndicat quimpérois du Livre.

SIMON (Jacques ?)
De (Plouhinec ?).

Aurait été interrégional des J.C. clandestines en Bretagne en 1942-43.

SIMON Jean
Né en 1925. D'Audierne.

F.T.P. prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Tombé entre ses mains, il est emmené à « La Torche », en Penmarc'h, par les soldats allemands qui l'ont fait prisonnier et l'y fusilleront en avril ou mai 1944. Sympathisant communiste, il diffusait la propagande résistante, tracts et journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc.

SIMON Louis
De Kerhuon.

Au congrès socialiste du Finistère, en avril 1919, il se prononce pour les thèses révolutionnaires et condamne le réformisme où s'est enlisé le P.S. Après la création, en mars 1919 de l'Internationale Communiste, il est partisan du retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc.) et son rattachement à la nouvelle. Il votera, dès

lors, en ce sens lors des débats internes du P.S. et notamment pour la motion Loriot, comme son ami Le Calvez. Au congrès socialiste de septembre 1919, il avait violemment reproché aux élus socialistes de « ... n'avoir rien fait » pendant la guerre de 14-18. Puis sous l'influence de Le Calvez, comme lui, il retourne au P.S. réformiste, reconstitué par la minorité après le congrès de Tours dans le cadre de la 2e Internationale.

SIMON Yves
De Bourbriac (C.-du-N.).

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Au cours de l'une d'elles, il est fait prisonnier. Les soldats allemands l'emmènent à Rennes où il sera fusillé le 8-6-1944. Sympathisant du P.C.F. il diffusait la propagande résistante, journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc.

SINOU Joseph

Militant du P.C.F. dans les années 20 (et 30 ?) en Pays Bigouden. Marin-pêcheur (?). Il appartenait à la cellule de Lesconil.

SISSOU Jean-Baptiste dit « **CESSOU** »
Né au Relecq, en Plonéour-Ménez.

Artisan sabotier. Il adhère en 1936 à la section de Morlaix du P.C.F. sous le nom de « Cessou ». En fin de 1939, il participe à la restructuration du P.C.F. dans la clandestinité où l'a plongé son interdiction par le gouvernement Daladier. Il a probablement fait partie du premier « triangle » de direction de l'organisation clandestine du Parti dans ce secteur d'Huelgoat-Carhaix, avec le docteur Jacq, dès la fin de 1939. Il mène ce travail d'organisation avec la propagande clandestine qu'il continuera dans de nouvelles conditions, encore plus difficiles, après l'arrivée des troupes allemandes.

Versé aux F.T.P. à leur création dans le département, en avril ou mai 1942, après qu'il eut été nommé responsable départemental du P.C.F. en Finistère (janvier 1942), il n'aura exercé cette fonction que quelques mois. Il participera à un nombre élevé d'actions contre l'occupant en tant que responsable militaire : sabotages, attentats, attaques à main armée, etc. Arrêté, en même temps que Quéguiner et Armel Coant, par des policiers français en 1943, torturé, livré aux Allemands qui le font passer devant un de leurs tribunaux militaires et le déportent en Allemagne. Sissou meurt en camp de concentration (Orianenbourg ?) en (1944 ?).

SOUBEN Léon-Louis
Né à Brest le 27-8-1871.

Ce vieux militant socialiste opte en 1920 pour les thèses révolutionnaires et par conséquent pour le passage du P.S. — englué dans le réformisme et « L'Union Sacrée » — de la 2e Internationale à la 3e Internationale (Com.). Il est élu par le congrès départemental du P.S. en 1920 au Comité fédéral finistérien. Après le Congrès de Tours, qui décida le rattachement du P.S. à l'Internationale Communiste, il est élu secrétaire de la section de St-Pierre-Quilbignon du jeune P.C.F. Mais bientôt, Souben « va à la soupe », comme on disait alors (son nom en breton veut dire soupe), en allant vers les socialistes qui avaient choisi de reconstituer un Parti socialiste réformiste derrière la bannière des Goude et Cie.

SOUFFEZ Auguste

Il adhère au P.C.F. à Concarneau en 1935. Un des responsables de la J.C. concarnoise. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des J.C. En 1942, il est versé aux F.T.P. et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français qui le torturent, le livrent aux Allemands (1942). Meurt en camp de concentration en Allemagne.

STÉPHAN Albert
Né le 7-7-1914 à Berrien.

Il adhère au P.C.F. en 1935. En fin 1939, il prend part à la restructuration du Parti dans la clandestinité après son interdiction par le gouvernement Daladier. Il reçoit alors à la gare départementale de Berrien-Scrignac, dont il est chef de gare, des colis adressés à des gens du pays décédés et qu'il

récupère : ils contiennent du matériel de propagande : « L'Humanité », « La Vie Ouvrière », « L'Avant-Garde », qui reparaissent clandestinement.

Il répartit ensuite ces publications entre les camarades qui ont en charge leur distribution. Versé en 1942, aux F.T.P., sous le commandement de Pierre Corre, alors responsable départemental F.T.P., Stéphan prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. « Brûlé » dans sa région et il gagne le maquis, où on lui doit, entre autres, le déraillement d'un train de munitions allemandes en avril 1944. Combat ensuite pour la Libération de Scrignac, puis de Morlaix, Landerneau, Plougastel-Daoulas.

STÉPHAN André
Né vers 1907 (à Quimper ?).

Sympathisant communiste, syndicaliste à Concarneau dès les années 30. Prisonnier de guerre en 1940, s'évade avec la complicité d'un groupe de communistes allemands et va à Toulon. Revient en Bretagne en 1943 et prend contact avec Jacob Mendrès du P.C.F. clandestin et officier F.T.P. Diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Officier F.T.P. à la Libération. Après la guerre, cet ébéniste devient patron d'un chantier de construction de bateaux de pêche et de promenade. Frère de Joseph.

STÉPHAN Jean

Poissonnier à Plozévet. Secrétaire de la cellule communiste de Plozévet de 1934 à 1936.

STÉPHAN Joseph
Né le 25-11-1905, à Quimper, meurt à Brest-St-Marc en 1976.

Il avait adhéré à la C.G.T.U. à Quimper et milité dans le syndicat de la métallurgie, de nombreuses années. En mars 1931, délégué à la Conférence de l'Union Régionale C.G.T.U. Peu après, il s'en va à Brest chercher du travail. Il est déjà membre du P.C.F. qui le présente en avril 1932 comme candidat contre le socialiste Masson. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C., du F.N., etc. En 1945, membre de la délégation qui administre provisoirement Brest. La même année, il est élu secrétaire de l'Union Locale C.G.T. où il sera remplacé par Echardour en fin 1945. Joseph Stéphan restera longtemps secrétaire de l'actif syndicat de la métallurgie C.G.T. de la région brestoise.

STÉPHAN Henri
Né à Douarnenez, le 23-3-1899, perdu en mer le 20-9-1953 sur le « Jules-Verne ».

Marin-pêcheur. Adhère au P.C.F. dans les années 30 (ou fin des années 20). En fin 1939, participe à la reconstitution dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, résistant communiste très actif. Comme il habitait au « Stancou », juste au-dessus du café tenu par une résistante, Mme Tallec, il l'aida à héberger des résistants en mission.

STÉPHAN Louis
De Plomeur.

Militant communiste émigré dans la région parisienne, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols. Blessé et rapatrié en France.

STÉPHAN Marcel
Né à Pont-Labbé en 1924, décédé à Quimper en juin 84.

Il adhère à la J.C. à Pont-Labbé en 1937. A la fin de 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. que vient d'interdire le gouvernement Daladier. Quand Guenneau doit quitter précipitamment Pont-Labbé, par sécurité en 1942, c'est à Marcel Stéphan qu'il confie la direction des J.C. clandestines pont-labbistes et passe le « contact » avec l'échelon supérieur. Versé aux F.T.P. peu après. Le 1er mai 1942, il prend part au sabotage d'un pont provisoire établi par les Allemands à Pont-Labbé. Il participera à bien d'autres opérations contre l'occupant. Arrêté par des policiers français, déporté dans un camp de concentration par les Allemands à qui il a été livré.

STRUILLOU

Trésorier adjoint de la section de Brest du P.C.F. en 1922. En 1923, il est le correspondant brestois de l'organe départemental communiste « Germinal ». Milite aussi en faveur de l'espéranto.

STRULLU Joseph
Décédé à Quimper, en 1972.

Militant communiste et syndicaliste à Quimper dans les années 30. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé dans les F.T.P. prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

STUMM Mlle

Militante très active du syndicat des ouvrières de la confection qui — dans la région brestoise — étaient surtout occupées aux commandes militaires passées par des « patrons-confectionneurs ». On parle d'elle durant la guerre de 14-18. A cette époque, elle a beaucoup d'activités au côté de la responsable de ce syndicat, Mme Guillou. Il est possible qu'elle soit devenue Mme Digue (v. ce nom).

TALEC

Secrétaire du syndicat des ouvriers-boulangers C.G.T.U. du Finistère dans les années 20 et 30.

TALGORN Louis
Né en 1893

Militant du P.C.F. et de la C.G.T.U. à Quimper dans les années 20.

TANGUY Charles
Né en 1911 (à Brest-St-Marc)

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère à la J.C. en 1929 et en avril de la même année il reconstitue le mouvement dans l'agglomération brestoise. En 1930, au congrès régional de la C.G.T.U. il est élu secrétaire régional des jeunes syndiqués « Unitaires » de la 16e U.R.-C.G.T.U. A l'arsenal il est membre du bureau du syndicat C.G.T.U. Il défend alors Kerdraon, victime de la répression pour avoir lutté contre la guerre coloniale faite au Maroc et il dénonce ceux qui ont monté un syndicat de la C.G.T. « confédérée », installant la division syndicale à l'arsenal.

Au début de 1930 est décidée la tenue d'un congrès des jeunes travailleurs de la 16e U.R.-C.G.T.U. C'est le bureau (auquel appartient Ch. Tanguy depuis la fin de 1929), de la « 10e Entente » (structure régionale de la J.C.) qui anime cette initiative et en détermine le cadre politique. La propagande faite à l'arsenal autour de ce congrès va bientôt servir de prétexte, en mars 1930 à une perquisition du siège des syndicats « unitaires » (C.G.T.U.) brestois. Ch. Tanguy en tant que membre du secrétariat des jeunes syndiqués C.G.T.U. assiste à cette perquisition. Mais le congrès des jeunes travailleurs brestois va se tenir quand même, en dépit des intimidations policières et préparera le « Congrès régional des jeunes travailleurs unitaires » qui se tiendra à Quimper, malgré les entraves. Les délégués seront même plus nombreux qu'il avait été espéré, les anathèmes des syndicats réformistes n'ayant eu qu'un effet limité.

Mais cet incontestable succès vaudra à Ch. Tanguy de nouveaux ennemis, la police monte une provocation sous le prétexte d'une propagande antimilitariste à l'arsenal. Le placard de Ch. Tanguy à son atelier dans cet établissement est ouvert et fouillé, ainsi que celui de Cointrel. Et à l'étonnement des deux jeunes gens les policiers en sortent des tracts, que ni Tanguy, ni Cointrel n'y avaient mis. Ch. Tanguy qui à l'époque n'a que 19 ans, est interpellé et menacé de conseil de guerre.

A la veille de son service militaire, Ch. Tanguy laisse ses responsabilités à la 16e U.R.-C.G.T.U., mais conserve celles qu'il a à la « 10e Entente » des J.C. à la suite d'une affaire où son jeune âge et son expérience encore insuffisantes auront mal dirigé son comportement, et où la méconnaissance des affaires locales brestoises du secrétaire de la 16e U.R.-C.G.T.U., Lapart, qui a des excuses car il vient juste de remplacer Kerdraon à ce poste, jouera un rôle. Les dirigeants de la C.G.T.U. vont leur reprocher d'avoir accepté de signer une

lettre désavouant un article du « Cri du Docker », organe C.G.T.U. qui dénonçait le secrétaire du « syndicat » des dockers brestois, Jean Tréguer, lequel avait déclaré «.... n'avoir pas à entrer en relation avec des canailles de l'acabit de ceux qui dirigent la C.G.T.U. » Attitude écrivit le « Cri du Docker » qui eut pour résultat qu'en refusant l'élaboration commune des revendications de provoquer l'isolement des dockers brestois alors en grève, de ceux des autres ports et de nuire gravement à l'efficacité de leur mouvement.

Précisons que le « syndicat » de Jean Tréguer était « autonome » et qu'il était « gouverné » par Jean Tréguer et quelques complices avec des méthodes qui n'avaient rien à voir avec l'activité syndicale, telle « qu'on la pratiquait ailleurs qu'à Chicago ». Ce singulier militant s'appuyait sur un groupe de « bagarreurs » que Jean Tréguer appelait sa « machine à bosseler » !, laquelle faisait « respecter » le dirigeant de ce « syndicat » autonome par les dockers de la base tout au long des quais où ailleurs...

A la suite de cet article, qui le dénonçait Jean Tréguer et ses « bagarreurs » firent irruption dans une réunion intérieure de responsables de la C.G.T.U. Ils avaient été renseignés sur la tenue de cette réunion par un « ami » dans la police ! Ils exigèrent une rectification sous la menace de la « machine à bosseler ». Repoussant les menaces de la bande les responsables C.G.T.U., assez familiarisés avec les affrontemonts physiques, concèdent néanmoins que l'article pouvait nuire à l'unité, et « deuxième erreur » acceptèrent de signer une lettre désapprouvant l'article incriminé... Lapart, il faut le souligner ne savait pas à qui il avait affaire, et il crut préserver « la possibilité d'une union future » (nov. 1930). Cette attitude naïve de Lapart et de Ch. Tanguy sera donc désavouée par le Comité Régional de la C.G.T.U. qui leur ôtera toutes leurs responsabilités régionales. Lapart va quitter la 16e U.R. pour un autre poste et Ch. Tanguy part au service militaire.

Nous allons maintenant évoquer d'autres faits qui sont la continuation directe de ceux évoqués plus haut. Peu après les incidents que nous avons décrits la même « machine à bosseler » sous la conduite de Jean Tréguer parvint à empêcher une réunion communiste où devait parler Dadot, le secrétaire de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat C.G.T.U., poste où il avait remplacé Kerdraon quelques années plus tôt. Le P.C.F. et la C.G.T.U. ripostèrent publiquement en soulignant que dans le cas de ce meeting cela s'était fait sous la protection évidente de 30 ou 40 policiers en civil ou en tenue prêts à « intervenir » en cas de besoin ! Cette argumentation porta un sérieux coup à Jean Tréguer, sur la conduite duquel des doutes s'accumulaient au delà des rangs du P.C.F. Ils avaient été même exprimés par des « confédérés » et déjà en 1924, quand Jean Tréguer fit quitter « son » syndicat des dockers brestois de la C.G.T. confédérée, sans consulter ses adhérents pour entrer dans une autonomie qui amènera des rapports personnels entre Jean Tréguer et certains dirigeants patronaux intéressés... et une dégradation des conditions de travail et de rémunération pour les dockers. Ces derniers finiront par se rebeller malgré la « machine à bosseler ». En 1930 le syndicat de Jean Tréguer ne compte plus qu'une soixantaine d'assistants à ses réunions et une vingtaine qui acceptent de cotiser, sur les quelque 200 dockers que compte le port. C'est la défaite de la « machine à bosseler » dont quelques malabars se sont retrouvés en mauvaise posture au pied des immenses tas de charbon. Dans ces conditions, créées par l'efficacité des campagnes menées contre Jean Tréguer et sa bande par le P.C.F. et la C.G.T.U., il se tourne en mars 1931, après six mois d'affrontements, vers les « confédérés » pour y trouver un appui. Il organise un « meeting général » des dockers brestois en annonçant qu'on va y discuter du retour du syndicat à la C.G.T. confédérée. La C.G.T.U. invite au boycott et il n'y a au meeting que 61 dockers sur les 200 ! On y votera quand même : 37 dockers sont pour le retour aux confédérés et 24 contre.

C'est qu'au port de commerce le P.C.F. et la C.G.T.U. ont retrouvé une audience certaine. Ils y ont créé un « Comité des chômeurs » à la lutte efficace. Ils ont

dénoncé les méthodes de gangsters dont nombre de demi-chômeurs parmi les dockers ont été les victimes, etc. Retour sans gloire de Jean Tréguer à la C.G.T. confédérée, et de plus avec des réticences ou opposition pour l'accueillir, celles de Jean Autret ou de François Prigent, par exemple, au bureau de l'U.D. confédérée et s'il y est réadmis il le doit surtout à son anticommunisme véhément qui plait beaucoup à pas mal de dirigeants réformistes. Il osera évoquer au congrès départemental qui suivra sa «machine à bosseler » dont il vante, avec inconscience, les mérites... il ne recueille qu'un silence glacé et ça l'étonne ! François Prigent lui fera la farce en tant que secrétaire de séance et de rédacteur du journal de l'U.D. d'y reproduire le passage en question. Jean Tréguer sortit du congrès sans comprendre : on ne lui avait offert aucun poste, pas la moindre responsabilité à l'Union Départementale ! Certains militants pourtant très anticommunistes refusèrent de lui serrer la main.

Mais Jean Tréguer n'est pas fini pour autant. On le retrouve peu après inamovible concierge à la Maison du Peuple. Il veille sur les allées et venues des militants ouvriers toutes opinions confondues d'ailleurs ! Y compris des communistes car « on » s'est décidé, enfin, à leur concéder un bureau dans ce grand baraquement, le N° 9. On s'interroge : « Comment est-il là ? Qui l'y a mis ? » La « machine à bosseler » s'est évanouie, certains de ses membres alimentent de temps en temps la rubrique « tribunal correctionnel » de « La Dépêche de Brest » Tout ça ne calme pas Jean Tréguer, il a un révolver et il en menace publiquement — et sans ennuis — des militants communistes surtout ceux qui approchent de trop près la Maison du Peuple avec « l'Humanité » ou « l'Avant-Garde » sur le bras pour la vente à la criée.

Quand les Allemands occuperont la ville en juin 1940, ils transformeront la Maison du Peuple (reconstruite après son incendie bizarre de 1938) en dépôt de matériel militaire. Ils plantent un mat devant le bâtiment avec le drapeau à croix gammée. Ils ne jugeront pas utile de changer de concierge. Et comme il a une petite moustache — lui aussi — sous le nez il y gagne le sobriquet d'« Adolf ».

TANGUY Georges, René, Henri dit ROLL-TANGUY
Né le 12-6-1908 à Morlaix.

Métallurgiste. Militant communiste et syndicaliste très connu. Il adhère à la C.G.T. et au P.C.F. dans la région parisienne. En 1936 il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco. Il en devient officier et commissaire politique.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et ses complices. En 1944, colonel F.T.P., il est leur chef interdépartemental de l'Ile-de-France, membre du Comité Parisien de Libération et chef des F.F.I. de la capitale. Il sera le dirigeant de l'insurrection armée à Paris en août 1944. Il reçoit l'aide de la 2e D.B. du général Leclerc et ensemble ils recevront la capitulation du général allemand von Choltitz, commandant du « Gross Paris ». Plus tard, membre du Comité Central du Parti Communiste Français après un assez long passage dans l'armée.

TANGUY Hervé
De Brest. Né en 1926.

F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Au cours de l'une d'elles il est fait prisonnier. Les soldats allemands l'emmènent au «Poulguen » en Penmarc'h, en avril ou mai 1944 et le fusillent.

TANGUY Pierre
Né le 3-5-1912 à Rennes.

Menuisier-charpentier. Militant communiste et syndicaliste. Il avait adhéré au P.C.F. en 1927 ou 1928, à la C.G.T.U. en 1928 (on ne lui avait pas remis sa carte plus tôt en raison de son jeune âge). En 1935 il est élu secrétaire adjoint du syndicat du bâtiment de Morlaix et environs, il en sera le secrétaire dès l'année suivante. Avant la réunification syndicale de décembre 1935 à Morlaix, dont il fut l'un des artisans, il avait été membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. morlaisienne. Il devient secrétaire de l'U.L.-C.G.T. réunifiée aussitôt après la réunification. Membre du conseil d'administration de la Maison du Peuple de Morlaix.

Candidat du P.C.F. en 1935 aux cantonales à Lanmeur, à Plouescat en 1937, etc.

En 1939, il apprend être l'objet d'une enquête de police. Il ne tarde pas à être perquisitionné : il doit se « planquer » provisoirement. Exempté de l'armée pour tuberculose il reprend contact en fin 1940. Propagandiste résistant, il diffusera les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P. Arrêté en fin 1941, puis relaché faute de preuves et d'aveux, il reprend ses activités résistantes. En fin 1943 responsable du F.N. dans le « triangle » de direction de l'organisation communiste clandestine du secteur de Morlaix. Il a alors le contact avec les échelons supérieurs, notamment avec l'interrégional Dufriche et Servin.

Il est alors victime d'une rechute de sa maladie. Il pourra néanmoins reprendre la lutte avec les F.T.P. en 1944. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand notamment à la défense du viaduc de Morlaix. Il combattra aussi sur le front de Brest pour la Libération de cette ville.

Après la guerre il est responsable du C.D.H. à Morlaix, Ploujean, Plourin : 600 à 700 exemplaires hebdomadaires. En 1946, élu secrétaire du syndicat du bâtiment de Morlaix C.G.T., puis secrétaire adjoint de l'U.L.-C.G.T. de cette ville en 1946-47 qu'il quitte pour Levallois-Perret puis Argenteuil, toujours militant. Il a écrit un intéressant « Témoignages... »

TANGUY Yves
Né à Plouigneau en 1881
Mort en 1955 à Morlaix.

Cheminot. Il commença à militer à Morlaix au début du siècle dans le syndicat du réseau « Ouest », (avant la S.N.C.F.) à Paris-St-Lazare. Muté à Rennes en 1908, élu à des responsabilités à la C.G.T. En 1920 il est l'un des organisateurs à Rennes de la grande grève des cheminots. A titre de sanctions en 1920 la Cie le déplace à nouveau à Morlaix. A la scission syndicale de 1922 il est de ceux qui, avec Nédellec, font basculer la section syndicale des cheminots morlaisiens du côté de la C.G.T.U. Il est dès lors, et le restera longtemps secrétaire de cette section syndicale jusqu'à sa retraite. Il est alors remplacé à ce poste par ses amis Nédellec et Guéguin. Sympathisant ou membre du P.C.F.

TANNIOU Corentin

Militant de la cellule communiste de Lesconil dans les années 20

TANNIOU Corentine
Née Nicolas le 16-11-1896 à Combrit.

Brodeuse. Mariée en premières noces à Albert Dornic elle l'aide dans ses tâches militantes. Ils ont un fils, Albert Dornic qui sera aussi un militant du P.C.F. Veuve elle se remarie à Pierre Tanniou, qui avait déjà appartenu un temps au Parti. Corentine et son second mari donnent leur adhésion au P.C.F. au début de l'occupation allemande, alors qu'ils sont déjà la « boîte aux lettres » du P.C.F. à Pont-Labbé depuis son interdiction par le gouvernement Daladier en septembre 1939. En fin 1941 et en 1942 leur tâche était de recevoir à domicile, rue de la Gare à Pont-Labbé, des colis de tracts et de journaux venant de Paris, via Quimper, qu'ils répartissaient entre les groupes clandestins du Parti en pays bigouden. Corentine est arrêtée en fin 1942, lors de la grande vague d'arrestations, mais elle sera relâchée faute de preuves et d'aveux, après un séjour à la prison surpeuplée de Mesgloaguen à Quimper.

ATTENTION :
DEUX TANNIOU PIERRE

TANNIOU Pierre
Né le 1-2-1888 à Pont-L'Abbé où il meurt le 17-9-1974.
Epoux de la précédente.

Tailleur de pierres. Il adhère au P.C.F. dans la région parisienne en 1921. Il revient au pays mais ne reprend pas sa carte du Parti. Il épouse Corentine Nicolas, veuve Dornic. En 1939 il renoue avec le Parti lors de sa mise en clandestinité au mois de septembre par l'interdiction décrétée par le gouvernement Daladier. Leur domicile sert alors de « boîte aux lettres » pour les communistes illégaux du pays bigouden. Ils dis-

tribuent les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, plus tard ceux du F.N., des F.T.P., etc. Ils hébergent des résistants en mission. Ils reçoivent des colis de journaux (« l'Humanité », « La Vie Ouvrière », etc.) venus de Paris, via Quimper et qu'ils répartissent dans la région pont-labbiste. Arrêté en même temps que sa femme en fin 1942 par des policiers français. Détenu à la prison de Quimper puis au camp de concentration de Pithiviers deux années durant jusqu'à la Libération. Libéré continue sa vie militante.

TANNIOU Pierre

Il adhère à la J.C. à sa sortie de l'Ecole Normale d'Instituteurs de Quimper en 1932. Membre du comité régional Finistère-Morbihan du P.C.F. de 1935 à 1939. En 1936 le bureau régional du P.C.F. le charge de la mise en place d'une direction régionale des J.C., ce qui sera accompli en juillet 1936. Il laissera alors la responsabilité au tandem A. Quintin-E. Kerbaul devenus secrétaire et secrétaire-adjoint de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan des J.C. » P. Tanniou est mobilisé en 1939, prisonnier de guerre il est libéré par l'armée soviétique et participe même à ses combats. Dirigé sur Odessa il est rapatrié en France. Il cesse de militer quelques années plus tard.

TANNIOU Vincent
Du Guilvinec.

Il adhère à la J.C. sous le Front Populaire. Pendant l'occupation allemande propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Un des créateurs du maquis de Spézet-St-Goazec.

TANNIOU
Dit « le vieux Tanniou »

Militant du P.C.F. en pays bigouden. Décédé.

TANNOU François
Né le 13-5-1910 à Callac
(Côtes-du-Nord)

Soudeur à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. clandestin le 1-1-1942 au groupe de J. Le Nédellec. Il participe au sabotage de sous-stations électriques à l'arsenal le 26-3-1942 organisé par les groupes clandestins du Parti dans cet établissement, aux sabotages exécutés par ces mêmes groupes pour célébrer la Fête Nationale du 14 juillet, en 1942, célébration interdite par les autorités allemandes avec l'accord de Pétain. En fin 1942 menacé d'arrestation il quitte Brest pour les Côtes-du-Nord où il milite aux côtés de Marie-Louise Kergourlay, jusqu'en août 1943. Ils doivent alors, pour échapper à la répression, quitter la Bretagne pour Paris, où ils retrouvent le contact avec le P.C.F. clandestin et participent à des actions contre l'occupant aux F.T.P.

TARDY

Adhère au P.C.F. en 1936. Monteur en lignes des P.T.T., il était déjà syndicaliste à Quimperlé. Après la grève générale du 30 novembre 1938 il est durement sanctionné par l'administration postale. En octobre 1940 il est déplacé administrativement... en Corrèze, son département d'origine ! Mais il avait eu le temps de participer à la restructuration clandestine du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Continue son activité résistante en Corrèze.

TARIDEC Yves
Né le 26-6-1921 à Landunvez

F.T.P. de la région de Quéménéven où il combat sous les ordre du capitaine Charlès jusqu'à son départ de Chateaulin au début de 1944. Propagandiste résistant du F.N. il distribue les journaux et tracts clandestins. Participa à de nombreuses actions contre l'occupant et notamment à des sabotages de voies ferrées.

TÉLÉMAQUE
Né vers 1895.

Dans la région de Morlaix, où il milite d'abord à la C.G.T.U. Sous le front populaire, il adhère au P.C.F. (1936 ?), peut-être avant. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F, du F.N., etc.

TEUROC Jean-Marie
Né le 26-5-1906 à St-Pol-de-Léon.

Syndicaliste C.G.T. dès 1936 au dépôt S.N.C.F. de Brest. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande en janvier 1941. Il est admis de suite dans le groupe O.S. du P.C.F. des cheminots communistes brestois, à sa formation ce même mois de janvier 1941, avec Ténénan Monot, Roger Chaigneau et Coicadan. Il participe avec les autres cheminots communistes brestois aux sabotages dont ils ont pris l'initiative, sur les conseils de l'interrégional du Parti R. Ballanger, du trafic ferroviaire en gare de Brest. Cela va désorganiser le trafic et amener l'immobilisation de dizaines de wagons et de locomotives à la fin de janvier et dans la première quinzaine de février 1941. Des voies sont complètement encombrées. Une équipe spéciale de la police viendra de Rennes pour enquêter sur ces sabotages du trafic.

On doit à Teuroc de nombreux autres sabotages à la gare et au dépôt S.N.C.F. de Brest. Il avait inventé un procédé particulier de sabotages de locomotives à vapeur (les seules existant pratiquement sur le réseau en Bretagne) et que des résistants appelèrent la « goupille brestoise », ce type de sabotage étant repris en divers endroits de France par d'autres cheminots. Il semble qu'il s'agissait, après s'être glissé sous la locomotive, entre les roues de remplacer une certaine goupille en acier de certains types de machines par une goupille plus fragile (près des cylindres à basse pression), sciée à demi... ou en bois ! Qui ne tenait que quelques kilomètres au plus et disparaissait ensuite en fragments dispersés le long de la voie. « On » concluait alors à une chute accidentelle de la goupille de métal et le convoi restait là, sur la ligne en panne, bloquant la voie le temps qu'il fallait pour déterminer la nature de la panne et ensuite de se procurer la goupille de rechange et la replacer sur la machine.

Teuroc sabota aussi, à l'explosif, les plaques tournantes de la gare de Brest (système placé à l'entrée des ateliers de réparations et d'entretien des locomotives et qui permettaient des manœuvres d'entrée et de sortie de ces machines dépourvues d'organes de direction autonome. Aussi, à l'explosif toujours, la destruction du tableau électrique de la gare, ce qui provoqua un dérèglement prolongé du trafic, en compagnie d'André Berger. Teuroc proposait aussi, pour le sabotage des locomotives à vapeur, le desserrage préalablement au départ des bielles et de certains écrous. Il sabota aussi des machines-outils et par subtilisation de moteurs électriques d'entraînement de courroies de transmission sur les locomotives, il en paralysa un certain nombre. Il préconisa d'employer l'acide dans les boîtes de graissage d'essieux de wagons. Les dégâts se révélaient assez loin du lieu de sabotage qui restait alors difficile à déterminer.

Ces diverses méthodes furent donc utilisées au début de la Résistance et jusqu'en fin 1942. C'est un peu après le sabotage du tableau électrique que Teuroc fut arrêté. Il avait eu une altercation avec X... un chef qui le dénonça comme suspect à la police spéciale de la gare. Teuroc fut arrêté le 21-1-1943 à Brest, torturé et emprisonné à Brest, puis à Rennes, Fougères et encore abominablement torturé par des policiers français et allemands. Très affaibli par les sévices subis, il se blessa grièvement à la prison de Rennes en montant sur un lit superposé. Les Allemands à qui il avait été livré, le firent opérer à Nantes et veillèrent à ce qu'il soit bien soigné (après l'avoir torturé !) puis le transférèrent à Fresnes, près de Paris où un tribunal militaire allemand du « Gross Paris » le condamna à mort.

Teuroc fut fusillé au Mont-Valérien, près de Paris le 17 septembre 1943 en compagnie de 18 autres communistes brestois.

TEXIER Eric
Né en 1901 en Corrèze.

Métallo. Muté par le P.C.F. en Bretagne à la création de la « Région Bretonne Finistère-Morbihan » du Parti, il en devient aussitôt membre du bureau. Il en sera aussi le trésorier régional jusqu'en fin 1937 ou début 1938 quand il quitta Quimper pour retourner dans la région parisienne. A Quimper, il s'était marié à une Quimpéroise qui partit avec lui à Argenteuil. En 1935, il avait été secrétaire de la cellule communiste de Quimper avant qu'elle ne

devienne « rayon » (section). Secrétaire aussi du syndicat des métaux C.G.T.U., il conserva ce poste après la réunification syndicale de 1935 et jusqu'à son départ de la région.

Il milita ensuite dans la région d'Argenteuil. Mobilisé en 1939, démobilisé en 1940, il reprend le contact avec le P.C.F. devenu clandestin. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., etc. Il entre à l'O.S. du P.C.F. et participe à plusieurs actions contre l'occupant. Il sera arrêté à Paris alors qu'avec son groupe O.S. il protégeait une manifestation de femmes organisée par le Parti. Il est livré aux Allemands qui le fusillent le 20 septembre 1941 (ou le 15 novembre).

THEPAUT Jean
Né à Scrignac en 1920.

Il adhère à la J.C. en 1938 et au P.C.F. peu après. Cheminot à Morlaix. Il participe au passage à la clandestinité du P.C.F. après son interdiction par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, il diffuse les tracts et journaux du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc.

Dès janvier 1941, il appartient à un groupe de l'O.S. du Parti qui effectuera de nombreuses missions décidées par la direction du Parti en France occupée, à Paris, à Nantes, à Bordeaux, etc. A Paris, il descendait dans un hôtel près de la gare Montparnasse, (ou rue de Rivoli) et surtout, quand cela était de grande importance à Montreuil. C'est ainsi qu'il connut « Dédé », le Bordelais, « Jack », le Parisien et « Adrienne » de l'O.S. du P.C.F. à Paris. A Brest, il connut aussi « Tante Jeanne » (Jeanne Goasguen-Cariou). Il venait souvent à Paris, près d'une fois par semaine et en ramenait des armes, des révolvers surtout, des explosifs etc. A son actif, les sabotages en gare de Morlaix, des viaducs du Ponthou et du Relecq-Kerhuon, de la Soldatenheim de Morlaix, qui fit plus de 30 tués et blessés dont des Françaises qui y couchaient cette nuit-là. Il l'exécuta tout seul en passant par les toits de la rue Longue, en novembre 1942. Il prit part à de nombreuses autres missions contre l'occupant et ses complices. A la fin de la guerre, il s'engagea dans l'armée et devint officier. En retraite à Quimper, il y retrouva avec joie ses anciens camarades. Il y meurt en 1974.

THÉPOT François
De Cléder.

De la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux » des F.T.P. Participa à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Sympathisant du P.C.F., il diffuse sa propagande résistante, journaux, tracts clandestins du P.C.F., du F.N., etc. A l'issue d'un combat, il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands fusillent leur prisonnier peu après (8-8-1944).

THIEC Henri

Syndicaliste et communiste des années 20 et 30 à Concarneau. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. des marins-pêcheurs, membre du bureau de l'U.L.-C.G.T.U. de Concarneau et membre aussi du bureau de la cellule communiste locale. Elu conseiller municipal en 1929.

THINEVEZ (sur certains documents Thynevez).

Sous-agent des P.T.T.. Il participe au congrès de la fédération du Finistère du P.S. en début de 1921 qui approuve les décisions du Congrès national de Tours de choisir la voie révolutionnaire contre le chemin réformiste ce qui se marqua par le retrait du P.S. de la IIe Internationale et son rattachement à l'Internationale Communiste. C'est à ce congrès que la fédération du Finistère aurait changé le nom de socialiste pour celui de communiste : les minoritaires récusant les décisions de Tours ayant recréé dans le département un parti socialiste réformiste. Thinevez déploie une grande activité politique et syndicaliste. A Concarneau au début de 1921, il avait présidé une réunion syndicale et il était d'ailleurs secrétaire du syndicat des sous-agents des P.T.T. à Quimper. En 1922, il fait une tournée de réunions dans le département pour le P.C.F. dont une à Port-Launay, où précise-t-on, « il est très estimé ». La même année au congrès finistérien du Parti il se prononce pour la tactique de « Front Unique ». Il écrira dans l'hebdomadaire du P.C.F. jusqu'en 1924.

THOMAS Francis Eugène.
Né le 2-8-1925 à Crozon.

Il entre au P.C.F. clandestin le 15-9-1943 par le contact du F.T.P. communiste Coguiec Jean. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux clandestins de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. en 1944 à Landerneau il participera à de nombreuses actions contre l'occupant allemand notamment à des sabotages de voies ferrées à Dirinon sur la ligne Quimper-Brest.

TILLON Charles.

Sa vie est assez connue et comme il a écrit un ouvrage autobiographique où il s'évoque, nous nous limiterons ici à quelques faits ayant trait à son passage dans le Finistère quand il était un révolutionnaire. Tillon est alors secrétaire de l'U.L.-C.G.T.U. de Douarnenez en 1924. Il venait d'Ille-et-Vilaine où il était encore en début d'année le secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U. Il va jouer à Douarnenez un rôle important notamment dans les luttes des marins-pêcheurs et des travailleurs des conserveries. Il aura l'idée de créer la coopérative « Les Dentelles et Broderies Bretonnes » pour arracher les brodeuses du littoral à l'emprise malhonnête des margoulins. Elu conseiller municipal de Douarnenez en 1926. Il devient le conseiller, pas toujours écouté de Le Flanchec. Il n'est pas souvent écouté par Théo. Kerdraon, le secrétaire de U.R.-C.G.T.U., un bon camarade cependant, pour d'autres raisons.

Tillon fera progresser la C.G.T.U. et le mouvement ouvrier dans cette ville et de là son influence gagnera le reste du Sud-Finistère. Il refusera de se joindre à « l'équipe Le Flanchec », qu'il ne tardera pas à dénoncer. Bazin militant de la C.G.T.U. — qui devait lui succéder au secrétariat de l'U.L.-C.G.T.U. a rapporté dans ses souvenirs qu'au cours d'une discussion à la mairie de Douarnenez, Le Flanchec, le maire « communiste » de Douarnenez, à bout d'arguments, sortit un revolver de sa poche et le braquant sur Tillon lui intima l'ordre de quitter les lieux !.. ce qu'il dut faire en compagnie de Bazin. Au cours de l'été 1929, Tillon manifesta le désir de quitter le Finistère. Il est nommé en septembre, secrétaire de la 15e Union Régionale C.G.T.U. (Nantes). En 1930, il est placé à la tête de la Fédération C.G.T.U. de Produits chimiques et milite dès lors dans la Région parisienne. Sous l'occupation allemande, le P.C.F. lui confiera le commandement des F.T.P.. Et il sera plus tard député, ministre. Il écrira un livre sur les F.T.P... où il oubliera de parler de camarades ayant eu des responsabilités importantes sous ses ordres, mais qui ne lui avaient pas plu. Il sombrera dans le réformisme et l'anticommunisme.

TOBERNE Charles.

Ouvrier ébeniste. Militant syndicaliste morlaisien. En 1935, il est élu juge au tribunal des prud'hommes à Morlaix. Sympathisant du P.C.F.

TOCQUET ou TORQUET Charles.
Né en 1920 à Concarneau.

Cheminot. Il adhère à la J.C. en 1938 et au P.C.F. peu après. Sous l'occupation allemande propagandiste de la Résistance il diffuse les publications clandestines du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté par des policiers français sur la dénonciation d'une trotzkiste, Mme.... Il sera torturé et passera deux fois devant le tribunal, notamment pour propagande communiste et pour un sabotage de lignes téléphoniques allemandes exécuté en avril 1942. Il appartenait lors de cette action à un groupe que dirigeait Lijour. La cour spéciale de Rennes le condamne à cinq années de réclusion le 23-1-1943. Prisons de Quimper, Rennes, Poissy, Melun, Châlons-sur-Marne, la Santé à Paris. Là, il est interrogé par les Allemands auxquels il a été livré. Il prend alors à son compte des actions de ses camarades afin de soulager leurs dossiers d'accusation. Malade, il pense en effet que pour lui, de toutes manières, « ce ne pourrait plus être long »... Il tiendra cependant assez pour que l'insurrection parisienne d'août 1944 le délivre.

TOSSER Louis.
Né en 1893 au (Huelgoat ?).

Menuisier. Il adhère au P.C.F. à Huelgoat dans les années 30. Sous l'occupation

allemande propagandiste résistant il diffuse les publications du P.C.F. clandestin, du F.N., des F.T.P., etc. Après la guerre il sera conseiller municipal (com.) à Huelgoat.

TOUDIC Yves

Serrurier. Il vint tout jeune travailler sur les chantiers de la région parisienne après la guerre de 14-18. Il adhère à la C.G.T.U. et accède vite à des responsabilité locales et régionales dans le syndicat du bâtiment C.G.T.U. Lors de la réunification syndicale de 1935 il devient le secrétaire général de l'organisme de coopération de tous les syndicats du bâtiment, du bois, des matériaux de construction de la région parisienne : ce Comité régional « n'était pas une responsabilité de tout repos. Il avait à « naviguer » entre de nombreux écueils. D'une part un mouvement ouvrier encore empesé de traditions anarcho-syndicalistes, cotoyant le réformisme qui en 1920-1934 avait été affaibli par de nombreuses scissions, d'autre part un patronat de combat, organisé, et appuyé par les pouvoirs publics » (Yves Le Masson : « Yves Toudic »). Après la réunification syndicale de 1935 : « ...il appliqua une tactique et une stratégie d'action efficace s'appuyant notamment sur les forces syndicales venant de la C.G.T.U., plus disciplinées et plus expérimentées ». (Y. Le Masson).

Mobilisé en 1939, cela lui vaut d'échapper à l'arrestation. Démobilisé en 1940 il se met aussitôt dans la clandestinité du P.C.F. avec lequel il a repris le contact. Mais il est sérieusement malade, et il doit limiter ses activités. En 1944, sa santé s'améliore et lui permet d'assumer un rôle plus important et il devient un des dirigeants pour la région parisienne d'une organisation clandestine « Les comités populaires » créés à l'initiative du P.C.F. Il est assassiné par des agents des brigades spéciales, près de la Place de la République, à Paris, à l'issue d'une grande manifestation patriotique dont il avait été le principal organisateur.

TOURNEVACHE François
Né le 1er-6-1919 à Berrien.

Il a deux ans quand son père, cheminot est victime à Morlaix, d'un accident du travail mortel. En 1934, il entre à son tour au chemin de fer, à Saint-Brieuc. Il participe bientôt aux luttes ouvrières et en 1936. il adhère à la J.C. et au P.C.F. Il sollicite aussi son adhésion au syndicat, mais on lui répond qu'il doit attendre... parce qu'il n'est encore qu'un apprenti ! Ce n'est qu'en octobre 1937 qu'il obtiendra sa carte syndicale. Mais Tournevache vend alors 60 « Avant-Garde », l'hebdomadaire des J.C., à la porte du dépôt ferroviaire de Saint-Brieuc.

En octobre 1938, il est muté à Brest où il milite au syndicat avec Le Mignon, tout en restant membre de la cellule de Morlaix avec Pierre Tanguy. Il part au régiment le 25 novembre 1939. Libéré le 29 juillet 1940, il fait sa demande pour revenir à la S.N.C.F., mais celle-ci refuse de le réadmettre, dans un premier temps, à cause de ses activités militantes passées. Il sera réadmis cependant, enfin, le 7-1-1941, mais avec un mot de la direction de la S.N.C.F. à Rennes « ...Nous renseigner tous les mois sur la conduite et l'activité de ce jeune homme... ».

Au dépôt de la S.N.C.F., il est en contact avec Roger Chaigneau responsable des groupes brestois de cheminots communistes. Tournevache est un des organisateurs du sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest, sabotage qui va immobiliser durant quelques semaines un nombre considérable de wagons et aussi, de locomotives paralysant une des deux voies ferrées de la ligne Paris-Brest. Une enquête sera menée par une brigade de policiers français venus tout spécialement de Rennes. F. Tournevache est arrêté le 14-5-1941, après une distribution de tracts.

Il est incarcéré à la prison brestoise du Bouguen. Celle-ci est bombardée par erreur par les Anglais, le 5 juillet 1941 et le mur de sa cellule s'écroule. Il aide d'autres prisonniers en danger sous les décombres. Les gendarmes français arrivent et regroupent les détenus échappés des ruines et les dirigent sur la prison de Guigamp où F. Tournevache restera jusqu'au 18-8-1941;

Il est alors transféré à Quimper où le commissaire Marchand lui signifie son internement administratif, en clair sa détention dans un camp de concentration. Il est emmené entre deux gendarmes au

camp de Châteaubriant. Il sera ensuite détenu au camp de concentration de Voves (E.-et-L.), puis à celui de Pithiviers et encore après à l'île de Ré. Là, après le débarquement du 6-6-1944, alors qu'il est à la direction clandestine des détenus, il réussit à avoir un contact avec des résistants dans la population. Les détenus pourront bientôt, participer à la lutte contre l'occupant en dépit des possibilités restreintes que leur impose la détention dans un fort. Après la Libération de La Rochelle, les Allemands relâcheront leurs derniers prisonniers le 14-12-1944.

Après la guerre il continue sa vie militante. Conseiller municipal (com.) de Morlaix, secrétaire de la fédération du Finistère du P.C.F., en 1949 etc. Plus tard un des dirigeant de l'A.N.A.C.R. du Finistère.

TRÉBERN Ange.
Né en 1925.

Marin-pêcheur, fils de marin-pêcheur. Il adhère à la J.C. sous l'occupation allemande, à Lesconil. Propagandiste résistant, il diffuse les tracts et les journaux de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc, Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. C'est au cours de l'une de ces actions qu'il tombe aux mains de l'ennemi. Emmené à « la Torche », en Penmarc'h, par les soldats allemands qui y fusillent leurs prisonniers, le 15-6-1944.

ATTENTION DEUX TRÉBERN Joseph

TRÉBERN Joseph.
Né vers 1902, décédé en 1976.

Marin-pêcheur. Militant du P.C.F. dans les années 20 et 30, cellule de Lesconil. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les tracts et les publications clandestines du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc.

TRÉBERN Joseph.
Né en 1923 à Lesconil.

Marin-pêcheur, fils de marin-pêcheur. Il adhère à la J.C. et au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les tracts et les publications clandestines de la J.C., du P.C.F., du F.N., etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses action contre l'occupant. A l'issue de l'une d'elles il tombe entre les mains de l'ennemi. Les soldats allemands l'emmènent à « La Torche », en Penmarc'h et là, le 15-6-1944, ils fusillent leur prisonnier.

TRÉBERN Louis
Né vers 1900 à Lesconil où il décédera en 1975.

Marin-pêcheur. Militant du P.C.F. dans les années 20 et 30 de la cellule de Lesconil. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les tracts et les journaux clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Continue ses activités militantes après la Libération.

ATTENTION DEUX TRÉBERN Pierre.

TRÉBERN Pierre
Né à Lesconil vers 1898.

Marin-pêcheur. Militant de la cellule communiste de Lesconil dès les années 20 et 30. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les publications clandestines du P.C.F. et du F.N., des F.T.P. etc.

TRÉBERN Pierre
Né à Lesconil en 1923, il y décède en décembre 1980.

Marin-pêcheur, fils de marin-pêcheur (frère d'Ange ?). Il adhère à la J.C. en 1937 et au P.C.F. sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant il diffuse les journaux et les tracts clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N. etc. Versé aux F.T.P. il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand en Pays bigouden.

TRÉGUIER Ambroisine.
Née vers 1913 (Brest ?).

Epouse du militant communiste Yves Tréguier. Elle rejoint le P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance, elle diffuse les tracts et les journaux du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Il lui arrive de participer à leur fabrication.

TRÉGUIER Yves.
Né à Brest vers 1905.

D'abord employé de la ville de Brest, il adhère au syndicat des communaux

C.G.T.U. en 1928. Quelques années plus tard il entre à l'arsenal toujours syndicaliste actif. Il adhère au P.C.F. en 1938. Sous l'occupation allemande c'est un propagandiste de la Résistance, il diffuse les publications du P.C.F., du F.N., etc. Il fit partie des groupes communistes qui au cours de l'été 1940, firent des inscriptions antipétainistes et anti-allemandes sur les murs de Brest, la nuit lors des couvre-feux imposés par les autorités allemandes : « A bas le traître Pétain » etc. Décédé vers 1967 à Brest.

TRELLU Daniel.

Instituteur. Il adhère à la J.C. en 1936. En 1939, il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistant il diffuse les journaux et les tracts du Parti communiste, de la J.C., plus tard ceux du F.N. etc.

Versé aux F.T.P. il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Devenu officier des F.T.P. il peut, la Résistance s'étant développée, organiser des actions de plus en plus importantes sous son commandement. A la Libération il commande avec le grade de lieutenant-colonel, les F.T.P. du Finistère qui prendront la part décisive dans les derniers combats libérateurs, comme ils avaient été, et de loin, la force armée la plus importante de la Résistance et la plus active dans le département. Pseudonyme « Chevallier ».

Aprés la Libération, il sera un certain temps, secrétaire national de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (qui a pris la suite de la Jeunesse Communiste). Il revient dans le Finistère et y joue un rôle assez important, au P.C.F. Il reprendra son métier d'instituteur durant quelques années.

TRELLU Yves

Militant communiste originaire du Finistère. Il s'engage en 1936 (ou 37) dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains espagnols.

TRESSARD René.
Né à Quimper en 1920

Il adhère au P.C.F. dans la fin des années 30. Instituteur à Pleuven où sous l'occupation allemande il participe à la propagande résistante en diffusant les tracts et les journaux clandestins du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Dès la création des F.T.P. il y est versé (printemps 1942). Il prend part à leur organisation dans son secteur et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. A la rentrée scolaire d'automne 42, nommé à Melgven il continue ses actions F.T.P. Arrêté par des policiers français le 8.11.1942 sur la dénonciation d'une militante trotzkiste, Mme...., de Concarneau. Jugé avec 21 de ses camarades par le tribunal spécial institué par Pétain et condamné à cinq années de réclusion.

Livré aux Allemands qui le déportent à Buchenwald dans les premiers jours de 1944. Il trouvera la mort au « Kommando d'Elrich ».

TRÉVIDIC Albert
Né à Plouhinec (en 1900 ?)

Militant communiste de la région d'Audierne-Douarnenez. En 1932, avec Savin, P. Moalic, et Postic ils reforment la cellule d'Audierne qui était tombée sous les coups de la répression. Il était très connu et influent dans cette ville. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant il diffuse les journaux et les tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P.

TRICHARD André
Né vers 1900 à Concarneau

Va à Paris chercher du travail et entre au métro. Il adhère à la C.G.T.U. et devient un syndicaliste très actif. Adhère au P.C.F. en 1934.

TRICHARD Yves
Né vers 1900 (à Concarneau ?)

Cheminot à Concarneau. Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste de la Résistance il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Arrêté en 1942 par le commissaire S..., et envoyé au camp de concentration de Voves (E. et L.). Libéré par l'insurrection nationale en 1944 il prend part aux ultimes combats et il est tué à Croissant-Beuillet (?)

TROADEC André
Né à Morlaix vers 1910

Orphelin de guerre. Electricien. Il adhère au P.C.F. à Morlaix en 1930 ou 31. Trésorier de la section de Morlaix du Parti en 1938-39. Joue un rôle important dans sa localité sous le Front Populaire. En fin 1939 il participe à la restructuration dans la clandestinité du P.C.F. interdit par le gouvernement Daladier. Membre du « triangle » chargé de cette réorganisation et qui dirige les premiers pas du Parti clandestin dans la région morlaisienne. Dès 1940, propagandiste résistant il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., puis du F.N., des F.T.P., etc. (voir aussi Turquiet).

TROADEC Sylvain
De Ploujean

F.T.P. de la Cie. de Morlaix du Bat. « Yves Giloux ». Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il tombe aux mains de l'ennemi. Les soldats allemands emmènent leur prisonnier à Garland et l'y fusillent le 8.7.1944. Sympathisant du P.C.F., il en diffusait la propagande résistante, tracts, journaux, etc.

TUAL Jean-Marie

Marin-pêcheur, militant de la cellule de Lesconil dans les années 20 et 30.

TURQUIET Henri
Né le 14.7.1921 (à Morlaix ?)

Menuisier. Il adhère à la C.G.T. en 1936, alors qu'il est secrétaire local des J.C. depuis 1935. Il adhérera au P.C.F. en 1936 ou 37. Lors de l'interdiction du Parti par le gouvernement Daladier, Turquiet sera désigné au « Triangle » (groupe de trois camarades) qui est chargé de la réorganisation du Parti dans la clandestinité. Sous l'occupation allemande (pseudonyme « André »), toujours membre du « triangle », il est un propagandiste résistant, diffusant les tracts et journaux clandestins du P.C.F., du F.N., des J.C. Les deux autres membres du « triangle » étaient Troadec A. et Herry. En 1942 il entre aux F.T.P. et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans le Nord-Est du Finistère. A la Libération reste dans l'armée.

TURMEAU Jean
Né vers 1924 à Douarnenez

Fusillé à St-Lô au début de 1944. Il adhère au P.C.F. sous l'occupation allemande et passe aux F.T.P. Il est en 1944 commissaire départemental aux effectifs de la Manche des F.T.P. Une école de Douarnenez porte son nom.

TYGRÉAT Jean

Membre du P.S. il participe au grand débat qui passionne dès la fin de la guerre de 14-18 le mouvement ouvrier. Il opte pour la voie révolutionnaire contre le réformisme. Dès la création de l'Internationale Communiste (mars 1919) il s'y intéresse et bientôt milite pour le retrait du P.S. de la Deuxième Internationale (soc. et réf.) et son rattachement à la nouvelle Internationale. Elu au Conseil municipal de Brest il se représente une nouvelle fois, toujours sur la liste communiste (1925) mais n'est pas réélu.

UGUEN Mme.
Née vers 1900

Institutrice, puis directrice d'école à Scrignac où elle fit toute sa carrière. Elle adhère au P.C.F. au début des années 30 (1932 ?) et ne tarde pas à jouer un rôle important dans la vie politique locale. En 1939 elle participe au passage à la clandestinité du Parti interdit par le gouvernement Daladier. Sous l'occupation allemande propagandiste résistante elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. En 1942 elle prend une part active aux actions des F.T.P. dans ce secteur. A la Libération elle devient secrétaire de séction du Parti à Scrignac, une des rares et peut être la seule femme à occuper alors cette fonction en Bretagne. Décédée à Scrignac.

URVOAS Jean

Cordier. Syndicaliste et socialiste de gauche à Morlaix au début du siècle. Il est encore juge des Prud'hommes à Morlaix en 1920.

UZÉO

Cheminot de Morlaix. Entre dans la Résistance aux F.T.P. à Morlaix en 1943 et prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

VADAINE André

Né le 12-5-1912 à Avranches (Ma.), décédé à Vallauris en 1983.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Il adhère au P.C.F. en janvier 1936 et dès le mois de février, il est responsable à la diffusion de la propagande de l'unique cellule brestoise, puis, à la création de la section de Brest, consécutive à la multiplication des cellules, il exercera la même fonction au bureau. En 1936, il sera aussi le trésorier du Secours Populaire Français à Brest. Il conservera ces responsabilités jusqu'à l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier en septembre 1939. Il était alors mobilisé depuis août, et il ne peut donc participer à la restructuration du Parti dans la clandestinité. Mais en février 1940 « affecté spécial » à l'arsenal... de Brest, il y reprend immédiatement ses activités communistes.

A l'arrivée des Allemands (juin 40), il refuse de continuer à travailler à l'arsenal, livré aux occupants par Pétain afin qu'il serve à leur machine de guerre et A. Vadaine demande au « triangle » qui dirige l'organisation communiste clandestine brestoise de le décharger de ses tâches politiques à l'arsenal et de lui en confier d'autres ce qui est accepté. Il reçoit la mission de s'occuper du « Secteur Ouest » (Recouvrance - St-Pierre-Quilbignon, etc.) pour le P.C.F. : propagande, organisation, répartition des communistes dans les groupes clandestins opérant sur les chantiers du bâtiment — il y a de grands travaux au port de guerre et l'arsenal sur sa rive droite, à La Ninon, à l'Ecole Navale, etc.

A la Noël 1940, le P.C. le charge de constituer un stock de papier pour la propagande et il reçoit, à cet effet, la somme considérable à cette époque de 10.000 F qui seront effectivement convertis en papier, stencils, pour ronéos (machines à imprimer de bureau), encre, etc. permettant l'édition de petits journaux clandestins, affichettes, tracts, etc. et quelques fois à des tirages importants. En 1942, Vadaine s'occupera de ces mêmes problèmes avec le « technique » que vient de désigner la section : Henri Moreau qui a la ronéo chez lui, rue André-Portail et qu'il faut alimenter en papier. Il parviendra à fournir ce papier et ces matériels mais avec plus de difficultés nées de la pénurie et surtout de la surveillance policière qui s'exerce sur ce commerce.

Arrêté le 1er-10-1942 par des policiers français, condamné par un tribunal français à dix ans de prison pour Résistance après quoi les juges pétainistes le livrent aux Allemands qui le déportent outre-Rhin à la prison de Francfort-sur-le-Main. En 1945, libéré, il revient à Brest et reprend ses activités militantes. A la retraite, se retire dans le Midi.

VADAINE Raymonde

Née Riquin, le 28-12-1914 à Lorient.

Marchande foraine. Epouse d'André. Son père avait été tué au cours de la guerre 14-18. Elle commencera la vie militante par la solidarité à l'Espagne Républicaine, dont les réfugiés sont nombreux à Brest. Lors de l'interdiction du P.C.F. par le gouvernement Daladier, elle adhère au P.C.F. (octobre 1939). Elle participe à des réunions clandestines dès lors, notamment chez les Goasguen-Cariou à Brest, et aux activités illégales naissantes du Parti dans la localité.

Au début de l'occupation allemande, en août 1940, elle prend part à Kérinou, à un attentat contre un militaire allemand ivre pour « récupérer » son pistolet après qu'il eut été assommé. Au début de 1941, elle fait partie de l'équipe de communistes qui distribuent — sans succès — des tracts antinazis, en langue allemande aux militaires allemands. Elle refera ce travail en fin 1941, mais avec encore plus de précautions car l'attitude des militaires révèle vite, une fois de plus, qu'ils sont dans l'ensemble durement hostiles à tout ce qui est contre la « Grande Allemagne » et menace sa volonté de puissance et d'hégémonie. A la même époque, elle réussit à se faire employer avec quelques autres femmes communistes, dans un garage allemand à l'arsenal, porte du Bagne, dirigé par un ingénieur allemand qui avait été longtemps « espion chez Citroën avant-guerre » où il avait travaillé entre les deux guerres mondiales. Elles y vont pour saboter les camions qui s'y trouvent sous la direction de Raymonde Vadaine, la seule qui, parmi elles, sache conduire une auto. Raymonde a son permis poids lourds, nécessité par son métier. Elle n'ignore pas ce qu'est un camion et a des connaissances mécaniques. Les résistantes manquent de peu d'incendier le garage, mais les sabotages gêneront le trafic et enverront des camions en longues réparations. Dans ce garage, Raymonde Vadaine, récupère un pistolet à la demande de Primas. Mais elle devra aussi quitter Brest par prudence et comme les autres camarades qui quittent leur « emploi prétexte » au garage, pour les mêmes raisons.

Un des dangers les plus graves était que les Françaises qui travaillaient là, étaient pratiquement toutes maîtresses d'Allemands et que par leur attitude sérieuse, les résistantes se faisaient remarquer. Ces femmes pouvaient s'apercevoir d'activités des résistantes et les dénoncer, ce que ce genre de femmes, hélas, commettaient habituellement. Raymonde faillit même être arrêtée à la Porte du Bagne parce qu'une Française qui s'y trouvait s'était jetée sur elle par jalousie : elle avait cru que Raymonde avait sourit au soldat allemand de garde, le « chéri » de la dame. Attroupement ! Raymonde qui avait justement, ce jour-là, le pistolet caché dans une pochette le long de ses cuisses — et destiné à Primas — réussit à se délivrer de la furie... qui de plus connaissait son nom. On comprend qu'elle ait quitté Brest au plus tôt !

Elle reviendra quelques temps après dans la région brestoise, mais évitera les alentours de l'arsenal. Versée aux F.T.P., on lui demande d'essayer de les approvisionner en explosifs en se faisant employer par la Pyrotechnie de St-Nicolas, au Relecq-Kerhuon, établissement situé de l'autre côté de l'agglomération et qui fournit à la marine allemande des explosifs divers. Elle réussira à en sortir des explosifs variés, en poudre, dans des sachets de toiles suspendus le long de ses jambes et cela suffit pour déjouer la surveillance particulièrement sévère des Allemands.

En août 1942, accompagnée de Marie Salou et protégée par un groupe de F.T.P., elles saccagent la vitrine de la L.V.F. (Ligue des Volontaires Français contre le Bolchévisme), organisme qui recrute pour la Wehrmacht, rue de Siam, à quelques mètres d'une sentinelle allemande postée à l'entrée de la Préfecture Maritime occupée par la Kriegsmarine. Avant que les Allemands du poste de garde aient été en mesure d'intervenir, les deux patriotes ont réussi à se perdre dans la foule, sous la protection des F.T.P. qui eux-mêmes se replient sans anicroche. A la même époque, Raymonde sabote un poteau électrique à l'arsenal.

Sur le plan politique Raymonde Vadaine a eu la responsabilité de la répartition du matériel de propagande, journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. aux groupes communistes clandestins du secteur « Ouest » de Brest (Recouvrance, St-Pierre-Quilbignon, etc.). C'est elle qui deviendra responsable politique de ce secteur « Ouest » en janvier 1942, dès que son mari André eut quitté cette tâche pour s'occuper essentiellement du « technique », c'est-à-dire de l'appareil d'impression du matériel de propagande. Arrêtée par la police française le 29-10-1942 à Brest. Condamnée par la cour spéciale à cinq années de prison, livrée aux Allemands qui la jugent à leur tour et la déportent dans un camp de concentration en Allemagne. Là, elle descend un soldat allemand et doit se réfugier sous l'identité d'une déportée décédée dans un autre secteur du camp ! Elle reviendra, libérée, en 1945, mais fort atteinte physiquement encore qu'avec un admirable moral. Ses pseudonymes furent : « Michèle », « Gertrude », « Maud ». Elle se retira avec son mari, dans le Midi, à Vallauris, très handicapée.

VALLEY

Secrétaire du syndicat des employés des Chemins de Fer départementaux du Finistère. En 1922, lors de la scission syndicale, il se prononce pour un syndicalisme de lutte de classes et dénonce le réformisme de la direction nationale de la C.G.T. qui avait abouti durant la guerre de 14-18 à « L'Union Sacrée » avec la bourgeoisie.

VAN HOEVEL Albert
De Plougasnou.

Marié, un enfant, F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Sympathisant du P.C.F., il diffusait sa propagande résistante : journaux et tracts du Parti, du F.N., des F.T.P., etc. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Fait prisonnier au cours d'un engagement contre un groupe de soldats allemands. Il sera fusillé un peu plus tard à Rennes le 30-7-1944.

VELLY Sébastien
Né le 11-2-1878 à Quimper. Mort à Douarnenez le 17-7-1924.

Ouvrier-tapissier. Militant du P.S. avant la guerre de 14-18, il participe activement à la campagne contre le service militaire de trois ans. En 1917, il prend part aux mutineries qui secouent l'armée française. Il est condamné le 31-8-1917 par le Conseil de guerre, à Nantes, (pour « désertion » le 13-7-1917, en temps de guerre) à deux années de travaux publics. La guerre finie, il milite activement pour le retour du P.S. à une lutte de classe, contre tout réformisme. Sitôt la création par Lénine de l'Internationale Communiste en mars 1919, Velly demande que le P.S. abandonnant la 2e Internationale qui avait failli durant la guerre, la rejoigne (v. Le Tréis). Il est l'un des fondateurs du P.C. dans le département. En 1921, il est trésorier de la section communiste de Douarnenez. En 1922, il est élu, par le congrès départemental, membre du bureau fédéral finistérien du P.C.F.

Aux élections municipales de 1921, il avait battu et remplacé le socialiste « dissident » (c'est-à-dire refusant d'appliquer les décisions du congrès de Tours et reconstituant un nouveau P.S. réformiste), Le Goïc, au poste de maire de Douarnenez. Il devient ainsi le premier maire de France à être élu avec une étiquette communiste. En 1924, il est candidat du Bloc Ouvrier et Paysan (com.) aux législatives. Il jouissait d'un grand prestige à Douarnenez, dû à sa grande honnêteté, à sa modestie, à l'efficacité de sa gestion municipale tournée vers la satisfaction des besoins d'une population laborieuse à la vie difficile.

Il s'était installé tapissier à Douarnenez, (venant de Quimper ?) avec ses quatre enfants. Il était veuf et cela dès le lendemain de la guerre.

VIBERT Jean
Né le 14-8-1867 à Loperhet.

Ouvrier-mouleur à l'arsenal de Brest. Il joue un rôle important à Brest d'où son influence s'étendit à tout le Finistère. En 1899, il est secrétaire d'une société mutualiste « Le Comité Ouvrier du Port de Brest ». C'est sous son impulsion et celles de ses amis Ch. et P. Gosselin, Calvarin et quelques autres que le 8 avril 1900 le « Comité » se transforme en syndicat, lequel sera appelé en 1900 « syndicat rouge » de l'arsenal pour le distinguer du « syndicat jaune » de Biétry. Candidat aux législatives de 1902, puis aux municipales de 1904, où il est élu.

Il prendra une part active aux grèves et manifestations - parfois violentes — de 1904, 1905 et 1906. En 1908, il fonde « Le Semeur », hebdomadaire destiné à contrebalancer « Le Cri du Peuple », de Goude, le député socialiste, dont il condamne, et avec quelle véhémence ! « l'incurable réformisme ». « Le Semeur » se veut : « ... pour le socialisme intégral, le syndicalisme de l'émancipation ouvrière ».

Vibert entend ainsi lutter contre ceux qu'il accuse de s'être accaparé le mouvement ouvrier brestois à des fins politiques personnelles. « Le Semeur » disparaîtra rapidement mais Goude n'est pas prêt d'oublier... et de pardonner quoi que ce soit à Vibert. En 1920, Vibert qui s'est enflammé pour la Révolution d'Octobre 1917 est un vigoureux partisan du retour du P.S. à une politique de lutte de classes. Il est donc partisan du retrait du P.S. de la 2e Internationale (soc. et réfor.) et de son rattachement à l'Internationale Communiste fondée en mars 1919 par Lénine.

Au lendemain du congrès de Tours, en décembre 1920 — qui a voté l'adhésion à la 3e Internationale et le retour à une ligne révolutionnaire — Vibert est élu trésorier de la section brestoise du P.S.-S.F.I.C. (S.F.I.C. = Section Française de l'Internationale Communiste) le nouveau sigle remplaçant S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière). La section brestoise prendra bientôt le nom de communiste. En 1922, l'hebdomadaire départemental du P.C.F., « Germinal », dont le titre rappelle, volontairement, « Le Semeur », donne Vibert comme conseiller municipal communiste de Brest, mais élu avant la scission.

Vibert mènera longtemps une vigoureuse activité militante qui lui vaut, en 1923, à la suite d'un meeting de la C.G.T.U., d'être sanctionné par le conseil de discipline de l'arsenal, à veille de sa retraite. Goude pressenti par un ami commun aurait pu, lui le député, agir pour empêcher cette basse vengeance de la direction de l'arsenal qui provoque une diminution sensible du montant de la retraite déjà maigre du vieux militant. Goude refusera de faire quoique ce soit en faveur de Vibert. Cela lui sera souvent reproché par la suite, publiquement, dans les milieux syndicalistes. Et le député ne vint même pas s'en défendre. A noter que l'un des hommes qui avaient soutenu l'accusation contre Vibert lors de la session du conseil de discipline, comme procureur du gouvernement, M. Loyer, capitaine de vaisseau en retraite, tentera d'organiser à Brest en décembre 1924 une « Légion des Volontaires Contre-Révolutionnaires ».

En avril 1934, au cours d'un meeting à la salle « La Brestoise », organisé par le Cartel C.G.T.-confédérée des Services Publics et où parleront différents orateurs — dont un du P.C.F. — Vibert intervint au nom des retraités dont il souligne la dégradation constante de la situation « ... du fait de la crise ». En septembre de la même année, dans un autre meeting, toujours au nom des retraités, il accuse Goude de délaisser leurs revendications. Le politicien socialiste avait alors une autre préoccupation : celle depuis longtemps caressée, de devenir ministre de la Marine. Il ne le sera jamais, toutes les promesses qui lui avaient été faites l'avaient « mené en bateau » et pas rue Royale... Vibert est alors et depuis de nombreuses années Président des retraités fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.

VIGOUROUX Yvonne
De Morlaix.

Elle adhère à la J.C. en 1937. Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, elle diffuse les journaux et tracts clandestins du P.C.F., du F.N., de la J.C., etc. Après la guerre, elle est à Morlaix la dirigeante du cercle de l'U.J.R.F. (Union de la Jeunesse Républicaine de France) qui, un temps, remplacera la J.C. Plus tard, elle va enseigner en Côte-d'Ivoire. Sa sœur cadette fut aussi une résistante, ainsi que leur mère.

VIGOUROUX Mme

Militante communiste de Morlaix à la fin des années 30. Sous l'occupation allemande, elle est une propagandiste de la Résistance et diffuse ses journaux et tracts clandestins, notamment ceux du P.C.F. illégal, du F.N., etc. Mère d'Yvonne.

VILAIN Roger
Né vers 1905 à Bannalec où sa grand-mère tenait un café-tabac.

Instituteur. Secrétaire de la cellule communiste de Bannalec en 1929 (au moins). Quelques années plus tard, se marie et part « du côté de Morlaix ».

VUILLEMIN Charles Julien
Né le 28-3-1918 à Brest (dans certains documents Villemin sans U).

Pupille de la Nation, son père aurait été un temps officier d'ordonnance de Pétain. Vuillemin adhère à la J.C. clandestine en (août ?) 1941. Il a d'abord une activité de propagandiste résistant et diffuse les journaux, tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N. Il participe aux campagnes d'inscriptions murales faites de nuit à la peinture sur les murs de Brest par les militants communistes durant les couvre-feux décrétés par les autorités allemandes. Il est versé aux F.T.P. en 1942, et il va en devenir un des chefs locaux. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant : sabotages, attentats à main armée, attaques, etc. Entre autres avec Y. Giloux, contre l'Hôtel Moderne, siège d'une Kreiskommandantur (par une bombe déposée sur le rebord d'une fenêtre, rue d'Algésiras, à deux pas de la sentinelle allemande), etc.

Arrêté par des policiers français et torturé. Il sera détenu à Rennes, puis livré aux Allemands. Condamné par le conseil de

guerre allemand le 28 août 1943. Fusillé le 17 septembre 1943 au Mont-Valérien près de Paris, en compagnie de 18 autres communistes brestois. Une rue de Brest-St-Marc porte son nom.

VUILLEMIN Henri

F.T.P. de la Cie de Morlaix du Bat. « Yves-Giloux ». Prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Fait prisonnier à l'issue de l'attaque d'un convoi allemand à la sortie de Pleyber-Christ. L'effet de surprise sur lequel comptait les partisans ne joua pas : les Allemands avaient été informés par une « collaboratrice horizontale », Mme X... qui avait averti son amant de la Wehrmacht d'un bruit qu'elle avait entendu. Les soldats allemands emmèneront des prisonniers qu'il ont faits — dont Henri Vuillemin sur Morlaix. H. Vuillemin sera condamné à mort et fusillé le 27 septembre 1943. Sympathisant du P.C.F., il en diffusait la propagande résistante. La délatrice fut « protégée » à la Libération et ne put être inquiétée...

VOLANT Antoine
Né en 1924 à Lesconil.

Il adhère au P.C.F. clandestin sous l'occupation allemande. Propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il trouve la mort au combat « après l'affaire de Ploemeur » (?) à Plobannalec, le 9-6-1944. Un bataillon F.T.P. portera son nom.

VOLANT Corentin

Marin-pêcheur. Militant de la cellule communiste de Lesconil dans les années 20 et 30.

VOLANT Marcel
Né en 1917. De Quimper.

Entre aux F.T.P. où il participe à de nombreuses opérations contre l'occupant. Tombe aux mains de l'ennemi au cours de l'une d'elles. Il est emmené au « Poulguen » en Penmarc'h. Là, les soldats allemands fusillent leur prisonnier en avril (ou mai) 1944. Sympathisant du P.C.F., il en diffusait les tracts et journaux clandestins ainsi que ceux du F.N.

VOLANT Yves (ou Yvon)
Né vers 1914 à Lesconil.

Marin-pêcheur. Il adhère au P.C.F. en 1936, cellule de Lesconil. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., etc. Versé aux F.T.P., il participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Tué au combat, à Lesconil, au lieu-dit « Brézéan », le 9-6-1944.

YVINEC Albert « Capitaine Callac »
Né en 1911 ou 12.

Ouvrier à l'arsenal de Brest. Syndicaliste C.G.T., il adhère au P.C.F. en 1936, à Brest. Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant, il diffuse les journaux et tracts du P.C.F., du F.N., des F.T.P., etc. Versé aux F.T.P., prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant. Il se distingue au maquis de Guerlesquin et dans la Région de Morlaix. Il recevra le commandant, avec le grade de capitaine, du Bat. « Yves-Giloux » de Morlaix. A la Libération, il sera commandant de la place de cette ville, puis peu après, adjoint au maire de Brest dans la délégation spéciale qui administre la cité en grande partie détruite par les bombardements. Meurt en juillet 1980 à 68 ans.

YVON Jean
Né à Pont-Labbé vers 1890.

Il adhère au P.C.F. en Pays Bigouden dans les années 20. En fin 1939, quand le Parti communiste est interdit par le gouvernement Daladier, c'est à lui que Alain Signor, secrétaire régional du P.C.F. confiera les « archives » de l'organisation communiste pour les « planquer ». Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant diffusant les journaux et tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., des F.T.P.

Eugène KERBAUL

Cahier de mise à jour

1485 ~~1270~~

MILITANTS DU FINISTÈRE

(1918-1945)

Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère
élargi à des combattants
de mouvements populaires de Résistance.

Du même auteur :

CHRONIQUE D'UNE SECTION COMMUNISTE DE PROVINCE
1935-1943

Ouvrage à paraître

Dépôt légal : 2e trimestre 1986

oits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays.

Eugène KERBAUL

Cahier de mise à jour

1485 ~~1270~~ MILITANTS DU FINISTÈRE (1918-1945)

Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère élargi à des combattants de mouvements populaires de Résistance.

Ouvrage parrainé par l'Institut de Recherches Marxistes de Bretagne « Marcel-Cachin »

et réalisé avec l'aide de plusieurs dizaines de militants.

Chez l'auteur
93, rue Pierre-Curie - 93170 Bagnolet
C.C.P. : Eugène Kerbaul 6 653 82 X PARIS

IMP. COMMERCIALE — RENNES

1re édition 1986 - [redacted]

EN DIRECT AVEC LES LECTEURS

L'appel lancé en page 4 de « 1 270 Militants du Finistère » invitant les lecteurs à fournir des compléments utiles aux biographies parues, à renseigner sur des militants qui en sont absents et à signaler les erreurs rencontrées a été largement entendu.

Grâce à eux ce « Cahier de mise à jour » compte 215 biographies nouvelles, 196 sont complétées et 66 autres corrigées. De nombreux documents, plusieurs dizaines de nouveaux témoignages sont venus enrichir le fonds particulier de documentation sur lequel repose cet ouvrage : 1 745 pièces à la date du 1er mai 1986.

A cela s'ajoutent des informations venues des premiers tomes parus du Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier Français du professeur Maitron. Elles sont signalées à la fin de chaque biographie concernée, par le nom de cet auteur entre parenthèses. Deux autres ouvrages m'ont fourni des indications et le moyen de contrôler certaines de mes propres sources, « L'Aigle sur la Mer », de MM. Guéguen et Le Maître, et « Les Clandestins de l'Iroise », de M. R. Pichavant.

La vente directe a permis une diffusion du livre bien meilleure qu'espérée en l'absence d'une vente commerciale difficile à organiser pour qui édite à compte d'auteur et, au bout du compte, trop souvent onéreuse. Les sommes obtenues par la vente sont réinvesties, ainsi que promis, dans l'édition de ce « Cahier de mise à jour ». Mais le bilan final financier de l'opération sera comme prévu déficitaire. D'où un appel pressant à tous ceux qui reçoivent ce « Cahier de mise à jour » et qui désirent m'aider dans ces recherches, à m'envoyer en retour du courrier la somme de 30 F qui en couvre à peu près les frais d'éditeur et d'expédition. Merci.

Cette publication doit beaucoup à l'intérêt manifesté par les lecteurs, notamment les militants vétérans du mouvement ouvrier dans notre département. Elle illustre par ailleurs notre volonté de poursuivre ces recherches dans ce domaine où l'investigation est difficile, et qui s'inscrivent dans le cadre des activités de notre Institut de Recherches Marxistes de Bretagne « Marcel-Cachin » et de l'Institut de Recherches Marxistes de Paris.

Nous avons privilégié les sources coulant du mouvement ouvrier lui-même mais ceci bien sûr sans négliger les autres.

Et si ce regard de militants sur les militants de la composante révolutionnaire du mouvement ouvrier révèle notre fierté, celle-ci n'est pas pour autant entachée d'une complaisance dont nous n'avons que faire. Aucune œuvre n'est véritablement neutre et impartiale, pas plus celle-ci que d'autres mais, nous, nous annonçons la couleur. Sans nous départir de la règle que nous nous sommes imposée : sincérité et honnêteté. « Ouvrage partisan », m'a-t-on écrit, donc dépourvu de « valeur historique ». Cette « valeur historique » est facilement accordée par certains, qui s'en délectent, aux ouvrages anticommunistes qui surabondent, eux, aux vitrines des libraires.

La lecture de ces biographies montre qu'un tel travail ne fait pas double emploi avec le monumental dictionnaire biographique du professeur Maitron. Outre que dans cette œuvre la place consacrée à chaque département y est limitée par le fait qu'elle couvre l'ensemble de la France, la très importante équipe d'historiens qu'il dirige semble s'être particulièrement penchée sur les archives

officielles et de police dans leurs investigations. Notre démarche suit donc une autre piste de recherches. Je pense que cela aboutit à une pluralité fructueuse. On en jugera d'ailleurs à la simple comparaison de biographies de militants figurant dans l'un ou l'autre de nos ouvrages (par exemple à celles de Jean Autret, Robert Ballanger, Charles Berthelot, Brizec, Jeanne Cariou, Albert Carn, Charles Drapier, Dravalen, Dubessy, Duot père, etc.).

De plus, nos recherches allant jusqu'en 1945, nous englobons dans cet ouvrage l'activité de Résistance qui va marquer profondément les hommes et les femmes qui rejoignirent le mouvement ouvrier dans ces heures sombres et exaltantes et qui y joueront dès le lendemain de la Libération un rôle si important.

Des lecteurs m'ont demandé de préciser que le Front National dont il est souvent question ici n'a rien à voir avec l'organisation de M. Le Pen qui s'est emparé sans scrupule du nom de ce grand mouvement de Résistance créé en mai 1941 à l'initiative du Parti Communiste. Voici qui est fait.

D'autres m'ont fait remarquer que les termes « émeutes populaires » que j'ai utilisés pour désigner les manifestations d'août 1935 à Brest étaient impropres, les travailleurs brestois, au cours de ces journées tumultueuses n'ayant fait que riposter aux agressions provocatrices des forces répressives gouvernementales.

En annexe on trouvera deux listes : une liste des volontaires finistériens tombés dans les rangs des Brigades Internationales lors de la guerre d'Espagne et une autre des militants communistes et sympathisants notoires tombés dans la deuxième guerre mondiale au service de la France et de la liberté.

Ce « Cahier... » ne clôt pas nos recherches et je remercie à l'avance tous ceux qui voudront bien m'apporter encore de nouveaux documents et témoignages. Ils seront toujours très utiles.

Eugène KERBAUL.

*

PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS

A.R.A.C. :
Association Républicaine d'Anciens Combattants, créée au lendemain de la guerre de 14-18 avec la participation des communistes.

A.V.E.R. :
Association des Anciens Volontaires en Espagne Républicaine (anciens des Brigades Internationales).

A.N.A.C.R. :
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

Bat. :
Bataillon (de F.T.P.).

Cadre :
Le « Cadre » est un militant du P.C.F. chargé du contrôle et de la promotion de ses cadres.

C.C.N. :
Centre Confédéral National.

C.C. :
Comité Central du P.C.F.

C.D.H. :
« Comité de Défense de « l'Humanité », regroupe les diffuseurs de « l'Humanité » et de « l'Humanité-Dimanche ».

C.G.T. :
Confédération Générale du Travail.

C.G.T. « confédérée » :
Centrale syndicale réformiste issue de la scission syndicale de 1921.

C.G.T. « unitaire » :
ou C.G.T.U., centrale syndicale de lutte de classe issue de la scission de 1921.

Cie. :
Compagnie (de F.T.P.).

Com. :
Communiste.

F.N. :
Front National, organisation de Résistance très large, créée à l'initiative des communistes en mai 1941.

F.T.P.F. :
Francs-tireurs et Partisans Français, organisation de combat de la Résistance créée par le P.C.F. en 1942 à partir de son « Organisation Spéciale » (O.S.).

F.U.J.P. :
Forces Unies de la Jeunesse Patriotique : organisation créée à l'initiative de la J.C., qui va l'animer, et dont le but est de coordonner l'activité des organisations de jeunes résistants qui y adhèrent.

F.S.G.T. :
Fédération sportive, proche du mouvement ouvrier.

I.C. :
Internationale communiste, ou III[e] Internationale, ou Komintern.

J.C. :
Jeunesse Communiste.

J.O.C. :
Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

J.S. :
Jeunesse Socialiste.

M.O.I. :
Main-d'œuvre Ouvrière Immigrée, créée par le P.C.F. pour l'action parmi les travailleurs immigrés en France.

O.S. :
« Organisation Spéciale », organisation de combat contre l'occupant créée par le P.C.F. en octobre 1940, sera transformée en F.T.P.F. en 1942.

P.C.F. :
Parti Communiste Français. Suivi de S.F.I.C. de 1921 à 1943, date de la dissolution de l'Internationale Communiste.

P.S. :
Parti Socialiste. Suivi de S.F.I.O. jusqu'à 1972.

P.P.F. :
Parti Populaire Français, parti fasciste créé par le renégat Doriot.

P.S.U. :
Parti Socialiste Unitaire (ne pas confondre avec le P.S.U. qui sera créé plus tard).

S.F.I.C. :
Section Française de l'Internationale Communiste.

S.F.I.O. :
Section Française de l'Internationale Ouvrière (ou Internationale Socialiste ou II[e] Internationale).

Soc. :
Socialiste.

S.T.O. :
Service du Travail Obligatoire, instauré par Pétain pour fournir les usines de guerre allemandes en main-d'œuvre française à bon marché.

U.D. :
Union Départementale des syndicats.

U.F.F. :
Union des Femmes Françaises, organisation démocratique de femmes.

U.F.P. :
Union des Femmes Patriotes, créée à l'initiative des communistes pour la Résistance. Après la guerre devient U.F.F.

U.J.F.F. :
Union des Jeunes Filles de France, adhérente à la Fédération des Jeunesses Communistes.

U.J.F.P. :
Union des Jeunes Filles Patriotes, créée à partir de l'U.J.F.F. dans la Résistance.

U.L. :
Union Locale des syndicats.

U.S.T.M. :
Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie.

ABALAIN GEORGES (compl.)

Il fut livré plus tard aux Allemands qui le déportèrent à Dachau, d'où il revint en 1945.

ABALAIN Nicolas (compl.)
Né le 27-9-1911 à Quimerc'h.

Il fait l'objet d'un avis de recherches de la police en mars 1944.

ALBA Robert (ou Roger ?) (compl.)

Aurait été arrêté en octobre 1943, café Le Meur à Châteaulin.

ARGOUARC'H Joseph (NB)
Né le 30-12-1914 à Fouesnant.

Secrétaire général de mairie à Concarneau. Il adhère au PCF en 1937. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre en 1940, libéré comme réformé définitif.

Sous l'occupation allemande, il organise à la mairie la mise en échec des lois pétainistes du Service du Travail Obligatoire ainsi que la délivrance de faux papiers pour les réfractaires à ce S.T.O. Et cela en dépit que ses fonctions le rendaient particulièrement vulnérable à une dénonciation.

Il entre dans le corps-franc « Vengeance » le 2-9-1943 : distribution de tracts résistants, hébergement d'aviateurs alliés. Durant le siège par les FFI de la ville où se sont repliés un millier d'Allemands, il rendit à son poste de grands services à la population.

En 1944, il participe à la réorganisation de la CGT dans le canton de Concarneau et il est élu à sa direction départementale. Elu CGT de 1947 à 1950 et de 1955 à 1978 au Conseil d'administration de la CPAM (Sécurité Sociale) du Sud Finistère. Président de ce même conseil de 1962 à 1967. Président de l'URSSAF jusqu'en 1962.

AUBERTIN Louis (compl. et rect.)

Employé à la Cie Parisienne de Distribution Electrique (et non des Eaux). Il fut aussi secrétaire administratif du syndicat CGT des marins. Il laissa une réputation d'homme cultivé.

AUDREN Julien (NB)
Né le 17-3-1920 à Clohars-Carnoët.

Préparateur en pharmacie chez M. Portier au bourg de Clohars-Carnoët. Il entre au FN-FTP, par Michel Bonnaire, en 1942 et participe à diverses actions. Il combattra dans la section commandée par Albert-V. Le Priol sur le front de la Laïta. Il devait être mortellement blessé sur le front de Lorient devant Guidel le 22-3-1945.

AUNIS Georges (compl.)
Bien décédé à Carhaix.

AUNIS Germaine (compl.)
Née à Morlaix le 7-7-1912.

AUTRET Jean (NB)
Né le 6-7-1920 à Quimper.

FTP de la région rennaise quand il fait l'objet d'un avis de recherches de la police en mai 1944.

BACCON Jean (N.B.)
Né le 21-12-1921 à Paris (10e).

Patron-pêcheur au début de sa carrière, il quitta le métier pour aller à Paris, puis reviendra à la pêche à La Forêt-Fouesnant.

Il adhéra à la JC sous l'occupation allemande puis au FN. Activité de propagandiste résistant. Passé aux FTP, participe à des actions contre l'occupant allemand. Il sera chef de groupe dans le bat. « La Tour d'Auvergne » de Quimper. Blessé au combat le 18 août 1944, à Concarneau. Après la Libération, continue son action militante au PCF à La Forêt-Fouesnant.

BALLANGER Robert (compl.)

En 1944, il est au Comité Départemental de Libération de Seine-et-Oise au titre du P.C.F. Il devient alors secrétaire de la Fédération de Seine-et-Oise du Parti.

BARAËR Joseph (NB)
Né à Brest le 16-1-1898.

Ouvrier à l'arsenal, il fut tué lors d'une charge de gardes mobiles au cours d'une manifestation contre les décrets-lois de Laval, le 6-8-1935. Son enterrement donna lieu à un imposant cortège.

BAREL Marcel (compl.)
Né le 5-6-1925 à Angers.

Apprenti à la S.N.C.F. Militant de la J.C. clandestine. Il est arrêté une première fois en juillet 1942 comme suspect puis libéré. Arrêté peu après, la police ayant appris qu'il appartenait au groupe « Colette » de la J.C. quimpéroise, groupe dirigé par A. Quiniou. Barel avait avec ce groupe participé à des actions contre l'occupant. Le rapport de police le classe « terroriste ». Un autre rapport policier le dit arrêté le 20 octobre 1942, il doit s'agir de sa deuxième arrestation. Il habitait Erguê-Armel.

BARGUAIN André (compl.)

Péri en mer sur son chalutier, le « Lilas Blanc » en 1954. Il avait été secrétaire de la section communiste de Lesconil dans les années 50.

BARGAIN Bastien (NB)
Né en 1904 à Lesconil.

Militant du P.C.F. Résistant. Il était le patron du canot « Saint-Tudy » qui a effectué un transport de conteneurs d'armes, venues de Grande-Bretagne, depuis les Glénan jusqu'à l'arrière-port de Lesconil. Son équipage comportait alors Michel Cosquer et Julien Le Faou qui sera fusillé à La Torche.

BARGAIN Louis (NB)
Né le 9-10-1922 à Couéron (44).

Forgeron. A la J.C. clandestine à Pont-L'Abbé il diffuse la propagande résistante du PCF, de la JC, du FN, etc.

Arrêté le 10-10-1942 selon un rapport de police, le 16 selon un autre.

BASTARD Louis (NB)
Né le 13-11-1923 à Brest.

Il entre dans la Résistance en 1943. Il combattra avec le groupe « Brest-Est », du capitaine Riban et à partir de janvier 1944 avec le groupe « Bretec'h ». Arrêté le 18 juin 1944 sur dénonciation d'un certain Gourmelon, milicien vichyste. Déporté à Buchenwald. Libéré le 8 mai 1945, il rejoint aussitôt Brest, reprend son travail à l'arsenal et adhère au PCF et à la CGT. Il deviendra secrétaire de l'Union locale CGT de Brest et secrétaire de l'U.D. CGT du Finistère.

BASTIEN Simone (compl. et rect.)

C'est à la prison de Rennes qu'elle effectuera les huit mois de détention de sa condamnation. A sa sortie de prison, elle est mutée par le Parti dans le Finistère.

La fin de la notice doit être modifiée comme suit à la ligne commençant par « sabotages, etc. » :
sabotages, etc. Quitte Brest au cours de l'été 1942 pour échapper à la police. Mutée dans les Côtes-du-Nord, comme « régionale » (départementale) de la J.C., elle y reste jusqu'en août 1943. C'est alors qu'elle fut « donnée » à la police par un responsable « cadre » du département qui livra beaucoup de résistants communistes à la police, 43 dans le seul département des Côtes-du-Nord. Les magistrats français livreront Simone Bastien aux Allemands qui la jugeront et la déporteront à Ravensbrück d'où elle reviendra en 1945.

Épouse Lecrux (en un seul mot).

BAUDRY Jean (compl.)
Né le 14-3-1901 à Treffiagat-Léchiagat.

Les armes devaient effectivement parvenir par un sous-marin, mais le transport de ces armes fut en définitive assuré par un bateau bigouden. J. Baudry a été arrêté le 30-9-1942.

BECHENNEC Louis (NB)
Né au Guilvinec vers 1920.

Instituteur. Militant communiste. Conseiller municipal à Plobannalec.

BELLEC Edmond (compl.)

Il avait été dans le premier groupe O.S. du P.C. dans le Morbihan au début de 1941 avec J.-L. Primas.

BELLEC René (NB)
Né à Plonéis (en 1910 ?). Mort en 1977-78.

Militant communiste et syndicaliste CGT à Villejuif, dans la banlieue parisienne. Employé communal.

BENARD Virginie (compl.)

« Jeanne ». Ce fut en 1940 qu'elle entra dans la Résistance et non en 1942, en distribuant des journaux et des tracts clandestins du PCF, avec son fiancé Charles Bénard qu'elle devait épouser plus tard.

Elle effectuera des collectages de solidarité pour le Secours Populaire clandestin et pratiqua l'hébergement de résistants en mission, notamment de « l'interrégionale-Femmes », Germaine Lelièvre.

En 1943, elle participera à l'attentat à la bombe contre le siège de la Kommandatur logée à l'Hôtel Moderne, à l'angle des rues L.-Pasteur et d'Algésiras.

Avec « Suzanne » (Yvonne Ropars) et Yvette Dollet, elle participera à un dépôt de gerbes de fleurs au Monument aux Morts place Anatole-France, quand on apprit la mort de Danièle Casanova.

BÉORS Louis (compl.)
Né à Paris (XVIIIe) le 8 juin 1899, mort à Saint-Ouen en mai 1971.

Il avait milité dans la région parisienne à St-Ouen et c'est à sa sortie de l'Ecole Nationale du P.C. qu'il fut envoyé dans la région bretonne en août 1925.

Quand il quitta Brest ce fut pour rejoindre la région parisienne où il aurait milité sans que l'on sache bien dans quelles organisations. Après la guerre on le trouve en 1946 au Parti Socialiste (Maitron).

BERGER Joseph (compl.)

Il combattit dans les tout premiers groupes O.S. du PCF clandestin dès janvier 1941. Il fut le premier mécanicien SNCF à Brest à participer à des déroutages de wagons et à des sabotages de matériels ferroviaires. Il participa au sabotage d'un train de marchandises en gare de Brest avec d'autres cheminots communistes en novembre 1940.

BERJON père et non **BERGEON**

A la 16e ligne remplacer « gendarmes » par « soldats ».

BERLIN J. (compl.)
Né vers 1895 dans la région brestoise.

Coiffeur. Militant communiste et syndicaliste CGTU et CGT.

Il avait émigré vers les années 20 à Villejuif, dans la région parisienne. Il travailla d'abord à l'hôpital de Villejuif, puis on le trouva employé à l'entretien d'une école. Continua sa vie militante très longtemps.

BERNARD Alain (compl. et rect.)
De Pont-L'Abbé.

Moniteur de l'Amicale Scolaire. Il participa aux bureaux de réunions publiques du PCF, mais était membre du P.S. Frère de Yves Bernard.

BERNARD Guy (compl.)
Né le 6-11-1922.

Il fut arrêté par les Allemands et déporté à Sachsenhausen.

BERNARD Jean (compl.)

Il fut un des initiateurs de l'O.S. du PCF à Quimper en 1941.
Arrêté le 10-10-1942, une autre source dit le 28-10-1942.

BERNARD Louis (NB)

Agé de 22 ans, ce jeune communiste aurait été arrêté en juin ou juillet 1942 à Quimper.

BERNARD Yves (compl.)

Il fut arrêté en classe à l'EPS de Pont-L'Abbé où il était élève, le 28-10-1942.

BERTHÉLÉMÉ Jean-Louis (NB)
Né en 1900 (à Plonévez-du-Faou ?).

Cultivateur. Il entre dans la Résistance par le contact avec Daniel Trellu au printemps 1943 et il adhère spontanément au PCF clandestin. Il a alors une grosse activité de Résistance. Il rencontre Bernard Paumier, un des responsables « paysans » du Parti, qui le charge d'organiser la lutte des paysans finistériens contre les réquisitions allemandes ainsi que le ravitaillement des maquis.

Il sera arrêté sur la dénonciation d'un autonomiste breton, X... et la Gestapo viendra en un fort contingent pour s'emparer de lui, en début 1944.

Il tentera plusieurs fois de s'échapper mais il est à tous les coups repris. Il mourra en déportation en Allemagne.

BERTHELOT Jean (compl.)

Militant syndicaliste aux Papeteries Bolloré.
Il a rejoint les FTP en 1942 : activités de « planques » et d'hébergement de camarades en mission. S'occupe aussi du ravitaillement des combattants.

BERTHELOT Pierre (compl.)
Décédé en avril 1986.

BERTHOU Joseph (compl.)

C'est à Thouars qu'il fut fusillé en décembre 1942, une rue de Concarneau porte son nom.

BEUZIT Jean (NB)
Né le 15-3-1925 à Scrignac.

Maçon. Il rejoint le PCF clandestin le 3-2-1944 : propagande résistante communiste. Aux FTP, il prendra part à de nombreuses actions contre l'ennemi et recrutera des combattants qui formeront les Cies « Le Fur » et « Aunis ».
Il participera à des récupérations d'armes parachutées.
Parmi les actions auxquelles il participa on cite l'attaque d'un convoi à « Lamzec », en Scrignac, où 20 Allemands furent tués. Après la guerre continue sa vie militante au P.C.F.

BEVIN Yves (compl.)

Selon une autre source, sa fausse carte d'identité était au nom de « Barston ». C'est le 24 novembre 1943 qu'il est tombé aux mains de l'ennemi.

BLOC'H Charles (NB)

Frère cadet du Bloc'h déjà dans le dictionnaire.
Né vers 1910 dans la région brestoise comme son frère Yves.

Militant communiste et syndicaliste CGTU puis CGT. Sous l'occupation allemande, résistant du PCF clandestin. Arrêté, livré aux Allemands qui le déportent dans un camp de concentration en Prusse orientale. Délivré par l'armée soviétique en avril 1945. Il reprend sa vie militante à Villejuif. Décédé.

BLOC'H Yves (compl.)
Né vers 1895 dans les environs de Brest.

Mutilé de la guerre de 14-18. Il avait été coiffeur sur un cuirassé et participa à la mutinerie des marins de la flotte française en Mer Noire, s'opposant à l'intervention française contre la Révolution russe (1919). Il vint à Villejuif dans la fin des années 20 et s'installa coiffeur rue Jean-Jaurès. Plusieurs fois conseiller municipal (com.) de Villejuif avant et après la deuxième guerre mondiale. Il décède dans cette commune dans les années 60. Extrêmement populaire.

BODÉRÉ Guillaume (compl. et rect.)

C'est en 1942 qu'il adhéra au PCF clandestin et non en 1941. C'est sous l'identité de son ami Albert Le Fun qu'il fut arrêté.
Son groupe devait participer aux combats de la Libération.
Les armes étaient venues à bord d'un bateau bigouden et non d'un sous-marin comme il avait été prévu.
Il ne revint pas à Lesconil mais à Léchiagat.
Bodéré avait géré avec son épouse le vivier de la maison Prunier à Saint-Nicolas, aux Glénans, avant la guerre de 1939.

BOËNNEC Pierre (compl.)
Né en 1910, mort vers 1960 à Penmarc'h.

Arrêté en fin septembre 1942 et détenu aux camps de concentration de Voves, puis de Pithiviers d'où il fut libéré.
Il revint dans le Finistère et entra aux FTP. Il avait été marin à la Cie France-Navigation, créée par le PCF pour le ravitaillement de l'armée républicaine espagnole.

BOLLORE Joseph (compl.)

Il exploitait une ferme à « Kerviniou » en Lanriec près de Concarneau. Blessé mortellement le 9 septembre 1939 sur le front. Conseiller d'arrondissement de Lanriec.

BOLLORÉ Michel (compl.)
Né en 1903.

C'est en 1935 qu'il adhéra au PCF à Treffiagat. En août 1942, il participa à l'opération de transfert de conteneurs d'armes par le bateau « L'Audacieux » qu'il conduit, ces armes avaient été amenées par un bateau du Guilvinec qui avait rallié les FFL en 1940. Le transfert à bord de « L'Audacieux » eut lieu au sud-est de Belle-Ile. Les conteneurs furent mouillés près de l'île Penfret, aux Glénan. Les bateaux dont les patrons étaient Baudry, Le Brenn, et Bargain achevèrent ensuite la mise à terre, à Lesconil et Le Guilvinec.
A l'origine, le capitaine FTP Quéinnec avait indiqué aux résistants que l'opération serait menée avec le concours d'un sous-marin britannique.
Ce fut le 1er octobre 1942 qu'il rejoignit l'Angleterre.

BOLZER Jean-Louis (NB)
Né le 2-6-1917 à Plonéour-Lanvern.

Manœuvre. Résistant de la J.C. clandestine, il est arrêté pour propagande résistante communiste le 30 octobre 1942.

BOLZER (NB)
Né à Gourlizon.

Militant communiste et syndicaliste CGTU et CGT. Il travaillait au cimetière de Bagneux. Sous l'occupation allemande résistant communiste. Arrêté sur son lieu de travail, il sera livré aux Allemands qui le fusilleront.

BONIZEC Alain (compl.)

Résistant dans les rangs du PCF clandestin, il sera arrêté et envoyé en détention au camp de concentration de Châteaubriant en juillet 1941.

BONNAIRE Michel (NB)

Sous-officier artilleur pendant la guerre en 1940. Démobilisé, il revient à Clohars-Carnoët où il tient une quincaillerie. Il entre aussitôt en contact avec les responsables du PCF clandestin de la région de Scaër. Il devint responsable du F.N. pour sa localité. Il créa la Cie FTP de Clohars-Carnoët et prit part à diverses actions. Conseiller municipal à Clohars-Carnoët après la Libération. Décédé en 1982.

BOUCHER Robert (NB)

« Bobby ». D'Huelgoat serait né à Loc-Maria-Berrien ou Huelgoat vers 1921-22.

Communiste ou sympathisant faisait partie du détachement FTP « Dr-Jacq ». Dénoncé vraisemblablement par le traître Core, il est torturé puis fusillé par les Allemands dans les bois d'Huelgoat.

BOUDIGOU (rect.)

Il a adhéré à la J.C. à l'Ecole Primaire Supérieure de Quimperlé (et non à l'Ecole Pratique Supérieure).

BOUGUEN François (NB)
Né le 26-2-1901 à Landerneau.

En 1916 ou 17, il est contacté par Olivier Kerjean et adhère à la Jeunesse Socialiste. Il y a 32 jeunes à la J.S. alors à Landerneau. La révolution russe va le passionner. Il adhère au P.S. dont la section landernéenne se prononce en 1920 à l'unanimité, pour le rattachement du P.S. à l'Internationale Communiste.

Au lendemain du Congrès de Tours, la J.S. devient la J.C. qu'il forme avec, entre autres, Francis Madec, Jean Le Cann, Albert Crenn, etc.

En avril 1918, ajusteur à l'arsenal de Brest, membre des Jeunesses Syndicalistes, il participa au mouvement de grève contre la guerre. 5 000 ouvriers de l'arsenal y participèrent les 30 avril, 1er et 2 mai 1918.

En 1919, il se syndique avec Henri Cadec. La même année, grève à l'arsenal avec débrayage des 6 000 ouvriers auxquels se joignent les dockers brestois. L'armée participa à la répression du mouvement.

En 1922-23, service militaire. En 1924, retour à Brest et rencontre avec Pierre Camblan, ils militent ensemble. En 1924, F. Bouguen quitte l'arsenal et se rend dans la Région Parisienne. Il entre aux usines Renault à Billancourt, travaille ensuite à la Thomson, puis à nouveau chez Renault.

C'est alors qu'il reçoit de Camblan une lettre l'invitant à venir le rejoindre à Lyon où il y a du travail. Il s'y rend : ajusteur à Paris-Rhône puis chômage. Il retourne à Brest et il se fait embaucher par l'entreprise St-Chamond qui travaille en sous-traitance.

Il postule pour un emploi à l'arsenal, vainement, une enquête de police lui en barre le chemin. Il entre chez Guérif et Moreau, puis aux Tabacs, à Morlaix. Muté quelque temps après comme ajusteur aux Tabacs-Dijon en mars 1930. Toujours militant communiste et syndicaliste, il devient responsable de l'action antifasciste en Côtes-d'Or en 1934.

Mobilisé en 1939, démobilisé en 1940 à Toulouse, il rejoint la Manufacture des Tabacs de cette ville, se fait muter à celle d'Aubervilliers en 1942. Il est dans la Résistance au P.C. clandestin. Contraint à la vie clandestine, il est désigné pour des responsabilités au P.C. Région « Paris-Nord » et à l'interrégion FTPF. Démobilisé en 1944, il milite dans le 10e arrt puis en 1961 revient à Brest, ensuite à Crozon, toujours militant.

BOUGUEN Martial (NB)
Né à Landerneau en 1895, décédé à Brest en 1983.

Ouvrier charcutier avant la guerre de 14-18, à la fin des hostilités reprend ce métier puis devient cuisinier à l'arsenal de Brest. Militant du P.C.F. conseiller municipal (com.) à Brest à la Libération.

Il sera un des responsables CGT des retraités de l'arsenal.

BOURBIGOT Jean-Louis (NB)
Né le 13-2-1923 à Beuzec-Conq.

Boulanger. Jeune communiste clandestin à Concarneau. Arrêté le 8-10-1942 dans cette ville.

Déporté. A son retour en 1945, il continue sa vie militante et entre à la S.N.C.F. Il devint le porte-drapeau de la section FNDIRP de Nantes.

BOURVIC Louis (NB)
Né vers 1922 à Scaër.

Il entre dans la Résistance en début 1942 et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région Scaër-Bannalec-Le Faouët.

Sympathisant communiste, il diffusait les tracts et journaux du PCF, de la JC, du FN, etc.

Arrêté par les Allemands lors d'une rafle à St-Jean, en Scaër, et déporté en Allemagne où il mourra.

BOUTET Alain (compl.)

A la débâcle, il avait enterré des armes et en 1943, il fit appel à Christophe Le Moal pour les récupérer. Il s'agissait de 6 fusils Lebel et de 4 ou 5 caisses de munitions.

BOUTET Louis père (compl.)

Le matin du 8-7-1944 se tint chez lui une réunion dont le but était de préparer la récupération d'armes du premier parachutage de « Kervir » et d'en organiser la répartition entre les FTP et les FFI. Le parachutage n'était destiné qu'aux FFI, mais les FTP très actifs manquaient d'armes. Un capitaine de l'armée, parachuté lui aussi, se déclara d'accord avec ce partage qui lui parut des plus judicieux. Mais il ne put se faire car un officier — qui avait un rôle important dans les FFI du Finistère — s'y opposa. Il priva d'armes du coup et délibérément, les résistants les plus combattifs sur le terrain qui, eux, en manquaient.

BOUTET Louis fils (compl. et rect.)

Ce n'est pas lui le résistant qui s'évada du car.

Décédé après la guerre.

BRUSQ Emmanuel (compl. et rect.)

C'était un métis et cela le rendait très repérable. Il avait été à l'Ecole des Mousses à 16 ans et était embarqué sur un contre-torpilleur quand la flotte se saborda à Toulon en 1942. Il rentre alors chez lui à Audierne puis essaie de passer en Espagne. Il est intercepté à la frontière.

Détenu au camp de concentration de Compiègne. Dans le train qui déporte les détenus vers Buchenwald, il réussit à s'évader en sautant du wagon en marche. Il regagne Paris dans un train de marchandises. Retour à Audierne, il se cache avant de rejoindre le maquis. C'est là qu'il rencontra Robert Normant, un communiste clandestin, et qu'il se chargea de la diffusion de tracts et journaux résistants du P.C. et des J.C. Il participa à des actions FTP. Arrêté par des policiers français, tente de s'évader, livré aux Allemands et condamné à mort, il est conduit en camion aux dunes du Poulguen pour y être fusillé. En route, il se délivre de ses liens et à l'arrêt du véhicule saute sur l'officier commandant le peloton d'exécution, arrache son poignard et le lui enfonce dans le dos. Il fut massacré sur place.

Cette action est citée en première page de « L'Humanité » clandestine, et en tête, mais l'article contient une erreur, on y lit que Brusq fut exécuté à Quimper.

BUREL Yves-Marie (compl.)

Il s'évade de la prison de Vitré dans la nuit du 29 au 30 avril 1944 en compagnie de trente-huit camarades.

L'avis de recherche de la police le dit né le 11-2-1922.

BUREL (NB)
Né vers 1920 à Plouhinec.

Marin du commerce. Militant de la J.C. Sous l'occupation allemande, activités de propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du PCF, de la JC, du FN, etc.

Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses opérations. A partir de 1943, il deviendra l'accompagnateur de D. Trellu dans ses déplacements. Il sera arrêté près de Guingamp par des miliciens du groupe Perrot qui le mutileront atrocement.

CABILIC Fernand (NB)

Résistant FTP, originaire de Tréboul (Douarnenez).

Il fut tué (ou mortellement blessé) lors des combats de Kernabat en Scaër, juillet 1944.

Selon d'autres sources, massacré après avoir été fait prisonnier.

Une rue de Douarnenez porte son nom.

CABITEN Jean-Léon (compl.)

Il s'évade de la prison de Vitré dans la nuit du 29 au 30 avril 1944 en compagnie de trente-huit camarades, selon un avis de recherches de la police.

CADEC Henri (compl.)

Il fut aussi cofondateur du restaurant coopératif de l'arsenal avec son frère Sébastien et Victor Pengam. C'est en 1939 pour des raisons strictement personnelles, qu'il se suicida.

CADEC Sébastien (compl.)

Arrêté en début 1942 et déporté à Orianenburg en mai 1943. Il avait adhéré à la CGTU dès sa fondation.

CADIOU Georges (rect.)

Ce marin militaire devenu vétéran à l'arsenal ne vendit qu'exceptionnellement les journaux communistes en public en raison de sa situation.

CADIOU Jean-Marie (compl.)
Né en 1908 à Lesconil.

Fusillé le 15 juin 1944.

CALONNEC Robert (rect.)

Il fut arrêté dans la nuit du 6 au 7 juin 1944 par les Allemands, à Scrignac. On ne sut jamais ce qu'il advint de lui.

CALVEZ Jules (compl.)
Né le 29-8-1920 à Pont-L'Abbé.

Il aurait été au « triangle » de direction des O.S.-FTP de Pont-L'Abbé à l'époque de son arrestation le 16 octobre 1942.

CALVEZ Yves (compl.)

Employé aux hôpitaux d'Ivry. R. Chaigneau précise que ce camarade s'était déjà évadé avec lui.

CAMBLAN Pierre (compl.)

Il quittera Paris, où il avait travaillé avec François Bouguen, vraisemblablement chez Renault à Billancourt (en 1926 ?), et s'en va à Lyon. Il y travaille dans la métallurgie et y milite. Il écrit à F. Bouguen de venir le rejoindre à Lyon ce que ce dernier fera.

CAMPION (compl.)

Après la Libération il devint le secrétaire du syndicat CGT des cheminots de Quimper.

CAOUISSIN Guillaume (compl.)

Fusillé le 6 avril 1944 par les Allemands lors des opérations du siège de Brest.

CARDINIER Louis

Une confusion peut-être avec CARDUNER Pierre ?

CARDUNER Pierre (compl.)
Né le 12-8-1897 à Trégunc.

Demeurait à Lanriec. Coiffeur. Membre du PCF clandestin. FTP, il prend part à des activités de sabotages.

Arrêté le 28 octobre 1942 dans le même groupe que Daoudal. Condamné à mort. Déporté au Struthof, puis à Dachau où il meurt le 10 février 1945.

CARIOU Corentin Marie (NB)
Né le 21-12-1922 à Loctudy.

Plâtrier. Membre de la JC clandestine à Loctudy. Il est arrêté pour activités de propagande résistante le 16 octobre 1942, à Loctudy. Il recevait les tracts à distribuer de Léon et Laurent Cariou.

Livré aux Allemands qui le déportent au camp de concentration de Buchenwald où il mourra le 25 janvier 1944.

CARIOU Eugène (compl.)

Elu conseiller municipal du Guilvinec en 1935, Scouarnec devint alors maire.

CARIOU Jean Alain (compl. et rect.)

Il adhère au P.C.F. en juillet 1938 durant son service militaire. Grièvement blessé en service commandé, il est réformé et ne sera pas mobilisé en 1939.

Nommé instituteur à Goulien, il arrive à un contact avec les résistants clandestins du P.C. en octobre 1941 dans la région d'Audierne-Pont-Croix et entre au Front National. Versé plus tard aux FTP, il participe à diverses opérations menées par leurs groupes de combats.

En septembre 1943, il organise le départ de patriotes pour le maquis de Scaër, il crée le groupe de résistants de Goulien qui deviendra l'ossature de la Cie « Catroux » (Bat. « Fernand ») forte de 103 hommes en juillet 1944. Il assure le transport d'armes allemandes de l'île de Sein à la Baie des Trépassés. Stockées dans le jardin de l'école de Goulien, ces armes seront réparties dans les unités combattantes. En septembre 1944, Alain Cariou prend part aux combats pour la Libération du Cap-Sizun (Audierne-Lesven). Il est alors lieutenant FFI. Il représente le PCF au Comité Départemental de Libération dont il deviendra vice-président.

Démobilisé, il est appelé à la direction fédérale du Finistère du PCF à Quimper.

Il s'occupe de la propagande, des questions paysannes, et parcourt le département en prenant la parole en français et en breton.

A la rentrée scolaire de 1947, reprend son métier d'instituteur et milite au sein du SNI et au Comité d'Action Laïque du Finistère dont il assumera le secrétariat. Directeur du cours complémentaire à Plogoff puis muté sur sa demande à Brest où il enseignera successivement au lycée technique et au collège de Kérichen.

CARIOU Jean-Marie

(Notice à supprimer)

Confusion de nom avec CADIOU Jean-Marie (voir ce nom).

CARIOU Jeanne (compl.)

Elle était aussi depuis 1936 membre du bureau de la section communiste de Brest.

CARIOU Laurent (compl.)
Né à Pont-L'Abbé le 12-10-1923. Décédé.

Employé de bureau quand il fut arrêté comme responsable de la J.C. clandestine à Pont-L'Abbé le 9 octobre 1942.

CARIOU Léon (compl.)
Né le 28-8-1924 à Pont-L'Abbé.

Lors de la grande vague d'arrestations de l'automne 1942, il gagne par prudence Brest. Il revient en début de novembre et il est arrêté en classe par des policiers français. Mais son délateur s'étant rétracté, il sera relâché de la prison de Quimper. Il reprend le combat résistant. Il participera aux combats de la Libération dans la presqu'île de Crozon et dans la poche de Lorient.

Après la guerre, ingénieur-géologue au C.E.A.

CARIOU Marcel (compl. et rect.)
Né à Pont-L'Abbé en 1921.

Au chômage, il s'engage dans la marine en 1939. En 1940, immobilisé à la Guyane. Il ne revient à Pont-L'Abbé qu'après le sabordage de la flotte à Toulon auquel il participe en fin 1942. Il reprend les responsabilités dans la Résistance de son frère Léon, alors emprisonné à Quimper. Interrégional FTP, prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et à la propagande résistante du P.C.F. Il est arrêté à son dernier rendez-vous dans la région alors qu'il s'apprêtait — étant repéré — à gagner la Normandie. Mort au camp de Neuengamme des suites des coups reçus d'un milicien français.

CARIOU Marie-Anne, née **LE ROY** (NB)
Née le 24-2-1915 à Ploeven.

Epouse de Alain Cariou, elle participa à ses activités politiques et résistantes.

En 1945, on la trouve au bureau de l'U.F.F. à Quimper et déléguée au Congrès National de cette organisation féminine.

CARIOU Raymond (rect.)
Né à Plobannalec-Lesconil et non Plabennec.

CARIOU Yves (compl.)

Serait originaire de la région brestoise. Frère de Jeanne Cariou, épouse Goasguen (voir bio.). Syndicaliste, probablement communiste. Il aurait fait partie des 600 [illegible] « administratifs » en novembre

1940, internés dans un camp à l'Est de Paris, puis déportés à Auschwitz en 1941 où il aurait été pendu.

CARON William (compl.)

Le groupe « Justice » fut créé en juin 1942. Eugène Le Luc raconte : « Le réseau FTPF dont l'existence se signala dès septembre 1941 nous avait annoncé l'arrivée à Morlaix de deux chefs venant de Paris pour y former un groupe de Résistance ».

« C'était William Caron et Robert (« Bob ») Pontet ».

W. Caron effectuera de nombreuses missions liées à ses fonctions dans les FTP, notamment à Paris, Rennes, Quimper, Lamballe, St-Brieuc, Brest. Il était en liaison avec des responsables FTP.

Il participa au noyautage de la police à Morlaix dans le cadre des activités du N.A.P. (organisme clandestin dont c'était le rôle) ce qui permit, entre autres, la création d'un service de renseignements pour la Résistance permettant d'avertir 24 h à l'avance les jeunes gens tombant sous le coup des réquisitions du S.T.O. désignés en région morlaisienne (où 2 % seulement des jeunes gens appelés répondaient à ces réquisitions).

En février 1944, W. Caron est arrêté à Morlaix sur la dénonciation d'une « collaboratrice horizontale », devenue auxiliaire de la Gestapo. (Elle continue présentement de vivre à Morlaix). Elle aurait été la maîtresse de Keller, le chef gestapiste de Morlaix.

W. Caron sera détenu à la prison St-Charles à Quimper.

Le groupe « Justice » participera à l'attaque de cette prison à Quimper dans l'espoir, qui sera déçu, d'en libérer les détenus. L'opération causa un blessé chez les résistants, mais une douzaine de soldats allemands avaient été abattus.

W. Caron sera fusillé au Poulguen, en Penmarc'h.

Il fut remplacé à la tête du groupe « Justice » par Robert Pontet (« Bob »).

CASTEL Yvette (rect.)

C'est en 1942 et non 43 qu'elle prit la parole dans une manifestation organisée par le PCF clandestin à la sortie des travailleurs de l'arsenal.

CHAIGNEAU Roger (rect. et compl.)
Né le 11 juillet (et non le 2) 1913.

Ses deux demi-frères Camille et Elie, issus d'un premier mariage du père ont été tués à la guerre de 14-18.

Roger Chaigneau commença à travailler à l'âge de 12 ans en allant apprendre le métier d'ajusteur-tourneur.

Il ne revint pas à Brest en fin octobre 1940, mais en fin août.

Quelques précisions sur ses arrestations et évasions : sa première arrestation eut lieu à Brest le 27 mai 1941 et sa première évasion le 27 juillet 1941 quand il s'échappa à la vigilance du soldat allemand chargé de le garder en gare du Mans. Sa deuxième arrestation eut lieu le 24 décembre 1941 au métro Alésia et sa deuxième évasion le 11 mai 1944 quand, embarqué dans un train de déportation, il put scier les planches de son wagon grâce à un petit outil qu'il avait emmené, et sauter en marche du train.

Le sabotage du trafic ferroviaire évoqué dans cette notice toucha de nombreux wagons mais pas de locomotives.

CHITRE Louis (NB)

Militant communiste et syndicaliste brestois. Il était ouvrier mécanicien aux Chantiers Dubigeon. Responsable syndical CGT. Il fait l'objet d'un ordre d'arrestation daté du 3 juillet 1941. Il fut arrêté peu après et livré aux Allemands, il décédera dans un camp de déportation en Allemagne.

CIROUA Marcel (NB)
Né le 25-6-1924 à Boursay-St-Agil (L.-et-C.).

Résistant du F.N. à Quimper. Aurait appartenu au groupe « Colette » de la J.C. clandestine. Arrêté le 27 octobre 1942.

CLAIRON Bertrand (compl.)
Né le 14-2-1920 à Scaër.

Il échappera de peu à une autre arrestation par les Allemands, en juillet ou août 1943. Blessé dans sa fuite, il sera dirigé sur

l'hôpital de Quimper, secrètement. Guéri, il s'en va continuer le combat dans le Morbihan.

CLAIRON Maurice (compl.)
Né le 12-1-1924 à Scaër.

A la J.C. clandestine dès le début de 1941, à Scaër. Il deviendra le responsable du « triangle » de direction de la J.C. scaëroise.

Arrêté le 6 octobre 1942, il s'évade de la brigade de gendarmerie de Scaër au moment de son transfert dans le camion qui allait l'emporter vers une prison. Les gendarmes français lui tirent dessus alors qu'il s'enfuyait.

Il continuera la lutte résistante aux FTP.

CLOAREC Eugène (NB)
Né vers 1872-75 (à Landerneau ?).

Charpentier en fer à l'arsenal de Brest. Il adhère en 1918 à la section socialiste de Landerneau. En 1920, lors des grands débats sur l'orientation politique du P.S., il se prononce pour une ligne révolutionnaire et prend position avec la totalité de la section du P.S. (y compris Jean-Louis Rolland, qui se reprendra très vite) et pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Son fils Jean serait devenu contre-amiral.

CLOAREC François (NB)
Né le 13-10-1883 à Esquibien.

Agent des PTT à Nancy en 1920 et secrétaire du syndicat. Militant communiste depuis 1921, trésorier fédéral de Meurthe-et-Moselle en 1922, l'est toujours en 1928.

COATÉLAN Charles (compl.)

Un avis de recherche de la police en date du 6 octobre 1943 le dit né le 10 février 1922.

COCHENNEC Corentin (NB)
Né à St-Hernot (Plonévez-du-Faou) le 6 septembre 1921. Frère de François.

Militant communiste et syndicaliste. Versé aux FTP, il y devient capitaine. En 1944, il était responsable du maquis de Landeleau. Il est massacré par les Allemands au cours d'une opération à Locquefret au lieu-dit « Pont-Kerhoaden », le 7 février 1944.

COËFF (NB)

Militant du syndicat des Inscrits maritimes du Finistère en 1924-1926. (Maitron).

COÏC Corentin (compl.)
Né le 27-10-1920.

COÏC Jacques (NB)

Communiste, élu conseiller municipal à Tréffiagat en 1935. Le maire sera le communiste J.-D. Larnicol. Décédé.

COICADAN Henri (rect.)

Selon R. Chaigneau, responsable de l'organisation communiste clandestine des cheminots brestois à l'époque, Coicadan n'a pas fait partie de l'équipe qui sabota un train de marchandise en novembre 1940 à Brest, équipe composée de Joseph Berger et Jean Morvan.

COGREL René (NB)
Né le 22-8-1911 à Douarnenez.

Adhère au P.C.F. en novembre 1935. Dessinateur d'aviation.

Affecté spécial en 1939, il doit rejoindre l'arsenal de l'aéronautique à Lyon. Sous l'occupation allemande il entre en conctact, avec quelques camarades, à Libération-Sud de Lucie Aubrac. Il devient responsable du journal clandestin « Libération » pour tout Villeurbanne : il n'a pu trouver le contact avec le P.C.F. clandestin.

Arrêté le 28 janvier 1943. Détenu à Montluc, Compiègne. Déporté à Sachsenhausen-Orianenburg en avril 1943.

De retour en France, il reprend ses activités militantes au P.C.F. en 1945 où il milite toujours.

En 1950, il est licencié du Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) pour avoir manifesté contre la venue du général Ridgway et contre la guerre de Corée, par le gouvernement de gauche de l'époque.

Le père de Cogrel avait été chef de fabrication à la « Biscuiterie de Bretagne », au « Stankou », en Ploaré (aujourd'hui

garage Citroën, 1985). La famille habitait donc à la biscuiterie. Cogrel René entra à l'E.P.S. de Douarnenez en 1926.

Son père, athée et de gauche, n'appréciait pas la municipalité de « Fanch ar Laged » (Le Flanchec) et peut-être le parachutage de Tillon à Douarnenez. Le père Cogrel était apprécié du personnel de l'entreprise de biscuiterie. Lors de la grande grève de 1924, la maison fut fermée, le personnel partit. Les Cogrel restèrent seuls dans l'usine. Pas pour longtemps, car le patronat douarneniste demanda et obtint une compagnie de gendarmes mobiles de Nantes qui furent logés dans la biscuiterie fermée. C'est ainsi que la famille Cogrel vécut la nuit de la Saint-Sylvestre 1924. Nuit d'émeute quand eut lieu l'attentat contre le maire communiste. Ils virent des chevaux de gardes-mobiles revenir sans cavalier, le fourreau de sabre vide, un par un à la biscuiterie.

COMBOT Marie (NB)

Assistante sociale en chef. Militante du P.C.F. au cours des années 30 dans le Finistère.

Sous l'occupation allemande, propagandiste de la Résistance, elle diffuse les journaux et les tracts du P.C.F. clandestin, du F.N., des F.T.P.

Elle fut candidate du P.C.F. à Brest à une élection municipale.

CORCUFF Jean-Marie (NB)
Né à Plonéour-Lanvern.

Tailleur d'habits. Militant communiste, il participe avec J.-D. Larnicol à la restructuration du P.C.F. après son interdiction en septembre 1939. Résistant. Décédé.

CORCUFF Martial (NB)

Il avait 23 ans selon un rapport de police quand il fut arrêté en juin (ou juillet) 1942 pour activité résistante dans la J.C. clandestine. Employé de commerce à Quimper.

CORRE Frédéric (compl.)

Il fut le plus assidu diffuseur de la presse communiste et notamment de « l'Humanité » du dimanche qu'il vendait à la criée dans les rues.

CORRE Pierre (compl.)

Il a participé dès novembre 1940 à l'activité de l'O.S. des cheminots brestois, il était très lié avec le cheminot Teuroc (voir ce nom). Habitait en face de la gendarmerie de Lambézellec et non de Kerinou.

COSQUER Michel (compl.)
Né à Plobannalec.

Il adhère au P.C.F. clandestin à Lesconil en 1942. Il était de l'équipage du canot « Saint-Tudy », patron Bastien Bargain, qui récupéra les containeurs d'armes, venus de Grande-Bretagne, depuis les Glénan jusqu'à l'arrière-port de Lesconil.

COSSEC Pierre (NB)
Né le 18-10-1913, décédé en décembre 1985.

Il avait adhéré au P.C.F. au Guilvinec en 1934, à la cellule que venait d'y créer Marc Scouarnec.

Il entra dans la Résistance, au F.N. le 15 mai 1941 et devient membre de la direction de ce mouvement pour Le Guilvinec. Il assure la liaison avec Quimper.

Il assura l'impression et la diffusion de tracts et journaux anti-allemands. Il réalisa un relevé précis sur une carte d'Etat-major des positions militaires allemandes dans le secteur de Kerity-Penmarc'h, Le Guilvinec : casemates, nids de mitrailleuses, terrains de tir, cantonnements, etc. Ce relevé fut acheminé ensuite vers l'Angleterre.

Il participa, notamment en compagnie de Michel Le Goff, au mois de mars 1944, à la tombée de la nuit, sur le terrain de football du Guilvinec, où devait se réunir le lendemain une importante manifestation sportive, à une diffusion de tracts dénonçant l'assassinat par les Allemands, au champ de tir du « Poulguen », de nombreux résistants, massacre dont il avait eu secrètement connaissance.

Lors des combats de la Libération en août 1944, il dirige l'organisation des forces armées locales qui constituèrent le bataillon « Antoine Volant ». Il combattit ensuite dans la presqu'île de Crozon et sur le Front de Lorient. Démobilisé, il reprit ses activités communiste et syndicaliste.

A la Libération, il sera membre de la délégation spéciale qui administre Le Guilvinec. En 1946, élu conseiller municipal (com.), il le reste jusqu'en 1977. Il a ensuite une longue activité politique et syndicale.

COTONNEC Hélène (NB)
Née en 1921 à Scrignac.

Elle adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande en 1943.

Elle va devenir agente de liaison des F.T.P. et effectuera de nombreuses missions, dont certaines très périlleuses. Elle avait été la fiancée d'Armel Coant avant son exécution.

Après la guerre, toujours militante, elle s'en va travailler à La Courneuve, près de Paris.

COTTIER Maurice (NB)
Né le 29-7-1913 à Rénazé.

Couvreur. Militant communiste. Employé municipal à Concarneau de mars 1937 à février 1940 : il est alors révoqué de ses fonctions pour raisons politiques. Mobilisé, prisonnier de guerre.

Il réintégra la fonction publique en mars 1947 et y restera jusqu'à sa retraite en août 1973. Il ne cessa de militer et fut responsable C.G.T. de la Fonction publique.

COTTON Jean (compl. et rect.)

La deuxième biographie à ce nom du dictionnaire est à supprimer car elle fait double emploi avec la précédente.

C'est en 1943 qu'il entra dans l'organisation clandestine du P.C.F. dans la région de Scrignac, Berrien, Huelgoat. Il participera bientôt aux actions des F.T.P. contre l'occupant.

COTTON Raymond (compl.)

C'est sous l'occupation allemande et dans la Résistance qu'il adhérera au P.C.F. alors clandestin. Versé aux F.T.P. en 1942.

COTTON Yves (compl.)

Son adhésion au P.C.F. remonte à 1942, sous l'occupation allemande.

En juin 1944, il va échapper à une arrestation : les résistants avaient incité un Alsacien incorporé de force dans la Wehrmacht à déserter. Ils l'avaient emmené au maquis. Mais les deux personnes qui entre temps l'avaient hébergé ont « donné » Yves Cotton aux Allemands. Ceux-ci vont donc chez Yves Cotton qui parvint à s'enfuir en même temps que le « Père Henri », un camarade responsable à l'échelle départementale. Pour se venger, les Allemands arrêtent la mère et la femme d'Yves Cotton, mais les relâcheront plus tard.

COUILLIOU Jean (NB)
Né à Elliant vers 1912.

Puisatier. Militant communiste et syndicaliste de Villejuif. Bien qu'ayant été victime d'un grave accident du travail, il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient au côté des Républicains espagnols, le putsch de Franco.

COURTÈS (NB)
Né le 12-8-1893 au Guilvinec.

Militant communiste, délégué de Douarnenez au Congrès départemental du P.C.F. les 22 et 23 novembre 1930. (Maitron.).

CRAOUYEUR (NB)
Né le 23-10-1886 à Brest.

Militant syndicaliste à l'arsenal de Brest. Trésorier général du syndicat C.G.T. de l'arsenal en 1918. (Maitron.)

CRENN Albert (NB)
Né en 1902 à Landerneau.

Il adhère à la J.C. en 1921 au lendemain du Congrès de Tours. Il était alors normalien. Militera ensuite à Landerneau et Brest.

CRÉOFF Jean-Marie (compl.)
Né le 20-8-1921 à La Feuillée, selon un avis de recherche de la police du 6-10-1943.

CUDENNEC Léon (NB)
Né le 20-3-1893 à Lanmeur.

Emigré en Normandie où il devient ajusteur à la gare de Fécamp. Il adhère au P.C.F. en 1923. Secrétaire du syndicat C.G.T.U. des cheminots. Après la réunification syndicale, secrétaire de l'Union locale C.G.T. en 1936.

CUEFF Jean-Louis (NB)
Né le 19-5-1895 à Saint-Pol-de-Léon.

Cheminot travaillant à la gare du Bourget-Drancy où il fonde une cellule du P.C.F. (dans les années 20 ?).

En 1927, il est trésorier du syndicat unitaire des cheminots du Bourget.

CUEFF Jean-Marie (NB)
Né le 11-2-1900 à Plouescat.

Emigré en Normandie. Marin de commerce, domicilié au Havre en 1924. Il était secrétaire de la Fédération unitaire de la Marine marchande et des Pêches à l'issue du Congrès national C.G.T.U. de 1923 à Paris.

Plus tard, il sera terrassier. (Maitron.)

DAMOY Jacques (compl.)
Né le 16 septembre 1900 et décédé le 15-12-1950 à Brest.

Il y avait lancé contre lui un ordre d'arrestation daté du 3 juillet 1941 mais sans résultat, car il était alors prisonnier de guerre.

DANIEL Pierre (NB)
Né en 1907, fusillé en juin 1944 à la « Torche ».

Durant l'occupation allemande, résistant communiste sous le pseudonyme breton de « Le Fur » à Paris. Ce n'est pas le même militant que l'autre Daniel Pierre, volontaire des B.I.

DANIÉLOU (rect. et compl.)

De Montrouge. Ce n'est pas en 1940 qu'il fut muté à Brest, mais en 1938.

Il participa au sabotage du trafic ferroviaire en gare de Brest au début de 1941.

DAOUDAL Yves (compl.)
Né le 3-10-1891 à Melgven.

Les armes « planquées » chez lui n'étaient pas venues par un sous-marin comme prévu, mais par un chalutier bigouden.

Il fut arrêté le 27 septembre 1942. Les policiers français trouvèrent chez lui 300 kg d'armes et d'explosifs au cours de la perquisition. Il était père de cinq enfants.

DAVID Yvonne (NB)
Née en 1920 à Berrien. Fille de « la Mère Catherine ».

Elle entra dans la Résistance à la J.C. et au P.C.F., à l'instigation de Jean Guyomarc'h, à Trédudon, en Berrien, où elle habitait avec sa mère.

Elle a d'abord des activités de propagandiste de la Résistance : diffusion de journaux, tracts du P.C.F., de la J.C., du F.N., etc. Versée aux F.T.P., elle sera agente de liaison entre les groupes combattants et les différents échelons des structures F.T.P.

Après l'arrestation d'Auguste Delaune, grièvement blessé et hospitalisé à l'hôpital du Mans, les F.T.P. décidèrent de tout tenter pour en arracher leur interrégional. D. Trellu charge alors Yvonne David d'apporter au Mans un uniforme allemand complet et des armes : ils en ont besoin pour forcer l'entrée de l'hôpital. Malheureusement, A. Delaune avait déjà succombé à ses blessures. Il n'avait rien révélé aux policiers, pas même sa véritable identité. Par la suite, Y. David sera la liaison interrégionale F.N.-F.T.P. de Bretagne.

DELLIOU Charles (NB)
Né le 1er-9-1918 à Beuzec-Conq, décédé le 30-3-1966.

Manœuvre. Résistant, militant de la J.C. clandestine, il diffuse les journaux et tracts de la J.C., du P.C.F., du F.N.

Il était en liaison avec Joseph Huon.

Arrêté le 28 septembre 1942.

DERRIEN Raoul (compl.)

Arrêté le 29 septembre 1942.

DEUFFIC Jean (rect.)

Le terme d' « émeutes » utilisé dans cette notice biographique et dans quelques autres, pour désigner ces manifestations ouvrières est inexact. Ce sont les forces répressives qui furent les responsables de ces affrontements violents entre travailleurs manifestant et les « forces de l'ordre ».

DIQUÉLOU François (rect. et compl.)
Né, selon une autre source, le 17-8-1900.

Il sera libéré du camp de concentration de Voves, ce qui lui évitera la déportation

en Allemagne. Il reprend ses activités résistantes clandestines au F.N. dans la région de Pont-Labbé. Après la Libération, il est un de ceux qui reconstituent dans la légalité retrouvée la C.G.T. dans le canton de Pont-Labbé avec Joseph Le Bellec.

DIQUÉLOU Pierre (compl.)
Né le 22-8-1923 à Pont-Labbé.

Manœuvre. Résistant de la J.C. clandestine, versé à l'O.S. du P.C.F., participe à des actions de propagande, des attentats et sabotages. Arrêté le 16 octobre 1942. Habitait Pont-Labbé.

DIQUÉLOU Suzanne (rect. et compl.)

Elle prit part à de nombreux mouvements revendicatifs dans la région parisienne. Une regrettable confusion, dont notre camarade est victime et qu'elle voudra bien nous pardonner, nous a fait dire qu'elle était revenue à Pont-Labbé en 1933 et qu'elle n'avait plus eu d'activités militantes. En fait, c'est en 1936 qu'elle vint à Pont-Labbé où elle continua ses activités militantes au P.C.F., au côté de son mari, François. Sous l'occupation allemande, les Diquélou utilisent leur domicile et ceux de leurs proches au stockage du matériel de propagande résistante du F.N. et à l'hébergement de résistants en mission.

Son activité militante se continue jusqu'à ce jour, à plus de 80 ans.

DIVANAC'H Corentin, fils (compl.)
Né en 1904, selon un document de police.

DOARÉ François (NB)
Né à Quimper le 5-1-1898.

Militant syndicaliste, secrétaire général du syndicat C.G.T.U. des ouvriers boulangers-pâtissiers de Quimper et des communes environnantes à sa création en novembre 1929. (Maitron).

DOARÉ Jérôme (NB)
Né le 6-9-1922 à Penhars (Quimper).

Membre du groupe F.T.P. « Colette » de la J.C., il est accusé par la police d'être co-auteur des attentats contre le « Soldatenheim » de Quimper et contre la caserne La Tour-d'Auvergne. La police lance un avis de recherche contre lui en fin 1942. Il sera arrêté à Valence (Drôme).

DOLLET Angéline (rect.)

Angéline et non Evangéline.

DONNARD Thomas (NB)
Né en 1910.

Marin-pêcheur. Appartient à la cellule du P.C.F. de Penmarc'h dès 1933 avec Alain Signor qui, à l'époque, enseigne à Kérity.

Il émigre à Saint-Nazaire et y reste jusqu'à sa mobilisation, militant dans ce port.

Maire (com.) de Penmarc'h de 1945 à 1965.

DORVAL Pierre (NB)
Né le 27-11-1921 à Kerfeunteun (Quimper).

Un des organisateurs de la J.C. clandestine sous l'occupation allemande à Rosporden. Activité de propagande résistante et de F.T.P.

Recherché par la police, il quitte Rosporden le 3-11-1942 pour échapper à l'arrestation.

DRAOULEC Armand (NB)
Né au Guilvinec le 23-8-1899.

Militant du P.C.F., délégué au Congrès national du Parti en mars 1930.

DRAVALEN François (compl.)
Né en 1885 et non 1880.

En 1912, il avait été secrétaire adjoint de l'U.D. des syndicats.

Délégué de l'U.D.-C.G.T. du Finistère au Congrès national de septembre 1919 à Lyon.

DRÉZEN Emile (NB)
Né le 26-5-1923 à Loctudy.

Sertisseur. Demeurait à Plonéour-Lanvern. (J.C. clandestine ?).

DROGOU Théodore (compl.)
Décédé à Brest le 16-4-1985.

DUBESSY François, Félix à l'état civil.

DUCHASSIN Jean (NB)
Né le 6-6-1908 à Paris (14e).

Domicilié à Malakoff. Sous l'occupation allemande en 1942, s'occupait des envois de propagande communiste en Bretagne, notamment avec Julien Mauduit et Micheline Jolineau.

DUCROT Jeannette (et non **DUCROC**) (rect. et compl.)

En 1942, elle hébergera des résistants en mission et notamment Jules Lesven. Elle quittera Brest peu après pour l'Ille-et-Vilaine.

DUGAY Auguste (NB)
Un avis de recherches de la police (1943) le dit né le 7-5-1922 à Carnoët (Côtes-du-Nord).

DUOT Alphonse (fils) (rect.)

N'est heureusement pas décédé. Il y a eu une confusion avec un autre Duot Alphonse, du même âge, décédé et enterré civilement...

DUPERRIER Albert (compl.)

Il fut arrêté par les Allemands et la milice Perrot, à Scrignac où il habitait.

DURAND Lucien (compl.)

Fusillé le 15-6-1944. Il avait été arrêté le 4-6-1944.

DURAND Pierre
Né le 28-9-1907 à Daoulas.

Il émigre à Paris et devient pâtissier dans le 20e arrondissement. Militant syndicaliste, il est à la fin des années 30 secrétaire adjoint du syndicat C.G.T. des personnels des biscuiteries et pâtisseries industrielles de la région parisienne. Militant communiste ou sympathisant.

DUREAU Pierre (NB)
Né le 17-1-1906 à Kernével où il meurt en 1967.

Fils d'un sabotier et d'une cabaretière. Cheminot.

Militant communiste dans la région parisienne dès le début des années 30. Elu conseiller municipal communiste à Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise) en 1935, Il est « déchu » de cette fonction par le gouvernement de la « Drôle de guerre » en 1940. Sous l'occupation allemande résistant ce qui lui vaut d'être désigné au Conseil municipal provisoire de Savigny-sur-Orge à la Libération. (Maitron).

EGRETAUD Marcel (rect.)

Il enseigna à l'Ecole primaire supérieure (et non au lycée) dans les années 30.

FAILLER Marcel (NB)
Né le 29-10-1923 à Plonéour-Lanvern, où il sera menuisier.

Il est arrêté pour appartenance à la J.C. clandestine le 30-10-1942.

FAOU Ernest (à rectifier en **LE FAOU Ernest**) (compl.)

N'a pas participé personnellement à la récupération d'armes venues par mer. Frère de Julien.

FAOU Jean (à rectifier en **LE FAOU Jean**) (compl.)
Né le 1er mars 1917 à Pont-Labbé, selon un rapport de police.

Responsable des J.C. de Pont-Labbé, arrêté le 18-10-1942, un autre rapport de police dit le 16 et encore un autre le 19. Un de ces rapports le dit employé de bureau et un autre plâtrier.

FAOU Julien (à rectifier en **LE FAOU Julien**) (compl.)

Il fut de l'équipe de marins-pêcheurs qui allèrent récupérer des armes venues d'Angleterre à bord d'un chalutier bigouden et qui avaient été entreposées aux Glénan dans leurs containeurs. Frère d'Ernest. Il avait adhéré au P.C.F. bien avant la guerre de 1939. Aurait été fusillé le 15 juin (et non le 23) 1944.

FAUDEUIL Yves (compl.)
Né le 4-7-1908.

Il quitte la région peu avant la guerre pour Paris.

Il sera arrêté en juillet 1941 et détenu au camp de concentration de Châteaubriant. Il y reste quelque temps avant d'être libéré.

FERS Francis (NB)
Né en juillet 1923 à Plonéour-Ménez dans une famille d'agriculteurs.

Etudiant au lycée de Morlaix, il est contacté par Jean Guyomarc'h et il entre dans la Résistance avec la J.C. clandestine.

Il participe dès lors à la propagande résistante du P.C.F. Il passera un peu plus tard aux F.T.P.

Quand Albert Guyomarc'h fut arrêté, c'est Fers qui le remplaça à son poste aux F.T.P. Mais ses études se terminant, il quitta la région et s'en alla travailler dans une coopérative agricole du côté de Chateaudun. Il fut rapidement mis en contact avec les F.T.P. de cette région et il participe avec eux à de nombreuses actions contre l'occupant.

Bientôt repéré par la police allemande, mais prévenu, il s'éloigne et gagne la région parisienne où on lui fournit le « contact ». Il y continue le combat.

A l'approche de l'insurrection nationale, il retourne dans la région de Chateaudun et participe aux combats libérateurs de la région.

Il fut chargé de porter un message aux Américains qui avançaient et c'est alors qu'il traversait avec son groupe le village de Cormainville qu'ils tombèrent face à une unité allemande en cours de repli, au détour d'une rue. Faits prisonniers, les résistants furent emmenés par les soldats allemands qui les torturèrent et Fers en particulier : yeux et parties sexuelles arrachés, puis les soldats les fusillèrent sur place. Fers et ses camarades furent sommairement enterrés par leurs bourreaux et quand on les découvrit, on vit combien ils avaient été atrocement mutilés.

FLOCH les frères (compl.)
L'aîné **Louis** né à Quéménéven en 1922.
Le cadet **Corentin** né à Quéménéven vers 1924.

FOLLOROU Louis (NB)
Né à Berrien en 1905, mort à Huelgoat en 1984.

Officier dans les troupes coloniales, il est en 1943 replié en Haute-Loire à Bas-en-Basset où étaient cachées les archives de l'armée. Les installations brûlèrent et Follorou déserta l'armée sous le contrôle pétainiste. Il vient en Bretagne et se met en contact avec la Résistance à Trédudon où résidaient ses parents. Il a alors une activité de propagandiste résistant diffusant les tracts et les journaux du PCF, du FN et des FTP qu'il rejoint participant à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

Il adhère au PCF en 1944. Il rejoindra alors l'armée pour y terminer ses 25 années de services puis retourne à Huelgoat où il devient directeur de la Maison de Retraite Rurale qui vient d'être inaugurée.

Il sera adjoint au maire (com.) d'Huelgoat durant deux mandats et trésorier de la section communiste d'Huelgoat durant quinze ans.

GARREC Noël (compl.)
Né en 1903 à Pont-Labbé.

Fils d'un facteur. Fut un actif diffuseur de « l'Humanité » à Ergué-Armel.

GAUTRON Pierre (compl.)

Tué en août 1935.

GEFFROY Hélène (NB)

Agent de liaison des « triangles » de direction du Finistère, P.C.F., F.N., F.T.P. Au cours d'une mission, elle fut la cible de soldats allemands et bien que plusieurs des rayons d'une des roues du vélo qu'elle montait fussent brisés par les balles, elle réussit à poursuivre sa route.

GEORGET Gustave (NB)
Né le 25-9-1921 à Concarneau.

Résistant communiste, il diffuse les tracts et les journaux clandestins du P.C.F., du F.N., etc.

Selon le commissaire Soutif, il fit partie d'un rassemblement de dix personnes qui « auraient tenté de prendre d'assaut le commissariat de police de Concarneau en fin 1941 » (!)

Chauffeur.

GINOLLIN Denise « Odette » (NB)

Militante communiste mutée en Bretagne pour y remplacer à la tête de l'Interrégion « Femmes », Germaine Lelièvre (1942-1943). Plus tard, député à l'Assemblée nationale.

GIROUX Marcel (NB)
Né le 28-6-1924 à Boursay-Saint-Agil (Loir-et-Cher).

Mécanicien à Quimper. Résistant du F.N. dont il assurait la propagande. Arrêté le 23-10-1942.

GLÉVAREC Yves (NB)
Né dans les années 10 à Elliant. Décédé dans les années 60.

Militant communiste et syndicaliste C.G.T. à Villejuif. Sous l'occupation allemande, activité de propagandiste de la Résistance. Versé aux F.T.P.,il prend part à de nombreuses actions : sabotages de la station haute-tension de Chevilly, récupération d'un side-car allemand dans le 13e arrt., exécution d'un soldat allemand dans une queue de cinéma, avenue des Gobelins. C'est au cours d'une de ces missions vers la fin de l'occupation qu'il est blessé dans les environs de Brest.

GOARIN Albert (NB)
Né le 24-3-1915 à Treffiagat.

Résistant, appartenant à un groupe bigouden de la J.C. Activité de propagande résistante. Arrêté le 13-11-1942.

GOARIN Yves (NB)
Décédé.

Militant communiste. Elu conseiller municipal de Treffiagat-Léchiagat en mars 1935. Le maire sera J.-D. Larnicol.

GOASGUEN Jean (compl.)
Décédé à Brest en 1967.

GOSNAT Venise (rect.)

A l'avant-dernière ligne, lire Gosnat au lieu de Costat.

GRALL Eugène (NB)
Né le 16-11-1921 à Concarneau.

Résistant du F.N., F.T.P. Arrêté en octobre 1942.

GRALL François (NB)
Né en 1920 à Berrien.

Frère de Marcel et de Pierre. Il aura les mêmes activités communistes et résistantes qu'eux ainsi qu'aux F.T.P.

Après la Libération on le trouve employé aux Anciens Combattants dans les bureaux de Bercy à Paris. Décédé en 1978.

GRALL Marcel (compl.)

Fait l'objet d'un avis de recherche de la police, daté du 6-10-1943 pour avoir, entre autres actions, participé à une opération de récupération à la mairie de Plonévez-du-Faou avec Créoff et E. Le Borgne.

GUEGUEN Désiré Louis, dit « Piti » (NB)
Né en février 1902 à Carhaix, décédé à Buchenwald en septembre 1943.

Tailleur d'habits, il avait un magasin à Carhaix, place de la Mairie.

Il adhéra au P.C.F. aux environs de 1930, à la cellule carhaisienne dont le secrétaire était Louis Hernot.

Sous l'occupation allemande, activités de propagandiste résistant communiste, d'hébergement de résistants en mission. Des tracts et des armes étaient souvent cachés dans sa cave. Passé aux F.T.P., il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant. Il est arrêté le 11 juillet 1943 par des gendarmes français encadrés par des Feldgendarmen lors d'une raffle au cours de laquelle 49 autres camarades tombèrent aux mains de l'ennemi.

Après une dizaine de jours d'incarcération à Quimper, il est dirigé sur le camp de concentration de Compiègne et, de là, sur celui de Buchenwald.

GUÉGUEN Jeanne-Maria, née **GOURIO** (NB)
Née le 14-9-1902 à Carhaix.

Epouse du précédent. Elle aidera son mari dans son activité de résistance plus particulièrement dans l'hébergement et la « planque » de résistants F.T.P. ou du P.C.F. clandestin. Elle adhéra officiellement au P.C.F. à la Libération et sera conseillère municipale de Carhaix.

GUÉGUEN Pierre (NB)
Né le 10-8-1917 à Poullaouenn.

Cultivateur. Habitait « Kerfeunteun », en Scrignac. F.T.P. Une note de police précise qu'il aurait été mêlé à diverses actions des F.T.P. dans la région de Carnoët, Callac et Huelgoat.

GUENET Raymond, voir **QUENET Raymond.**

GUENNEC Michel (compl.)
Né le 4 septembre 1923 à Pont-L'Abbé.

Responsable du « triangle » O.S. de Pont-L'Abbé avec Lagadic et Calvez. Un rapport de police le dit arrêté le 16 au lieu du 14 octobre 1942. Il n'a pas été déporté en Allemagne mais incarcéré dans des prisons françaises. Après la guerre, milite à Sarcelles, en région parisienne.

GUENNEC René (NB)
Né le 11-2-1922 à Pont-L'Abbé.

Manœuvre. Résistant du groupe de la J.C. clandestine pont-labbiste. Activité de propagandiste résistant. Arrêté le 16 octobre 1942.

GUILLERM Marcel (NB)
Né le 22-2-1924 à Paris (13e), de parents finistériens.

Il entre dans la Résistance à Scaër le 17-6-1944 et participe aux combats de la Libération. Par la suite militant syndicaliste C.G.T. des P.T.T.

GUILLERM René (NB)
Né le 22-7-1905 à Scaër.

Sabotier. Il émigra aux Etat Unis en 1928 et il en revint en 1939 pour s'installer à Scaër. Il est alors mobilisé dans la Marine. En 1940, il rejoint l'Angleterre, lors de la débâcle. Il en revient en fin juin 1940 : il est fait... prisonnier de guerre à Quimper.

Démobilisé de son stalag, revenu à Scaër, il entre dans la Résistance.

Il travaillait alors dans une hutte de sabotiers, abri de branchages et de feuilles traditionnel pour ces artisans. Il la mettra à la disposition des F.T.P. comme « planque ». Sa connaissance des armes en fera un armurier des F.T.P. Il prendra part à leur attaque d'un train allemand. Il combattra ensuite sur le Front de Lorient.

GUILLIOU François (compl.)
Né en mai 1907 à Plounéventez.

C'est en 1941 qu'il fut arrêté.

GUILLOU Jean (NB)
Né le 4-12-1913 à Melgven.

Il travaillait à l'arsenal de Lorient. Militant communiste. Il entre à l'O.S. du Parti, puis au Front National en fin 1941. Il combat alors dans la Résistance aux côtés d'Albert-V. Priol. Refusant de se rendre en Allemagne au titre du STO, il quitte la région lorientaise et vient à Rosporden où il sert dans un détachement FTP de 1943 à la Libération du Finistère. Après la guerre milite à Rosporden.

GUILLOU Pierre (rect. et compl.)
Né en 1905.

Hospitalisé à Quimperlé et non à Quimper. Guéri de sa blessure, Guillou reprit le combat sur le Front de Lorient..

GUIRRIEC Hervé (rect.)

Ce camarade n'est pas décédé. Qu'il trouve ici toutes mes excuses.

GUYADER François (compl.)

Et non LE GUYADER Francis comme par erreur, en page 171.

GUYADER Yves (rect.)
Né le 23-1-1857 à Morlaix, il y meurt en 1929.

En 1892, il dirigea une grève qui dura six semaines. Conseiller municipal socialiste (avant la guerre de 14-18 ?).

Il s'agit du même militant dont la biographie est publiée page 170 sous le nom de Le Guyader (sans prénom), orthographe erronée.

GUYOMARC'H Albert (compl.)

Il fut arrêté dans son école à Saumur.

GUYOMARC'H François (NB)
Né en 1910 à Berrien, l'aîné des 5 frères Guyomarc'h.

Il exploitait une ferme à Pen-ar-Quinquis en Le Cloître-St-Thégonnec.

Il adhère au P.C.F. en 1936. En 1940, il est blessé lors des combats en Alsace.

Sous l'occupation allemande, il reçoit dans sa ferme nombre de clandestins. Il participe à de nombreux coups de main contre l'occupant.

Arrêté le 3-10-1942 et libéré le lendemain, faute de preuves et d'aveux.

A la Libération le Parti le sollicite pour prendre la tête de sa liste aux élections municipales. C'est ainsi qu'il devint le premier maire communiste du Cloître-St-Thégonnec et de l'arrondissement de Morlaix. Il resta 17 années à ce poste qu'il ne quitta que parce que mis en minorité par une coalition socialistes-réactionnaires. Il restait cependant conseiller municipal. Il sera ainsi au service de la commune pendant vingt-six ans. Vétéran du P.C.F., il s'est retiré au Huelgoat.

GUYOMARC'H Jean (rect.)

Ce n'est pas chez lui que se tint la réunion avec Ballanger dont il est question, mais c'est lui qui procura le local morlaisien.

GUYOMARC'H Pierre (compl. et rect.)

Adhère au P.C.F. en 1938 et non en 1918...

Lors de son arrestation, il dirigeait une coopérative de boulangerie.

HAISSE Louis (compl. et rect.)

Le contact fut établi avec lui sur le plan local par le FN-FTP du Finistère, grâce à une indication venue de la direction nationale du F.N.

Il ne fut jamais membre du PCF comme certains l'ont pensé, cependant en dépit de ses origines sociales bourgeoises il n'hésita jamais à combattre aux côtés des communistes pour la Libération de la France et ceux-ci lui faisaient une totale confiance. Il devint le responsable départemental du F.N. Plus tard, il sera désigné pour représenter le F.N. au Comité départemental de Libération clandestin, en janvier ou février 1944. Ce qui prouve bien cette grande confiance.

Il sera arrêté au cours de la réunion constitutive de ce Comité Départemental de Libération, réunion qui se tenait au restaurant de la Tour d'Auvergne à Quimper et où Albert Quéguiner représentait le PCF.

Le PC, le FN et les FTP, au cours de cette réunion devaient le présenter comme futur Préfet du Finistère à la Libération et les autres organisations de Résistance avaient déjà marqué leur accord.

M. Haisse était un industriel. On disait qu'il avait été administrateur de la Banque d'Indochine. Très profondément patriote, son engagement aux côtés des communistes dans le FN découlait de la grande sympathie que lui inspiraient leur lucidité politique et leur courage patriotique.

HAMON Madeleine (NB)

Epouse de Marcel Hamon. Résistante, militante du P.C.F. La police procéda à son arrestation le 16 décembre 42, à l'école où elle enseignait à Saumur et elle fut emprisonnée à Angers en même temps que de nombreux camarades d'Angers à la suite d'une dénonciation. Tous furent livrés à la Gestapo deux jours après et condamnés à mort le 10 mars 1943, y compris Madeleine Hamon dont cependant la peine fut commuée en déportation à perpétuité. Madeleine Hamon sera déportée à Ravensbruck début avril 1943. Elle y restera jusqu'en avril 1945.

HAMON Marcel (compl.)

Voici les conditions dans lesquelles devait s'effectuer son départ pour l'illégalité :

« Je suis parti en effet, de Saumur le 15 décembre 1942 avec le futur Rol-Tanguy et sa femme Cécile. Mais c'est parce que des camarades d'Angers avaient été tortu-

rés. L'un d'eux (qui fut libéré par la suite) donna mon nom et ma fonction (responsable départemental des FTPF de Maine-et-Loire) ».

Sa femme Madeleine devait être arrêtée le 16 décembre, le lendemain (voir sa bio.).

HARRÉ François (compl.)

Il recevait les tracts et journaux clandestins du P.C.F. par caisses de 30 à 50 kg, venant de la Région parisienne.

Arrêté le 8 octobre 1942.

HARRÉ Yvette (NB)
Fille du précédent.

Elle adhéra à la J.C. en 1936-37 au cercle de Quimper. Peu après, elle devint la responsable du cercle U.J.F.F. de la ville. Dès l'interdiction du PCF, à l'exemple de son père, elle participe à la restructuration clandestine.

Dès le début de l'occupation allemande, elle assure des liaisons pour les échelons de direction du PCF et de la JC dans la clandestinité.

HASCOËT René (NB)
Né le 21-5-1919 à Brest.

Electricien. Un avis de recherches de la police le signale comme évadé dans la nuit du 29 au 30 avril 1944, de la prison de Vitré en compagnie de 38 autres détenus dont de nombreux résistants connus pour leur appartenance au PCF et aux FTP.

HELLARD Jean (compl.)
Décédé à Brest en 1977.

Après la Libération, continua sa vie militante à Brest et occupa diverses responsabilités au PCF et à la CGT.

HÉLOU François (rect.)

Il fut conseiller municipal à Landerneau et non à Brest.

HÉLOUET François (NB)
Né probablement à Landerneau en 1899 ou 98.

Il était dans la Marine Nationale quand en 1918 ou 1919, il adhéra au Parti Socialiste. D'emblée, il se rangea du côté des partisans d'un renouveau révolutionnaire du P.S. et en 1920, se prononça en conséquence pour l'adhésion du P.S. à l'Internationale Communiste lors du vote, unanime, de la section socialiste de Landerneau.

Il cessera bientôt de militer car il continuera sa carrière dans la Marine où il deviendra premier-maître.

HERLÉDAN André (NB)
Né le 15-11-1897. Décédé le 2-8-1975.

Plâtrier. Militant communiste. Conseiller municipal de Beuzec-Conq de 1935 à octobre 1939, quand il fut déchu par le gouvernement après l'interdiction du P.C.F.

Résistant sous l'occupation allemande. Après la Libération continue ses activités militantes.

HERLÉDAN André (NB)
Né le 10-10-1920, il décède le 29-6-1969.

Membre des J.C., il fut arrêté deux fois sous l'occupation allemande. A la seconde, il est envoyé en détention au camp de concentration de Voves d'où il sera libéré peu après. Fils du précédent.

HERNIGOU Louis (NB)
Né à Elliant vers 1920, décédé dans les années 50 ou 60 à Villejuif où il était artisan.

Militant de la J.C. Sous l'occupation allemande, il prend part à de nombreuses actions contre l'ennemi et notamment à la prise du fort de Bicêtre en 1944.

HERNOT, de Carhaix (compl.)
Son prénom était Louis.

Menuisier-charpentier. Décédé. Secrétaire de la cellule de Carhaix avant la guerre.

HERVÉ Raymond (compl.)
Arrêté le 9-9-1942.

HUCHON Charles (NB)
Né le 15-11-1910 à Briec.

Demeurait à Beuzec-Conq. Résistant communiste à Concarneau. Arrêté le 6 novembre 1942. Détenu aux camps de Voves puis de Pithiviers jusqu'au 10 août 1944, à la Libération.

HUON Joseph (NB)
Né le 30-10-1918 à Beuzec-Conq.

Militant de Concarneau. Manœuvre. Arrêté pour propagande résistante communiste le 28 septembre 1942.

HUON Pierre (NB)
Né le 15-10-1923 à Beuzec-Conq.

Marin-pêcheur. Membre de la JC et du PCF clandestins. Il participe à de nombreuses actions contre l'occupant et les vichystes dans la région concarnoise avec Le Bris et l'O.S. du P.C.F. La police lui reprocha notamment un vol de 30 kg d'explosifs en avril 1942.

Un rapport de police dit : arrêté le 28 septembre 1942, un autre le 3 octobre 1942.

JACOB ou **JACOP** : bien JACOB

JACOB (les sœurs Jacob) (rect.)
De Guimaëc et non de Guiclan.

JAFFRENNOU Pierre (NB)
Né le 18 mars 1915 à Plouyé. Décédé en février 1970.

Il émigre dans la région parisienne et travaille chez Gnôme et Rhône, fabrique de moteurs, où il adhère au PCF, il a aussi des responsabilités syndicales.

Il entre dans la Résistance dans la région d'Huelgoat-Carhaix en 1942. Un grave accident le tient un moment éloigné des combats, sitôt guéri, il reprend la lutte dans les rangs du bat. « Bir-Hakeim », des FTP et participe aux combats pour la libération d'Huelgoat et de sa région.

Mort d'un cancer à la gorge. Après la guerre, il avait été ouvrier du bâtiment puis bouilleur de cru.

JAN Robert (compl.)

Conseiller général du Finistère de 1945 à 1949, réélu en 1973.

Elu maire de Concarneau en 1977 (et non 1978), le reste jusqu'en 1980, quand il cède cette fonction à Jo. Argouarc'h. Il était aussi responsable CGT des marins-retraités de Concarneau.

JÉZÉQUELLOU Marie-Thérèse, née Keraven (NB)
Née en 1900 à Fouesnant, épouse de Noël-Yves Jézéquellou.

Elle aidera beaucoup la Résistance : activité de propagande, d'hébergement de FTP et de ravitaillement, aux côtés de son mari.

JÉZÉQUELLOU Noël-Paul (NB)
Né le 3-3-1923 à Fouesnant.

Il adhère à la JC clandestine sous l'occupation allemande à Fouesnant et participe à ses activités de propagande résistante communiste dès janvier 1941. Plus tard, il deviendra un chef de groupe O.S.-FTP.

Jusqu'à la fin de 1942, il sera sous les ordres de René Tressard avant qu'il ne soit arrêté (nov. 1942). Il continuera la lutte avec Mathias Le Louet. Après l'arrestation de Le Louet en mars 1943, il est mis en contact avec Louis Stéphan (« André ») il recrute alors et forme de jeunes FTP. Il devient chef de section FTP.

Il participera à la Libération de Concarneau et de la presqu'île de Crozon. Au lendemain de la Libération, il est secrétaire de la JC du canton de Fouesnant (80 adhérents). Par la suite militant syndicaliste, trésorier cantonal du syndicat des marins-pêcheurs. Militant communiste et trésorier du CDH à La Forêt-Fouesnant.

JÉZÉQUELLOU Noël-Yves (NB)
Né le 19-11-1897.

Marin-pêcheur. Il avait adhéré au PCF dans le début des années 20. Il sera élu conseiller municipal (com.) de Fouesnant en 1935 et déclaré « déchu » par le gouvernement munichois de Daladier.

Mobilisé en 1939, démobilisé en 1940. Militant du PCF clandestin. Activité de propagandiste résistant communiste. Il aide les FTP de son secteur dans leurs activités avec l'appui de sa femme Marie-Thérèse. Il y avait chez eux une machine à écrire « planquée » sur laquelle un résistant venait taper les stencils pour les tirages sur la ronéo (petite machine à imprimer de bureau).

JIQUEL Alexandre (compl.)

Alors qu'il était à Nantes, il avait noué des liens d'amitié dans les milieux anarcho-syndicalistes, à la CGTU, lors de la construction du pont de Pirmil. C'est à Villejuif en 1925, qu'il adhéra au P.C.F. Il fut déporté en fin janvier 1943.

JOBINEAU Micheline (NB)

Habitait le XVIII[e] arrt de Paris. Militante communiste, une des responsables « Femmes » du P.C.F. Elle s'occupait aussi des envois de propagande en province avec Duchassin, en 1942, et vers la Bretagne avec Mauduit.

JOIN (NB)

Du syndicat CGTU de Douarnenez, un des signataires de l'accord qui mit fin à la grève des sardinières de cette ville en 1924.

JUGAULT Bernard, dit « Liset » (NB)

Interrégional syndical de Bretagne en 1943. Arrêté au Mans et fusillé. C'est lui qui, informé à Rennes par un ami du F.N., fit prévenir Gabriel Paul de l'existence d'un mandat d'arrêt lancé contre lui et qui ensuite vint le repêcher dans le Morbihan (avril 1944).

KERAUTRET Jean (compl.)

Après son exécution à Morlaix, les Allemands l'enterrent ainsi que son camarade Guivarc'h clandestinement et de nuit dans le cimetière de cette ville. Les Allemands partis, le concierge du cimetière, par curiosité alla découvrir les corps de la terre qui les recouvrait et trouva sur les corps des papiers au nom de François Kerautret et Guivarch. (16 octobre 1942). J. Kerautret avait une fausse carte d'identité au nom de François Kerautret, monteur des PTT.

KERAUTRET Pierre (compl.)
Né le 11-5-1899 à St-Pierre-Quibiquon, décédé le 11 janvier 1967 à Romainville.

En 1934, à une élection partielle il est élu conseiller municipal à Romainville. Aux municipales 1935, réélu avec toute sa liste. Elu maire, il restera à ce poste jusqu'en nov. 1966 (exception faite de la période de guerre), il démissionna alors pour raison de santé. Il avait été suspendu de ces fonctions le 4 octobre 1939 et est arrêté le 19 décembre suivant. Détenu successivement dans plusieurs camps. Il s'évade de celui de Sisteron le 26 août 1940 et reprend aussitôt contact avec le PCF clandestin et la Résistance. Sa tête est mise à prix pour un million de francs. Il est condamné par un tribunal vichyste à dix ans de réclusion comme « déserteur » pour s'être évadé. Après la Libération, un procès en réhabilitation le lavera de cette accusation infâme.

Le Comité de Libération de Romainville l'élit maire en septembre 1944. Conseiller général de 1945 à sa mort en 1967.

KERBAOL Yves (NB)
Né en 1905 ou 1906.

Militant du PCF à Landerneau dans les années 20.

KERBAUL René (compl.)
Né le 3-4-1901, à Landerneau, décédé à Brest 2 juillet 1979.

Sorti de l'Ecole Normale, il est nommé à Carhaix, il enseigne ensuite à Braspart, Rosporden et Lambézellec.

Sa vie militante à la CGTU commence à Carhaix dans les années 20 et au PCF peu après.

Sous l'occupation allemande, résistant actif. Il est perquisitionné en 1944, la police trouve chez lui des tracts dont certains dénonçaient l'attitude de l'abbé Perrot, collaborateur pro-nazi notoire, il est emmené à la prison St-Charles à Quimper. Interrogé par un officier allemand, il y restera onze jours. Un des gendarmes avait écrit dans le rapport « communiste notoire », mais son chef avait enlevé cette mention. René Kerbaul enseignait à l'époque à Rosporden et il y avait un brigadier

de gendarmerie qui lui passait des fausses cartes d'identité, la dernière fournie fut pour Ernest Miry.

Après la Libération, vient à Lambézellec, toujours militant au P.C.F. ainsi que son épouse.

KERDRANVAT Pierre (NB)
Né le 29-4-1922 à Pluguffan.

Employé des PTT à Quimper. Résistant de la J.C. clandestine. Arrêté le 8 octobre 1942.

KERHOAS Auguste (compl.)
Né en 1892 à Saint-Ségal (et non Quimper).

Il était secrétaire de la cellule des cheminots de Quimper à la fin des années 30.

KERHOM Henri (rect.)

N'a pas été charpentier en bateau mais marin-pêcheur dès ses onze ans.

KERLANN (rect.)

(Bas de la page 134). M. Kerlann n'a pas sa place dans ce dictionnaire de militants ouvriers. Sa participation aux Bretons Emancipés est trop occasionnelle pour pouvoir être retenue ici. Par ailleurs, les opinions qu'il devait professer pas la suite l'en écartent radicalement.

KERMORGANT Claudine (NB)
Né le 3-7-1923 à l'île d'Yeu.

Elle rejoint la Résistance en janvier 1943. Elle participa à la préparation du matériel de propagande et à la diffusion de tracts. En mai 1944, elle quitte Brest pour Huelgoat où elle assurera des liaisons entre les maquis F.T.P. des Montagnes d'Arrée, jusqu'à la libération de Brest. Elle adhère alors au P.C.F.

KERSAUDY Arsène (NB)

De l'île de Sein. Employé des PTT. Militant communiste, il fut un des collaborateurs de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », organe régional du P.C.F., de 1935 à 1939.

Il fut secrétaire du Comité de Front Populaire d'Audierne. Il aurait été administrateur des colonies.

Sur le tard, il tiendra une boutique de souvenirs à Ouessant où il décéda — pense P. Moalic — sous l'occupation.

KERSULEC Rosine (compl.)

Arrêtée, elle fut déportée à Ravensbruck d'où elle revint en 1945. Décédée en février 1985.

LABOUS Yves (compl.)
Né le 18-10-1910 et décédé à Brest le 17-08-1967.

Ce n'est pas en 1938 que ses désaccords avec des dirigeants locaux et régionaux le font mettre à l'écart du P.C.F., et **non exclure,** mais au printemps 1939. Après la guerre, milite à la FNDIRP.

LACHUER Pierre (NB)
Né le 17-3-1921 à Plounéour-Ménez.

Agriculteur. Il adhère à la J.C. clandestine sous l'occupation allemande en fin 1941, puis au P.C.F. Il avait été contacté par Jean Guyomarc'h ainsi que Francis Fers.

Ils commencèrent par la propagande clandestine : tracts et journaux du PCF, de la JC, du FN, etc.

Dès 1942, il est mis en contact avec Bernard Paumier, un des responsables interrégionaux de Bretagne et responsable national du Parti pour les questions paysannes. Ils se verront souvent et B. Paumier sera heureux de pouvoir utiliser la connaissance du milieu paysan de Lachuer.

C'est ainsi que des groupes de l'Union des Jeunes Paysans Patriotes (UJPP), filiale de la JC, seront créés et leurs actions de soutien aux FTP et de solidarité aux réfractaires au STO seront particulièrement efficaces.

Avec B. Paumier, P. Lachuer organisera des réunions de paysans en plein air. Une fois en plein champ à « Quenequent », en Scrignac, ils purent parler à plus d'une centaine de paysans regroupés là à l'initiative d'Armel Coant. Ainsi était menée, dans ce secteur, la lutte contre les livraisons de produits agricoles aux Allemands.

P. Lachuer deviendra un cadre actif de cette organisation des Jeunes Paysans Patriotes grâce à ses capacités d'unir les

jeunes agriculteurs sur tous les problèmes intéressant de près ou de loin leur avenir et celui de l'agriculture bretonne.

Conjointement, P. Lachuer entra dans la lutte armée au début de 1943, dans les FTP.

Après le débarquement alliés du 6 juin 1944, il réunit assez de combattants pour former une compagnie de FTP sur les seules communes de Plounéour-Ménez, le Cloître-St-Thégonnec, Pleyber-Christ et Lampaul-Guimillau, compagnie qui prendra part à de nombreuses opérations. Lachuer s'occupera aussi du sauvetage d'aviateurs alliés dont les appareils avaient été abattus et il recevra pour cela un certificat de gratitude des autorités britanniques.

Après la guerre, milite dans le syndicalisme agricole, d'abord à la Fédération des Exploitants, puis au MODEF, ainsi que dans la coopérative agricole et au P.C.F.

Elu premier adjoint au maire de Plounéour-Ménez en 1951, quatre fois réélu, maire de cette commune depuis 1983.

LAGADEC Guy (NB)
Né le 23-6-1901 à Loc-Eguiner.

Il adhère au P.C.F. en 1924-25.

Sous l'occupation allemande : activité de propagandiste résistant communiste.

Versé aux FTP en 1942, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant et devient convoyeur de matériels entre les commandements national et finistérien dès novembre 1943.

Après le débarquement, il rejoint la Cie « Leningrad », du bât. « Bir-Hakheim » et combat dans le secteur de Morlaix jusqu'à la Libération. Après, la guerre continue ses activités militantes. Vétéran du Parti.

LAGADIC Louis (compl.)
Né à Pont-L'Abbé le 5 mai 1922.

Arrêté le 16 octobre 1942.

LALOUET Louis (compl.)

Bien avocat au barreau de Brest.

LAMANDA Auguste (NB)
Né le 15-11-1923 à Bolazec, décédé en 1983.

Embarqué sur le « Vauquelin » en fin 1941, il retrouve sa famille en 1942 après le sabordage de la flotte de Toulon. Il est contacté pour la Résistance par des camarades de chantier et participe dès lors à des actions des FTP. Repuis par la suite pour la surveillance des voies ferrées, il est contacté alors par un résistant communiste, Maurice Méhaye, du Bât. FTP « Yves-Giloux ». Il prendra part aux sabotages des voies et matériels de chemin de fer.

Arrêté en janvier 1944, sur dénonciation et déporté à Dachau. Libéré en avril 1945, il rejoint la marine où il termine son temps. Par la suite, mécanicien d'avion et militant syndical, sympathisant du P.C.F.

LAMBERT Henri (compl.)
Né à Château-Borcien (Ardennes) le 1-03-1908, décédé à Reims en juin 1982.

Militaire de carrière en garnison au 48e R.I. à Landerneau, il y épouse Marie Perrot (voir ce nom). Il est fait prisonnier de guerre à Dunkerque, blessé. Il tente plusieurs fois de s'évader, puis réussit à se faire rapatrier « sanitaire ». Il rentre dans le Finistère en 1942 et contacte de suite son ancien colonel du 48e R.I.

Mais bientôt, il préfère suivre les FTP dont les consignes d'action sont immédiates. Il y entre comme instructeur militaire. Son épouse entre aussi aux FTP. Les FTP envoient Lambert faire l'instruction au maquis de Plerguer (I.-et-V.), un traître, que la Résistance exécutera plus tard, dénonce la maquis qui est attaqué et ses combattants tués ou blessés et fait prisonniers. Les survivants seront tous condamnés à mort et dirigés sur le camp de Buchenwald. Lambert fait partie dans ce camp de l'organisation militaire clandestine des déportés. Il rentre en mai 1945 et se venge des collabos en démolissant la vitrine de la pharmacie X... sur le pont de Landerneau.

Il retournera ensuite dans l'armée où il deviendra commandant du camp de prisonniers de guerre de Quimper. Plus tard, l'armée va l'envoyer en Algérie et la guerre d'Indochine commençant, il y est transféré. Il ne peut se refuser à ses obligations militaires. C'est alors que sa femme et lui se séparent. A la retraite, se retira à Reims.

Lambert n'a jamais été au P.C.F.

LANCIEN Jean-Louis (compl.)
Né à Scaër le 5-5-1921.

Fait l'objet d'un avis de recherches de la police daté du 1er décembre 1943.

LARNICOL Fernand (compl. et rect.)
Né le 20-12-1922 à Quimper où il décède en 1973.

Il avait adhéré à la J.C. en 1936 et au P.C. clandestin sous l'occupation allemande.

Il était au « triangle » de direction de la J.C. clandestine de Pont-L'Abbé en 1942. Il s'évade au cours de son arrestation par des gendarmes français. A la suite de cette évasion, sa patronne communique à la police française les noms de ses parents dans les environs, ce qui aboutit à de nombreuses perquisitions.

Il passe en zone sud pour reprendre l'action, mais il est arrêté au cours d'une raffle et déporté en Allemagne pour le S.T.O.

LARNICOL Jean-Désiré (rect. et compl.)

Maire de Treffiagat en 1935, déchu en 1939. Prend part à la récupération aux Glénan des armes venues par mer de Grande-Bretagne en 1942.

LARNICOL Laurent

N'y aurait-il pas confusion et ne s'agirait-il pas en vérité de Larnicol Fernand ?

LARNICOL Louis (rect. et compl.)
Décédé le 4-5-1949.

Fut aussi secrétaire du syndicat des marins avant la guerre, Louis Aubertin en étant secrétaire administratif. Marin-pêcheur.

Son neveu est Pierre Quéméner (et non Quéméneur).

LARNICOL Louis, instituteur.

Il aurait servi en 1941-1942 dans l'O.S., puis au F.N. dans la région de Lanester, où une rue porte son nom. Arrêté le 9 juin 1944.

LARNICOL Vincent (compl.)

Arrêté le 24 septembre 1942 et détenu au camp de concentration de Voves (n'a pas été à celui de Châteaubriant).

C'est un chalutier bigouden qui amena les armes de Grande-Bretagne.

LARZUL Basile (NB)

Sous l'occupation allemande, il sera membre du « triangle » local de direction du F.N. du secteur du Guilvinec. Il sera affecté un peu plus tard à l'état-major F.F.I. du Finistère en qualité de lieutenant.

LASTENNET Hervé (NB)
Né le 7-2-1915 à Brest.

Manœuvre, domicilié au Pont-de-Buis. Militant communiste clandestin participe à la propagande résistante du P.C.F. Aux FTP avec François Merrien, il prend part à de nombreux sabotages.

Arrêté le 24 septembre 1942 et détenu au camp de concentration de Voves.

LASTENNET Jean (NB)
Né à Quimperlé en 1911.

A la mort, en 1925, de son père, gendarme, il vient à Paris. Devenu employé de banque, il adhère à la CGT en 1936 alors qu'il travaillait à la Société Générale. Délégué syndical. Il avait adhéré au PCF et à la JC à la même époque à Choisy-le-Roy, dans la banlieue parisienne. Il est au bureau départemental des J.C. de Paris-Sud, puis à son secrétariat de 1936 à 1939.

Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre jusqu'en décembre 1940, rapatrié sanitaire. Il reprend le contact avec la J.C. clandestine et en devient le responsable pour St-Maur, Villejuif, Ivry, Alfortville, Vitry et Choisy. Il est arrêté le 25 décembre 1941 à Choisy. Condamné à huit ans de travaux forcés en 1942 par la cour spéciale et livré aux Allemands qui le déportent à Buchenwald. Libéré en avril 1945. Un des policiers qui l'avaient arrêté était un Breton, nommé Vigouroux. Après la Libération, conseiller municipal d'Alfortville, il assume diverses responsabilités politiques.

LAUTRÉDOU Henri (compl.)
Sur un document de police, Hervé, est-ce le même ?

Né le 13-2-1919 à Plonéour-Lanvern.

Arrêté le 16 octobre 1942.

LAVENIR Louis (compl.)
Né le 23-2-1903 à Villefranche-sur-Saône.

LAZOU Jeanne (compl.)

Décédée en 1984 dans une maison de retraite près de Digne.

LE BALC'H Hippolyte (NB)

Instituteur. Militant communiste à Saint-Goazec.

Sous l'occupation allemande : activité de propagandiste communiste de la Résistance. Versé aux FTP, il participe à de nombreuses actions contre l'occupant et devient capitaine FTP.

LE BAUT Georges (compl.)

C'est à Pleyber-Christ qu'il fut grièvement blessé lors de cet accrochage contre une unité allemande. Les Allemands le garderont 17 jours sans soins dans une cellule avant que d'accepter son transfert vers l'hôpital de Morlaix. Des religieuses (qui servaient encore dans les hôpitaux) virent de mauvais œil ce « terroriste » !

Il sera déporté à Buchenwald et en reviendra en 1945. Il reprend sa vie militante en dépit d'un état de santé gravement altéré par la déportation et ses blessures.

LE BERRE Jean (NB)
Né vers 1918 à Pont-L'Abbé.

Il entre à la J.C. en début de 1936 à Pont-L'Abbé. Mobilisé en 1939. Démobilisé en 1940, il rejoint aussitôt le PCF clandestin.

Activité de propagandiste résistant communiste : diffusion de journaux et tracts clandestins du PCF, de la JC et plus tard, à sa création en 1941, du F.N.

Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses actions en Pays Bigouden et dans la région quimpéroise ainsi que sur le chantier de Lanvéoc de l'entreprise Auffret où il s'était fait embaucher.

Il est arrêté en 1944 par la police allemande (Gestapo), lors d'une réunion de responsables FTP tenue à Châteaulin. Il fut abominablement torturé et son corps ne fut jamais retrouvé ou reconnu. On supposa que son corps était parmi ceux qui ne purent être identifiés à l'ouverture du charnier du Poulguen.

LE BLÉIS Alain (NB)
Né le 16-11-1922 à Pont-L'Abbé.

Cultivateur à Pont-L'Abbé. Arrêté le 16 octobre 1942.

Le BOURHIS Jean-Yves (NB)
Né le 28-7-1895 à Plouhinec (en 1894 selon un rapport de police).

Ce cheminot demeurant à la gare de Douarnenez, adhéra au P.C.F. dans les années 30. Sous l'occupation allemande, activité de propagande résistante. Il est en liaison avec Harré pour la « filière cheminot » qui assure la circulation des paquets de propagande imprimée. Arrêté le 4 (ou le 24 selon une autre source) septembre 1942 et détenu au camp de concentration de Voves.

LE BOLZER René (compl.)
Né en 1921. Neveu de Jacques.

Combattant de la JC clandestine à Pont-L'Abbé. Il combattit notamment avec les frères Guenneau et sous la direction de Marcel et Léon Cariou.

Il sera aux côtés de D. Trellu, un des fondateurs du premier maquis de Bretagne, à Spézet-St-Goazec, en 1943.

Après la libération, continue sa vie militante au P.C.F. et à la C.G.T. Aujourd'hui secrétaire des retraités CGT de Pont-L'Abbé et du Pays Bigouden.

LE BONIZEC (compl.)
Prénom **Louis.**

Il fut déplacé d'office sous l'occupation allemande et assigné à résidence à « Langallet », en Plonévez-du-Faou. C'est par son intermédiaire que D. Trellu put obtenir des contacts au début de 1943 dans cette région du Sud Finistère.

LE BRENN Etienne (compl.)
Né en 1906, décédé en 1955.

Il était communiste bien avant 1939. Il a fait équipe avec un autre communiste, Albert Primot, sur leur canot, « L'Exploité de la Mer » pour la récupération des conteneurs d'armes venus de Grande-Bretagne par un chalutier bigouden — et non par un sous-marin comme il avait été initialement prévu — et mouillés aux Glénan.

LE BRETON Jean-Marie (NB)
Né le 6-10-1898 à Melgven.

Militant communiste, retraité des métrobus parisiens, domicilié à Trégunc.

Sous l'occupation, activités de propagande. Versé aux FTP, participe à diverses actions dont la « planque » d'armes et d'explosifs. Sur le point d'être arrêté, il prend la fuite le 28 septembre 1942. Il reviendra en 1945 après un détour par l'Angleterre et s'installe à Lorient. Il perdra la vie en même temps que sa femme dans un terrible drame familial, m'a-t-on assuré. (Voir bio de sa femme).

LE BRETON Marie, née SERGENT (NB)
Née le 24-3-1900 à Quistinic (Morbihan).

Militante communiste. Participe avec son mari à diverses actions. C'est chez eux que Le Bris avait planqué divers matériels, machine à écrire, tickets d'alimentation, etc., pour les FTP. Ce matériel était caché dans un souterrain que son mari avait creusé dans leur jardin. Pour cette activité, ils étaient en liaison avec Lijour.

Arrêtée le 28 septembre 1942. Elle sera déportée à Ravensbrück où elle sera versée dans un Kommando. Elle en reviendra cependant en 1945 et s'installe seule à Trégunc. Elle perdra la vie en même temps que son mari dans un terrible drame familial survenu à Lorient.

LE BRIS Eugène (compl.)
Né le 15-6-1913 à Lanriec, fusillé à Nantes le 29 janvier 1943.

Il aurait adhéré au P.C.F. en 1936, à bord du cargo « Winnipeg » de la Cie France-Navigation, créée spécialement par le PCF, alors qu'il transportait de Mourmansk aux ports espagnols des armes soviétiques pour l'armée républicaine. Il avait été un temps membre du « triangle » de direction du PCF à Concarneau avec Lijour et E. Le Caignec. Arrêté le 27 septembre 1942.

LE BRUN Corentin (NB)
Né le 7-5-1920 à Quimper.

Sous l'occupation allemande, combattant des FTP. Il fait l'objet d'un avis de recherches de la police en 1944.

LE BRUN Jean (compl.)

Radio dans la marine marchande. Ce serait en 1935 qu'il aurait adhéré au PCF alors qu'il se trouvait à Boulogne-sur-Mer.

Sous l'occupation, il revient au Guilvinec et y reprend secrètement ses activités résistantes. Il est arrêté le 12 janvier 1943 et déporté au camp de concentration de Buchenwald où il fera partie du groupe de protection des détenus organisé clandestinement par les déportés sous la direction de Marcel Paul. C'est en 1947 qu'il est élu au conseil municipal du Guilvinec, maire en 1965, il le restera jusqu'en mars 1983.

LE CAIGNEC Félicité voir **LE MOING Félicité.**

LE CAIGNEC François (rect.)

N'a jamais travaillé aux Eaux et Forêts.

LE CALVEZ Jules (NB)
Né le 29-8-1920 à Pont-L'Abbé.

Sous l'occupation allemande, il adhère à la J.C. Activité de propagande. Versé aux FTP, participe à diverses actions. Arrêté le 16 octobre 1942.

LE CAM Louis (NB)
Né le 10-3-1914 à Morlaix.

Agriculteur. Il adhérera au P.C.F. en 1936. Mobilisé en 1939 dans la marine sur le « Strasbourg », un croiseur de bataille.

Il assistera au sabordage de la flotte à Toulon en 1942.

Il rejoint alors sa famille à Plougonven et prend part aux activités résistantes du PCF clandestin. Versé aux FTP, il participe à diverses opérations contre l'occupant.

Après la Libération, continue ses activités militantes communistes. Vétéran du PCF.

LE CAM Maurice (rect.)

(Voir CAM Maurice).

LE CANN Jean (compl.)
Né vers 1901 à Landerneau.

Il avait adhéré à la J.C. à la fondation du groupe de Landerneau en 1921, au lendemain du Congrès de Tours. Par la suite appartint à la J.C. de Brest. Il fut alors réformé par le conseil de révision et les autorités de l'arsenal en profitèrent pour le licencier de l'établissement.

LE CLÉACH Eugène (NB)
Né le 4-3-1922 à Plonéour-Lanvern.

Sertisseur. Appartenait au groupe de la JC clandestine de Plonéour-Lanvern, dans la Résistance. Arrêté le 30 octobre 1942.

LE CŒUR Noël (compl.)

Il était membre du PCF.

LE COZ Corentin (NB)
Né le 22-4-1923 à Loctudy.

Il adhère à la JC clandestine à Loctudy sous l'occupation allemande. Activité de propagandiste résistant. Arrêté le 13 novembre 1942.

LE COZ Jean (rect.)

C'est avec 42 camarades qu'il s'est évadé du camp de concentration de Voves.

LE COZE (avec un E final) **Joseph** (compl. et rect.)

Il fut candidat aux législatives en 1932 (première circonscription de Quimper) et non en 1936, ce fut alors Guéguin, le candidat du P.C.F.

LE COZE (avec un E final) **René** (compl.)

Fils de Joseph. Décédé à Concarneau en 1983.

LE COZE (avec un E final) **Théo** (compl.)

Frère de Joseph.

LE DALL René (NB)
Né le 28-6-1910 à Landerneau.

Militant de la CGT et du PCF à Rennes. Employé SNCF. Résistant communiste participe à la propagande résistante. Arrêté, il est détenu à la prison de Vitré. Dans la nuit du 29 au 30 avril 1944, il s'évade en compagnie de plusieurs camarades, dans une évasion collective soigneusement organisée.

LE DŒUFF Corentin (NB)
Né le 12-8-1923 à Kernével.

Manœuvre. Il rejoint le F.N. en fin 1941. Activités de propagandiste de la Résistance. Il passe aux FTP en 1942 et prend part à des actions contre l'occupant dans la région de Rosporden.

Il est arrêté le 4 novembre 1942 par la police spéciale en gare de Rosporden. Incarcéré puis relâché faute de preuves ou d'aveux. Le 15 juin 1944, il entre au maquis « Rohantic », en Elliant. Blessé au combat de Kernabat le 15 juillet 1944. Par la suite prend part aux combats pour la Libération de Rosporden et sur le front de Lorient.

Démobilisé devient militant syndicaliste CGT.

LE DU Michel (N.B.)
Né le 26-7-1909 à Penhars (Quimper).

Menuisier. Il adhère à la CGTU lors d'une grève des ouvriers du bâtiment, à Quimper, en 1925. Il entre au PCF en 1926 en prenant sa carte avec Albert Jaouen chez Antoinette Quiniou.

Boycotté par les patrons quimpérois, il s'en va dans la région parisienne en 1936, mais revient à Quimper l'année suivante. Sous l'occupation allemande, participe à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Après la Libération, continue sa vie militante.

LE FAOU Ernest (rect.)

Bien LE FAOU et non FAOU, comme mis par erreur page 83.

N'a pas participé à la récupération des conteneurs d'armes en mer.

LE FAOU Jean (rect. et compl.)

Bien LE FAOU et non FAOU comme mis par erreur page 83.

Né le 1er mars 1917 à Pont-L'Abbé. Responsable un temps des J.C. de Pont-L'Abbé. Il est arrêté en octobre 1942.

LE FAOU Julien (rect.)

Bien LE FAOU et non FAOU comme mis par erreur page 83.

Il avait participé, embarqué sur le « Saint-Tudy » au transport d'armes récupérées en mer. Frère d'Ernest.

LE FLEM Maurice (compl.)

Tombé lors des combats de Kervélédan contre l'occupant.

LE FOLL Hélène, née Ménez (NB)
Née en juin 1919 à Scrignac, décédée en 1986.

Epouse de Pierre Le Foll, elle va l'aider dans ses activités résistantes communistes et de responsable FTP, notamment dans ses actions de propagande et dans l'hébergement de résistants en mission.

LE FOLL Pierre (compl.)

Il fut arrêté par les Allemands à Saint-Thégonnec où il habitait alors. Les Allemands recherchaient des aviateurs anglais cachés dans la région et pour cela ils la fouillaient, interpellant tous les suspects. Comme rien n'avait pu être retenu contre lui, P. Le Foll fut relâché.

LE FUR Marie (compl.)
Née le 20-12-1895 à Pluvigner. Décédée à Hennebont le 26 juin 1970.

Elle avait fondé la cellule d'Hennebont peu après son adhésion au Parti.

« LE GALL Annick » (compl.)

Aurait été originaire de Callac.

LE GALL Georges (compl. à la 2e notice Georges LE GALL)

Sous-lieutenant FTP, du groupe « Jacq ». Tué au combat à Plouyé le 12 juin 1944.

LE GALL Joseph (NB)
Né le 23-11-1920 à Beuzec-Conq., décédé le 26 juillet 1966.

Couvreur dans cette ville. Résistant des JC concarnoises. Activités de propagande résistante. Versé aux FTP participe à diverses actions avec Tocquet, Lijour et Trichard.

Arrêté le 3 octobre 1942.

LE GALL Yves (compl.)
Né le 27-08-1923 à Concarneau. Décède lors de son retour de déportation, le 30 mai 1945, à Rennes.

Menuisier, demeurait à Beuzec-Conq. Il avait été arrêté le 30 octobre 1942.

LE GARREC Marie-Anne, née MÉLENNEC (NB)
Née aux environs de 1870, elle était la mère de l'épouse de Corentin Cariou, le dirigeant syndical. Cette fille de métayer avant été à l'école laïque et obtenu son certificat d'études — chose rare pour une fillette pauvre en Pays Bigouden à l'époque. Lectrice de « L'Humanité » dès le temps de Jaurès qu'elle admirait beaucoup, elle fit de la propagande pour les idées du socialisme, et du communisme, après la création du Parti. Elle décéda en 1937 et conformément à sa volonté fut enterrée civilement.

LE GARREC Marie-Anne épouse de Corentin CARIOU (NB)
Fille de la précédente. Née le 12-2-1893 à Plonéour-Lanvern.

Elle aide son mari, dans ses tâches militantes. Le couple hébergera des antifascistes allemands dès 1934. Elle s'occupera de la solidarité aux Républicains espagnols. Dès l'interdiction du PCF par le gouvernement Daladier, son mari bientôt emprisonné, elle est en butte aux tracasseries policières, aux perquisitions. Elle s'occupera aussi de la solidarité aux militants détenus dans les camps de concentration et les prisons.

En 1941, elle revient à Pont-L'Abbé avec sa fille. Résistante, elle héberge des camarades en mission, planque du matériel, des armes, ainsi qu'une ronéo « récupérée » à la mairie de Pont-L'Abbé. A la Libération, elle est nommée présidente du Comité local d'épuration.

Elle regagne Paris en 1945 et travaille au siège du Comité Central du P.C.F. Gravement malade elle se retire à Pont-L'Abbé où elle décède en 1958.

C'était une bretonnante très attachée à sa langue natale. Marcel et Léon Cariou étaient ses neveux. Il ne s'agit pas de la même famille Cariou que celle de son mari. Marraine de Fernand Larnicol.

LE GOFF Michel (compl. et rect.)
Né le 8-8-1912 à Ouessant.

Instituteur public à Léchiagat d'octobre 1937 au 30 septembre 39. Précisons qu'il deviendra le responsable du F.N. dans le secteur de Pont-L'Abbé. Il sera lieutenant détaché à l'état-major des FFI du Finistère.

LE GOFF Yves (NB)
Né le 21-7-1923 à Pont-L'Abbé.

Appartenait au groupe JC de Pont-L'Abbé sous l'occupation allemande. Il échappe à l'arrestation en octobre 1942. Il se serait dirigé vers Brest où la police le rechercha vainement.

LE GOUET Marcel (compl.)

Directeur d'école à Landrévarzec en fin de carrière.

LE GRAND René (NB)
Né à Scaër en 1911.

Puisatier. Militant communiste et syndicaliste à Villejuif.

Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco. Il sera blessé lors de sa première attaque au front. A la retraite, se retire en Vendée.

LE GUEN François (NB)
Né en 1921 à Plougonven.

Il entre dans la Résistance au PCF clandestin et à son O.S. au printemps 1941, à l'appel de Jean Guyomarc'h et René Plassart.

Son groupe, composé de Louis Thomas, J.-M. Plassart et de lui-même, fut particulièrement actif dans la propagande par la diffusion des tracts et journaux clandestins du PCF, de la J.C., du F.N., etc.

Il sera versé aux FTP et prendra part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand. Il est arrêté le 5 juin 1944 et libéré le 17 juillet suivant, faute de preuves et d'aveux. Après la guerre, cantonnier à Henvic.

LE GUEN Jean-Marie (compl.)

Décédé le 13 décembre 1980 alors qu'il assistait à un meeting à Brest avec Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F.

LE GUYADER Francis

Notice à supprimer, il s'agit de la même personne que GUYADER François (page 108).

LE HERPEUX (compl.)

Il avait épousé Malou Lazou (et non Glazou), fille d'un couple de militants, les Lazou, d'Ergué-Gabéric.

C'est à Rennes qu'il aurait adhéré au PCF clandestin, en 1940, au début de l'occupation allemande.

A Blumenthal, c'est au percement d'un tunnel qu'il participa. Le bateau à bord duquel il fut transféré aurait été coulé lors d'un bombardement allié.

LE JEUNE Jean-Marie (NB)
Né avant la guerre de 14-18 dans la région de Scrignac. Décédé dans les années 70.

Il donna son adhésion au PCF dans les années 30 à Scrignac.

Sous l'occupation allemande, il eut d'abord une activité de propagandiste résistant communiste. Plus tard versé aux FTP, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

Après la Libération, continuera son activité militante communiste.

Sa mère avait été tuée dans le bombardement allié sur Scrignac le 27-7-1944. Bombardement opéré sur directives d'officiers parachutés de Londres contre l'avis des résistants locaux et notamment celui de Pierre Le Foll. Il y eut 24 civils français tués et pas un seul Allemand !

LE LANN Auguste (compl.)

En 1943, Gabriel Paul alla le voir à l'arsenal pour lui proposer de participer à la reconstitution clandestine de la CGT dans cet établissement. Il fut le seul de tous les syndicalistes contactés qui refusa.

Le terme d' « émeute » qui figure dans sa notice pour évoquer les événements d'août à Brest n'est pas exact. Ce sont les responsables du « maintien de l'ordre » qui portent la responsabilité des heurts violents qui opposèrent les ouvriers manifestants et les forces répressives. Grâce à la sagesse d'Auguste Havez (voir ce nom) qui demanda, et obtint, du préfet maritime le retrait des forces de police, ces événements ne tournèrent pas à l'émeute.

Plusieurs camarades ont protesté contre l'adjectif « ardent » accolé au mot syndicaliste dans sa notice biographique et je pense maintenant, faits cités à l'appui, qu'ils ont raison.

LA LANN Francis (compl.)
Né vers 1905-10 (à Scrignac ?).

Forgeron à « Quénéquen » en Scrignac.

Il fut, dans les années 30, un des premiers militants communistes de cette commune. Sous l'occupation allemande, résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts patriotiques du PCF, du FN, des FTP.

LE LAY Alain (compl.)

Elève-maître à l'E.N. de Quimper, il fut très actif lors de la grève contre la préparation militaire supérieure. Il fut le seul à ne pas être repris à l'E.N. après la grève.

Arrêté en juin 1942 ou le 15 novembre 1942 ?

LELIÈVRE Germaine (NB)

« Danielle ». Militante communiste. Assumera la responsabilité d'interrégionale « Femmes » en début 1942 pour la Bretagne. Elle fut remplacée par Denise Ginollin « Odette » en 1943.

LE LOC'H René Mathieu dit « Mathias » (NB)
Né le 28-1-1901, décédé le 16-1-1969.

Cultivateur à Beuzec-Conq. Militant communiste. Conseiller municipal de Beuzec-Conq, élu en 1935. En 1939, il est déclaré « déchu » par le gouvernement Daladier après l'interdiction du PCF.

Sous l'occupation allemande il s'occupera de propagande résistante communiste. Sa ferme sera un lieu de refuge pour résistants en mission ou traqués, qu'il planquait en liaison avec les frères Tollec.

Après la Libération, à nouveau conseiller municipal de 1944 à 1945 de Beuzec-Conq, puis de 45 à 47, de Concarneau, après la fusion des deux communes.

LE LOUET Mathias (compl. et rect.)

Il adhéra au PCF clandestin par l'intermédiaire d'un étudiant communiste de Rennes, Le Herpeux, venu avec sa femme pour rendre visite aux parents de celle-ci, les Lazou, d'Ergué-Gabéric, communistes et résistants.

La ronéo dont il est question, était installée chez Mme Lazou, directrice d'école publique d'Ergué-Gabéric. Les stencils nécessaires aux tirages étaient tapés par Dérédec, à Quimper.

Quand il s'évada, ce fut en compagnie de Vacheron, un contrôleur des PTT communiste et d'un jeune mineur de Liévin, Duceux.

Lors de son séjour dans ce maquis, il participa à des actions, notamment à celle dirigée contre un train express de marchandises, près de Valmy.

LE LUC Eugène (compl.)

Après l'exécution, en juin 1944, de Robert (« Bob ») Pontet, ce fut Eugène Le Luc qui prit le commandement du groupe « Justice » en juillet, quelques jours plus tard. Le Luc sera arrêté en même temps que son adjoint qui sera exécuté à Sizun. Eugène Le Luc parviendra à s'échapper. Il regroupa sa formation dispersée momentanément et lis continuèrent le harcèlement de l'occupant jusqu'à la Libération.

Après la guerre, E. Le Luc reprit ses activités militantes au PCF.

A noter que le groupe « Justice » avait camouflé deux familles juives, les Hathem et Rothschild, à Commana et à St-Sauveur. Après la guerre, les survivants du groupe « Justice » allèrent demander à l'ambassade d'Israël un certificat attestant cette aide. Ils s'y virent repoussés !

(Voir bio de W. Caron) et son complément).

LE LUC Maurice (compl.)

C'est à Angers qu'il fut fusillé sur la dénonciation de miliciens de la compagnie « Abbé-Perrot », des autonomistes bretons servant l'occupant allemand dans sa répression et en liaison avec la S.S.

LE MARC Maria (NB)

Employée communale (à Brest ?). Déléguée à la conférence nationale féminine tenue lors du Congrès national CGTU, de Bordeaux en 1927.

LE MEUR Christophe (NB)
Né à Tourc'h en 1911.

Terrassier-puisatier. Militant communiste et syndicaliste CGTU puis CGT réunifiée à Villejuif. Volontaire des Brigades Internationales qui combattent en Espagne le putsch de Franco, il est grièvement blessé sur le front de Terruel. Evacué, il est dirigé sur l'hôpital de Bicêtre où il est mal soigné par un médecin qui ne cachait pas ses sympathies fascistes. Le Meur restera avec une jambe droite estropiée à vie.

Sous l'occupation allemande, il participe à l'action résistante du PCF et des FTP. Arrêté, livré aux Allemands, il fera partie du convoi dit des « 45 000 » déportés à Auschwitz le 6 juillet 1942. Il sera assassiné dans ce camp à coups de pioche par un kapo en fin 1942.

LE MIGNON Yves **Louis** (rect.)

Il n'était pas employé au service dépôt de la SNCF mais à celui de l'exploitation. Sa santé déjà très ébranlée, de même que son éloignement de Brest n'ont pu lui permettre de participer à la création de l'O.S. des cheminots brestois.

LE MOAL (les frères) (2 N.B.)
De Pont-L'Abbé-Lambour.

Ils adhèrent à la J.C. à Pont-L'Abbé en 1938. Sous l'occupation allemande, ils ont des activités de résistants jeunes communistes. Versés aux FTP, ils participent à de nombreuses opérations contre l'occupant, notamment dans le bataillon FTP commandé par D. Trellu.

Selon Lotroïcq, un des frères, sinon les deux aurait été tué lors du siège de la poche de Lorient, l'autre dans le Finistère.

LE MOAL Christophe (rect.
Né à Scaër.

Actif syndicaliste, il n'a pas cependant été destitué arbitrairement de ses fonctions syndicales par les réformistes en fin 1939 car il n'exerçait aucune responsabilité élue dans le syndicat.

LE MOING Félicité (NB)
Epouse d'Eugène Le Caignec. Elle naquit le 9-11-1899 à Ploëmeur (M.)

Ouvrière d'usine, elle fut déléguée CGT dans les conserveries.

Sous l'occupation allemande, entre dans la Résistance. En liaison avec René Lijour, alors déjà clandestin et sur sa demande, elle établit le contact, fin août 1943, avec Duot Alphonse fils, afin de renouer la liaison avec les FTP de Scaër, liaison qui avait été interrompue par les arrestations massives de septembre et octobre 1942.

LÉOST Louis (NB)
Né le 3-3-1906 à Ergué-Armel.

Militant communiste de la section de Quimper dès la fin des années 20. Sous l'occupation, propagandiste résistant communiste. Arrêté en juillet 1941 et interné au camp de concentration de Châteaubriant.

LÉOST Victor (NB)
Né le 20-12-1907 à Ergué-Armel.

Militant de la section communiste de Quimper dès la fin des années 20. Activités de propagandiste résistant sous l'occupation allemande. Arrêté en juillet 1941 et détenu au camp de Châteaubriant.

LE PRIOL Albert Victor (NB)
Né le 9-5-1918 à Lorient.

Militant communiste à Lorient-Lanester. Mobilisé en 1939, il a une brillante conduite au front en 1940. Maintenu sous les drapeaux, il ne sera démobilisé que le 18 juin 1941. Il revient à Lorient, reprend son travail à l'arsenal et s'engage dans la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Il participe à de nombreuses actions au sein de son O.S.

Dès les premières lois sur le Service du Travail Obligatoire (STO), sa profession d'armurier, monteur d'artillerie, le désigne

pour l'Allemagne. Il s'y soustrait et il est arrêté à l'arsenal le 9 décembre 1942. Les Allemands le relâchent.

Il continue à aider ses camarades à refuser le STO. Grièvement blessé à la face au cours d'un bombardement le 15 janvier 1943, il quitte Lorient pour se cacher dans le pays de sa femme à « Douélan », en Clohars-Carnoët. Grâce à Julien Audren, préparateur en pharmacie, ses blessures se cicatrisent. Il est présenté à Michel Bonnaire, responsable FTP-FN de Clohars-Carnoët et ils forment le détachement FTP qui recevra après la Libération le nom de « Compagnie Etienne-Millour ».

Après la guerre, continue ses activités militantes à Lorient.

LE REST Jean-Pierre (compl.)

Le groupe O.S. dit de « Kerguillo » avait été précédé par un groupe de cheminots dans les actions O.S.

LE RHUN Henri (NB)
Né le 11-1-1914 à Plogastel-St-Germain, mort en 1975.

Forgeron à Quimper. Militant communiste dès les années 30, syndicaliste CGT.

Résistant dès 1940 dans les rangs du PCF clandestin. Versé au maquis de « Kernabat », près de Scaër, il y est blessé.

LE RHUN Jean-Pierre (NB)
Né en novembre 1909 à Plogastel-St-Germain, mort après la guerre.

Charron. Sympathisant du P.C. Entre dans la Résistance en fin 1940 ou début 1941. Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses actions contre les Allemands et notamment en 1944 à la libération des prisonniers résistants et patriotes, enfermés à la prison St-Charles, à Quimper.

LE ROUX Adolphe (rect.)

Arrêté le 1er octobre 1942 et non en 1941.

LE ROY André (rect. et compl.)

Page 185 : André Le Roy n'a pas été libéré, il s'est évadé.

Il fera partie de la délégation spéciale chargée d'administrer Brest à la Libération. Mais lors de l'établissement de la liste d'Union de la Résistance pour l'élection municipale qui suivit la Libération, il est évincé, alors qu'il pensait être en tête de liste, la direction départementale du Parti lui ayant préféré Albert Jaouen, ce qui provoqua de fortes dissensions dans la section brestoise du P.C.F.

ATTENTION DEUX LE ROY François

LE ROY François (N.B.)
Né en 1896. Décédé en 1956 à Romainville.

Militant du P.C.F. dès les années 30 à Romainville, dont le maire est Pierre Kerautret. Il devient secrétaire général de la mairie.

Sous l'occupation allemande, il devient responsable local du F.N. Il aide les camarades en leur procurant des faux papiers. Activités de propagande. Secrétaire du Comité Local de Libération en août 1944.

LE ROY François (NB)
Né le 14-8-1922 à Paris (13e).

Domicilié à Kerfeunteun. Auxiliaire des PTT à Quimper. Après l'arrestation de A. Quiniou le 7 juillet 1942, c'est lui qui prend la responsabilité de la J.C. clandestine de Quimper, le groupe « Colette ». Il participera à de nombreuses actions contre l'occupant et ses complices. Il prend part entre autre à un attentat contre le délégué départemental de la propagande de Pétain, M. M... Il sera arrêté le 8 (ou le 16) octobre 1942.

LE ROY (NB)

Jeune résistant de la JC clandestine. Propagandiste de la Résistance, il diffuse les journaux et les tracts clandestins du PCF, de la J.C., du FN, etc.

Il combat dans les FTP. Il sera tué lors d'un accrochage contre une unité allemande ainsi que son camarade Skaër.

Leurs noms seront donnés à une compagnie FTP.

LE RUZ Marcel (rect.)

En fait RUZ sans LE (voir complément RUZ Joseph).

L'HELGOUAC'H Louis (compl.)
De la page 171, mal placé dans l'ordre alphabétique.
Né le 18-4-1913 à Quimper, meurt à Brest dans la fin des années 60.

L'HELLGOUAC'H André (NB)
Né vers 1922-23 à Scaër.

Il apprend le métier de boucher chez Poulichet. Il entrera dans la Résistance, en 1941 au PCF clandestin. Versé dans les rangs des FTP en 1942, il y est chargé du ravitaillement. Il est arrêté au cours du printemps 1943 par des soldats allemands. Déporté en Allemagne où il décédera dans un camp de concentration.

L'HELLGOUAC'H René (NB)
Né vers 1921-22 à Scaër.

Cheminot sympathisant communiste, il entre de bonne heure dans la Résistance en diffusant les journaux et tracts clandestins du PCF et du FN.

Il est arrêté dans le Sud de la France alors qu'il cherchait à rejoindre les Forces Françaises Libres. Déporté en Allemagne, il en revient en 1945. En 1947, entre à la SNCF. Il sera tué dans un accident de travail le 26 octobre 1947 à Rosporden.

LE SIGNOR Roger, voir **SIGNOR Roger**

LIJOUR René (compl.)

Il avait été versé à l'O.S. du P.C. en 1941.

LOUARN Théophile (compl.)
Né le 1-2-1921 à Concarneau.

Manœuvre, arrêté le 3 octobre 1942. (Voir Louarn Victor).

LOUARN Victor (NB)
Né le 3-3-1919, décédé en 1979.

Militant de la J.C. Arrêté à Quimper au printemps 1941 pour une distribution de tracts et journaux clandestins du PCF et de la JC. Frère aîné de Théophile (voir bio) lequel avait tenu à le remplacer après son arrestation.

LOUBOUTIN Jean (rect.)
Né à Plonévez-Porzay et non Plounévez-du-Faou.

LOUBOUTIN Pierre (compl.)

Marin-pêcheur. Arrêté le 10 octobre 1942. Décédé. Selon un rapport de police, né le 13 janvier 1922 à Pouldavid.

LOUET Georges (compl.)

Cheminot. C'est en fin 1941 qu'il rejoignit le F.N. Il quitte sa région de Rosporden en 1942 pour échapper à l'arrestation. Il entre alors aux FTP et prendra part à diverses actions, dont le déraillement d'un train de marchandises à Bannalec en 1943.

En début de 1944, il revient sur Rosporden et y reprend les actions avec les FTP dans le bât. « Louis d'Or » de Scaër. Il prendra part aux combats qui amèneront la libération de Scaër, Bannalec, Quimperlé. Il combattra ensuite sur le front de Crozon et celui de Lorient. La guerre terminée, il milite à la C.G.T.

LUCAS Corentin (rect.)
Né à Plobannalec-Lesconil.

LUCAS Yvon (compl. et rect.)
Né à Loctudy le 31 août 1898, décédé en 1958.

Il avait adhéré au PCF avant 1935. Il ne fut pas instituteur à Loctudy. Il enseigna dans la région du Cap, puis à Penmarc'h avant 1928. Il a été secrétaire de section du PCF et membre du Comité Fédéral.

Arrêté sous l'occupation allemande, il est détenu dans les camps de concentration de Pithiviers et de Voves et libéré en août 1944. Premier adjoint-maire de Penmarc'h après la guerre. Il prêta ses guêtres à E. Kerbaul pour s'évader en faux gendarme.

MADEC Francis (NB)
Né vers 1902 (à Landerneau ?).

Il adhère à la J.C. en 1921 au lendemain du Congrès de Tours. Instituteur à Landerneau.

MANAC'H Edouard (NB)
Né le 8-11-1908 à Plouigneau.

Militant communiste et syndicaliste de la région parisienne. Demeurait à Bois-Colombes, mais sous l'occupation allemande avait une « planque », 249, rue du Fg-St-Martin à Paris. Responsable politi-

que du P.C. clandestin pour son secteur Paris-Sud-Est, du réseau PLM de la SNCF dans les limites territoriales de l'interrégion parisienne du P.C.F. Arrêté en décembre 1941.

MARC Jean (compl.)
Mort au camp de déportation.

MARINI Jean (compl.)

Il s'évade de la prison de Vitré dans la nuit du 29 au 30 avril 1944 en compagnie de trente-huit autres détenus résistants et communistes.

MASSÉ Louis (NB)
Né le 25-11-1902 à Quimper.

Il était le huitième enfant d'une famille qui en compta neuf. Son père lui apprit son métier de maréchal ferrant.

En 1924, après son service militaire, il s'en va à Paris et il trouve du travail comme serrurier chez Jaumain, une usine du 15e arrondissement de Paris. Il y travaillera dix années. Il y aura l'occasion d'assister à des réunions du PC où parlaient M. Thorez et A. Marty.

Mais dès sa première année, 1924, dans cette maison un camarade de travail lui avait fait lire « L'Humanité », en fin d'année il adhéra au Parti et avec trois camarades de son atelier forme une cellule dite « Jaumain » du nom de l'entreprise. Les quatre camarades se réunissaient chez un marchand de vin de la rue Vercingétorix, avec précaution en raison de la vive répression policière, deux fois par semaine.

Mais des raisons familiales impérieuses l'empêchent de continuer au Parti, en 1925, tout en concervant ses convictions.

En 1934, la maison Jaumain qui avait déjà diminué de quatre sous (vingt centimes) le tarif horaire des ouvriers, sous prétexte de la crise, voulut leur imposer une baisse nouvelle de huit sous sur leur salaire horaire.

Avec quelques camarades, L. Massé organisa une réunion des ouvriers où fut invité J.-P. Timbaud, le dirigeant CGTU des métallos parisiens.

Les 350 ou 400 ouvriers de l'entreprise votèrent la grève unanimement et tous adhérèrent au syndicat CGTU dont L. Massé devint le trésorier. Ce syndicat ne devait pas tenir. Le patron reprit le dessus et licencia tous les membres de la direction de la section syndicale.

Massé participa aux manifestations antifascistes à Paris en février 1934. Mais il décida de regagner Quimper et en mai 1934 on le trouve ajusteur dans une entreprise de cette ville. En 1936, il reprend sa carte à la CGT réunifiée. Il participe aux discussions avec les patrons car il n'y eut pas de grève des métallos à Quimper, cela n'ayant pas été nécessaire pour imposer la discussion. Le secrétaire de ce syndicat de métallos était Eric Texier. Il est élu responsable CGT et délégué de son atelier. Le patron le licencie au lendemain de la grève générale du 30 novembre 1938. Il est embauché chez un ami, artisan serrurier.

Au sein de la CGT, il avait été créée une société sportive « Les Loisirs Ouvriers Quimpérois ».

Un jour de 1936, Eric Texier lui demanda d'adhérer au Parti, il accepta.

En 1939, affecté spécial à Quimper dans une usine de robinetterie.

L. Massé fut perquisitionné par les gendarmes commandés par un officier, sitôt l'arrivée des Allemands à Quimper, comme le furent D'Hervé, N. Cosquéric, les frères Léost. Massé était très repéré.

Il adhéra au FN en janvier 1943... après avoir été perquisitionné. Arrêté, incarcéré deux jours à la prison de Mesgloaguen à Quimper puis relâché faute de preuve ou d'aveux. Il entre aux FTP, participe aux combats de la Libération à Quimper et à Concarneau. Après la guerre continue son activité militante.

MASSÉ Marcel (NB)

Trésorier de la section communiste de Carhaix avant la guerre. Sous l'occupation allemande, activité de propagandiste résistant communiste. Participe aux actions des FTP. Il fut arrêté en même temps que son ami Désiré Guéguen et 48 autres camarades par des gendarmes français encadrés par des Allemands. Ils seront déportés au camp de Dora où Massé trouvera une mort atroce, des gardes allemands lâchèrent sur lui des chiens féroces qui le dévorèrent vivant.

MAUDUIT Julien (NB)
Né à Quimperlé le 10-4-1907.

Il aurait été un enfant trouvé et élevé par l'Assistance Publique.

Mécanicien. Secrétaire de la cellule de Moëlan-sur-Mer en fin des années 30. Il travaillait au garage Citroën à St-Nicolas, en Quimperlé. Sous l'occupation, ce garage réparait les moteurs Citroën que lui envoyaient les Allemands du garage de la marine allemande à Lorient. Du sable fut trouvé dans ces moteurs qui restèrent trop souvent en panne. Mauduit fut accusé, ainsi que les apprentis qui travaillaient à ses côtés, de sabotage. Reconnu alors comme membre du P.C.F. clandestin, il fut arrêté en 1942 à Quimperlé et fusillé à Drancy. Chez lui, il recevait des caisses de 30 kilos remplies de propagande communiste.

MAYET Louis (NB)
Né à Tourc'h en 1908 ou 1909.

Terrassier. Militant communiste et syndicaliste de Villejuif dès la fin des années 20 ou le début des années 30. Conseiller municipal (com.) de Villejuif. Il s'engagera dans les Brigades Internationales qui en Espagne combattaient aux côtés des Républicains le putsch de Franco.

MAZÉ Edouard (rect.)

Son frère Jean nous dit qu'il n'a jamais été membre du P.C.F. Syndicaliste.

MAZÉAS Michel (NB)
Né le 14-2-1928 à Ploaré.

Professeur. Beaucoup de jeunes garçons trouvèrent des moyens sous l'occupation de marquer leur hostilité à l'armée allemande et d'aider la Résistance.

C'est ainsi qu'à la demande de François Le Saoût, dit « Parrain », Michel Mazéas, alors âgé de 13 ans, prend le risque d'aller prévenir le commandant Raoul de la Guerrie de son arrestation imminente. Ce dernier refusa de fuir. Arrêté, il ne reviendra pas des camps de la mort.

Devenu agent de liaison occasionnel, malgré son jeune âge, il réussit un jour à détourner l'attention des Allemands en faisant mine de s'intéresser à leur langue, posant question sur question : un groupe de jeunes résistants se dissimulaient à quelques mètres dans le grenier de la grange de François Le Saoût...

Le 4 août 1944, le 76 de la rue Laënnec devint la plaque tournante de l'attaque contre les Allemands retranchés dans l'école Laënnec. Le hasard de la géographie des lieux fait que cette maison stratégique est celle de Michel Mazéas qui se trouve ainsi très directement lié, avec ses parents, aux combats de la Libération, transportant des munitions, recueillant les blessés.

Le 6 août 1944, les péripéties de la bataille amènent Michel Mazéas à guider un groupe de résistants à travers la campagne, vers le maquis du Juch.

Il adhère ensuite aux Jeunesses Communistes en 1944, puis au P.C.F. en 1949.

Maire de Douarnenez depuis mars 1971.

MELLOU André (NB)
Né le 12-3-1926 à Morlaix.

Employé de commerce à Quimper. Résistant du F.N. Arrêté le 23 octobre 1942.

MELOU Georges (compl.)
Né à Mousteru (C.-du-N.) le 28-12-1915.

Parents cultivateurs. Il fut tué par le policier collaborateur face au N° 60 de la rue St-Marc au lieu-dit « Poul-ar-Bachet ».

MENDRÈS Jacob (compl.)

Peu après la signature de l'armistice de Pétain, en juin 40, Mendrès se trouvait avec d'autres soldats du 2e R.I.C. de Brest regroupés dans une caserne de Montauban. C'est alors qu'un des soldats qui étaient avec lui reçut une lettre dans laquelle il n'y avait (sans aucune explication) que deux exemplaires imprimés de l'appel lancé par M. Thorez et J. Duclos appelant à la lutte pour l'indépendance de la France.

MÉNÈS Henri (compl.)

Ce camarade précise : en janvier 1941, il se rendit à Sotteville-lès-Rouen où il avait un frère qui le fit entrer dans une usine de métallurgie. Il y rencontre un ouvrier, brestois d'origine, qui le connaissait et qui le met en contact avec le PCF clandestin.

C'est alors qu'il rencontra Dufriche et participa à l'organisation de l'O.S. Son action résistante communiste et FTP devait s'étendre dans la région de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et quelques autres villes de la région.

MERRIEN François (compl.)
Né le 16-2-1921 à Paimpol (22).

Il avait adhéré à la J.C. en 1937, à l'École Normale de Quimper. Il ne fut pas mobilisé en 1939 et put ainsi participer au passage à la clandestinité du PCF interdit par le gouvernement Daladier. Il continua ses activités clandestines sous l'occupation allemande : propagande résistante du P.C.F. et de la J.C., du F.N., etc. Il entre à l'OS du Parti, puis, à leur création, aux FTP qui la continuent. Il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

Il était domicilié à St-Pierre-de-Penmarc'h où il était instituteur et il fut désigné par A. Abalain pour faire partie avec Lastennet et lui du « triangle » de direction du P.C. et des F.T.P. dans le secteur du Pont-de-Buis.

Lors de la grande vague d'arrestations de l'automne 1942, il va se mettre « au vert » en Normandie, peu de temps après il revient au pays et il est arrêté le 14 octobre 1942.

MESCAM Yves (compl.)
Né en 1922. Originaire de Sizun.

Il adhéra à la J.C. dans le groupe dirigé par Daniel Trellu à l'Ecole Normale de Quimper en 1937 ou 38.

Coupé un temps de l'organisation clandestine du PCF et des FTP, il poursuivra le combat durant cette période dans le réseau américain « Burck Master ». Dès qu'il le put reprit avec les FTP.

Dénoncé et arrêté par des miliciens autonomistes de la « Einheit Perrot ». Un de ces miliciens sera abattu par la Résistance.

MICHENSKI Pierre (compl.)

Membre du PCF clandestin, il avait été versé au groupe FTP « Justice » et participa à nombre de ses actions.

Fusillé à Brennilis.

MILLOUR Etienne (compl.)

D'après Albert-Victor Le Priol, le pseudonyme curieux qui était le sien avait pour origine le fait qu'il était d'abord connu sous celui de « Louis ». Mais ce camarade avait une habitude, après chaque action, au repos, il s'allongeait et dormait, il fut donc surnommé « Louis d'Or ».

Il fut tué au mois de juillet 1944 et le bataillon FTP formé à Scaër fut nommé dès lors « Bataillon Louis d'Or ». La compagnie FTP de Clohars-Carnoët reçut le nom de « Cie Etienne-Millour ».

MOËNNER Corentin (NB)

Ouvrier boulanger. Secrétaire adjoint du syndicat des ouvriers boulangers-pâtissiers de Quimper et environs à sa fondation en 1929 (Maitron).

MOIGNE Charles (compl.)
Né le 6-1-1894 à Brest.

Arrêté en juillet 1941 et détenu au camp de concentration de Châteaubriant.

MOIGNE Herveline (NB)

Institutrice à Recouvrance. Elle était la sœur de Charles Moigne.

En début de 1941, elle fut licenciée par le gouvernement de Pétain pour « ses attaches avec le Parti Communiste ».

MONOT Paul (rect.)

Il n'était pas du groupe O.S. qui participa à cette action au port de commerce en mars 1941. Ce groupe aurait été composé de Jean Teuroc, Ténénan Monot, Jean Morvan, Pierre Corre. Louis Morvan aida le groupe à se débarrasser des corps.

MONOT Ténénan (compl.)

Ténénan Monot accepta de passer à l'action directe contre les Allemands en novembre 1940 sur directive de Marcel Paul, adjoint d'Auguste Havez, responsable du PCF clandestin pour la Bretagne. Dès lors, il participa à un grand nombre d'actions.

MORIZUR Joseph (NB)
Né le 20-11-1895 à Guipavas, décédé le 8 août 1947 au Relecq-Kerhuon.

Ouvrier charpentier à la Poudrerie du Moulin Blanc, près de Brest.

Il adhère au PCF dans la fin des années 20 ainsi qu'au syndicat, où il sera l'ami et le compagnon de Jean Autret. Il figure d'ailleurs sur une liste de Jean Autret pour les élections municipales au Relecq-Kerhuon où ils habitaient. Il avait participé à la guerre de 14-18.

Sous l'occupation allemande de la 2e guerre mondiale, il fut un résistant communiste, distribuant des tracts et des journaux clandestins. Dénoncé, il sera interrogé en 1943 dans les bureaux de la SIPO (Gestapo) brestoise qui avait installé son siège à « Bonne-Nouvelle » à Kerinou en Lambézellec. Un compagnon de travail allemand, ancien combattant comme lui et vraisemblablement anti-fasciste, fera un faux témoignage devant les policiers allemands, ce qui permettra à Morizur d'être relâché sans être autrement inquiété. Il continua son activité militante après la guerre, notamment au CDH pour la diffusion de « L'Humanité » sur la voie publique. Son fils Roger (1927-1985) sera un militant de la J.C. au Pont-de-Buis où se trouvait repliée l'école des apprentis de l'arsenal de Brest, et plus tard un actif militant syndicaliste CGT à la Pyrotechnie de St-Nicolas.

MORVAN Christophe (NB)
Né en 1905-06 à Scaër.

Ouvrier papetier. Militant de la CGT aux Papeteries Bolloré dès 1936 à Scaër. Sympathisant du P.C.F. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il s'évade en 1942 et rejoint Scaër. Il entre dans les FTP qui lui confient des tâches de « planques » et d'hébergement.

Arrêté par les Allemands en 1943. Déporté dans un camp de concentration en Allemagne où il meurt.

MORVAN Louis (compl.)

P. 221, 2e alinéa, selon R. Chaigneau c'était Teuroc et non Pierre Corre qui dirigeait ce groupe O.S.

MORVAN Yvon (NB)

Résistant, il est membre du « triangle » qui dirige l'activité du F.N. au Guilvinec, avec Pierre Cossec.

NÉDELEC Alexandre (NB)
Né le 28-9-1910.

Artisan peintre au Faou. Il avait été le fondateur et le capitaine de l'Association Sportive du Faou et champion de natation.

Frère de Georges Nédelec. Dans la Résistance, il est agent du réseau « Vengeance », dès septembre 1943. Arrêté le 20 juillet 1944. Emprisonné à Pontaniou (Brest), il disparaît en août 1944. Le stade de l'A.S. du Faou porte son nom.

NÉDELEC Georges (compl.)
Né le 8-5-1914 à Le Faou.

Instituteur à Hanvec en 1937, il adhère la même année au syndicat des instituteurs.

Sous l'occupation, il sera déplacé pour propos anti-vichyste. Il aide trois jeunes gens à passer en zone non occupée. Il exerce à St-Eloi.

Il entre dans la Résistance, au groupe « Vengeance », en novembre 1943.

« Après les arrestations d'avril 1944 au Faou et à Quimerc'h, nous continuons le combat et organisons avec les rescapés la petite formation qui deviendra le maquis du Bot, puis du Nivot et enfin la Cie « Albert-Abalain », nous a-t-il écrit. « Libé-Nord lui confie la charge de la subsistance de clandestins (juin 44) et de structuration du mouvement dans l'Est du canton de Daoulas.

Il est alors recherché par le Kommando policier de Landerneau, il évite l'arrestation le 6 juillet 1944, mais sa femme tombe aux mains de la police et est emprisonnée à Landerneau. Son frère Alexandre est arrêté le 20 juillet 1944.

Il combat jusqu'à la Libération dans la Cie « A.-Abalain » dont il sera nommé commandant.

Il adhère au PCF en 1945.

NÉDELLEC Jean (NB)
Né le 1er-3-1920 au Faou.

Sympathisant du PCF dès le lycée de Brest, il participe au dernier défilé du Front

Populaire à Brest le 14 juillet 1939. Mobilisé en fin 1939, fait prisonnier en mai 40, il est dirigé vers la Dordogne où il fait la connaissance de Daniel Trellu. Ils seront versés dans un camp de jeunesse, dans l'Ain. Nédellec et Daniel ont d'abord l'idée d'aller au Maroc, mais devant trop attendre décident de retourner en Bretagne et ils passent clandestinement la ligne de démarcation entre les deux zones, en 1941.

En 1943, il prend part à une manifestation contre le S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) après avoir participé à son organisation.

Il entre dans une organisation de Résistance, mais comme elle se révèle inactive, il va dans un maquis où le responsable le refuse parce qu'instituteur...

Il participera à la Libération de Carhaix. Nommé à Collorec en octobre 1945, il adhère au P.C.F.

NÉDELLEC Louis (compl.)

Résistant sous l'occupation allemande. Arrêté en 1942 et détenu au camp de concentration de Voves puis à celui de Pithiviers.

NICOLAS Yves (NB)
Né le 5-5-1920 à Kernével.

Galochier à Kernével. Résistant de la J.C. clandestine, activité de propagandiste résistant. Arrêté le 5 novembre 1942.

NOËNNEC Emile (NB)

Il adhère au PCF clandestin en 1941-42. Activité de propagandiste clandestin : diffusion des journaux et tracts clandestins du PCF, de la JC, du FN, etc.

Versé aux FTP, il prendra part à des actions contre l'occupant allemand et notamment dans les rangs du Bat. « Le Roy-Skaër ».

NORMANT Robert (compl. et rect.)
Né à Plouhinec.

Il adhéra à la J.C., peut-être avant la guerre ou du moins au début de l'occupation allemande.

Activité de propagandiste résistant.

Il avait des responsabilités départementales à la JC ou au FN. Il fut arrêté non au printemps 1943 par des Allemands mais par la police française au cours de l'été ou de l'automne 1943 et remis aux Allemands qui le fusilleront au « Poulguen », en 1944. C'est lui qui contactera Emmanuel Brusq.

NORVEZ François (NB)
Né le 9-5-1912 à Quimperlé.

Militant communiste. Sous l'occupation, activité de propagande résistante. Versé à l'O.S. du PCF, participe à des actions contre l'occupant en relation avec Le Bris. Arrêté le 13 novembre 1942.

OLIVIER Louis (NB)

Artisan forgeron, il avait son atelier à Léchiagat. Depuis juin 1940, il fut l'agent de liaison principal entre les groupes de Treffiagat et du Guilvinec, du F.N. et des F.T.P.

OUADEC Pierre (NB)
Né en 1919 à Bannalec.

Instituteur, il adhéra à la JC à l'Ecole Normale de Quimper en 1935.

En 1939, il participa à la restructuration clandestine de la JC interdite par le gouvernement Daladier.

Mobilisé en 1940, il se retrouve sitôt la débâcle et l'armistice de Pétain dans un camp de jeunesse installé par le gouvernement de Vichy. Démobilisé, il rentre dans le Finistère et il est nommé à Pont-Aven. D. Trellu va reprendre le contact avec lui au cours du printemps 1941 et il entre dans l'organisation communiste clandestine, multipliant les contacts avec ses anciens condisciples JC de l'Ecole Normale de Quimper.

Un peu plus tard, il forme un premier groupe du FN clandestin à Bannalec. Il entre aux FTP, où il prent part à de nombreuses actions.

Lors d'une attaque importante contre un train de munitions allemandes, le 11 novembre 1943, il parvint à s'échapper de la contre-attaque de l'ennemi qui encerclait les patriotes FTP. Il se « planque » alors chez la mère de D. Trellu avec qui il peut ainsi, de plus, reprendre le contact.

Il est alors muté dans les Côtes-du-Nord comme responsable du FN. Par la suite, il va en devenir le responsable interrégional de Bretagne.

Comme il est trop repéré, le PC le mute alors dans la Région Parisienne. Il deviendra commandant dans les FTP qui joueront un rôle essentiel dans la libération de Paris sous le commandement de Rol-Tanguy.

Après la Libération, il sera un temps journaliste à « France-d'Abord », organe des FTP paraissant légalement et qui est devenu le journal des anciens résistants.

Il reprendra son métier d'instituteur et terminera sa carrière comme directeur d'école à Vaucresson dans la région parisienne.

Gendre de Catherine Le Bris, dite « La Mère Catherine », dont il épousa la fille Yvonne (voir Yvonne David) et qui avait été son agent de liaison dans la Résistance.

PAUL Gabriel (compl. et rect.)

Le 22 ou le 23-10-42, il est un des organisateurs, avec Jo. Laot, Joseph Coum et croit-il se souvenir, Jacques Bourdon, de la manifestation qui rassembla des milliers de Brestois contre la déportation à Hambourg de 550 ouvriers de l'arsenal.

C'est dans le Morbihan et non dans le Finistère, qu'il fut chargé de préparer la grève insurrectionnelle qui devait être déclanchée le jour du débarquement. « Les ouvriers quittèrent leurs entreprises en si grand nombre, dit G. Paul, que nous ne pûmes les accueillir tous dans les maquis qui n'étaient pas suffisamment organisés et équipés ».

Il avait quitté le Finistère fin avril 1944 pour échapper à un mandat d'arrêt lancé contre lui.

En avril ou mai 1943, G. Paul fut chargé de réunir d'anciens syndicalistes de l'arsenal en vue de la reconstitution dans la clandestinité de la CGT dans cet établissement.

Tous les anciens militants qui lui avaient été signalés se sont réunis dans un local désaffecté, au « Plateau » dans l'arsenal même. Il y avait, outre G. Paul, Jacques Bourdon, François Kervella, Coum, François Rannou, Jo. Laot. Tous acceptent de constituer un syndicat illégal. Un seul militant avait refusé, l'anarchiste Auguste Le Lann. Charles Berthelot éluda la question — lui qui avait été secrétaire général du syndicat avant-guerre — en alléguant qu'il avait « d'autres responsabilités ».

PAUL Marcel (rect.)

Au tout début de l'année 40, il ne fut pas « arrêté » mais mobilisé dans l'armée et conduit sous bonne garde pour y être interrogé par la police militaire à l'Hôtel des Invalides.

PENCALET Joseph (rect.)

Ce nom s'écrit avec un seul L.

PENCALET Joséphine (un seul L) épouse de **Léon LE RAY** (compl.)

Egalement déléguée au congrès national de 1927 de la CGTU.

PENNEC Eugène (NB)
Né en 1901 à Landerneau, y décède en 1983.

Il perdit sa mère très jeune et c'est son père, un contremaître charpentier, qui éleva ses cinq enfants. Mécanicien d'aviation maritime, il naviguera au commerce ensuite.

Il vint à Paris au début des années 20 et entre chez Renault à Billancourt. Il y devient un militant actif du PCF et de la CGTU. Il sera un des responsables, dans son atelier, de la grève de 19 jours en juin 1926, avec un autre Landernéen, François Bouguen. Ils habitaient d'ailleurs le même hôtel du 15e arrt.

PENNEC Jean-Roland (compl.) dit « Capo »
Né en 1921 à Camaret. Il devait décéder d'une grave maladie après la guerre.

C'était un sympathisant communiste. Avec un groupe de jeunes Camarétois, et sous la direction de D. Trellu et de Marcel Cariou, de Pont-L'Abbé, ce groupe fut envoyé dans le secteur de Spézet-Saint-Goazec après avoir transité par Berthélémé. Ils s'y installeront et y créeront le premier maquis de Bretagne avec des Pont-l'Abbistes.

Par la suite ce groupe devra se disloquer après une vaine tentative des Allemands de le détruire totalement.

Le groupe se reformera dans la région de Plévin (C.-d.-N.) et constituera le noyau de base autour duquel se formera le bataillon FTP « Guy-Mocquet ».

Quand il fut arrêté, les policiers pensant le faire avouer, le torturèrent en lui enfonçant des aiguilles dans la région du cœur. L'une d'elles se cassa et les tortionnaires n'insistèrent plus. Longtemps après la guerre la radiographie devait révéler l'existence de ce bout d'aiguille dont l'extraction fut jugée trop délicate pour être tentée.

PENVEN Alphonse « Lalande » (NB)
Né le 3-11-1913 au Huelgoat.

Salarié agricole, puis exploitant. Il adhéra au P.S. dans les années 30 et le quitta lors de la promulgation des décrets du socialiste Sérol prévoyant la peine de mort contre les communistes (printemps 40). Il était avant la guerre responsable national de la Confédération Générale de l'Agriculture, après 1945, militera au MODEF. Prisonnier de guerre, il s'évade le 31 décembre 1940. Il prendra contact avec la Résistance, à « Libé-Nord », à Huelgoat, en mai 1943. Il en devient le chef de groupe et participe à des sabotages dans la région d'Huelgoat à partir des maquis de Lestrezec, du Beuch Coat, en Berrien, de Plouyé. Il est arrêté à son domicile, puis libéré après quatre heures d'interrogatoire. C'est aussi en 1943 qu'il adhère au P.C.F. clandestin.

Après la Libération, membre du Comité fédéral du Finistère du P.C., puis du Bureau fédéral. Militant de la section d'Huelgoat.

Maire d'Huelgoat de 1945 à 1983, conseiller général de 1945 à 1979, député de 1956 à 1958.

PÉRON Albert (N.B.)
Né le 25-11-1914 à Beuzec-Conq. Décédé.

Manœuvre. Résistant du groupe de la J.C. clandestine de Concarneau. Activité de propagande résistante communiste. Arrêté le 28 septembre 1942.

PÉRON Emile (compl.)

Il avait adhéré à la JC sous le Front Populaire.

Il fut commissaire aux effectifs (cadres) des FTP dans le secteur « Centre-Finistère » (Carhaix-Huelgoat).

PÉRON François (rect.)

Ce courageux patriote n'a jamais appartenu à une organisation de la classe ouvrière.

La confusion est due au fait qu'à la même époque, des communistes auraient provoqué une bagarre contre des soldats allemands à Concarneau. Ils ne sont pas encore identifiés et des camarades ont pensé que l'un deux était ce François Péron.

PÉRON Hervé (NB)
Né à Poullaouen vers 1917. Frère d'Emile et de Louis.

Militant de la JC, la guerre interrompit ses études. Installé à Poullaouen, il fait la connaissance de G. Perrigault et de Guillaume Lozac'h. Ce dernier lui conseille de mettre sur pied une unité du F.N..

Avec son frère Emile il va installer le maquis FN de Poullaouen qui commence avec la Cie « Barbusse ». A la Libération, cette unité devenue bataillon prendra le nom de « Le Roy-Skaër », du nom de deux combattants tués entre Carhaix et Poullaouen dans les combats précédant l'arrivée des Américains. H. Péron assume le commandement de ce bataillon qui combattra ensuite pour la libération de la presqu'île de Crozon. H. Péron restera dans l'armée après la Libération mais il y sera mis à l'index en raison de son passé qu'il ne renie pas. Il finit sa carrière militaire avec le grade de capitaine et meurt peu après sa mise à la retraite, à Montpellier, vers 1972.

PÉRON Joseph (NB)
Né le 21-1-1922 à Saint-Hernin.

F.T.P. qui fait l'objet d'un avis de recherches de la police en mai 1944.

PÉRON Yves (compl.)
Décédé vers 1975.

PERRIGAULT Célestin (NB)
Né le 17-11-1921 à La Chapelle-Chaussée (35).

Normalien à Rennes puis à Quimper. Fin janvier 1941 instituteur à Huelgoat et nommé à Loc-Maria-Berrien en septembre de la même année.

Au printemps 1943, il organise à Loc-Maria-Berrien le refus collectif du recensement des jeunes nés en 1920-21-22, en vue du STO. Ces inscriptions devant être déposées au Huelgoat, des jeunes de cette localité et de Plouyé se joignent à eux. Première action collective consciente dans ce secteur, souligne Perrigault.

Perrigault va fréquenter G. Lozarc'h après sa libération — pour raison de santé — du camp de Châteaubriant et qui le fera adhérer au PCF en fin 1943. Dans le même temps, Perrigault est en relations avec les frères Péron, de Poullaouen. Contacté par Yves Cotton, il est affecté au détachement FTP « Docteur Jacq », d'Huelgoat. Il exécute avec sa femme différentes missions ainsi que des distributions de tracts et publications du PCF clandestin, du FN, etc., et collecte de l'argent et des vivres pour le maquis qu'il rejoindra d'ailleurs un peu plus tard, à Berrien, avec un groupe de jeunes de Loc-Maria-Berrien. Par la suite, il prend part aux actions du bataillon « Bir-Hakeim » jusqu'à la libération de Poullaouen et de Huelgoat.

Après la guerre, militant de la J.C., conseiller municipal (com.) de Plouyé en 1947. Journaliste à « Ouest-Matin » de 1948 à 1952. Il retourne alors à l'enseignement en Ille-et-Vilaine, militant au syndicat et au P.C., militantisme qui continue après sa retraite.

PERRIGAULT Mme (NB)

Epouse du précédent. En 1943, elle le seconde dans ses activités résistantes. Elle participe aux distributions de tracts et publications clandestines du PCF, du FN, etc. Elle prend part à diverses missions de la Résistance.

PERROT Marie (compl.)

Elle était issue d'une famille paysanne de Kerlouan. Postière en 1931 quand elle épousa H. Lambert. Elle est entrée dans la Résistance, aux FTP, en même temps que son mari et continua la lutte après qu'il fut arrêté. Au début de 1944, elle donna son adhésion au PCF clandestin.

PICHON Pierre (NB)
Né vers 1920 à La Feuillée.

Agriculteur. Sous l'occupation allemande, il entre dans la Résistance en adhérant au groupe communiste clandestin de Trédudon-les-Moines, en début 1941.

Activités de propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts de la JC, du PCF et bientôt du FN.

Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. Après la guerre s'en va travailler dans le 12e arrondissement de Paris où se poursuit sa vie militante.

PINSON Yves (compl.)

C'est grâce à lui que les groupes O.S. de cheminots brestois ont pu dérouter les wagons de marchandises à la disposition des militaires allemands occupant Brest et de les envoyer ailleurs, sur Rouen ou Bordeaux. Ces wagons remplis parfois de chevaux ou de porcs étaient pleins du pillage de la région bretonne à destination de l'Allemagne.

PLASSART Jean-Marie (compl.)
Né à Berrien en 1922.

C'est par des Allemands qu'il fut arrêté.

PONTET Robert (compl.)

Militant du PCF clandestin.

Ce furent des agents de la Sicherdienst (police allemande) qui l'abattirent à Rennes. (Voir aussi le complément de la notice de Caron William).

POQUET Alexia (NB)

Ouvrière sardinière de Douarnenez. Syndicaliste CGTU, elle fut un des signataires de l'accord qui mit fin à la grève des sardinières de cette ville en 1924.

POSTEC Louis (NB)
Né à Gourlizon, le 1-8-1910.

Cheminot. Militant communiste et syndicaliste (CGTU, puis CGT réunifiée).

Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Arrêté, livré aux Allemands qui le déportent au camp de Sachsenhausen-Orianenburg. A la retraite, se retire à Quéménéven.

POSTOLLEC (NB)

Militant communiste de Carhaix. Cheminot. Sa femme tenait un café près de la mairie où se tinrent des réunions de dirigeants communistes clandestins sous l'occupation allemande. Y venaient entre autres ; l'interrégional Poirot, J. Guyomarc'h, D. Trellu, David et probablement A. Quéguiner.

Il eut une activité de propagandiste de la Résistance, diffusant les journaux et tracts du PCF, du FN, des FTP.

POULAIN Joseph (rect.)
Né en 1895.

N'aurait pas été juge de paix.

POULICHET Corentine (rect. et compl.)
Née à Scaër et non à Ergué-Gabéric.

Après la Libération s'en va à Bois-Colombes en région parisienne.

POULICHET Francine (rect.)
Née à Bannalec et non à Scaër.

Après la Libération continue son activité militante à Scaër.

PRIGENT Yves (rect.)

C'est en 1938, et non 1937 qu'il est parti au service militaire. Revenu en 1940.

Il n'a pas été licencié de l'arsenal qu'il quitta volontairement en 1947 pour l'enseignement technique.

Le 28 avril 1942, son domicile fut perquisitionné par des policiers français et allemands.

PRIMAS Jean-Louis (compl.)

Il s'était engagé dans les Brigades Internationales qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco.

PRIMEL André (NB)
Né le 24-3-1922 à Loc-Maria-Berrien.

Il avait commencé très jeune à travailler à la mine dans sa région. A 23 ans, il la quitte et devient apprenti chez Renault, à Boulogne-Billancourt. Il y sera chaudronnier.

C'est en 1942, sous l'occupation allemande, qu'il adhère au PCF clandestin. Il a d'abord une activité de propagandiste résistant communiste diffusant les journaux et les tracts du P.C.F. et du F.N.

C'est lui qui organisera la manifestation des jeunes requis pour le STO, des communes de Loc-Maria-Berrien et Scrignac avec Corentin Perrigault. Ces jeunes gens des classes 41-42-43 vont ainsi manifester au bourg de Loc-Maria-Berrien, drapeau tricolore en tête en mai 1942.

Primel sera versé ensuite aux FTP et il participera à de nombreuses opérations contre l'occupant allemand.

La guerre terminée, il retourne chez Renault et y continue son activité militante, communiste et syndicaliste.

En mai 1951, il est licencié en compagnie de 251 camarades de chez Renault à cause de son activité syndicale. Il continuera son métier dans d'autres entreprises, toujours syndicaliste. Il occupera différentes responsabilités : secrétaire de section syndicale, membre de Comité d'entreprise, délégué du personnel, etc. Il sera membre de la direction de l'Union départementale des Métaux de la Seine.

Sur le plan politique, il sera secrétaire de la section communiste de Saint-Cloud. Conseiller municipal (com.) de cette ville de 1953 à 1958.

Il sera un des fondateurs de l'Union Nationale des Parents d'Enfants Handicapés.

A la pré-retraite, il retourne au hameau qui l'a vu naître, à Loc-Maria-Berrien et continue sa vie militante.

PRIMOT Albert (NB)

Il était le matelot d'Etienne Le Brenn et participe avec lui sur son canot « L'exploité de la Mer » à la récupération d'armes venues par mer et cachées aux Glénan. Il était l'oncle d'Armand Primot.

PRIOL Jean (rect.)
Né le 9-9-1925 (et non en 1922).

QUÉGUINER Albert (compl. et rect.)

Il avait remplacé Jean Guyomarc'h, après son arrestation en novembre 1942, à ses responsabilités.

Il deviendra donc responsable politique du Finistère, nommé par l'interrégional Poirot. Y. David et D. Trellu formaient avec lui le « triangle » de direction départemental.

Il restera à ce poste jusqu'à son arrestation en 1944 (et non 43) à l'hôtel de la Tour d'Auvergne à Quimper, alors que s'y tenait une réunion de responsables d'organisations de Résistance en vue de créer le Comité Départemental de Libération. Il représentait le PCF à cette réunion.

QUELLARD Lucien (NB)

Militant de la cellule des cheminots brestois dans les années 30. Il rejoindra la Résistance et luttera avec Riouallec, notamment.

QUÉMÉNER Jean-Marie dit « Reutar » (rect.)

Père de Prosper Quéméner mais pas de Pierre.

QUÉMÉNER Pierre (rect.)

Fils de Jean Quéméner, frère de Jean-Marie.

QUÉNET Marcel (NB)
Né le 29-7-1923 à Beuzec-Conq.

Auxiliaire de la SNCF à Concarneau. Résistant des JC clandestines. Arrêté après une perquisition qui fit trouver des tracts communistes chez lui le 3 octobre 1942.

QUÉNET Raymond (compl.)
Né le 6-10-1922 à Pont-L'Abbé. Décédé.

Cuisinier. Sous l'occupation allemande, il est membre du groupe de jeunes résistants de la JC clandestine de Pont-L'Abbé. Activité de propagande résistante et de sabotages notamment à l'usine Raphalen. Il est arrêté le 17 octobre 1942. La police perquisitionne alors son domicile et y trouve des explosifs que lui avait confiés Marcel Stéphan avec qui il faisait partie d'un groupe FTP. Un autre rapport de police le dit né le 5 au lieu du 6 octobre et orthographie le nom Guénet.

QUERNEAU Joseph (compl.)
Né le 26-3-1924 à Pont-L'Abbé.

Ouvrier d'usine. Arrêté le 30 octobre 1942.

QUILFEN Jacob (NB)
Né en 1914. Décédé en septembre 1985 à Fouesnant.

Militant communiste. Participe à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin et des F.T.P.

QUINIOU André (compl.)

Il décède mourir des tortures endurées à l'hôpital de Lorient.

QUINIOU Corentin (rect.)

Serait en réalité **QUINIOU Rigobert.** Termina sa carrière à Pont-L'Abbé. Frère de Joseph.

QUINIOU Joseph (compl. et rect.)

En mars 1935, élu conseiller municipal (com.) de Treffiagat. « Déchu » en fin 1939 par le gouvernement du munichois Daladier.

Il n'a pas participé au transfert d'armes venues d'Angleterre, non par un sous-marin, comme initialement prévu, mais par un bateau bigouden.

C'est en 1943 qu'il fut arrêté et envoyé en détention au camp de concentration de Voves, puis à ceux de Pithiviers et de l'île de Ré.

QUINIOU Rigobert (rect.)

(Voir Quiniou Corentin).

RANNOU Albert (compl.)

En mai 1942 avec J. Mendrès, il fait sauter deux gros moteurs diesels de la centrale électrique de la base sous-marine allemande à l'arsenal de Brest.

Un attentat plus important avait été prévu : la semaine précédente était arrivé un sous-marin japonais. A cette occasion, il y eut une réunion tripartite d'officiers d'état-majors mixtes, allemands, japonais et italiens à l'école navale.

Les camarades avaient prévu de faire sauter une charge d'explosif au cours de cette réunion. Hélas les explosifs attendus ne parvinrent pas à temps.

RANNOU François (rect.)

N'a pas été adjoint au maire de Quimperlé, mais conseiller municipal.

RANNOU Paul (NB)
Né le 16-10-1902 à Lanriec.

Adhère à la CGTU en 1926 dans la région parisienne où il a émigré à la recherche de travail. Vers 1930, il appartient au conseil syndical des terrassiers CGTU. En 1935, membre du bureau et secrétaire permanent du syndicat CGT réunifiée des ouvriers terrassiers, puisatiers, poseurs de voies jusqu'à la dissolution de ce syndicat en 1939-40 par le gouvernement Daladier. Membre du bureau et secrétaire permanent de l'Union Syndicale CGT du Bâtiment et Travaux Publics jusqu'en 1952-53 dans la région parisienne.

Il avait adhéré au PCF en 1934 à Vitry-sur-Seine, conseiller municipal élu en 1935, déchu en 1939 par le gouvernement Daladier.

Dans la Résistance dès juillet 1941, responsable politique de la branche Travaux Publics des Comités populaires du F.N. dans la région parisienne. Participe aussi aux activités des FTP (région Paris-Sud), puis aux FFI. En août 1944, il est désigné par le comité local de Libération pour remplir les fonctions de maire jusqu'au retour de Lucien Français du camp de Compiègne, puis adjoint au maire jusqu'aux élections de 1945. Milite jusqu'à sa mort en 1966.

RICHARD Yves (compl.)

Son pseudonyme dans le Morbihan était « Rioual ».

RIOU Elisabeth, née LEDUC (NB)
Née le 27 mars 1872 à Brest où elle décède le 10 septembre 1923.

Concierge à la mairie de Recouvrance, elle est une militante du syndicat CGT des Communaux de Brest au début du siècle. Très estimée de la population de son quartier, elle recevait à la mairie les femmes et mères de soldats illettrées et faisait leur courrier.

RIOU Georges (compl.)
Né avant 1920.

Coiffeur. Après la Libération continue sa vie militante. Décédé en 1982.

RIOU Guillaume et **RIOU Jean**

Ces deux biographies ont fait l'objet de confusions. Nous rétablissons ici.

RIOU Guillaume
Né vers 1905 à Saint-Goazec.

Employé à la SNCF à Brest où il adhère au PCF en 1936, c'était déjà un militant syndicaliste. En 1937, il est candidat (com.) aux cantonales à St-Renan.

Sous l'occupation allemande, propagandiste résistant communiste, il diffuse les journaux et tracts du PCF clandestin.

Après la Libération, travaille à l'arsenal de Brest.

RIOU Jean
Né le 16-8-1899 (et non en 1905) à Saint-Goazec.

Forgeron. Il aurait adhéré au PCF dans les années 20. En 1935, il est élu conseiller municipal à St-Goazec mais en 1939 le gouvernement Daladier le « déchoît ». Réélu après la guerre, il sera conseiller municipal à St-Goazec pendant quarante ans et exercera deux mandats de maire.

Sous l'occupation allemande, il est le responsable local du PCF clandestin et il participe dès 1942, à l'action des FTP en s'occupant de leur ravitaillement et de leur propagande. Il était aussi chargé de renseigner le maquis sur les déplacements de l'armée allemande.

RIOU Joseph (NB)
Né le 20-9-1909 à Bannalec.

Menuisier. Il s'en va travailler à Paris et il s'y syndique en 1927-29 au syndicat des terrassiers CGTU.

Après son régiment, il revient à Scaër, travaille à la Papeterie Bolloré et milite à la section syndicale d'entreprise.

Sous l'occupation allemande, il rencontre D. Trellu et il entre aux FTP. Il participe à diverses actions contre l'occupant et à une récupération de parachutage d'armes.

Il combat ensuite sur le front de Lorient. Après la guerre revient à Scaër.

Il avait adhéré au P.C.F. clandestin en fin 1943 ou début 1944. Il continue ses activités militantes politiques et syndicales.

RIOU Louis (NB)
Né le 25 juillet 1897 à Brest, y décède le 5 mars 1955.

Mécanicien. Militant du syndicat de la métallurgie à Brest bien avant la 2e guerre mondiale. C'était un ami personnel de Jacques Damoy. C'est lui qui signera, pour les travailleurs, les conventions collectives dans cette industrie en 1936.

Son patron était alors M. Donnart qui tenait un garage rue Jean-Jaurès et qui mit L. Riou à la porte. Il passa le mot d'ordre aux autres garagistes pour qu'ils n'embauchent pas le militant syndical. Riou alla alors travailler dans la réparation navale, chez Dubigeon.

Riou avait fait la guerre de 14-18. Fait prisonnier, évadé, repris, il avait été envoyé par les Allemands dans les mines de sel.

Il fut aussi juge aux Prud'hommes.

RIOU Pierre (NB)
Né le 2-7-1920 à Saint-Goazec.

Il entre au FN à Saint-Goazec dont le responsable local était Hippolyte Le Balc'h. Versé aux FTP, il participe à différentes actions contre l'occupant et à des missions de liaison et de renseignements.

Après l'attaque allemande de septembre 1943 contre le maquis, Pierre Riou se retrouva avec les groupes qui continueront leur action dans ce secteur, pour constituer plus tard l'ossature du Bat. « Stalingrad ».

Après la Libération, militant syndicaliste CGT.

RIOU-KERANGAL (NB)
Né vers 1910.

Commis des PTT. Militant communiste et syndicaliste. Secrétaire de la section syndicale CGTU, puis CGT réunifiée des employés PTT à Brest de 1934 à 1939. Résistant.

RIVIER Joseph (et non Pierre) (rect.)
dit « Jos » ou « Pierre »
Né le 21-7-1882 à Coray. Ouvrier des lignes PTT. Arrêté et détenu sept mois dans un camp de concentration puis libéré, faute de preuves et d'aveux (1941). Décédé à Briec le 9 juillet 1962.

ROLLAND Albert
ROLLAND Etienne (rect.)

N'étaient pas frères.

ROPARS Joseph (rect.)

Il est dit dans cette notice que Paul Monot a donné son adhésion en même temps que Jh Ropars. Inexact, P. Monot était déjà membre du PCF depuis 1938.

Précisons que la famille se refusa à effectuer des démarches qui eussent été déshonorantes auprès des autorités d'occupation ou de Vichy.

ROUMP Ténénan (rect.)

N'est pas décédé, qu'il trouve mes excuses ici.

ROUSVOAL Marcel (NB)
Né le 13-6-1926 à Berrien.

Tailleur de pierre. Il entre dans la Résistance avec le premier contact qu'il put obtenir, à « Libération-Nord ». Très proche des communistes, il adhérera au PCF en 1944. Il sera 25 années durant conseiller municipal (com.) d'Huelgoat.

RUNAVOT Jean (compl.)

Il vint avec sa famille à Trédudon-les-Moines, en qualité de réfugié et fut reçu chez Julien Guyomarc'h, le père des frères Guyomarc'h.

C'est à Trédudon qu'il entra en contact avec la Résistance.

Il fut arrêté le 3 octobre 1942 alors qu'il tentait de subtiliser son revolver à un Allemand dans un tramway à Brest. Décédé.

RUZ Joseph (et non LE RUZ) (compl.)

Il avait adhéré au P.S. à Landerneau en 1918-19 et participa au débat politique qui amena le vote par la section landernéenne du P.S. — à l'unanimité — de la résolution demandant le rattachement de ce parti à l'Internationale Communiste et le retour à la voie révolutionnaire.

SALAUN Jean (compl.)
Né le 14-1-1925 à Brennilis.

Electricien. C'est en 1942 qu'il est entré aux FTP et qu'il participe à nombre d'actions contre l'occupant. Activités de propagandiste de la Résistance, il diffusait les journaux et les tracts du PCF, du FN, des FTP, de la JC.

SALAUN Maurice (NB)
Né le 29-8-1913 à Pantin de parents brestois. (« Robert », « François Le Goffic »).

Il travaillait au métro de Paris. Militant communiste et syndicaliste dès les années 30.

Sous l'occupation allemande, il a dans le PCF clandestin des activités de propagandiste de la Résistance. Il est affecté à l'O.S. du PCF en août 1941 et prend part dès lors à des actions directes contre l'occupant allemand : attaques de collaborateurs, protection de manifestations anti-allemandes, et notamment de celle des femmes, rue de Bucci à Paris, le 31 mars 1942.

En mars 1942 encore, avec son groupe, il attaque à la grenade l'Hôtel France-Algérie occupé par les Allemands, dont deux furent tués.

En liaison avec le réseau « Comète » il recueillit et fit héberger des aviateurs américains et anglais dont les appareils avaient été abattus (d'avril 1942 à la Libération). Il prend part à l'hébergement de résistants belges grâce à un contact avec le comte Jacques Le Grelle, alias « Oncle Jean ». Ce qui lui vaudra le « Médal of Freedom », la Médaille de Gratitude britannique et la Médaille Commémorative belge.

Il recueillit aussi trois prisonniers de guerre soviétiques évadés lors du bombardement de Noisy-le-Sec en 1944. Il rejoint l'armée à la Libération avec le grade de lieutenant de l'Armée de l'Air.

Après la guerre, revint au pays et s'établit transporteur dans la région de Morlaix, continuant sa vie militante. Vétéran du PCF.

SALEZ Théodore « Théo » (compl.)
Décédé à Brest en février 1986.

SALOU Marie (compl.)

Sera sous l'occupation durant un temps responsable « Femmes » du Finistère.

SANCEAU Louis (NB)
Né le 13-1-1915 à Trégunc.

Arrêté pour propagande résistante communiste le 9 novembre 1942. Il aurait été en liaison avec Le Bris et Daoudal.

SANQUER Louis (NB)
Né le 28-3-1924 à Tours.

Serrurier. Appartenait sous l'occupation allemande au groupe de combat de la J.C. « P.-Colette » à Quimper.

Il est arrêté le 23 octobre 1942.

SCOAZEC Jean-Marie (compl.)

Arrêté en mars 1941, il était soupçonné d'avoir provoqué en début de 1941, une grève (illégale) de cantonniers. Il fut détenu au camp de concentration d'Aincourt.

SCOUARNEC Marc (compl.)

Kernaflen, le maire du Guilvinec contre lequel il se dressa, était radical-socialiste.

Scouarnec fut élu maire du Guilvinec en 1935 et le restera jusqu'à sa « déchéance » prononcée par le gouvernement du munichois Daladier en 1939. En dépit de son âge il fut mobilisé.

Il retrouva sa fonction de maire aux élections de 1945 et il le restera jusqu'en 1965 quand la maladie l'en écarta.

Arrêté en 1942 et détenu dans le camp de concentration de Voves (et non de Châteaubriant).

SÉNÉCHAL Pierre (compl.)

Un avis de police le dit né le 11 octobre 1918. Cet avis de recherches fait partie de son évasion de la prison de Vitré dans la nuit du 29 au 30 avril 1944 en compagnie de 38 autres camarades.

SERRES Jacques (compl.)

Arrêté le 25 septembre 1942 et interné au camp de Voves d'où il sera libéré.

SIGNOR Alain (compl.)

Le rassemblement antifasciste de septembre 1933 à Saint-Goazec était en réponse à une démonstration des « Camelots du Roy » ou des « Dorgéristes » (organisations fascistes).

SIGNOR Pierre (NB)
Né vers 1911 à Pont-L'Abbé.

Instituteur. Il adhéra au PCF sous le Front Populaire.

Sous l'occupation allemande il sera un organisateur de la Résistance à Larvor-Loctudy et responsable d'un groupe FTP.

Activités de propagandiste et de la Résistance : diffusion de journaux et tracts du PCF, de la JC, du FN, etc. Il prend part à des actions contre l'occupant avec son groupe FTP.

Après la guerre, continue ses activités militantes à sa cellule locale de Pont-L'Abbé.

SIGNOR Roger (NB)
Né vers 1917-18 à Pont-L'Abbé. Fils de Charles.

Il habitait à Camaret. Engagé dans la Marine Nationale. Après le sabordage de la flotte à Toulon en 1942, il revint à Camaret. Il entre dans les FTP. Il est sympathisant communiste. Avec des Pont-L'Abbistes ils s'en vont former le premier maquis de Bretagne à Spézet en transitant par Jean-Louis Berthélémé.

Les maquisards FTP furent encerclés par une forte troupe allemande. Ils réussirent malgré tout à passer au travers des mailles du filet tendu autour d'eux et ils s'en iront se regrouper au bois de Combault, du côté de Gourin.

Roger Signor sera arrêté à Gourin lors d'une raffle allemande. Détenu à la prison Saint-Charles à Quimper à la mi-juillet 1944.

Il tenta de s'évader mais la corde dont il se servait cassa et la jambe brisée, il fut repris par la police.

Entassés dans un véhicule, ses camarades et lui furent amenés au « Poulguen » en Penmarc'h où les Allemands les fusillèrent. Tout au long de cet ultime voyage, on les entendit chanter « La Marseillaise » et « L'Internationale ».

SIMON Jean dit « Paul » (NB)
d'Audierne.

Militant de la JC. Dans la Résistance, propagandiste, il diffuse les journaux et tracts du PCF, de la JC, du FN, etc.

Versé aux FTP, prend part à des opérations contre l'occupant.

Il deviendra le responsable FTP du Sud-Finistère en fin 1943 (ou début 1944).

SISSOU Jean-Baptiste (compl.)

Il a exercé ses responsabilités départementales du PCF dans le Finistère de janvier 1942 à son arrestation en mars 1944. Il ne fut pas arrêté en même temps que A. Quéguiner et Armel Coant. Ce fut en effet le 6 mars 1944 qu'allant à un rendez-vous à Carhaix, il arriva dans une gare encerclée par les Allemands. Ce n'était pas lui que l'occupant recherchait mais un groupe de jeunes FTP signalés par un indicateur, le traitre Corre d'Hanvec (lequel condamné à mort sera grâcié par de Gaulle sur proposition d'un responsable socialiste).

Sissou fut emprisonné à Brest, puis à Rennes. Torturé affreusement il garda le silence. Condamné à mort, il sera déporté en Allemagne en 1944, dans une annexe du camp de Neuengamme.

STÉPHAN Albert (compl.)

En réalité les colis n'arrivaient pas à la gare avec des identités de fantaisie : ils y étaient déposés par des camarades, sans adresse. Les miliciens « Perrot » et les Allemands, au cours de leurs perquisitions, volèrent toutes sortes de colis et accusèrent Stéphan d'avoir commis ces larcins.

STÉPHAN André
(voir **STÉPHAN Louis**).

STÉPHAN Joseph (compl.)
Frère de Louis (« André »).

Il fut avec Albert Jaouen, D'Hervé, N. Cosquéric, les frères Léost, dans les années

20, un des militants qui implantèrent la CGTU à Quimper.

Le patronat local en fit une de ses bêtes noires. Descendus de Paris, des nervis du patronat l'agressèrent — à trois — et le laissèrent pour mort sur le sol à Quimper.

Il s'en tira, mais il conserva toujours des séquelles graves des blessures reçues au cours de cette agression.

STÉPHAN Louis dit « André » (compl. et rect.)
Né à Quimper en 1909.

Ebéniste. Il apprend son métier à Quimper et finissait juste son apprentissage quand une grève éclata et il reçut alors sa première carte syndicale, de la CGT-confédérée. Il a 16 ans et il décide de s'en aller à Paris, faubourg St-Antoine, le quartier du meuble. Il s'y syndique, mais cette fois à la CGTU, le syndicat majoritaire, et de beaucoup — chez les ouvriers du meuble. Il ne tarde pas à faire partie du bureau de la section syndicale des ouvriers du meuble pour toute la France. Il conservera cette responsabilité jusqu'à la guerre de 1939.

Il avait adhéré au PCF dans le 18e arrondissement de Paris en 1932. Il participa aux grandes manifestations populaires antifascistes de février 1934 à Paris. En 1936, il prit une part importante aux grèves du Front Populaire en qualité de responsable syndical.

Mobilisé en 1939. Prisonnier de guerre une année : il s'évade en septembre 1941, rejoint Paris et prend contact avec les camarades du 18e arrondissement. On lui conseille de gagner le Midi pour des raisons graves de santé. Il sera soigné à l'hôpital d'Aix-en-Provence. Il descend ensuite à Toulon et La Seyne où il est embauché. Il aura un « contact » avec le PCF clandestin à Toulon qui lui donne celui de La Seyne. Activité de propagandiste résistant. Il se rappelle notamment de tracts distribués aux marins pour engager les bateaux de notre flotte à rejoindre l'Algérie (1942). La flotte se saborde peu après.

Les diffusions de propagandes clandestines continuent après l'occupation de la zone sud par les Allemands. Un jour, un cabaretier le prévient qu'un policier est venu pour l'avertir de l'imminence de son arrestation (sept. 43). Il prend aussitôt le train pour Quimper non sans avoir prévenu les camarades de La Seyne.

A Quimper, contacts immédiats avec les camarades retrouvés. Il entre au FN, il en sera le responsable pour Quimper. Quelques mois plus tard, il aura le contact avec le « Père Henri », un cheminot d'Auray, qui a des responsabilités finistériennes, et peu après, avec un autre responsable du Parti, d'un échelon supérieur, le responsable « cadres », puis avec Trellu.

Passé aux FTP, il s'occupe de la propagande et du recrutement. Pour cela il est en contact avec le commandant « Fernand » (Cabilic) jusqu'à sa mort. Stéphan lui succède alors.

Entre temps, Trellu lui a demandé de prendre contact avec le colonel Berthod. Stéphan devient le commandant « André ». Il restera à son poste jusqu'à la Libération.

Il remonte ensuite à Paris en 1946, s'associe avec un artisan jusqu'en 1948.

Il vient alors à Concarneau où il s'établit ébéniste jusqu'en 1953. C'est alors qu'il rencontre Philippe Viannay, ancien résistant et Herbulot, qui seront les créateurs de la voile populaire en France à partir du Centre nautique des Glénan. Herbulot qui va devenir célèbre pour les bateaux qu'il dessinera, lui dit : « Si tu sais faire un meuble, tu sais faire un bateau ». Alors Stéphan, passionné de mer lui aussi, se lance dans la construction navale, d'abord des mats creux, puis de séries de bateaux en contre-plaqués collés. E. Le Rose faisait les voiles.

Le chantier emploiera jusqu'à 40 compagnons, sortit plus de 4 000 bateaux en dix ans... dont 410 « Caravelle ».

STÉPHAN Marcel (compl.)
Né à Pont-L'Abbé le 15-10-1923.

Menuisier. Chef de groupe FTP en 1942. Il était au « triangle » de l'O.S. du P.C.F. avec Laurent Cariou et Fernand Larnicol à Pont-L'Abbé.

Arrêté le 14 octobre 1942.

STÉPHAN Marie née LE GAC (NB)
Né le 27-2-1917 à Scrignac.

Entre dans la Résistance dès le début de l'occupation allemande en compagnie de son mari, Albert Stéphan, militant communiste clandestin.

Elle aura des activités d'hébergement de résistants en mission.

En mai 1944, les feldgendarmes de Carhaix viennent pour arrêter son mari à la gare de Scrignac. Ils avaient l'ordre d'arrêter le chef de gare, mais cet ordre ne portait pas de nom. Stéphan Albert, son mari, va donc s'en aller n'ayant pas précisé aux feldgendarmes que c'est lui le chef de gare quand il avait été interrogé par eux.

Les feldgendarmes vont perquisitionner le domicile du chef de gare et c'est alors qu'ils tombent sur une photo du chef de gare et reconnaissent l'un des hommes qu'ils ont interrogé et laissé repartir.

Ils reviendront le lendemain, mais Marie Stéphan, comme son mari, a pris le large. Furieux, les Allemands saccagent tout dans la maison et volent les victuailles qu'ils peuvent trouver ainsi que divers objets.

Marie Stéphan devait accoucher une semaine plus tard...

Un an après, en juin 1944, dès le retour de son mari de la Sarthe où il s'était mis « au vert », la Sicherdienst de Landerneau, accompagnée de miliciens Perrot, dont un homme de Scrignac, revient chez les Stéphan pour perquisitionner, mais les Stéphan sont partis...

STERVINOU Yves (NB)
Né le 20-7-1899 à Coray.

Il était domicilié à Paris, 21, quai de Grenelle.

Selon une circulaire de la police de Vichy, il aurait été arrêté pour avoir participé à la propagande communiste résistante dans les limites territoriales de l'interrégion parisienne du P.C.F. (circ. du 11 décembre 1943).

TALOUARN Jacques (NB)
Né le 24-6-1911 à Plonéour-Lanvern.

Il n'avait que 14 ans quand il monta à Paris en 1925. Il travailla chez Voisin-Automobiles à Issy-lès-Moulineaux. Il adhère à la CGTU en 1929.

Il adhère en 1929 à la JC et après son service militaire, en 1933, entre au PCF.

En 1937, il est secrétaire de la section syndicale du lycée Buffon, où il avait été embauché comme agent de lycée en 1933 à Paris (15e).

En 1940, il gagne l'Angleterre. Il est parachuté en Dordogne d'où il rejoint Paris. Il va alors organiser la Résistance au lycée Buffon. En 1942, il fonde le syndicat clandestin des agents de lycée, dont la publication clandestine paraîtra dès 1943 : « L'Agent des Lycées ».

Il participa à l'insurrection parisienne d'août 1944, il est alors commandant de la brigade qui libérera le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de l'Information et la Mairie du 14e arrondissement.

Il devient le secrétaire général du Syndicat des agents de lycées et il le restera jusqu'à son départ en retraite en 1970. Il s'occupe dès lors des retraités de l'Education Nationale.

TANNIOU Corentine (compl.)

Avec son mari Pierre Tanniou, leur maison est transformée en dépôt d'explosifs que leur amenait Pierre Corre, qu'ils connaissaient sous le pseudonyme de « Claude ».

Arrêtée le 28 octobre 1942. Elle ne fut pas relâchée, mais après son interrogatoire elle sera conduite au camp de concentration de La Lande où elle resta un mois et demi avant que d'être transférée à celui de Poithiers. Libérée par l'insurrection nationale.

Faute de transports organisés et voulant rentrer chez elle au plus tôt, elle fera la route de Poitiers à Pont-L'Abbé à pied.

TANNIOU Vincent (rect.)

Instituteur. Mobilisé en 1939, il resta prisonnier de guerre jusqu'en 1945 et ne put donc participer à la Résistance en Bretagne. Après son retour, reprit ses activités militantes.

TEUROC Jean-Marie (compl. et rect.)

Supprimer le nom de Coicadan dans la huitième ligne du 1er paragraphe.

Il adhéra au PCF clandestin en novembre 1940 dans le groupe des O.S. des cheminots afin de passer à l'action directe contre l'occupant.

Des camarades mécaniciens SNCF me précisent que le type de sabotages connu sous le nom de « goupille brestoise » ne pouvait être effectué sous une locomotive à vapeur en se glissant en dessous et dont au demeurant les cylindres à basse pression sont presqu'inacessibles. On ne sait donc pas ce que ce type de sabotage pouvait être exactement. De même, il n'y a pas eu de sabotage par subtilisation de courroies de moteurs auxiliaires sur ce type de locomotives.

THÉPAUT Jean (compl.)

L'attentat contre le « Soldatenheim » de Morlaix eut lieu au cours de la nuit de Noël 1943.

THOMAS Albert (NB)
Né vers 1920 à Scrignac. Décédé en 1982.

Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il est libéré et envoyé dans un camp de jeunesse de Pétain. Il assistera au sabordage de la flotte à Toulon en 1942. Il retourne alors à Berrien et entre au maquis FTP. Il est devenu sympathisant communiste. Il adhère au PCF à la Libération dans la région parisienne où il travaillera, et militera à la RATP.

THOMAS Francine (NB)
Née en 1921 à Scrignac.

Elle a une enfance et une jeunesse difficile dans une famille d'agriculteurs chargée de dix enfants. Plus tard, ouvrière agricole, employée de maison, etc.

Elle entrera dans la Résistance comme agent de liaison, en fin 1942 ou début 1943, aux FTP.

Sympathisante communiste, elle diffuse la propagande résistante du PCF, de la JC, du FN, etc.

THOMAS Louis (N.B.)

Il entre au PCF clandestin et à son OS au printemps 1941. Il s'occupe d'organisation et de propagande : tracts, journaux, etc. Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

Il sera arrêté le 4 juin 1944 à Berrien par les Allemands et torturé. Transféré à Morlaix, il finira par être relâché faute de preuves ou d'aveux.

Il quitte la région en 1946 pour le 12e arrt de Paris où il devient électricien. A la retraite, s'installe à Châteauneuf-du-Faou.

THOMAS Simone (NB)
Née en 1923 à Scrignac.

Agricultrice. Elle entre dans la Résistance en même temps que sa sœur Francine. Elle a les mêmes activités (voir bio de Thomas Francine).

THOMAS Yves (NB)
Né le 10-6-1904 à Concarneau. Décédé.

Chauffeur. Militant communiste et syndicaliste de Concarneau.

En 1935, élu conseiller municipal, il sera « déchu » de cette fonction en 1939 ou 1940 après l'interdiction du Parti Communiste par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste.

Sous l'occupation allemande, résistant communiste, il prend part à sa propagande clandestine. Participe aussi à des actions des FTP. Arrêté le 29 septembre 1942 alors qu'il était en compagnie de Le Bris. Déporté dans un camp de concentration en Allemagne.

TOCQUET et non TORQUET (compl.)
Né le 30-3-1920 à Beuzec-Conq. Décédé en 1982 à Concarneau.

Il avait été arrêté le 28 septembre 1942.

TOLLEC François (NB)
Né le 4-1-1885, décédé le 2-7-1968.

Membre du PCF à Beuzec-Conq bien avant la 2e guerre mondiale. Il fut premier adjoint au maire de cette commune de 1935 à 1939, quand il fut « déchu » de ses fonctions par le gouvernement Daladier qui avait interdit le PCF. De nouveau conseiller municipal de 1945 à 1947 et ensuite conseiller municipal de Concarneau (les deux communes avaient fusionné).

Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Versé aux FTP, il deviendra responsable de leur « secteur agricole ». Père de François Tollec.

TOLLEC François (NB)
Né le 19-7-1920. Fils de François Tollec.

Il adhère à la JC et au PCF. Résistant, il participe à différentes actions, notamment dans les FTP où il a été versé. Il sera arrêté une première fois puis relâché faute de preuves et d'aveux. Il sera arrêté une seconde fois et parvint à s'échapper et désormais vivra clandestinement.

Exploite toujours la ferme de ses parents à Concarneau.

TOLLEC Jean-Marie (NB)
Né le 13-4-1891, décédé le 16-3-1976. Oncle du précédent.

Militant du PCF déjà avant la guerre de 39-45. Sous l'occupation, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Versé aux FTP son activité était surtout orientée vers le monde agricole. Il transportait le papier destiné à la propagande du Parti, et dont il prenait livraison à Rosporden, dans une barrique.

TOSSER Julien (NB)
Né à Berrien vers 1910, décédé vers 1975 à Huelgoat.

Directeur d'école à Loc-Maria-Berrien. Avant la guerre de 1939, il était déjà un militant communiste dans cette région avec le docteur Jacq et G. Lozac'h. Mobilisé en 1939, rapatrié sanitaire en début 1944. Après la guerre poursuit son activité militante.

TOUDIC Yves (rect. et compl.).

Selon A. Le Masson, il était terrassier et mineur poseur de rail.

Au lieu de Y. Le Masson, lire Auguste Le Masson à la 20e ligne.

A propos de ces « Comités Populaires », il convient de préciser qu'ils étaient en fait les structures clandestines des organisations syndicales CGT, aux différents échelons, entreprise et chantiers, syndicats, union de syndicats.

TOURNEVACHE François (compl.)

C'est à Brest qu'il fut réadmis à la SNCF le 7 janvier 1941.

En 1944, avec les autres détenus du fort de Ré, il fut évacué par les Allemands avant leur capitulation, de la poche de La Rochelle.

THÉBERN Joseph (compl.)

Arrêté le 9 juin 1944.

TRELLU Anne-Marie (NB)
Née Louboutin en 1896 à Cast. Décédée à Quéménéven en 1969.

Sympathisante du PCF depuis 1936. C'est chez elle que son fils Daniel réunissait les JC de la région.

Elle eut une vie très difficile.

En fin 1939, elle aide à la restructuration dans la clandestinité du PCF interdit par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, elle aide son fils Yves qui est au PCF clandestin et à son O.S. en 1940-1941. Il y avait déjà chez elle des dépôts de tracts et journaux clandestins du PCF, de la JC. Elle adhère alors au PCF clandestin.

Quand son autre fils Daniel revint chez lui et est nommé instituteur à Quéménéven en fin 1940, c'est chez sa mère qu'il organise des réunions où il regroupe les JC de la région.

A.-M. Trellu aidera en permanence la Résistance. Dès que son fils Daniel eut des responsabilités départementales, il y eut chez elle nombre de réunions. Des résistants y furent hébergés, dont des responsables comme A, Delaune, M. Dufriche, le père Lecompte, maire de Montigny-en-Gohelle, Marcel Servin, etc.

TRELLU Daniel (compl.)
Né le 31-10-1919 à Quéménéven.

Instituteur. Il avait adhéré à la J.C. dans un groupe de Concarneau en 1935. En 1936, il entre au cercle J.C. de Quimper, avec Quiniou et ne tarde pas à faire partie de son bureau. A l'Ecole Normale, en 1937, il forme un groupe de la JC. Cette même année, il est élu au bureau national des Etudiants Communistes. Il avait adhéré au PCF en 1937 ou 1938.

Mobilisé en juin 1940, il est fait prisonnier. Envoyé en zone non occupée, il est

Des camarades mécaniciens SNCF me précisent que le type de sabotages connu sous le nom de « goupille brestoise » ne pouvait être effectué sous une locomotive à vapeur en se glissant en dessous et dont au demeurant les cylindres à basse pression sont presqu'inacessibles. On ne sait donc pas ce que ce type de sabotage pouvait être exactement. De même, il n'y a pas eu de sabotage par subtilisation de courroies de moteurs auxiliaires sur ce type de locomotives.

THÉPAUT Jean (compl.)

L'attentat contre le « Soldatenheim » de Morlaix eut lieu au cours de la nuit de Noël 1943.

THOMAS Albert (NB)
Né vers 1920 à Scrignac. Décédé en 1982.

Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, il est libéré et envoyé dans un camp de jeunesse de Pétain. Il assistera au sabordage de la flotte à Toulon en 1942. Il retourne alors à Berrien et entre au maquis FTP. Il est devenu sympathisant communiste. Il adhère au PCF à la Libération dans la région parisienne où il travaillera, et militera à la RATP.

THOMAS Francine (NB)
Née en 1921 à Scrignac.

Elle a une enfance et une jeunesse difficile dans une famille d'agriculteurs chargée de dix enfants. Plus tard, ouvrière agricole, employée de maison, etc.

Elle entrera dans la Résistance comme agent de liaison, en fin 1942 ou début 1943, aux FTP.

Sympathisante communiste, elle diffuse la propagande résistante du PCF, de la JC, du FN, etc.

THOMAS Louis (N.B.)

Il entre au PCF clandestin et à son OS au printemps 1941. Il s'occupe d'organisation et de propagande : tracts, journaux, etc. Versé aux FTP, il prend part à de nombreuses opérations contre l'occupant.

Il sera arrêté le 4 juin 1944 à Berrien par les Allemands et torturé. Transféré à Morlaix, il finira par être relâché faute de preuves ou d'aveux.

Il quitte la région en 1946 pour le 12e arrt de Paris où il devient électricien. A la retraite, s'installe à Châteauneuf-du-Faou.

THOMAS Simone (NB)
Née en 1923 à Scrignac.

Agricultrice. Elle entre dans la Résistance en même temps que sa sœur Francine. Elle a les mêmes activités (voir bio de Thomas Francine).

THOMAS Yves (NB)
Né le 10-6-1904 à Concarneau. Décédé.

Chauffeur. Militant communiste et syndicaliste de Concarneau.

En 1935, élu conseiller municipal, il sera « déchu » de cette fonction en 1939 ou 1940 après l'interdiction du Parti Communiste par le gouvernement Daladier avec l'appui d'une coalition allant des socialistes à l'extrême-droite fasciste.

Sous l'occupation allemande, résistant communiste, il prend part à sa propagande clandestine. Participe aussi à des actions des FTP. Arrêté le 29 septembre 1942 alors qu'il était en compagnie de Le Bris. Déporté dans un camp de concentration en Allemagne.

TOCQUET et non TORQUET (compl.)
Né le 30-3-1920 à Beuzec-Conq. Décédé en 1982 à Concarneau.

Il avait été arrêté le 28 septembre 1942.

TOLLEC François (NB)
Né le 4-1-1885, décédé le 2-7-1968.

Membre du PCF à Beuzec-Conq bien avant la 2e guerre mondiale. Il fut premier adjoint au maire de cette commune de 1935 à 1939, quand il fut « déchu » de ses fonctions par le gouvernement Daladier qui avait interdit le PCF. De nouveau conseiller municipal de 1945 à 1947 et ensuite conseiller municipal de Concarneau (les deux communes avaient fusionné).

Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Versé aux FTP, il deviendra responsable de leur « secteur agricole ». Père de François Tollec.

TOLLEC François (NB)
Né le 19-7-1920. Fils de François Tollec.

Il adhère à la JC et au PCF. Résistant, il participe à différentes actions, notamment dans les FTP où il a été versé. Il sera arrêté une première fois puis relâché faute de preuves et d'aveux. Il sera arrêté une seconde fois et parvint à s'échapper et désormais vivra clandestinement.

Exploite toujours la ferme de ses parents à Concarneau.

TOLLEC Jean-Marie (NB)
Né le 13-4-1891, décédé le 16-3-1976. Oncle du précédent.

Militant du PCF déjà avant la guerre de 39-45. Sous l'occupation, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Versé aux FTP son activité était surtout orientée vers le monde agricole. Il transportait le papier destiné à la propagande du Parti, et dont il prenait livraison à Rosporden, dans une barrique.

TOSSER Julien (NB)
Né à Berrien vers 1910, décédé vers 1975 à Huelgoat.

Directeur d'école à Loc-Maria-Berrien. Avant la guerre de 1939, il était déjà un militant communiste dans cette région avec le docteur Jacq et G. Lozac'h. Mobilisé en 1939, rapatrié sanitaire en début 1944. Après la guerre poursuit son activité militante.

TOUDIC Yves (rect. et compl.).

Selon A. Le Masson, il était terrassier et mineur poseur de rail.

Au lieu de Y. Le Masson, lire Auguste Le Masson à la 20e ligne.

A propos de ces « Comités Populaires », il convient de préciser qu'ils étaient en fait les structures clandestines des organisations syndicales CGT, aux différents échelons, entreprise et chantiers, syndicats, union de syndicats.

TOURNEVACHE François (compl.)

C'est à Brest qu'il fut réadmis à la SNCF le 7 janvier 1941.

En 1944, avec les autres détenus du fort de Ré, il fut évacué par les Allemands avant leur capitulation, de la poche de La Rochelle.

THÉBERN Joseph (compl.)

Arrêté le 9 juin 1944.

TRELLU Anne-Marie (NB)
Née Louboutin en 1896 à Cast. Décédée à Quéménéven en 1969.

Sympathisante du PCF depuis 1936. C'est chez elle que son fils Daniel réunissait les JC de la région.

Elle eut une vie très difficile.

En fin 1939, elle aide à la restructuration dans la clandestinité du PCF interdit par le gouvernement Daladier.

Sous l'occupation allemande, elle aide son fils Yves qui est au PCF clandestin et à son O.S. en 1940-1941. Il y avait déjà chez elle des dépôts de tracts et journaux clandestins du PCF, de la JC. Elle adhère alors au PCF clandestin.

Quand son autre fils Daniel revint chez lui et est nommé instituteur à Quéménéven en fin 1940, c'est chez sa mère qu'il organise des réunions où il regroupe les JC de la région.

A.-M. Trellu aidera en permanence la Résistance. Dès que son fils Daniel eut des responsabilités départementales, il y eut chez elle nombre de réunions. Des résistants y furent hébergés, dont des responsables comme A, Delaune, M. Dufriche, le père Lecompte, maire de Montigny-en-Gohelle, Marcel Servin, etc.

TRELLU Daniel (compl.)
Né le 31-10-1919 à Quéménéven.

Instituteur. Il avait adhéré à la J.C. dans un groupe de Concarneau en 1935. En 1936, il entre au cercle J.C. de Quimper, avec Quiniou et ne tarde pas à faire partie de son bureau. A l'Ecole Normale, en 1937, il forme un groupe de la JC. Cette même année, il est élu au bureau national des Etudiants Communistes. Il avait adhéré au PCF en 1937 ou 1938.

Mobilisé en juin 1940, il est fait prisonnier. Envoyé en zone non occupée, il est

versé dans un camp de jeunesse d'où il désertera pour rentrer clandestinement en Bretagne et entrer dans la Résistance.

A Quimper, il reprend contact avec Yvette Harré et André Quiniou au printemps 1941 et s'occupe de reprises de contacts avec les JC d'avant-guerre dispersés. En octobre 1942, il est désigné pour faire partie du « triangle » de direction départemental du Parti avec comme responsabilité le secteur des organisations de masse (F.N. etc.), il y reste jusqu'en 1943. Au cours de cette nouvelle période, il prend part à la création des premiers maquis du Finistère avec, notamment, Léon et Marcel Cariou. En septembre 1943, il est nommé Interrégional de la JC et en mai 1944, responsable départemental des FTP, il en reçoit le commandement en juillet 1944 avec le grade de lieutenant-colonel.

Après la Libération au bureau national de la JC, puis après la transformation de cette organisation en U.J.R.F. (Union de la Jeunesse Républicaine de France), il en devient le secrétaire national.

Il quitte cette responsabilité pour devenir secrétaire fédéral du Finistère du P.C.F., poste qu'il occupera de 1949 à 1953-54.

TRELLU Yves (NB)
Né le 5-1-1921 à Quéménéven.

Frère de Daniel. Il adhère à la J.C. à Quimper en 1937.

Sous l'occupation allemande, dès le début, activité de propagandiste résistant communiste, diffusion de journaux et tracts du PCF, de la JC, du FN, etc. Il est dans le groupe de André Quiniou et Le Page (voir ces noms). Il fera le convoyeur pour Alain Signor et Alain Le Lay dans leurs déplacements. Il transportera aussi du matériel de la Résistance. Il est dès le début 1941 à l'O.S. du Parti.

Il avait obtenu, au temps de « L'Aviation populaire », à l'époque du Front Populaire un brevet de pilote d'avion au 2e degré. Il demandera à partir pour s'engager dans l'aviation de la France Libre. Son projet réussira et il sera versé pour complément d'instruction à l'Ecole de l'Air de Marrakech, au Maroc. Il en sortira dans les premiers et envoyé en stage de perfectionnement aux Etats-Unis. Revenu en Afrique du Nord, il est affecté à une unité de la France Libre.

Il sera abattu au cours de la dernière mission qui lui restait à accomplir en Afrique du Nord, en janvier 1945.

TRESSARD René (compl.)
Né le 19-10-1919 à Quimper.

Instituteur à Pleuven. Il était au moment de son arrestation, le 3 octobre 1942, responsable des J.C. du Sud-Finistère. Il était en rapport direct avec Venise Gosnat, le « Vieux Georges ».

TRÉVIDIC Albert (rect. et compl.)
Né en mars 1909.

Sous l'occupation allemande, il entre au Front National en 1942, à Plouhinec. Il a avec deux autres camarades recruté et organisé dans la commune deux compagnies de FTP : « Hoche » et « Indépendance » qui ont contribué à la mise hors combat des 600 Allemands qui occupaient Audierne et le Cap Sizun, le 26 août 1944. A la Libération, secrétaire départemental du F.N.

TRICHARD Yves (compl.)
Né le 25-11-1919 à Beuzec-Conq.

Tué dans les combats de la Libération le 7 août 1944. Il avait été arrêté le 3 octobre 1942 comme membre de la JC clandestine et accusé de propagande résistante et de sabotages.

TROADEC André (compl.)

Il fut aussi un syndicaliste CGTU, puis CGT réunifiée.

TROLEZ Jean-Marie (NB)
Né le 2-6-1922 à Beuzec-Conq.

Agent auxiliaire de la SNCF. Résistant de la JC clandestine de Concarneau.

Arrêté le 3 octobre 1942 pour propagande résistante communiste. Il sera déporté dans un camp de concentration en Allemagne.

En 1986, trésorier de la section FNDIRP de Concarneau.

VADAINE Raymonde (rect.)

En page 285 : cette camarade ne savait pas conduire une auto et n'avait pas de grandes connaissances mécaniques. Le reste sans changement.

VIBERT Jean (compl.)

En 1900, il est président du Syndicat des Ouvriers du Port.

En 1904, adjoint au maire de Brest.

VOLANT Bastien voir Sébastien

VOLANT Etienne (NB)

Finistérien émigré en région parisienne. Communiste et syndicaliste. Il aurait été secrétaire du syndicat des terrassiers de la région parisienne. En 1941, il est arrêté et détenu dans les camps de concentration de Châteaubriant et de Voves. Il appartient au groupe des évadeurs créé par l'organisation clandestine du P.C. dans le camp. Il s'évade avec un groupe de 42 détenus du camp de Voves en mai 1944 et rejoint la Résistance.

Continue à militer après la Libération. Il trouvera la mort dans un accident de chasse.

VOLANT Sébastien dit « Bastien » (NB)
Né le 22-6-1917 à Loctudy, mort en mai 1982.

Fils de marin-pêcheur, marin-pêcheur à 12 ans, pendant ses vacances scolaires. Reçu à 16 ans à l'Ecole Normale, en sort en 1936. Il adhère au PCF. Mobilisé en septembre 39, prisonnier de guerre en juin 1940 dans un camp d'officiers en Poméranie. Membre du groupe clandestin « Liberté » dans ce camp. Il y était responsable de la radio clandestine... et de la cellule clandestine du PCF qui y avait été constituée. A son retour de captivité, membre du bureau fédéral du Finistère du PCF, secrétaire de la section de Pont-L'Abbé, responsable syndical des enseignants du second degré au lycée de Pont-L'Abbé (SNES). Il fut l'un des fondateurs du journal « Le Travailleur Bigouden ».

LISTE DE MILITANTS COMMUNISTES OU SYMPATHISANTS DU FINISTERE TOMBES DANS LA RESISTANCE

Plusieurs décennies après la Deuxième Guerre Mondiale, il est difficile d'établir une liste des militants tombés au cours de ses combats, en dépit des longues recherches effectuées. Nous n'avons certainement pas retrouvé la trace de tous les militants qui ont laissé leur vie au long de ces années noires.

Cette liste comporte les militants originaires du Finistère et ceux qui, sans y être nés, y ont milité, partageant avec les Finistériens d'origine les épreuves et les joies de la vie militante dans la période de légalité comme dans la nuit de la clandestinité.

Il nous est vite apparu qu'il serait injuste de séparer les militants tombés dans les combats de la Résistance des sympathisants notoires de la J.C. et du P.C.F. qui trouvèrent la mort en combattant pour le même cause, à leurs côtés.

Ils participèrent efficacement à la propagande du P.C.F. en diffusant les tracts et les journaux clandestins communistes ou d'organisations dont le P.C.F. et la J.C. étaient les initiateurs, et leur adhésion « officielle » au Parti et à la J.C. était souvent délicate à réaliser en raison des cloisonnements indispensables de la lutte clandestine. La quasi-totalité des sympathisants qui survécurent donnèrent leur adhésion au P.C.F. à la Libération ou à des organisations qui en étaient très proches.

Ceux qui tombèrent ne purent évidemment le faire, il serait injuste d'écarter de cette liste leurs noms.

On lira dans le dictionnaire et son complément leurs biographies, pas toujours aussi complètes que nous l'aurions voulu.

ABALAIN Albert
ALBA Roger
ALLANIC Joseph
ARGOUARCH Lucien
AUMEL Fernand
AUNIS Georges
AUVINET Alex
AZOU Jean-Marie
BAUDRY Jean
BELBÉOC'H Joseph
BERGER André
BERTHOU Joseph
BERTHELÉMÉ J.-Louis
BEVIN Yves
BIGER Yves
BODÉNAN Pierre
BODENNEC Corentin
BOLLORÉ Joseph
BOUCHER Marcel
BOUCHER Robert
BOURVIC Louis
BRUSQ Emmanuel
BUANNIC Antoine
BUREL
CABIOCH Joseph
CADIC Eugène
CADIOU Albert
CADIOU Georges
CALONNEC Robert
CAM Guy
CAM Maurice (ou LE CAM Maurice)
CAOUERON Pierre
CAOUISSIN Guillaume
CAPITAINE Pierre
CARDUNER Pierre
CARIO Henri
CARIOU Antoine
CARIOU Corentin
CARIOU Corentin Marie
CARIOU Etienne
CARIOU Marcel
CARIOU Pierre
CARIOU Yves
CARO René
CARON William
CELTON Corentin
CEVAËR Marcel
CHITRE Louis
CLECH Jean-Marie
CLOAREC Yves-Marie
COANT Armel
COANT Francis
COANT François
COAT Paul
COCHENNEC Corentin
COCHERY Pierre
CORRE Jean
CORRE Pierre
CORRÉE
COUSQUER Marcel
CRÉAC'H Albert
CRÉAC'H Michel
CREFF Jacques
CRÉOFF Joseph
DANIEL Pierre
DAOUDAL Yves
DAVID Auguste
DAVID Yves
DE BORTOLI Charles
DEPARTOUT Louis
DIVANAC'H Corentin
DONNARD (de Quimper)
DUGAY Auguste
DUPART André
DUPERRIER Albert
DURAND Lucien
FALHUN
(ou FAL'HUN ?)
FERS Francis
FLOCH Corentin
FLOCH Louis
GAC Pierre
GARREC André
GARREC Pierre
GAUTHIER Joseph
GAUTHIER Pierre
GAVOIS Jacques
GILOUX Yves
GOARANT Jean
GOURLAOUEN J.-Pierre
GOURMELON Yves
GRALL Henri
GRALL Jean-Marie
GRALL Marcel
GRALL Pierre-Marie
GUÉGUEN Désiré
GUÉGUEN Roger
GUÉGUIN Pierre
GUENNEC Albert
GUENNEC Michel
GUILLEMOT
GUIVARC'H Vincent
HAISSE Louis
HARRÉ François
HÉNAFF Arthur
HERRY Jean-Yvon
HERVÉ Jean
HERVÉ Raymond
HERVÉ Yves
JACQ Fernand
JAMEAU Alfred
JOLIVET Pierre
JOURDAIN Esprit
KERAUTRET Jean
KERGONNA Marcel
KERGUIDUFF P.-Marie
KERHOAS Auguste
KERIVEL Eugène
KERJEAN Henri
KERNOURS Etienne
KERVOELLEN Francis
LAFLEUR Eugène
LAGADIC Louis
LANCIEN Jean-Louis
LARNICOL Louis
LARZUL Albert
LAURENT Bernard
LAUTREDOU Henri
LAUTROUS Jean
LE BAIL Louis
LE BAUT René
LE BERRE
LE BERRE Jean
LE BERRE Yvon
LE BIHAN François
LE BIHAN Jean
LE BORGNE Ernest
LE BRAS Francis
LE BRIS Charles
LE BRIS Eugène
LE BUHANNEC Arthur
LE CAM Marcel
LE COZ Marcel
LE DARSE Henri
LE DONCHE Yvon
LE DUC Jean
LE FAOU Julien
LE FOLL Jean
LE FUR Jean
LE GALL François
LE GALL François
LE GALL Georges
LE GALL Georges
LE GALL Henri
LE GALL René
LE GALL Yves
LE GENT Paul
LE GUEN Louis
LE HERPEUX
LE LAY Alain
LE LUC Maurice

LE MEUR Christophe
LE MEUR
LE MOAL
LE MOAL
LE PAGE Emile
LE PAPE Jean-Baptiste
LE PORT Charles
LE REST Jean-Pierre
LE ROY
LE SCANFF
LESCOP Paul
LE SCRAIGNE
LESVEN Jules
LEVER François
L'HELLGOUAC'H A.
LIGEN François
LOREC Eugène
LOUARN Théophile
LOYEN Jean
MARC Jean
MASSÉ Louis
MASSÉ Marcel
MASSON Jean
MAUDUIT Julien
MELOU Georges
MERRIEN François
MESCAM Yves
MESSAGER Henri
MICHENSKI Pierre
(ou Joseph)
MILLOUR Etienne
MONOT Paul
MONOT Ténénan
MOREAU Henri
MOREAU Jean
MORVAN Christophe
NÉDELLEC Henri
NÉDELLEC Pierre
NICOLAS Jean
NORMANT Robert
PAPE Jean
PERROT Albert
PICHON Yves-Marie
PLASSART Jean-Marie
PONTET Robert
PRIMAS Jean-Louis
PRIMOT Armand
PRIOL Jean
QUÉDEC Maurice
QUÉMÉNER Pierre
QUÉMÉNER Prosper
QUÉNÉA André
QUÉNECHDU Yves
QUÉNET Raymond
QUIDEAU Corentin
QUINIOU Alain
QUINIOU André
QUINTRIC Jean
RANNOU Albert
RAOUL Guy
ROLLAND Albert
ROLLAND Etienne
ROPARS Joseph
ROUDAUT Isidore
SALAUN Jean
SALAUN Joseph
SCORDIA Guillaume
SCOTET Jean
SIGNOR Roger
SIMON Jean
SIMON Yves
SISSOU Jean-Baptiste
SOUFFEZ Auguste
TEUROC Jean-Marie
TEXIER Eric
THÉPOT François
TOUDIC Yves
TRÉBERN Ange
TRÉBERN Joseph
TRELLU Yves
TRESSARD René
TRICHARD Yves
TROADEC Sylvain
TURMEAU Jean
VAN HOEVEL Albert
VUILLEMIN Charles
VUILLEMIN Henri
VOLANT Antoine
VOLANT Marcel
VOLANT Yves

FINISTERIENS TUES AU COURS DE LA GUERRE D'ESPAGNE DANS LES RANGS DES BRIGADES INTERNATIONALES

ANDRÉ Pierre
APPÉRÉ Irenée
AUTRET Aristide
DARCILLON François
KERVARREC Hervé
KERVOELLEN Théophile
LANCIEN Joseph
LAVOQUER
LE BORGNE Jean-Marie
LE COZ Alain
LE DARSE Albert
LENNEC Jérôme
LE TANTER Eugène
MORVAN Michel
RIOU Jean

Chez l'auteur, 93, rue Pierre-Curie - 93170 Bagnolet

C.C.P. : Eugène Kerbaul 6 653 82 X PARIS

MMERCIALE — RENNES Achevé d'imprimer le 20-12-88

Eugène KERBAUL

Cahier de mise à jour n° 2

~~1485~~ 1640

~~1270~~

MILITANTS DU FINISTÈRE

(1918-1945)

Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère élargi à des combattants de mouvements populaires de Résistance, suivi d'une liste de militants finistériens tombés dans la Résistance et d'une liste de Bretons dans les Brigades Internationales, guerre d'Espagne (1936-1939)

Du même auteur :

CHRONIQUE D'UNE SECTION COMMUNISTE DE PROVINCE 1935-1943

Ouvrage à paraître

Dépôt légal : 4e trimestre 1988

Droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays.

EN DIRECT AVEC LES LECTEURS (N° 2)

Merci aux lecteurs de mon dictionnaire de Militants Ouvriers du Finistère et de son premier « Cahier de Mise à Jour » pour leur contribution à nos recherches. Ils m'ont envoyé un abondant courrier, riche d'informations et m'ont fait parvenir la participation aux frais que je leur demandais afin de payer l'impression et l'envoi de ce premier « Cahier de Mise à Jour ». Grâce à eux, ce deuxième « Cahier... » peut paraître. Il apporte :

1°) 157 BIOGRAPHIES NOUVELLES,
154 COMPLÉMENTS A DES BIOGRAPHIES DÉJÀ PARUES,
2 RECTIFICATIONS NÉCESSAIRES (FINOT Paul et BODÉNAN Pierre).

2°) Une liste de militants du Finistère, communistes et sympathisants notoires, tombés dans la Résistance (natifs de notre département ou y ayant milité ou résisté) avec 273 noms. Liste qui remplace celle parue dans le premier « Cahier... », car revue et augmentée.

3°) Une liste de 19 Finistériens tombés dans la guerre d'Espagne.

4°) Une liste de 240 volontaires bretons dans les Brigades Internationales qui combattirent aux côtés des Républicains espagnols, avec des bios succinctes.

5°) Des extraits d'une interview de R. BALLANGER sur les débuts de la Résistance des communistes en Bretagne.

J'espère que plus tard il sera possible de publier une réédition revue et encore enrichie dans un ouvrage qui regroupera en un seul volume ce dictionnaire biographique finistérien.

Il reste qu'à l'étape actuelle de nos travaux nous avons pu évoquer quelque 1 640 militants finistériens ayant appartenu, ne serait-ce qu'un temps, à la composante révolutionnaire du mouvement ouvrier, de 1918 à 1945.

En attendant, avec l'aide de mes amis, je pourrai entreprendre, en 1990 ou 1991, la parution de ma « CHRONIQUE D'UNE SECTION COMMUNISTE DE PROVINCE (BREST, 1935-1943) ». Un fort volume écrit à partir d'une documentation importante et miraculeusement préservée. L'Histoire politique, locale et départementale, nationale aussi, telle qu'elle fut vue et vécue par ces militants de base dont un certain nombre ont donné leur nom à des rues brestoises en souvenir de leur sacrifice dans la Résistance.

E.K.

NOUVEAUX SIGLES

J'ai puisé — entre autres — des renseignements nouveaux dans les tomes parus du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français de M. MAITRON, récemment disparu. Cette origine est indiquée dans les notices biographiques par : (M) (pour Maitron), quand le nom de ses collaborateurs n'est pas précisé. Dans les autres cas on trouvera (Jacques Giraud) ou (J.G.), ou encore (G.M.T.) pour M. G.-M. Thomas, et (J.-P.S.) pour Jean-Paul Sénéchal.

Enfin on notera aussi : (Vét.) quand le ou les renseignements proviennent de documents trouvés dans les Archives départementales des Amicales de Vétérans du P.C.F.

ERREURS DANS L'ORDRE ORTHOGRAPHIQUE

J'ai relevé dans « 1 270 Militants du Finistère » et dans son premier « Cahier de Mise à Jour » quelques erreurs dans l'ordre orthographique des notices biographiques. Cela peut être gênant pour la recherche. Que les lecteurs veuillent bien me les pardonner :

DANS « 1 270 MILITANTS... » :

FALHUN ou FALC'HUN Joseph, page 82, à replacer avant **FAOU Emile,** page 83.

L'HELGOUALC'H Louis, page 171, à replacer entre **LEYER Guillaume** et **L'HÉLIAS,** page 195.

LE HEROUR, page 171, à passer devant **LE HERPEUX,** même page.

Les **VOLANT,** page 288, sont à passer entre **VILAIN Roger** et **VUILLEMIN Charles.**

DANS LE PREMIER « CAHIER DE MISE A JOUR » :

LE BOURHIS Jean-Yves, page 35, aurait dû être placé après **LE BONIDEC,** même page.

Autre rectification : **LE LANN Francis** au lieu de **LA LANN Francis,** page 38.

ABALAIN Georges (compl.)

Il resta emprisonné à Brest quatre mois avant que d'être déporté par les Allemands au camp de Sachsenhausen-Orianenburg.

ALBA Raoul (rect.)

Prénommé Raoul (et non Roger ou Robert comme sur certains documents) sur une plaque inaugurée en mars ou avril 1947 à la mémoire de 65 FTP bretons. Ce doit être le bon prénom.

APPÉRÉ Irénée (compl.)

D'origine finistérienne mais né le 5-01-1913 à Dreux où ses parents avaient émigré.

Avant son engagement dans les B.I., il était responsable de la section syndicale CGT des peintres en bâtiment pour Colombes et Bois-Colombes, dans la région parisienne.

Alors qu'il était dans les Brigades Internationales en Espagne, il se maria avec une combattante républicaine, Manolita Saenza de Hermua et dont il eut deux enfants. Après la défaite républicaine, Appéré (qui avait été porté disparu mais qui n'était pas mort) et son épouse vinrent en France. Ils entrèrent tous les deux, dès 1940, dans la Résistance. Irénée Appéré fut exécuté le 21-10-1942 au champ de tir d'Issy-les-Moulineaux, près de Paris. Il avait alors 29 ans. Sa veuve continua la Résistance jusqu'à la Libération. Le corps d'Irénée repose au carré des Fusillés du cimetière d'Ivry.

ARGOUARC'H Joseph (compl.)

Membre du bureau de l'Union départementale CGT en 1950. En mars 1949, candidat du PCF aux élections cantonales à Fouesnant. Il sera premier adjoint au maire de Concarneau de 1977 à 1980 et maire du 28 février 1980 à 1983.

Il publiera dans le quotidien « Ouest-Matin », en 1949, une série d'articles sur l'histoire de la pêche maritime dans le Sud-Finistère.

AUNIS Germaine (compl.)
Née PODER, à Morlaix le 7 juillet 1912.

AUTRET Aristide (compl.)

Selon les archives de l'AVER, né le 27 janvier 1912 et tué en mars 1938.

AUTRET Pierre (compl.)

A la Libération, il est convoqué par Ernest Miry – qui avait été responsable régional de la CGT clandestine – à une réunion qui se tint à Landerneau le 2 septembre 1944, et où se retrouvèrent les principaux responsables syndicaux du Finistère qui ne s'étaient pas compromis avec le régime de Pétain. P. Autret y est élu au bureau provisoire de l'UD mis en place et il devait être confirmé dans cette fonction par le premier congrès départemental, dans la légalité retrouvée (mars 1945). Il est dès lors, et pour de nombreuses années, secrétaire départemental du syndicat CGT du bâtiment.

BAIL Yves-Louis (NB)
Quelquefois appelé LE BAIL. Né le 25-11-1906 à Spézet.

Militant communiste à Ivry-sur-Seine dans la proche banlieue parisienne. L'occupation en fera un résistant dans les rangs du PCF clandestin. Le 28-1-1943, il est impliqué par la police dans l'installation d'une imprimerie clandestine du PCF, dans cette localité, au 100 de l'avenue J.-Jaurès. Mais il réussit à échapper à la police et gagna la vie illégale.

BARILLEC Louis (NB)
Né le 29-8-1903 à Melgven. Décédé dans les années 70.

Il émigre à la recherche de travail dans la région parisienne et se fixe à Levallois-Perret. Il adhère au PCF au début des années 30 et il deviendra secrétaire de la cellule d'entreprise du garage des Galeries Lafayette à Levallois-Perret. Mobilisé en janvier 1940, démobilisé en août de la même année, il retrouva vite le contact avec des militants du PCF clandestin engagé dans la Résistance et du syndicat CGT des terrassiers de la Région parisienne. Il sera secrétaire de ce syndicat clandestin de 1943 à la Libération.

Après la Libération, continue son activité militante notamment à Neuilly-

»laisance, près de Paris, où il s'est définiti- ·ement établi.

3ASTIEN Simone (compl.)

Elle se souvient aussi d'avoir rencontré à Brest une jeune résistante qui se faisait appeler « Barbara », en 1942, et qui aurait été de tendance trotzkiste ; comme son groupe ne sortait pas de matériel de propagande résistante, elle diffusait celui du PCF clandestin. Simone Bastien ne peut dire si elle avait des contacts avec cette organisation trotzkiste, ni si elle existait clandestinement. Elle se rappelle aussi de « celui que l'on appelait "Max" » et qui fut probablement un indicateur de la police de Vichy. Ce "Max" avait réussi à se faire investir de la responsabilité interrégionale des cadres du PCF et de ses filiales. Il demanda aux responsables « cadres » dans les départements bretons de lui fournir la liste des adhérents qu'ils contrôlaient, pratique absolument contraire aux règles de l'activité clandestine. Simone Bastien fut des camarades qui refusèrent de fournir une telle liste, mais des responsables plus jeunes ou moins expérimentés ne furent pas aussi vigilants et cela se traduisit par de nombreuses arrestations. Lors de l'arrestation de Simone Bastien, les policiers lui montrèrent un rapport – où il n'y avait aucun nom cité – qu'elle avait remis à "Max" et que la police possédait ainsi que beaucoup d'autres.

BERGER André (compl.)

C'est le 23-1-1943 qu'il fut arrêté devant le Jardin des Plantes de Nantes, précise un rapport de police qui relate son arrestation.

BERGER Marguerite (compl.)
Décédée à Brest en décembre 1980.

BERNARD Yves (compl.)

C'est le 8-10-1924 qu'il naquit à Pont-L'Abbé. Il n'avait donc que 17 ans quand la police de Vichy l'arrêta le 28 avril 1942. Emprisonné d'abord à la prison de Mesgloaguen, à Quimper, puis à Montfort-sur-Meu, il sera jugé en janvier 1943 avec vingt cinq de ses camarades des régions de Pont-L'Abbé et de Concarneau. Condamné à un an de prison, il sera, en janvier 1944, livré par les pétainistes aux Allemands qui le déporteront à Buchenwald. Il parviendra à s'évader d'une colonne de déportés le 1er mai 1945, il est recueilli dans la nuit du 3 au 4 mai par des soldats soviétiques.

Après la guerre, continue son militantisme au PCF et à la CGT. En 1983, on le trouve à la présidence du Comité pont-l'abbiste de l'ANACR.

BERRE Jean-Louis (NB)
Né le 21-9-1884 à La Feuillée.

Militant communiste et syndicaliste CGT à Ivry-sur-Seine, près de Paris, où il habite. Il fut très actif, notamment lors des grèves du Front Populaire dans cette banlieue industrielle, en 1936.

Il prit part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Perquisitionné par la police de Pétain le 8-9-1942 qui ne trouvera chez lui que des brochures périmées des « Aiglons d'Ivry », un club d'aviation populaire auquel il s'était beaucoup intéressé.

BERTHELOT Pierre (compl.)

Venise Gosnat l'avait nommé à la tête d'un triangle militaire de l'O.S.

BERTHOLOM Corentin (compl.)
Né le 20-11-1912 à Quimper.

Militait à Issy-les-Moulineaux, dans la proche banlieue parisienne.

BERTHOLOM François (NB)
Né à Bénodet vers 1905.

Terrassier. Militant communiste et syndicaliste CGTU puis CGT après la réunification syndicale des deux CGT. Il avait adhéré à la CGTU vers la fin des années 20 et au PCF vers 1930, à Villeneuve-le-Roi, où il était venu habiter après avoir quitté la Bretagne à la recherche de travail. En mai 1935, il est élu conseiller municipal de Villeneuve-le-Roi et devient adjoint-maire. Il participera ensuite à la réunification des deux CGT en 1936 et aux grandes luttes politiques et syndicales du Front Populaire. Pendant la guerre, sert dans la Marine nationale. Après la guerre, continue ses activités militantes.

BERTHOU Joseph (compl.)
Selon un rapport allemand, né à Brest le 11-4-1907.

Condamné par le Tribunal militaire de Poitiers (Feldkommandantur 677, précise ce document) le 24-11-1942 et fusillé à Biard, près de Poitiers, le 3-12-1942.

BEVIN Yves (compl.)

C'est le 9 janvier 1921 qu'il naquit à Peumeurit. La brochure éditée par la municipalité de Vitry le dit professeur et habitant cette commune. Selon cette brochure, c'est le 21 avril 1944 qu'il aurait été fusillé.

BIDEAU Emile (compl.)

« Etienne » sur un document. A eu des activités dans la Résistance et, à ce titre, il fut de ceux qui prirent une part active, dès septembre 1944, à la reconstitution dans la légalité des syndicats CGT de la région morlaisienne. Il sera élu secrétaire de l'Union locale CGT de Morlaix.

BODÉNAN Guillaume (NB)
Né le 28-2-1898 à Plonévez-Porzay.

Emigré à la recherche de travail dans la région parisienne, il s'installe à Vitry-sur-Seine où il adhère au PCF à la fin des années 20 ou au début des années 30. Il est aussi un militant CGT actif à la STCRP (transports parisiens) où il travaille.

BODÉNAN Pierre (rect.)

Dans un rapport FTP qui m'avait été montré, il était indiqué qu'il avait été « ...tué au combat ou fusillé après avoir été fait prisonnier par des soldats allemands au cours d'un accrochage ».

Il y a eu certainement une erreur sur le nom, car Pierre Bodénan, du Pont-de-Buis, survécut à ces combats, ce dont nous nous félicitons. Par ailleurs, une de ses parentes nous précise que Pierre Bodénan n'a jamais été membre du PCF. En fait, il semble bien qu'à l'origine il y ait eu confusion avec un « P. Bodénan », autre combattant de la Résistance tué lors d'ultimes combats et sur lequel nos recherches n'ont pas encore abouti.

BODÉRÉ Guillaume (compl.)

Il participa à la réunion convoquée le 2 septembre 1944 à Landerneau, par Ernest Miry – responsable de la CGT clandestine en Bretagne – en vue de la reconstitution dans la légalité retrouvée de l'Union départementale des syndicats CGT. A cette réunion participaient les principaux responsables syndicaux du Finistère qui ne s'étaient pas compromis avec l'occupant et les pétainistes. Il est élu membre du bureau de l'UD et confirmé dans cette fonction par le premier congrès départemental de la CGT après la Libération (mars 1945).

BOËDEC Louis (compl.)
Né le 29-7-1896 à Bannalec.

Terrassier. Habitait et militait à Blanc-Mesnil, dans la banlieue parisienne (et dont le maire était le Brestois Le Moigne Eugène). C'est le 10-10-1936 qu'il fut incorporé dans la XIe B.I. Versé plus tard à la XIVe B.I. Fait l'objet d'une citation en fin avril 1937. Blessé à Boadilla del Monte. Meurt en 1955, à Paris.

BOLZER Pierre (compl.)
Né le 26-4-1913 à Plogastel-Saint-Germain.

Fusillé au Mont-Valérien, près de Paris, le 26-2-1943. Mais sa condamnation à mort par un tribunal militaire allemand date du 7-5-1943, elle est donc postérieure à son exécution (comme otage ?), il avait été arrêté au début d'octobre 1942. Il faisait partie d'un groupe de Résistance (PCF ou FTP). Il habitait à Saint-Denis, l'importante cité industrielle de la banlieue de Paris, où il militait au PCF et à la CGT.

BONIZEC Alain (compl.)

Militait avant et après la guerre à Ivry, dans la banlieue parisienne. Résistant dans les rangs du PCF et des FTP.

BONNET Germaine (NB)
Née DANIÉLOU, en avril 1911 à Camaret, décédée à Paris en 1961.

Vendeuse-interprète. Elle rencontre à Brest Emile Bonnet – qu'elle épousera plus tard – et qui était en Bretagne en déplacement professionnel. Tous deux sont sympathisants du PCF et lui un militant

actif du mouvement pacifiste « Amsterdam-Pleyel ». C'est sous l'occupation allemande, le 4 janvier 1941, qu'Emile Bonnet entre au PCF clandestin. Dès lors, Germaine Daniélou aide son compagnon dans ses tâches de la Résistance. Travaillant pour le service de santé clandestin, il entre à l'O.S. du PCF, en vue d'installer chez des docteurs privés des services d'urgence, d'abord pour les aviateurs alliés recueillis, ensuite pour des cheminots résistants et des maquisards. Et cela dans la zone interdite du Nord de la France. Mais, recherché, Bonnet doit quitter la région. Toujours aidé de Germaine Daniélou, il entre aux FTP. En 1944, il devient chef de maquis en Côte-d'Or, canton d'Epoisse.

Elle adhérera au PCF à la Libération. Trésorière de la section communiste de Chatelet-en-Brie (77), tâche qu'elle assumera jusqu'à son décès.

BOUGARAN Evelyne (NB)
Née le 11-7-1909 à Lambézellec.

Militante communiste et syndicaliste CGT à Ivry-sur-Seine, près de Paris, dès les années 30. Elle sera une des dirigeantes de la grève de 1936 aux Etablissements Turquétil, à Ivry. Elle prend part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin à Ivry. Soupçonnée par la police, elle sera vainement perquisitionnée le 13-8-1942.

BOUGEARD (NB)

Sous-agent des PTT, ce militant syndicaliste, sympathisant connu du PCF, est élu en juin 1921 membre du bureau de la Bourse du Travail de Brest.

BOURDON Jacques (NB)
Né le 14-5-1914 à Brest.

Ouvrier à l'arsenal, il adhère à la CGT confédérée en 1930. Participe à la réunification syndicale et est élu délégué de l'atelier à bois en novembre 1938, fonction qu'il assumera jusqu'à sa mobilisation le 23 août 1939.

Démobilisé, il retourne à l'arsenal et entre dans la Résistance, au FN, en octobre 1941. Il passera plus tard aux FTP et prit part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. C'est par l'intermédiaire de François Rannou qu'il eut le contact avec la CGT reconstituée illégalement à l'arsenal. Il en devient alors le responsable pour le secteur des ateliers à bois. Membre de la commission administrative clandestine de ce syndicat illégal, de 1942 à 1944, à la Libération de Brest. Ce syndicat renaît à la légalité et il sera délégué syndical de janvier 1945 à janvier 1954, cumulant cette tâche avec des fonctions de membre de la commission mixte à la production. De janvier 1954 à janvier 1968, il sera membre de la commission de réforme. Il sera secrétaire de section syndicale de 1954 à 1971.

Dans la Résistance, il avait diffusé la presse clandestine : « La Vie Ouvrière », « L'Humanité », « Front National », « France d'Abord », etc., et collecté pour le Secours Populaire, clandestin lui aussi depuis 1939, en faveur des résistants emprisonnés.

BOURNOT Germain (NB)
Né le 21-8-1915 à Glomel (Côtes-du-Nord).

Entré aux chemins de fer en 1939 à Landerneau, il ne tarde pas à devenir syndicaliste. Mobilisé en 1939. C'est à Guer (Morbihan), en 1940, qu'il fit ses débuts dans la Résistance en acceptant la tâche de fournir des renseignements sur le trafic ferroviaire allemand et participa bientôt à des actions directes contre ce trafic, notamment au déraillement d'une rame allemande qui obstruera les voies pendant des heures, le 30-4-1942 à Guer.

Il adhère au PCF en 1945 à Guer. Muté à Questembert (Morbihan) et syndicaliste à la SNCF, il réussit en 1947 à éviter la scission de la section syndicale CGT contre les tentatives de FO. Il vient plus tard au Relecq-Kerhuon et y milite. Il sera, de 1977 à 1983, conseiller municipal (com.). Il y créera la section locale du Secours Populaire dont il sera un des animateurs.

CABELLIC Pierre (compl.)
et non CABILIC Fernand. Né à Tréboul.

Sous le pseudonyme de « Commandant Fernand », il est responsable des FTP du Sud-Finistère dès 1942. C'est alors qu'il participait à la réception d'un parachutage d'armes à Scaër que, dénoncé par des Français, son groupe fut attaqué à « Kernabat ». Grièvement blessé et emmené par ses camarades, il fut admis à l'hôpital de Quimperlé où il devait être amputé d'une jambe. Malheureusement, la gangrène s'ensuivit et il mourut le 31-8-1944. Enterré à Tréboul.

CADEC Henri (compl.)

Il avait été un des animateurs de la grève qui se déroula à l'arsenal du 29 avril au 2 mai 1918, en pleine guerre. La Direction de l'arsenal recensa 2 594 grévistes le premier jour et 5 557 le 1er mai, qui n'était pas férié à l'époque. C'est à la suite de ce mouvement et du rôle qu'il y joua qu'il fut élu secrétaire général du syndicat de l'arsenal le mois d'août suivant. (M.).

CADIC Eugène (compl.)

Sur le monument élevé au Poulguen, il est dit âgé de 23 ans et de Bannalec.

CADIOU Charles (compl.)

En 1949, il est secrétaire adjoint du syndicat de l'arsenal. Devenu secrétaire de l'UL-CGT de Brest, il prendra une part active aux très nombreux conflits sociaux, notamment au dur conflit du bâtiment, ce qui lui vaudra d'être arrêté le 16-4-1950, et d'être condamné à deux mois de prison avec sursis. (On trouvera un récit détaillé de ces luttes syndicales dans l'ouvrage du regretté Fanch Tanguy : « La CGT dans le Finistère ».)

CALVEZ Yves-Marie (NB)
Né le 28-3-1908 à Fouesnant.

Blanchisseur à l'Assistance Publique, hospice d'Ivry. Militant communiste et syndicaliste dans cet établissement et à Vitry, ville voisine de cette banlieue parisienne proche, où il habitait. Il prend part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Il sera arrêté le 12-7-1942 à Ivry, en flagrant délit de distribution de tracts communistes anti-allemands. Détenu au camp de concentration de Compiègne, il s'évadera du train qui le déporte en Allemagne, en compagnie de Robert Derrien, autre communiste ivryen d'origine bretonne, en découpant une ouverture dans le plancher du wagon qui les emportait. Après la guerre, réside à Ivry, y sera conseiller municipal (com.), puis retournera à Vitry.

CAM Maurice (compl.)
Né le 20-6-1923 à Saint-Ségal.

Il fut arrêté en mars 1944 lors d'une opération du maquis de Spézet-Saint-Evarzec. Fusillé le 21-4-1944 non à Mousterlin comme on me l'a fait écrire, mais au « Poulguen », en Penmarc'h, en compagnie de seize autres de ses camarades.

Le nom d'un CAM Maurice figure sur le monument aux « Fusillés de Penmarc'h », mais donné comme âgé de 25 ans, aussi originaire de Saint-Ségal. Il est probable qu'il s'agisse du même résistant.

CAPITAINE Léon (NB)
Né à Brest en janvier 1886.

Ouvrier à l'arsenal. Anarcho-syndicaliste. Il sera élu secrétaire général du syndicat de l'arsenal CGT en janvier 1918. A ce titre, il sera un des organisateurs de la grève qui eut lieu à l'arsenal du 24 avril au 2 mai 1918, en temps de guerre ! La Direction de l'arsenal recensa 2 594 grévistes le premier jour du mouvement et 5 557 le 1er mai, date qui n'était pas fériée à l'époque. Il sera renvoyé de l'arsenal et deviendra docker. C'est son ami Henri Cadec qui sera élu secrétaire général du syndicat pour le remplacer.

Capitaine devait être arrêté et incarcéré à la prison de Nantes, en même temps que Le Duff, de janvier à fin mai 1918. Il fut jugé par un conseil de guerre les 30 et 31 mai de la même année. (M.)

Capitaine prit très tôt la défense de la Révolution russe. En novembre 1918, il exaltera son exemple devant une centaine d'ouvriers qui, à l'issue de la réunion, défilent dans les rues brestoises derrière le drapeau rouge. Cette manifestation fut suivie par un autre meeting qui devait grouper 300 personnes quelques jours plus tard.

CARER Jean (compl.)
Décédé à Bannalec en août 1986.

CARET Jeanne (NB)
Née PRIGENT, le 13-10-1910 à Commana.

Sœur de Yves Prigent. Elle adhère au PCF en 1937 ou 38 et milite également au Secours Populaire et au Comité brestois pour le Soutien à l'Enfance, avec Jeanne

Goasguen. Sous l'occupation allemande, elle distribuera des tracts résistants communistes et du FN parfois tout de suite après la levée du couvre-feu, tracts qui étaient souvent de sa fabrication, aidée de sa fille Lucienne, alors âgée seulement de 12 ans.

Elle adopta alors le pseudonyme de « Colette » et forme avec Marie Salou et Aline De Bortoli un groupe de trois résistantes communistes qui se réunissait derrière le cimetière Kerfautras.

Après la dure vague d'arrestations de 1942, elle perd le contact avec l'organisation clandestine et elle suit son mari, agent de lycée, muté dans la Sarthe. Après la Libération, milite à Rennes – où son mari a été nommé – au sein du PCF, au SPF et à l'Union des Femmes Françaises. De retour à nouveau à Brest, y continue les mêmes activités.

Retenons aussi parmi les responsabilités qu'elle assuma au lendemain de la Libération, celle de secrétaire du Comité de défenses des baraques de Brest (c'est-à-dire des habitants de la ville dévastée, relogés dans des baraques « provisoires ») et celle d'animatrice du Comité des Loisirs du quartier de Kerangoff, à Brest. Vétéran du PCF.

Décédée en juin 1988 à Brest.

CARIOU Guillaume (NB)
Né à Plogoff, marié à Audierne. Décédé.

Militant de la cellule communiste d'Audierne dès les années 30. Transporteur routier. Résistant dans les rangs du PCF clandestin et du FN.

CASTREC Joseph (NB)

Il adhère au PCF dans les années 30. Sous le Front Populaire, il est secrétaire de la cellule de Pont-Croix, rattachée à la section communiste d'Audierne. Ouvrier boulanger à Pont-Croix.

CAUSEUR Emile (compl.)

A la Libération, il devient secrétaire du syndicat des officiers de marine marchande à Brest.

CELTON Corentin (compl.)

Il sera désigné comme responsable de l'organisation clandestine des syndicats de la Fédération nationale des Services publics et de santé en 1941.

CEVAËR Marcel (compl.)

Probablement de Lothey. Ce serait son nom qui figurait sur une plaque inaugurée en mars ou avril 1942 en l'honneur de 65 FTP tombés pour la France.

CHABAS Marcel (compl.)

Artiste-peintre de profession, au talent hélas méconnu. Militant communiste. Dans les B.I. dès octobre 1936 et combat dans la XI[e] B.I. où il deviendra commissaire politique de batterie d'artillerie. Malade, il doit être rapatrié en juin 1937. Résistant dès 1940, il participa à la Résistance dans la région lyonnaise puis se rendit en Normandie et en Bretagne, continuant son activité patriotique. Il eut notamment des contacts avec les cheminots résistants de Rosporden. Décédé vers 1950.

CHARLOT Louis (NB)
Né en 1903, mort en 1986.

Marin pêcheur de Lesconil, il adhère à la section locale du PCF en 1925 et militera toute sa vie. Il pratiquait la pêche avec son frère Pierre-Marie et leur canot avait été baptisé "Marcel-Cachin". Un nom qu'il fallut cacher, quand le PCF fut interdit, sous une planche portant un nouveau nom, ceux des deux enfants de Louis et Pierre-Marie.

CHARLOT Marcel (NB)
Né le 1[er]-10-1924 à Treffiagat.

Il entre dans un groupe de l'OS de la IC que commandait Arsène Coïc et, sous ses ordres, participe à des actions contre l'occupant dans la région du Guilvinec jusqu'à la Libération.

CLOAREC Pierre (NB)
Né le 30-1-1910 à Poullaouen.

Syndicaliste CGT des années 30. Fait prisonnier de guerre, il ne sera libéré qu'en 1945 et il adhère aussitôt au PCF. Il sera ensuite surtout un militant syndical à la TIRU-EDF dans la région parisienne.

CLUSAN Armand (NB)
Né à Quimper.

Militant communiste et cégétiste à Paris où il a émigré à la recherche de travail. Décédé dans le 13[e] arrondissement de Paris.

COADIC Joseph (NB)
Né à Bannalec vers 1900.

Décédé en 1978 à Villeneuve-le-Roi, dans la banlieue parisienne, où il était venu habiter après avoir quitté la Bretagne à la recherche de travail. C'est en 1925-26 que ce terrassier adhère à la CGTU à Villeneuve, et au PCF vers 1933. En 1935, il est élu conseiller municipal communiste de Villeneuve-le-Roi et le restera jusqu'à sa destitution en 1939 lors de l'interdiction du PCF. En 1936, il avait participé à la réunification des deux CGT ainsi qu'aux grandes luttes sociales et politiques du Front Populaire. Après la guerre, continue ses activités militantes. Il avait été résistant.

COAT Paul (compl.)

Sur le monument élevé au Poulguen, il est dit âgé de 21 ans et de Lambézellec.

COCHENNEC Jean-Marie (NB)
Né le 29-12-1906 à Plonévez-du-Faou.

Il adhère au PCF en 1932 dans la région parisienne. Sous l'occupation, dans la Résistance, il diffuse les tracts et journaux du PCF clandestin et du FN. Après la guerre, continue son activité militante à Pierrefitte.

COCHERY Pierre (compl.)

Sur le monument élevé au Poulguen, ce résistant morlaisien est dit de Chartres et âgé de 30 ans lors de son exécution.

COICADAN Henri (compl.)

Il avait été membre de la direction de l'UD-CGT du Finistère en 1945 et réélu l'année suivante.

CORCUFF Maurice, Georges, Marie (NB)
Né le 18-3-1925 au Chesnay (Seine-et-Oise), de Pierre Louis Corcuff, un menuisier né à Pont-l'Abbé, et de Marie Le Grand, native de Quimper.

Résistant dans la région parisienne où se sont installés ses parents et où il est né. Arrêté, condamné à mort par un tribunal militaire allemand le 23-3-1944, il est fusillé le 11 avril suivant au Mont-Valérien, à Suresnes.

Inhumé au cimetière de Bagneux (92), il fut exhumé en 1947 et transféré au cimetière de Quimper.

COROLLER Jean (compl.)

Il fut secrétaire de l'Union locale CGT de Rosporden.

CORRE Joseph (compl.)
Né en 1909 à Plougastel-Daoulas. Décédé à Brest en 1980.

Fils d'un militaire de carrière qui le plaça aux enfants de troupe. Il en sortit au bout de cinq ans tout à fait antimilitariste. En 1927, il avait été puni pour avoir introduit « L'Humanité » à la caserne.

Il adhère au PCF en 1933 alors qu'il est déjà un militant syndicaliste CGTU.

Il sera chauffeur de taxi, puis livreur d'un marchand de bière avant que d'entrer à l'arsenal de Brest. Il quittera cet établissement, livré à l'occupant, parce qu'il craint une arrestation et il va se réfugier à Plougastel-Daoulas où les policiers brestois le retrouveront pour le livrer aux Allemands. Détenu à la prison de Pontaniou (Brest), puis à « Cartier », à Rennes. Libéré en 1944, il regagne Brest. Embauché à l'arsenal à « titre précaire », on lui refuse le statut du personnel... parce qu'il avait « abandonné son travail à l'arsenal de Brest en 1941 » !

On le trouvera ensuite chauffeur de la Fédération du PCF du Finistère à Brest..

COSQUER Michel (compl.)
Né le 5-4-1908 à Plobannalec.

COSQUER Pierre (NB)
Né le 12-8-1900 à Guerlesquin.

Militant communiste en région parisienne. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne le coup d'Etat fasciste de Franco, en fin 1936

jusqu'à février 1938, successivement dans les XIII[e] et XIV[e] B.I. De retour en France, il est mobilisé. Prisonnier de guerre, rapatrié sanitaire.

COTTON Jean (compl.)
Décédé au Huelgoat en juin 1987.

Son frère Yves nous précise qu'il était né le 26-4-1919 et non le 27. Après avoir milité à Stains, dans la région parisienne, il était revenu au Huelgoat où il avait été muté à la section locale du PCF.

COTTON Raymond (compl.)
Né le 3-5-1924 à Carhaix.

En retraite à Châteauneuf-du-Faou.

CREN Jean-Marie (compl.)

Il était facteur des PTT à La Feuillée.

CROISSANT Pierre Marie (NB)
Né à Cast le 17-2-1907 dans une famille de journaliers misérables et analphabètes.

Il émigre dans la région parisienne et y milite à la CGT et au PCF. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui se forment en Espagne pour combattre le coup d'Etat fasciste de Franco. Il appartiendra au 9[e] Bat. et combat entre autre à Navalpenal. Il sera tué sur le front à Maria de la Alameda le 26-7-1937.

CURUNET Jean (NB)

Né vers 1905 dans le Finistère. Conseiller municipal (com.) de Villeneuve-le-Roi de 1935 à 1939. Fait prisonnier de guerre, il revient à Villeneuve-le-Roi en 1945. Militant communiste et syndicaliste, il sera réélu conseiller municipal de cette ville. Décédé vers 1975.

CUZON Noël (NB)
Né à Fouesnant vers 1903. Décédé à Villeneuve-le-Roi en 1970.

Fut adjoint (com.) au maire de Villeneuve-le-Roi de 1935 à 1939. Secrétaire de la section communiste de Villeneuve de 1934 à 1939. En désaccord avec le pacte de non-agression germano-soviétique, il fut exclu du PCF. Après la guerre, sera un temps président de l'Amicale des Bretons de Villeneuve-le-Roi.

DAMOY Jacques (compl.)

Il sera l'un de ces militants syndicaux importants du Finistère qui, étant résistant ou ne s'étant pas compromis avec l'occupant et les autorités vichystes, furent convoqués à Landerneau le 2 septembre 1944 par Ernest Miry, responsable interrégional de Bretagne de la CGT clandestine, qui entendait reconstituer au plus vite dans la légalité reconquise l'organisation syndicale. Damoy, qui avait été un syndicaliste résistant dans les rangs de la CGT clandestine, fut ce jour-là élu secrétaire du bureau provisoire installé par cette réunion. Au premier congrès qui suivit, en mars 1945, de l'UD finistérienne, il cèdera cette fonction à son ami Ernest Miry, dégagé de ses tâches interrégionales, et il deviendra secrétaire-adjoint de l'UD.

DAOULAS Alain (NB)
Né le 24-7-1909 à Guipavas.

Emigre en région parisienne et milite à la CGT (et au PC ?) à Suresnes. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent le coup d'Etat de Franco.

DEROBEL (NB)
Né à Pont-Aven le 4-7-1912.

On le trouve à Bayonne où il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne.

DERRIEN Ernest (NB)
Né le 2-7-1913 à Landeleau.

Exécuté le 8-11-1943 au Petit-Quevilly (76) par des policiers de Pétain ou des soldats allemands. Il était venu dans la région havraise à la recherche de travail et il y exerça le métier de plombier. Militant communiste et syndicaliste CGT. Sous l'occupation allemande, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Passé aux FTP, il accomplira de nombreuses missions contre l'occupant. Blessé au cours de l'une d'entre elles, il tombera aux mains de l'ennemi et sera soigné puis fusillé.

DERRIEN Jean-François (NB)
Né le 6-2-1901 à Morlaix.

Employé des PTT à Ivry-sur-Seine, dans la banlieue proche de Paris. Militant communiste et syndicaliste. Prendra part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Son activité clandestine attire l'attention de la police de Pétain qui perquisitionne chez lui, vainement, le 8-3-1943.

DESTOUCHES N. (NB)
Né le 13-3-1890 à Bonneval (Eure-et-Loire).

Tonnelier. Il demeurait à Beuzec-Conq et militait au « rayon » (section) du PCF à Concarneau. Il était un des diffuseurs de la presse communiste dans la région (« Humanité », « La République Ouvrière et Paysanne », etc.), tâche qu'il entreprend en 1929. (M.)

DIASCORN Jean (NB)
Né le 25-10-1900 à Brest.

Venu dans la région parisienne à la recherche de travail, il adhère au PCF en 1932, au Vert-Galant, près de Livry-Gargan. Il sera conseiller municipal et maire-adjoint. Président du Comité des fêtes. En 1939, mobilisé, il est fait prisonnier de guerre. A sa libération, en 1945, il retourne au Vert-Galant et y reprend ses activités militantes communistes.

DOARÉ Alain Jean Louis (NB)
Né le 21-8-1899 à Plogonnec, où ses parents ont une petite ferme.

Après son service militaire, en 1922, à la recherche de travail, il vient dans la région parisienne où il devient terrassier-mineur. Il adhère à la CGTU en 1922 et au PCF en 1924. Il sera surtout un militant syndicaliste, souvent délégué sur les chantiers de la région parisienne et notamment du métro. Il habitera alors dans le 14[e] arrondissement. Plus tard, s'installe à Villeneuve-le-Roi. Sous l'occupation allemande, rejoint le Finistère pour combattre dans la Résistance, car il est trop repéré à Villeneuve-le-Roi. A la Libération, revient en région parisienne et s'installe à Orly. Il milite jusqu'à un âge très avancé.

DORNIC Etienne (NB)
Né le 29-10-1904 à Briec-de-l'Odet.

Il émigre dans la région parisienne à la recherche de travail. Il rejoint le mouvement syndical en adhérant à la CGTU en 1929.

Lors de son adhésion au PCF clandestin en 1941, il était sur le 7[e] arrondissement. En octobre de la même année, il passe un concours et devient chef-bûcheron au Bois de Boulogne et il organisera un « triangle » du PCF. Il participe alors à la rédaction et à la diffusion des tracts résistants du PCF dans Paris et la région parisienne. Il entrera aux FTP à leur création dans ce secteur.

Il assumera les fonctions de secrétaire de la commission technique des bûcherons-élagueurs de la Ville de Paris et au secrétariat du syndicat des « Parcs, Jardins et Espaces Verts » de la capitale après la guerre et jusqu'à sa retraite en 1959. Celle-ci n'interrompit pas son activité militante, car on le trouve secrétaire de cellule et au secrétariat d'une section du 15[e] arrondissement de Paris jusqu'en 1965. C'est un grave accident de la circulation qui l'obligea à restreindre ses activités.

DROALIN Ernest (NB)
Né le 9-8-1891 à Concarneau.

Militant communiste à Vitry, dans la région parisienne, où il est venu chercher du travail après la guerre de 1914-18. Il est militant du PCF au moins depuis le début des années 30. Il prend part au passage à la clandestinité du PCF en fin 1939. Résistant dès 1940. Il sera arrêté à Mantes-Gassicourt en août 1941, sous l'inculpation de reconstitution clandestine du PCF.

DUIGOU François (NB)
Né le 9-11-1929 à Châteauneuf-du-Faou.

Il entra dans la Résistance en mai 1944, à « Kervalaën », dans le groupe FTP de Youen Lalouet (Cie FFI « Normandie »). En raison de son jeune âge, il ne participa à aucune action armée mais fut employé à des services de transmission, de liaison, de ravitaillement, de caches d'armes de mai 1944 à juillet 1944, dans les secteurs de Châteauneuf-du-Faou, Saint-Goazec, Laz, Carhaix.

Il appartenait à une famille de résistants, ce qui explique aussi son engagement précoce. Il fut grièvement brûlé par l'explosion d'un bidon de poudre noire alors qu'il procédait à la fabrication artisanale d'une fusée éclairante pour les parachutages.

A la Libération, il adhère à la Jeunesse Communiste dont il deviendra le secrétaire local à Saint-Gratien. Il continuera cette fonction quand la JC se transformera en Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF), jusqu'en 1948. Il avait adhéré au PCF en 1947, à Paris. Milite actuellement à Argenteuil.

EDERN Edouard (compl.)
Né le 19-8-1898 et mort à Brest en juillet 1968.

Il milita d'abord au syndicat du Livre CGT-Confédéré à Brest dont il fut l'animateur de la Caisse mutuelle. C'est en 1931 qu'il devint président de la Caisse d'assurances sociales « Le Travail », poste qu'il occupera jusqu'à la création de la Sécurité sociale. De 1946 à 1950, il fut directeur-adjoint de la Caisse primaire de la Sécurité sociale du Nord-Finistère.

Il avait été trésorier de l'UD-CGT du Finistère et président des « Amis de la Maison du Peuple » (M. et G.M.T.).

Il avait participé à la réunion organisée par Ernest Miry – responsable interrégional de Bretagne de la CGT clandestine – à Landerneau, le 2 septembre 1944, en vue de la reconstitution dans la légalité reconquise de l'UD-CGT. Réunion qui groupait des syndicalistes résistants ou qui ne s'étaient compromis ni avec l'occupant ni avec les autorités vichystes. Il est élu membre du bureau provisoire de l'UD finistérienne, et cette fonction sera confirmée par son premier congrès tenu à Quimper en mars 1945. Réélu en mai 1946 au congrès de Rosporden.

EGRETAUD Marcel (compl.)
Né à Thouars en 1910.

En 1939, il avait été muté à Montpellier où il devint un des militants actifs de la section communiste. Il organise le passage à la clandestinité, fin septembre 1939, du PCF qui vient d'être interdit. Dès lors, il est aussi membre de la direction clandestine de la Fédération de l'Hérault du PCF, reconstituée illégalement. (M.)

EVEN Emile (NB)

Syndicaliste CGT à l'arsenal de Brest. Il avait été élu au bureau en 1921 aux fonctions d'archivistes. (M.)

FAUJOUR (Joseph ?) (compl.)

Serait décédé au Relecq-Kerhuon en avril 1987.

FAVENNEC Louis (NB)

Originaire du Finistère, il émigre en Seine-Maritime au début des années 30 ou en fin des années 20. Il devint permanent du syndicat des Marins CGT du Havre en 1936. Résistant sous l'occupation allemande. A la Libération, retrouve sa fonction de secrétaire de ce syndicat. Il prit sa retraite vers 1954-55 et continua à militer chez les pêcheurs bretons dans les environs de Concarneau. Il fut tué peu après dans un accident d'auto.

FINOT Paul (rect.)

Mme Vve Finot nous a écrit pour préciser que son mari n'avait jamais été un sympathisant du PCF, contrairement à ce que nous avions dit sur la foi du témoignage d'un de ses camarades de la Cie « Hoche ».

FLOC'H Louis et Corentin (compl.)

Leur nom se trouve parfois orthographié LE FLOC'H, notamment sur une plaque commémorant le sacrifice de 65 FTP.

FLOC'H Simone (NB)

Cette jeune fille, dont le père était cheminot, avait un fiancé qui militait à Paris aux Etudiants Communistes reconstitués dans la clandestinité (il était avec Claude Lalet qui fut fusillé à Châteaubriant en octobre 1941, nous indique Yvonne Corcuff). Elle se chargea d'amener dans la région landernéenne des « Humanité » clandestines que son fiancé lui remettait en fin 1940 ou 1941.

FOLGOAS François (NB)
Né le 10-5-1897 à Pont-l'Abbé.

Cheminot SNCF. Militant communiste et syndicaliste CGT dans son entreprise et sur le plan local, à Ivry-sur-Seine, dans la banlieue parisienne, où il réside.

Une lettre anonyme le dénonce comme propagandiste résistant communiste et comme ayant procédé à des quêtes pour les emprisonnés politiques. Il sera perquisitionné le 3-7-1941 et arrêté quelques jours plus tard, le 15 juillet.

GAONAC'H Mme (NB)

Militante communiste dès les années 20 au côté de son mari François (voir bio.). On la trouve le 30 mai 1926 au congrès régional du PCF tenu à Quimper et qui réunissait vingt six délégués pour le Finistère, un pour le Morbihan et un pour les Côtes-du-Nord, délégués représentant 220 adhérents. (M.)

Elle participera activement aux manifestations et réunions qui eurent lieu après la condamnation de son mari et de quelques autres militants condamnés et emprisonnés en raison de leur campagne contre la guerre coloniale faite au Maroc.

GARO Emmanuel (NB)
Né à Beuzec-Conq le 16-11-1905.

Manœuvre. Il milite au « rayon » (section) de Concarneau. Il fut du groupe de diffuseurs qui entreprend, en novembre 1929, la diffusion de la presse communiste dans cette localité (« L'Humanité », « L'Avant-Garde », « La République Ouvrière et Paysanne », « La Vie Ouvrière » de la CGTU. (M.)

GARRIGOU Albert (compl.)

Dit « Grégoire ». Il fut de nouveau candidat communiste en 1932. (M.)

GELVESTRE Marcel, Joseph (NB)
Né à Lambézellec le 20-2-1898.

Ouvrier mécanicien. Il s'était installé à Bobigny (93) où il adhère au PCF et à la CGTU dans les années 20. Il sera élu conseiller municipal (com.) de Bobigny en 1935. En 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco. Revenu en France, il sera en fin 1939 un des réorganisateurs dans la clandestinité du PCF qui vient d'être interdit. Sous l'occupation, résistant dans les rangs du PCF clandestin. Membre de l'OS du PCF dès janvier 1941, il participera à de nombreuses actions contre l'occupant. Il continuera la lutte dans les FTP quand cette nouvelle oganisation de combat prit la suite de l'OS. Recherché par la police, il avait gagné la vie illégale dès 1941. A la Libération, revient à Bobigny et y milite.

GENTRIC Alain (NB)
Né le 14-10-1892 à Plozévet. Mort en déportation le 7-8-1944.

Au retour de la première guerre mondiale, il entre à la Manufacture d'Allumettes de Trélazé où il adhère à la CGTU et un peu plus tard au PCF. En 1935, à la réunification syndicale, il devient le secrétaire général du syndicat CGT réunifié. Il participera aux luttes politiques et syndicales. A l'interdiction du PCF en fin 1939, il deviendra un de ses militants clandestins continuant son activité dans la Résistance après l'arrivée des troupes allemandes. Il sera arrêté, emprisonné et finalement déporté en Allemagne.

GILOUX Yves (compl.)

Il fut arrêté au passage à niveau de Doulon, à Nantes, le 20 janvier 1943 alors qu'il accompagnait J.-L. Primas, par des policiers français postés en embuscade. Il fut fouillé à la mairie de Doulon, comme Primas, précise le rapport de police relatant l'arrestation.

GLÉRAN Pierre (rect.)

N'aurait pas été employé des PTT mais du service de la Ville de Paris. Il fut permanent du syndicat CGT des Services publics et de Santé.

GLÉVAREC Yves (compl.)

C'est à la suite de plusieurs actions dans la région sud de Paris que Glévarec, par mesure de sécurité, doit quitter la région parisienne. Il se rend alors dans la Finistère où il est muté aux FTP et y participera à de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

GLOAGUEN (NB)

Militant du syndicat des instituteurs – il enseignait à Pont-Croix – il fut perquisitionné en décembre 1920 pour « infraction

à la loi sur les syndicats ». C'était aussi un militant communiste et, le 30 mai 1926, il participe en tant que délégué au congrès régional du PCF qui se tenait au Gymnase de Quimper et qui réunissait vingt huit délégués (26 pour le Finistère, un pour le Morbihan, un pour les Côtes-du-Nord) représentant les 200 communistes de la région. Il y représentait le rayon de Pont-l'Abbé. (M.)

GOALEC Jérôme (compl.)

C'est en février 1937 qu'il partit pour les B.I. et il y combattra jusqu'à novembre 1938. Il militait à Paris.

GOARDON Henri (compl.)

De Cleden-Cap-Sizun. Ancien marin de l'Etat. Militant de la cellule communiste d'Audierne dès les années 30. Décédé.

GOAVEC Anatole (NB)
Né à Brest le 25-3-1901, il y meurt en mai 1970.

Dessinateur à l'arsenal de Brest, il figurait sur la liste des anarchistes dressée par la police en 1921-1922, en tant que membre de l'Union anarchiste communiste. En 1928, il fut candidat abstentionniste aux élections législatives. (M. et G.-M. Thomas.)

GODÉRÉ Guillaume (NB)
Né le 30-10-1884 à Spézet. Mort à Chartres en septembre 1967.

Ce fils de cultivateurs émigra dans la région parisienne et devint ferblantier aux Chemins de Fer de l'Etat. En novembre-décembre 1919, il est candidat socialiste aux élections municipales et candidat communiste à une élection municipale partielle en février 1921. En 1925, il est élu conseiller municipal (com.) sur la liste de Charles Auffray, réélu en 1929. Cette même année, le maire et la majorité du conseil entrèrent en dissidence vis-à-vis du PCF, mais Godéré refusa de les suivre. (M.)

GODIN Charles (NB)
Né le 16-11-1885 à Brest.

Peintre en bâtiment, il fut trésorier du syndicat des ouvriers du bâtiment de Laval, élu à ce poste lors de la reconstitution de ce syndicat en janvier 1920. Pour peu de temps, car il fut remplacé à ce poste au début de 1921. (M.)

GONIDEC Pierre (NB)

Marin-pêcheur à Douarnenez. Militant communiste, il fut élu conseiller municipal (com.) de cette ville. Militant syndicaliste, il fut élu trésorier-adjoint du bureau du syndicat CGTU des marins-pêcheurs de Douarnenez, dont le secrétaire était Jos Pencalet. (M.)

GOURMELIN-TARIDEC Corentin (compl.)

Combattit dans la XIV[e] B.I. C'est à la clinique militaire n° 10 qu'il décéda de ses blessures, le 4 septembre 1938.

GOURMELON Nicolas (dit Jean-Nicolas) (NB). Né le 11-4-1906 à Quimerc'h, décédé à Clermont-Ferrand le 25-6-1987.

Enfance dans une famille paysanne de sept enfants. Après deux années d'apprentissage au Faou, il s'engage dans la Marine nationale où il reste de 1922 à 1927. Sa formation de mécanicien acquise lui permet de rentrer chez Renault à Billancourt en 1928. Il se fixe à Boulogne-Billancourt où il se marie. Dans les luttes sociales et politiques au tout début des années 30, il a adhéré à la CGTU et au PCF.

Il entre à cette époque aux « Bretons Emancipés », créés par Marcel Cachin. C'est lors du grand défilé populaire du 14 juillet 1936, à Paris, qu'il décida avec d'autres amis de cette organisation, Yann Petton, Creston et Yann Moreau, de constituer une chorale bretonne. Ce fut fait rapidement et la chorale devint vite le groupe de danse bretonne « Labour ha Kan » qui existe toujours.

Mobilisé en 1939, il fut affecté spécial chez Renault en avril 1940. L'usine ayant transféré une partie de son activité sur Saint-Nazaire, il doit suivre et il conserve toujours le contact avec le PCF clandestin organisé dans l'entreprise. C'est ainsi qu'il entra dans la Résistance avec le PCF dès la fin 1940. Il se verra confier par la suite des responsabilités dans le Front National chez Renault, de 1942 à 1944. Il devait être arrêté, mais relâché faute de preuves et d'aveux. En août 1944, il est nommé membre du Comité local de Libération. Il sera peu après conseiller municipal de Boulogne.

A la Pentecôte de 1945, il commence à rassembler les membres du « Labour ha Kan » et ils participent au premier Pardon des Bretons à Saint-Denis après la guerre. Il deviendra un membre actif de l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Ile-de-France (USBIF) tout en continuant ses activités syndicales et communistes chez Renault. Il se retire à Blois, continuant ses activités militantes. Il devait mourir à Clermont-Ferrand au cours d'un déplacement familial. Il avait conservé une collection de « War Sao », le journal des « Bretons Emancipés », il en fit don à l'USBIF qui en avait pris la suite.

GOURVÈS Auguste (NB)
Né à Landerneau le 27-12-1907.

Commis de perception, on le trouve militant actif du PCF à Vannes sous le Front Populaire.

GOUZIEN Pierre (compl.)
Décédé à Brest le 17-2-1942. (M.)

GUÉGUEN Ernest (NB)
Né le 15-11-1907 au Guilvinec.

Venu travailler dans la région parisienne, il s'installe à Asnières après avoir habité à Colombes où il adhéra au PCF en 1936. Sous l'occupation allemande, il prend part à la propagande résistante du PCF clandestin. Il sera arrêté le 10-2-1941 pour propagande communiste par la police de Pétain dont les juges le condamnent à six mois de prison. Il s'évade du dépôt dans la nuit du 7 au 8 juillet 1941 et rejoint la Résistance.

Il s'est marié à Colombes, dans la banlieue nord de Paris, en 1946.

GUÉGUEN Roger (compl.)
Né le 1[er]-9-1924 à Vernouillet (Seine-et-Oise).

Il aurait été arrêté le matin du 27 avril 1944, et c'est en compagnie de seize autres camarades que le 15 mai suivant il aurait été fusillé.

GUENNEC Raymond (compl.)

C'est dans les rangs de la XIII[e] B.I., 10[e] Cie qu'il combattit en Espagne avec le grade de sergent. Il habitait Billancourt, près de Paris et y militait (peut-être chez Renault).

GUERMEUR Louis (NB)
Né le 6-11-1906 à Brest, décédé à Arnouville-lès-Gonesse (Seine-et-Oise) en 1958.

Commerçant et militant communiste, il fut maire-adjoint d'Arnouville de 1934 à 1939. Mobilisé, prisonnier de guerre. (M.)

GUÉVEL Yves (NB)

Patron-pêcheur à Audierne. Résistant et sympathisant communiste sous l'occupation, il adhère au PCF à la Libération. Conseiller municipal (com.) d'Audierne de 1945 à 1960.

GUIBAN Jean (compl.)

Il avait été un des fondateurs de la section brestoise de l'Association Républicaine d'Anciens Combattants (ARAC).

GUICHAOUA Jérôme (NB)
Né le 22-8-1906 à Penhars (Quimper).

Fils d'un journalier, ouvrier du bâtiment. Emigre en région parisienne et adhère au PCF. Elu conseiller municipal communiste de Maisons-Alfort (94) et siège jusqu'à sa mort survenue en 1937 à Paris (XIII[e]). Il fut un temps commerçant. (M.)

GUIDOU Louis (NB)
Né le 10-1-1890 à Brest.

Plâtrier. Militant communiste et cégétiste à Ivry, dans la proche banlieue de Paris. En fin de 1939, lors de l'interdiction du PCF, il prend part à sa reconstitution dans la clandestinité et à sa propagande. Il est arrêté le 3-8-1940 pour « propagande, confection et distribution de tracts sur la voie publique ». Son épouse, née Marie HÉNON, fut aussi une militante.

GUIDOU Yves-Louis (NB)
Né le 15-9-1914 à Brest.

Ouvrier-monteur à Vitry où il habitait. Peut-être un fils du précédent. Militant

communiste et syndicaliste. Il participe à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Dénoncé par une lettre anonyme, il est perquisitionné par la police le 13-8-1941 et celle-ci trouve chez lui une « Vie Ouvrière », organe de la CGT clandestine, datée de mai 1941, et deux « Humanité », l'une du 29 janvier et l'autre de février 1941.

GUILLORÉ Félix (NB)
Né le 15-7-1910 à Riec-sur-Belon.

Militant communiste et syndicaliste à Vitry, près de Paris, où il est un diffuseur de « l'Humanité » (C.D.H.).

GUILLOU Alexandre (NB)
Né le 13-11-1898 à Bannalec.

Fils de cultivateurs. Il émigra en région parisienne et on le trouve mécanicien aux Ets Darras et Jouanin à Neuilly-sur-Seine en 1936, puis il entre à la TCRP comme mécanicien (la TCRP est devenue plus tard la RATP) en 1939. Il est déjà militant communiste et syndicaliste.

Elu conseiller municipal (com.) à Bonneuil-sur-Marne, en région parisienne, en mai 1935, il sera déchu de son mandat en 1940 pour appartenance au PCF. Mobilisé, démobilisé, il est arrêté au cours de la grande rafle anti-communiste de novembre 1940 et interné au camp de concentration d'Aincourt. Transféré à celui de Compiègne en février 1942, déporté ensuite au camp d'Auschwitz où il meurt en novembre 1942. (M. et G.M.T.)

GUILLOU François (NB)
Né à Beuzec-Conq en 1909, décédé à Villeneuve-le-Roi en 1940.

Il était venu de Bretagne dans la région parisienne à la recherche de travail et s'était établi en banlieue à Villeneuve-le-Roi. Il adhéra à la CGTU en 1933 et au PCF peu après. En juin 1935, il est élu conseiller municipal (com.) de cette banlieue ouvrière et le restera jusqu'à l'interdiction du PCF en fin 1939. Il meurt l'année suivante.

GUILLOU Jean (compl.)

En 1949, il sera arrêté en raison de sa participation à la lutte contre la guerre coloniale menée en Indochine et condamné à verser 5 000 F d'amende.

C'est que les lendemains de la Libération apportèrent beaucoup d'épreuves aux militants. Les gouvernements centristes où les socialistes s'associaient aux réactionnaires poursuivaient une politique anti-communiste et entreprenaient des guerres coloniales dans le vain espoir de maintenir des peuples dans l'oppression de l'ancien Empire colonial français.

Jean Guillou raconte comment cela se passa pour lui, en mai 1949 : « Nous avons été arrêtés par des soldats parachutistes alors que nous distribuions des tracts contre la guerre au Vietnam aux personnes qui assistaient à une revue de troupes en partance pour ce pays. Remis à la police, nous avons été traduits en correctionnel pour avoir porté atteinte au moral de l'armée... » « Peu de temps après le procès, j'ai été exclu du conseil municipal sur ordre du préfet : condamnation pour tentative de nuire à la sécurité de l'Etat, article X..., etc. »

Jean Guillou précise par ailleurs que les parachutistes casernés à Quimper « ...ont réussi, par leurs menaces, accompagnés de chiens, à empêcher les gens d'assister à nos réunions publiques. Ils ont lancé des grenades dans la nouvelle halle au cours d'une réunion du Parti contre la guerre au Vietnam. Un instituteur de Quimper, Riou, a reçu un éclat au foie. Ils ont plastiqué notre permanence de la rue Théodore-Le Hars à plusieurs reprises ».

GUIVARCH Claude (compl.)
Décédé en août 1924.

GUYADER Yves (compl.)
Selon le « Maitron », serait décédé en mars 1930.

GUYOMARC'H François (compl.)
Décédé au Huelgoat en mars 1987, inhumé à Berrien.

GUYOMARC'H Jean (NB)
Né le 17-5-1871 à Brennilis.

Cultivateur à La Feuillée. Militant communiste, il fut candidat au conseil d'arrondissement à Pleyben en 1937. En octobre 1938, candidat communiste aux sénatoriales. (M.)

HAOUARCH (NB)

En 1925, il était secrétaire du rayon communiste de Carhaix. Il est possible que dans le document de l'Institut de Recherches Marxistes, cité par Maitron, ce nom ait été mal orthographié, ne s'agirait-il pas de Gaonac'h ?

HASCOËT (parfois orthographié **HASCOUËT**) (NB)
Né à Brest en 1922, fusillé au Madrillet (Seine-Maritime ?) le 22-7-1943.

Militant communiste et syndicaliste CGT au Havre où il occupa des emplois à la Compagnie Transatlantique et comme docker. En 1941, il entre à l'OS du PCF, puis en 1942 aux FTP dont il devint un sous-lieutenant. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand, notamment à des attaques à la grenade. En janvier (ou février) 1942, il abat un officier allemand. Arrêté, il sera condamné à mort et fusillé.

HAVEZ Auguste (compl.)
Né le 4-4-1897 à Carvin (62) et décédé à Perpignan (66) en 1959.

HÉLARY Emile (compl.)
Selon le « Maitron », décédé le 23 octobre 1978 au Petit-Quevilly. Il y a peut-être confusion avec le Hélary qui fut candidat à Saint-Marc en 1924.

HÉLIAS Jean (compl.)
Né et mort à Concarneau, mars 1895 - mars 1976.

HÉNAFF Joseph (compl.)

Il fut en 1927-1928 secrétaire de l'UL-CGTU des Métaux de Morlaix. (M.)

HÉNAFF Joseph Jean (NB)
Né à Elliant le 19-1-1887.

Fils d'un menuisier, il devint menuisier lui aussi après avoir été un cheminot révoqué en 1920 pour fait de grève à la Cie des Chemins de Fer du Nord. D'abord militant socialiste avant la scission, il militait à Drancy (93). Avant le Congrès de Tours, se prononce pour la ligne révolutionnaire et devient à Drancy un des fondateurs du PCF. Après avoir travaillé dans une société d'électricité, il est, peu avant 1930, réintégré à la Cie de Chemin de Fer et longtemps membre du bureau du syndicat CGTU des ateliers de réparations du dépôt de Blanc-Mesnil-Drancy. Il se trouvera déchu de son mandat de conseiller municipal en février 1940. Accusé de se livrer à une active propagande communiste parmi les cheminots, il sera arrêté et détenu au camp de concentration d'Aincourt le 5 octobre 1940. Transféré à la prison de Fontevrault en décembre 1940.

A la Libération, nommé à la délégation spéciale (conseil municipal provisoire). Il fut réélu en 1945. Meurt à Bobigny en janvier 1946. (M.)

HERNOT Albert (NB)
Né le 20-11-1891 à Landerneau.

Il émigra à Angers, puis en région parisienne à Athis-Mons (Seine-et-Oise) où il exerçait la profession d'ouvrier charron. Militant communiste, il sera candidat dans le Finistère aux législatives de 1924 sur la liste du Bloc Ouvrier et Paysan, que présentait le PCF. Il s'était marié à Landerneau en 1918. Résistant, il sera arrêté en région parisienne puis livré aux Allemands qui le déporte à Dachau où il mourra. (M. et Vét.)

HERRY François (compl.)
Décédé à Morlaix en juillet 1987.

HERVÉ Guillaume (NB)
Né à Brest le 9-12-1899.

Fils d'un ouvrier de l'arsenal, il deviendra ouvrier de l'arsenal à son tour, mais à Toulon. Militant communiste et syndicaliste CGTU où il est élu à des responsabilités. En 1939, il était responsable à la propagande de la 3e section communiste de Toulon. Meurt à Toulon en décembre 1967. (M.)

HERVÉ Pierre (NB)
Né le 5-8-1913 à Lanmeur.

Secrétaire des Etudiants Communistes de la région parisienne sous le Front Populaire. Arrêté le 11-6-1941 pour son activité de Résistance. Il s'évade du Dépôt dans la

nuit du 7 au 8 juillet 1941 et reprend dans la clandestinité son activité patriotique. Après la guerre, il sera député communiste du Finistère et journaliste à « Action » et à « L'Humanité ». Il quittera le PCF à la suite de désaccords politiques.

HORST Charles (NB)
Né le 28-10-1910 à Brest.

Volontaire des B.I. qui combattent au côté des Républicains espagnols. Lors du retrait des B.I., il sera rapatrié à Ormesson, probablement lieu de son domicile.

JAMB Jean (NB)

Né le 6-12-1904 à Brasparts. Ouvrier du bois puis des métaux. Militant communiste et syndicaliste à Courbevoie (Seine) dès 1936. Il militait aussi à la Fédération Sportive du Travail, aux Amis de l'URSS, au Secours Populaire. Il était aussi diffuseur de « L'Humanité » (CDH). Il disparut pendant la guerre selon Maitron.

JAN Robert (compl.)
Décédé en janvier 1987.

Il avait été élu le 7-9-1944, lors de la reconstitution dans la légalité reconquise du syndicat des marins à Concarneau, secrétaire de ce syndicat.

JAUME Théodore (NB)
Né le 12-7-1897 à Pont-Aven, décédé le 24-12-1967 à Guingamp.

Fils de petits sabotiers de la région de Pont-Aven, Théodore Jaume émigra avec ses parents à Fougères en 1913. Dès le début des années 20, il adhère au PCF et à la CGTU. Il participe activement aux mouvements revendicatifs et notamment à la grève importante des travailleurs de la chaussure à Fougères en 1932, ce qui lui vaudra d'être inquiété par la police. Ne trouvant plus de travail en raison du boycottage patronal et de la crise de cette industrie, il devient marchand forain, se fixant à Guingamp dans les Côtes-du-Nord.

Avec les autres militants communistes de ce département, il prend part à des actions contre les ventes-saisies qui frappent les paysans les plus pauvres.

Mobilisé en 1939, fait prisonnier en 1940, malade, il est libéré en 1942. Quand il sera rétabli, il reprendra son ancien métier de sabotier et, en 1944, participe au maquis FTP de Grâces, près de Guingamp. La région libérée, il sera nommé maire de Grâces par le Comité départemental de la Libération. Par la suite, il sera de nombreuses années conseiller municipal.

En 1945, il avait repris son ancien métier de marchand-forain et son action pour la défense des revendications professionnelles le portera longtemps à la présidence du syndicat des commerçants non-sédentaires.

JAOUEN Jean (NB)

Né le 25 août 1914 à St-Marc (commune rattachée depuis à Brest). Militant syndicaliste cheminot à Laval (Mayenne) où il arriva en 1920. Il adhéra d'abord à la CGTU, puis au PCF, en 1936. Résistant il fut arrêté en 1941 pour distribution de propagande résistante communiste.

En mars 1947 il fut élu au bureau de l'Université Populaire Lavalloise. Il ne cessa pas de militer au PCF (M. et Vét.).

JAOUEN Paul (NB)

Né le 13 mai 1892 à Brest, décédé à Outreau (P.-de-C.) en mai 1957, il émigra à la recherche de travail et on le trouve en septembre 1929 secrétaire adjoint du syndicat CGTU des dockers de Boulogne-sur-Mer. Militant communiste.

JÉGOU Louis (NB)

Né le 15-02-1862 à Brest et mort à Paris (14e) en juin 1954. Conducteur de travaux. Adhéra au P.S. au début du siècle. Milita à Limoges puis à Paris avant la guerre de 14-18. A la scission de 1920 il rejoignit le PCF. En juin 1933 il entra au conseil d'administration du journal « L'Humanité ». Il fut aussi animateur de l'Union Sportive du XIIIe arrt jusqu'à sa dissolution en janvier 1940.

JOLIVET Jean (NB)

Né en janvier 1897 à Pouldavid. Douanier au Havre. On le trouve en 1929 trésorier du syndicat des douanes actives et militant de la cellule communiste de la Douane.

Son militantisme se continua au moins jusque dans les années 30. (M).

JOLIVET Louis (NB)

Né en octobre 1897 (peut-être un lien de parenté avec d'autres Jolivet de cet ouvrage). Préposé aux Douanes du Havre. Militant communiste et syndicaliste, membre du conseil syndical des douanes actives. (M).

JOLIVET Pierre (NB)

Né en janvier 1897 au Guilvinec. Marin-pêcheur dans ce port. Militant communiste, il fut délégué au congrès départemental du PCF en mars 1930. Il décéda au Guilvinec en février 1961. (M. et Vét.).

JOURDAIN Jean (NB)

Né en décembre 1880 à Fouesnant il devait émigrer dans la région parisienne. Il entra au chemin de fer, ligne de Sceaux. Militant syndicaliste et communiste dans le 14e arrt. En 1938-39, il fut secrétaire national de la Voie et des services techniques électriques des cheminots CGT et secrétaire de l'Union des Cheminots de l'Ouest. En octobre 1939 il est déchu de ses fonctions syndicales par la majorité réformiste du syndicat ayant refusé de renier son parti. Résistant. En 1947 reprend ses activités militantes et retrouve les responsabilités syndicales dont il avait été arbitrairement exclu. (Maitron et Vét.).

KERBAUL Eugène (compl.)

A partir de 1970 il participe aux travaux de l'Association pour un Musée de la Résistance nationale dont les importantes archives sont à Ivry et le musée à Champigny-sur-Marne, près de Paris.

Auteur du présent dictionnaire paru en 1985 sous le titre « 1 270 militants du Finistère » et de ses deux Cahiers de Mise à Jour « 1 485 Militants » et le présent « 1 640 Militants du Finistère ».

A paraître : « Chronique d'une Section communiste de Province (Brest 1935-1943) ». Fort ouvrage d'environ 400 pages.

KERBAUL René (compl.)

Son nom s'écrit parfois Kerbol. Il écrivit des articles dans l'hebdomadaire régional du PCF « La République Ouvrière et Paysanne » qu'il signa Lionel Fergusy (M.)

KERBOLIOU François (NB)
Né le 25-12-1925 à Plougonven.

Cultivateur. Sous l'occupation, il se trouvait à Saint-Denis, ville de la proche banlieue parisienne. Contacté par un groupe de jeunes résistants (les JC ?), entre dans la Résistance. Peu après, il rejoignit un maquis en Bretagne, où il entra en avril 1944. Blessé grièvement au combat, il est transporté par ses camarades à l'hôpital de Morlaix, d'où les Allemands viennent l'arracher en juin 1944. On ne sut pas ce qu'il était devenu. Selon une autre source, exécuté le 12-7-1944 à « Kerles », en Plouigneau.

KERDRAON Théophile (compl.)
Serait décédé à Brest en avril 1984.

KERGOAT Jean (compl.)

Il partit pour les Brigades Internationales le 12-12-1936. Malade, il fut rapatrié le 22-9-1937. Il combattit sous le pseudonyme de Antonio Salvador dans le génie de la XIVe B.I.

A son retour en France, fut envoyé dans un sanatorium à Brévannes pour y faire soigner une tuberculose contractée en Espagne. Il devait y mourir le 8-5-1949.

KERGONNA Marcel (compl.)

Né en 1919. De Beuzec-Cap-Sizun selon l'inscription sur le monument du Poulguen.

KERLOC'H Yves (NB)
Né en 1895 à Primelin, décédé en 1977.

Marin. Il avait été délégué syndical sur différents bateaux. Sous l'occupation, alors qu'il était à Paimbœuf, il fut recherché par les Allemands pour son activité de Résistance. Il devait revenir à Audierne peu avant le débarquement du 6 juin 1944. C'est à la Libération qu'il adhéra au PCF. Adjoint (com.) au maire d'Audierne de 1945 à 1960.

KERNÉIS Pierre (NB)

Maire de Carhaix, tête de liste URR (com. et symp.) aux cantonales de 1949.

KERVAREC Hervé (compl.)
Né à Quimper le 18-2-1907 selon dossier AVER.

Militant communiste à Quimper, où il avait été secrétaire de cellule. Il s'engagea dans les Brigades Internationales et combattit en Espagne aux côtés des Républicains, notamment dans les rangs de la XIV[e] B.I. au cours du mois de mars 1938, dans le secteur de Caspé, quand il fut tué au combat.

KERVAREC Louis (NB)

Né le 6 août 1898 à Quimper. Il émigra en Loire-Inférieure (44) et il est, en 1929-1931, secrétaire du syndicat CGTU des métallurgistes de Nantes. Il est aussi un des dirigeants de la Fédération départementale du PCF. Plusieurs fois candidat du PC à des élections. Il sera aussi secrétaire du syndicat des verriers de Vertou, de 1945 à 1961. Il militera jusqu'à sa mort survenue vers 1963.

LABOUS Joseph (NB)
Né à Châteaulin le 26-3-1895.

Militant syndicaliste (en région parisienne ?). Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains espagnols. Il sera fait prisonnier et détenu dans le camp de concentration franquiste de San Pedro de la Gardena (Burgos).

LAMOUR Jean-Louis (compl.)

C'était un militant communiste et syndicaliste à Champigny-sur-Marne (94), près de Paris. Il combattit dans les B.I. de décembre 1936 à novembre 1938, notamment dans la batterie d'artillerie franco-belge, XIV[e] B.I. Il y sera blessé au combat. Sous l'occupation allemande, entre dans la Résistance.

LANDRAIN Henri (NB)
Né le 13-1-1897 à Riec-sur-Belon.

Il travaillait à l'Assistance publique, hôpital de la Pitié. Militant communiste et syndicaliste dès le début des années 30 sur son lieu de travail et à Ivry-sur-Seine, près de Paris, où il habitait. Sous l'occupation allemande, il combat dans la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Cela lui vaudra d'éveiller les soupçons et il sera perquisitionné, vainement, par les Renseignements généraux, le 14-11-1941.

LAOT Joseph (compl.)

Il devint secrétaire général de l'UD-CGT du Finistère élu par le 5[e] congrès départemental tenu à Quimper en juin 1949. En 1960, il sera remplacé par Henri Ménès et il prend alors la direction du syndicat de l'arsenal de Brest comme secrétaire général et permanent, et le restera jusqu'en 1973.

LAURENT François (NB)
Né le 9-1-1924 à Pleyber-Christ.

Ajusteur dans la métallurgie. Il entre dans la Résistance le 1[er]-10-1943 dans les FTP, région de Pleyber-Christ. Il prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand et diffuse les tracts et journaux du FN. Lors de la Libération, il combat dans la région de Plonévez-du-Faou, puis sur les fronts de Brest, à Plougastel en août et septembre 1944 avec le grade de sous-lieutenant des FFI, puis sur le front de Lorient jusqu'à la libération de cette ville. Il reste dans l'armée jusqu'en août 1948 avec le grade de sergent.

Par la suite, va dans la région parisienne en septembre 1948, adhère à la CGT et entre au centre de formation professionnelle accélérée dans le 11[e] arrondissement de Paris. Puis dans une entreprise de mécanique dans le 15[e] arrondissement, où il sera délégué du personnel jusqu'en 1958. Il s'en va ensuite dans le Nord où il continue son militantisme syndical à Fresnes-sur-Escaut.

LAURENT Julien (compl.)
Né le 11-2-1894 à Brest.

Il militait dans le 5[e] arrondissement de Paris, rue Mouffetard, où il habitait lors de son engagement dans les B.I. Il combattra dans les rangs de la XV[e] B.I., puis dans ceux de la XIV[e], Cie « Paul Vaillant-Couturier », de janvier 1937 au 14 novembre 1938. Il est rapatrié alors sur sa demande dans le 20[e] arrondissement parisien.

LAUTISSIER Lucienne, « Nicole » (NB)
Née MICHAUD le 4-4-1923 au Creusot (Saône-et-Loire).

Elle adhéra très jeune à la JC en 1936 et au PCF en 1938. Elle devint secrétaire départementale de la Nièvre de l'UJFF en 1937.

Elle entra dans la Résistance au sein de la JC clandestine en septembre 1940. Menacée d'arrestation, elle doit quitter la région en février 1941. Elle devient alors permanente clandestine de la JC. Envoyée en Bretagne en fin 1941 ou tout début 1942, elle aura des contacts avec les groupes clandestins de cette organisation dans toute la province. Elle en est devenue la responsable interrégionale. A ce titre, elle a aussi des contacts avec les responsables interrégionaux du Parti, Robert Ballanger et Venise Gosnat.

Elle sera arrêtée par des douaniers allemands le 4-6-1942 à Paray-le-Monial alors qu'elle amène un camarade dans la Saône-et-Loire où il doit prendre une fonction. Condamnée à six mois de prison, elle sera transférée au fort de Romainville, après une dénonciation, puis déportée à Auschwitz d'où elle reviendra en 1945. Elle épousera un des dirigeants nationaux de la JC, Jean Lautissier, et continuera son activité militante en région parisienne.

LAVENANT Jean (NB)
Né à Quimper en 1903, décédé à Mauthausen le 15-4-1943.

A la recherche de travail, il s'en va au Havre et il y devient docker. Il y devient aussi militant syndicaliste puis communiste. Il participe à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin puis passe aux FTP. Arrêté, condamné, il est déporté à Mauthausen.

LE BAIL Y.-L (voir BAIL Y.-L).

LE BAUT René (ou **Roger** ?) (compl.)

Sur le monument élevé au Poulguen il est prénommé Roger, ce qui est probablement son vrai prénom.

LE BERRE Jean-Louis (compl.)
Décédé à Quimper en octobre 1987.

LE BERRE Henri (NB)
Né le 17-11-1908 à Douarnenez.

Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent aux côtés des Républicains espagnols le putsch de Franco. En fin 1938, lors du retrait des B.I., il demanda à être rapatrié au Mans.

LE BIHAN Cécile (compl.)

C'est en avril 1939 qu'elle épousera Roi Tanguy (voir bio. et compl. en C.M.J. n° 2). Elle sera à ses côtés durant toute la Résistance, de 1940 à 1944 et promue lieutenant FFI.

LE BLOAS François-Marie (NB)
Né à Spézet le 18-3-1927, fusillé à Petite-Couronne (76) le 16-6-1944.

Ajusteur aux Chantiers de Normandie à Grand-Quevilly. Il adhère très jeune au PCF clandestin et à la CGT reconstituée illégalement. C'est probablement au cours d'une action qu'il tomba aux mains de l'ennemi et qu'il fut exécuté presqu'aussitôt. Cité comme militant syndicaliste clandestin dans l'ouvrage de L. Eudier. La date de sa mort fut donnée comme étant le 18, ce qui était faux.

LE BORGNE Jean-Marie (compl.)
Bien né le 30-3-1903 à Morlaix.

Il habitait et militait à Rueil-Malmaison avant de s'engager dans les B.I. Il combattra, notamment, dans les rangs de la XIV[e] B.I. « Commune de Paris ».

LE BORGNE Yves-Pierre (compl.)
Né le 7-3-1899 à Morlaix. Mort à Paris (14[e]) le 12-4-1966.

Il avait été un militant syndicaliste de la marine marchande. Emigré dans le 11[e] arrondissement de Paris, il y milite à la CGT et au PCF. Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient en Espagne le coup de force fasciste de Franco. Incorporé le 15-1-1937. Combat dans la XV[e] B.I., puis la XIV[e] jusqu'au 30-11-1938. Malade de néphrite à Brunete en juillet et août 1937, contractée au front. Rapatrié à Paris.

LE BOT Jean-Claude (NB)
Né le 23-11-1904 à Brest.

Emigré dans la région parisienne, à Ivry-sur-Seine, il y est monteur-chauffagiste. Militant communiste et syndicaliste CGTU, puis CGT réunifiée. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains et part en octobre 1936, versé à la XIII[e] B.I., 10[e] Bat. « Henri-Vuillemin ». Blessé à Téruel en janvier 1937, il sera soigné à Almazora Castellon de la Plana (Valence). Rapatrié à Ivry en novembre 1937.

LE BRAS Alain, Jean-Pierre (NB)
Né à Saint-Sauveur le 10-8-1892, décédé à Ploudiry le 18-2-1945.

Fils d'un cultivateur laïque et athée, il reçut néanmoins tous les sacrements catholiques et obtint le Brevet supérieur au collège de Morlaix. Devenu instituteur à Hanvec et à Ploudiry (1910-1914), mobilisé en 1914 dans l'infanterie (2[e] Bureau). Libéré en octobre 1919, il se marie et exercera de 1920 à 1923 comme instituteur à Guimiliau, puis dans une école à classe unique au chef lieu de canton à Ploudiry où sa femme devient receveuse des Postes. Il exerçait son métier dans ce Finistère-Nord, réactionnaire et catholique, d'un catholicisme quasi moyenâgeux. Membre du Parti socialiste, il était en 1937-1939 le secrétaire pour le canton de Ploudiry du syndicat de l'Enseignement laïque du Finistère (section du syndicat national).

Son fils, Alain Le Bras, né à Guimiliau le 18-11-1924, sergent dans le groupe FFI « Marceau », fut tué par les Allemands à Kerfeunteun, près de Quimper, le 27-6-1944. (J.G.)

LE BRIS François (NB)
Né le 4-2-1903 à Sizun.

Infirmier à l'hôpital de la Cité Universitaire. Militant communiste et syndicaliste dans son entreprise et à Ivry – dans la proche banlieue de Paris – où il demeure. Il prendra part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Il sera arrêté par la police allemande le 28-4-1942. Déporté à Auschwitz où il mourra.

LE BUHANNEC Arthur (compl.)

Sur le monument élevé au Poulguen il est dit de Guerlesquin et il n'y a qu'un seul N à son nom.

LE CLERC Robert (rect. et compl.)
Né à Brest le 25-12-1923, y décède le 29-12-1965.

Il fut arrêté en 1944 par des policiers allemands. Torturé et menacé d'exécution, mais faute de preuves et d'aveux, il fut relâché et reprit le contact avec la Résistance.

Après la Libération, il continuera à militer dans les rangs du PCF mais il fut surtout connu comme syndicaliste CGT. Il sera conseiller municipal (com.) du Relecq-Kerhuon.

LE CORRE Pierre Marie (NB)
Né le 7-8-1904 au Cloître-Pleyben. Fusillé le 5-1-1942 au Mont-Valérien.

Mécanicien. Militant communiste et syndicaliste CGT. Habitait à Paray-Vieille-Poste (Seine-et-Oise). Marié. Il prit part à la reconstitution du PCF dans la clandestinité. Activité importante de propagande résistante communiste. Arrêté le 17-9-1941 par des policiers français de Pétain, livré aux Allemands, il est traduit par eux devant le conseil de guerre allemand de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) qui le condamne à mort le 22-12-1941. Fusillé le 5-1-1942 au Mont-Valérien et enterré à Ivry-sur-Seine.

LE COZ Alain (compl.)

C'est à Villeneuve-le-Roi, dans la banlieue parisienne qu'il s'installa quand il y vint à la recherche de travail. Militant communiste et syndicaliste. Il avait le grade de lieutenant dans les Brigades Internationales (XIV[e] B.I.) quand il fut tué au passage de l'Ebre (secteur de Tortosa) le 20-7-1938.

LE COZ François (NB)
Né le 26-2-1906 à Plougasnou.

Il adhère au PCF en février 1933 à Paris dans le 12[e] arrondissement. Il était déjà un militant syndicaliste de la CGTU depuis 1928. Cheminot. Révoqué en 1940 pour ses opinions. Dès 1940 dans la Résistance, il sera un fondateur du Front National des cheminots dans la Résistance. Après la Libération, continue ses activités militantes syndicales et politiques. A la retraite, milite à Livry-Gargan.

LE COZE Joseph (compl.)

Il participe à la réunion du Comité départemental de Libération dont il est membre, réunion tenue le 23 août 1944, alors même que Concarneau où elle se tenait n'était pas encore libérée.

LE CREN Louis (NB)

Il entre dans la Résistance dès 1940. Lieutenant FFI au Bat. FTP « La Tour-d'Auvergne ». Il prendra part aux combats pour la Libération de Quimper où il est blessé. A la Libération, maire-adjoint de la ville. Par la suite, on le trouve secrétaire des Hauts-de-Seine de l'ANACR (anciens résistants) puis vice-président du Comité départemental du Loiret de l'ANACR. Il décède dans ce département en décembre 1986, âgé de 70 ans, à Rozoy-le-Vieil.

LE DARSE Albert (compl.)

Ce militant concarnois était né le 23-4-1911 aux Sables-d'Olonne, en Vendée. Lors de son engagement dans les B.I., il était logé en hôtel au Pré-Saint-Gervais, dans la banlieue proche de Paris. Mortellement blessé, il devait succomber le 27-5-1937 à l'hôpital militaire « Passionaria », à Murcia.

LE DE Pierre (NB)
Né le 22-4-1914 à Quimper.

Emigra dans la région parisienne dans les années 30. Il s'engagea dans les B.I. et, lors de leur retrait, fut rapatrié à Paris dans le 13[e] arrondissement.

LE DUFF (NB)

Anarcho-syndicaliste. Avec H. Cadec et L. Capitaine, il est à la tête du syndicat CGT de l'arsenal en 1917-18. Il sera avec eux un des animateurs de la grève qui eut lieu du 29 avril au 2 mai 1918. Il y avait 2 594 grévistes le premier jour mais le mouvement s'étendit et leur nombre monta à 5 557 le 1[er] mai qui, à l'époque, n'était pas férié. (M.)

LE FLEM Louis (NB)
Né à Quimper le 10-3-1918.

Abattu alors qu'il tentait de s'évader le 17-2-1944 au Havre.

Métallurgiste, il s'en va travailler en Seine-Inférieure (Maritime), à Caudebec-en-Caux. Il adhère à la CGT et au PCF. Il devient responsable syndical à l'usine d'aviation SNCAM. Entré dans la Résistance dès 1940 dans les rangs du PCF, il sera arrêté en 1941 et emprisonné au Havre.

LE FOLL Jean (compl.)
Né le 12-2-1925 à Scrignac.

Il aurait été arrêté le matin du 27 avril 1944 à Quimerc'h et fusillé – en compagnie de seize autres FTP – sur les dunes de Mousterlin, en Fouesnant, le 18 mai 1944 (ou au Poulguen ?).

LE FUR Marie (compl.)
Née le 30-10-1895 à Pluvigné (M.), décédée en juin 1970.

LE GALL Etienne (NB)
Né le 30-10-1906 à Douarnenez.

Militant communiste et syndicaliste à Ivry, près de Paris, où il travaillait à l'atelier de verrerie mécanique de la Cie des Lampes au cours des années 30. Il participe à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Il sera perquisitionné, vainement, le 22-12-1941.

LE GALL François (compl.)
Né le 4-4-1908 à Quimerc'h.

Selon un autre document, il aurait été arrêté à Quimerc'h le matin du 27 avril 1944, et tué le matin même (en tentant de s'évader ?) par le commandant allemand de la kommandantur de Landerneau, à « Penar-Voeden », en Lopérec.

LE GALL Jean René (NB)
Né le 21-9-1907 à Plounévézel.

Cultivateur, fils de cultivateurs. Frère de Joseph et Yves-René. Résistant. Arrêté et déporté à Wattenstedt (kommando de Neuengamme) où il décède le 30 mars 1945. (J.G.-J.-P.-S.)

LE GALL Joseph (compl.)

Il était né le 19-3-1912 à Logonna-Daoulas et était pensionné au moment de son décès.

LE GALL Vincent (NB)
Né le 19-3-1905 à Ploudalmézeau.

Charpentier en bois. Militait au PCF et à la CGT à Ivry, dans la proche banlieue de Paris. Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient en Espagne le putsch de Franco. Incorporé dans la XIII[e] B.I. le 18-11-1936, 10[e] Bat. Blessé à la poitrine, il devint tuberculeux. Rapatrié en fin 1937 sur Ivry.

LE GALL Yves René (NB)
Né le 26-8-1909 à Plounévézel.

Frère de Jean-René et de Joseph. Instituteur. Il était en 1937 le secrétaire pour le canton de Carhaix du syndicat de l'Enseignement laïque du Finistère (section du syndicat national). Sous l'occupation allemande, entre dans la Résistance. Il meurt à Brest le 10-3-1986. (J.G. - J.P. S.)

LE GOFF Michel (compl.)
Décédé en mars 1987 à Trégunc.

Il avait été secrétaire de la section communiste de Rosporden et adjoint au maire (com.) de cette ville. Son père était gardien de sémaphore et il passa la plus grande partie de son enfance à Lesconil. C'est à la rentrée scolaire de 1946 qu'il fut nommé, ainsi que sa femme Hélène, à Rosporden.

LE GOFF Yves (compl.)

Elu conseiller municipal de Saint-Marc, il fut le candidat des communistes au poste de maire. Il obtint huit voix (com.) contre dix au socialiste Madec.

LE GOUËT Marcel (compl.)
Né à Châteaulin le 25 mars 1912.

Il fut membre du conseil syndical de l'Enseignement laïque (J.P.S. - J.G.). Membre du comité régional Finistère-Morbihan puis du comité régional du Finistère du PCF jusqu'en 1939. En août de cette année-là, il fut rappelé à l'armée.

LE GOUILL Noël (NB)
Né en 1899.

Patron-pêcheur. Résistant, il adhère au PCF à la Libération. En avril 1945, il est élu, avec Albert Trividic, conseiller municipal de Plouhinec au deuxième tour. En 1947, il ne sera battu que de justesse.

LE GUÉVEL Ernest (NB)
Né à Brest le 15-1-1913.

Il vint, encore enfant, avec ses parents qui cherchaient du travail, dans la région parisienne. Ils s'installèrent à Belleville. Après son service militaire en 1935, Le Guével adhère à la CGT, alors qu'il travaille chez Panhard et Levassor, à Paris, dans le 13[e] arrondissement. La même année, il entre au PCF.

En 1936, il est de ceux qui dans cette usine d'automobiles sont renvoyés pour avoir, en tant que délégués, dirigé la grève avec occupation au mois de mai. Il entre peu après comme dessinateur chez Chenard-et-Walker, une autre usine d'automobiles, à Asnières. Les réunions de cellule d'entreprise se tenaient non loin de là, à Gennevilliers. En 1938, il entre dans une usine d'aviation, la SNECMA, d'Argenteuil. Il y milite au sein du Parti et entre au comité d'entreprise.

Mobilisé en 1939, démobilisé trois mois plus tard parce que « pupille de la Nation ». De retour, il entre au PCF clandestin au sein de l'entreprise SNECMA, au groupe « Lorraine », assure la diffusion de la presse clandestine et des liaisons des FTP contre l'occupant allemand.

Après la Libération, il continue ses activités politiques et syndicales.

Le Guével avait fort bien connu, entre autres, le dirigeant du syndicat des métallos parisiens, Jean-Pierre Timbaud, qui fut fusillé à Châteaubriant.

LE LAY (NB)

Militant de la section communiste brestoise qu'il représente au comité local de vigilance et d'action contre les menées fascistes, créé en 1923 à Brest.

LE LAY Pierre (NB)
Né le 2-11-1908 à Plouhinec.

Habitait et militait à Rouen au PCF et à la CGT. S'engagea dans les B.I. et combattit au côté des Républicains espagnols le putsch de Franco.

LE LOCH Alexandre (compl.)

Selon une liste de volontaire des B.I., établie par l'AVER, il serait né le 23-2-1906, et non 1908, et son prénom aurait été Marcel et non Alexandre comme indiqué sur une autre liste. Parti de Concarneau pour les B.I. le 6-1-1937. Ou alors s'agit-il de deux frères ?

LE LOUËT Mathias (compl.)
Décédé en juillet 1987.

C'est surtout comme conseiller prud'homal et conseiller juridique que s'exerce son activité syndicale. A sa mort, il était aussi vice-président de la section FNDIRP de Quimper et un membre actif de France-URSS. Il a écrit un livre de souvenirs dont nous souhaitons la publication rapide en raison de son intérêt.

LE MARREC Roger (NB)
Né en août 1907 au Havre, d'une mère originaire de Plourin-les-Morlaix et d'un père natif de Paimpol.

Il entre dans l'action syndicaliste à la CGTU en 1928 et devient secrétaire des dockers-charbonniers de 1930 à 1936. Secrétaire adjoint de l'UL unitaire de 1931 à 1934 et secrétaire de 1934 à 1935. La réunification des deux CGT confédérée et unitaire intervient alors et il est élu membre de la commission exécutive de l'UL réunifiée du Havre.

Il adhère au PCF en 1930. Membre du bureau de « rayon » (section) du Parti de 1931 à 1936. Au bureau de la section des marins de 1936 à 1938, il en est de 1938 à 1940 le secrétaire. Il était aussi secrétaire de la cellule communiste du "Paris" de 1936 à 1939.

Il est aussi secrétaire de la section du mouvement « Paix et Liberté » de 1937 à 1938, ce mouvement de Front Populaire comptait 200 adhérents sur le paquebot "Paris".

En 1931, candidat au conseil d'arrondissement du 1[er] canton du Havre. Elu conseiller municipal du Havre en 1935.

Lors de l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, il participe à sa restructuration dans la clandestinité avant que d'être mobilisé. Il sera prisonnier de guerre et tentera deux fois de s'évader, à Pâques 1942 et en avril 1944, ce qui lui vaudra sa détention au camp de Rawa-Ruska où il devient responsable clandestin à la solidarité du block n° 4.

Après la guerre reprend ses activités militantes, communistes et syndicalistes au Havre.

LE MOAL Yves (NB)
Né le 11-2-1903 à Melgven.

Jusqu'à 18 ans, il travaille comme domestique de ferme à Rosporden. En 1921, il va travailler dans les régions dévastées par la guerre dans le Nord de la France, puis en 1922 il arrive à Villeneuve-le-Roi, en banlieue parisienne, se fait embaucher comme terrassier, et adhère à la CGTU. Après son service militaire, il va à Erguë-Armel, qui n'a pas encore été rattaché à Quimper, et, pour 6 F par jour, travaille dans une ferme. Il entre ensuite à la Cie Lebon à Quimper qui y fait installer une centrale électrique. Devenu métallo, Le Moal se forme comme monteur. Le chef-monteur, venu de Paris, incite lui-même les ouvriers quimpérois à réclamer des salaires plus en conformité avec leur nouvelle qualification. Toujours syndicaliste CGTU, Le Moal prend la tête du mouvement.

C'est en 1928 que Le Moal revient en région parisienne et en octobre trouve du travail aux Raffineries Say, dans le 13[e] arrondissement où se montaient des chaudières Babcox et Wilcox. Il travaille ensuite au Chatou, toujours au montage de ces chaudières, puis cette maison l'envoie à Nice en 1933, où il fréquente un café où se réunissent des militants communistes, Le Moal est déjà un sympathisant du PCF. Au cours d'un meeting, il rencontre Barel qui l'incite à y adhérer.

En fin 1933, il regagne Villeneuve-le-Roi et adhère, là, au PCF. Il vend « l'Huma » à la criée et devient président du CDH. Elu au bureau de la section communiste, il y restera jusqu'à ce que la clandestinité en fin 1939 amène de nouvelles formes d'organisation.

Sur la ronéo (machine à imprimer de bureau) de la section, « planquée » lors du passage à la clandestinité, il tire des tracts du PCF qu'avec des camarades il va distribuer. Il est arrêté le 7-11-1940 par des policiers français en flagrant délit d'affichage du PCF clandestin. Après un rude passage à tabac, il est envoyé au camp de concentration d'Aincourt, puis à la prison de Versailles pour y passer devant le tribunal militaire allemand : cinq mois de prison. Plus tard, emmené à la prison de Corbeil pour y passer devant un tribunal de Pétain. Il y sera défendu par l'avocat Haatge, qui devait par la suite être fusillé. Condamné à quatre mois de prison. A la fin de sa peine de prison, libéré car les prisons et camps sont pleins, mais sous une surveillance policière sévère. Il ne pourra reprendre le contact avec le PCF clandestin, avec sécurité, qu'en 1942, mais à Athis-Mons où il a trouvé du travail chez Payen, une entreprise de menuiserie et mécanique employant 130 ouvriers et où il rencontre deux autres communistes clandestins. En 1943, ils organiseront en octobre une commémoration de l'exécution massive de militants communistes au camp de Châteaubriant en 1941. Tous les ouvriers participeront à cette commémoration, sauf un.

Versé aux FTP, Le Moal y deviendra adjudant, chef de groupe. Ses deux fils aînés sont aussi aux FTP.

Après la Libération, Le Moal continue sa vie militante. Il sera conseiller municipal de Villeneuve-le-Roi, de 1945 à 1953.

LE MOIGN Jeanne, née **LAURENT** (NB)
Née le 5-12-1903 à Brest.

Epouse d'Eugène Le Moign (voir bio.) qu'elle aide dans ses activités militantes et de maire de Blanc-Mesnil, dans la banlieue parisienne. Elle donna son adhésion au PCF clandestin, dont elle était depuis longtemps sympathisante, au retour de son mari, en octobre 1940, alors qu'il venait de s'évader de Fort-Barault où les gouvernants de la « drôle de guerre » l'avaient fait incarcérer. Elle a de suite des activités de propagandiste de la Résistance. Elle aide encore son mari, mais dans des tâches très particulières liées à son rôle dans le service de sécurité des dirigeants du PCF clandestin en zone occupée par les Allemands, notamment de Benoît Frachon, Marcel et Marguerite Cachin, Georges Cogniot. Au domicile clandestin des Le Moign se tiendront des réunions de la plupart des camarades de la direction du PCF clandestin en zone occupée, avec Jacques Duclos.

LENNEC Jérôme (compl.)

Militait et habitait à Athis-Mons (91). Engagé dans les B.I., il partit le 15-11-1936. Combattit dans les rangs de la XIV[e] B.I.

LE PAPE Alain, Marie (NB)
Né le 20-1-1907 à Plozévet. Ajusteur-outilleur dans une usine d'Ivry, près de Paris, où il réside. Militant communiste et syndicaliste dès les années 30.

LE PAPE Jacques (NB)
Né le 25-2-1904 à Plozévet.

Militait et habitait dans le 18[e] arrondissement de Paris où il demanda à être rapatrié lors du retrait d'Espagne des B.I. où il s'était engagé.

LE PORS Jean (NB)
Né le 23-10-1897 à Brest.

Emigré dans la région parisienne à Clichy-sous-Bois (93). S'engage dans les B.I. qui combattent en Espagne au côté des Républicains. Lors du retrait des B.I. d'Espagne, demanda à être rapatrié à Clichy.

LE PORT Charles (compl.)

Dit d'Ergué-Armel sur le monument « Aux Fusillés de Penmarc'h ».

LE QUERRÉ Yves, René (NB)
Né à Bannalec, le 13-2-1895, décédé à Quimperlé le 3-2-1971.

Fils d'un cultivateur d'opinions radicales, il reçoit tous les sacrements catholiques. Entré à l'Ecole normale d'instituteurs de Quimper, il exercera à différents postes notamment pendant une douzaine d'années à Elliant. Militant du PCF, il collabore à la rédaction de l'hebdomadaire régional communiste, « La République Ouvrière et Paysanne ». Parmi ses activités, on note qu'il s'occupait de souscriptions pour le PCF. Il participera à des actions contre la « foire aux gages » où chaque année, le 2 janvier, les ouvriers agricoles se louaient à leurs employeurs. Célibataire, malade, Le Querré quitta l'enseignement et s'en alla travailler dans la petite ferme que sa sœur exploitait à Bannalec. (J. Girault.)

LE RESTE Jean-Pierre (compl.)

Sa sœur, Mme Quélen, nous a apporté des précisions intéressantes :

« A 16 ans, il entre à l'Ecole des Apprentis-marins de la Flotte à Lorient. A 18 ans, il s'engage pour cinq ans dans la Marine nationale. Muté à Toulon. Gravement malade, il est hospitalisé, puis muté sur Brest où il est embarqué. Libéré à l'issue de son engagement, il travaille à l'arsenal comme ajusteur-mécanicien et c'est là qu'il adhère au PCF et à la CGT.

« Mobilisé en 1939, puis muté comme ouvrier militaire à la direction du port (militaire) de Brest, trois semaines avant l'arrivée des Allemands. Il sera sous l'occupation allemande ouvrier du bâtiment (voir bio. Eugène Kerbaul). On le trouve aussi mécanicien à l'organisation Todt, ce qui lui permettra des activités de sabotage.

« Jean-Pierre Le Reste a été arrêté à Brest, au Bois de Boulogne (à proximité de la place de la Liberté actuelle), sur rendez-vous provocateur, le 4 janvier 1944. Le 3 janvier, la veille au soir, il avait quitté la ferme de sa famille à « Fanazen », en Quimerc'h, et il paraissait soucieux. Le lendemain, il tombait dans le piège tendu par un soi-disant Espagnol qui devait lui remettre des armes et qui était un agent de la Gestapo.

« Il fut enfermé à la prison de Pontaniou, puis incarcéré à la maison d'arrêt allemande de Kerfeunteun (prison Saint-Charles à Quimper), jusqu'au 5 mai 1944. Ensuite, il fut transféré dans la cave d'un château à Carhaix, pour peu de temps seulement. C'est dans la cave de ce château qu'il fait la connaissance du frère Joseph Salaun, directeur du Likès de Quimper (mort le 17-12-1944 à Brème, où il travaillait à la base sous-marine au sein d'un kommando du camp de concentration de Neuengamme), et de l'abbé Cariou Pierre, vicaire à Douarnenez, chef du groupe de l'O.R.A.

« Par groupes de trois ou quatre, ils quittèrent successivement cette cave carhaisienne où ils avaient été rassemblés. Jean-Pierre et l'abbé Cariou ne se sont plus revus par la suite... A-t-il été déporté, on ne sait, il a disparu ! Et on ne savait pas ce qu'il était devenu. »

Et c'est en mai 1969 qu'un déporté de Brest s'est présenté au domicile de sa sœur à « Fanazenn », en Quimerc'h, en son absence pour lui remettre un message. Il raconta à la mère de Jean-Pierre, qui malade était alitée, et à des voisins que Jean-Pierre était décédé au camp de Buchenwald. La sœur de Jean-Pierre ne vit pas ce déporté qui ne donna plus de ses nouvelles et qui n'avait pas laissé son identité.

LE ROSE Pierre (NB)
Né le 10-2-1923 à Concarneau.

Voilier. Fils de Théophile qui l'initia à la politique dès son plus jeune âge. A 13 ans, en 1936, il vend des insignes antifascistes à la manifestation du Front Populaire qui a lieu à Concarneau le 7 juin 1936.

En 1940, à 17 ans, il quitte l'école pour aider à la voilerie sa mère devenue veuve. Sous l'occupation allemande, il prendra connaissance de l'appel du PCF du 10 juillet 1940, peu de temps après sa parution, et le fait circuler. En 1943, il constituera avec quelques autres jeunes un premier groupe de jeunes FTP pour passer à l'action directe contre l'occupant. Il est alors en liaison directe avec Alphonse Duot fils, responsable de l'organisation communiste clandestine concarnoise. Il sera chargé de l'organisation de groupes de la JC, de groupes du FN, plus tard des FUJP.

P. Le Rose, dans cette période, confectionnera des tracts et participera à la sortie de « L'Etincelle », organe clandestin des JC locales, et à « L'Insurrectionnel », bulletin du FN, et, dans le même temps, prend part à diverses actions des FTP. Il participe aussi à la création du comité local clandestin de Libération dont il deviendra le secrétaire (1944). Il sera membre, à la Libération, du comité départemental de Libération où il représente les FUJP. Il contri-

buera alors à la mise en place de délégations spéciales en remplacement des institutions municipales installées par le gouvernement de Pétain et à la réintégration des conseils municipaux dissous en 1939 par le gouvernement Daladier : Concarneau, Le Guilvinec, Léchiagat, etc.

Dès la Libération, il consacrera son activité militante au FN et à la JC. Il est coopté au comité régional du PCF en décembre 1944 et participe à la mise sur pied de la conférence fédérale communiste du Finistère du printemps 1945 qui va élire un nouveau comité fédéral finistérien dans la légalité retrouvée. Il participera au congrès national du FN et sera délégué aux Etats-Généraux de la Renaissance française en 1945. Et entre temps au congrès national de la JC, d'où sortira l'UJRF (Union de la Jeunesse Républicaine de France). Il deviendra secrétaire de l'UJRF du Finistère en 1945. A son retour du service militaire, en 1946, il milite au PCF. Elu au secrétariat fédéral du PCF en mai 1947 et secrétaire en février 1953. Il devient permanent du quotidien démocratique « Ouest-Matin » en 1956 à son agence brestoise. Il devait rejoindre Concarneau la même année et occuper diverses fonctions à la section du PCF de Concarneau. Son état de santé va le contraindre à ralentir son activité militante et il quitte le comité fédéral du PCF en 1968 à cause de cela. Il pourra y revenir en 1970 et son retour coïncide avec la division de la fédération du PCF en deux fédérations distinctes, celle du Nord et celle du Sud. Il est nommé trésorier fédéral en 1979 et conserve cette fonction lors de la réunification des deux fédérations finistériennes en une seule en 1986. Elu conseiller municipal en 1977 à Concarneau. Il assurera la présidence du groupe communiste au conseil municipal de 1977 à 1983.

LE ROSE Théophile (NB)
Né le 11-2-1900 à Concarneau, décédé le 8-7-1938.

Père du précédent. Engagé dans la Marine à 18 ans, il est au 2e Dépôt de la Flotte à Brest quand toute la ville est secouée par l'impact de la révolte des marins de la Mer Noire dont les répercussions, un peu plus tard, amèneront une révolte des marins en instances de démobilisation, à Brest. Il succèdera à son père en 1924 à la tête de la voilerie artisanale et familiale qui emploie cinq ouvriers.

Il prend part aux manifestations antifascistes de 1934 et adhère au PCF l'année suivante. Militant très actif, il est en 1937 secrétaire du Comité Amsterdam-Pleyel qui lutte pour la paix et contre le fascisme. On le trouve aussi au Secours Populaire durant la guerre d'Espagne.

Il sera l'un des premiers organisateurs de la fête de l'hebdomadaire régional du PCF, la « Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime » qui se déroulera la première fois en août 1937 à Concarneau, en présence de Marcel Cachin.

LE ROUX Adolphe (compl.)

Cette deuxième arrestation eut lieu le 19-12-1946. On trouvera dans le remarquable ouvrage « La CGT dans le Finistère 1944-1968 », 1er tome, page 124 et 125, une relation de ce procès.

LE ROY Auguste (NB)
Né le 22-9-1902 à Plonéour-Trez.

Militant syndicaliste et communiste dès les années 30 à Vitry-sur-Seine, près de Paris, où il réside.

Il sera arrêté sur dénonciation par lettre anonyme comme étant l'un des principaux colleurs de papillons communistes résistants dans le quartier du Plateau où il habite. Cela lui vaudra d'être convoqué le 8-4-1941 pour apprendre que les autorités allemandes locales le tiendront désormais pour responsable des distributions de tracts clandestins du PCF dans ce quartier ainsi que du lacérage systématique des affiches allemandes.

LERYENNAT André (NB)
Né le 12-11-1921 à Douarnenez.

Il entre dans la Résistance par l'intermédiaire de Marcel Florch et du « commandant Fernand » en 1943. En fin de cette année et au début de 1944, il est chargé de la liaison entre les maquis de Scaër et la Résistance à Quimper, Concarneau et Rosporden.

Il participe aux combats de Pouldavid qui opposent un groupe de FTP et une unité allemande qui revenait de Pont-Croix. Il prit part également aux combats de Beuzec, Audierne et de la presqu'île de Crozon. Activité de propagandiste de la Résistance. Sympathisant communiste.

LE SAOUT Robert (NB)
Décédé à Brest en mars 1987, à l'âge de 73 ans.

Postier. Il fut un militant syndicaliste et communiste à Brest. Il fut longtemps à la commission exécutive du syndicat CGT des PTT du Nord-Finistère. Combattant volontaire de la Résistance, il avait été fait chevalier de l'Office Républicain des Mérites Civiques et Militaires. Il était, à sa mort, secrétaire général départemental de l'ARAC.

LESCOP Joseph (compl.)

Les délégués au 2e congrès départemental CGT (Rosporden, 13 mai 1946) l'élisent à leur commission administrative en charge de la direction départementale du syndicat.

LE TALLEC Joseph (NB)
Né le 23-3-1910 à Bannalec.

Militait au PCF et à la CGT à Saint-Denis (93), où il était employé municipal. Il s'engagea dans les B.I. et combat dès le 13 novembre 1937 dans la XIVe B.I. Grièvement blessé à Tortosa, le 29-8-1938, il dut être amputé de la jambe droite et rapatrié à Saint-Denis (93) en décembre 1938. Décédé en avril 1973.

LE VEN Georges (compl.)
Né à Brest le 14-9-1904.

Militait au PCF à Paris.

LE VERGE Mme (compl.)

Sitôt la Libération, Mme Le Verge participe à la réorganisation dans la légalité de la CGT à Morlaix. Elle prend plus particulièrement la direction du syndicat CGT des personnels de la Manufacture des Tabacs.

L'HELGOUACH Louis (NB)
Né le 4-1-1902 à Quéménéven, d'une mère journalière agricole et d'un père jardinier, au château de Frefry, appartenant au comte de Poulpiquet de Brescanvel.

Son père fut contraint de quitter le château à la suite de la disparition d'un sécateur qui fut retrouvé deux ans plus tard, tout rouillé, dans un taillis. Le père de Louis quitta, avec sa famille, la Bretagne pour la région parisienne. Il fut tué en 1915 dans la première guerre mondiale.

A 13 ans, Louis se loue dans une ferme. En 1918, il entreprend l'apprentissage de l'ébénisterie et le bureau de placement de Quimper le dirige sur Laon, dans le Nord de la France que l'on appelait « les régions dévastées » et qui l'avaient été par la guerre et les destructions systématiques des troupes allemandes en retraite. Il devait y pratiquer divers métiers du bois puis revint en Bretagne. Peu après, il retourna à Paris et trouva de l'embauche chez Citroën comme menuisier de voitures. Il militait à la CGTU. Au cours d'une grève, en 1925, il adhère au PCF. Il ne tardera pas à être licencié...

Il se marie en 1926 à une jeune ouvrière tricoteuse, secrétaire de la Chambre syndicale de la bonnetterie. A cette époque, L'Helgouach travaille dans le 19e arrondissement de Paris. 1930 : la crise, le chômage. Il finit par trouver du travail à Drancy où il vient habiter. Il prend une part active aux grèves du Front Populaire.

En fin 1939, quand le PCF est interdit, L'Helgouach entre dans l'activité clandestine et rédige des tracts qu'il diffuse avec ses camarades. Pour des raisons de sécurité, il doit fuir cette banlieue Est de Paris et il rejoint Quimper avec sa famille.

Mais en septembre 1940, il retourne en banlieue Est, à Bobigny, et retrouve l'activité clandestine du PCF engagé dans la résistance. En début 1941, il récupère des armes abandonnées durant l'exode par les troupes françaises. Il prend part aux actions directes contre l'occupant dans les premiers groupes FTP tout en continuant la propagande communiste résistante. En 1944, il participe à plusieurs manifestations anti-allemandes à Drancy, à Belleville. Il participe peu après à la prise de la mairie de Drancy et à celle de Bobigny. Il fait partie du comité local de Libération de Bobigny. En 1945, il est élu conseiller municipal à

Bobigny, il restera trente-deux années à cette fonction.

L'Helgouach était à l'origine de l'Amicale des Bretons de Bobigny qu'il mettra sur pied en 1960. Il décède à Bobigny en mai 1987.

LIJOUR Lucile (compl.)
Décédée à Riec-sur-Belon en décembre 1986.

LOREC Eugène (compl.)

Sur le monument « Aux Fusillés de Penmarc'h » il est dit de Pont-l'Abbé.

LOUARN Jean, Yvon (NB)
Né en 1901. Décédé.

Instituteur à Cleden-Cap-Sizun. Il adhéra au PCF dans les années 30. Résistant. Maire de Cleden-Cap-Sizun à la Libération.

LOUARN Victor (compl.)

Il aurait fait partie d'une série de convois de déportation dites des « 45 000 », partis de Compiègne en juillet 1942, selon Simone Bastien-Le Crux. Ce convoi était presqu'uniquement composé de militants communistes et syndicalistes ; au total, ils auraient été 1 130.

LOUBOUTIN Pierre (compl.)
Né le 13-2-1923 à Pouldavid, nous précise Pierre Moalic. Mort à Etel, où il était douanier, en 1956.

LOUBOUTIN Yves (NB)
Né le 25-4-1904 à Cast.

Il adhère au PCF à Romainville (proche banlieue de Paris) en 1937. Il sera surtout un diffuseur de « l'Humanité » (CDH). Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, libéré en 1945, il retourne à Romainville où il reprend ses activités militantes.

LOZACHMEUR (NB)
Né le 6-1-1910 à Tréboul.

Il s'engagea dans les B.I. qui combattaient en Espagne le coup d'Etat de Franco. Habitait le 6e arrondissement de Paris où il se fit rapatrier lors du retrait des B.I. d'Espagne.

LUSLAC Joseph (compl.)

Il sera membre de la délégation spéciale chargée d'administrer Brest à la Libération, en compagnie d'autres communistes : Jeanne Goasguen-Cariou, A. Le Roy et Riouallec.

MADEC Jean (compl.)
Décédé en juillet 1987.

Dans les dernières années de sa vie, il appartenait à l'organisation des « Vétérans du Parti ». Il fut plusieurs années trésorier départemental de l'ANACR.

MADEC Joseph (NB)
Né le 20-1-1902 à Cléden-Poher.

A la recherche de travail, il été venu au Havre et y devint terrassier. Il adhéra à la CGT et au PCF dont il sera un militant très actif. Résistant dans les rangs du PCF clandestin, il entre à son OS au tout début de 1941, prenant part à diverses actions directes contre l'occupant allemand. Notamment le 17 avril 1941, il sectionna le câble reliant la kommandantur du Havre à l'Etat-major des troupes d'occupation allemandes en France à Paris. Arrêté, il sera condamné à mort et sera le premier résistant fusillé au Havre, le 6-6-1941, à Grand-Quevilly « où tombèrent tant de camarades », a écrit Louis Eudier dans son étude. Il semble qu'il ait été arrêté à Rouen le 5-5-1941.

MAHÉ Louis (NB)
Né le 6-9-1902 à Trégunc.

Habitait et militait au PCF à Montfermeil (93). Il s'engagea dans les B.I. et combattit du 18-11-1936 au 13-11-1938 comme tankiste à la XIVe B.I. « Commune de Paris », 12e Cie. Revenu en France avec le retrait des B.I. d'Espagne, il est mobilisé. Fait prisonnier de guerre en 1940, il est rapatrié sanitaire en octobre 1943. Reprend aussitôt le contact avec le PCF clandestin et passe aux FTP où il accomplit de nombreuses actions contre l'occupant allemand.

MAUGUEN Jean (NB)

Militant syndicaliste, d'abord CGTU, puis CGT réunifiée. Terrassier. Il est élu conseiller municipal à Villeneuve-le-Roi où il habite en mai 1935, sur une liste d'union communiste, syndicaliste CGTU et soc.

MAZÉ Pierre (compl.)

Secrétaire du syndicat du bâtiment en 1950.

MÉNÈS Henri (compl.)

Il devient secrétaire général de l'UD-CGT du Finistère – succédant à Jo Laot – lequel retourne à l'arsenal pour y renforcer l'organisation syndicale CGT. Candidat du PCF aux élections cantonales de mars 1949.

MENOU Jean-François (compl.)

Jean-François au lieu de François. Agriculteur à Plougonven (et non Plougonvelin).

Après la guerre, milite dans le syndicat des exploitants agricoles, la CGA, et il sera élu au Conseil d'administration de la Mutualité Agricole du Finistère. Elu conseiller municipal de Plougonven le 13 mai 1945 (com.). Candidat du PCF aux cantonales à Plouigneau en 1952 (il le fut peut-être aussi en 1946). Décédé le 20 mars 1969, suite à une longue maladie.

MÉZOU Antoine (NB)

Ouvrier à la pyrotechnie de Saint-Nicolas. Socialiste de gauche avant la guerre de 14-18. Elu au conseil municipal du Relecq-Kerhuon.

MIRY Ernest (compl.)

Le 2-9-1944, il réunit à Landerneau les principaux responsables syndicaux de la région brestoise et du Sud-Finistère, ceux qui étaient dans la Résistance, bien sûr, et ceux aussi qui, sans être des résistants, ne s'étaient pas compromis durant l'occupation allemande et le régime de Pétain, afin de reconstituer dans la légalité reconquise l'Union départementale des syndicats CGT. Un bureau provisoire de l'UD y sera élu. Ernest Miry reste alors secrétaire régional de la CGT, mais comme cette fonction, héritée de la clandestinité, est supprimée en 1945, il sera alors élu secrétaire général de l'UD-CGT du Finistère à son premier congrès départemental qui se tint à Quimper, le 10 et 11 mars 1945. Il sera confirmé dans cette responsabilité au deuxième congrès départemental tenu à Rosporden, le 13 mai 1946.

MONCHALOT Louis (NB)
Né le 19-8-1906 à Cast.

Il adhère au PCF à Romainville dans la proche banlieue de Paris, en 1935. Activités de propagande et de service d'ordre. Mobilisé en 1939, il restera prisonnier de guerre jusqu'à la capitulation allemande du 8 mai 1945. Il reprend alors ses activités militantes, communistes et syndicales, à Romainville.

MONS Jean (NB)
Né le 17-11-1899 à Landerneau.

Mouleur. Militant du PCF et de la CGT à Ivry, dans la banlieue parisienne, dans les années 30. Il s'occupe aussi de diverses organisations de masse. Il est trésorier de la FP et secrétaire de l'Aviation Populaire (APO).

MOREAU Jean (compl.)

M. Michel Moreau nous donne les précisions suivantes sur son frère. La 3e Région FFI dont il était le commandant comprenait la Manche, le Calvados et l'Orne (et non l'Eure). Il a été arrêté le 17 mai 1944 par la Gestapo, sur dénonciation d'un de son réseau qui parla sous la torture.

Jean Moreau a été condamné à mort par un tribunal militaire allemand et exécuté, nous dit son frère, par « des nazis français dans l'Orne », le 9-8-1944. Son corps ne fut retrouvé qu'en 1945. Il avait été enterré comme inconnu. Il avait été désigné en début de mars 1944 au poste de chef des FTP de l'Orne.

Le colonel Beaufils-Drumont, délégué du COMAC et ancien chef du 3e bureau de l'Etat-Major national des Forces Françaises de l'Intérieur, écrit dans une attestation concernant Jean Moreau :

« Je l'ai personnellement mis en liaison avec les responsables de l'OCM de ce département (l'Orne), en particulier avec « Pradel » alors chef d'état-major de la « Région M ». Plus tard, courant mai 1944, il m'a accompagné jusqu'au lieu de la

réunion de l'Etat-Major national. Ce jour-là, j'eus la surprise de rencontrer au lieu même du rendez-vous, Darquier de Pellepoix qui avait été antérieurement haut-commissaire aux questions juives à Vichy. La présence de cet individu n'a jamais été éclaircie. »

Beaufils-Drumont raconte ensuite qu'il quitta précipitamment ce rendez-vous et qu'il donna peu après à Jean Moreau « les dernières instructions sur son activité dans l'Orne où il devait participer à la mise en place des plans communiqués par Chaban-Delmas, délégué militaire national ».

MORVAN Michel (compl.)

Il combattait en Espagne dans les rangs de la XII[e] B.I. Quand la nouvelle de sa mort parvint à Brest, une délégation de la section communiste alla informer la famille qui habitait 53, rue Arago, à Brest.

NAHELLEC Guillaume (NB)
Né le 31-1-1885 à Plonéour-Lanvern.

Il sera au début de sa vie militante un anarcho-syndicaliste. Dans les années 20, il rejoint le PCF à Vitry, dans la proche banlieue parisienne, où il habite.

NÉDELLEC Jean (NB)
Né le 19-11-1916 au Juch, près de Douarnenez.

En 1939-40, il se trouvait sur le front sud-tunisien et il y connut beaucoup d'anciens de la guerre d'Espagne, Espagnols ou Français. Rentré en France et démobilisé en fin 1940, il travaille dans la région parisienne dès 1941 aux Gazogènes Imbert. Il entre dans la Résistance en 1942. Activité de propagandiste résistant. En janvier 1943, il est réquisitionné par le STO et il demande un délai, sa femme étant malade ; il essuie un refus. Alors, pour échapper à ce STO, il retourne au Juch et, à Douarnenez, il entre en contact avec la Résistance par Jos Kervarec, le capitaine « Gaston » qui commande le Bat. FTP de Quimper. Il forme alors un groupe de FTP au Juch, avec, notamment, d'autres réfractaires au STO.

Il prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand : sabotages (entre autres de lignes téléphoniques), récupération d'armes, etc. Il participe aux combats de la libération de Douarnenez sous la direction de Marcel Florc'h et, celui-ci étant blessé à Beuzec le 26 août, il le remplace à la tête de la compagnie. A la Libération, il s'engage pour la durée de la guerre. Il avait déjà donné son adhésion au PCF, en 1944, à Douarnenez.

Il retourne dans la région parisienne la guerre terminée. Il sera secrétaire de la section syndicale CGT du Comité central d'entreprise de l'importante société de chimie et de pharmacologie Roussel-UCLAF. Il est aussi conseiller de l'UL-CGT de Saint-Denis et administrateur de l'ASSEDIC de Seine-Saint-Denis, de 1973 à 1977. A la retraite, il retourne au Juch en 1978 et milite depuis dans la section communiste douarneniste.

NÉDÉLEC René (NB)
Né le 24-6-1896 à Quimper.

Agent de la TCRP (transports parisiens), c'est un militant syndicaliste CGT et communiste dès les années 30, tant sur son lieu de travail qu'à Vitry, dans la proche banlieue, où il réside. Il prendra part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Une dénonciation anonyme fera qu'il sera perquisitionné. La police ne trouvera chez lui ce 19-10-1941 que des brochures anciennes des « Amis de l'Union Soviétique ». Il s'occupait beaucoup de sport et était, entre autres, moniteur général du Club Sportif Olympique de Vitry.

NICOLAS Marcel (compl.)

Navigateur. Il partit pour les Brigades Internationales qui combattaient en Espagne de Rouen. Il sera incorporé à la XIV[e] B.I. du 3-11-1936 au 13-11-1938 lors du retrait des Brigades Internationales d'Espagne. Il fut cité à l'ordre du Bat. en septembre 1938, sur le front de l'Ebre. Blessé à Costa de la Reina en octobre 1937, le thorax perforé, il attrapa la tuberculose.

NICOLAS René (compl.)

Il est tête de liste URR (Union Résistante et Républicaine), présentée par le PCF aux élections de mars 1949 à Bannalec.

NOGRET Ambroise, Raymond (NB)
Né le 13-11-1909 à Carhaix.

Venu à la recherche de travail dans la région parisienne, on le trouve militant syndicaliste CGT (et peut-être communiste) à Ivry-sur-Seine, ville de banlieue jouxtant la capitale, où il est chromeur-polisseur. Résistant. En octobre 1944, il est nommé membre du conseil municipal provisoire d'Ivry, désigné par le Comité local de Libération. Il y représente l'ESTI, une association sportive locale.

OLIER (NB)

Militant originaire de Douarnenez. Volontaire des Brigades Internationales. Se retirera à Douarnenez après la guerre, à la retraite.

OLLIVIER Louis (NB)
Né le 15-11-1912 à Beuzec-Conq.

Emigra en région parisienne. Riveur. Il adhère à la CGTU en 1928 et participe à la réunification syndicale des deux CGT en 1935. Il sera toute sa vie un syndicaliste. Il adhère au PCF en 1931 et ne cessera d'en être un militant.

Sur le plan syndical, il est en 1929 délégué de chantier chez Renault, travaux publics ; en 1936 à la même fonction chez Soignat. Après la guerre, délégué au CE des Chantiers et Ateliers de la Haute-Seine, de 1945 à 1947. De 1955 à 1960, chez Renault-Billancourt, pendant deux ou trois ans, il est délégué du personnel au CE.

Dans le PCF, il est membre du bureau de section de Villeneuve-le-Roi, de 1937 à 1939. De 1944 à 1952, secrétaire de section, et de 1960 à 1962, secrétaire à l'organisation du PCF chez Renault. De 1962 à 1968, président de la commission de contrôle financier de la section Renault du PCF.

Avant la guerre, il avait été aussi membre de la section et du bureau des Amis de l'Union Soviétique, de 1933 à 1939.

Fait prisonnier de guerre en 1940, il est libéré comme spécialiste en juin 1941. Il se fait embaucher au Chantier de Haute-Seine à Villeneuve-le-Roi et rejoint aussitôt l'organisation de résistance qui y est organisée sous l'égide du PCF clandestin.

Il s'occupera aussi de la CGT clandestine et participera à des actions des FTP. Il sera bientôt responsable de la section clandestine du PCF ainsi que de celle de la CGT illégale à Villeneuve-le-Roi.

Après la Libération, il sera conseiller municipal de Villeneuve-le-Roi.

PAUGAM Roger (compl.)

De Saint-Marc (depuis englobé dans Brest).

PAUL Marcel (compl.)

Notre amie Suzanne Barrès, compagne de Marcel Paul, nous a fourni les précisions suivantes :

« Il n'a pas été mobilisé en 1940, mais le 3 septembre 1939 où il a été affecté au 2[e] Dépôt de la Flotte à Brest et versé le 2-3-1940 (sous bonne garde effectivement) dans la réserve de l'Armée de Terre (ce qui lui a valu son séjour aux Invalides), affecté au Dépôt du Génie n° 11, puis le 27 avril 1940 à la Cie 321/5.

Fait prisonnier à Nemours le 17-6-1940 avec l'unité 314/6. Camp de Château-Landon. Evadé le 18-6-1940, recapturé le 21-6-1940, évadé de nouveau le 24-6-1940.

PENCALET (un seul **L**) **Joseph** (compl.)

A la Libération, président de la délégation spéciale qui administre Douarnenez en attendant les élections. En février 1945, il va à Paris avec une délégation auprès du Ministère pour obtenir la reprise des travaux du port de Douarnenez, interrompus sur l'ordre des Allemands, ce qui sera obtenu. Il s'entretient aussi avec le directeur des Pêches maritimes pour défendre les revendications des marins-pêcheurs de sa ville, notamment en ce qui concerne la pêche au maquereau, et il s'entend répondre que cette question dépend des autorités militaires alliées auprès desquelles des démarches seront faites sans résultat.

PENCOAT Eugène (NB)
Né le 4-6-1899 à Saint-Pol-de-Léon.

Militant communiste et syndicaliste dans le 20[e] arrondissement, puis dans le 18[e] à Paris. Il s'engagea dans les B.I. et y combat de janvier 1937 à août 1937. Lieutenant des B.I. Sous l'occupation allemande, résistant dans les FTP.

PERCELAY (NB)

Marin-pêcheur. Militant de la cellule du PCF à Audierne dans les années 30. Il fut élu conseiller municipal (com.) d'Audierne lors d'une élection partielle peu avant 1939.

PHILIPPE François (compl.)

Il est dit de Landivisiau sur le monument élevé au Poulguen.

PHILLIPOT Ernest (parfois orthographié **PHILIPOT**) (compl.)

Il fut aussi à l'origine de la création du syndicat des employés des quais.

PIRIOU Yves (NB)
Né le 20-8-1907 à Concarneau.

Emigre dans la région parisienne où il habite le 13e arrondissement de Paris. Probablement militant du PCF. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne aux côtés des Républicains le coup de force de Franco. Il reviendra ensuite dans le 13e arrondissement.

PLASSART Yves (NB)
Né le 3-3-1909 à Loqueffret.

Il adhère en septembre 1936 au PCF à Saint-Denis, dans la région parisienne. Il sera secrétaire d'une des cellules locales de cette importante cité ouvrière. Après la Libération, il sera secrétaire d'une cellule d'entreprise, toujours à Saint-Denis.

PLOUZENNEC Pierre (compl.)

De Plogastel-Saint-Germain.

POIROT René (compl.)
Dit « Marcel ». Né le 30-3-1903 à Plombières (Vosges).

Il s'était évadé du camp de concentration de Rouillé (Vienne) où il était détenu. Il avait été avant guerre secrétaire du syndicat des métaux CGT de la région parisienne et habitait le 11e arrondissement où il avait aussi des activités locales communistes.

POSTIC Francis (compl.)

Candidat du PCF, tête de liste URR présentée par le Parti aux élections cantonales de mars 1949, à Pont-Croix.

POULICHET Christophe (compl.)
Décédé à Scaër en mai 1988.

Il avait été élu conseiller municipal de Scaër en 1953, maire de 1969 à 1983 et conseiller général de 1970 à 1976.

PRIGENT François (compl.)

Il participe à la réunion convoquée à Landerneau par Miry et qui se tint le 2 septembre 1944 pour la reconstitution dans la légalité de l'UD-CGT du Finistère. Il y est élu membre du bureau provisoire avec la fonction de trésorier.

PRIGENT Joseph (compl.)

Il était un militant actif du PCF ainsi que son épouse, au bourg de Saint-Hernin. Il combattit en Espagne dans les rangs de la XVe B.I. Lieutenant. Tué dans le secteur de Mora de Tajuna en février 1937. Il laissait deux enfants, Joseph, né en 1932, et Olive, Marie, née en 1934.

PRIGENT Maria (NB)
Née PANELAY le 19-8-1897 à Glomel (Côtes-du-Nord).

Militante du PCF à Saint-Hernin, elle était l'épouse de Joseph Prigent qui devait être tué en combattant dans les rangs des B.I. en Espagne. (Voir bio.)

En 1937, elle diffusait à Saint-Hernin et dans les environs, soixante journaux par semaine : « l'Humanité » du dimanche, « La Terre », « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime ».

PRIMAS Jean-Louis (compl.)

Ce fut le 20 janvier 1943 qu'il fut arrêté au passage à niveau de Doulon, à Nantes (L.-A.), par des policiers français en embuscade. Fouillé à la mairie de Doulon, précise le rapport de police qui relate l'arrestation. Il était alors accompagné de Yves Giloux qui sera arrêté en même temps que lui.

PURNU Paul (compl.)

Il se place au côté de la Révolution russe, puis de la IIIe Internationale. En décembre 1919, il avait refusé de s'associer aux manifestations organisées par la municipalité brestoise pour l'accueil triomphal du président des Etats-Unis, Wilson, en raison de l'intervention de troupes américaines contre la Révolution soviétique.

QUÉINNEC Arthur (compl.)

Le monument aux « Fusillés de Penmarc'h » porte son nom, mais avec un seul N. Il y est dit âgé de 25 ans et originaire de Quimper.

QUÉMÉNER François, Louis (NB)
Né le 3-3-1906 à Poullaouen, décédé à Clichy-la-Garenne le 8-10-1963.

Il émigra en région parisienne à la recherche de travail et il en trouva à Clichy-sous-Bois, près de Paris. C'est là qu'il adhéra à la CGTU et au PCF, et participa aux grandes luttes du Front Populaire. Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols. Il appartint à la XIIe B.I., puis à la XIVe, comme sapeur et combattit jusqu'en novembre 1938 lors du retrait d'Espagne des B.I. Résistant. Après la guerre, se marie à Clichy-sous-Bois où il a repris ses activités militantes.

QUENTEL (NB)

Militant de la section communiste brestoise. Elu au bureau de la Bourse du Travail de Brest au poste de trésorier-adjoint, en 1922.

QUÉROU Francisque (parfois **Francis**) (N.B.).
Né à Guerlesquin, selon certain document le 2-10-1910 et un autre le 10-10-1905.

Militant communiste à Brest, puis à Paris, probablement dans le 5e arrondissement. C'est de Paris qu'il partit pour les B.I. vraisemblablement en compagnie de Michel Morvan et Albert Rannou, par la même filière, en novembre 1936. Tué dans le secteur de Boadilla del Monte le 16-12-1936.

QUERRÉ Yves (NB)

Militant communiste qui serait originaire du Finistère. Prend part à de nombreuses actions contre l'occupant dans la région parisienne. Arrêté et fusillé le 7 mars 1944, à l'âge de 26 ans, au Mont-Valérien, près de Paris. Sa femme, Denise, était aussi une résistante, de la JC clandestine et du FN. Le couple habitait rue Esquirol, dans le XIIIe arrondissement de Paris. Denise devait se remarier après la guerre.

RAMPI Louis (NB)
Né le 16-4-1902 à Telgruc.

Militant dans la région parisienne. Il s'engage dans les Brigades Internationales qui combattent en Espagne et est blessé au combat. Résistant. Après avoir participé à l'insurrection de Paris en août 1944, il s'engage en octobre suivant dans la Brigade Fabien, où il a le grade de lieutenant. Après la mort de Fabien, cette unité prendra le nom de 151e R.I.

RANNOU François (compl.)

Elu secrétaire du syndicat CGT de l'arsenal en avril 1945. Il assumera cette fonction de nombreuses années.

RANNOU Paul (compl.)
Il serait né, non à Lanriec, mais à Concarneau.

Avant que d'émigrer dans la région parisienne, il exerça le métier de marin-pêcheur.

Il fut mobilisé en 1939, démobilisé en juillet 1940. Il rejoint aussitôt la Résistance, à Vitry, dans les rangs du PCF clandestin. Il sera l'un des premiers FTP de la région parisienne. En 1934, il avait créé une amicale des « Bretons Emancipés » à Vitry, et il consacra beaucoup de dévouement au service de ses compatriotes. Son nom a été donné à une rue de Vitry-sur-Seine.

RAOUL Guy (compl.)

La carrière où Guy Raoul et ses camarades se battirent jusqu'à la mort serait située en La Forest-Landerneau.

RIGAUD Josèphe, Hélène (NB)
Née TRIVIDIC le 22-11-1913 à Douarnenez, de Alain et Marianne Kerloc'h.

Contrôleuse métallurgiste à la SKF à Ivry, près de Paris. Elle épousera Pierre Rigaud, le secrétaire de Maurice Thorez.

Son mari sera fusillé le 22-10-1941 à Châteaubriant. Elle entretiendra des relations de solidarité avec les autres veuves de fusillés, dès lors, tout en continuant sa propagande résistante communiste. Elle sera perquisitionnée par la police de Pétain, le 14-3-1942, à son domicile ivryen, sans résultat.

RIOU Bernard (NB)
Né le 9-1-1911 à Quimper. Décède le 18-4-1945 à Sandhostel, en détention (ou fusillé ?).

Tourneur sur métaux, militant syndicaliste CGT et probablement communiste au Havre dès les années 30.

RIOU Germain (compl.)
Décédé à Saint-Goazec en juillet 1987.

RIOU Guillaume (compl.)

Fut candidat du PCF, tête de liste URR (Union Républicaine et Résistante) lors des élections cantonales de mars 1949 à Ploudalmézeau.

RIOU Jean-René (compl.)
Né le 2-5-1906 à Ergué-Armel.

Il militait dans le 11e arrondissement de Paris. Il s'engagea dans les Brigades Internationales, où son nom fut parfois orthographié RIOCE, par erreur.

RIOU Yves (NB)
Né le 4-5-1910 à Ouessant.

Emigra vers la région rouennaise. Il s'engagea dans les Brigades Internationales qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols. Lors du retrait d'Espagne des Brigades, demanda à être rapatrié à Rouen.

RIOUALLEC Jean (compl.)

Le 2 septembre 1944, lors d'une réunion convoquée à Landerneau par le responsable interrégional de la CGT, Ernest Miry, pour organiser le passage de l'organisation syndicale à la légalité, il est élu membre du bureau provisoire de l'UD-CGT du Finistère.

RIVIERE (NB)
Né à Audierne.

Marin-pêcheur. Militant de la cellule communiste d'Audierne dans les années 30. Décédé.

ROL TANGUY Cécile (compl.)

Voir bio. et compl. en 2e C.M.J. à LE BIHAN Cécile.

ROL TANGUY Georges, René, Henri (compl.)

Cette notice biographique remplace celle publiée dans le dictionnaire, les renseignements publiés ici ont pour source l'intéressé lui-même.

Né le 12-6-1908 à Morlaix. Il exercera la profession de métallurgiste (tôlier, chaudronnier, tuyauteur) de 1922 à 1936.

Il quitte Brest en 1923 pour Paris. Il y travaille chez Talbot, Renault, Citroën, Bréguet, etc. En 1925, il adhère à la Jeunesse Communiste et à la CGTU, aux Automobiles Renault, Usine O, à Billancourt. En 1929 et 1930, il effectue son service militaire en Algérie, au 8e Zouaves. Il y acquiert des connaissances militaires. Mitrailleur, télémétreur, armurier, est classé « combattant d'élite » et fait soldat de 1er classe.

Retour du régiment, il reprend sa vie militante. En 1934, membre du Comité régional de Paris des JC, il adhère au PCF. Militant du syndicat CGTU, puis CGT réunifiée, il est, en 1936, membre de la Commission exécutive du syndicat des métaux pour la Région parisienne.

En 1937 et 1938, il est volontaire pour les Brigades Internationales en Espagne républicaine. Il deviendra commissaire politique de la XIVe B.I. Blessé sur le front de l'Ebre, le 18 juin 1938. Retour en France, il se marie avec Cécile Le Bihan qui sera à ses côtés durant toute la Résistance. (Voir bio. et compl.)

Il est mobilisé en 1939 et versé au 28e R.I.C.M.S. et sera cité à l'ordre du régiment. Démobilisé le 18 août 1940 dans la Creuse, il rejoint la Résistance le lendemain à Paris où il a pu reprendre le contact aussitôt. Il devient alors le dirigeant des Comités populaires des Travailleurs (clandestins) de la région parisienne, mais dès le 5 octobre 1940 il doit gagner la vie illégale.

En août 1941, il est appelé à la direction des FTPF de la région parisienne, organisation encore à créer. Il est promu lieutenant FTP. Une fiche de police (retrouvée à la Libération en août 1944) porte ce jugement : « TANGUY Georges, René Henri... militant communiste dangereux. Ex-commissaire politique des Brigades Internationales. Est actuellement un des chefs de l'organisation centrale terroriste. » En septembre 1942, il se voit confier la direction des FTPF de la région Atlantique. Il revient en région parisienne et, avec le grade de capitaine, en février 1943, prend la direction des FTPF.

En septembre 1943, il est à l'Etat-Major des FFI de la « Région P » (région parisienne, onze départements), de 1943 à 1944 avec le grade de commandant.

En mai 1944, nommé colonel, il devient le chef régional des FFI d'Ile-de-France. En août 1944, il est le chef militaire de l'insurrection parisienne. Il reçoit, le 25 août 1944, avec le général Leclerc, la reddition du général allemand Von Choltitz.

En mars 1945, affecté à la 1re Armée française, participe avec le 151e R.I. à la campagne du Rhin au Danube. Il est alors cité à l'ordre de la division. D'août à octobre 1944, commandant militaire de la ville de Coblence (RFA). En 1945-46, chef de corps du 27e R.I., puis de la 7e Demi-Brigade. En juin 1962, il est mis à la retraite.

Il reprend ses activités militantes et, de 1962 à 1987, il sera membre du Comité Central du Parti Communiste Français.

Il est aussi co-président de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR), président de l'Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine (AVER), vice-président de la Fédération des Officiers de Réserve Républicains (FOR).

Rol Tanguy participera à la rédaction de nombreux ouvrages historiques : « *La Libération de Paris* », Denoël, 1944 ; « *Le PC dans la Résistance* », aux Editions Sociales, 1967 ; « *La Vérité sur la Libération de Paris* », aux Editions Messidor ; « *L'Espagne au cœur* », entretien avec Roger Bourderon, publié dans les « Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes », n° 29 - 1987.

ROUDOT Marcel (compl.)

Les Allemands l'arrêtèrent en 1942 pour avoir fourni aux alliés des renseignements sur les sous-marins allemands. Jugé par un tribunal allemand, à Rennes, il sera déporté. Il mourra au camp de concentration dans les bras de son camarade Charles Cadiou. (Voir Ménès.)

SAVARY Louis-Paul (NB)
Né le 21-9-1901 à Brest.

Employé à la Ville de Paris. Militant communiste et syndicaliste, il était également actif à Vitry-sur-Seine, en proche banlieue où il habitait. Il prendra part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin. Il sera arrêté le 26-10-1940 par les Renseignements Généraux pour avoir fait circuler une pétition dénonçant l'éviction des communistes de la municipalité de Vitry aussi bien par le gouvernement de la « drôle de guerre » en 39-40 que par le gouvernement de Vichy.

La police procèdera à une perquisition de son domicile le 23-4-1943, sans résultat.

SALAUN Pierre (compl.)

Il participera à la réunion convoquée par Ernest Miry, responsable pour la Bretagne de la CGT clandestine, à Landerneau, le 2 septembre 1944, afin d'organiser le passage à la légalité reconquise de la centrale syndicale. Il est élu membre du bureau provisoire installé à l'issue de cette réunion pour diriger l'UD-CGT. Il est nommé secrétaire permanent. Fonctions confirmées par le premier congrès de l'UD-CGT à Quimper, en mars 1945.

SCOAZEC Jean-Marie (compl.)

En novembre 1929, il est du groupe de militants concarnois qui entreprend la diffusion de la presse communiste dans la région de Concarneau (« l'Humanité », « l'Avant-Garde », « La République Ouvrière et Paysanne », « La Vie Ouvrière »).

SCORDIA Guillaume (compl.)
Né le 18-4-1900 à Cast. Exécuté le 11-8-1942.

Militant du PCF et de la CGTU dans la

région parisienne où il était venu chercher du travail. Il sera secrétaire du syndicat des terrassiers de la région parisienne et gérant de leur journal syndical « Le Terrassier ». Il prend une part active à la reconstitution du PCF dans la clandestinité dès le début de celle-ci en fin 1939. Il prend part à la Résistance dans les rangs du PCF clandestin et participe à de nombreuses actions contre l'occupant. Ce seraient des policiers français qui l'auraient arrêté. Ils le livreront aux Allemands qui le condamneront à mort.

SINQUIN Jean-Marie (NB)
Né le 21-11-1904 à Scaër. Fusillé au Mont-Valérien, près de Paris, le 13-10-1941.

Militant communiste et syndicaliste CGTU, puis CGT réunifiée. Membre du Conseil syndical des terrassiers de la région parisienne. Dès le début de l'occupation, il participe à la Résistance dans les rangs du PCF et de la CGT clandestinement reconstitués. En 1941, alors qu'il travaillait sur un chantier, il « récupère » des bâtons de dynamite nécessaires aux premières actions de l'OS du PCF, en début de l'année. Découvert, il sera exécuté comme otage au Mont-Valérien. Sa condamnation à mort sera prononcée « post-mortem » par un tribunal militaire allemand, le 23-1-1942.

SIZUN Anna (NB)
Née FLOC'H.

Militante du PCF au Pont-de-Buis où elle décède en mars 1988, à l'âge de 88 ans. Elle avait été dans la Résistance et était membre des Vétérans du PCF.

STALEN Jean (NB)
Né le 10-8-1899 à Concarneau.

Habitait Paris (2e arrondissement). S'engagea dans les Brigades Internationales en Espagne. Lors de leur retrait fut rapatrié vers le deuxième arrondissement.

STEPHAN Joseph (compl.)

Il est aussi de ces militants syndicalistes qui, ne s'étant pas compromis sous l'occupation, seront appelés à Landerneau le 2 septembre 1944 par Ernest Miry en vue de réorganiser dans la légalité la CGT. Il y est élu membre du bureau provisoire de l'UD-CGT. Il est élu secrétaire de l'Union locale CGT de Brest en 1945 et confirmé à ce poste en mai 1946. Les sections syndicales regroupées par cette UL brestoise totalisaient alors 15 000 adhérents.

TANGUY François (NB)
Né le 2-4-1924 à Landerneau, décédé à Brest en juillet 1987.

Ouvrier du bâtiment. Après avoir participé à dix-neuf ans à la Résistance et s'être engagé dans la Première Armée, il finit la guerre à la frontière autrichienne. Revenu à la vie civile, il adhère à la CGT et au PCF en 1946.

En 1950, il est élu délégué du personnel dans une entreprise du bâtiment de Brest et devient dans le même temps secrétaire de l'Union locale CGT de Landerneau. En 1951, il est appelé à la direction de ce syndicat à Brest afin de remplacer Pierre Mazé — promu à la Fédération du Bâtiment. A Brest, ville où la reconstruction avait amené un grand nombre de travailleurs de cette corporation, en 1952, avec ces syndicats, il constitue l'Union départementale du Bâtiment (USB).

C'est en 1956 qu'il sera élu secrétaire général de l'Union départementale CGT du Finistère, poste qu'il occupera jusqu'en 1978. Plus tard, avec les secrétaires des UD-CGT du Morbihan et des Côtes-du-Nord, il participera à la création du Comité régional CGT de Bretagne.

« Fanch », comme l'appelait ses camarades, fut mêlé à tous les événements politiques et sociaux qui, parfois très durs, marquèrent ces décennies dans notre département.

Il a écrit un remarquable ouvrage, très documenté, sur cette période : *« La CGT dans le Finistère - 1944-1968 »* dont deux tomes ont été édités avant sa mort. Nous espérons que la Direction départementale CGT sera en mesure de faire paraître le troisième tome rapidement, car c'est un travail remarquablement documenté, écrit par un militant qui fut acteur de ces événements et non par un de ces « historiens » qui se « penchent » sur la classe ouvrière, et cela donne à son ouvrage cette authenticité où tous les militants se retrouvent.

TANGUY Georges, René, Henri, dit **ROL TANGUY** (compl.)

Voir importants compléments à ROL TANGUY Georges, René, Henri.

TANGUY Pierre (compl.)
Décédé à Argenteuil le 13-11-1985.

THÉPOT Eugène (NB)
Né le 20-5-1895 à Lambézellec, décédé à Auschwitz le 30-10-1942.

Venu au Havre pour trouver du travail, il sera métallurgiste. Il devient un militant communiste et cégétiste. Délégué syndical aux Chantiers Augustin-Normand. Membre de la commission du syndicat des Métaux du Havre. Entre dès 1940 dans la Résistance, dans les rangs du PCF, clandestin depuis la fin de 1939. En 1941, il est combattant de l'OS du Parti puis, passé aux FTP, il prendra part à de nombreuses actions contre l'occupant. Arrêté, il est déporté en Allemagne au camp d'Auschwitz où il mourra.

THORAVAL (NB)

Ouvrier à l'arsenal de Brest où il est élu, en 1913, secrétaire du syndicat « rouge » (par opposition au syndicat « jaune » réformiste). Il est inscrit au carnet "B" par les autorités militaires. Il collabore au « Finistère Syndicaliste » où l'on remarque ses vigoureuses positions de lutte de classes. C'est aussi un fervent animateur de la lutte contre la guerre. Mobilisé en 1914.

TOUDIC Yves (compl.)

C'est en 1924 qu'il vint à Paris à la recherche de travail.

TOURNEVACHE François (compl.)

Candidat du PCF à Lanmeur, aux élections cantonales de mars 1949.

TREBERN Joseph (rect.)

Et non THEBERN comme une coquille typographique l'orthographie.

TRELLU Daniel (compl.)

Alors qu'il était secrétaire national de l'UJRF et qu'il habitait Villejuif, dans la banlieue parisienne, il fut élu conseiller municipal en 1947. Mais il ne devait pas rester à cette fonction étant retourné peu de temps après dans le Finistère.

TRELLU Yves (compl.)
Né le 28-10-1908 à Quéménéven, décédé au Perray (Vaucluse) en décembre 1976.

Militant communiste. Il s'engagea dans les B.I. qui combattaient aux côtés des Républicains espagnols le coup d'Etat de Franco. Il y arriva le 21 octobre 1936. Sergent à la XIIIe Brigade, 2e bat., Ire Cie. Blessé à Teruel le 29-12-1936. Trépané, il est rapatrié sanitaire en février 1937.

Plus tard, il participera à la Résistance dans les rangs des FTP. Il devait être hospitalisé définitivement quelques années après la guerre à cause des conséquences de ses graves blessures.

TRIVIDIC Albert (et non TREVIDIC) (compl.)

En plus de ses activités politiques, Trividic sera un des fondateurs de l'A.S. Plouhinec de Football et dirigeant de ce club de 1934 à 1944. En 1943, il avait été démis de ses fonctions de secrétaire de l'ASP par les autorités vichystes.

Mobilisé dans la Marine nationale en août 1939, il participa à la guerre sur mer. A la débâcle, il se retrouve à Oran, puis Mostaganem. Dans ces ports, il chante l'Internationale avec les autres marins de l'aviso sur lequel il était embarqué... ce qui leur vaudra d'être rapatriés parmi les premiers. Il se retrouve à son école de Plouhinec où il enseigne en début de 1940. Il entre au Front National en janvier 1942, et prend part à de nombreuses actions contre l'occupant allemand. En 1943-44, il assume la responsabilité du FN pour la région Ouest de Quimper. Le 20 avril 1944, il échappe de peu à la police de Vichy. C'est à Nantes qu'il retrouvera le contact peu après. En juin 1944, de retour à Plouhinec, il va contribuer alors à la formation des Cies « Hoche » et « Indépendance » à Plouhinec, « Marat » à Audierne, « Robert-Normant » à Plogoff, « Catroux » à Goulien.

Ces compagnies FTP, avec d'autres compagnies FFI, mettront hors de combat 600

Allemands dans le Cap Sizun : 300 au cours des combats de Lesven, en Beuzec-Cap-Sizun, le 26 août 1944, et 300 autres à l'issue du siège des casemates allemandes d'Audierne (26 août au 26 septembre 1944).

D'octobre 1944 à mai 1945, il est secrétaire fédéral du Finistère du Front National. Il reprendra son poste d'instituteur en 1945 à Plouhinec, puis à Audierne. En avril 1945, avec Noël Le Gouill, il est élu conseiller municipal (com.) de Plouhinec au deuxième tour battant le maire réactionnaire et son adjoint. En 1947, Trividic et son camarade seront battus de justesse.

A. Trividic a fait aussi du théâtre amateur pendant une cinquantaine d'années, surtout en breton.

En 1929, il faisait partie des élèves des trois promotions de l'Ecole Normale d'Instituteurs de Quimper qui furent licenciés pendant trois semaines pour s'être élevés contre les brimades de la direction de l'établissement.

TROADEC André (compl.)

Il fut un des militants syndicaux qui seront réunis à Morlaix le 29 août 1944 par Ernest Miry pour reconstituer l'Union locale CGT de cette ville. Il est alors élu membre du bureau de cette UL.

VUILLEMIN Charles (compl.)

Il fut arrêté le 21-1-1943 par des policiers français devant la gare d'Orléans, à Nantes, précise le rapport de police qui relate l'arrestation.

YAOUANC René (NB)
Né le 6-11-1923 à Brest.

Il habitait et travaillait à Vitry (banlieue immédiate de Paris) et il y entre en contact avec la Résistance (JC ou FTP ?), puis, par mesure de sécurité, doit gagner la province où il entre au maquis de Besnard-Villeberny (Côte-d'Or). Au cours d'un coup de main, il tombe aux mains de l'ennemi. Fusillé le 1er mars 1944.

YONNET Robert (NB)

Un document, conservé aux archives du Musée de la Résistance Nationale, à Ivry, donne une liste de communistes finistériens fusillés et, dans cette liste, figure Yonnet Robert, de Brest, célibataire. Nous n'avons pu encore obtenir d'autres renseignements à son sujet. S'agirait-il d'un patriote ayant adhéré au PCF clandestin à Brest, mais qui ne pouvait être connu des camarades que par un pseudonyme ? Ou d'un nom mal orthographié par les Allemands, comme Yvonnet ?

ANNEXES

1°) LISTE DES MILITANTS TOMBÉS DANS LA RÉSISTANCE.

2°) LES VOLONTAIRES BRETONS DANS LES BRIGADES INTERNATIONALES.

(Eugène KERBAUL).

3°) VOLONTAIRES FINISTÉRIENS DES B.I. TOMBÉS EN ESPAGNE.

4°) LISTE DES VOLONTAIRES BRETONS DANS LES B.I.

5°) DÉBUTS DE LA RÉSISTANCE DES COMMUNISTES EN BRETAGNE.

(Robert BALLANGER).

LISTE (revue et complétée) DE MILITANTS DU FINISTÈRE COMMUNISTES OU SYMPATHISANTS, TOMBÉS DANS LA RÉSISTANCE

(remplace la liste publiée dans le 1er Cahier de Mise à Jour mais **dont il faut toujours consulter la présentation)**

ABALAIN Albert
ALBA Raoul
ALLANIC Joseph
APPÉRÉ René
ARGOUARCH Lucien
AUMEL Fernand
AUNIS Georges
AUVINET Alex
AZOU Jean-Marie
BAUDRY Jean
BÉCHENNEC Corentin
BELBÉOC'H Joseph
BERGER André
BERTHÉLÉMÉ J.-L.
BERTHOU Joseph
BEVIN Yves
BIGER Yves
BODENNEC Corentin
BOLLORÉ Joseph
BOLZER Pierre
BOUCHER Marcel
BOUCHER Robert
BOURVIC Louis
BRUSQ Emmanuel
BUANNIC Antoine
BUREL
CABIOCH Joseph
CADIC Eugène
CADIOU Albert
CADIOU Georges
CADIOU Jean-Marie
CALONNEC Robert
CAM Guy
CAM M. (ou LE CAM)
CAOUERON Pierre
CAOUISSIN Guillaume
CAPITAINE Pierre
CARDUNER Pierre
CARIO Henri
CARIOU Antoine
CARIOU Corentin
CARIOU Corentin-Marie
CARIOU Etienne
CARIOU Marcel
CARIOU Pierre
CARIOU Yves
CARO René
CARON William
CELTON Corentin
CEVAËR Marcel
CHITRE Louis
CLECH Jean-Marie
CLOAREC Yves-Marie
COANT Armel
COANT Francis
COANT François
COAT Paul
COCHENNEC Corentin
COCHERY Pierre
CORRE Jean
CORRE Pierre
CORRÉE
COUSQUER Marcel
CRÉAC'H Albert
CRÉAC'H Michel
CREFF Jacques
CRÉOFF Joseph
DANIEL Pierre
DAOUDAL Yves
DAVID Auguste
DAVID Yves
DE BORTOLI Charles
DEPARTOUT Louis
DERRIEN Ernest
DIVANAC'H Corentin
DONNARD (de Quimper)
DUGAY Auguste
DUPART André
DUPERRIER Albert
DURAND Lucien
FALHUN (ou FALC'HUN)
FAOU Julien
FERS Francis
FLOCH Corentin
FLOCH Louis
GAC Pierre
GAC Pierre
GARREC André
GARREC Pierre
GAUTHIER Joseph
GAUTHIER Pierre
GAVOIS Jacques
GENTRIC Alain
GILOUX Yves
GOARANT Jean
GOURLAOUEN J.-P.
GOURMELON Paul
GOURMELON Yves
GRALL Henri
GRALL Jean-Marie
GRALL Marcel
GRALL Pierre-Marie
GUÉGUEN Désiré
GUÉGUEN Roger
GUÉGUIN Pierre
GUENNEC Albert
GUENNEC Michel
GUILLEMOT
GUILLOU Alexandre
GUIVARCH Vincent
HARRÉ François
HASCOËT
HÉNAFF Arthur
HERNOT Albert
HERRY Jean-Yvon
HERVÉ Jean
HERVÉ Raymond
HERVÉ Yves
JACQ Fernand
JAMEAU Alfred
JOLIVET Pierre
JOURDAIN Esprit
KERAUTRET Jean
KERBOLIOU François
KERGONNA Marcel
KERGUIDUFF Pierre
KERHOAS Auguste
KERIVEL Eugène
KERJEAN Henri
KERNOURS Etienne
KERVOELLEN Francis
LAFLEUR Eugène
LAGADIC Louis
LANCIEN Jean-Louis
LARNICOL Louis

LARZUL Albert
LAURENT Bernard
(ou BERNARD Laurent)
LAUTRÉDOU Henri
LAUTROUS Jean
LAVENANT Jean
LE BAIL Louis
LE BAUT René
LE BERRE
LE BERRE Jean
LE BERRE Yvon
LE BIHAN François
LE BIHAN Jean
LE BLOAS François
LE BORGNE Ernest
LE BRAS Francis
LE BRIS Charles
LE BRIS Eugène
LE BRIS François
LE BUHANNEC Arthur
LE CAM Marcel
LE CORRE Pierre
LE COZ Marcel
LE DARSE Henri
LE DONCHE Yvon
LE DUC Jean
LE FLEM Louis
LE FLEM Maurice
LE FOLL Jean
LE FUR Jean
LE GALL François
LE GALL François
LE GALL Georges
LE GALL Georges
LE GALL Henri
LE GALL René
LE GALL Yves
LE GENT Paul
LE GUEN Louis
LE HERPEUX
LE LAY Alain
LE LUC Maurice
LE MEUR Christophe
LE MEUR
LE MOAL
LE MOAL
LE PAGE Emile
LE PAPE Jean-Baptiste
LE PORT Charles
LE RESTE Jean-Pierre
LE ROY
LE SCANFF
LESCOP Paul
LE SCRAIGNE
LESVEN Jules
LEVER François
L'HELGOUALC'H André
LIGEN François
LOREC Eugène
LOUARN Théophile
LOYEN Jean
MADEC Joseph
MARC Jean
MASSÉ Louis
MASSÉ Marcel
MASSON Jean
MASSON Jean-Pierre
MAUDUIT Julien
MÉLOU Georges
MERRIEN François
MESCAM Yves
MESSAGER Henri
MICHENSKI Pierre
MILLOUR Etienne
MONOT Paul
MONOT Ténénan
MOREAU Henri
MOREAU Jean
MORVAN Christophe
NÉDELLEC Henri
NÉDELLEC Pierre
NICOLAS Jean
NIHOUARN Albert
NORMANT Robert
PAPE Jean
PERROT Albert
PICHON Yves-Marie
PLASSART Jean-Marie
PONTET Robert
PRIMAS Jean-Louis
PRIMOT Armand
PRIOL Jean
QUÉDEC Maurice
QUÉMÉNER Pierre
QUÉMÉNER Prosper
QUÉNÉA André
QUÉNÉCH'DU Yves
QUÉNET Raymond
QUIDEAU Corentin
QUINIOU Alain
QUINIOU André
QUINTRIC Jean
RANNOU Albert
RAOUL Guy
RIOU Bernard
ROLLAND Albert
ROLLAND Etienne
ROPARS Joseph
ROUDAUT Isidore
ROUDOT Marcel
SALAÜN Jean
SALAÜN Joseph
SCORDIA Guillaume
SCOTET Jean
SIGNOR Roger
SIMON Jean
SIMON Yves
SINQUIN Jean-Marie
SISSOU Jean-Baptiste
SOUFFEZ Auguste
TEUROC Jean-Marie
TEXIER Eric
THÉPOT Eugène
THÉPOT François
TOUDIC Yves
TRÉBERN Ange
TRÉBERN Joseph
TRELLU Yves
TRESSARD René
TRICHARD Yves
TROADEC Sylvain
TURMEAU Jean
VAN HOEVEL Albert
VOLANT Antoine
VOLANT Marcel
VOLANT Yves
VUILLEMIN Charles
VUILLEMIN Henri
YONNET Robert

LES VOLONTAIRES BRETONS DANS LES BRIGADES INTERNATIONALES

Guerre d'Espagne 1936-1939

LES SOURCES

Bien sûr le fichier et la documentation irremplaçable de l'Amicale des Anciens Volontaires en Espagne Républicaine (A.V.E.R.) dont je tiens à remercier les responsables pour leur fraternelle compréhension et les indications précieuses qu'ils m'ont fournies et en particulier Henri Rol Tanguy et Roger Ossart, respectivement président et secrétaire général de l'A.V.E.R. Je leur dois beaucoup. A voir aussi les archives des Vétérans du PCF. Les survivants et des membres de familles de volontaires disparus m'ont aussi apporté un concours précieux.

D'OÙ VENAIENT LES VOLONTAIRES BRETONS ?

Evidemment de Bretagne, mais aussi, en nombre, de la Région parisienne et de quelques autres régions de France où des Bretons avaient émigré depuis le début du siècle à la recherche de travail. Leur antifascisme lucide s'était forgé dans d'âpres luttes sociales et politiques. Ce sont donc dans leur très grande majorité des communistes, sinon des sympathisants très proches, ainsi que des syndicalistes, surtout formés dans la C.G.T.U.

Les premiers qui arrivèrent en Espagne — par la Catalogne le plus souvent — s'intégreront dans les milices populaires mises sur pied par les organisations antifascistes ou encore dans les premières formations militaires spontanées de volontaires étrangers, les « centuries » ; certains entrèrent directement dans l'armée espagnole — du moins dans ce qui en subsistait — notamment la cavalerie, et y resteront jusqu'à la formation, à la mi-octobre 1936, des Brigades Internationales créées à l'instigation de l'Internationale Communiste et placées sous l'autorité directe du gouvernement légal de la République espagnole. Dès la fin de 1936, les volontaires bretons furent le plus souvent regroupés avant leur départ dans des centres, comme celui d'Ivry, où s'effectuaient de premiers contrôles (qui avaient pour but d'éliminer les aventuriers et autres brebis galeuses) et les premiers examens médicaux d'aptitude au combat.

Ces volontaires conserveront dans l'ensemble de bons contacts avec leurs organisations locales, telles le PCF, la JC, la CGT, le Secours Populaire et dans la région parisienne les « Bretons Emancipés ». La presse communiste régionale publiera des lettres d'Espagne de Volontaires de la Liberté. Une solidarité active s'organisa, parfois par le moyen de parrainages, pour l'envoi de colis, de lettres, etc. Des collectes de vivres, de vêtements furent faites et des convois de plusieurs camions furent ainsi envoyés de Bretagne en Espagne, l'un de ces convois était dirigé par le responsable du Comité départemental finistérien du Front Populaire, le communiste Louis Rabardel. Une autre forme de solidarité s'exercera

en direction des familles toutes les fois que cela fut possible. Encore qu'il faille noter le cas navrant d'une famille d'un volontaire qui, oubliée sur une liste, fut privée assez longtemps de cette solidarité et qui s'en plaignit alors dans une lettre d'une émouvante dignité à la direction finistérienne du Parti. La solidarité fut rétablie immédiatement bien sûr...

Les volontaires furent très sensibles à l'ardente campagne menée par le P.C.F. pour dénoncer la « Non-Intervention » et pour exiger l'envoi d'armes à la République espagnole. Des photos de manifestants portant des banderoles réclamant « Des avions, des canons pour l'Espagne », prises à Brest et dans d'autres villes bretonnes leur furent envoyées. Sur une des photos prises à Brest on pouvait voir sous cette banderole la mère et la demi-sœur d'un volontaire, André Pierre.

A signaler que les six communistes allemands, dits les « Sarrois », réfugiés à Brest en fin 1935, et qui y formèrent une cellule du P.C. allemand, s'engagèrent en bloc, fin octobre 1936, pour les B.I. où ils furent incorporés dans un bataillon de langue allemande. Il n'y eut jamais en effet de brigade allemande au sens national du terme, mais en février-mars 1937, un regroupement au sein de la XIe B.I. des volontaires de langue allemande (Allemands, Autrichiens) et de langues apparentées (Hollandais, Flamands, Scandinaves, etc.). Deux des « Sarrois », Hermann et Fuchs, maintinrent la liaison par lettres avec la section communiste de Brest. Une lettre de Fuchs sera publiée dans l'hebdomadaire régional du PCF.

Ni dans les documents, ni dans les témoignages, on ne trouve trace de volontaires venant du Parti socialiste, ou apparentés, au sein des B.I. Cela eut d'ailleurs été étonnant puisque les socialistes bretons étaient unanimes à approuver la politique de « Non-Intervention » décidée et appliquée par leur dirigeant, Léon Blum, chef du gouvernement socialiste, et qui sera poursuivie par les gouvernements suivants.

Il y eut quelques anarchistes ou libertaires qui s'en allèrent du Finistère vers l'Espagne, Ils y prirent contact avec des organisations similaires aux leurs, la C.N.T. (Confederacion Nacional de Trabadojes) et F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique), avec lesquelles ils avaient eu parfois des contacts avant le coup de force fasciste. Chose curieuse, on ne connut jamais les noms de ces hommes, dont certains auraient participé à des actions dans des milices mises sur pied par ces organisations, ils étaient quatre ou cinq dans ce cas. Les autres, peu nombreux, ne combattirent point. Tous revinrent vite dans le département, toujours aussi anonymes. Mais leurs amis laissèrent alors entendre que les contacts avec leurs homologues madrilènes ou catalans s'étaient vite effrités et que la barrière de la langue s'ajouta à des divergences de conception quant à leur rôle sur place. En fait la guerre avait vite évolué et les miliciens du début de la guerre civile, vêtus de bleus de mécano (le « mono »), chaussés d'espadrilles, s'étaient intégrés peu à peu à l'« Ejercito Popular », l'armée populaire, née de la longue bataille de Madrid, puis dans l'Armée républicaine. La guerre prenait alors un autre visage, qui imposa ces changements. L'antimilitarisme de nos anarchistes et libertaires ne s'accommoda pas du passage à la formation militaire. Ils ne pouvaient rejoindre les Brigades Internationales pour les mêmes raisons.

LE RETOUR DES SURVIVANTS

Quand, en fin 1938, fut décidé le retrait d'Espagne des B.I., nos volontaires revinrent généralement vers les localités, de Bretagne ou d'ailleurs, d'où ils étaient partis. Ils y retrouvèrent leurs familles, leurs camarades, leurs organisations. Il manquait beaucoup de monde à ces retrouvailles : ceux qui gisaient dans cette terre d'Espagne pour laquelle ils avaient combattu, d'autres encore qui attendaient leur libération des geôles et des camps de concentration franquistes.

A peine avaient-ils mis le pied sur le sol de France que la plupart d'entre eux étaient assaillis par des tracasseries tant policières que militaires venues de gouvernants de politi-

ciens de gauche qui pourtant devaient leurs postes ministériels au Front Populaire. Mais la « Non-Intervention » avait été suivie de Munich....

Une solidarité, pas toujours aussi efficace que l'on aurait pu souhaiter, se mit en place. A la plupart il fallut trouver du travail, parfois un logement. Nombre de volontaires revenaient malades, notamment de la tuberculose, une maladie que l'on ne savait pas encore guérir et leurs existences connut la longue dégradation dans les sanatoriums. Les nombreux blessés furent un problème en dépit de tous les dévouements. Trouver des établissements adéquats à leur cas ne fut pas toujours facile.

Et puis il y avait les estropiés à vie, les veuves, les orphelins...

On comprend que souvent alors à leur fierté se mêlât parfois quelque amertume. Quand, en 1940, la trahison fut consommée et la France envahie, on trouva les anciens des B.I. aux premiers rangs des résistants de la première heure. Ils fournirent un encadrement exceptionnel à l'O.S. du Parti, dès la fin de 1940, puis aux FTP, souvent à des niveaux élevés de responsabilité. Le commandant des FFI de l'Ile-de-France qui organisa l'insurrection et la Libération de la capitale et reçut aux côtés du général Leclerc la reddition de von Choltitz n'était-il pas un ancien des B.I., le Breton Rol Tanguy.

E.K.

VOLONTAIRES DES BRIGADES INTERNATIONALES CONNUS COMME FINISTÉRIENS TUÉS AU COURS DE LA GUERRE D'ESPAGNE (1936-1939)

ANDRÉ Pierre
AUTRET Aristide
CROISSANT Pierre-Marie
DARCILLON François
GOURMELIN-TARIDEC
KERVARREC Hervé
KERVOELLEN Théophile
LANCIEN Joseph
LAVOQUER Paul
LE BORGNE Jean-Marie
LE COZ Alain
LE DARSE Albert
LENNEC Jérôme
LE TANTER Eugène
LE VEN Georges
MORVAN Michel
PRIGENT Joseph
QUÉROU Francisque
RIOU Jean

LISTE DE VOLONTAIRES BRETONS DANS LES BRIGADES INTERNATIONALES

Les volontaires originaires du Finistère — ou y ayant milité — ont leurs biographies dans le Dictionnaire de Militants de Finistère, il est alors indiqué : **Voir bio,** ou encore dans les Cahiers de Mise à Jour, alors indiqué : **Voir CMJ 1 ou CMJ 2** (CMJ = Cahier de Mise à Jour, 1 ou 2). Cette liste doit être incomplète malgré tous nos efforts, qui nous ont cependant permis d'en retrouver 240.

ABAUTRET Jean-Marie (ou Louis ?)
Voir bio.

ALLIX Louis Marie
Né le 28-10-1903 à Fougères (I.-et-V.). Tué à Guadalajara le 18-3-1937.

ALLO Roger
Né le 5-3-1906 à Saint-Nazaire (L.-A.). Militant du PCF et de la CGTU, puis de la CGT réunifiée. Fusillé au camp de Souges, près de Bordeaux, le 24 octobre 1941, en représailles de l'exécution d'un officier allemand par la Résistance.

ANDRÉ Pierre
Voir bio.

APPÉRÉ Irénée
Bio et CMJ 2.

APPÉRÉ René
Voir bio.

AUTRET Aristide
Voir bio et CMJ 2.

BAHU André
Né le 15-12-1913 à La Genest (53). Ce volontaire des B.I. aurait milité à Saint-Malo où il habitait et ce serait pourquoi il y aurait été rapatrié en 1938.

BALP Jean
Voir bio.

BELLEC Jean-Marie
Né le 4-2-1904 à Hennebont d'où il partit le 24-2-1938. Blessé le 25-7-1938 au passage de l'Ebre. Rapatrié en novembre 1938. Militant communiste, il entre dans la Résistance. Il sera deux fois arrêté. Détenu aux camps de concentration de Voves et Pithiviers, puis au fort de l'île de Ré. Décédé. Il appartint à la XI[e] B.I., 1[er] bataillon.

BELLIER René
Militant du PCF à Rennes où il naquit le 17-5-1911. S'engage dans les B.I. en fin 1936 ou début 1937 et part de Rennes. Tué sur « la côte d'Aragon », en mai 1938, « par un lance-flammes de fabrication allemande ».

BERTHELOT Jean
Né le 8-1-1913 à Saint-Martin (56). (S'agirait-il de Saint-Martin près de La Gacilly ?). Il habitait Chartres. Militant du PCF. Il arrive en Espagne en août 1936 et reste dans les B.I. jusqu'à leur rapatriement en novembre 1938, après avoir combattu dans les rangs de la XIV[e] B.I., 9[e] bat., où ce militant était commissaire de compagnie. Résistant sous l'occupation allemande.

BERTHELOT Joseph-Marie
Né le 15-5-1911 à La Chapelle-Sainte-Melaine (I.-et V.). Militant du PCF dans le 15[e] arr. de Paris. Il partit de Paris. Mortellement blessé à Mora de la Nueva, il décède peu après, le 19-9-1938.

BERTHO Daniel
Né à Elven (56), le 17-5-1913. Chauffeur. Militant du PCF, n'a jamais milité dans le Finistère semble-t-il, mais dans le Morbihan. Il s'engage dans les B.I. au début. Combat dans la XIV[e] B.I. Blessé. Rapatrié. Mobilisé en 1939 à l'arsenal de Lorient. Résistant sous l'occupation allemande.

BERTHO Roger
Né en 1906 à Nantes. Tué à Caspé le 24-4-1938.

BERTHELOM Corentin
Voir bio et CMJ 2.

BERTRAND Louis
Militait à Saint-Nazaire où il demanda à être rapatrié lors du retour des volontaires en France. Né à Corneilhan (34), le 26-3-1914.

BERVAS Edmond
Né le 19-3-1916. Il partit de Cherbourg en novembre 1937 et combattit dans les rangs du X[e] bat., 3[e] Cie. Disparu en mars 1938 (au passage de l'Ebre ?).

BIHAN Marcel
Tué lors des combats de la Cité universitaire à Madrid le 19-11-1936.

BOËDEC Louis
Voir bio et CMJ 2.

BOHEC Joseph Noël
Né le 21-6-1899 à Locminé (56). Militant communiste et syndicaliste à Villeparisis d'où il part en novembre 1936 pour l'Espagne. Capitaine. Mortellement blessé au combat, à Tortosa, en 1938.

BONIZEC Alain
Voir bio et CMJ 1 et 2.

BONIZEC François
Voir bio.

BOUBARNE André René
Né le 15-5-1908 à Saint-Malo. Militant du PCF à Rouen où il sera rapatrié.

BOURDOULÈS Alain
Voir bio.

BOULARD Yves
Né à Plougrescant (22), le 19-10-1910. Rapatrié au Havre.

BRIS Henri
Né le 29-5-1912 à Rennes. Parti de Saintes (17). Tué au combat.

BROCHET Guy
Voir bio.

BROSSARD Marcel (quelques fois orthographié BROSSAUD ou BROUSSARD, par erreur).
Né le 29-6-1905 à Blain (44). Partit de Nantes, où il militait, en octobre 1936. Décédé à Madrid le 18-2-1937.

BUREL Pierre
Voir bio.

BUREL René
Né le 23-8-1906 à Chatelaudren (22). Rapatrié à Enghien-les-Bains.

CADOU Yves
Serait né en Bretagne. Partit du 10[e] arrt. de Paris en décembre 1936, blessé, il est rapatrié en octobre 1937. Il avait combattu dans la XIV[e] B.I., 12[e] bat.

CARIO Henri
Voir bio.

CESSON Pierre
Né le 18-3-1916 à Trédarzec (22). Volontaire des B.I., il sera rapatrié à Trouville.

CHABAS Marcel
Voir bio et CMJ 2.

CHAFFARDON René
Né le 18-4-1916 à Trézardec (22).

CHAILLOU DE L'ÉTANG
Né le 6-2-1910 à Locmariaquer (56). Rapatrié dans le XVII[e] arrt. de Paris.

CHALMEL Jules
Né le 12-8-1913 à Fougères (35). Militant du PCF à Rennes. il s'engage dans les B.I. en fin 1936 ou début 1937.

CHALMET Théodore
Voir bio.

CHARPENTIER Alexis
Né le 1[er]-3-1901, à Nantes. Rapatrié lors du retrait des B.I.

CHESNAY Ernest
Né le 22-5-1899 à Rennes. Combattit dans la XIII[e] B.I. Lieutenant. Cinq fois blessé.

CLOAREC Ernest
Voir bio.

COATMÉLEC Joseph
Né le 15-3-1909 à Priziac (56). Rapatrié à Aubevoye (27), lors du retrait des B.I., en novembre 1938.

COËFFIC Louis
Né le 25-11-1900 à Pleumeur (22). Rapatrié à Paris.

COMTE Louis
Né le 11-6-1910 à Lorient. Militant communiste lorientais. S'engage dans les B.I. et combat dans la XIV[e] Brigade, bat. « Henri-Barbusse ». Lieutenant. Deux fois blessé.

CONAN Mathurin
Disparu au combat, à Caspé, en mars ou avril 1938.

CORREC Raymond
Né le 5-3-1903 à Nantes. Militant communiste. Capitaine. Blessé. Sous l'occupation allemande, résistant.

COSQUER Pierre
Voir bio en CMJ 2.

COSSON Eugène
Né le 13-2-1914 à Lorient. Habitait le 3[e] arrt. de Paris.

COSSON Georges
Né le 1-7-1912 à Vannes. S'engage dans les B.I. et combat de janvier à novembre 1938. Sous l'occupation allemande ce communiste combat dans les FTP, puis les FFI sur le front de Lorient. Décédé le 17-2-1968 (à Etables C.-du-N. ?).

COTEL Joseph (parfois orthographié COSTEL)
Né le 30-12-1899, à Plouyé (22). Partit en octobre 1936 de Saint-Denis (93) où ce communiste militait. Grièvement blessé au combat, il est rapatrié et décède de ses blessures à l'hôpital d'Eaubonne, cinq mois plus tard, le 15-5-1938.

CROISSANT Pierre
Voir bio en CMJ 2.

DANIEL Pierre
Voir bio.

DANIEL Roger
Né le 13-3-1904 à Lorient. Parti de Paris (20[e]), où il militait à la CGT, le 21-6-1938. Mortellement blessé au combat, il décède à l'hôpital de base à Barcelone le 24-9-1938.

DAOULAS Alain
Voir bio en CMJ 2.

DARCILLON François
Voir bio.

DAVID Michel
Né le 22-7-1909 à Guingamp. Lieutenant. Combat de septembre 1936 à août 1938 (trois fois blessé), dans les XIII[e] et XIV[e] B.I. Décédé en 1946.

DERODEL
Voir bio en CMJ 2.

DILASSER Pierre
Voir bio.

DOS Charles
Né le 1[er] décembre 1910 à Dol-de-Bretagne (35). Partit en mai 1937. Caporal. Combattit dans les XIII[e] et XIV[e] B.I. Rapatrié sanitaire en novembre 1938. Fait prisonnier en 1940.

DROUHARD Maurice
Partit de Nantes pour les B.I.

EDY Georges
Né le 16-11-1910 à Lorient. Il partit pour les B.I. en novembre 1936. Combattit dans les XIII[e] et XIV[e] B.I. Blessé. Rapatrié en janvier 1939.

EVANO Constant
Né le 26-9-1896 à Lorient. Partit de Montreuil, dans la banlieue parisienne où il militait, pour les B.I. Il fut versé le 26-10-1936 à la XII[e] B.I. franco-belge. Combat jusqu'au 13-11-1938. Blessé. Rapatrié. Sous l'occupation allemande, résistant FTP-FFI.

FAUCHER Gustave
Né le 15-5-1906 à Paimbœuf (44). Il y sera rapatrié.

FILY Georges
Né le 12-11-1914 à Vannes, rapatrié à Vannes.

FILY Joseph
Volontaire des B.I. Serait originaire de Bretagne (frère du précédent ?).

FONDIN Pierre
Né le 24-10-1911 à Guéméné-Penfao (44). Métallurgiste. Volontaire du 1er-8-1936, versé à la XIe division de cavalerie espagnole. Combat jusqu'au 4-7-1937. Rapatrié, retourne à Nantes où il militait au PCF.

FOREST Gaston
Né à Fougères (35), le 14-2-1910. Rapatrié à Marseille.

FOURREL Jules
Né le 4-12-1900 à St-Marc-sur-Couesnon (35). Partit de Paris où il militait dans le 15e ou le 16e arrt., en décembre 1936. Mortellement blessé au combat, décède à Balsain, le 29-5-1937.

FURNESTIN Gabriel
Militant du PCF à Saint-Malo (35). Partit de Rennes pour l'Espagne, via Paris, en fin 1936 ou début 1937. Combat dans les rangs de la XIVe B.I. Tué le 25 ou le 26-7-1938, sur le front de Tortosa. Né à Neuvic (19).

GANDON Henri
Né à Lorient. Tué au combat le 11-2-1937 dans le secteur de Jarama.

GAUDIN Henri
De Saint-Nazaire (44).

GAUTHIER Edouard
Dans des documents est dit de Locquenolé (29), mais un autre document donne un Gauthier Edouard, né le 3-6-1909 à Sennecey en Saône-et-Loire, blessé, rapatrié à Paris, et qui avait combattu de septembre 1937 à novembre 1938 dans les B.I. Plus tard résistant. Décédé en 1966. Peut-être s'agit-il de la même personne et qu'il habitait à Locquenolé lors de son engagement dans les B.I.

GAUTHIER Joseph
Né le 16-8-1903 à Guichen (35). Partit de Rennes, via Paris, en fin 1936 ou début 1937. Militait au PCF à Rennes.

GELVESTRE Marcel
Voir en CMJ 2.

GICQUEL Jean
Né le 24-5-1912 à Lorient, parti de Lorient y sera rapatrié.

GOALEC Jérôme
Voir bio et CMJ 2.

GOUBERT Yves
Né le 14-7-1904 à Tréguier (22). Partit de Bordeaux où il habitait et militait au PCF. Tué au combat à La Lasta, secteur de Guadarama, le 12-7-1937.

GOURMELIN-TARIDEC Corentin
Voir bio et CMJ 2.

GOURVILLE Albert
Né en Ille-et-Vilaine, où il militait au PCF et à la CGT. Il s'engagea dans les B.I. et combattit en Espagne du 21-11-1936 au 22-12-1938. Officier à l'Etat-Major de la XIVe B.I. « Commune de Paris ». Il aurait été grièvement blessé au combat et soigné à Ivry-sur-Seine en 1938-39.

Dans la Résistance il sera au « triangle » de direction du PCF clandestin d'Ille-et-Vilaine. Métallo. Décédé le 25-12-1961.

GUÉDON Roger
Né le 20-12-1898 à Mazières (49), à la limite de la Loire-Atlantique où se passera une partie de sa vie militante, décédé à Mondragon (84) en 1979. Encore très jeune il est mobilisé pour la guerre de 14-18. Celle-ci terminée, il accomplit le reste de son service militaire dans un bataillon disciplinaire, en Syrie, alors protectorat français.

Il adhère au PCF en 1921, sitôt sa création, et à la CGT, avant la scission syndicale, après militant de la CGTU. Toute sa vie il sera surtout un militant syndical, fortement marqué en ses débuts par l'anarcho-syndicalisme.

On le trouve secrétaire de l'Union locale CGTU du Bâtiment à Philippeville (Algérie) dès les années 30. Au début de 1936, le commissaire de police lui donne 48 heures pour quitter l'Algérie avec sa famille : il avait exigé le respect sur les chantiers de la Loi des 8 heures, votée en 1935, mais restée lettre morte dans ce pays soumis au régime colonial.

C'est alors qu'il vient en Loire-Atlantique. Il trouva du travail sur le chantier de la cale du « Normandie », le plus grand paquebot français de l'époque. Il prendra part à la réunification des deux CGT et aux grandes luttes sociales et politiques de 1936.

En 1937 il s'engage dans les B.I. et combat, notamment sur le front d'Albacète, dans la brigade « Thaelmann ». A la dissolution des Brigades en 1938 il revient à Saint-Nazaire, et est embauché à l'usine d'aviation de Château-Bougon, près de Nantes, où il continuera à militer jusqu'en fin 1940, quand il sera arrêté comme membre du PCF clandestin, par la police de Vichy, et détenu au camp de concentration de Châteaubriant jusqu'en 1942, quand il sera alors transféré à celui de Pithiviers. Libéré par l'Insurrection nationale de 1944, il s'en va combattre pour la libération de la « poche » de Saint-Nazaire, où des troupes allemandes continuent la guerre.

Il reprendra ensuite, toujours en Loire-Atlantique, ses activités militantes communistes et surtout syndicalistes. Notons le rôle important qu'il va jouer pour la remise en route de l'usine d'aviation de Château-Bougon (44), obtenue après une entrevue qu'il eut, à la tête d'une délégation, avec le ministre (com.) de l'Air de l'époque, Ch. Tillon. Elle deviendra la SNIAS. A la retraite se retire dans le Midi.

GUÉGAN Joseph (Georges sur un autre document).
Né le 19-11-1914 à Lorient. Partit d'Arcueil, près de Paris, en octobre 1936. Tué le 16-12-1936 dans le secteur de Badolio (ou Boadilla del Monte ?).

GUÉHENNEUX Gustave
Né le 26-12-1911 à Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle (22). Il adhère au PCF et à la CGTU en 1934. Boucher. A la recherche de travail va à Plestin-les-Grèves, puis à Saint-Brieuc, ensuite en région parisienne, où un de ses oncles était boucher en gros à Vaugirard.

Volontaire pour les B.I. en octobre 1936. Pour y arriver, il s'embarqua avec des camarades, à Marseille, à bord du « Ciudad-de-Barcelona » (qui sera coulé plus tard) et après avoir contourné les Baléares ils arrivèrent à Alicante. De là il est dirigé sur Albacète et versé au bataillon français « Commune de Paris », de la XIe B.I. qui était multinationale. Il combattra plus tard dans la XIVe B.I. et il sera deux fois blessé. A la fin de 1938 les B.I. sont retirées d'Espagne à la demande du gouvernement espagnol qui espérait obtenir ainsi le retrait de toutes les troupes étrangères d'Espagne, allemandes et italiennes comprises. Ce retrait des B.I. s'effectua sous l'égide de la Société des Nations. Guéhenneux rejoint alors la région parisienne et y milite. Il sera élu au Comité régional de Paris-Sud du PCF. Il est alors affecté au service des « Cadres » dirigé par Arthur Dalidet (fusillé par les Allemands).

Mobilisé en 1939, son unité est encerclée par les Allemands, Guéhenneux, malgré les ordres des officiers, s'évade de l'encerclement et trouve une « cache » dans une ferme de l'Yonne. Il rejoint bientôt le PCF clandestin. Chargé de la sécurité de Jacques Duclos, responsable national du PCF clandestin, son appartement, rue de l'Abbé-Groult, dans le 15e arrt, sera leur appartement « de réserve ». J. Duclos parle dans ses « Mémoires », avec émotion, de « Victor », son garde du corps, qui n'était autre que Guéhenneux.

Dans les B.I., Guéhenneux, après avoir été commissaire politique de la 2e compagnie de la XIe B.I., deviendra commissaire du bat. « Henri-Barbusse », de la XIVe B.I., en remplacement de René Hamon, tué au combat.

GUENNEC Raymond
Voir bio et CMJ 2.

GUERNIC Yves Albert
Ce volontaire des B.I. combattit dans la XII[e] Brigade. Tué au combat le 11-2-1937, sur le Front de Jarama.

GUILLARD Pierre Jean Marie
Né le 7-10-1912 à Nort-sur-Erdre (44). Militant PCF et CGT à Nantes, il s'engage dans les B.I. où il arrive le 28-9-1936. Versé à la VIII[e] B.I., puis à la XI[e], et ensuite combat dans la XII[e]. Blessé à la bataille de Jarama, il sera quatre fois opéré. Réformé, il est de retour en France accompagné de sa femme, une Espagnole de Murcie, et de leur fille Juana, née à Barcelone le 14-6-1938.

GUILLEMOT Emile
Né le 12-12-1911 à Bouguenais (44). Blessé au combat en 1938. Parti de Paris le 18-11-1936. Versé à la XIV[e], puis à la XV[e] B.I. Blessé. Habitait et militait au Chatou (S.-et-O.).

GUILLOU Joseph
Dans les rangs des B.I. du 21-11-1936 à mai 1938. Blessé à Teruel le 18-12-1936. Sous l'occupation allemande, résistant.

GUYOMARD Pierre Marie (ou GUYOMARC'H ?)
Né le 30-8-1897 à Pédernec (22). Militant communiste dans le 5[e] arrt de Paris. Capitaine. A combattu sur les fronts de Madrid, Jarama, Guadarama, Brunete, Quinto, Belchite, Teruel. Blessé, il tomba aux mains des franquistes. Condamné à mort, la peine ne sera pas exécutée. Il fut emprisonné à Barcelone, Carcel Modelo. Libéré, il décèdera en France après la guerre.

GUYONVARC'H Edouard
Volontaire des B.I., né le 30-4-1914 à Langroix (56).

HAMON Paul André
Né le 15-6-1911 à Fontenay (76) dans une famille originaire de Saint-Servan (I.-et-V.). Parti de Saint-Servan où il militait. Tué au combat en mars 1938 sur le front d'Aragon. Un autre document dit qu'il appartenait au 12[e] bat. et qu'il disparut à Jarama ou Caspé.

HAMON René
De souche bretonne, mais né à Paris le 20-9-1910 dans le 14[e]. Il était responsable des Jeunesses Communistes à Villejuif, dans la proche banlieue parisienne, et secrétaire de Paul Vaillant-Couturier, député-maire de Villejuif, rédacteur en chef de « L'Humanité ». Il entrera aux B.I. en janvier 1938 à la XIV[e] B.I. et deviendra le commissaire politique de son 4[e] bat. Il sera tué au combat le 23-9-1938.

HASPOT Daniel
De Treignac (44). Tombé le 25 ou le 26-7-1938, secteur de Tortosa.

HELLEQUIN Yves (parfois orthographié HELLEGUIN)
Né le 31-8-1911 à Paimpol (22). Aurait été militant communiste à Issy-les-Moulineaux, près de Paris. Tué le 2-11-1936, à la Cité universitaire de Madrid.

HÉMON Gaston
Né le 24-4-1906 à Nantes. Il s'engagea en septembre 1936 et fut d'abord versé dans un régiment espagnol de cavalerie, puis dans l'Infanterie des Brigades Internationales peu après leur création. Serait disparu au combat.

HENRI Louis
Né le 6-9-1911 à Pontrieux (22). Rapatrié lors du retrait des B.I.

HERVÉ Victor (parfois orthographié HERVET)
Né en 1905 ou 1906. Parti de Guingamp. Il combattit dans les rangs de la XIV[e] B.I. Serait disparu au combat en 1938.

HILLION Georges
Serait de La Trinité-sur-Mer (M.).

HILY Yves
Voir bio.

HORST Charles
Voir bio en CMJ 2.

IHUEL Jean (parfois orthographié HUEL)
Né le 20-3-1907 à Guidel (56). Disparu entre le 19 et le 21-10-1937, secteur de Cuesta de la Reina.

JACQ Alain
Voir bio.

JACQ Grégoire
Parti de Saint-Servan (35), où il aurait été militant syndicaliste et communiste. Il décèdera, de blessures de guerre reçues à Tortosa, le 26-6-1938.

JACQ René
Né le 18-1-1912 à Paris. Militant communiste à Saint-Servan (35), peut-être comme le précédent qui devait être son frère. Entré aux B.I. le 25-11-1936. Disparu à Teruel le 7-1-1938.

JAGO Lucien
Né à Nantes. Peut-être de la XIV[e] B.I.

JAOUEN Albert
Voir bio.

JARNIER André
Né le 18-6-1910 à Nantes. Dans les B.I. de août 1937 à novembre 1938. Successivement à la XIV[e] et à la VIII[e] B.I. (Général Lister). Lieutenant dans les antichars. Sous l'occupation allemande, résistant. Habitait et militait au PCF dans le 19[e] arrt de Paris.

JULIEN François
Né le 14-1-1907 à Lanester. Militant du PCF, rapatrié à Lanester en novembre 1938, lors du retrait des B.I.

KERESPER René François
Né le 6-4-1897 à Saint-Servan (35). Il partit de Gourville (28). Trouva la mort le 26-7-1938 sur le front de Tortosa.

KERGOAT Jean
Voir bio et CMJ 2.

KERJEAN Ambroise
Sergent des B.I., nommé brigadier. (« Le Soldat de la République », du 1-6-1937, n° 30).

KERVAREC Hervé
Voir bio et CMJ 2.

KERVOELEN Théophile
Voir bio.

LABOUS Joseph
Voir bio en CMJ 2.

LAGADEC Yves
Né en 1912. Partit de Paris en octobre 1936.

LAMOTTE Henri
Né à Lorient le 11-3-1902. Cet antifasciste s'engagea dans les Brigades Internationales par le moyen d'un contact à Bordeaux. Il combattra de décembre 1936 à mars 1938, notamment dans la XIV[e] B.I.

LAMOUR Jean-Louis
Voir bio et CMJ 2.

LANCIEN Joseph
Voir bio.

LANDAIS Pierre
Né à Nantes le 30-3-1912. Rapatrié au retrait des B.I., novembre 1938.

LAURENT Julien
Voir bio et CMJ 2.

LAVOQUER Paul
Voir bio.

LE BAIL Georges
Né à Plouézec (22) le 29-3-1913. Partit le 4-11-1936 pour les B.I. Lieutenant. Fait prisonnier par les franquistes en avril 1938, il fut détenu au camp de concentration de San Pedro de la Gardeña (Burgos). Il s'était marié en Espagne avec Marcelina Gismero, à Pozzuelo de la Républica, province de Madrid.

LE BAIL Louis
Combattant des B.I., fut amputé à la suite d'une blessure reçue au combat.

LE BERRE Henri
Voir bio en CMJ 2.

LE BERRE (parfois orthographié LE BAIR)
Né à Lorient où il habitait toujours et d'où il partit pour les B.I.

LE BON
Militant du PCF, il fut commissaire politi-

que de bataillon à la XIV[e] Brigade. Retour en France lors du retrait des B.I. Résistant FTP. Il sera tué dans les rangs des FFI, le 24-1-1945, sur le front de l'Atlantique, à Carnac (56).

LE BORGNE Jean-Marie
Voir bio et CMJ 2.

LE BORGNE Yves-Pierre
Voir bio et CMJ 2.

LE BÉHENNEC (pour BÉCHENNEC ?)
Venait d'Hennebont.

LE BOURDONNEC Alexandre
Disparu en avril 1937, dans le secteur de Pozzo-Blanco alors qu'il combattait dans les rangs de la XIII[e] B.I. Vraisemblablement mort de blessures de guerre.

LE BOURHIS Yves
Volontaire des B.I., militant du PCF dans le 19[e] arrt de Paris. Décédé le 19-6-1974.

LE CAM Yves
Né le 1[er]-8-1906. Il partit de Paris au début de 1937 et combattit dans les rangs de la XIV[e] B.I. jusqu'au retrait des Brigades.

LE CORRAQUER Joseph
Disparu à Caspé en mars 1938.

LE CORRE Emile
Né le 19-10-1912 à Baud (56). Habitait et militait dans le 11[e] arrt de Paris. Il appartint aux B.I. du 20-11-1936 au 10-11-1938, successivement à la XIII[e] B.I. « Henri-Vuillemin » et à la XIV[e] B.I. « Commune de Paris ». Blessé. Rapatrié, mobilisé, et fait prisonnier de guerre.

LE CORVAISIER Jean
Né le 21-10-1912 à Dinard, y sera rapatrié lors du retrait des B.I. d'Espagne.

LE COZ Alain
Voir bio et CMJ 2.

LE DARSE Albert
Voir bio et CMJ 2.

LE DÉ François
Né à Lamballe (22). Combat dans les B.I. de février 1938 à décembre 1938, notamment dans le groupe d'artillerie « Anna-Pauker ».

LE DÉ Pierre
Voir bio en CMJ 2.

LE DIAGON Jean
Partit pour les B.I. de Lorient, y sera rapatrié en novembre 1938.

LE DILY
Né le 6-9-1911 à Saint-Brieuc. Rapatrié à Lorient lors du retrait des B.I.

LE DIVOUZET Pierre
Né le 4-3-1906. Il partit de Paris (5[e] arrt). En 1938 on le trouve au 12[e] bat., 2[e] Cie.

LE DRÉAU Laurent
Parti de Paris, il fut tué aux combats de Jarama, le 13-2-1937.

LE FOULGOC Léon Pierre Marie
Né le 28-6-1903 à Languidic (M.). Maçon. Il partit de Languidic en avril 1938. Incorporé à la XIV[e] B.I. il est grièvement blessé par une balle explosive à Tortosa, sur le front de l'Ebre, le 23-7-1938. Rapatrié en décembre 1938. Décédé le 28-10-1956.

LE GAL Eugène
Né le 15-7-1912 à Lorient. Partit de Lorient et combattit dans les rangs de la XIV[e] B.I. Tué sur le front de Jarama en février 1937.

LE GALL Pierre
Parti le 18-12-1937. Versé à la 14[e] Brigade. Blessé au bras droit le 28-12-1936, il vint se faire soigner en France et retourna au combat. Habitait et militait au PCF à Noisy-le-Sec (93). Décédé le 12-4-1968.

LE GALL Vincent
Voir bio en CMJ 2.

LE GIEMBLE Eugène
Né le 24-3-1909 à Dinard. Appartenait à la XI[e] B.I. Mortellement blessé au combat, meurt le 27-8-1937.

LE GOAS Charles
Né le 29-1-1902 à Guingamp (22). Il partit de Paris, où il militait et habitait, en fin 1936. Combattait dans la B.I. « La Marseillaise ». Tué sur le front le 22-2-1938.

LE GOFF Corentin
Volontaire des B.I.

LE GOFF Lucien
Né en 1899. Combattit dans la XIV[e] B.I. Il vint en fin 1936 en Espagne et fut rapatrié en juin 1938.

LE GOFF Roland
Né en 1906 en Bretagne. Décédé le 5-8-1950. Volontaire des B.I. en fin 1936.

LE GOUAREQUER
Né le 23-10-1905 à Lorient. Combat dans les B.I., de décembre 1936 à novembre 1938, d'abord à la XV[e] B.I., puis à la XIV[e].

LE GRAND René
Voir bio et CMJ 1.

LE GUÉVEL Denis
Partit de Josselin (56). Il écrit une lettre en mars 1937 qui sera publiée dans l'hebdomadaire régional du PCF.

LE LAY Eugène
Né le 25-12-1908 à Saint-Brieuc où il habitait et militait. Il décèdera de blessures reçues au combat à l'hôpital de Moy, le 1[er]-7-1938.

LE LAY Pierre
Voir bio en CMJ 2.

LE LOCH Alexandre
Voir bio et CMJ 2.

LE LOUARN Aimé
Né à Saint-Brieuc (22). Ce volontaire disparut le 16-10-1937, à Aranjuez. (Cuesta de la Reina ?). Pionnier au X[e] bat. des B.I.

LE MARREC Henri
Né le 6-6-1912 à Baud (56). Mécanicien. Partit de Lorient. Il sera amputé du bras gauche à la suite d'une blessure reçue au combat. Rapatrié. Sous l'occupation ce militant communiste est dans la Résistance. Arrêté, déporté en Allemagne, n'en revint qu'en 1945. Décédé vers 1954.

LE NEVEU Louis
Né à Lorient le 11-4-1907. Briquetteur. Combat dans la XIV[e] B.I., de septembre 1936 à novembre 1938. Blessé, rapatrié à Paris où il réside et milite au PCF. Sous l'occupation allemande, résistant. Décède le 25-12-1954.

LENNEC Jérôme
Voir bio et CMJ 2.

LE PAPE Jacques
Voir bio et CMJ 2.

LE PENNE Edouard
Né le 15-10-1914 à Hennebont. Lors du retrait d'Espagne des B.I. rapatrié à Hennebont.

LE PENRU Alexandre
Combattit dans les rangs de la XIV[e] B.I.

LE PORS Jean
Voir bio en CMJ 2.

LE QUELLEC Auguste (ou parfois LE GUELLEC)
Se fera rapatrier dans sa famille à Versailles (78).

LE QUÉRRÉ Yves
Né le 19-10-1912 à Baud (56). Militait et habitait dans le 11[e] arrt de Paris. Il est dans les B.I. du 20-11-1936 au 10-11-1938. D'abord à la XIII[e] B.I. « Henri-Vuillemin », puis à la XIV[e] B.I. « Commune de Paris ». Blessé. Mobilisé à son retour en France, prisonnier de guerre.

LE QUERRÉ Yves
Né le 5-8-1914 à Lochrist (56). Militait et habitait à Hennebont. Dans les B.I. du 1-4-1938 au 20-11-1938, XIV[e] B.I., 4[e] bat.

LE ROCH Jean
Né le 9-4-1911 au Croisic (44). Au retrait des B.I. d'Espagne, il est rapatrié au Croisic.

LE ROCH Pierre
Né le 27-9-1902 à Moréac (56). Sergent dans les B.I. Blessé, il sera cité à l'ordre de la XIV[e] Brigade.

LE ROUX Eugène
Né à Vannes d'où il partit pour l'Espagne. Sergent dans la XIVe B.I. Deux fois blessé. Militant communiste. Sous l'occupation allemande, combat dans les FTP.

LE ROUZIC Pierre
Né le 18-12-1902 à Ploumel (ne serait-ce pas Ploërmel ?). Habitait et militait dans le 18e arrt de Paris lors de son engagement dans les B.I. où il combattra du 10-12-1936 à septembre 1938, dans les rangs, notamment, de la XIVe B.I., 10e bat. où il sera commissaire politique de la 3e Cie. Il sera deux fois blessé, le 19-2-1937, à Jarama, et le 31-5-1937 à Balsain.

LE TALLEC Joseph
Voir bio en CMJ 2.

LE TALLEC Roger
Né le 7-12-1913 à Lorient. Rapatrié dans le 20e arrt de Paris où il devait avoir son domicile, lors du retrait des B.I. d'Espagne.

LE TANTER Eugène
Voir bio.

LE TOQUIN Adolphe
Né le 1-4-1909 à Caro (56). Il partit de Rennes où il militait au PCF, pour l'Espagne, via Paris, en fin 1936 ou début 1937.

LE TORIELLEC Henri
Né le 30-3-1914 à Camors (56). Militant communiste. Dans les B.I. d'octobre 1936 à avril 1938, XIVe B.I. Résistant, il sera capitaine des FTP.

LE TROADEC Jules
Né à Bourbriac (22) le 27-1-1895. Décédé en 1961 au Havre. Militant cégétiste dirigeant des dockers du Havre, communiste. Volontaire pour les B.I. en fin 1936.

LE VEN Georges
Voir bio et CMJ 2.

LOISEL
Voir bio.

LORIQUER
Voir bio.

LOUBOUTIN Jean
Voir bio et CMJ 1.

LOUSQUARN (ne serait-ce pas plutôt LOUSSOUARN ?)
Nommé caporal des B.I. (« Le Soldat de la République », juin 1937).

LOZACHMEUR
Voir bio en CMJ 2.

LUGUERN Louis (parfois orthographié LUGERN)
Né le 28-8-1900 à Douilens (44). Partit de Mantes (78), où il habitait, en janvier 1937. Communiste. Disparu en février 1937 dans les combats du secteur de Morata de la Tajuna.

MADIGAUD Joseph
Né le 28-3-1893 à St-Jouan-de-Lisle (35). Dans les B.I. du 18-11-1936 au 25-9-1937. Décédé en 1953.

MAHÉ Joseph
Né le 13-3-1914 à Plouay (56). Venait du 18e arrt de Paris où il se fera rapatrier lors du retrait des B.I. d'Espagne.

MAHÉ Louis
Voir bio en CMJ 2.

MAIGROT Marcel
Volontaire des B.I., de Nantes.

MALHERBE Marcel
Né le 5-3-1908 à Basse-Indre (44). S'engagea dans les B.I. et arrive en Espagne en juin 1938. Versé à la XIVe B.I., bat. « Commune de Paris ». Il sera blessé au combat à Corbéa. Ouvrier décapeur il travaillait à La Courneuve, dans la banlieue parisienne.

MARASSE Louis
Né le 14-6-1918 à Ploubazlanec (22). Militant communiste et cégétiste. Il arrive en Espagne en juillet 1936 et combat d'abord dans le bataillon « Jaume-Graells », de la J.S.U. Versé ensuite dans les B.I.

Après son retour en France il entrera dans la Résistance et sera déporté à Dachau. Il en survécut et s'installa à Paris dans le 13e arrt.

MARCHAND Alphonse
Né le 21-6-1912 en Bretagne. Fait prisonnier et détenu par les franquistes au camp de concentration de San Pedro de la Gardeña (Burgos).

MARREC Marcel
Né le 4-4-1902. Militant communiste, il deviendra commissaire politique de compagnie à la XIVe B.I. Blessé il sera fait prisonnier par les franquistes et libéré en mars 1939. Mobilisé à son retour en France, prisonnier de guerre en 1940, s'évade et rejoint la Résistance, plus tard versé aux FTP.

MIOT Victor Georges
Né le 16-12-1910 à Vitré (35). Militant du PCF à Vitré. Il partit de Rennes en novembre 1937. A trouvé la mort le 25-4-1938 dans le bombardement de Valence par l'aviation germano-franquiste.

MONTFORT Pierre
Né à Paulé (22). Venait du 14e arrt de Paris, où il sera rapatrié lors du retrait des B.I. d'Espagne.

MORICE André
Né à Nantes le 9-7-1906. Combat dans les B.I. A leur retrait d'Espagne il retourne à Clichy où il habitait.

MORIN Victor
Militant communiste et syndicaliste à Saint-Nazaire où il exerce des responsabilités à la tête du syndicat CGT du Bâtiment. Il était venu à Saint-Nazaire vers 1934-35, d'un département du Centre dont il était originaire. Partit pour les B.I. en fin 1937 ou début 1938.

MORVAN Michel
Voir bio et CMJ 2.

MUELLANT Marcel (parfois orthographié MUELLAND)
Né le 1er-12-1902 à Nantes. Partit le 8-3-1938. Disparu en fin juillet 1938 dans les combats du secteur de Tortosa. Appartenait à la XIVe B.I., 4e bat.

NICOLAS Marcel
Voir bio et CMJ 2.

NOBLET Raymond
Né le 23-1-1913 à Rennes. Volontaire dans les B.I. Fait prisonnier par les franquistes, il sera détenu au camp de concentration de San Pedro de la Gardeña (Burgos).

OLIER
Voir bio en CMJ 2.

OLIVE Joseph
Né à Nantes le 31-8-1903. Volontaire des B.I. Rapatrié, lors de leur retrait d'Espagne, à Boulogne-sur-Mer.

OLLIVIER Jean-Joseph
Né le 20-7-1915 à Nantes. Cordonnier, puis soudeur. Il s'engage en Espagne en juillet 1936 et combat jusqu'au 18-12-1938 à la XIVe B.I., 1er bat. Il aura la hanche hachée par un tir de mitrailleuse. Rapatrié. Ce militant communiste entrera dans la Résistance, bien qu'infirme du fait de sa grave blessure. Arrêté, déporté en Allemagne.

PENCOAT Eugène
Voir bio en CMJ 2.

PÉRENNÈS Etienne
Né le 26-3-1905 à Vannes. Jardinier. Il partit de Saint-Brieuc pour les B.I., en décembre 1936. Il sera affecté à la XIVe B.I. jusqu'en août 1938. Grièvement blessé, il sera réformé et rapatrié en France.

PICAUD Mathurin Marie (parfois orthographié PICAUT)
Né le 19-5-1910 à Inzinzac (56), d'où il partit en avril 1938. Blessé mortellement au combat, il décéda à l'hôpital de Mataro, le 9-11-1938.

PICHODO Georges
Né à Lorient le 21-9-1903. Rapatrié à Lorient lors du retrait des B.I. d'Espagne.

PIRIOU Yves
Voir bio en CMJ 2.

POSTOLLEC Pierre
Blessé grièvement en 1937. (« Le Soldat de la République »).

POULAIRIGUEN Ange
Né le 9-5-1912 à Hennebont. Rapatrié à Paris d'où il devait être venu dans les B.I.

PRIGENT Joseph Olivier
Voir bio et CMJ 2.

PRIVÉ Marcel Jean
Né le 10-11-1904 à Montoir-de-Bretagne (44). Il combattit dans les rangs des XI[e] et XIV[e] B.I. après être arrivé en Espagne le 3-2-1937. Participa aux combats de Morota de Tajuna (Guarama), de Guadolo, etc. Grièvement blessé, mutilé, il sera rapatrié en France en fin septembre 1937 et soigné au dispensaire de Montreuil (93).

QUÉMÉNER François Louis
Voir bio en CMJ 2.

QUÉMÉNEUR Alain (parfois orthographié KEMENEUR)
Tué à Caspé. Probablement venu au B.I. de la banlieue Sud de Paris.

QUENTEL Yves François
Né en 1905 (ou 1908). Il partit de Paris le 28-11-1936. Tué à Téruel le 30-12-1936.

QUÉROU Francisque
Voir bio en CMJ 2.

RAMPI Louis
Voir bio en CMJ 2.

RANNOU Albert
Voir bio et CMJ 1.

RANNOU Louis
Nommé brigadier au 9[e] bat. de la brigade « Commune de Paris » (« Le Soldat de la République », du 1-6-1937).

RAOUL André
Né à Bréhat (22) le 30-3-1903, se fait rapatrier au Havre lors du retrait d'Espagne des B.I.

RESETSKY Michel
Né à Nantes le 13-10-1911. Rapatrié vers Le Croisic (44) lors du retrait d'Espagne des B.I.

RIOU Jean René (parfois orthographié RIOCE)
Voir bio et CMJ 2.

RIOU Yves
Voir bio en CMJ 2.

RIOU-KERANGALL Alphonse
Né le 21-9-1900. Partit pour les B.I. en novembre 1936.

ROBERT Joseph Marie
Né le 13-5-1909 à Bieuzy-les-Eaux (56).

Représentant de commerce, il habitait et militait à Cormeilles-en-Parisis, dans la grande banlieue parisienne. Après la guerre à Colombes. Arrive en Espagne en août 1936 et sera au combat du 6-9-1936 à mai 1937. Front d'Aragon, Huesca et Saragosse, notamment. En novembre 1936 il est blessé à Tardiente, sur le front d'Aragon, à un bras et un poumon traversé par des balles. Rapatrié en France en fin 1937. Deux citations.

ROUDOT Marcel
Militant communiste à Gennevilliers (92). Fut tué sur le front, secteur de Brunette, le 27-7-1937.

SALAÜN François
Né le 22-2-1913 à Trégastel (22), rapatrié au Havre lors du retrait des B.I.

SIGNOR Alain
Voir bio.

SOULAS Albert
Né le 27-3-1909 à Rennes. Lors du retrait des B.I. il demanda à être rapatrié à Nantes.

STÉPHAN Ambroise
Né le 7-11-1905 à Keryado (Lorient), où il demande à être rapatrié lors du retrait des Brigades.

STALEN Jean
Voir bio en CMJ 2.

STÉPHAN Louis
Voir bio.

STRULLU Joseph
Voir bio.

TALLEC Georges Louis (ou TALEC)
Tué au combat.

TANGUY Georges (dit plus tard ROL TANGUY)
Voir bio et CMJ 2 à ROL TANGUY.

TRELLU Jean-Marie
Né le 15-7-1912 à Draveil où ses parents avaient émigré. Son père, Jean Trellu, y devint terrassier, sa mère était née Jeanne Bodiou. Militant communiste et syndicaliste à Draveil, il s'engagea dans les B.I. et partit le 30-11-1936. Il devait être tué sur le front de Jarama le 10-2-1937.

TRELLU Yves
Voir bio et CMJ 2.

VARY Marcel
Né le 9-9-1907 à Languidic (56). Rapatrié sur Paris (18[e]) lors du retrait d'Espagne des B.I.

DÉBUTS DE LA RÉSISTANCE DES COMMUNISTES EN BRETAGNE

(Souvenirs de Robert BALLANGER)

En 1980 j'avais recueilli pour « Bretagne Nouvelle » une interview de Robert Ballanger, un Nantais, aujourd'hui décédé, mais qui, à l'époque, était député de la Seine-Saint-Denis, et président du groupe parlementaire communiste. L'interview portait sur les débuts de la Résistance communiste en Bretagne.

C'était lui qui, en octobre 1940, avait pris la succession de Auguste Havez à l'interrégion de Bretagne du Parti Communiste et il sera à ce poste jusqu'en mai 1942. C'est en fin 1940, dans la clandestinité, que j'avais fait sa connaissance. Il sera le responsable pour la Bretagne de l'O.S. (Organisation Spéciale) créée par le P.C.F. Il deviendra le premier responsable F.T.P. de notre province.

En voici des extraits.

Eugène KERBAUL.

Robert BALLANGER : Tout d'abord pour évoquer la Résistance au tout début, c'est-à-dire en juin, juillet, jusqu'à la fin de 1940, il importe de se replacer dans la situation de l'époque.

La France, en réponse aux agressions hitlériennes, avait déclaré la guerre à l'Allemagne en 1939, son gouvernement la faisait — en fait — contre la classe ouvrière française et non contre les menées de l'impérialisme allemand. Ce fut la « drôle de guerre » ainsi qu'on l'appelle. Le P.C.F. avait été dissous à la fin de septembre 1939, ses militants étaient poursuivis et emprisonnés, sa presse interdite, aussi bien sa presse nationale que ses publications régionales. Rejetés dans la clandestinité ses militants continuent le combat contre la clique des politiciens qui mènent allègrement le pays à la catastrophe. Et tandis que les premiers camps de concentration se remplissent de détenus politiques communistes et syndicalistes, la trahison « chemine à l'aise dans les allées du pouvoir ».

Conséquence de la trahison de la bourgeoisie : fin mai et juin 1940 c'est la défaite brutale. Des millions de Français et de Françaises, civils et militaires, sont jetés sur les routes d'un gigantesque exode, celui de la cohue immense des réfugiés qui fuient, sans même savoir où ils vont.

La France toute entière était « choquée » par cette défaite inattendue, survenue en quelques jours. Une des plus grandes nations du Monde, fière

de sa force, indépendante, avait été vaincue. Il n'y avait pratiquement plus d'Etat, l'administration était disloquée, dispersée, les communications, officielles ou non, très difficiles et souvent inexistantes. Et bien malgré cela, le P.C.F. vivait, avait son organisation, ses liaisons, mais naturellement tout cela dans des conditions très difficiles.

. . . . . .

A cette époque, revenant de Dunkerque en passant par l'Angleterre, je gagnais Nantes, ma ville natale. Le Parti m'avait donné la mission de réorganiser le P.C., d'abord en Loire-Atlantique, mon département de résidence, et puis ensuite et jusqu'en mai 1942 dans tout l'ensemble de la Bretagne, dans les conditions nouvelles d'un pays occupé par une armée étrangère fasciste dont les baïonnettes appuyaient un gouvernement fasciste lui aussi naturellement, celui du maréchal Pétain.

En fin juin et début juillet 1940 en compagnie de Marcel Paul et de quelques dizaines de camarades comme Amiable, Gauluë, Le Paih, Gomichon, etc., nous avons commencé à ramasser et entreposer des armes abandonnées par les troupes françaises à l'issue de combats contre les envahisseurs.

Elles seront utilisées contre eux par nous quelques mois plus tard. Nous éditions aussi dès cette époque des journaux, des affichettes contre l'occupant et les traîtres de Vichy (le gouvernement de Pétain s'étant installé dans cette ville). J'insiste ici pour démentir une affirmation mensongère mais souvent reprise hélas, ce n'était pas là l'initiative de quelques militants isolés, agissant de leur propre chef, c'était le Parti tout entier, avec ses militants et en tant que tel, qui organisait à l'époque la Résistance.

Il faut dire que dans ces circonstances, face à une Allemagne victorieuse, triomphant de toute l'Europe occidentale et menaçant l'Angleterre en dépit de son insularité, une Allemagne dominée par l'idéologie nazie et dont la sauvagerie n'était pas encore évidente aux yeux de millions de Français, alors que la plus grande confusion était entretenue par la presse et les radios aux mains des hitlériens et des vichystes, il fallait avoir un très grand optimisme et une volonté exceptionnelle de se battre pour se lancer dans une résistance et l'organiser.

Je ne tardais pas à être moi-même inquiété par la police française et allemande qui tentèrent de m'arrêter. Je plongeais dans la clandestinité, je n'en sortirai qu'en 1944.

. . . . . .

Fin 1940, quand le Parti me confia la mission de réorganiser le P.C. dans toute la Bretagne, je succédais à Auguste Havez, et avec l'aide de Venise Gosnat.

C'est alors que je pris contact avec les camarades qui tenaient en mains les responsabilités des organisations clandestines du P.C. dans nos départements et nos villes. A Rennes je fis connaissance de Drouillas, dit « Laporte », Le Tanter, Geffroy. A Fougères de Le Mentec, à Saint-Malo, de Commessy et du cheminot Glemot ; à Saint-Brieuc de Le Queinnec, à Morlaix de J. Guyomarc'h, à Brest de Jeanne Goasguen-Cariou, Roger Chaigneau et Eugène Kerbaul, à Quimper d'André Quiniou, dans le pays bigouden de J.-D. Larnicol et d'autres, à Concarneau d'A. Le Lay, à Lorient de Marie Le Fur et d'autres camarades. J'eus bien d'autres contacts, qu'on excuse ma mémoire si elle ne me restitue pas immédiatement les noms de tous... mais quarante années sont passées depuis.

Grâce à eux la Résistance s'organisa, non seulement dans les ports du littoral, de guerre ou de pêche, mais aussi dans le centre de la Bretagne. Ainsi je puis dire qu'à la fin de 1940, le Parti dans son ensemble était réorganisé dans les cinq départements bretons. Dès décembre 1940 des groupes d'une « Organisation Spéciale » du Parti, « l'O.S. », sont constitués. Ils seront l'embryon de ce qu'allaient être les Francs-Tireurs et Partisans français. Ces groupes de l'O.S. avaient entre autres tâches la protection de nos équipes de camarades effectuant des opérations de collage ou de distribution de tracts. Ils y ajoutèrent bien vite d'autres activités, directement dirigées contre l'armée allemande et ses complices, le sabotage notamment, remplissant ainsi les missions qui leur étaient confiées.

Cela commença d'abord par des pavés lancés dans les vitrines des partis de la collaboration, des Soldatenheimen (foyers de soldats occupants), puis l'expérience venant dès le début de 1941 commencent d'autres actions d'un plus haut niveau. A Brest par exemple un groupe, dirigé par Kerbaul, exécute des sabotages sur le chantier du manoir de Kerguillo où les Allemands installent l'Etat-major de la Lutwaffe pour le Nord de la Bretagne, dès janvier 1941. A l'arsenal, un groupe de communistes dirigé par Mathurin Le Gof détruit un tour Somua qui était considéré comme le plus moderne et le plus important de l'arsenal. En fin janvier et début février, les groupes O.S. des cheminots brestois, Tournevache, Chaigneau, etc., sabotent le trafic ferroviaire, provoquant pendant quinze jours une grande pagaille dans le dépôt avec l'immobilisation d'une trentaine de locomotives et de plusieurs centaines de wagons pendant plusieurs jours. La police délèguera sur place une équipe spéciale d'inspecteurs venue de Rennes et des camarades seront arrêtés. En mars 1941 un groupe O.S. descend trois soldats allemands de nuit au port de commerce à Brest. En mars et avril 1941 un groupe de camarades sabotent des wagons dans l'arsenal de Brest, ainsi qu'une grue qui servait au chargement des métaux non-ferreux pillés par les Allemands, etc.

Mais même avant la création des groupes O.S. du Parti, à Brest, des cheminots communistes avaient saboté — en novembre 1940 — la locomotive d'un train chargé de pommes de terre volées par l'occupant au ravitaillement des Français.

. . . . . .

Il avait fallu un apprentissage de ce type de lutte et il y a loin de la technique des clous tordus en trois et semés sous les pneus des camions, au sabotage des caténaires à la SNCF, de l'emploi des engins très primaires comme les boîtes d'allumettes entourées de chiffons imbibés d'essence et dont la mise à feu était une mèche d'amadou, aux sabotages et attaques effectués à l'aide d'explosifs volés de nuit dans les carrières, et aux actions d'envergure contre les troupes d'occupation et leurs moyens de transport.

Mais ce chemin parcouru n'aurait pu l'être si cette action n'avait pas été soutenue dans la population par la propagande du Parti. C'est elle qui va faire peu à peu prendre conscience aux Français de la possibilité de lutte, de sa nécessité. Par une filière créée grâce aux cheminots, et notamment le courageux Harré, de Quimper, qui mourra en prison des suites de tortures subies, le matériel de propagande du Parti circule d'un bout à l'autre de la Bretagne. C'est au Mans qu'est installée une « plaque tournante » avec le cheminot Berjon, une autre est en place à Rennes, une autre à Saint-Brieuc, une autre à Lorient, une autre à Quimper et à Brest et à Nantes. C'est par ces filières que dès l'été 1940 arrivent dans les sections clandestines de Bretagne « L'Humanité », « La Vie Ouvrière », « L'Avant-Garde ». Des colis contenant des kilos de tracts circulent de la même manière. Il y aura même des tracts en langue allemande destinés aux soldats allemands, mais ils ne rencontrèrent pas beaucoup de succès. Les militaires de l'armée d'Adolf Hitler étaient encore enivrés de leurs faciles succès.

En mars 1941 nous décidons la reparution clandestine de « La Bretagne Ouvrière, Paysanne et Maritime », hebdomadaire du Parti avant la clandestinité pour le Finistère et le Morbihan. En dépit de la répression féroce ce journal paraîtra tout au long de 1941. Son numéro de mai 1941 appelle tous les Bretons et Bretonnes à s'unir dans le « Front National pour le salut et l'indépendance de la France » dont le Parti Communiste Français vient de prendre l'initiative.

. . . . . .

Bretagne-Nouvelle : *Ce que tu viens de dire suffirait à montrer le caractère mensonger des propos, qu'on entend encore aujourd'hui, suivant lesquels les communistes n'auraient commencé la Résistance qu'après l'agression allemande contre l'Union Soviétique en 1941. Cependant l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. dut créer des conditions plus favorables au développement de la Résistance ?*

Robert BALLANGER : Naturellement l'agression allemande contre l'Union Soviétique le 22 juin 1941 va faire naître de nouvelles conditions, plus favorables, de lutte pour toute la Résistance : l'espoir a changé de camp.

Dès lors nous pourrons avoir en Bretagne des actions dont l'ampleur sera autrement plus grande. Les Résistants bénéficient dans la population d'un appui plus important qui ira grandissant. Au début de l'automne 1941 un groupe du P.C., dirigé par Charles Cadiou, sabote les cuves d'eau distillée qui sont destinées aux sous-marins allemands, et les « U-Boot » de la Kriegsmarine à Brest sont condamnés à rester au port pour un certain temps.

En octobre 1941 un groupe O.S. venu de Paris abat un lieutenant-colonel allemand à Nantes. Les autorités d'occupation croyant terroriser la population fusillent cinquante otages dont vingt-sept militants communistes détenus au camp de concentration de Châteaubriant. Mais leurs espoirs sont déçus, la population contrairement à leur attente soutient les résistants et l'impopularité de l'occupant — qui là a jeté le masque — devient si profonde qu'il ne pourra plus jamais remonter le courant. La lutte a franchi un nouveau cap.

. . . . . .

Notre objectif clairement affirmé à tous nos militants et par eux à tous ceux que notre propagande toucha était de créer les conditions de l'insurrection nationale. **« Vers l'insurrection nationale contre l'occupant et ses complices »** est encore à l'époque un mot d'ordre hardi et ambitieux. Il eut une audience de plus en plus large. Notre Parti recrutait en dépit des conditions terribles de sa clandestinité. Les FTP qu'il avait créés devenaient la formation militaire de la Résistance la plus décidée, celle qui, et de loin, exécutera le plus grand nombre de missions contre l'ennemi : sabotages, attentats, attaques, etc. Notre presse clandestine sortait un grand nombre de journaux clandestins de tous types.

Des hommes et des femmes d'horizons politiques divers rejoignaient le combat libérateur au fil des années. Avec la reconquête de notre indépendance nationale sera balayé le facisme et avec les libertés retrouvées, le programme du Conseil National de la Résistance permettra une nouvelle et importante avancée dans le domaine social.

Notre Bretagne a payé un lourd tribut dans ces combats de la Liberté. Des centaines de nos militants — cinquante rien que pour Brest — sont tombés, fusillés, torturés à mort, morts au combat ou dans les prisons et les camps de concentration. Aucun Parti, aucune autre famille politique n'a donné autant de sang à la cause de notre indépendance nationale et de la liberté. Et à tous nos héros qui donnèrent leurs vies nous devons respect et reconnaissance.